COMPTES PUBLICS

1990-1991

Publiés conformément aux dispositions de l'article 71 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6)

Volume 1

ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 1991

Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-22099-4 (Édition complète)
ISBN 2-550-22093-5 (Volume 1)

Dépôt légal - 4e trimestre 1991
Bibliothèque nationale du Québec

À son Excellence le Lieutenant-gouverneur
Monsieur Martial Asselin
Hôtel du gouvernement
Québec

Monsieur le Lieutenant-gouverneur,

Le soussigné a l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1991.

Le ministre des Finances,
Gérard D. Levesque

Québec, décembre 1991

Au ministre des Finances
Monsieur Gérard D. Levesque
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1991, lesquels ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q. c. A-6).

Respectueusement soumis,

Le contrôleur des Finances,
Pierre-André Paré, f.c.a.

Québec, décembre 1991

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
AVANT-PROPOS	9
ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1991	
Revenus, dépenses et dette nette	13
Actif et passif	14
Besoins financiers et financement	16
Emploi des crédits	17
Notes complémentaires aux états financiers	19
Rapport du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	39
Observations du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	43
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT - SECTION	1
Sommaire	
Activités de fonctionnement	
Activités d'investissement	
Détail du compte des régimes de retraite	
FINANCEMENT - SECTION	2
Sommaire	
Variation de l'encaisse	
Nouveaux emprunts	
Remboursements d'emprunts	
ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF - SECTION	3

AVANT-PROPOS

Les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1991 ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6). Ils sont publiés en trois volumes intitulés comme suit:

Volume 1 - États financiers du Gouvernement

Volume 2 - Détail des revenus, crédits et dépenses

Volume 3 - États financiers des fonds spéciaux et du fonds renouvelable

Le Volume 1 présente, au début, les États financiers du gouvernement du Québec de l'année terminée le 31 mars 1991, préparés au ministère des Finances selon les conventions comptables déterminées par le Conseil du trésor. Ces états sont accompagnés du Rapport du Vérificateur général et, dans les pages qui suivent, paraissent également sous un titre séparé, les observations de ce dernier sur ces états.

Les renseignements nécessaires pour expliciter ces états financiers apparaissent dans les trois sections suivantes:

- En premier lieu, apparaissent certains détails concernant les liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement et pour des activités d'investissement ainsi que le détail des comptes des régimes de retraite.

- En second lieu, les opérations du financement démontrent de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations en indiquant les besoins financiers nets découlant des activités de fonctionnement et d'investissement ainsi que les sources de financement.

- Enfin, les tableaux complémentaires donnent les détails des postes de l'état de l'actif et du passif ainsi que les détails des engagements et des éventualités du Gouvernement afin de fournir plus d'informations à leur sujet.

Le volume 2 présente le Détail des revenus, crédits et dépenses sous les deux premières sections et la Liste des biens en capital sous la troisième.

- La première section comprend les états sommaires des revenus, crédits et dépenses. Dans cette section apparaît, entre autres, un état sommaire des crédits et dépenses par catégorie et par ministère et organisme en indiquant séparément les informations afférentes aux organismes dont le fonctionnement est pourvu par des allocations du Parlement sur le Fonds consolidé du revenu.

- Dans la seconde, on retrouve, pour chacun des ministères et de façon consécutive, le détail des revenus par catégorie et sous-catégorie, les crédits et dépenses par programme et élément, super-catégorie et catégorie, le sommaire des dépenses de transfert par objet et par genre de bénéficiaires ainsi que la Liste des fournisseurs et bénéficiaires. Cet ordre de présentation constitue une suite logique de toutes les informations relatives à un ministère.

- La troisième section couvre la Liste des biens en capital.

Le Volume 3 présente les États financiers des fonds spéciaux et du fonds renouvelable qu'administre le Gouvernement accompagnés chacun du Rapport du Vérificateur général sur ces états.

À la fin de ce volume apparaît sous un titre séparé, la Liste des fournisseurs du fonds renouvelable.

Le contrôleur des Finances,
Pierre-André Paré, f.c.a.

ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1991

REVENUS, DÉPENSES ET DETTE NETTE
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
REVENUS		(note 12)
Impôts sur les revenus et les biens	15 932 673	14 586 602
Taxes à la consommation	7 089 073	6 884 900
Droits et permis	788 121	706 815
Revenus divers	1 023 687	813 063
Revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement	1 175 446	1 341 644
Revenus autonomes	26 009 000	24 333 024
Transferts du gouvernement du Canada	7 014 993	6 740 912
Total des revenus (note 2)	33 023 993	31 073 936
DÉPENSES (note 4)		
Transferts:		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	8 830 445	7 916 398
Établissements de santé et de services sociaux	8 239 012	7 510 749
Organismes sans but lucratif et entreprises	1 450 487	1 319 827
Municipalités et organismes municipaux	1 368 694	1 339 328
Personnes	5 563 254	5 054 904
Entreprises, organismes du Gouvernement et fonds spéciaux	601 324	607 981
Total des transferts	26 053 216	23 749 187
Traitements, salaires et avantages sociaux	3 064 942	2 668 628
Service de la dette	4 445 481	4 039 041
Autres dépenses	2 285 159	2 092 714
Total avant les dépenses additionnelles	35 848 798	32 549 570
Excédent des dépenses sur les revenus avant les dépenses additionnelles	2 824 805	1 475 634
Dépenses additionnelles (note 3)		183 783
DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	2 824 805	1 659 417
DETTE NETTE AU DÉBUT	33 486 135	31 826 718
DETTE NETTE À LA FIN	36 310 940	33 486 135

ACTIF ET PASSIF
au 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
ACTIF		
Placements temporaires -- au coût	647 216	370 139
Comptes à recevoir	2 656 992	2 401 594
Dû par le gouvernement du Canada -- Gestion de la taxe sur les produits et services (note 5)	17 753	
Intérêts courus	19 418	17 343
	3 341 379	2 789 076
Placements--actions, obligations, billets, prêts et avances (note 6)		
Entreprises et organismes du Gouvernement	10 743 815	10 314 845
Municipalités et organismes municipaux	57 473	59 950
Particuliers, sociétés et autres	172 982	165 346
	10 974 270	10 540 141
Frais reportés	113 341	104 017
TOTAL DE L'ACTIF	14 428 990	13 433 234
DETTE NETTE	36 310 940	33 486 135
	50 739 930	46 919 369

Le contrôleur des Finances,

Pierre-André Paré, f.c.a

Québec, le 29 novembre 1991

Le sous-ministre des Finances,

Claude Séguin

	1991	1990
PASSIF		
Chèques en circulation moins espèces en banque, espèces et effets en main et dépôts en circulation (note 7)	30 547	177 352
Avances des fonds en fidéicommis	55 109	55 564
Compte d'accords de perception fiscale	400 630	336 095
Comptes à payer	2 436 182	2 157 201
Intérêts courus	1 441 908	1 388 130
	4 364 376	4 114 342
Gain de change non réalisé	417 607	634 281
Provision pour perte sur placements en actions (note 6)	56 364	80 394
Provision pour financer l'assainissement des eaux	37 663	37 631
Compte des régimes de retraite (note 8)		
Passif inscrit	17 080 760	14 896 625
Moins: Participation du Gouvernement inscrite d'avance	853 547	543 150
	16 227 213	14 353 475
Bons du trésor (note 9)	2 075 000	1 800 000
Obligations et billets (note 9)	27 561 707	25 899 246
	29 636 707	27 699 246
TOTAL DU PASSIF	50 739 930	46 919 369
Engagements et éventualités (note 10)		
Événements subséquents (note 11)		

BESOINS FINANCIERS ET FINANCEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991		1990	
				(note 12)
Activités de fonctionnement				
Déficit des opérations budgétaires		2 824 805		1 659 417
Éléments n'affectant pas les liquidités:				
Participation dans les résultats des entreprises inscrite aux revenus moins les dividendes déclarés	367 446		276 044	
Provisions pour moins value	(103 574)		(8 211)	
Contribution pour financer l'assainissement des eaux	(18 613)		(18 124)	
Participation du Gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite (note 8b)	(2 543 393)		(1 700 396)	
Amortissement des frais reportés	(302 512)		(254 327)	
Amortissement du gain de change non réalisé	42 076	(2 558 570)	58 048	(1 646 966)
		266 235		12 451
Régimes de retraite:				
Pensions et autres paiements	868 586		727 607	
Cotisations des participants et contributions de certains organismes	(198 931)	669 655	(190 935)	536 672
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement *		472 198		105 480
Liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement		1 408 088		654 603
Activités d'investissement				
Placements effectués		225 964		304 626
Placements réalisés		(152 016)		(142 961)
Liquidités utilisées pour des activités d'investissement		73 948		161 665
Besoins financiers nets		1 482 036		816 268
Activités de financement				
Variation de la dette à long terme				
Emprunts effectués		3 017 072		2 722 348
Variation de la dette résultant du produit d'un contrat d'échange de devises		54 347		
		3 071 419		2 722 348
Emprunts remboursés		(1 308 556)		(1 938 242)
		1 762 863		784 106
Variation de liquidités relatives à l'encaisse:				
Espèces en banques	(3 750)		3 388	
Placements temporaires	(277 077)	(280 827)	28 774	32 162
Financement net		1 482 036		816 268

* Les autres éléments d'actif sont les espèces et effets en main et les dépôts en circulation, les comptes et les intérêts courus à recevoir, les frais reportés et le compte Dû par le gouvernement du Canada -- Gestion de la taxe sur les produits et services. Les autres éléments du passif sont les chèques en circulation, les avances des fonds en fidéicommis, le compte d'accords de perception fiscale, les comptes et les intérêts courus à payer et la provision pour financer l'assainissement des eaux.

EMPLOI DES CRÉDITS
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

Ministères et organismes	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		CRÉDITS NON UTILISÉS	
	Votés	Permanents	Votés	Permanents	Votés	Permanents
Affaires culturelles	258 398	10 315	255 816	9 087	2 582	1 228
Affaires internationales	107 052	408	101 762	408	5 290	
Affaires municipales	690 282	2 038	640 456	821	49 826	1 217
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	682 734	35 808	672 822	31 921	9 912	3 887
Approvisionnements et Services	53 070		49 924		3 146	
Assemblée nationale		77 894		73 688		4 206
Communautés culturelles et Immigration	61 001		58 700		2 301	
Communications	120 578		118 309		2 269	
Conseil du trésor	23 075		21 686		1 389	
Conseil exécutif	91 330	1 314	42 339	1 314	48 991	
Éducation	5 281 352	158 362	5 249 172	158 285	32 180	77
Énergie et Ressources	432 071	3 941	420 267	3 791	11 804	150
Enseignement supérieur et Science	3 153 097	39 543	3 128 559	39 441	24 538	102
Environnement	484 661		477 059		7 602	
Finances	258 008	4 385 862	172 800	4 377 754	85 208	8 108
Forêts	75 880	1 952	36 257	1 952	39 623	
Industrie, Commerce et Technologie	425 579		376 336		49 243	
Justice	402 860	75 992	383 583	75 572	19 277	420
Loisir, Chasse et Pêche	240 002	73	231 746	73	8 256	
Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle	2 941 735	133	2 901 939	15	39 796	118
Office de planification et de développement du Québec	53 948		38 416		15 532	
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	149 989		141 809		8 180	
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique	250 893	663 597	246 044	640 939	4 849	22 658
Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française	28 598		27 357		1 241	
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	19 249	14 001	19 000	13 044	249	957
Régie de l'assurance-maladie du Québec		2 461 629		2 434 933		26 696
Revenu	301 594	90 961	292 240	85 661	9 354	5 300
Santé et Services sociaux	7 297 798	1 529 286	7 251 420	1 522 008	46 378	7 278
Sécurité publique	850 567	31 589	837 788	31 589	12 779	
Tourisme	93 199		91 835		1 364	
Transports	2 060 089	400	1 971 600	376	88 489	24
Travail	74 779	3 066	68 342	2 768	6 437	298
Provision pour créances douteuses		127 604		127 604		
	26 963 468	9 715 768	(1) 26 325 383	9 633 044	638 085	82 724
Dépenses	26 839 944	9 707 199	26 243 564	9 629 264	596 380	77 935
Prêts, placements et avances	123 524	8 569	81 819	3 780	41 705	4 789
	26 963 468	9 715 768	(1) 26 325 383	9 633 044	638 085	82 724
(1) Crédits permanents:						
Inclus dans les prévisions budgétaires		9 523 873		9 441 149		82 724
Non inclus dans les prévisions budgétaires		191 895		191 895		
		9 715 768		9 633 044		82 724

EMPLOI DES CRÉDITS (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1991

NOTES EXPLICATIVES

Le Parlement autorise le Gouvernement par des lois sur les crédits annuels (crédits votés) et par des crédits permanents prévus dans d'autres lois à effectuer à même le Fonds consolidé du revenu, des dépenses ainsi que des prêts, placements et avances.

Chacun des programmes des ministères et organismes est constitué de crédits votés et de crédits permanents s'il y a lieu. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur les crédits permanents n'est pas limitative. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés et doivent être biffés. L'excédent de dépenses sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et payé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les Comptes publics.

L'état de l'emploi des crédits présente les autorisations disponibles pour les dépenses et pour les prêts, placements et avances ainsi que l'emploi de telles autorisations par ministère et organisme. Cet état, préparé conformément à ce qui est mentionné précédemment ne tient pas compte, cependant, de la diminution des dépenses résultant de la réduction de la provision pour perte sur placements en actions au montant de 24 030 milliers de dollars.

RAPPORT

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 1991 démontre qu'aucun excédent de dépenses du Gouvernement portées aux comptes sur les crédits votés n'a été constaté au cours de cette année financière. Les crédits votés étaient suffisants pour l'inscription de toutes les dettes contractées pour les biens et services acquis et les transferts dus imputables sur ces crédits.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Le gouvernement du Québec rend compte de ses opérations financières selon une méthode modifiée de la comptabilité d'exercice. Les renseignements compris dans ses états financiers sont fondés, lorsque requis, sur les meilleurs estimations et jugements. Les principales conventions comptables qu'il s'est données tiennent aussi compte de certaines particularités propres à sa mission et au contexte législatif auquel il est soumis.

L'ENTITÉ COMPTABLE DU GOUVERNEMENT

Les états financiers du Gouvernement rendent compte de l'ensemble des opérations financières des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu, à ce titre, par des allocations du Parlement tirées sur ces fonds. Ce sont les ministères, les organismes et l'Assemblée nationale ainsi que les personnes qu'elle désigne, tels qu'énumérés à l'annexe 1.

Les organismes, les entreprises et les fonds qui ont leur propre entité comptable sont énumérés à l'annexe 2.

LES REVENUS

Les revenus provenant des impôts sur les revenus et les biens ainsi que ceux provenant des taxes à la consommation, des droits, des permis, des entreprises et organismes du Gouvernement et autres, sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus à ce titre, déduction faite des remboursements. Les cotisations et les comptes émis avant la fin de l'année financière sont portés à ces revenus.

Les revenus provenant des transferts du gouvernement du Canada sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus à ce titre. Cependant, les réclamations émises et les estimations de revenus provenant de transferts reliés à des programmes à frais partagés sans compensation fiscale sont comptabilisées dans l'année financière au cours de laquelle les dépenses s'y rattachant sont effectuées.

LES DÉPENSES

Les coûts des biens et des services, y compris ceux des immobilisations, sont portés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont acquis, sans égard au moment de leur utilisation.

Les paiements de transfert sont portés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils deviennent dus. Ils correspondent aux sommes dûment autorisées et acceptées à ce titre par le Gouvernement.

LES ACTIFS ET LES PASSIFS

L'état des finances du Gouvernement correspond à son encaisse, à ses créances inscrites à leur valeur de réalisation, à ses mises de fonds en actions dans ses entreprises montrées à leur valeur de consolidation et à ses dettes envers les tiers.

LES PLACEMENTS EN ACTIONS

Les placements en actions dans les entreprises du Gouvernement sont inscrits selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. En conséquence, les mises de fonds en actions sont enregistrées au coût, lequel est modifié annuellement de la participation du Gouvernement dans les résultats de ses entreprises avec contrepartie aux revenus.

Lorsque la participation du Gouvernement devient déficitaire, une provision pour perte sur placements équivalente au montant de ce déficit est inscrite au passif du Gouvernement et la variation annuelle est portée aux dépenses.

LES RÉGIMES DE RETRAITE

Les régimes de retraite gouvernementaux sont des régimes à prestations déterminées dont les participants sont les employés des secteurs publics et parapublics (enseignement, santé et services sociaux). Dans le cadre de la préparation des états financiers du Gouvernement, ces régimes sont évalués selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

---

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

LES RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

Les cotisations des participants au RREGOP sont versées à ce régime alors que celles des participants aux autres régimes sont versées au Fonds consolidé du revenu et inscrites au passif du Gouvernement.

Les contributions dues à titre d'employeur pour couvrir la totalité des coûts des services courants de tous les régimes et pour amortir le passif actuariel non inscrit sont portées aux dépenses et la contrepartie est inscrite au passif auquel s'ajoutent les dépenses d'intérêts. Les contributions d'employeurs de certains organismes désignés à l'annexe 3 sont versées au Fonds consolidé du revenu et sont également portées à ce passif.

Les prestations et les remboursements de cotisations sont puisés à même l'avoir du RREGOP et à même le Fonds consolidé du revenu selon les dispositions de chaque régime.

La partie des prestations constituées qui est à la charge du Gouvernement et dont l'inscription au passif reste à compléter par voie d'amortissement ainsi que les méthodes d'amortissement utilisées sont indiquées à la note complémentaire 8c.

LES EMPRUNTS

Les emprunts sont inscrits à leur valeur nominale et les frais d'émission de même que les primes ou les escomptes sont comptabilisés comme frais reportés et amortis sur la durée restante de ces dettes.

Toutefois, les emprunts émis à fort taux d'escompte sont inscrits à leur valeur de réalisation, augmentée annuellement de la capitalisation de l'escompte pour atteindre la valeur nominale à l'échéance.

À la fin de chacune des années financières, la valeur des dettes en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change alors en vigueur et les variations sont inscrites comme dépenses ou revenus à reporter, puis amorties sur la durée restante de ces dettes.

2. REVENUS

Selon la législation pertinente, les revenus sont inscrits après déduction de 648,5 millions de dollars (586,7 millions de dollars en 1990) de l'impôt sur le revenu des particuliers pour les remboursements d'impôts fonciers et les allocations d'aide aux familles; de 176,7 millions de dollars (123,8 millions de dollars en 1990) de l'impôt des corporations pour des crédits remboursables pour pertes autre que perte en capital et pour la recherche scientifique et le développement expérimental; de 44,7 millions de dollars (32,8 millions en 1990) des droits et permis - ressources naturelles pour les crédits de droits miniers remboursables pour pertes afférentes à des frais d'exploration et d'immobilisations.

Le détail des revenus par catégorie et sous-catégorie apparaît à l'annexe 4. Les revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement comprennent des dividendes de 808,0 millions de dollars (1 065,6 millions de dollars en 1990) et une participation dans les résultats de 367,4 millions de dollars (276,0 millions de dollars en 1990). Les revenus divers - intérêts comprennent un montant de 86,1 millions de dollars pour l'inscription des intérêts réalisables sur certains comptes à recevoir du ministère du Revenu.

3. DÉPENSES ADDITIONNELLES

Les chiffres de 1990 tiennent compte des prestations additionnelles d'aide sociale et de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris aux montants respectifs de 180,9 millions de dollars et 2,9 millions de dollars normalement payables le 1er avril 1990 par le ministère de la Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle - mission sociale.

3. DÉPENSES ADDITIONNELLES (suite)

L'effet de l'inscription de ces dépenses additionnelles sur les résultats des opérations budgétaires se présente comme suit:

	1991	1990 (note 12)
	(en millions de dollars)	
Dépenses incluant les dépenses additionnelles	35 848,8	32 733,3
Dépenses de l'année financière courante inscrites dans les années financières précédentes	217,1	827,6
Dépenses de l'année financière postérieure inscrites dans l'année financière courante		(183,8)
Effet net sur les résultats	217,1	643,8
Dépenses sur base comparable	36 065,9	33 377,1

4. DÉPENSES

a) Dépenses en capital

Les dépenses en capital, comprises dans les dépenses de l'année 1991, s'élèvent à 1 289,8 millions de dollars (1 229,3 millions de dollars en 1990), dont 597,8 millions de dollars (618,6 millions de dollars en 1990) pour les dépenses en capital du Gouvernement et 692,0 millions de dollars incluses dans les dépenses de transfert (610,7 millions de dollars en 1990). Ces dépenses en capital ainsi que la liste des biens de nature "capital" pour un montant de l'ordre de 12,2 milliards de dollars au 31 mars 1991 (11,8 milliards de dollars au 31 mars 1990) ainsi que leurs critères d'inscription apparaissent respectivement aux pages 1-39, 1-7, 3-1 et 3-4 du volume 2 des Comptes publics.

b) Détail des dépenses

Le détail des dépenses par mission et domaine ainsi que par ministère et organisme apparait à l'annexe 5.

5. DÛ PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA -- GESTION DE LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

Ce poste représente les opérations à être financées par le gouvernement du Canada pour l'implantation et la gestion de la taxe sur les produits et services. Aucune somme n'a encore été perçue du gouvernement du Canada à cet effet au 31 mars 1991.

6. PLACEMENTS

a) Placements dans les entreprises et organismes du Gouvernement

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Actions - selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation (annexe 6)	10 117 546	9 653 548
Dotations - au coût	40 610	40 610
Obligations et billets - au coût	134 305	134 948
Prêts et avances - à la valeur de réalisation	451 354	485 739
	10 743 815	10 314 845
Provision pour perte sur placements en actions - participation déficitaire (annexe 6)	56 364	80 394

6. PLACEMENTS (suite)

b) Échéancier des obligations et billets, prêts et avances

Excluant un montant de 203,2 millions de dollars (232,7 millions en 1990) dont les échéances ne sont pas déterminées, l'échéancier des obligations et billets et des prêts et avances aux entreprises et organismes du Gouvernement de 585,7 millions de dollars (620,7 millions de dollars en 1990), aux municipalités et organismes municipaux de 57,5 millions de dollars (60,0 millions de dollars en 1990) et aux particuliers, sociétés et autres, de 162,8 millions de dollars (155,2 millions de dollars en 1990) se résume comme suit:

Années d'échéance	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
1991		58 439
1992	38 016	34 027
1993	14 495	14 521
1994	14 381	17 333
1995	15 832	16 390
1996	16 010	12 497
	98 734	153 207
1997 et plus	504 089	450 004
	602 823	603 211

7. CHÈQUES EN CIRCULATION MOINS ESPÈCES EN BANQUE, ESPÈCES ET EFFETS EN MAIN ET DÉPÔTS EN CIRCULATION

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Chèques en circulation	202 827	382 795
Moins:		
Espèces en banque	53 033	49 283
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	119 247	156 160
	30 547	177 352

8. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

a) Régimes de retraite du gouvernement du Québec

		Nombre de cotisants au 31 décembre 1990	Nombre de retraités et de rentes aux survivants au 31 décembre 1990
Régimes actifs:	Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)	480 000	35 148
	Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRSQ)	4 600	1 503
	Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC)	1 950	84
	Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RRMAN)	125	233
	Régime de retraite des juges de la Cour du Québec (RRJCQ)	280	202
Autres régimes:	Régime de retraite des enseignants* (RRE)	31 500	23 318
	Régime de retraite de certains enseignants (RRCE)	1 400	1 945
	Régime de retraite des fonctionnaires* (RRF)	15 000	22 817
		534 855	85 250

* Depuis le 1er juillet 1973, ces régimes n'acceptent plus de nouveaux adhérents.

8. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

b) Dépense annuelle des régimes de retraite

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services	814 813	705 521
Amortissement des écarts d'expérience	(357 217)	(357 213)
Amortissement du passif actuariel non inscrit	675 263	166 213
Intérêts	1 410 534	1 185 875
Participation du Gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite	2 543 393	1 700 396

c) Méthodes d'amortissement

1) Passif actuariel non inscrit

i) RREGOP et RRAPSC

Pour ces régimes: l'écart entre l'actif retenu pour fins des évaluations actuarielles, excluant les sommes capitalisées à la Caisse de dépôt et placement du Québec, et le solde du compte non budgétaire à la même date est amorti en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondante à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP.

Le passif actuariel non inscrit relatif aux années transférées du RRE et du RRF au RREGOP et aux crédits de rentes accordés à certains employés du secteur des Affaires sociales (article 84 de la Loi sur le RREGOP) est amorti à compter de l'année financière 1987-1988 sur le solde à courir de la période de 50 ans débutant en 1979-1980 et au prorata des salaires versés à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et RREGOP.

ii) Régimes autres que RREGOP et RRAPSC

Pour ces régimes et bénéfices: l'écart d'expérience entre le taux de référence utilisé pour la détermination des hypothèses de rendement à long terme des évaluations actuarielles et le taux d'intérêt appliqué sur le solde du compte non budgétaire des régimes de retraite est amorti en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondante à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP.

Le solde du passif non inscrit des régimes est amorti sur une période de 50 ans à compter de l'année financière 1979-1980, au prorata des salaires versés aux participants des régimes, à l'exception du RRE et RRF où le passif actuariel non inscrit est amorti au prorata des salaires versés à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et au RREGOP.

2) Écarts d'expérience et coût des modifications

Les écarts d'expérience constatés à chacune des évaluations actuarielles du RREGOP et du RRAPSC sont amortis en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondante à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP. À compter de l'année financière 1989-1990, le coût des modifications apportées à tout régime au titre des services rendus par les participants au cours des années financières antérieures est amorti selon la même méthode et ce, à compter de l'année financière commençant dans l'année civile dans laquelle les modifications deviennent effectives.

d) Modifications apportées aux régimes de retraite

Des modifications apportées aux bénéfices accordés aux prestataires des régimes de retraite des enseignants, des fonctionnaires et des juges de la Cour du Québec ont pris effet soit le 1er janvier 1990, soit au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1991. Pour le régime de retraite des enseignants, depuis le 15 juin 1990, l'admissibilité à la retraite sans réduction actuarielle est accordée au participant qui a complété trente-trois années de service.

8. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

d) Modifications apportées aux régimes de retraite (suite)

Quant au régime de retraite des fonctionnaires, depuis le 1er janvier 1990, l'admissibilité à la retraite sans réduction actuarielle est accordée lorsque le participant atteint 62 ans (pour une participante, l'âge de 60 ans est déjà en vigueur) et qu'il a complété dix ans de service ou lorsque son âge et ses années de service totalisent 90.

Enfin, pour ce qui est des juges de la Cour du Québec, le 1er janvier 1990, le régime est devenu non contributoire. Depuis le 1er juillet 1990, l'admissibilité à la retraite est diminuée de 70 à 65 ans et la rente est calculée à partir du traitement moyen des trois années les mieux rémunérées. De plus, la partie de la rente attribuable aux années de service effectuées avant le 1er juillet 1990 est indexée selon l'augmentation de l'indice des prix à la consommation. La partie attribuable au service postérieur à cette date est indexée de l'excédent de cette augmentation sur 3%.

Ces modifications ont eu pour effet d'augmenter de 200 millions de dollars les obligations du gouvernement envers les régimes de retraite au 31 décembre 1990 et la participation du gouvernement à titre d'employeur de 22 millions de dollars pour l'année financière.

e) Passif inscrit

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Régimes actifs:		
-RREGOP	10 548 463	9 072 390
-Autres	1 082 355	905 963
Autres régimes	5 449 942	4 918 272
	17 080 760	14 896 625

Pour le régime RREGOP, le passif ne comprend que l'obligation du gouvernement à titre d'employeur tandis que pour tous les autres régimes, le passif comprend les obligations du gouvernement envers les participants incluant celles constituées par les cotisations des employés. Les cotisations des participants et les contributions de certains employeurs au RREGOP sont versées aux fonds des employés et des employeurs de ce régime et sont investies dans des fonds particuliers à la Caisse de dépôt et placement du Québec dont le total est de 9 687,5 millions de dollars au 31 décembre 1990 (8 562,8 millions de dollars au 31 décembre 1989) tel qu'apparaissant aux états financiers de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

f) Participation inscrite d'avance

Le passif inscrit au compte des régimes de retraite est établi selon la méthode actuarielle de nivellement des cotisations pour se conformer aux dispositions législatives et contractuelles propres au RREGOP et au RRAPSC. La participation du Gouvernement inscrite d'avance pour ces deux régimes de retraite représente le redressement requis au passif inscrit au compte des régimes de retraite pour présenter le passif du Gouvernement à titre d'employeur envers les régimes de retraite, selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service, tel que requis par la convention comptable en vigueur (voir note 1).

La participation du Gouvernement à titre d'employeur pour le service courant, établie selon les dispositions législatives et contractuelles propres aux RREGOP et RRAPSC, a été inscrite au passif du compte des régimes de retraite pour un montant de 515,3 millions de dollars. Par ailleurs, le coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services, réduit de l'amortissement des écarts d'expérience, s'établit à 258,4 millions de dollars; il s'ensuit donc une participation inscrite d'avance de 256,9 millions de dollars auxquels se sont ajoutés 53,5 millions de dollars en intérêts sur le solde à la fin de l'année 1989-1990. Le montant accumulé de la participation inscrite d'avance et des intérêts s'y rapportant est de 853,6 millions de dollars au 31 mars 1991 (543,2 millions de dollars au 31 mars 1990).

g) Évaluations et estimations actuarielles

Les évaluations actuarielles et les estimations actuarielles sont préparées par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service. Les évaluations actuarielles sont préparées à tous les trois ans tandis que les estimations actuarielles sont préparées annuellement à partir de la dernière évaluation actuarielle disponible.

8. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

g) Évaluations et estimations actuarielles (suite)

Les obligations du Gouvernement envers les régimes selon les calculs actuariels s'établissent comme suit:

	Estimations actuarielles au 31 décembre 1990	Estimations actuarielles au 31 décembre 1989
	(en millions de dollars)	
Régimes actifs:		
-RREGOP	9 631,2	8 224,5
-Autres	2 162,0	1 893,8
Autres régimes	16 451,5	15 076,1
	28 244,7	25 194,4

Ces estimations actuarielles ont été produites et émises en août 1991 par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

Les estimations au 31 décembre 1990 et 1989 ont été établies à partir des évaluations actuarielles des divers régimes effectuées par la Commission au 31 décembre 1987.

Pour l'ensemble des régimes de retraite, les prestations sont généralement indexées au coût de la vie pour la partie constituée avant le 1er juillet 1982 alors qu'après cette date, elles le sont seulement pour l'excédent de 3% de la hausse du coût de la vie.

Les estimations actuarielles ont été établies en prenant en considération une hausse du coût de la vie de 5,5% par année.

9. BONS DU TRÉSOR, OBLIGATIONS ET BILLETS

Les bons du trésor, obligations et billets convertis en dollars canadiens sont présentés ci-dessous par monnaie et par année d'échéance. Les unités monétaires par monnaie tiennent compte des contrats d'échange de devises:

Monnaies

	1991		1990	
	En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien (en milliers de dollars)	En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien (en milliers de dollars)
En monnaie du Canada ($ CAN.)	22 290 863	22 290 863	21 816 689	21 816 689
En monnaies étrangères (2):				
États-Unis ($ E.U.)	4 561 840	5 285 804	2 789 806	3 264 631
Japon (YEN)	120 000 000	984 720	165 000 000	1 224 300
Suisse (F.S.)	1 469 160	1 169 599	1 306 800	1 021 526
République fédérale d'Allemagne (D.M.)	750 000	509 550	975 000	676 162
France (F.F.)			800 000	164 800
Royaume-Uni (L.S.)	75 000	151 035	75 000	144 638
		30 391 571		28 312 746
MOINS:				
Fonds d'amortissement		754 864		613 500
Total		29 636 707		27 699 246

(1) Tenant compte des contrats d'échange de devises.
(2) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.

9. BONS DU TRÉSOR, OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)

Années d'échéance	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
1991		2 836 935
1992	3 750 991	1 419 026
1993	1 087 040	1 036 145
1994	2 107 234	2 119 618
1995	2 151 808	2 116 429
1996	2 095 789	1 426 266
	11 192 862	10 954 419
1997 et plus	18 443 845	16 744 827
	29 636 707	27 699 246

10. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Les engagements pour des paiements de transfert à des corporations, entreprises et organismes du Gouvernement, commissions scolaires, municipalités, institutions d'enseignement et établissements de santé et de services sociaux pour leurs dépenses en capital et pour le remboursement du principal de leurs emprunts contractés pour des dépenses en capital ainsi que certains autres engagements sont présentés sommairement à l'annexe 7. Ces engagements totalisent 14 179,1 millions de dollars au 31 mars 1991 (12 975,2 millions de dollars au 31 mars 1990).

Les emprunts garantis par le Gouvernement s'élèvent à 31 838,9 millions de dollars au 31 mars 1991 (27 313,9 millions de dollars au 31 mars 1990) dont 28 003,2 millions de dollars (23 727,8 millions de dollars au 31 mars 1990) se rapportent aux emprunts d'Hydro-Québec. Ces emprunts garantis ainsi que les autres éventualités autorisés par lois sont présentés sommairement à l'annexe 7.

Le Gouvernement fait par ailleurs l'objet de certaines réclamations et de causes en instance ou éventuelles. Elles portent notamment sur des revendications territoriales par des bandes indiennes et des revendications de prestations par des assistés sociaux de moins de trente ans. Les autres causes, qui impliquent des montants de 326,3 millions de dollars, sont reliées à des inexécutions de contrats, à des dommages subis par des personnes ou des biens et à des éléments connexes. Le dénouement de ces litiges étant incertain, la perte éventuelle que le Gouvernement pourrait devoir assumer ne peut être déterminée. Les montants que le Gouvernement pourrait être appelé à débourser lors du règlement de ces réclamations seront imputés aux dépenses de l'année financière en cours.

11. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le 1er septembre 1991, l'usine de Donohue Matane Inc. (DMI) a été fermée temporairement, compte tenu de l'état actuel du marché pour son produit. La Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR) détient dans cette entreprise un placement dont la valeur à ses états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1991 était de 92,1 millions de dollars. En raison de la fermeture temporaire de l'usine, REXFOR a dû débourser 14,5 millions de dollars en exécution d'une garantie de prêt qu'elle avait consentie et une somme de 12,6 millions de dollars pour la conservation des éléments d'actif de l'usine; elle a reçu en contrepartie de ces déboursés l'équivalent en actions ordinaires de DMI. La Société de développement industriel du Québec (SDI) a également déboursé 116 millions de dollars pour sa portion de garantie de prêt et est maintenant subrogée aux droits des prêteurs, devenant l'unique créancier de premier rang de l'entreprise.

Le 29 août 1991, l'usine de Cascades Port-Cartier Inc. a cessé ses opérations. Au 31 mars 1991, REXFOR et la SDI détenaient des placements de 38,9 millions de dollars et avaient également garanti des emprunts pour un total de 46,6 millions de dollars. En mai 1991, la SDI a effectué un placement de 12,5 millions de dollars dans l'entreprise sous forme d'actions privilégiées. Un programme de conservation des éléments d'actif de l'usine a été mis en place suite à une entente entre les actionnaires, SDI et les institutions financières impliquées, en vue d'une relance de l'entreprise.

Les résultats définitifs de ces opérations n'étant pas prévisibles pour le moment, les baisses de valeur que pourraient subir ces placements ne peuvent être déterminées.

12. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres comparatifs de 1990 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1991 dont principalement l'intérêt sur le compte des régimes de retraite qui est maintenant inscrit avec le coût du service de la dette au ministère des Finances. Auparavant, cet intérêt était comptabilisé dans les dépenses de transfert aux commissions scolaires et institutions d'enseignement et aux établissements de santé et de services sociaux ainsi qu'avec les traitements, salaires et avantages sociaux. Les chiffres de 1990 des besoins financiers et de financement ont été redressés à la hausse d'un montant de 58,0 millions de dollars pour tenir compte de l'effet de l'amortissement de la variation du change étranger dans la variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés aux activités de fonctionnement au lieu d'activités de financement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite) **ANNEXE 1**
MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT

Affaires culturelles
- Commission des biens culturels du Québec
- Régie du cinéma

Affaires internationales

Affaires municipales
- Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec
- Commission municipale du Québec
- Régie du logement

Agriculture, Pêcheries et Alimentation
- Commission de protection du territoire agricole du Québec
- * Commission des courses du Québec
- * Office du crédit agricole du Québec - Financement agricole
- * Régie des assurances agricoles du Québec
- Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
- Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole

Approvisionnements et Services

Assemblée nationale

Communautés culturelles et Immigration
- Conseil des communautés culturelles et de l'immigration

Communications
- Commission d'accès à l'information
- Régie des télécommunications

Conseil du trésor

Conseil exécutif
- Conseil de la famille

Éducation
- Conseil supérieur de l'éducation

Énergie et Ressources
- Régie du gaz naturel

Enseignement supérieur et Science
- Conseil de la science et de la technologie
- Conseil des collèges
- Conseil des universités
- Office des professions du Québec

Environnement
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
- Conseil de la conservation et de l'environnement

Finances
- Commission des valeurs mobilières du Québec
- Inspecteur général des institutions financières
- * Régie de l'assurance-dépôts du Québec

Forêts
- * Office du crédit agricole du Québec - Financement forestier

Industrie, Commerce et Technologie
- * Société de développement industriel du Québec
- * Société du parc industriel du centre du Québec**

Justice
- Commission de protection des droits de la jeunesse
- Commission des droits de la personne
- Office de la protection du consommateur
- Tribunal des droits de la personne

Loisir, Chasse et Pêche
- Régie de la sécurité dans les sports

Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle
- Commission des affaires sociales

Office de planification et de développement du Québec

Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine
- Conseil du statut de la femme
- Office des services de garde à l'enfance

Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique
- * Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
- Commission de la fonction publique
- Office des ressources humaines

Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française
- Commission d'appel de francisation des entreprises
- Commission de protection de la langue française
- Commission de toponymie
- Conseil de la langue française
- Office de la langue française

Personnes désignées par l'Assemblée nationale
- Directeur général des élections - Commission de la représentation électorale
- Protecteur du citoyen
- Vérificateur général

*Régie de l'assurance-maladie du Québec

Revenu
- Régie des loteries du Québec

Santé et Services sociaux
- Conseil des affaires sociales
- Office des personnes handicapées du Québec

Sécurité publique
- Comité de déontologie policière
- Commission québécoise des libérations conditionnelles
- Régie des permis d'alcool du Québec

Tourisme

Transports
- Commission des transports du Québec

Travail
- Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre
- Conseil des services essentiels
- Régie des entreprises de construction du Québec

* Ces organismes effectuent aussi des opérations financières distinctement du Fonds consolidé du revenu.

** Cette Société a été remplacée depuis le 25 octobre 1990 par la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour qui a sa propre entité comptable (voir annexe 2, page 29).

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ORGANISMES, ENTREPRISES ET FONDS QUI ONT LEUR PROPRE ENTITÉ COMPTABLE

ANNEXE 2

Année financière 1990-1991

ORGANISMES EFFECTUANT DES ACTIVITÉS À CARACTÈRE GOUVERNEMENTAL

Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche
Bibliothèque nationale du Québec
Centre de recherche industrielle du Québec
Centre québécois de recherche sur les applications pédagogiques de l'ordinateur
Centre québécois de valorisation de la biomasse
Centre québécois pour l'informatisation de la production
Commission d'appel en matière de lésions professionnelles
Commission des affaires sociales
Commission des courses du Québec
Commission de reconnaissance des associations d'artiste
Commission des services juridiques
Conseil des assurances de dommages
Conseil des assurances de personnes
Corporation d'hébergement du Québec
Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal métropolitain
Fondation de la faune du Québec
Fondation Jean-Charles Bonenfant
Fonds d'aide aux recours collectifs
Fonds de la recherche en santé du Québec
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche
Institut de police du Québec
Institut de recherche et d'information sur la rémunération
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
Institut québécois de recherche sur la culture
Institut québécois du cinéma
Musée d'art contemporain de Montréal
Musée de la civilisation
Musée du Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
Office du crédit agricole du Québec
Parc technologique du Québec métropolitain
Radio-Québec
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Régie des installations olympiques
Société d'aménagement de l'Outaouais
Société d'habitation du Québec
Société de développement des coopératives
Société de développement industriel du Québec
Société de la Place des Arts de Montréal
Société d'exploitation des ressources éducatives du Québec (SEREQ)
Société d'investissement Jeunesse
Société du Grand Théâtre de Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour *
Société québécoise d'assainissement des eaux
Société québécoise de récupération et de recyclage
Société québécoise d'information juridique

ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À CAPITAL-ACTIONS

Leur énumération est présentée dans l'annexe 6 des notes complémentaires

FONDS EN FIDUCIE ADMINISTRÉS PAR DES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT

Caisse de dépôt et placement du Québec
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
Commission de la construction du Québec
Commission de la santé et de la sécurité du travail
Commission des normes du travail
Curateur public (Le)
Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier
Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Régie des assurances agricoles du Québec
Régie des rentes du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec
Société du port ferroviaire de Baie-Comeau-Hauterive

FONDS SPÉCIAUX

Fonds administrés par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec
Fonds de la formation à distance
Fonds de la réforme du cadastre québécois
Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau
Fonds de reprographie gouvernementale
Fonds des cautionnements des agents de voyages
Fonds des fournitures et de l'ameublement
Fonds des moyens de communication
Fonds des services de santé
Fonds des services de télécommunications
Fonds des services informatiques
Fonds du Bureau de la statistique du Québec
Fonds d'information géographique et foncière
Fonds en fidéicommis
Fonds Les Publications du Québec
Fonds pour les équipements informatiques
Fonds spécial olympique

FONDS RENOUVELABLE

Fonds renouvelable du Service aérien gouvernemental

* Remplace la Société du parc industriel du centre du Québec depuis le 25 octobre 1990.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite) **ANNEXE 3**
ORGANISMES QUI DOIVENT VERSER AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU LEURS CONTRIBUTIONS D'EMPLOYEURS AU RÉGIME DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES

Caisse de dépôt et placement du Québec
Centre d'insémination artificielle du Québec (C.I.A.Q.) Inc. (filiale de SODUIA)
Commission de la santé et de la sécurité du travail
Commission des normes du travail
Fonds de la recherche en santé du Québec
Loto-Québec (Société des loteries du Québec)
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Régie des rentes du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec
Société des alcools du Québec
Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
Société immobilière du Québec
Ville de Vaudreuil à l'égard des employés qui étaient le 31 mai 1981, employés de la Station expérimentale de Vaudreuil

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite) **ANNEXE 4**
DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990 (note 12)
Impôts sur les revenus et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	11 578 579	10 228 644
Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	2 641 408	2 468 892
Impôts des sociétés	1 711 825	1 890 369
Autres	861	(1 303)
	15 932 673	14 586 602
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	4 794 924	4 471 242
Carburants	1 150 098	1 256 838
Tabac	585 785	515 263
Repas et hôtellerie	383 333	470 243
Autres	174 933	171 314
	7 089 073	6 884 900
Droits et permis		
Véhicules automobiles	458 746	380 700
Boissons alcooliques	94 431	58 264
Ressources naturelles	88 189	120 024
Pari mutuel	21 123	21 334
Autres	125 632	126 493
	788 121	706 815
Revenus divers		
Ventes de biens et services	276 779	276 589
Intérêts	412 603	261 868
Amendes, confiscations et recouvrements	334 305	274 606
	1 023 687	813 063
Revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement		
Société des alcools du Québec	359 281	387 649
Loto-Québec	443 689	441 131
Hydro-Québec	404 000	565 000
Autres	(31 524)	(52 136)
	1 175 446	1 341 644
Total des revenus autonomes	26 009 000	24 333 024
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	3 654 119	3 708 059
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 501 246	1 667 693
Contributions aux programmes de bien-être	1 410 885	1 143 179
Autres programmes	448 743	221 981
Total des transferts du gouvernement du Canada	7 014 993	6 740 912
Total des revenus	33 023 993	31 073 936

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite) **ANNEXE 5**
DÉTAIL DES DÉPENSES
PAR MISSION ET DOMAINE ET PAR MINISTÈRE ET ORGANISME
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990 (note 12)
PAR MISSION ET DOMAINE		
MISSION SOCIALE		
Sécurité du revenu	2 733 715	2 508 859
Santé et adaptation sociale	11 346 212	10 329 319
Habitation	221 511	233 730
	14 301 438	13 071 908
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE		
Éducation	9 317 328	8 359 705
Culture	292 245	265 317
Loisir et faune	231 794	221 240
	9 841 367	8 846 262
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE		
Institutions politiques	864 719	865 129
Gestion administrative centrale	5 705 138	4 989 705
Relations intergouvernementales	112 636	96 014
Protection de la personne et de la propriété	995 974	811 941
	7 678 467	6 762 789
MISSION ÉCONOMIQUE		
Ressources naturelles et industries primaires	1 656 254	1 541 572
Industries secondaires et développement technologique	355 494	355 252
Services	124 260	114 793
Ressources humaines	296 117	244 168
Transports	1 595 401	1 612 826
	4 027 526	3 868 611
Total avant les dépenses additionnelles	35 848 798	32 549 570
Dépenses additionnelles (note 3)		183 783
Total des dépenses	35 848 798	32 733 353
PAR MINISTÈRE ET ORGANISME		
Affaires culturelles	264 894	240 898
Affaires internationales	101 287	84 881
Affaires municipales	641 273	648 581
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	704 712	638 229
Approvisionnements et Services	49 922	52 511
Assemblée nationale	73 675	66 469
Communautés culturelles et Immigration	58 175	46 261
Communications	118 297	115 986
Conseil du trésor	21 685	20 315
Conseil exécutif	43 633	40 318
Éducation	5 407 446	5 027 690
Énergie et Ressources	424 024	422 481
Enseignement supérieur et Science	3 143 623	2 838 001

	1991	1990 (note 12)
PAR MINISTÈRE ET ORGANISME (suite)		
Environnement	477 019	415 224
Finances	4 550 542	4 149 310
Forêts	38 175	50 244
Industrie, Commerce et Technologie	340 663	344 979
Justice	459 103	413 155
Loisir, Chasse et Pêche	231 794	221 240
Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle	2 901 902	2 641 168
Office de planification et de développement du Québec	34 172	34 822
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	141 808	122 068
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique	886 977	445 864
Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française	27 351	24 419
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	32 037	75 632
Régie de l'assurance-maladie du Québec	2 434 933	2 223 267
Revenu	359 910	327 928
Santé et Services sociaux	8 773 370	7 987 708
Sécurité publique	868 887	685 213
Tourisme	90 999	84 706
Transports	1 971 834	1 972 935
Travail	71 102	78 856
	35 745 224	32 541 359
Provisions pour moins value:		
Provision pour créances douteuses	127 604	105 085
Provision pour perte sur placements en actions (diminution)	(24 030)	(96 874)
	103 574	8 211
Total avant les dépenses additionnelles	35 848 798	32 549 570
Dépenses additionnelles (note 3)		183 783
Total des dépenses	35 848 798	32 733 353

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite) **ANNEXE 6**
PLACEMENTS EN ACTIONS DANS LES ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT ET PROVISION POUR PERTE SUR CES PLACEMENTS
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

POSSEDÉS À PART ENTIÈRE, EXCEPTÉ(*)	AU 31 MARS 1990		PLACEMENTS EFFECTUÉS 1990-1991	PARTICIPATION DANS LES RÉSULTATS 1990-1991	AU 31 MARS 1991	
	VALEUR DE CONSOLIDATION MODIFIÉE	PROVISION POUR PERTE			VALEUR DE CONSOLIDATION MODIFIÉE	PROVISION POUR PERTE
Hydro-Québec	8 232 509			404 000 (3)	8 636 509	
Loto-Québec	7 998			(1 311)(2)	6 687	
Sidbec	25 163			18 054 (3)	43 217	
Société de développement de la Baie James, incluant Société de développement autochtone de la Baie James	9 463			(353)(1)	9 110	
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR)	170 703		89 802	(19 012)	241 493	
Société des alcools du Québec	33 629			(719)(2)	32 910	
Société des établissements de plein air du Québec	32 082		3 750	(5 681)(3)	30 151	
Société des Traversiers du Québec		192		1 007	815	
Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	18			(18)(6)		
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud (*) (actions détenues à 60%)	1 736			4	1 740	
Société générale de financement du Québec (SGF)	671 068 (3)			(50 768)(3)	620 300	
Société générale des industries culturelles	16 371			925	17 296	
Société immobilière du Québec	96 804			11 558	108 362	
Société nationale de l'amiante		81 452		23 838 (1)		57 614 (4)
Société québécoise des transports	1 835			(1 584)(3)	251	
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)	103 803			4 691	108 494	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)	106 412		3 000	267 (2)	109 679	
Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP)	143 954			6 578	150 532	
	9 653 548	81 644	96 552	391 476 (5)	10 117 546	57 614 (4)

(en milliers de dollars)

---

(1) Chiffres provenant d'états financiers non vérifiés.

(2) Participation dans les résultats inscrite aux revenus et diminuée des dividendes de Loto-Québec (445 000), de la Société des alcools (360 000) et de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (3 000).

(3) Ces résultats sont ceux du 31 décembre à l'exception de la Société des établissements de plein air du Québec (31 mai 1990).

La valeur de consolidation modifiée de la Société générale de financement au 31 mars 1990 comprend un redressement à la hausse de 128 753 sur les résultats de 1989-1990 pour tenir compte des négociations avec le gouvernement du Canada quant à sa contribution en regard de la provision pour pertes prévisibles inscrite par le Groupe MIL Inc. (filiale de la Société) sur les contrats de construction navale alors en cours. Ce redressement a été maintenu au 31 mars 1991.

Si les données intérimaires non vérifiées d'Hydro-Québec, de la Société générale de financement et de Sidbec au 31 mars 1991 avaient été prises en considération, la valeur de consolidation de ces placements à cette date, serait respectivement augmentée de 419 000, de 623 et diminuée de 8 608.

(4) Après application en contrepartie des prêts et avances à la Société nationale de l'amiante (1 250), la provision pour perte sur placements en actions s'établit à 56 364 au 31 mars 1991 (80 394 au 31 mars 1990).

(5) La participation de 391 476 dans les résultats de l'année financière terminée le 31 mars 1991 est présentée comme suit:

367 446 aux revenus provenant des entreprises et organismes du gouvernement;
24 030 en réduction de la provision pour perte sur placements en actions avec contrepartie au crédit des dépenses.

(6) Cette Société a été dissoute le 3 octobre 1990.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite) **ANNEXE 7**
ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

(en milliers de dollars)

ENGAGEMENTS	**1991**	**1990**
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	4 921 110	4 591 915
Établissements de santé et de services sociaux	2 168 846	1 979 758
Municipalités et organismes municipaux		
Construction du Métro de Montréal et autres dépenses en capital	1 028 350	1 020 572
Assainissement des eaux	2 879 477	2 525 573
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	186 159	169 847
Pour des dépenses en capital		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	349 583	304 361
Établissements de santé et de services sociaux	583 610	372 820
Municipalités et organismes municipaux		
Aqueducs, égoûts et autres	554 339	426 922
Assainissement des eaux	909 629	1 065 300
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	159 393	106 249
Autres engagements (pour engagements conditionnels de congés de maladie accumulés)	438 648	411 905
	14 179 144*	12 975 222*
EMPRUNTS GARANTIS		
		(note 12)
Hydro-Québec	28 003 197	23 727 756
Régie des installations olympiques	432 461	435 336
Sidbec	335 580	361 976
Société de développement industriel du Québec	437 822	258 260
Société immobilière du Québec	717 599	629 600
Société québécoise d'aluminium Inc. (filiale à part entière de la S.G.F.)		148 206
Société québécoise d'assainissement des eaux	232 987	172 928
Autres entreprises et organismes du gouvernement du Québec	240 290	237 006
Prêts aux étudiants	1 375 116	1 285 584
Municipalités, particuliers et sociétés	17 171	16 352
Prêts aux pêcheurs	46 666	40 878
	31 838 889*	27 313 882*

* Les engagements et les emprunts garantis en monnaies étrangères sont indiqués en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.

CAUTIONNEMENTS

Société générale de financement du Québec (S.G.F.)

Le gouvernement du Québec a garanti les montants à être versés par la S.G.F. en cas de défaut de remboursement du capital et des intérêts des obligations émises pour la mise sur pied d'un complexe forestier intégré par Donohue St-Félicien Inc. Le solde de ces obligations en circulation au 31 mars 1991 s'élevait à 66,0 millions de dollars (76,0 millions de dollars au 31 mars 1990).

CAUTIONNEMENTS (suite)

Société de développement industriel du Québec

Le gouvernement du Québec a garanti l'exécution des obligations de la Société de développement industriel du Québec relativement à des garanties d'emprunts accordées par cette Société. Au 31 mars 1991, le total des garanties d'exécution relatives aux emprunts effectués est de 69,2 millions de dollars (91,4 millions de dollars au 31 mars 1990).

AUTRES ÉVENTUALITÉS

Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers:

Selon les dispositions de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, depuis le 11 août 1988 et jusqu'au 1er avril 1992, les sommes nécessaires au paiement des obligations du Fonds sont payées à même les revenus nets que produit l'avance de 10,0 millions de dollars consentie au Fonds par le ministre des Finances. Lorsque ces revenus sont insuffisants, le ministre des Finances est autorisé à verser au Fonds, à la demande de ce dernier, sur le Fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour parfaire le paiement de ses obligations.

Au 31 mars 1991, l'avoir du Fonds s'élevait à 11,7 millions de dollars (6,4 million de dollars au 31 mars 1990) et le solde en capital des prêts assurés s'élevait à 1 846,6 millions de dollars (1 786,2 millions de dollars au 31 mars 1990).

Au cours de l'année financière, le ministre des Finances a versé 25,0 millions de dollars (27,8 millions de dollars en 1990) au Fonds qui a déboursé 26,0 millions de dollars des 42,0 millions de dollars qu'il estimait devoir rembourser aux prêteurs au 31 mars 1990. Selon une analyse des prêts assurés au 31 mars 1991 en défaut d'un an et plus, le montant estimé des pertes que le Fonds pourrait être appelé à rembourser aux prêteurs est de 20,0 millions de dollars. Le déboursement de ce montant s'étalera sur les prochaines années financières.

Selon les nouvelles dispositions législatives, le Gouvernement assumera à compter du 1er avril 1991, à la place des emprunteurs, les droits d'assurance au Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers. De plus, les droits d'assurance payés au Fonds par les emprunteurs du 11 août 1988 au 12 décembre 1990 leur seront remboursés par le Fonds à compter du 6 juin 1991. Ces remboursements à effectuer sont estimés à environ 10 millions de dollars.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

J'ai vérifié les états financiers suivants du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1991 :

- revenus, dépenses et dette nette;
- actif et passif;
- besoins financiers et financement; et
- emploi des crédits.

La responsabilité de la préparation de ces états financiers, selon les conventions comptables déterminées par le Conseil du trésor, incombe au ministère des Finances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction des ministères et des organismes du Gouvernement, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Conformément à la convention comptable sur les régimes de retraite énoncée aux notes complémentaires 1 et 8c), le Gouvernement ne comptabilise qu'une partie de ses obligations envers ses régimes de retraite autres que le RREGOP et fournit à la note complémentaire 8g) les estimations actuarielles de ses obligations au titre des prestations constituées. À mon avis, cette convention comptable n'est pas appropriée puisque les obligations du Gouvernement qui découlent des régimes de retraite constituent de véritables éléments de son passif et devraient être comptabilisées comme tel. Le fait de ne pas comptabiliser entièrement les obligations du Gouvernement a pour conséquence que les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1991 sont sous-évalués d'un montant d'au moins 1 177 millions de dollars (31 mars 1990 : d'au moins 1 142 millions de dollars). Pour sa part, le passif à l'égard des régimes de retraite et la dette nette sont sous-évalués d'un montant d'au moins 12 018 millions de dollars (31 mars 1990 : d'au moins 10 841 millions de dollars).

À mon avis, à l'exception des effets de la comptabilisation non appropriée des obligations des régimes de retraite dont il est question dans le paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées aux notes complémentaires 1 et 8c). Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01) je déclare qu'à mon avis, à l'exception des dépenses additionnelles dont il est question à la note complémentaire 3, ces conventions comptables ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

De plus, à mon avis, l'état de l'emploi des crédits représente les crédits autorisés, utilisés et non utilisés selon les notes explicatives fournies à cet état.

Les observations qui sont présentées à la suite de ce rapport constituent des explications et des commentaires sur les états financiers du gouvernement du Québec et sur le rapport qui les accompagne.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 5 décembre 1991

OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1991

OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1991

On retrouve dans la section qui précède les états financiers annuels du gouvernement du Québec ainsi que le rapport du vérificateur général sur ces états financiers. Ce rapport comprend notamment une énumération des états financiers que le vérificateur général a examinés, la portée et la nature de sa vérification, la restriction qu'il a formulée, ainsi que son opinion.

Les observations présentées ici renferment des commentaires et des explications additionnelles quant à la restriction formulée dans ce rapport ainsi qu'à l'égard d'autres sujets reliés à la présentation de l'information financière.

A. EFFET DE CERTAINES OPÉRATIONS FINANCIÈRES ET COMPTABLES SUR LE DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

1. Compte des régimes de retraite

La convention comptable sur les régimes de retraite et son application font l'objet d'une restriction dans mon rapport sur les états financiers du Gouvernement puisqu'elle ne convient pas à une présentation fidèle du passif et de la dette nette au 31 mars 1991 ainsi que des dépenses et du déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée à cette date.

Selon la méthode de la comptabilité d'exercice, tous les coûts relatifs aux régimes de retraite devraient être comptabilisés. La quote-part du Gouvernement du coût de ces régimes devrait être inscrite à mesure que ses employés et ceux des organismes publics acquièrent des bénéfices ou des droits.

Les coûts afférents aux prestations constituées devraient être comptabilisés d'une façon telle que le passif réel soit présenté dans les états financiers et que ces coûts soient inclus dans les dépenses annuelles du Gouvernement sur une base qui se rapproche de la réalité des opérations.

Selon la note complémentaire 8, paragraphes e), f) et g) sur les régimes de retraite, les obligations du Gouvernement selon les estimations actuarielles et le passif net inscrit aux états financiers relativement aux régimes de retraite se détaillent comme suit :

Régimes de retraite (en millions de dollars)	Obligations actuarielles 31 déc. 90	Passif net inscrit 31 mars 91	Obligations actuarielles 31 déc. 89	Passif net inscrit 31 mars 90
Régimes actifs :				
RREGOP	9 631	9 698*	8 224	8 529*
Autre	2 162	1 079*	1 894	906*
Autres régimes	16 452	5 450	15 076	4 918
TOTAL	28 245	16 227	25 194	14 353

* À l'exclusion de la participation inscrite d'avance de 853,5 millions de dollars (31 mars 1990: 543,2 millions de dollars).

Au cours de l'année civile 1990, les obligations actuarielles ont augmenté de 3 051 millions de dollars alors que seulement 1 874 millions de dollars ont été inscrits au passif net au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1991. La différence de 1 177 millions de dollars (31 mars 1990 : 1 142 millions de dollars) n'a pas été portée aux dépenses ni au déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1991. Pour sa part, le passif net inscrit ne comprend pas un montant de 12 018 millions de dollars (31 mars 1990 : 10 841 millions de dollars) pour compléter les obligations du Gouvernement envers ces régimes.

D'après la convention comptable en vigueur, le passif non inscrit de tous les régimes autres que le RREGOP est amorti sur une période de 50 ans à compter de l'année financière 1979-1980. Cette méthode d'inscription de ce passif n'est pas réaliste et appropriée puisque le passif non inscrit s'accroit

d'année en année et que l'amortissement annuel porté aux dépenses ne couvre que partiellement les intérêts qu'il faudrait calculer sur le solde non inscrit de 12 018 millions de dollars du passif.

Des mesures devraient donc être prises pour comptabiliser de façon appropriée les obligations du Gouvernement envers les régimes de retraite.

Le Comité sur la comptabilité et la vérification des organismes du secteur public de l'Institut canadien des comptables agréés a émis, en novembre 1988, une prise de position sur la comptabilisation des obligations découlant des régimes de retraite des salariés dans les états financiers des gouvernements. Cette prise de position couvre, entre autres, le traitement comptable à accorder au montant non comptabilisé de la dette au titre des régimes de retraite. Le Comité recommande à cet effet de comptabiliser cette dette à l'état de la situation financière.

Le vérificateur général recommande au Gouvernement de redresser ses pratiques comptables dans le sens proposé par le Comité, en comptabilisant et en portant à ses états financiers la partie non inscrite du passif des régimes de retraite.

2. Régime de retraite des enseignants

Le Régime de retraite des enseignants est fermé depuis 1973 et aucun nouveau participant ne peut adhérer à ce régime depuis cette date. Ainsi, le nombre de cotisants au régime diminue d'année en année. Les derniers participants prendront leur retraite avant 2010.

Le fait décrit ci-dessus étant susceptible de causer des fluctuations importantes aux cotisations à percevoir des employés dans les années à venir, l'estimation des obligations actuarielles du Gouvernement a été faite à partir de l'hypothèse que ce régime est à solde de coût pour le Gouvernement. Cette hypothèse veut que le Gouvernement absorbe ce qu'il manque pour défrayer les coûts du régime après avoir considéré les sommes versées par les employés, que ces dernières représentent une part plus élevée ou moins élevée des coûts que celle à défrayer par le Gouvernement.

Les dispositions légales en vigueur ne permettent pas de considérer le Régime de retraite des enseignants à solde de coût pour le Gouvernement. En effet, l'article 176 de la Loi sur le Régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics stipule que le coût du Régime de retraite des enseignants doit être partagé, à compter du 1er juillet 1982, en parts égales entre les employés et les employeurs.

Telles que calculées par le Gouvernement, ses obligations envers les participants au Régime de retraite des enseignants sont moins élevées de quelque 170 millions de dollars, aux états financiers de 1990-1991, qu'elles ne l'auraient été si elles avaient été calculées de façon à respecter un partage égal des coûts entre les employés et le Gouvernement.

Nous incitons le Gouvernement à prendre les dispositions requises pour régulariser la situation.

3. Dépenses additionnelles

Comme l'indique la note complémentaire 3, le Gouvernement a effectué au cours des années financières antérieures des déboursés et a procédé à certaines imputations de dépenses, normalement attribuables aux années subséquentes. Ces opérations financières et comptables, quoique n'étant pas en conflit avec les exigences de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6 et modifications), ont eu pour effet de réduire de 217,1 millions de dollars (31 mars 1990 : 643,8 millions de dollars) les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année. Ces déboursés et imputations ont eu aussi pour effet d'augmenter les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de 1988-1989 de 12,1 millions de dollars et ceux de 1987-1988 de 848,8 millions de dollars.

Ces déboursés étaient constitués de prestations anticipées d'aide sociale et de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, et de contributions anticipées à des fonds d'amortissement se rapportant à des emprunts de commissions scolaires et d'institutions d'enseignement. Les imputations de dépenses se rapportaient à de l'amortissement anticipé du passif actuariel non comptabilisé des régimes de retraite.

L'inscription par anticipation de ces dépenses de nature récurrente compromet la comparabilité des états financiers; elle nuit à la compréhension de l'évolution du déficit des opérations budgétaires d'une année financière à une autre.

Bien que le Gouvernement se soit abstenu, pour l'année financière 1990-1991, de répéter cette pratique, les états financiers de l'année subissent les effets de ces pratiques antérieures. En effet, l'année 1990-1991 ne présente que l'équivalent de onze mois de prestations d'aide sociale et de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, alors que les dépenses des années financières 1988-1989 et 1989-1990 comportaient douze mois de prestations et celles de 1987-1988, treize mois.

4.Changements dans les délais d'émission des avis de cotisation et des chèques de remboursement d'impôt

Selon les conventions comptables du gouvernement du Québec, les revenus provenant des impôts sur le revenu et les biens sont comptabilisés dans l'exercice financier au cours duquel ils sont reçus, déduction faite des remboursements. Les cotisations et les comptes émis avant la fin de l'année financière sont portés à ces revenus.

Depuis plusieurs années, la date indiquée sur les avis de cotisation et les chèques de remboursement de l'impôt sur le revenu des particuliers est de six jours ouvrables après la date prévue pour leur traitement. Dans le cas des remboursements anticipés, effectués sur demandes des contribuables, ce délai est de trois jours ouvrables.

Contrairement à cette pratique, les avis de cotisation et les chèques de remboursement de l'impôt sur le revenu des particuliers traités les 18 et 20 mars 1991 ont été datés des 3 et 4 avril plutôt que des 26 et 28 mars, soit un délai moyen de 10 jours ouvrables à partir de la date du traitement. De même, les chèques de remboursements anticipés traités entre le 20 mars et le 25 mars 1991 ont été datés du 2 avril plutôt que du 25 mars au 28 mars, ce qui représente des délais variant de 4 à 7 jours ouvrables. Par après, ces délais ont été ramenés à la durée habituelle.

La prolongation des délais en fin d'année financière a eu pour effet d'augmenter les revenus et de réduire le déficit des opérations budgétaires de l'année financière 1990-1991 d'un montant de 142,5 millions de dollars.

Comme indiqué précédemment pour les dépenses additionnelles, un tel geste rend les données financières du Gouvernement non comparables d'une année financière à une autre et nuit à la compréhension de l'évolution du déficit des opérations budgétaires.

B.INTÉGRALITÉ DES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT

Depuis plusieurs années, le vérificateur général soulève, dans ses observations sur les états financiers annuels du Gouvernement et dans ses Rapports annuels à l'Assemblée nationale, la question de l'intégralité des états financiers du Gouvernement.

L'intégralité est la caractéristique de l'information comptable qui assure que les états financiers contiennent toutes les données nécessaires à la présentation fidèle de la situation financière ainsi que des résultats de toutes les activités.

Les états financiers du gouvernement du Québec sur lesquels portent mon rapport et mes observations rendent compte de l'ensemble des opérations financières des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu, à ce titre, par des allocations du Parlement tirées sur ces fonds. Ce sont les ministères, les organismes et l'Assemblée nationale ainsi que les personnes qu'elle désigne.

Ces états financiers ne fournissent pas un compte rendu global de la nature et de l'étendue des activités ainsi que des ressources financières dont le Gouvernement est responsable, car ils n'intègrent

pas les données financières des organismes et des entreprises accomplissant des activités à caractère gouvernemental ni celles des fonds spéciaux.

En outre, les états financiers du Gouvernement ne présentent pas, sous forme de note ou de tableau joints aux états financiers, la description ni un sommaire des soldes des fonds en fiducie administrés par le Gouvernement, ses organismes et ses entreprises.

Depuis quelques années, le Gouvernement a fait des progrès dans la présentation de son entité comptable, en la définissant dans ses conventions comptables et en indiquant, dans des annexes aux notes complémentaires, les entités qui sont incluses aux états financiers et celles qui en sont exclues.

Le Gouvernement comptabilise aussi dans ses états financiers sa participation aux résultats annuels des entreprises dans lesquelles il détient des placements en actions. Ces mesures concourent à une information plus représentative de son périmètre comptable.

Le Gouvernement poursuit ses efforts en 1991 afin de fournir un compte rendu plus global de ses activités financières sous forme d'états financiers consolidés.

Nous ne pouvons qu'encourager le Gouvernement à mener ce projet à terme.

SECTION 1

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Cette section regroupe certains détails sur les liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement et pour des activités d'investissement, ainsi que le détail du compte des régimes de retraite.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	1-3
Activités de fonctionnement	
Déficit des opérations budgétaires à financer	1-4
Régimes de retraite	1-4
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement	1-5
Activités d'investissement	1-6
Détail du compte des régimes de retraite	1-8

DÉTAIL DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

Activités de fonctionnement	
Déficit des opérations budgétaires à financer	- 266 235
Excédent des pensions et autres paiements sur les cotisations des participants et contributions de certains organismes	- 669 655
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement	- 472 198
	- 1 408 088
Activités d'investissement - Placements	
Entreprises et organismes du Gouvernement	- 59 398
Municipalités et organismes municipaux	2 476
Particuliers, sociétés et autres	- 17 026
	- 73 948
Besoins financiers nets	- 1 482 036

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1991

Déficit des opérations budgétaires à financer

(en milliers de dollars)

Déficit des opérations budgétaires		2 824 805
Éléments n'affectant pas les liquidités:		
Participation dans les résultats des entreprises inscrite aux revenus moins les dividendes déclarés:		
Hydro-Québec	404 000	
Loto-Québec	(1 311)	
Sidbec	18 054	
Société de développement de la Baie James	(353)	
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	(19 012)	
Société des alcools du Québec	(719)	
Société des établissements de plein air du Québec	(5 681)	
Société des Traversiers du Québec	815	
Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	(18)	
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	4	
Société générale de financement du Québec	(50 768)	
Société générale des industries culturelles	925	
Société immobilière du Québec	11 558	
Société québécoise d'exploration minière	4 691	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	267	
Société québécoise d'initiatives pétrolières	6 578	
Société québécoise des transports	(1 584)	367 446
Provisions pour moins value:		
Diminution de la provision pour perte sur placements en actions inscrite aux dépenses:		
Société des Traversiers du Québec	192	
Société nationale de l'amiante	23 838	
	24 030	
Provision pour créances douteuses	(127 604)	(103 574)
Contribution pour financer l'assainissement des eaux		(18 613)
Participation du Gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite (1)		(2 543 393)
Amortissement des frais reportés		(302 512)
Amortissement du gain de change non réalisé		42 076
Déficit des opérations budgétaires à financer		266 235

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1991

Régimes de retraite (1)

(en milliers de dollars)

Pensions et autres paiements	868 586
Cotisations des participants et contributions de certains organismes	(198 931)
Excédent des pensions et autres paiements sur les cotisations des participants et contributions de certains organismes	669 655

(1) Pour plus de détail voir page 1-8 "Détail du compte des régimes de retraite".

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1991

VARIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS DE L'ACTIF ET DU PASSIF

(en milliers de dollars)

	31 mars 1991	31 mars 1990	Montant porté à la dépense	Variation (*)
Éléments de l'actif:				
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	119 247	156 160		36 913
Comptes à recevoir:				
Agents et mandataires	1 187 529	1 163 721		(23 808)
Autres débiteurs	1 469 463	1 237 873	120 339	(351 929)
Dû par le gouvernement du Canada - Gestion de la taxe sur les produits et services	17 753			(17 753)
Intérêts courus	19 418	17 343		(2 075)
Frais reportés	113 341	104 017	302 512	(311 836)
	2 926 751	2 679 114	422 851	(670 488)
Éléments du passif:				
Chèques en circulation	202 827	382 795		(179 968)
Avances des fonds en fidéicommis	55 109	55 564		(455)
Compte d'accords de perception fiscale	400 630	336 095		64 535
Comptes à payer	2 436 182	2 157 201		278 981
Intérêts courus	1 441 908	1 388 130		53 778
Provision pour financer l'assainissement des eaux	37 663	37 631	18 613	(18 581)
	4 574 319 (1)	4 357 416	18 613	198 290
Excédent des éléments du passif sur les éléments de l'actif relié au fonctionnement	**1 647 568**	**1 678 302**	**441 464**	**(472 198)**

(*) Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.
(1) Excluant le gain de change non réalisé de 417 606 742 $ (634 280 848 $ en 1990) inscrit au passif.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1991

PLACEMENTS

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE	Placements effectués		Placements réalisés		
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	Total
Entreprises et organismes du Gouvernement	102 819	76 765	3 010	117 176	59 398
Municipalités et organismes municipaux	292		2 768		(2 476)
Particuliers, sociétés et autres	40 892	5 196	27 553	1 509	17 026
	144 003	81 961	33 331	118 685	73 948
		225 964		152 016	73 948

DÉTAIL	Placements effectués		Placements réalisés		
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	Total
Entreprises et organismes du Gouvernement					
Actions et mises de fonds					
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	13 402	76 400			89 802
Société des établissements de plein air du Québec	3 750				3 750
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	3 000				3 000
	20 152	76 400			96 552
Obligations et billets					
Société d'habitation du Québec			643		(643)
			643		(643)
Prêts et avances					
Hydro-Québec			121		(121)
Société de développement des coopératives			489		(489)
Société de développement industriel du Québec	55 867		257	37 976 (2)	17 634
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	26 800	365 (1)	1 500	76 400	(50 735)
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires				2 800 (2)	(2 800)
	82 667	365	2 367	117 176	(36 511)
	102 819	76 765	3 010	117 176	59 398

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1991

PLACEMENTS (suite)

(en milliers de dollars)

DÉTAIL (suite)

	Placements effectués		Placements réalisés		
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	Total
Municipalités et organismes municipaux					
Obligations et billets			2 644		(2 644)
Prêts et avances	292		124		168
	292		**2 768**		**(2 476)**
Particuliers, sociétés et autres					
Prêts et avances					
Particuliers					
Étudiants	24 817	5 087 (3)	6 212	352	23 340
Pêcheurs	2 758	(9)	4 635		(1 886)
Producteurs agricoles	922		23	659	240
	28 497	5 078	10 870	1 011	21 694
Sociétés et autres					
Avances permanentes aux employés du Gouvernement (frais de déplacement) et fonds locaux	1 366		1 628	36	(298)
Coopératives			39		(39)
Corporations agricoles	1 194		4	462	728
Corporations industrielles	4 243		443		3 800
Corporations minières		118			118
Corporations touristiques	517				517
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels			100		(100)
Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau	284				284
Fonds d'information géographique et foncière			100		(100)
Fonds de formation à distance			300		(300)
Fonds de la réforme du cadastre québécois			600		(600)
Fonds de reprographie gouvernementale	148				148
Fonds des fournitures et de l'ameublement	480				480
Fonds des moyens de communication	1 200				1 200
Fonds des services de télécommunications			9 300		(9 300)
Fonds du Bureau de la statistique du Québec			90		(90)
Fonds pour les équipements informatiques	2 963		3 638		(675)
Pêcheurs			441		(441)
	12 395	118	16 683	498	(4 668)
	40 892	**5 196**	**27 553**	**1 509**	**17 026**

(1) Intérêts capitalisés.
(2) Montants portés aux dépenses pour des subventions.
(3) Montant formé d'intérêts capitalisés et autres revenus.

DÉTAIL DU COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

DÉTAIL	Cotisations des participants et contributions de certains organismes	+	Participation du Gouvernement à titre d'employeur	-	Pensions et autres paiements	+ (-) Redressements	=	Excédent
R.R.E.G.O.P.	1 188		1 315 143		141 592	(7 398)(3)		1 167 341
R.R.E.	106 745		723 134		393 545			436 334
R.R.C.E.	13 977 (3)		51 255		42 872	7 398 (3)		29 758
R.R.F.	56 030 (1)		250 396		240 848			65 578
R.R.S.Q.	14 782		163 810		32 516			146 076
R.R.M.A.N.	819		4 329		6 261			(1 113)
R.R.J.C.Q.	431		19 448		9 607			10 272
R.R.A.P.S.C.	4 959		15 878		1 345			19 492
	198 931		**2 543 393** (2)		**868 586**			**1 873 738**

(1) Y compris des contributions de certains organismes de 4 400 516 $ pour le service courant et 17 000 000 $ pour le service passé.

(2)

	Coût des prestations constituées (*)	Amortissement des écarts d'expérience	Amortissement du passif actuariel non inscrit	Intérêts	Total
R.R.E.G.O.P.					
Réseau des Affaires sociales	284 869	(165 849)	80 193	396 440	595 653
Réseau de l'Éducation	225 499	(131 290)	101 713	323 010	518 932
Réseau de la Fonction publique	101 591	(59 143)	37 567	120 543	200 558
	611 959	(356 282)	219 473	839 993	1 315 143
Autres régimes					
R.R.E.	94 661		262 333	366 140	723 134
R.R.C.E.	8 026 (3)		18 951	24 278	51 255
R.R.F.	37 916		121 334	91 146	250 396
R.R.S.Q.	51 442		38 602	73 766	163 810
R.R.M.A.N.	1 312		2 841	176	4 329
R.R.J.C.Q.	5 878		7 565	6 005	19 448
R.R.A.P.S.C.	3 619	(935)	4 164	9 030	15 878
	202 854	(935)	455 790	570 541	1 228 250
	814 813	**(357 217)**	**675 263**	**1 410 534**	**2 543 393**

(*) Coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services.

(3) En vertu de la Loi sur le Régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., c. R-9.1), la Caisse de dépôt et placement du Québec a remis au Fonds consolidé du revenu un montant de 13 976 550 $ représentant la somme des cotisations des participants à ce régime; en conséquence, la portion des contributions du Gouvernement à titre d'employeur qui avait été cumulée au passif du compte R.R.E.G.O.P. a été transférée au compte du Régime de retraite de certains enseignements pour un montant de 7 398 225 $ et un montant de 8 025 600 $ a été comptabilisé au compte du Régime de retraite de certains enseignants, représentant la charge de retraite du Gouvernement à l'endroit de ce régime.

R.R.E.G.O.P. = Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.
R.R.E. = Régime de retraite des enseignants.
R.R.C.E. = Régime de retraite de certains enseignants.
R.R.F. = Régime de retraite des fonctionnaires.
R.R.S.Q. = Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.
R.R.M.A.N. = Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale.
R.R.J.C.Q. = Régime de retraite des juges de la Cour du Québec.
R.R.A.P.S.C. = Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels.

SECTION 2

FINANCEMENT

Cette section démontre de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	2-3
Variation de liquidités relatives à l'encaisse	2-4
Nouveaux emprunts	2-4
Remboursements d'emprunts	2-7

FINANCEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

PAGE		
	Besoins financiers nets	
1-3	Activités de fonctionnement	1 408 088
1-3	Activités d'investissement	73 948
		1 482 036
	Financement	
2-4	Variation de liquidités relatives à l'encaisse	- 280 827
2-4	Nouveaux emprunts	3 017 072
	Augmentation de la dette résultant du produit d'un contrat d'échange de devises	54 347
2-7	Remboursements d'emprunts (1)	- 1 308 556
	Variation de la dette à long terme	1 762 863
		1 482 036 (2)

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(1) Incluant 141 364 050 $ de contributions au fonds d'amortissement.

(2) Excluant un montant de 174 598 284 $ représentant la variation de change de l'année financière sur les emprunts en monnaies étrangères.

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

VARIATION DE LIQUIDITÉS RELATIVES À L'ENCAISSE

DÉTAIL

	31 mars 1991	31 mars 1990	Variation
Espèces en banque	53 033	49 283	- 3 750
Placements temporaires	647 216	370 139	- 277 077
	700 249	419 422	- 280 827

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

NOUVEAUX EMPRUNTS

SOMMAIRE

Bons du trésor		275 000
Obligations - négociables	1 811 320	
- remboursables à demande	422 055	
- non négociables	9 789	2 243 164
Billets		498 908
		3 017 072

DÉTAIL

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
Bons du trésor					
diverses	diverses	divers	divers		275 000 (1)
Obligations					
Négociables					
En monnaie du Canada					
1990-07-27	2000-04-26	10,000	91,808		91 808 (2)
1990-07-27	2015-07-27	11,000	98,299		50 000
1990-08-16	2000-08-16	11,500	98,970		250 000
1990-12-12	1996-03-12	10,750	98,520		400 000
1990-11-29	2001-02-15	11,750	98,877		100 000
1991-03-25	1998-03-25	7,285	85,000		102 000 (3)
1991-03-28	2011-03-28	10,750	98,877		75 000
1991-03-28	2001-01-15	10,500	99,529		150 000
					1 218 808

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
Obligations (suite)					
En monnaie du Canada (suite)					
Emprunts escomptés					
1990	1995-2012	10,00 - 11,00			1 632 (4)
					1 220 440
En monnaie des États-Unis					
Emprunts escomptés					
1991	1992-2001	7,15 - 8,25		7 866 $ É.U.	9 122 (4)
En monnaie de la Suisse					
1991-03-14	2001-03-14	6,75	101,50	200 000 F.S.	183 441 (5)
En monnaie du Japon					
1990-10-30	2000-10-30	9,00	100,00	20 000 000	176 025 (6)
1991-02-28	2001-02-28	8,00	98,95	8 000 000	69 476 (7)
1991-03-22	2001-03-22	7,15	95,00	8 550 000	73 521 (8)
1991-03-28	2001-03-28	7,35	95,00	9 500 000	79 295 (9)
				46 050 000 Yens	398 317
					1 811 320
Remboursables à demande					
En monnaie du Canada					
Obligations d'épargne du Québec					
1989-06-01	1996-06-01	12,00/6,00	100,00		2 470
1990-06-01	2000-06-01	12,00	100,00		419 585
					422 055
Non négociables					
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Régime de pensions du Canada					
1990	2010	10,36 - 11,33	100,00		9 789
					2 243 164
Billets					
En monnaie du Canada					
Emprunt escompté					
1990-06-14	1992-06-14	8,50			1 741 (4)

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
Billets (suite)					
En monnaie des États-Unis					
1991-01-11	1998-01-16	7,325	100,00	100 000	115 660
Billets à moyen terme 1991	1996-2002	8,14 - 8,93	100,00	134 000	154 832 (10)
				234 000 $ É.U.	270 492
En monnaie de la Suisse					
1991-01-15	1996-01-15	7,750	101,50	200 000 F.S.	182 622 (11)
En monnaie du Japon					
1991-03-15	2001-03-15	7,100	100,00	5 000 000 Yens	44 053 (12)
					498 908
Emprunts effectués					3 017 072

* En milliers d'unités monétaires.

** Équivalent canadien de la valeur de réalisation ou de la valeur nominale à la date de réalisation de l'emprunt.

(1) Bons du trésor

Émis	6 725 000
Remboursés	6 450 000
Net	275 000

(2) Emprunt à fort taux d'escompte dont le taux effectif pour l'acheteur est de 11,413 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 100 000 000 $ à l'échéance pour un capital versé de 91 808 000 $.

(3) Emprunt à fort taux d'escompte dont le taux effectif pour l'acheteur est de 10,408 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 120 000 000 $ à l'échéance pour un capital versé de 102 000 000 $.

(4) Capitalisation de l'escompte sur des emprunts émis à fort taux d'escompte au cours des années antérieures.

(5) Emprunt de 200 000 000 F.S. qui fait l'objet de deux contrats d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 158 739 763 $ É.U. (équivalent canadien de 183 440 687 $) lors de l'émission et au remboursement avec intérêt annuel à taux variable.

(6) Emprunt de 20 000 000 000 Yens dont le capital est payable en monnaie du Japon et les intérêts en monnaie de l'Australie. Les paiements d'intérêts en monnaie de l'Australie font l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Japon. Un deuxième contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis couvre en totalité les paiements de capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie des États-Unis de ces contrats est de 150 362 380 $ É.U. (équivalent canadien de 176 024 509 $) lors de l'émission et au remboursement avec intérêt annuel à taux variable.

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

(7) Emprunt de 8 000 000 000 Yens dont le capital est payable en monnaie du Japon et les intérêts en monnaie de l'Australie. Les paiements d'intérêts en monnaie de l'Australie font l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Japon. Un deuxième contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis couvre en totalité les paiements de capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie des États-Unis de ces contrats est de 60 207 004 $ É.U. (équivalent canadien de 69 476 393 $) lors de l'émission et au remboursement avec intérêt annuel à taux variable.

(8) Emprunt à fort taux d'escompte dont le taux effectif pour l'acheteur est de 7,892 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 9 000 000 000 Yens à l'échéance pour un capital versé de 8 550 000 000 Yens payable en monnaie du Japon et les intérêts en monnaie de l'Australie. Les paiements d'intérêts en monnaie de l'Australie font l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Japon. Un deuxième contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis couvre en totalité les paiements de capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie des États-Unis de ces contrats est de 63 557 648 $ É.U. (équivalent canadien de 73 521 401 $) lors de l'émission et au remboursement avec intérêt annuel à taux variable.

(9) Emprunt à fort taux d'escompte dont le taux effectif pour l'acheteur est de 8,098 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 10 000 000 000 Yens à l'échéance pour un capital versé de 9 500 000 000 Yens payable en monnaie du Japon et les intérêts en monnaie de l'Australie. Les paiements d'intérêts en monnaie de l'Australie font l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Japon. Un deuxième contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis couvre en totalité les paiements en capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie des États-Unis de ces contrats est de 68 440 000 $ É.U. (équivalent canadien de 79 294 480 $) lors de l'émission et au remboursement avec intérêt annuel à taux variable.

(10) Émission de billets à moyen terme dans le cadre d'une offre continuelle. Le total des prix initiaux à l'émission des billets en cours ne doit pas excéder 500 000 000 $ É.U..

(11) Emprunt de 200 000 000 F.S. qui fait l'objet de deux contrats d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 158 065 152 $ É.U. (équivalent canadien de 182 621 818 $) lors de l'émission et au remboursement avec intérêt annuel à taux variable.

(12) Emprunt de 5 000 000 000 Yens qui fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 38 140 000 $ É.U. (équivalent canadien de 44 053 138 $) lors de l'émission et au remboursement avec intérêt annuel à taux variable.

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS

SOMMAIRE

		En milliers d'unités monétaires (*)	Total En équivalent canadien (*)
OBLIGATIONS ET BILLETS			
En monnaie du Canada	$ CAN.	946 306	946 306
En monnaie des États-Unis	$ É.U.	168 600	197 295
En monnaie de la Suisse	F.S.	8 000	6 254
En monnaie de l'Allemagne	D.M.	25 000	17 337
			1 167 192
Contributions aux fonds d'amortissement			141 364
			1 308 556

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL

OBLIGATIONS ET BILLETS

EN MONNAIE DU CANADA

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

Date d'échéance	Date d'émission	Montant
1990-04-01	1965-04-01	38 067
1990-04-01	1978-04-05	3 400
1990-05-01	1979-05-01	1 764
1990-05-01	1979-05-01	1 380
1990-07-31	1985-07-31	50 000
1990-07-31	1987-08-13	25 000
1990-10-0?	1985-10-03	75 000
1990-10-03	1987-10-09	25 000
1990-10-15	1965-10-15	38 826
1991-01-15	1985-12-23	50 000
1991-03-15	1977-03-15	65 000 (1)
		373 437

OBLIGATIONS NON NÉGOCIABLES

Gouvernement du Canada		
Régime de pensions du Canada		
Diverses	1970-1971	5 132
Aide à l'emploi		
1991-03-01	1971-03-01	12 000

OBLIGATIONS REMBOURSABLES À DEMANDE

Obligations d'épargne du Québec		
1993-06-01	1983-06-01	32 941
1994-06-01	1984-06-01	60 963
1995-06-01	1980-06-01	48 522
1995-06-01	1985-06-01	27 348
1996-06-01	1981-06-01	13 663
1996-06-01	1986-06-01	25 734
1996-06-01	1989-06-01	153 310
1997-06-01	1982-06-01	54 771
1997-06-01	1987-06-01	29 821
1998-06-01	1988-06-01	35 917
2000-06-01	1990-06-01	58 216
		541 206
Total des obligations		931 775

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

BILLETS

Date d'échéance	Date d'émission	Montant
Gouvernement du Canada		
Zones spéciales		
1990-04-01	1972 - 1979-04-01	3 263
Institutions universitaires (assumées)		
Diverses	1963 - 1969	1 268
Emprunt escompté		
1990-06-14	1982-06-14	10 000
Total des billets		14 531
Total des obligations et billets en monnaie du Canada		**946 306**

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale: Unités monétaires en monnaie étrangère (*)	Valeur nominale: En équivalent canadien (*)
		$ É.U.	
1990-06-01 - 07-27	1972-06-01	6 000	7 021
1990-11-01	1982-11-01	150 000	175 530
Total des obligations		156 000	182 551
BILLETS			
1990-06-15	1979-06-15	6 300	7 372
1990-12-15	1979-06-15	6 300	7 372
Total des billets		12 600	14 744
Total des obligations et billets en monnaie des États-Unis		**168 600**	**197 295**

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)

EN MONNAIE DE LA SUISSE

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale — Unités monétaires en monnaie étrangère (*)	Valeur nominale — En équivalent canadien (*)
		F.S.	
Diverses	1985-11-06	5 000	3 909 (2)
1990-09-14	1986-11-20	3 000	2 345 (2)
Total des obligations en monnaie de la Suisse		**8 000**	**6 254**

EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE

BILLETS

		D.M.	
1990-04-28	1987-04-28	25 000	17 337

PLUS: CONTRIBUTIONS AU FONDS D'AMORTISSEMENT	141 364 (3)
Emprunts remboursés	**1 308 556**

(*) Les unités monétaires en monnaies étrangères et en monnaie du Canada tiennent compte des contrats d'échange de monnaie et sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1990.

(1) Obligations échéant le 15 mars 2001 encaissées par anticipation par les détenteurs le 15 mars 1991, tel que permis par l'option.

(2) Obligations rachetées par le gouvernement afin de satisfaire à l'amortissement annuel requis lorsque le prix de l'obligation sur le marché est inférieur ou égal au pair.

(3) Après avoir déduit des contributions des fonds d'amortissement de 4 151 948 $ au fonds consolidé du revenu lors des remboursements d'emprunts.

SECTION 3

ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF

au 31 mars 1991

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ACTIF	
Placements temporaires	3-3
Comptes à recevoir	3-4
Dû par le gouvernement du Canada - Gestion de la taxe sur les produits et services	3-5
Intérêts courus	3-5
Placements	3-6
Continuité de la provision pour créances douteuses	3-26
Frais reportés	3-27
PASSIF	
Emprunts temporaires	3-28
Continuité du compte d'accords de perception fiscale	3-29
Comptes à payer	3-29
Intérêts courus	3-29
Continuité de la provision pour perte sur placements en actions	3-30
Continuité du compte des régimes de retraite	3-30
Sommaire des bons du trésor, obligations et billets	3-31
Bons du trésor	3-32
Obligations et billets	3-32
Fonds d'amortissement	3-42
Provenance et utilisation des fonds d'amortissement	3-43
Échéancier sommaire des bonds du trésor, obligations et billets	3-44
Engagements	3-45
Échéancier sommaire des engagements pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital	3-46
Détail des engagements	3-47
Emprunts garantis	3-71

ACTIF
PLACEMENTS TEMPORAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Montant 1991	Montant 1990
Détail					
En monnaie du Canada					
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1991-03-28	1991-04-01	9,125	50 000	30 000
Banque de Montréal					67 000
Banque Laurentienne du Canada	1991-03-28	1991-04-01	9,25	40 000	24 730
Banque Laurentienne du Canada	1991-03-27	1991-04-03	9,65	35 000	
Banque Nationale de Westminster du Canada					10 000
Banque Nationale du Canada	1991-03-28	1991-04-03	9,2804	13 451	93 656
Banque Nationale du Canada	1991-03-28	1991-04-01	9,25	74 999	
Banque Nationale du Canada	1991-03-21	1991-04-03	9,7609	9 780	
Banque Royale du Canada	1991-03-28	1991-04-01	9,00	51 500	31 377
Banque Royale du Canada	1991-03-28	1991-04-01	9,25	13 000	
Banque Toronto-Dominion	1991-03-21	1991-04-03	9,7609	9 780	19 929
Caisse Centrale Desjardins du Québec					25 000
Caisse de dépôt et placement du Québec					9 914
Citibanque du Canada					10 000
Concept Techniques Institutionnelles Inc.					6 904
Crédit Commercial de France (Canada)					10 000
Crédit Lyonnais du Canada	1991-03-28	1991-04-01	9,125	35 000	10 000
Desjardins Deragon Langlois	1991-03-28	1991-04-02	9,30	34 900	
Merrill Lynch Canada Inc.					6 877
RBC Dominion Securities	1991-03-28	1991-04-01	9,125	40 000	
Richardsons Greenshields	1991-03-28	1991-04-01	9,125	100 000	
Scotia Mcleod	1991-03-28	1991-04-01	9,00	50 000	
Scotia Mcleod	1991-03-28	1991-04-01	9,25	50 000	
Société Générale (Canada)	1991-03-28	1991-04-02	9,375	35 000	9 899
En monnaie des États-Unis (1)					
Banque de Montréal					4 853
Citibank	1991-03-28	1991-04-01	6,50	4 806	
				647 216	**370 139**

(1) Équivalent canadien au 31 mars 1991 d'un placement temporaire de 4 147 500 $ É.U.
(4 147 500 $ É.U. en 1990).

COMPTES À RECEVOIR
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

Nature des comptes à recevoir	Agents et mandataires - remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1991	1990	1991	1990	1991	1990
Revenus						
Impôts sur le revenu et les biens:						
Impôt sur le revenu des particuliers	469 321	467 514	740 509	586 000	1 209 830	1 053 514
Contributions des employeurs au fonds des services de santé	108 403	106 057			108 403	106 057
Impôts des sociétés			146 040	118 895	146 040	118 895
Droits de successions			7 469	4 542	7 469	4 542
Taxes à la consommation:						
Ventes au détail	455 678	371 743	157 595	98 543	613 273	470 286
Carburants	64 253	101 498	18 644	8 877	82 897	110 375
Tabac	31 859	20 576	25 496	10 447	57 355	31 023
Repas et hôtellerie		38 749	58 499	42 349	58 499	81 098
Autres	13 817	14 675	253	210	14 070	14 885
Droits et permis:						
Ressources forestières			22 778	20 565	22 778	20 565
Véhicules automobiles	34 000	37 156			34 000	37 156
Autres	10 198	5 754	8 297	8 309	18 495	14 063
Revenus divers:						
Ventes de biens et services			94 528	69 338	94 528	69 338
Autres			187 126	167 369	187 126	167 369
Revenus provenant des entreprises et organismes du gouvernement - Dividendes:						
Loto-Québec				84 000		84 000
Société des alcools du Québec			54 000	105 000	54 000	105 000
Total des comptes à recevoir afférents aux revenus autonomes	1 187 529	1 163 722	1 521 234	1 324 444	2 708 763	2 488 166
Transferts du gouvernement du Canada:						
Aide juridique			3 980	3 904	3 980	3 904
Assurance - récolte			18 006		18 006	
Bilinguisme			17 991	17 290	17 991	17 290
Développement forestier			458	13 365	458	13 365
Développement minéral			878	5 617	878	5 617
Enseignement aux enfants indiens			69 283	54 065	69 283	54 065
Formation professionnelle des adultes			63 873	51 810	63 873	51 810
Indemnisation des victimes d'actes criminels			3 272	3 332	3 272	3 332
Jeunes délinquants				7 198		7 198
Jeunes contrevenants			13 150	7 208	13 150	7 208
Protection civile			82 450	7 347	82 450	7 347
Réadaptation professionnelle des invalides			12 653	13 621	12 653	13 621
Réseau routier de l'Outaouais			1 811	15 839	1 811	15 839
Transport aérien			6 563	3 791	6 563	3 791
Autres (1)			12 389	15 880	12 389	15 880
Total des comptes à recevoir afférents aux transferts du gouvernement du Canada			306 757	220 267	306 757	220 267
Dépenses et autres			165 190	149 823	165 190	149 823
Total des comptes à recevoir	1 187 529	1 163 722	1 993 181 (2)	1 694 534	3 180 710 (2)	2 858 256
Moins: Provision pour créances douteuses			523 718 (2)	456 662	523 718 (2)	456 662
	1 187 529	1 163 722	1 469 463	1 237 872	2 656 992	2 401 594

(1) Comprend des montants inférieurs à 3 000 000 $.
(2) Après avoir déduit des créances radiées de 53 283 000 $.

DÛ PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA - GESTION DE LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991
Traitements et autres rémunérations	4 916
Communications	1 514
Services	5 985
Équipement	4 141
Autres dépenses	1 197
	17 753

INTÉRÊTS COURUS
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Entreprises et organismes du gouvernement du Québec:		
Société de développement industriel du Québec	5 572	3 033
Société d'habitation du Québec	6 764	6 800
Société nationale de l'amiante	1 265	1 089
	13 601	10 922
Municipalités et organismes municipaux	3 918	4 067
Particuliers, sociétés et autres	1 164	1 110
Placements temporaires et comptes de banque	735	1 244
	19 418	17 343

PLACEMENTS
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

			Actions	
			1991	1990
	Sommaire			
1	Entreprises et organismes du gouvernement du Québec		10 117 546	9 653 548
			40 610 (1)	40 610 (1)
2	Municipalités et organismes municipaux (voir page 3-16)			
	Projets d'investissements dans le développement	A		
	Programmes des zones spéciales	B		
	Autres projets	C		
3	Particuliers, sociétés et autres (voir page 3-24)		10 102	10 102
			10 168 258	**9 704 260**

		Actions	
		1991	1990
1	**Entreprises et organismes du gouvernement du Québec**		
1	Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche		
2	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers		
3	Hydro-Québec	8 636 509	8 232 509
4	Loto-Québec	6 687	7 998
5	Office du crédit agricole du Québec		
6	Radio-Québec		
7	Sidbec	43 217	25 163
8	Société de développement autochtone de la Baie James	4 000	4 000
9	Société de développement de la Baie James	5 110	5 463
10	Société de développement des coopératives		
11	Société de développement industriel du Québec	32 944 (1)	32 944 (1)
12	Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec - REXFOR	241 493	170 703
13	Société des alcools du Québec	32 910	33 629
14	Société des établissements de plein air du Québec	30 151	32 082
15	Société des Traversiers du Québec	815	
16	Société d'habitation du Québec		
17	Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel		18
18	Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	1 740	1 736
19	Société générale de financement du Québec	620 300	671 068
20	Société générale des industries culturelles	17 296	16 371
21	Société immobilière du Québec	108 362	96 804
		7 666 (1)	7 666 (1)
22	Société nationale de l'amiante		
23	Société québécoise des transports	251	1 835
24	Société québécoise d'exploration minière	108 494	103 803
25	Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	109 679	106 412
26	Société québécoise d'initiatives pétrolières	150 532	143 954
		10 117 546	9 653 548
		40 610 (1)	40 610 (1)
	Moins provisions:		
	Créances douteuses		
	Autres (2)		
		10 117 546	**9 653 548**
		40 610 (1)	**40 610 (1)**

Note: Les actions sont inscrites selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Les dotations et les obligations et billets le sont au coût alors que les prêts et avances le sont à la valeur de réalisation.

(1) Dotations

(2) Pour appliquer en premier lieu la provision pour perte sur placements en actions de 1 250 000 $ dans la Société nationale de l'amiante (1 250 000 $ en 1990).

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1991	1990	1991	1990	1991	1990
134 305	134 948	451 354	485 739	10 703 205	10 274 235
				40 610 (1)	40 610 (1)
7 023	8 173			7 023	8 173
41 237	42 626	5 903	6 028	47 140	48 654
18	123	3 292	3 000	3 310	3 123
48 278	50 922	9 195	9 028	57 473	59 950
		162 880	155 244	172 982	165 346
182 583	**185 870**	**623 429**	**650 011**	**10 974 270**	**10 540 141**

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1991	1990	1991	1990	1991	1990	
		30 000	30 000	30 000	30 000	1
		10 000	10 000	10 000	10 000	2
		6 680	6 800	8 643 189	8 239 309	3
				6 687	7 998	4
		550	550	550	550	5
		1 800	1 800	1 800	1 800	6
				43 217	25 163	7
				4 000	4 000	8
				5 110	5 463	9
		4 454	4 944	4 454	4 944	10
		349 845	332 211	382 789 (1)	365 155	11
		47 873	98 608	289 366	269 311	12
				32 910	33 629	13
				30 151	32 082	14
				815		15
125 305	125 948			125 305	125 948	16
					18	17
				1 740	1 736	18
				620 300	671 068	19
				17 296	16 371	20
				108 362	96 804	21
				7 666 (1)	7 666	
		1 250	1 250	1 250	1 250	22
				251	1 835	23
				108 494	103 803	24
9 000	9 000	152	2 952	118 831	118 364	25
				150 532	143 954	26
134 305	134 948	452 604	489 115	10 704 455	10 277 611	
				40 610 (1)	40 610 (1)	
			2 126		2 126	
		1 250 (2)	1 250 (2)	1 250 (2)	1 250 (2)	
134 305	**134 948**	**451 354**	**485 739**	**10 703 205**	**10 274 235**	
				40 610 (1)	**40 610 (1)**	

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

		1991	1990
Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche			
L.R.Q., c. A-7.1, a. 40	Avances	30 000	30 000

Pour l'exécution de son mandat, des avances ont été consenties par le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie à même les crédits votés. Ces avances ne portent pas intérêt et seront remboursées annuellement selon les disponibilités du compte de revenus de l'Agence et à la demande du Gouvernement.

Au 31 mars 1991, le total des avances est de 30 000 000 $.

Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers			
L.R.Q., c. A-29.1, a. 20 et P.L. 49, a. 23.2	Avances	10 000	10 000

Selon les dispositions de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, avancer au Fonds les montants nécessaires pour l'application de cette loi.

Au 31 mars 1991, les taux d'intérêt et les modalités de remboursements de ces avances n'étaient pas déterminés.

Hydro-Québec			
L.R.Q., c. H-5, a. 3, 2 et 28	Actions	8 636 509	8 232 509
	Avances	6 680	6 800
		8 643 189	8 239 309

Le fonds social autorisé de la Société est de 5 000 000 000 $ divisé en 50 000 000 actions d'une valeur nominale de 100 $ chacune. Ces actions sont attribuées au ministre des Finances et peuvent être acquises par ce dernier avec l'approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1991, le ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 43 741 090 actions. Ces actions ont été attribuées au ministre des Finances et imputées au total des réserves de la Société au 31 décembre 1980 au montant de 4 374 109 000 $.

Au 31 mars 1991, ces actions ont une valeur de consolidation de 8 636 509 000 $.

Au 31 mars 1991, les avances en cours s'élèvent à 6 680 000 $ dont 6 500 000 $ (valeur nominale), remboursables jusqu'en l'an 1998, par Nouveler Inc. filiale d'Hydro-Québec et 180 000 $ de l'Office de l'électrification rurale suite à l'abrogation de la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité (S.Q., 9 Geo VI (1945), c. 48). Ces avances sont sans intérêt.

Loto-Québec			
L.R.Q., c. S-13.1, aa. 5 et 6	Actions	6 687	7 998

Le fonds social autorisé de la Société est de 170 000 $ divisé en 1 700 actions d'une valeur nominale de 100 $ chacune et attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.

Au 31 mars 1991, le Ministre détient 1 certificat totalisant 1 700 actions pour un coût de 170 000 $ dont la valeur de consolidation est de 6 687 000 $.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

		1991	1990
Office du crédit agricole du Québec			
L.R.Q., c. F-1.2, a. 132			
L.R.Q., c. C-78, a. 46.3	**Avances**	550	550

Pour l'exécution du mandat de la Loi sur le financement agricole et de celui de la Loi sur le crédit forestier, le ministre des Finances a consenti des avances sans intérêt pour le fonds de roulement de l'Office au montant de 550 000 $.

Radio-Québec			
L.R.Q., c. S-11.1, a. 26	**Avances**	1 800	1 800

La Loi sur la Société de radio-télévision du Québec prévoit que le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, à même le Fonds consolidé du revenu, tout montant jugé nécessaire à l'exécution de son mandat.

Au 31 mars 1991, le ministre des Finances a consenti une avance de 1 800 000 $ à Radio-Québec sans intérêt aux fins de la constitution d'un fonds spécifique de production de matériel audio-visuel à caractère éducatif.

Sidbec			
L.R.Q., c. E-14, aa. 1, 14.1 et 16 et L.Q., 1988, c. 70, aa. 9 et 10	**Actions**	43 217	25 163

Le fonds social autorisé de la Société est de 800 000 000 $. Il est divisé en 80 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 $ chacune.

Au 31 mars 1991, le ministre des Finances détenait 64 589 398 actions ordinaires acquises pour 663 559 980 $ dont la valeur de consolidation est de 43 217 000 $.

Société de développement autochtone de la Baie James			
L.R.Q., c. S-9.1, aa. 11, 15 et 16	**Actions**	4 000	4 000

Le fonds social autorisé de la Société est de 15 000 000 $ divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 $ chacune et en 14 999 actions de catégorie A d'une valeur nominale de 1 000 $ chacune. Les actions de catégorie A peuvent être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. L'autorisation du Gouvernement requise pour l'acquisition de 10 999 actions de catégorie A.

Au 31 mars 1991, le Ministre détient 9 certificats totalisant 3 750 actions de catégorie A et un certificat totalisant 250 actions est à recevoir, pour un coût de 4 000 000 $.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

		1991	1990
Société de développement de la Baie James L.R.Q., c. D-8, aa. 24 et 25	Actions	5 110	5 463

Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 $ divisé en 10 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 10 $ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu et ce, au rythme de 10 000 000 $ par année durant 10 ans. Cependant, advenant que le versement à l'égard d'une année ne soit pas fait ou ne le soit que partiellement, il peut être versé subséquemment.

Au 31 mars 1991, le Ministre détient 54 certificats totalisant 6 000 000 d'actions pour un coût de 60 000 000 $ dont la valeur de consolidation est de 5 110 000 $.

Société de développement des coopératives L.R.Q., c. S-10.001, aa. 42 et 47	Avances	4 454	4 944

Le ministre des Finances est autorisé à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire à la poursuite de ses objets, aux conditions que détermine le Gouvernement. Au 31 mars 1991 les avances consenties et non remboursées totalisent 4 454 232 $.

Les avances doivent être remboursées sur 15 ans après qu'elles aient été versées et l'intérêt est calculé à des taux pouvant varier entre 3% et le taux bancaire préférentiel plus 1/2 de 1%.

Société de développement industriel du Québec L.R.Q., c. S-11.01, aa. 45, 46 et 46.1	Dotation	32 944	32 944
	Avances	349 845	332 211
		382 789	365 155

Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, 100 000 000 $ pour la constitution d'une dotation qui doit être affectée au remboursement d'avances consenties par le ministre des Finances à la Société.

Au 31 mars 1991, le Ministre avait versé 32 944 115 $ à ce titre qui fut appliqué au remboursement des avances consenties par le Ministre.

Au 31 mars 1991, pour l'exécution de son mandat, le ministre des Finances a avancé 112 610 954 $ à cette Société à même le Fonds consolidé du revenu et le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie a également avancé à cette dernière 237 234 449 $ à même les crédits votés.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

		1991	1990
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec - REXFOR			
L.R.Q., c. S-12, aa. 4, 6, 7, 7.1 et 22	Actions	241 493	170 703
L.Q., 1990, c. 16, aa.1 et 2	Avances	47 873	98 608
		289 366	269 311

Le fonds social autorisé de la Société est de 300 000 000 $ divisé en 3 000 000 actions d'une valeur nominale de 100 $ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 2 862 500 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1991, le ministre des Finances détient 54 certificats et 1 certificat est à recevoir totalisant 2 148 020 actions pour un coût de 21 480 200 $ dont la valeur de consolidation est de 241 493 000 $.

De plus, le Gouvernement peut autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution du mandat de la Société, y compris une somme maximale de 25 000 000 $ pour l'acquisition de machinerie et d'équipement, l'aménagement d'installations et l'érection de constructions.

Au 31 mars 1991, les avances en cours totalisent 47 872 586 $. Des avances totalisant 43 680 000 $ ont été consenties sans intérêt dont 13 680 000 $ (valeur nominale) pour le financement de l'accord avec les industries I.T.T. du Canada Ltée, 5 000 000 $ pour Cascades (Port-Cartier) Inc.et 25 000 000 $ pour l'implantation d'une usine de pâte à Matane. Une avance de 4 192 586 $ dont 1 692 586 $ représentant de l'intérêt capitalisé au taux préférentiel bancaire plus 1% également a été consentie.

Au cours de l'exercice 1990-1991 des avances de 49 600 000 $ consenties en 1989-1990 et de 26 800 000 $ consenties en 1990-1991 on été converties en 764 000 actions pour un total de 76 400 000 $.

Société des alcools du Québec			
L.R.Q., c. S-13, aa. 5 et 6	Actions	32 910	33 629

Le fonds social de la Société est de 30 000 000 $ divisé en 300 000 actions d'une valeur nominale de 100 $ chacune et attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.

Au 31 mars 1991, le ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 300 000 actions pour un coût de 30 000 000 $ dont la valeur de consolidation est de 32 910 000 $.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

		1991	1990
Société des établissements de plein air du Québec L.R.Q., c. S-13.01, aa. 20, 21, 24, 26 et 27	**Actions**	30 151	32 082
Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 000 $ divisé en 750 000 actions d'une valeur de 100 $ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances, à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement. Pour l'exécution de son mandat, le Gouvernement a transféré à la Société, des biens meubles et immeubles pour une valeur de 26 013 600 $. À titre de paiement, la Société a émis 260 136 actions en faveur du ministre des Finances. Le ministre des Finances a également versé 18 525 000 $ pour 185 250 actions. Au 31 mars 1991, le ministre des Finances détient 15 certificats totalisant 445 386 actions dont la valeur de consolidation est de 30 151 000 $.			
Société des Traversiers du Québec L.R.Q., c. S-14, aa. 4 et 5	**Actions**	815	
Le fonds social autorisé de la Société est de 10 000 000 $ divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 100 $ chacune réservées au ministre des Finances. Au 31 mars 1991, le Ministre détient 2 certificats totalisant 15 000 actions pour un coût de 1 500 000 $ dont la valeur de consolidation est de 815 000 $.			
Société d'habitation du Québec L.R.Q., c. S-8, aa. 88 et 89	**Obligations**	125 305	125 948
La Loi prévoit que le Gouvernement peut, sur la recommandation du Conseil du trésor, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de son mandat. Une partie des avances temporaires consenties à la Société durant les années passées fut retournée au Fonds consolidé du revenu et l'autre partie convertie, sur autorisation du Gouvernement, en obligations. Au 31 mars 1991, le taux d'intérêt sur les obligations détenues par le Gouvernement, varie de 6,875% à 15,98% et l'échéance la plus éloignée est le 1er juillet 2032.			
Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel L.Q., 1988, C.52	**Actions**		18
La Loi sur la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (L.R.Q., chapitre S-16) est abrogée et entre en vigueur le 3 octobre 1990 par le décret 1430-90.			

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

		1991	1990
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud L.R.Q., c. S-16.01, aa. 11 et 12	Actions	1 740	1 736

Le fonds social autorisé de la Société est de 1 000 $ divisé en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 $ chacune, lesquelles peuvent être attribuées aux gouvernements du Québec et du Canada dans des proportions respectives de 60% et 40%.

Le ministre des Finances est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec 600 $ payables à même le Fonds consolidé du revenu pour 600 actions ordinaires de la Société. De plus, il est autorisé à acheter, à leur valeur nominale, les actions de la Société détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du ministre de l'Expansion industrielle régionale du Canada indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans la Société.

Au 31 mars 1991, le ministre des Finances a versé 600 $ dans la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud. Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie détient 1 certificat totalisant 600 actions de la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud pour un coût de 600 $ dont la valeur de consolidation est de 1 740 000 $.

Société générale de financement du Québec L.R.Q., c. S-17, aa. 6, 8, 10, 11 et 12	Actions	620 300	671 068

Le fonds social autorisé de la Société est de 415 000 000 $ divisé en 41 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 $ chacune. Les actions de la Société sont réservées au gouvernement du Québec. Le ministre des Finances est autorisé à acquérir, à même le Fonds consolidé du revenu, 41 500 000 actions ordinaires.

Au 31 mars 1991, le ministre des Finances a versé 343 768 481 $ et détient 55 certificats totalisant 34 749 995 actions ordinaires. La valeur de consolidation de ce placement en actions est de 620 300 000 $.

Société générale des industries culturelles L.R.Q., c. S-17.01, aa. 17, 18, 19 et 19.1	Actions	17 296	16 371

Le fonds social autorisé de la Société est de 20 000 000 $ divisé en 200 000 actions d'une valeur nominale de 100 $ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu; les paiements peuvent être faits en un ou plusieurs versements dont le montant et les conditions sont déterminés par le Gouvernement.

Au 31 mars 1991, le ministre des Finances détient 21 certificats pour 195 000 actions au coût de 19 500 000 $. La valeur de consolidation de ce placement est de 17 296 000 $.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

		1991	1990
Société immobilière du Québec			
L.R.Q., c. S-17.1, aa. 24, 31, 32 et 64	Actions	108 362	96 804
	Dotation	7 666	7 666
		116 028	104 470

Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 $ divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 $.

Pour l'exécution de son mandat, le Gouvernement a transféré à la Société des biens meubles et immeubles pour une valeur de 527 984 632 $. À titre de paiement, la Société a émis 80 001 000 $ d'actions et un billet à demande de 447 984 632 $ ne portant pas intérêt en faveur du ministre des Finances. Le solde dû sur le billet est nul au 31 mars 1991.

Au 31 mars 1991, le ministre des Finances détient 2 certificats totalisant 80 001 actions pour un coût de 80 001 000 $ dont la valeur de consolidation est de 108 362 000 $.

Depuis le 1er octobre 1984, la Société s'est substituée à la Société de développement immobilier du Québec et, en cette qualité, elle en assume les pouvoirs, les obligations et en acquiert les droits. Une somme de 7 666 100 $, ne portant pas intérêt et sans condition de remboursement, avait été versée par le ministre des Finances à la Société de développement immobilier du Québec. Ce montant avait servi à l'acquisition d'actions de Place Desjardins Inc. et représente au 31 mars 1991 une dotation du ministre des Finances en faveur de la Société.

Société nationale de l'amiante			
L.R.Q., c. S-18.2, aa. 11, 13 et 15	Actions		
	Avances	1 250	1 250
		1 250	1 250

Le fonds social autorisé de la Société est de 250 000 000 $ divisé en 250 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 $ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1991, le ministre des Finances détient 67 certificats totalisant 158 369 actions pour un coût de 158 369 000 $ dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 215 983 000 $ (239 821 000 $ en 1990) de cette entreprise.

Le ministre des Finances est autorisé à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exercice des attributions de la Société aux conditions que détermine le Gouvernement.

Ces avances totalisent 1 250 000 $ au 31 mars 1991 et portent intérêt au taux bancaire préférentiel plus 1/2 de 1 %.

Société québécoise des transports			
L.R.Q., c. S-22.1, aa. 23 et 25	Actions	251	1 835

Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 000 $ divisé en 750 000 actions d'une valeur nominale de 100 $ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1991, le ministre des Finances détient 5 certificats pour 286 798 actions ordinaires pour un coût de 28 679 800 $.

De plus, le ministre des Transports détient 3 certificats pour 6 666 666 actions privilégiées de catégorie B, participantes, convertibles, sans valeur nominale de 1848-7199 Québec Inc. (filiale de cette Société) qu'il a acquis en 1981 pour 15 000 000 $.

La valeur de consolidation de ce placement au 31 mars 1991 est de 251 000 $.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

		1991	1990
Société québécoise d'exploration minière			
L.R.Q., c. S-19, aa. 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 11.1 et 21.1	**Actions**	108 494	103 803
Le fonds social autorisé de la Société est de 125 000 000 $ divisé en 12 500 000 actions d'une valeur nominale de 10 $ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, dont 6 750 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.			
Le Ministre peut, avec l'approbation préalable du Gouvernement et aux conditions qu'il détermine, demander à la Société de procéder à la réduction de toute partie de son capital-actions émis et payé et à un remboursement correspondant de capital.			
Au cours de l'exercice 1988-1989, le ministre des Finances a demandé à la Société de procéder à la réduction de 25 000 000 $ de son capital-actions émis et payé et à un remboursement correspondant de capital. Cette réduction n'a eu aucun effet sur son capital-actions autorisé.			
Au 31 mars 1991, le Ministre détient 18 certificats totalisant 8 560 000 actions pour un coût de 85 600 000 $ dont la valeur de consolidation est de 108 494 000 $.			
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires			
L.R.Q., c. S-21, aa. 5 et 7	**Actions**	109 679	106 412
	Billets	9 000	9 000
	Avances	152	2 952
		118 831	118 364
Le fonds social autorisé de la Société est de 85 000 000 $ divisé en 850 000 actions d'une valeur nominale de 100 $ chacune, payables par le ministre des Finances sur le Fonds consolidé du revenu dont 560 000 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.			
Au 31 mars 1991, le Ministre détient 24 certificats totalisant 588 000 actions pour un coût de 58 800 000 $ dont la valeur de consolidation est de 109 679 000 $.			
La Société a émis un billet à ordre de 9 000 000 $ en faveur du gouvernement du Québec à titre de paiement partiel du billet émis antérieurement par Sucre Lantic Ltée. La date de remboursement du billet se situe entre le 15 mars 1988 et le 15 mars 2002.			
De plus, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a avancé sans intérêt 151 500 $ à même les crédits votés.			
Au 31 mars 1991, l'avance consentie est de 151 500 $.			
Société québécoise d'initiatives pétrolières			
L.R.Q., c. S-22, aa. 4, 6, 7, 8, 9, 9.1, 9.2, 9.2.1 et 9.3	**Actions**	150 532	143 954
Le fonds social autorisé de la Société est de 255 000 000 $ divisé en 5 100 000 actions d'une valeur nominale de 50 $ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 2 600 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.			
Au 31 mars 1991, le Ministre détient 21 certificats totalisant 4 278 000 actions pour un coût de 213 900 000 $ dont la valeur de consolidation est de 150 532 000 $.			

NOTE:
Pour plus de détails concernant ces entreprises et organismes dans lesquelles le Gouvernement a investi, il faut consulter leurs états financiers ou le volume " États financiers des entreprises du gouvernement du Québec" publié annuellement, qui comprend la plupart de ces états financiers.

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
2	**Municipalités et organismes municipaux**		
	Municipalités		
1	Alma	A	8 1/8
2	Alma	B	6,7057
3	Beauceville	A	8 27/64
4	Beauport (Giffard)	B	6,948
5	Bécancour	A	8 27/64
6	Bécancour	B	8,5437
7	Bedford	A	8 27/64
8	Bernierville	A	8 1/8
9	Berthier-sur-Mer	A	8 27/64
10	Berthierville	A	8 27/64
11	Boisbriand	A	8 1/8
12	Bonaventure	A	8 27/64
13	Boucherville	A	8 27/64
14	Cap-aux-Meules	A	8 27/64
15	Cap-de-la-Madeleine	B	7,2954
16	Carleton	A	8 27/64
17	Chambly	A	8 27/64
18	Charlesbourg	B	7,8293
19	Charlesbourg (Orsainville)	A	8 27/64
20	Charny	A	8 27/64
21	Châteauguay	A	8 27/64
22	Chibougamau	C	5,0
23	Chicoutimi (Chicoutimi-Nord)	A	8 27/64
24	Cloridorme	A	8 1/8
25	Delisle (St-Coeur-de-Marie)	A	8 27/64
26	Deux-Montagnes	A	8 1/8
27	Deux-Montagnes	B	8,4977
28	Dorion	A	8 27/64
29	Dorion	A	8 27/64
30	East-Broughton	A	8 27/64
31	Escoumins	A	8 1/8
32	Gaspé	A	8 27/64
33	Gatineau	A	8 1/8
34	Grande-Ile	A	8 27/64
35	Grande-Rivière	A	8 27/64
36	Grand-Mère	B	7,5053
37	Hébertville	A	8 27/64
38	Iberville	A	8 27/64
39	Kingsbury	A	8 1/8
40	La Baie (Bagotville)	A	8 27/64
41	Lachute	B	9,6455
42	Lachute	B	8,1152
43	Lac-Mégantic	A	8 27/64
44	La Pocatière	A	8 1/8
45	Lebel-sur-Quévillon	A	8 1/8
46	Lévis (Lauzon)	B	7,9396
47	Lévis	A	8 27/64
48	Lévis	B	7,4869
49	Lévis (St-David-de-l'Auberivière)	B	7,2694
50	Longue-Pointe	A	8 27/64
51	Lorraine	A	8 27/64
52	Louiseville	A	8 27/64
53	Macamic	A	8 27/64

Échéance	Obligations et billets 1991	Obligations et billets 1990	Prêts et avances 1991	Prêts et avances 1990	Total 1991	Total 1990	
1994-12-15	331 516 $	399 164 $			331 516 $	399 164 $	1
2002-03-31	251 380	251 380			251 380	251 380	2
1995-11-01	7 301	8 433			7 301	8 433	3
2002-03-31	113 814	120 575			113 814	120 575	4
1995-03-01	53 848	64 755			53 848	64 755	5
2006-04-01	179 761	184 977			179 761	184 977	6
1995-12-01	85 120	98 321			85 120	98 321	7
1994-12-01	19 408	23 369			19 408	23 369	8
1995-03-01	19 842	23 861			19 842	23 861	9
1996-02-01	60 094	69 414			60 094	69 414	10
1994-12-15	13 248	15 951			13 248	15 951	11
1996-03-01	18 726	21 630			18 726	21 630	12
1995-06-01	29 291	33 834			29 291	33 834	13
1995-05-01	86 756	100 212			86 756	100 212	14
2005-04-01	141 981	147 128			141 981	147 128	15
1995-11-01	15 718	18 155			15 718	18 155	16
1995-05-01	67 048	77 447			67 048	77 447	17
2005-04-01	971 198	1 004 813			971 198	1 004 813	18
1995-08-01	422 694	488 252			422 694	488 252	19
1995-03-01	27 584	33 171			27 584	33 171	20
1995-04-01	22 340	25 804			22 340	25 804	21
1991-11-01	17 500	34 000			17 500	34 000	22
1995-10-01	202 862	234 325			202 862	234 325	23
1994-12-01	6 703	8 071			6 703	8 071	24
1995-12-01	75 595	87 320			75 595	87 320	25
1994-12-01	8 806	10 603			8 806	10 603	26
2007-04-01	162 372	166 611			162 372	166 611	27
1995-03-01	45 802	55 079			45 802	55 079	28
1995-11-01	135 134	156 093			135 134	156 093	29
1995-12-01	33 288	38 450			33 288	38 450	30
1994-12-01	8 039	9 680			8 039	9 680	31
1996-02-01	41 506	47 944			41 506	47 944	32
1994-12-15	40 263	48 479			40 263	48 479	33
1995-06-01	61 445	70 975			61 445	70 975	34
1996-03-31	186 732	215 694			186 732	215 694	35
1994-04-01	21 690	26 200			21 690	26 200	36
1995-03-01	19 634	23 611			19 634	23 611	37
1996-03-31	40 570	46 862			40 570	46 862	38
1994-12-15	57 652	69 416			57 652	69 416	39
1995-10-01	308 947	356 863			308 947	356 863	40
2007-04-01	463 860	474 642			463 860	474 642	41
2005-04-01			257 870 $	266 576 $	257 870	266 576	42
1995-03-01	25 163	30 260			25 163	30 260	43
1994-09-01	85 115	102 483			85 115	102 483	44
1994-12-01	91 973	110 740			91 973	110 740	45
2006-04-01	699 132	720 600			699 132	720 600	46
1995-12-01	160 432	185 314			160 432	185 314	47
2004-04-01	1 850 329	1 924 071			1 850 329	1 924 071	48
2003-04-01	341 123	356 639			341 123	356 639	49
1995-10-01	68 078	78 637			68 078	78 637	50
1995-05-01	30 027	34 684			30 027	34 684	51
1996-03-31	53 902	62 261			53 902	62 261	52
1995-12-01	31 786	36 716			31 786	36 716	53

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
2	**Municipalités et organismes municipaux (suite)**		
	Municipalités (suite)		
54	Maple Grove	A	8 27/64
55	Matagami	C	5,5
56	Matane	A	8 27/64
57	McMasterville	A	8 1/8
58	Métabetchouan	A	8 27/64
59	Mirabel	B	10,0095
60	Mistassini	A	8 27/64
61	Montréal	C	
62	Murdochville	A	8 27/64
63	Normandin	A	8 1/8
64	Notre-Dame-du-Lac	A	8 27/64
65	Oka	B	8,2812
66	Pont-Rouge	A	8 27/64
67	Port-Cartier	B	7,3603
68	Port-Cartier	B	8,2048
69	Port-Cartier	B	7,7314
70	Port-Cartier	B	8,1621
71	Port-Cartier	B	8,3477
72	Port-Cartier	B	9,3933
73	Port-Cartier	B	7,3540
74	Port-Cartier	B	9,4738
75	Port-Cartier	B	9,9874
76	Princeville	A	8 27/64
77	Québec	B	7,5744
78	Québec	B	7,5846
79	Québec	B	7,9737
80	Québec	B	9,9091
81	Québec	B	9,4283
82	Rivière-du-Loup	A	8 27/64
83	Rouyn-Noranda (Rouyn)	A	8 27/64
84	Sacré-Coeur	A	8 27/64
85	Sayabec	A	8 1/8
86	Schefferville	A	8 27/64
87	Sept-Îles	B	7,0181
88	Sept-Îles	B	7,2127
89	Sept-Îles	B	7,3766
90	Sept-Îles	B	7,5324
91	Sept-Îles	B	8,6548
92	Sept-Îles	B	9,831
93	Shipshaw	A	8 1/8
94	Ste-Agathe-des-Monts	A	8 27/64
95	Ste-Anne-de-Bellevue	A	8 1/8
96	St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup	A	8 27/64
97	St-Basile-le-Grand	A	8 27/64
98	St-Bernard	A	8 27/64
99	St-Bruno-de-Montarville	A	8 27/64
100	St-Bruno-de-Montarville	A	8 27/64
101	Ste-Catherine	A	8 27/64
102	St-Césaire	A	8 27/64

Obligations et billets			Prêts et avances		Total		
Échéance	1991	1990	1991	1990	1991	1990	
1995-05-01	20 233 $	23 372 $			20 233 $	23 372 $	54
1990-12-01		88 353				88 353	55
1995-04-01	217 682	251 443			217 682	251 443	56
1994-09-01	16 043	19 317			16 043	19 317	57
1995-11-01	126 831	146 502			126 831	146 502	58
1997-04-01	213 666	234 132			213 666	234 132	59
1995-10-01	7 325	8 460			7 325	8 460	60
			3 291 560 $	3 000 000 $	3 291 560	3 000 000	61
1996-02-01	227 284	262 534			227 284	262 534	62
1994-09-01	20 350	24 502			20 350	24 502	63
1995-07-01	24 737	28 574			24 737	28 574	64
2005-04-01	393 135	406 217			393 135	406 217	65
1995-07-01	146 321	169 015			146 321	169 015	66
2003-04-01	320 674	335 161			320 674	335 161	67
2006-04-01	2 287 038	2 355 546			2 287 038	2 355 546	68
2005-04-01	188 415	194 992			188 415	194 992	69
2005-04-01	254 244	262 793			254 244	262 793	70
2007-04-01	221 378	227 243			221 378	227 243	71
2007-04-01	395 283	404 709			395 283	404 709	72
2004-04-01			6 969	7 250	6 969	7 250	73
2009-04-01			1 397 388	1 423 773	1 397 388	1 423 773	74
2009-04-01			1 439 386	1 465 001	1 439 386	1 465 001	75
1995-06-01	19 873	22 955			19 873	22 955	76
2004-04-01	421 346	438 020			421 346	438 020	77
2005-04-01	2 929 453	3 033 026			2 929 453	3 033 026	78
2005-04-01	1 028 053	1 063 191			1 028 053	1 063 191	79
2007-04-01	6 595 078	6 744 326			6 595 078	6 744 326	80
2009-04-01	348 045	354 651			348 045	354 651	81
1995-05-01	74 236	85 749			74 236	85 749	82
1995-06-01	68 702	79 358			68 702	79 358	83
1995-05-01	113 723	131 361			113 723	131 361	84
1994-12-01	16 805	20 234			16 805	20 234	85
1995-11-01	61 637	71 196			61 637	71 196	86
2002-03-31	316 799	335 536			316 799	335 536	87
2003-04-01	83 489	87 302			83 489	87 302	88
2004-04-01	1 091 290	1 135 170			1 091 290	1 135 170	89
2004-04-01	2 840 921	2 953 728			2 840 921	2 953 728	90
2006-04-01	187 874	193 269			187 874	193 269	91
2009-04-01	2 822 164	2 873 302			2 822 164	2 873 302	92
1994-12-01	32 986	39 717			32 986	39 717	93
1995-05-01	17 821	20 585			17 821	20 585	94
1994-12-01	11 629	14 002			11 629	14 002	95
1996-03-31	53 902	62 261			53 902	62 261	96
1995-07-01	154 487	178 447			154 487	178 447	97
1996-03-31	22 381	25 852			22 381	25 852	98
1995-07-01	88 363	102 068			88 363	102 068	99
1996-03-31	104 594	120 816			104 594	120 816	100
1995-12-01	74 386	85 923			74 386	85 923	101
1996-02-01	104 376	120 564			104 376	120 564	102

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
2	**Municipalités et organismes municipaux (suite)**		
	Municipalités (suite)		
103	St-Eugène	A	8 27/64
104	St-Eustache	A	8 27/64
105	St-Eustache	A	8 27/64
106	St-Eustache	B	8,5359
107	St-Eustache	B	9,2891
108	St-Eustache	B	9,1454
109	St-Fabien-de-Panet	A	8 27/64
110	St-Félicien	A	8 27/64
111	St-Ferréol-les-Neiges	B	7,8852
112	Ste-Foy	B	8,2850
113	Ste-Foy	B	9,3614
114	St-Georges	A	8 27/64
115	St-Henri	B	7,1832
116	St-Hippolyte	A	8 27/64
117	St-Hyacinthe	A	8 27/64
118	St-Hyacinthe (La Providence)	A	8 27/64
119	St-Jérôme	B	8,5155
120	St-Jérôme	B	9,6175
121	St-Jovite	A	8 27/64
122	Ste-Lucie-de-Beauregard	C	
123	St-Narcisse	A	8 27/64
124	St-Pascal	A	8 27/64
125	St-Philémon	A	8 27/64
126	St-Raymond	A	8 27/64
127	St-Romuald	B	7,2694
128	Ste-Thècle	A	8 27/64
129	Ste-Thérèse	B	9,3594
130	Ste-Thérèse	B	9,4146
131	Ste-Thérèse	B	8,2758
132	Ste-Thérèse	B	8,6546
133	St-Tite	A	8 27/64
134	St-Zénon	A	8 1/8
135	Terrebonne	A	8 27/64
136	Terrebonne	B	8,2094
137	Tingwick (Chénier)	A	8 27/64
138	Trois-Rivières	B	6,9939
139	Trois-Rivières	B	7,6297
140	Trois-Rivières	B	7,2551
141	Trois-Rivières	B	7,4796
142	Trois-Rivières	B	6,3008
143	Trois-Rivières	B	9,5147
144	Trois-Rivières-Ouest	A	8 27/64
145	Vaudreuil	A	8 27/64
146	Vaudreuil	A	8 27/64
147	Warwick	A	8 27/64
148	Waterloo	A	8 27/64
149	Yamachiche (Ste-Anne-d'Yamachiche)	A	8 27/64

Échéance	Obligations et billets 1991	Obligations et billets 1990	Prêts et avances 1991	Prêts et avances 1990	Total 1991	Total 1990	
1995-03-01	33 674 $	40 495 $			33 674 $	40 495 $	103
1995-05-01	43 080	49 762			43 080	49 762	104
1996-02-01	173 576	200 498			173 576	200 498	105
2006-04-01	234 372	241 177			234 372	241 177	106
2007-04-01	369 906	378 820			369 906	378 820	107
2007-04-01	41 917	42 942			41 917	42 942	108
1996-03-31	11 114	12 837			11 114	12 837	109
1996-03-01	108 744	125 609			108 744	125 609	110
2005-04-01	300 038	310 373			300 038	310 373	111
2006-04-01	475 785	489 930			475 785	489 930	112
2006-04-01	2 168 052	2 226 299			2 168 052	2 226 299	113
1995-06-01	246 273	284 469			246 273	284 469	114
2002-03-31	11 136	11 788			11 136	11 788	115
1995-11-01	38 139	44 054			38 139	44 054	116
1996-03-31	28 670	33 116			28 670	33 116	117
1995-08-01	260 872	301 332			260 872	301 332	118
2006-04-01	603 812	621 380			603 812	621 380	119
2009-04-01	71 781	73 114			71 781	73 114	120
1996-02-01	88 169	101 844			88 169	101 844	121
2000-11-01	1 000	1 100			1 000	1 100	122
1995-03-01	16 267	19 561			16 267	19 561	123
1995-12-01	64 024	73 954			64 024	73 954	124
1995-11-01	22 273	25 728			22 273	25 728	125
1995-05-01	38 820	44 841			38 820	44 841	126
2003-04-01	86 003	89 915			86 003	89 915	127
1996-02-01	21 424	24 747			21 424	24 747	128
2006-04-01	50 028	51 373			50 028	51 373	129
2006-04-01	148 267	152 230			148 267	152 230	130
2005-04-01	96 581	99 797			96 581	99 797	131
2006-04-01			325 551 $	334 899 $	325 551	334 899	132
1995-03-01	33 072	39 771			33 072	39 771	133
1994-09-01	8 113	9 768			8 113	9 768	134
1995-03-01	84 866	102 055			84 866	102 055	135
2006-04-01	322 585	332 244			322 585	332 244	136
1995-06-01	17 440	20 145			17 440	20 145	137
2002-03-01	667 235	706 758			667 235	706 758	138
2005-04-01	231 208	239 350			231 208	239 350	139
2003-04-01	364 361	380 951			364 361	380 951	140
2004-04-01	173 806	180 737			173 806	180 737	141
2005-04-01	58 670	60 988			58 670	60 988	142
2007-04-01	1 674 964	1 714 418			1 674 964	1 714 418	143
1995-03-01	119 919	144 209			119 919	144 209	144
1995-12-01	208 220	240 514			208 220	240 514	145
1996-02-01	45 180	52 187			45 180	52 187	146
1996-02-01	176 331	203 679			176 331	203 679	147
1996-03-01	199 801	230 789			199 801	230 789	148
1995-03-01	8 582	10 321			8 582	10 321	149
	43 327 330	**45 711 412**	**6 718 724**	**6 497 499**	**50 046 054**	**52 208 911**	

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
2	**Municipalités et organismes municipaux (suite)**		
	Organismes municipaux		
	Comité d'enfouissement sanitaire		
150	Argenteuil/Deux-Montagnes (Lachute)	B	9,9821
151	Comité intermunicipal Deux-Montagnes (St-Eustache)	B	9,7125
152	Communauté urbaine de Québec (B.A.E.Q.M.)	B	7,445
153	Communauté urbaine de Québec (B.A.E.Q.M.)	B	7,3589
154	Communauté urbaine de Québec	B	7,4754
155	Communauté urbaine de Québec	B	8,3052
	Moins: Provision pour créances douteuses		

Obligations et billets			Prêts et avances		Total		
Échéance	1991	1990	1991	1990	1991	1990	
2009-04-01			445 554 $	445 554 $	445 554 $	445 554 $	150
2007-04-01			489 526	489 526	489 526	489 526	151
2002-03-01	3 494 719 $	3 695 982 $			3 494 719	3 695 982	152
2004-04-01	845 961	634 925			845 961	634 925	153
2004-04-01	610 570	880 025			610 570	880 025	154
2007-04-01			2 029 857	2 083 869	2 029 857	2 083 869	155
	4 951 250	5 210 932	2 964 937	3 018 949	7 916 187	8 229 881	
	48 278 580	50 922 344	9 683 661	9 516 448	57 962 241	60 438 792	
			489 000	489 000	489 000	489 000	
	48 278 580 $	50 922 344 $	9 194 661 $	9 027 448 $	57 473 241 $	59 949 792 $	

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

		Actions	
		1991	1990
3	**Particuliers, sociétés et autres**		
	Particuliers:		
1	Étudiants		
2	Pêcheurs		
3	Producteurs agricoles		
4	Moins: Provision pour créances douteuses		
	Sociétés et autres:		
5	Avances aux employés du Gouvernement et fonds locaux		
6	Conseil des cris d'Oujébougoumou		
7	Coopératives		
8	Corporations agricoles		
9	Corporations industrielles		
10	Corporations minières		
11	Corporations touristiques		
12	Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels		
13	Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau		
14	Fonds d'information géographique et foncière		
15	Fonds de formation à distance		
16	Fonds de la réforme du cadastre québécois		
17	Fonds de reprographie gouvernementale		
18	Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	10 000 000 $	10 000 000 $
19	Fonds du Bureau de la statistique du Québec		
20	Fonds des fournitures et de l'ameublement		
21	Fonds des moyens de communications		
22	Fonds des services de télécommunications		
23	Fonds pour les équipements informatiques		
24	Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental		
25	Groupe Gérard Saucier Ltée		
26	Hôpitaux (fonds de roulement)		
27	Pêcheurs		
28	Snyder & Fils Inc.	101 625	101 625
29	Société de la Loterie Inter-Provinciale Inc.	1	1
30	Université de Sherbrooke		
		10 101 626	10 101 626
31	Moins: Provision pour créances douteuses		
		10 101 626	10 101 626
		10 101 626 $	**10 101 626 $**

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1991	1990	1991	1990	1991	1990	
		86 716 737 $(1)	64 955 108 $	86 716 737 $	64 955 108 $	1
		20 054 585	21 940 798	20 054 585	21 940 798	2
		1 198 729 (1)	1 071 849	1 198 729	1 071 849	3
		107 970 051	87 967 755	107 970 051	87 967 755	
		32 706 751 (1)	25 374 127	32 706 751	25 374 127	4
		75 263 300	62 593 628	75 263 300	62 593 628	
		16 576 821 (1)	16 875 454	16 576 821	16 875 454	5
		5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	6
		858 718	898 220	858 718	898 220	7
		1 165 337	436 943	1 165 337	436 943	8
		9 415 053 (1)	5 615 461	9 415 053	5 615 461	9
		1 905 154	1 786 959	1 905 154	1 786 959	10
		796 472	279 435	796 472	279 435	11
			100 000		100 000	12
		686 550	402 500	686 550	402 500	13
		448 436	548 436	448 436	548 436	14
			300 000		300 000	15
		1 100 000	1 700 000	1 100 000	1 700 000	16
		1 292 300	1 144 000	1 292 300	1 144 000	17
				10 000 000	10 000 000	18
		336 000	426 000	336 000	426 000	19
		5 095 000	4 615 000	5 095 000	4 615 000	20
		1 200 000		1 200 000		21
			9 300 000		9 300 000	22
		21 657 904	22 332 904	21 657 904	22 332 904	23
		4 684 000	4 684 000	4 684 000	4 684 000	24
		3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	25
		2 775 000	2 775 000	2 775 000	2 775 000	26
		7 159 696	7 600 429	7 159 696	7 600 429	27
				101 625	101 625	28
				1	1	29
		5 107 330	5 107 330	5 107 330	5 107 330	30
		90 759 771	95 428 071	100 861 397	105 529 697	
		3 143 101 (1)	2 778 063	3 143 101	2 778 063	31
		87 616 670	92 650 008	97 718 296	102 751 634	
		162 879 970 $	155 243 636 $	172 981 596 $	1[illegible] 345 262 $	

(1) Après déduction des créances radiées de 1 580 199 $ pour les étudiants, 112 480 $ pour les producteurs agricoles.

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Solde au 1er avril 1990	Radiations débitées à la provision	Solde après radiations	Provision au 31 mars 1991	Montant porté aux dépenses
COMPTES À RECEVOIR					
Ministères:					
Affaires municipales	421		421	421	
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	453	9	444	444	
Énergie et Ressources	355 (*)	295	60	60	
Enseignement supérieur et Science	163	24	139	139	
Forêts	636 (*)		636	1 212	576
Industrie, Commerce et Technologie	386		386	884	498
Justice	6 577		6 577	8 935	2 358
Loisir, Chasse et Pêche	348	243	105	105	
Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle	122 825	3 891	118 934	133 410	14 476
Organismes relevant de la ministre déléguée à la condition féminine	320		320	320	
Revenu	323 071	48 599	274 472	376 543	102 071
Santé et Services sociaux	145		145	505	360
Transports	154	104	50	50	
Travail	593	51	542	542	
Autres (1)	215	67	148	148	
	456 662	53 283	403 379	523 718	120 339
PRÊTS ET AVANCES					
Entreprises du gouvernement:					
Société de développement industriel	2 126		2 126		(2 126)
Municipalités et organismes municipaux:					
Comité intermunicipal Deux-Montagnes sud	489		489	489	
Particuliers:					
Étudiants	24 184	1 580	22 604	31 632	9 028
Pêcheurs	544		544	533	(11)
Producteurs agricoles	647	113	534	542	8
	25 375	1 693	23 682	32 707	9 025
Sociétés et Autres:					
Corporations agricoles	163		163	163	
Corporations industrielles	2 549		2 549	2 916	367
Autres (1)	65		65	64	(1)
	2 777		2 777	3 143	366
	30 767	1 693	29 074	36 339	7 265
Total	**487 429**	**54 976**	**432 453**	**560 057**	**127 604**

(1) "Autres" comprend tout ministère dont le montant de la provision est inférieur à 100 000 $ au début et à la fin de la période.
(*) Un montant de 636 000 $ a été transféré au ministère des Forêts en 1990-1991.

FRAIS REPORTÉS
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Frais d'émission, escompte et prime	84 184	70 044
Escompte sur les bons du trésor	29 157	33 973
	113 341	**104 017**

PASSIF
EMPRUNTS TEMPORAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

Détail	Émissions	Remboursements	Solde
En monnaie du Canada:			
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2 061 228	2 061 228	
Banque de Montréal	3 648 711	3 648 711	
Banque de Nouvelle-Écosse	305 395	305 395	
Banque Laurentienne du Canada	207 813	207 813	
Banque Nationale du Canada	7 090 774	7 090 774	
Banque Royale du Canada	4 294 993	4 294 993	
Banque Toronto-Dominion	8 702 050	8 702 050	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	2 439 572	2 439 572	
Caisse de dépôt et placement du Québec	1 631 800	1 631 800	
Concept Techniques Institutionnelles Inc.	159 000	159 000	
Deragon Desjardins Langlois	116 535	116 535	
Fonds de formation à distance	3 300	3 300	
Fonds des services de télécommunications	56 700	56 700	
Fonds des services informatiques	20 800	20 800	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	735 850	735 850	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires	1 370 426	1 370 426	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	1 499 897	1 499 897	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du Québec	3 079 694	3 079 694	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts des d'établissements universitaires du Québec	521 100	521 100	
Fonds d'information géographique et foncière	2 500	2 500	
Fonds spécial olympique	495 100	495 100	
Goyette Duhamel	20 000	20 000	
Hydro-Québec	314 250	314 250	
McNeil Mantha	8 000	8 000	
Merrill Lynch Canada Inc.	127 000	127 000	
Nesbitt Thompson Bongard Ltée	50 000	50 000	
RBC Dominion Securities Inc.	562 135	562 135	
Richardson Greenshields du Canada Ltée	190 850	190 850	
Scotia Mcleod	4 614 942	4 614 942	
Services Marchés des Capitaux	275 535	275 535	
Wood Gundy Inc.	1 374 637	1 374 637	
	45 980 587	45 980 587	

CONTINUITÉ DU CONSENT D'ACCORDS DE PERCEPTION FISCALE
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Diverses municipalités	Fonds de la réforme du cadastre québécois	Fonds spécial olympique	Régie des rentes du Québec	Autres	Total
Solde au début	288 689	114	883	46 061	348	336 095
Encaissements	353 355 (1)	6 720	105 416	2 399 050 (1)	3 104	2 867 645
Remises	342 273	6 546	102 402	2 349 513	2 376	2 803 110
Solde à la fin	299 771	288	3 897	95 598	1 076	400 630

(1) Les frais de perception de 4 531 492 $ pour les Diverses municipalités et de 26 056 231 $ pour la Régie des rentes du Québec portés aux revenus "Ventes de biens et services" ont été diminués des encaissements.

COMPTES À PAYER
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Transferts aux		
Commissions scolaires	903 209	600 808
Établissements de santé et de services sociaux	260 526	455 018
Institutions d'enseignement		
Collégiales	107 121	83 528
Universitaires	116 014	25 073
Municipalités et organismes municipaux	46 041	68 387
Organismes et entreprises de Gouvernement	380 416	339 151
Autres bénéficiaires	119 690	107 727
	1 933 017	1 679 692
Traitements et avantages sociaux	185 358	145 097
Fournisseurs et autres	317 807	332 412
	2 436 182	2 157 201

INTÉRÊTS COURUS
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
En monnaie du Canada	1 204 932	1 164 480
En monnaie des États-Unis	134 437	113 529
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	20 645	31 882
En monnaie de la France	8 528	11 129
En monnaie de la Suisse	38 757	29 456
En monnaie du Japon	32 397	35 536
En monnaie du Royaume-Uni	2 212	2 118
	1 441 908	1 388 130

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR PERTE SUR PLACEMENTS EN ACTIONS
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Solde au début	Déficit des opérations des entreprises du Gouvernement en excédent du coût des actions	Solde à la fin
Société nationale de l'amiante	80 202	(23 838)	56 364
Société des Traversiers du Québec	192	(192)	
	80 394	(24 030)	56 364

CONTINUITÉ DU COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Solde au début			Solde à la fin	
	Avant déduction de la participation inscrite d'avance	Participation du Gouvernement inscrite d'avance	Excédent de la participation et des cotisations sur les pensions et autres paiements	Avant déduction de la participation inscrite d'avance	Participation du Gouvernement inscrite d'avance
R.R.E.G.O.P.	9 072 390	541 742	1 167 341	10 548 463	850 474
R.R.E.	3 739 434		436 334	4 175 768	
R.R.C.E.	246 483		29 758	276 241	
R.R.F.	932 355		65 578	997 933	
R.R.S.Q.	748 899		146 076	894 975	
R.R.M.A N.	3 026		(1 113)	1 913	
R.R.J.C.Q.	60 956		10 272	71 228	
R.R.A.P.S.C.	93 082	1 408	19 492	114 239	3 073
	14 896 625	543 150	1 873 738 (*)	17 080 760	853 547

(*) Voir le détail à la page 1-8.

R.R.E.G.O.P. = Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.
R.R.E. = Régime de retraite des enseignants.
R.R.C.E. = Régime de retraite de certains enseignants.
R.R.F. = Régime de retraite des fonctionnaires.
R.R.S.Q. = Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.
R.R.M.A N. = Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale.
R.R.J.C.Q. = Régime de retraite des juges de la Cour du Québec.
R.R.A.P.S.C. = Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels.

BONS DU TRÉSOR, OBLIGATIONS ET BILLETS
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

Sommaire

		En milliers d'unités monétaires (1)	Total En équivalent canadien
Bons du trésor	$ CAN.	2 075 000	2 075 000
Obligations et billets			
En monnaie du Canada	$ CAN.	20 215 863	20 215 863
En monnaie des États-Unis	$ É.U.	4 561 840	5 285 804 (2)
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	D.M.	750 000	509 550 (2)
En monnaie de la Suisse	F.S.	1 469 160	1 169 599 (2)
En monnaie du Japon	Yen	120 000 000	984 720 (2)
En monnaie du Royaume-Uni	L.S.	75 000	151 035 (2)
			28 316 571
Moins: Fonds d'amortissement			754 864
			27 561 707
			29 636 707

(1) Les unités monétaires en monnaies étrangères et en monnaie du Canada tiennent compte des contrats d'échange de monnaies.

(2) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1991 selon les taux de conversion suivants:

En monnaie des États-Unis, Dollar É.U.	= 1,1587
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne, Deutshche Mark	= 0,6794
En monnaie de la Suisse, Franc Suisse	= 0,7961
En monnaie du Japon, Yen	= 0,008206
En monnaie du Royaume-Uni, Livre Sterling	= 2,0138

BONS DU TRÉSOR

(en milliers de dollars)

EN MONNAIE DU CANADA

Date d'échéance	Date d'émission	Taux %	Montant
1991-04-04	1990-10-04	12,1322	50 000
1991-04-04	1991-01-04	11,3149	125 000
1991-04-11	1991-01-10	11,1776	125 000
1991-04-18	1991-01-17	11,1776	125 000
1991-04-25	1991-01-24	10,7428	125 000
1991-05-02	1990-11-01	12,3587	50 000
1991-05-02	1991-01-31	10,5053	125 000
1991-05-09	1991-02-07	10,3335	125 000
1991-05-16	1991-02-14	10,3307	125 000
1991-05-23	1991-02-21	9,9384	125 000
1991-05-30	1991-02-28	9,7578	50 000
1991-05-30	1991-02-28	9,7584	125 000
1991-06-06	1990-12-06	11,7048	50 000
1991-06-06	1991-03-07	9,7915	50 000
1991-06-06	1991-03-07	9,7897	125 000
1991-06-13	1991-03-14	9,7410	50 000
1991-06-13	1991-03-14	9,7425	125 000
1991-06-20	1991-03-21	9,7463	125 000
1991-06-27	1991-03-28	9,7327	125 000
1991-07-04	1991-01-04	11,1595	50 000
1991-08-01	1991-02-07	9,7755	50 000
1991-09-05	1991-03-07	9,7922	50 000
Total des bons du trésor			2 075 000

OBLIGATIONS ET BILLETS

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1991-06-01	1966	6,000	31 307
1991-06-01	1970	9,250	720
1991-06-23	1981	15,250	50 000
1991-08-01	1967	6,750	34 599
1991-08-01	1970	9,250	436
1991-09-24	1986	9,000	50 000
1991-09-30	1981	13,750	100 000
1991-10-01	1966	6,500	36 026
1992-04-01	1967	6,250	39 395
1992-06-01	1967	6,500	23 509
1992-08-01	1970	9,750	19 461
1992-08-01	1974	9,750	19 070
1992-08-01	1976	9,750	74 462
1992-10-01	1971	8,375	47 750
1992-11-23	1982	13,750	50 000
1992-12-22	1982	12,750	160 000
1993-03-15	1983	12,350	50 000
1993-04-01	1981	17,250	100 000
1993-04-07	1983	12,000	169 749
1993-07-06	1983	12,000	50 000
1993-08-01	1972	8,375	43 747

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1993-08-25	1983	12,500	150 000
1993-09-15	1968	7,500	27 954
1993-11-05	1980	13,250	34 039
1993-11-07	1981	15,000	98 300
1993-11-07	1981	15,000	100 000
1993-12-05	1983	12,125	125 000
1993-12-05	1983	12,125	75 000
1994-02-08	1973	8,000	42 652
1994-02-08	1971	8,000	37 854
1994-02-27	1984	12,250	132 000
1994-02-27	1984	12,250	62 192
1994-05-25	1984	14,000	50 000
1994-05-27	1976	10,250	50 000
1994-05-27	1976	10,250	50 000
1994-08-31	1984	13,250	150 000
1994-10-01	1968	7,500	29 200
1994-10-01	1968	7,000	24 925
1994-10-17	1979	11,250	75 000
1994-11-29	1984	12,500	155 000
1994-11-29	1984	12,500	75 000
1994-12-22	1981	13,250	32 000
1994-12-22	1981	13,250	116 052
1994-12-22	1980	13,250	62 885
1994-12-22	1980	13,250	135 458
1994-12-28	1984	12,150	75 000
1995-01-01	1973	8,000	44 105
1995-01-15	1985	12,000	150 000
1995-05-28	1980	12,780	200 000
1995-06-26	1985	10,500	109 000
1995-06-26	1989	10,500	121 570
1995-09-05	1973	8,750	46 110
1995-10-01	1970	9,500	33 234
1995-11-19	1974	10,250	58 364
1995-11-19	1975	10,250	74 000
1995-11-19	1976	10,250	95 345
1995-12-02	1975	9,500	38 500
1995-12-02	1970	9,500	21 627
1995-12-22	1980	13,750	62 000
1995-12-22	1981	13,750	93 000
1995-12-22	1980	13,750	63 000
1995-12-22	1981	13,750	82 000
1996-03-12	1990	10,750	400 000
1996-03-15	1972	8,000	42 367
1996-06-18	1981	16,500	149 015
1996-09-02	1986	9,000	122 000
1996-09-02	1986	9,000	75 000
1996-09-02	1986	9,000	190 000
1996-09-02	1986	9,000	50 000
1996-10-08	1980	13,400	200 000
1996-10-20	1981	17,250	149 656
1996-10-20	1981	17,250	50 000
1996-11-01	1976	10,150	8 921
1996-11-06	1976	10,250	50 000
1996-12-15	1971	7,750	24 594
1996-12-16	1977	9,750	125 000
1996-12-16	1978	9,750	110 000
1997-01-15	1985	10,500	100 000
1997-01-29	1987	9,000	150 000

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1997-02-10	1987	8,500	164 000
1997-02-10	1987	8,500	100 000
1997-02-10	1987	8,500	50 000
1997-03-22	1982	16,500	174 197
1997-03-22	1977	9,750	1
1997-06-04	1987	10,000	75 000
1997-06-04	1987	10,000	50 000
1997-07-15	1977	9,750	100 000
1997-07-15	1977	9,750	100 000
1997-08-15	1980	12,150	200 000
1997-11-01	1977	9,800	8 921
1998-02-01	1978	10,000	600
1998-03-25	1991	7,285	102 000
1998-04-01	1978	10,250	51 000
1998-04-07	1988	10,250	199 000
1998-04-07	1988	10,250	75 000
1998-04-07	1988	10,250	200 000
1998-04-07	1988	10,250	50 000
1998-04-07	1988	10,250	437 633
1998-04-07	1988	10,250	150 000
1998-06-12	1978	10,000	100 000
1998-06-12	1978	10,000	100 000
1998-06-19	1986	9,250	120 000
1998-06-19	1988	9,250	100 000
1998-07-07	1986	9,750	125 000
1998-07-31	1985	10,750	50 000
1998-07-31	1987	10,750	24 345
1998-11-01	1978	10,350	8 921
1998-11-30	1988	10,500	250 000
1998-12-15	1973	8,500	44 491
1999-02-01	1979	10,550	600
1999-03-01	1974	8,625	42 367
1999-05-01	1979	10,700	57 295
1999-05-01	1979	10,700	44 820
1999-09-04	1975	10,750	67 660
1999-09-04	1974	10,750	33 898
1999-09-04	1976	10,750	78 937
1999-09-04	1974	10,375	2 120
1999-09-04	1974	10,750	35 000
1999-11-01	1979	12,000	15 000
2000-02-01	1980	12,850	600
2000-04-26	1989	10,000	150 000
2000-04-26	1989	10,000	500 000
2000-04-26	1990	10,000	179 981
2000-04-26	1990	10,000	91 808
2000-08-16	1990	11,500	250 000
2000-09-09	1975	9,500	1 288
2000-09-09	1975	10,500	53 779
2000-10-16	1978	10,000	125 000
2000-11-10	1976	9,875	406
2000-11-10	1975	9,875	750
2001-01-15	1985	10,500	225 000
2001-01-15	1991	10,500	150 000
2001-02-01	1981	13,770	600
2001-02-15	1990	11,750	100 000
2001-03-01	1976	9,375	1 435
2001-03-15	1977	9,750	60 000
2001-05-04	1976	10,250	91 268
2001-05-04	1976	10,250	114 812
2002-02-01	1982	16,900	600
2002-06-15	1979	10,350	150 000
2002-12-15	1978	10,000	150 000

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
2002-12-15	1979	10,000	150 000
2002-12-22	1982	13,250	40 000
2003-04-07	1983	13,000	50 841
2003-04-07	1984	13,000	89 085
2003-04-07	1984	13,000	71 720
2003-04-07	1984	13,000	50 000
2003-04-17	1979	10,625	150 000
2004-05-31	1984	14,625	150 000
2004-09-24	1979	10,900	125 000
2004-11-29	1984	12,750	95 000
2004-11-29	1984	12,750	75 000
2004-11-29	1985	12,750	100 000
2004-12-27	1979	11,700	75 000
2004-12-28	1984	12,600	75 000
2005-06-30	1985	12,250	100 000
2005-10-03	1985	11,375	75 000
2006-05-01	1986	9,500	100 000
2006-07-07	1986	10,000	75 000
2009-04-01	1988	11,000	201 000
2009-04-01	1988	11,000	75 000
2009-04-01	1988	11,000	250 000
2009-04-01	1988	11,000	100 000
2009-04-01	1988	11,000	25 000
2009-04-01	1989	11,000	50 000
2009-04-01	1988	11,000	96 967
2009-04-01	1988	11,000	125 000
2009-06-26	1985	10,750	171 000
2009-06-26	1985	10,750	50 000
2010-06-28	1989	10,000	500 000
2011-03-28	1991	10,750	75 000
2011-09-02	1986	9,500	178 000
2011-09-02	1986	9,500	75 000
2011-09-02	1986	9,500	60 000
2011-09-02	1987	9,500	50 000
2012-02-10	1987	9,000	161 000
2012-06-04	1987	10,500	100 000
2012-06-04	1987	10,500	96 965
2012-10-09	1987	11,875	100 000
2014-06-01	1989	10,500	125 000
2015-07-27	1990	11,000	50 000
			16 750 861

OBLIGATIONS NON NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

Gouvernement du Canada			
Aide à la croissance de l'emploi			
diverses dates			
1991-1996	1971-1976	6,75 - 8,3919	210 916
Régime de pensions du Canada			
diverses dates			
1991-2010	1971-1990	6,75 - 17,51	136 076
			346 992

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS REMBOURSABLES À DEMANDE

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
Obligations d'épargne du Québec			
1993-06-01	1983	11,75 - 8,50	165 938
1994-06-01	1984	11,75 - 8,50	251 526
1995-06-01	1980	19,50 - 10,50	267 329
1995-06-01	1985	10,50 - 7,50	122 122
1996-06-01	1981	19,50 - 10,50	87 634
1996-06-01	1986	10,50 - 6,50	101 983
1996-06-01	1989	10,50 - 6,00	137 369
1997-06-01	1982	16,50 - 10,50	263 887
1997-06-01	1987	10,50 - 6,00	99 322
1998-06-01	1988	10,50 - 6,00	106 970
2000-06-01	1990	12,00	361 369
			1 965 449
Total des obligations			19 063 302

BILLETS

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

Gouvernement du Canada			
Zones spéciales			
2002 - 2009-04-01	1972 - 1979	7,18 - 10,07	105 243
Société canadienne d'hypothèques et de logement			
2013 - 2017-03-01	1963 - 1967	5,125 - 5,750	34 646
Université Concordia			
1992 - 1994-03-01	1969	8,000	1 680
Emprunt escompté			
1991 - 1992-06-14	1982	8,500	18 084
Total des billets			159 653
Total des obligations et billets			19 222 955

PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIES ÉTRANGÈRES EN MONNAIE DU CANADA

Monnaie des États-Unis (870 975 $ É.U.)	1 097 715
Monnaie de la République fédérale d'Allemagne (500 000 D.M.)	336 762
Monnaie du Japon (16 130 000 Yens)	140 790
	1 575 267

MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIE

En monnaie des États-Unis	582 359
	992 908
Total en monnaie du Canada	20 215 863

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale: Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	Valeur nominale: En équivalent canadien (2)
Aux États-Unis			$ É.U.	
1993-10-01	1983	12,125	100 000	
1993-11-15	1973	8,250	350	
1994-09-15	1984	12,750	100 000	
1995-01-03	1974	10,000	3 000	
1995-07-15	1975	9,375	1 000	
1995-07-15	1975	9,375	14 000	
1997-03-01	1967	5,875	35 718	
1997-06-01	1971	9,000	58 386	
1997-06-01	1972	8,125	72 000	
1999-04-01	1989	9,375	250 000	
1999-05-01	1969	7,875	30 618	
2000-03-01	1990	9,125	500 000	
2000-05-15	1975	9,875	83 788	
2001-06-15	1976	9,500	84 993	
2003-04-01	1973	7,900	105 651	
2013-10-01	1983	13,000	100 000	
2014-09-15	1984	13,250	150 000	
2015-06-15	1985	11,000	200 000	
2026-12-01	1986	8,625	300 000	
			2 189 504	
En Europe				
1992-02-25	1985	8,144	117 773	
1993-07-01	1981	14,750	70 240	
1994-02-01	1984	12,250	130 000	
1995-01-10	1985	8,250	56 037	
1995-01-29	1985	8,050	56 529	
1995-05-24	1983	10,000	50 000	
1995-11-01	1977	9,000	34 800	
1998-04-07	1988	9,000	200 000	
2001-03-12	1986	7,150	105 646	
2016-04-01	1986	9,000	250 000	
			1 071 025	
Total des obligations			3 260 529	

(1) En milliers d'unités monétaires

(2) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1991.

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale — Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	Valeur nominale — En équivalent canadien (2)
Billets à moyen terme			$ É. U.	
1996-2002	1991	8,14 - 8,93	134 000	
En Europe				
1991 - 1994-06-15	1979	9,750	44 800	
1997-05-31	1985	11,000	36 500	
1998-01-16	1991	7,325	100 000	
2001-10-23	1986	8,500	300 000	
Total des billets			481 300	
Total des obligations et billets			3 875 829	
PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIES ÉTRANGÈRES EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS				
Monnaie du Canada (582 359 $ CAN.)			502 445	
Monnaie de la France (800 000 F.F.)			157 558	
Monnaie de la Suisse (400 000 F.S.)			316 805	
Monnaie du Japon (117 047 097 Yens)			878 513	
			1 355 321	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIES				
En monnaie du Canada			870 975	
En monnaie de la Suisse			298 335	
			1 169 310	
			686 011	
Total en monnaie des États-Unis			4 561 840	5 285 804

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

			D.M.	
1991-04-15	1983	7,500	200 000	
1991-09-01	1981	10,750	150 000	
1992-02-15	1982	10,125	150 000	
1995-02-15	1985	7,625	200 000	
1997-04-01	1987	6,000	300 000	
1998-03-01	1986	6,500	300 000	
Total des obligations			1 300 000	

BILLETS

EN MONNAIE DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale — Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	Valeur nominale — En équivalent canadien (2)
			D.M.	
1992-02-17	1982	10,650	150 000	
Total des obligations et billets			1 450 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIES				
En monnaie du Canada			500 000	
En monnaie de la Suisse			200 000	
			700 000	
Total en monnaie de la République fédérale d'Allemagne			750 000	509 550
OBLIGATION NÉGOCIABLE				
EN MONNAIE DE LA FRANCE			F.F.	
2001-05-22	1986	7,875	800 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIE				
En monnaie des États-Unis			800 000	
Total en monnaie de la France				
OBLIGATIONS NÉGOCIABLES				
EN MONNAIE DE LA SUISSE			F.S.	
1991-1998-11-20	1986	4,875	122 000	
2001-03-14	1991	6,750	200 000	
1991-2003-07-15	1987	5,000	200 000	
1991-2005-11-06	1985	5,500	195 000	
1991-2006-11-20	1986	5,250	125 000	
1996-2008-04-07	1988	5,000	200 000	
Total des obligations			1 042 000	

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS

EN MONNAIE DE LA SUISSE (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale — Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	Valeur nominale — En équivalent canadien (2)
			F.S.	
1996-01-15	1991	7,750	200 000	
Total des obligations et billets			1 242 000	
PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIES ÉTRANGÈRES EN MONNAIE DE LA SUISSE				
Monnaie des États-Unis (298 335 $ É.U.)			456 800	
Monnaie de la République fédérale d'Allemagne (200 000 D.M.)			170 360	
			627 160	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIE				
En monnaie des États-Unis			400 000	
			227 160	
Total en monnaie de la Suisse			1 469 160	1 169 599
OBLIGATIONS NÉGOCIABLES				
EN MONNAIE DU JAPON			YEN	
1991-1995-06-07	1985	7,000	30 000 000	
1997-05-07	1987	5,000	30 000 000	
1998-06-03	1986	6,000	20 000 000	
2000-10-30	1990	9,000	20 000 000	
2001-02-28	1991	8,000	8 000 000	
2001-03-22	1991	7,150	8 550 000	
2001-03-28	1991	7,350	9 500 000	
Total des obligations			126 050 000	
BILLETS				
EN MONNAIE DU JAPON				
1992-11-30	1989	6,100	5 000 000	
1992 - 1996-06-25	1986	6,500	15 000 000	
1997-10-27	1987	5,700	11 130 000	
1999-11-08	1989	5,450	5 000 000	
2001-03-15	1991	7,100	5 000 000	
1998 - 2003-04-25	1988	5,500	20 000 000	
1997 - 2009-10-31	1986	6,400	20 000 000	
1998 - 2012-05-25	1987	5,300	30 000 000	
Total des billets			111 130 000	
Total des obligations et billets			237 180 000	

BILLETS (suite)

EN MONNAIE DU JAPON (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale — Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	Valeur nominale — En équivalent canadien (2)
PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIE ÉTRANGÈRE EN MONNAIE DU JAPON			YEN	
Monnaie de l'Australie (150 000 $ AUS.)			15 997 097	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIES				
En monnaie du Canada			16 130 000	
En monnaie des États-Unis			117 047 097	
			133 177 097	
			(117 180 000)	
Total en monnaie du Japon			120 000 000	984 720
OBLIGATION NÉGOCIABLE				
EN MONNAIE DU ROYAUME-UNI			L.S.	
2020-03-15	1984	12,250	50 000	
BILLET				
EN MONNAIE DU ROYAUME-UNI				
1992-07-09	1982	15,000	25 000	
Total en monnaie du Royaume-Uni			75 000	151 035
OBLIGATIONS NÉGOCIABLES				
EN MONNAIE DE L'AUSTRALIE			$ Aus.	
1998-11-29	1988	6,670	100 000	
1999-11-08	1989	7,270	50 000	
			150 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE MONNAIE				
En monnaie du Japon			150 000	
Total en monnaie de l'Australie				

FONDS D'AMORTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

Continuité

		Total
Solde au début		613 500
Plus: Versements du Fonds consolidé du revenu		69 382
Revenu net(*)		76 134
		145 516
Moins: Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts spécifiques		4 152
Solde à la fin		754 864

Situation au 31 mars 1991		
Placements		
Bons du trésor		
Gouvernement du Québec		44 022
Gouvernement du Canada		9 541
		53 563
Certificats de dépôts		2 400
Obligations		
Gouvernement du Québec	482 173	
Gouvernement du Canada	23 100	
Garanties par le gouvernement du Québec	161 747	
Société d'habitation du Québec	8 214	675 234
		731 197
Cité de St-Lambert 3,50% 1989 - 1995-03-01		71
		731 268
Perte de change non réalisée		4 255
		735 523
Autres éléments d'actif		
Encaisse	254	
Intérêts courus	19 052	
Pertes reportées - Contrats à terme	64	19 370
		754 893
Comptes à payer		29
		754 864

(*) Incluant une dépense de change de 384 401 $ représentant l'amortissement de la perte de change non réalisée de 4 639 723 $ sur les placements en monnaies étrangères réévalués au taux de change en vigueur le 31 mars 1991.

PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS D'AMORTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

Provenance des fonds	
Fonds reçus du Fonds consolidé du revenu et revenus de placements	145 516
Valeurs échues ou vendues	7 879 330
	8 024 846
Augmentation des comptes à payer	18
	8 024 864
Utilisations des fonds	
Achats d'obligations et de billets	8 015 237
Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts spécifiques	4 152
	8 019 389
Augmentation du solde de banque	125
Diminution des revenus reportés sur contrats à terme	463
Augmentation des intérêts courus	4 887
	8 024 864

ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES BONS DU TRÉSOR, OBLIGATIONS ET BILLETS
au 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

Échéance	En monnaie du Canada (1)	En monnaie des États-Unis (1)	En monnaie de la République Fédérale d'Allemagne (1)	En monnaie du Japon (1)	En monnaie du Royaume-Uni (1)	En monnaie de la Suisse (1)	Total
1992	3 238 557	206 704	305 730				3 750 991
1993	937 443	99 252			50 345		1 087 040
1994	1 720 370	386 864					2 107 234
1995	1 855 072	160 577	67 940			68 219	2 151 808
1996	1 464 432	631 357					2 095 789
	9 215 874	1 484 754	373 670		50 345	68 219	11 192 862
1997 - 2001	8 110 270	2 238 678	135 880	600 433		283 945	11 369 206
2002 - 2006	1 849 292	535 906		223 614		558 703	3 167 515
2007 - 2011	1 706 178	29 547		135 317		258 732	2 129 774
2012 - 2016	826 795	299 374		25 356			1 151 525
2017 ET PLUS	132	525 003			100 690		625 825
TOTAL	21 708 541	5 113 262	509 550	984 720	151 035	1 169 599	29 636 707

NOTE: Cet échéancier tient compte d'un montant de 2 075,0 M$ (millions de dollars) en 1992, pour les bons du trésor et il est établi en tenant compte, pour les obligations remboursables à demande, d'une prévision de remboursement de 393,1 M$ en 1992, 314,5 M$ en 1993, 336,5 M$ en 1994, 287,3 M$ en 1995 et 254,4 M$ en 1996. Par ailleurs, les montants en monnaie du Canada et des États-Unis tiennent compte des fonds d'amortissement ainsi que des contributions futures à ces fonds diminuant ainsi le solde à rembourser lors de l'échéance.

(1) Les montants indiqués par monnaie le sont après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises et, l'équivalent canadien est établi sur les monnaies étrangères selon le taux de conversion au 31 mars 1991.

ENGAGEMENTS

(en milliers de dollars)

	Détail en page	Autorisés par le Gouvernement(2)	Autorisés par le Ministre(3)	1991	1990
POUR DES PAIEMENTS DE TRANSFERT					
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital(1)					
Commissions scolaires	3-47	23 831	2 634 865	2 658 696 (7)	2 521 755
Collèges d'enseignement général et professionnel	3-51	70 444	991 135	1 061 579 (7)	962 427
Universités	3-52	536 520	664 315	1 200 835 (7)	1 107 733
Établissements de santé et de services sociaux	3-53	172 946 (4)	1 995 900	2 168 846 (7)	1 979 758
Municipalités et organismes municipaux	3-62	3 907 827		3 907 827	3 546 145
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	3-65	186 159		186 159	169 847
		4 897 727	6 286 215	11 183 942 (5)	10 287 665
POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL					
Commissions scolaires	3-47		286 048	286 048	241 890
Collèges d'enseignement général et professionnel	3-51		63 535	63 535	62 471
Établissements de santé et de services sociaux	3-53		583 610	583 610	372 820
Municipalités et organismes municipaux	3-66				
Aqueducs, égouts et autres		554 339		554 339	426 922
Assainissement des eaux		909 629		909 629	1 065 300
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	3-70	159 393		159 393	106 249
		1 623 361	933 193	2 556 554	2 275 652
AUTRES ENGAGEMENTS (pour engagements conditionnels de congés de maladie accumulés)				438 648	411 905
				14 179 144 (6)	12 975 222

(1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur au 31 mars.
(2) Autorisés par le Gouvernement et/ou le Conseil du trésor.
(3) Autorisés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science ou de l'Éducation ou de la Santé et des Services sociaux.
(4) Excluant 183 634 386 $ (186 503 495 $ en 1990) pour les établissements de santé et de services sociaux à l'égard de projets complétés, dettes pour lesquelles aucune cession et aucun transport de subventions n'ont été autorisés pour en garantir le paiement.
(5) Voir l'échéancier sommaire à la page suivante.
(6) Ces engagements financiers seront liquidés à mêmes les crédits annuels autorisés par l'Assemblée nationale.
(7) Après avoir déduit les revenus accumulés des fonds d'amortissement afférents à des emprunts de commissions scolaires 4 963 342 $ (546 289 $ en 1990), de collèges d'enseignement général et professionnel 1 925 874 $ (3 676 732 $ en 1990), d'universités 7 238 717 $ (4 477 987 $ en 1990) et d'établissements de santé et de services sociaux 2 598 810 $ (1 085 280 $ en 1990).

ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL AU 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

Échéance	Commissions scolaires	Collèges d'enseignement général et professionnel	Universités	Établissements de santé et de services sociaux	Municipalités et organismes municipaux	Entreprises et organismes du gouvernement et divers autres organismes	Total
1992	612 502 (1) (*)	351 397 (1) (*)	319 902 (1) (*)	797 987 (1) (*)	446 692 (*)	12 961 (*)	2 541 441
1993	258 289	132 281	101 707	208 464	421 235	16 874	1 138 850
1994	372 330	87 312	147 819	236 244	399 625	20 908	1 264 258
1995	255 412	79 706	65 558	161 925	188 803	13 027	764 121
1996	279 445	123 502	179 074	186 117	457 761	54 027	1 279 926
1992 - 1996	1 777 978 (1) (*)	773 908 (1) (*)	814 060 (1) (*)	1 590 737 (1) (*)	1 914 116 (*)	117 797 (*)	6 988 596
1997 - 2001	553 858	209 130	244 923	352 328	1 258 584	63 362	2 682 185
2002 - 2006	132 279	36 610	85 394	110 593	291 153		656 029
2007 - 2011	183 863	35 115	51 439	59 910	221 921	5 000	557 248
2012 - 2016	8 551	5 607	2 212	11 298	109 995		137 663
2017 - 2021	1 809	800	2 807	9 497	63 139		78 052
2022 - 2026	358	164		14 053	26 821		41 396
2027 - 2031		245		18 942	18 635		37 822
2032 - 2036				1 488	3 463		4 951
	2 658 696 (1) (*)	**1 061 579 (1) (*)**	**1 200 835 (1) (*)**	**2 168 846 (1) (*)**	**3 907 827 (*)**	**186 159 (*)**	**11 183 942**

(*) Incluant des emprunts temporaires de 340 468 000 $ aux commissions scolaires, de 146 832 000 $ aux collèges d'enseignement général et professionnel, de 229 288 971 $ aux universités, de 511 659 000 $ aux établissements de santé et de services sociaux, de 160 614 127 $ aux municipalités et aux organismes municipaux et de 10 631 339 $ aux entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes qui feront l'objet d'un financement à long terme lors de l'achèvement de projets en cours ou lors du refinancement de projets terminés.

(1) Après avoir déduit les revenus accumulés du fonds d'amortissement afférents à des emprunts de commissions scolaires 4 963 342 $, de collèges d'enseignement général et professionnel 1 925 874 $, d'universités 7 238 717 $ et d'établissements de santé et de services sociaux 2 598 810 $.

NOTE: L'échéancier est déterminé selon les dates indiquées aux obligations ou billets, mais il peut arriver qu'au moment de l'échéance le montant soit refinancé modifiant l'échéancier tel que présenté plus haut.

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS
COMMISSIONS SCOLAIRES

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.
A-2 Autorisés par le ministre de l'Éducation.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le ministre de l'Éducation.

Régionales et locales	A-1	A-2	Sous-total	B	1991	1990
Chambly:	1 626	59 069	60 695	996	61 691	57 160
Jacques-Cartier	785	10 612	11 397	895	12 292	11 911
Mont-Fort		7 982	7 982	566	8 548	7 922
St-Exupéry		7 521	7 521	10	7 531	7 687
Taillon		12 353	12 353	498	12 851	12 731
Varennes		25 162	25 162	2 229	27 391	25 555
Châteauguay-Valley:	80	5 433	5 513	195	5 708	5 688
Lac-St-Louis-de-Châteauguay		1 035	1 035	462	1 497	1 403
Ormstown		1 663	1 663	227	1 890	1 666
Chaudière:	689	19 396	20 085	3 238	23 323	22 531
Beauceville		2 334	2 334	76	2 410	2 164
des Cèdres		2 789	2 789	242	3 031	2 979
des Érables		10 670	10 670	262	10 932	9 852
Langevin		3 551	3 551	408	3 959	3 036
St-Joseph		3 750	3 750	721	4 471	3 963
Chauveau:	802	17 186	17 988		17 988	16 811
Ancienne-Lorette		11 106	11 106	19	11 125	11 382
La Jeune-Lorette		14 563	14 563	73	14 636	14 435
Montcalm		2 452	2 452	49	2 501	2 482
District of Bedford		7 189	7 189	274	7 463	7 140
Eastern Quebec:		4 254	4 254	1 545	5 799	5 418
Greater Quebec		1 587	1 587	1 292	2 879	2 182
Greater Seven Islands		1 825	1 825	112	1 937	1 693
Saguenay				1 180	1 180	519
St-Maurice		1 311	1 311	1 160	2 471	1 533
Gaspésia Prot.:		3 074	3 074	81	3 155	3 015
Bonaventure		1 978	1 978	106	2 084	882
Gaspé		619	619	335	954	583
Lac-St-Jean:		15 963	15 963	551	16 514	15 325
Alma		4 560	4 560	500	5 060	3 732
Belle-Rivière		2 660	2 660	13	2 673	2 247
Delisle		4 158	4 158	529	4 687	4 491
Louis-Fréchette:	1 621	24 411	26 032	748	26 780	25 810
Abénakis		4 026	4 026	181	4 207	4 000
Bellechasse		2 817	2 817	13	2 830	2 908
Élan		3 780	3 780	249	4 029	3 103
Nouvelle-Beauce		4 179	4 179	856	5 035	3 765
Pointe-Lévy		7 194	7 194	12	7 206	6 969
Mauricie:	1 508	22 680	24 188	450	24 638	24 320
Grand-Mère		4 419	4 419	140	4 559	3 997
Normandie		3 579	3 579	654	4 233	3 849
Shawinigan		1 920	1 920	451	2 371	2 159
Val-Mauricie		5 114	5 114	159	5 273	4 586
Péninsule:	1 030	12 853	13 883	284	14 167	14 279
Des Anses		2 044	2 044	98	2 142	1 521
Forillon		1 493	1 493	96	1 589	1 523
Grande-Hermine		3 283	3 283	146	3 429	2 972
Rocher-Percé		3 752	3 752	3	3 755	3 767

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous-total	B	1991	1990
Provencher:	935	7 381	8 316	288	8 604	8 504
Lac-St-Pierre		2 521	2 521	84	2 605	2 407
Les Becquets		1 187	1 187	31	1 218	1 174
Port-Royal		3 742	3 742	614	4 356	4 166
South Shore Prot.:	311	7 622	7 933	2 503	10 436	9 649
Richelieu-Valley		1 552	1 552	85	1 637	1 506
St-Lawrence Prot.		4 328	4 328	914	5 242	4 847
South Central		1 835	1 835	308	2 143	2 012
Tardivel:		10 219	10 219	525	10 744	8 957
Grand-Bois		2 410	2 410	188	2 598	2 441
Mgr-Vachon		2 755	2 755	2 751	5 506	5 003
Portneuf		2 402	2 402	58	2 460	2 078
Vaudreuil-Soulanges:		19 524	19 524	427	19 951	19 660
Île-Perrot		4 872	4 872	2 041	6 913	5 617
Soulanges		2 492	2 492	1 635	4 127	2 451
Vaudreuil		2 398	2 398	3 136	5 534	3 363
Western Quebec Prot.:		6 113	6 113	266	6 379	6 312
Greater Hull		4 806	4 806	409	5 215	5 071
North Western Quebec				844	844	767
Pontiac		1 176	1 176	142	1 318	1 247
Yamaska:	432	21 942	22 374	369	22 743	22 157
Argile-Bleu		15 982	15 982	1 523	17 505	17 157
St-Hyacinthe		7 433	7 433	85	7 518	7 465
Val-Monts		4 192	4 192	195	4 387	4 308
Intégrées:						
Abitibi	193	10 888	11 081	4	11 085	10 807
Asbesterie		8 414	8 414	170	8 584	8 407
Aylmer	2 104	29 724	31 828	5 018	36 846	33 439
Baie-Comeau		98	98	105	203	171
Baie-des-Chaleurs		4 930	4 930	317	5 247	4 524
Baie-des-Ha!Ha!		10 938	10 938	550	11 488	11 192
Barraute-Senneterre	47	5 150	5 197	1 299	6 496	6 059
Beauport		31 762	31 762	1 798	33 560	27 336
Bersimis		4 672	4 672	57	4 729	4 455
Berthier-Nord-Joli		10 321	10 321	8 229	18 550	17 299
Black-Lake-Disraëli		5 658	5 658	1 605	7 263	5 862
Brossard		19 760	19 760	3 484	23 244	21 213
Des Cantons	165	31 838	32 003	1 364	33 367	32 836
Chapais-Chibougamau		6 132	6 132		6 132	6 006
Charlesbourg	135	10 245	10 380		10 380	8 443
Châteauguay	80	12 973	13 053	46	13 099	13 052
Chavigny		11 658	11 658		11 658	11 685
Des Chênes		28 742	28 742	1 576	30 318	29 055
Chicoutimi	1 109	20 135	21 244	8 269	29 513	24 094
Chomedey-de-Laval	502	26 194	26 696	2 607	29 303	27 505
Chutes-de-la-Chaudière		38 876	38 876	3 627	42 503	35 470
Chutes-Montmorency		8 431	8 431	398	8 829	8 005
Coaticook		2 435	2 435	547	2 982	2 601
Commission des écoles catholiques de Québec		48 277	48 277	4 446	52 723	50 855
Côte-de-Beaupré		6 100	6 100	117	6 217	6 100
Côte-du-Sud		24 028	24 028	1 832	25 860	24 609
Crie		2 606	2 606	3 478	6 084	4 180
Davignon		11 261	11 261	1 894	13 155	9 914
Des Découvreurs		44 346	44 346	1 101	45 447	44 205
De la Jonquière	827	35 716	36 543	2 103	38 646	34 576
Des Basques		1 883	1 883		1 883	1 491

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous-total	B	1991	1990
Des Cascades-L'Achigan		12 500	12 500	2 584	15 084	12 310
Des Frontières		916	916	9	925	764
Des Ilets		27 359	27 359	2 802	30 161	29 234
Des Milles-Iles	124	31 287	31 411	8 077	39 488	30 753
Des Montagnes		1 808	1 808	189	1 997	1 871
Des Rivières		4 732	4 732	63	4 795	3 945
Deux-Montagnes	687	38 491	39 178	134	39 312	40 592
Dolbeau		13 593	13 593	22	13 615	14 028
Des Draveurs		32 271	32 271	4 246	36 517	34 517
Eastern Township		8 943	8 943	1 680	10 623	10 363
Fermont		4 439	4 439		4 439	3 466
Du Goéland		37 555	37 555	3 843	41 398	34 124
Du Gouffre	759	5 670	6 429	1 386	7 815	6 938
Grandpré		2 570	2 570	118	2 688	2 466
Greenfield-Park		3 394	3 394	371	3 765	2 388
Harricana		35 025	35 025	6	35 031	33 895
Haut St-Maurice		2 547	2 547	935	3 482	2 609
Haute-Gatineau		5 939	5 939		5 939	5 756
Huntingdon		6 260	6 260	198	6 458	6 309
Iberville		6 875	6 875	392	7 267	6 590
Des Iles		5 988	5 988	193	6 181	6 187
Industrie		21 223	21 223	158	21 381	21 461
Jean Chapais		3 286	3 286	84	3 370	3 094
Jean-Rivard		4 486	4 486	170	4 656	4 345
Kativik						177
Lac-Mégantic	1 341	5 111	6 452	102	6 554	6 142
Lac-Témiscamingue		15 878	15 878	109	15 987	16 046
La Mitis		18 206	18 206	351	18 557	18 799
La Neigette		22 422	22 422	1 071	23 493	22 709
La Pocatière		3 552	3 552	79	3 631	3 542
La Sapinière	85	2 921	3 006	1	3 007	2 592
La Tourelle		3 638	3 638	2 592	6 230	5 979
Laure-Conan		9 026	9 026	450	9 476	8 319
Laurentian		6 849	6 849	358	7 207	6 608
Laurentides		12 578	12 578		12 578	12 041
Laurentienne		585	585	215	800	409
Laurenval		23 812	23 812	198	24 010	24 798
La Vallière		3 078	3 078		3 078	2 755
Le Gardeur		52 139	52 139	1 935	54 074	50 557
Les Écores	128	12 871	12 999	994	13 993	14 340
L'Islet-Sud				2 387	2 387	1 323
Du Littoral		681	681		681	157
Du Long-Sault		8 135	8 135	203	8 338	8 307
Lotbinière		13 088	13 088	4 099	17 187	11 673
Magog		9 251	9 251	190	9 441	8 393
Malartic	187	2 721	2 908		2 908	2 403
Manicouagan		34 594	34 594	817	35 411	33 363
Des Manoirs		53 666	53 666	5 229	58 895	46 593
Marieville		4 516	4 516	457	4 973	4 738
Matane		18 097	18 097	300	18 397	17 138
Miguasha	335	17 934	18 269	108	18 377	17 626
Des Moissons		10 438	10 438	706	11 144	10 405
Morilac		11 570	11 570	104	11 674	11 706
Moyenne-Côte-Nord	983	6 582	7 565	834	8 399	7 080
Normandin		4 173	4 173	526	4 699	4 060
Nouveau-Québec		5 965	5 965	2 037	8 002	6 794
Outaouais-Hull	257	18 030	18 287	6 625	24 912	18 985
Pierre-Neveu		11 528	11 528	90	11 618	11 259
Pontiac		3 565	3 565	387	3 952	3 808
Portage-du-Fort				43	43	42
Port-Cartier		11 029	11 029	206	11 235	11 247
Prince-Daveluy		7 243	7 243	535	7 778	5 183
Provençal		4 454	4 454	34	4 488	4 484
Québillon	1 223	331	1 554	1 171	2 725	2 490
Rivière-du-Loup	551	37 737	38 288	1 759	40 047	39 668
Roberval	980	5 484	6 464	243	6 707	6 706

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous-total	B	1991	1990
Rouyn-Noranda		15 079	15 079	1 403	16 482	15 860
Saint-Eustache		17 893	17 893	1 531	19 424	17 452
St-Jean-sur-Richelieu	90	38 645	38 735	1 457	40 192	33 341
St-Jérôme		24 338	24 338	6 859	31 197	29 087
Sainte-Thérèse		17 886	17 886	14 077	31 963	14 560
Samuel-de-Champlain		10 198	10 198		10 198	9 561
Seigneurie	817	5 902	6 719	361	7 080	6 572
Sept-Îles		30 837	30 837	82	30 919	31 193
Sherbrooke (catholique)		76 403	76 403	1 852	78 255	76 581
Sorel		18 351	18 351	1 003	19 354	14 502
Tadoussac		1 356	1 356	6	1 362	1 286
Témiscouata		5 224	5 224	177	5 401	4 316
Thetford-Mines		10 430	10 430	3 464	13 894	12 844
Tracy		2 687	2 687	3 329	6 016	5 231
Trois-Rivières		24 550	24 550	940	25 490	25 253
Val-d'or		16 367	16 367	328	16 695	13 248
Valin		15 592	15 592	322	15 914	15 621
Vallée-de-la-Lièvre		11 183	11 183	406	11 589	9 129
Vallée-de-la-Matapédia		10 250	10 250	177	10 427	9 265
Vallée-de-Mistassini		3 643	3 643	68	3 711	3 595
Valleyfield	149	9 884	10 033	484	10 517	9 969
Victoriaville		23 193	23 193	265	23 458	22 777
Warwick	25	8 203	8 228	637	8 865	8 466
Conseil Scolaire						
Île-de-Montréal	129	402 675	402 804	82 769	485 573	511 622
	23 831	2 639 828	2 663 659	286 048	2 949 707	2 764 191
Moins: les revenus accumulés du fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires		4 963	4 963		4 963	546
	23 831	2 634 865	2 658 696	286 048	2 944 744	2 763 645

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.
A-2 Autorisés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

	A-1	A-2	Sous-total	B	1991	1990
Abitibi-Témiscamingue	500	19 463	19 963	896	20 859	18 604
Ahuntsic, Montréal	4 000	36 123	40 123	184	40 307	38 240
Alma		7 892	7 892	94	7 986	7 373
André-Laurendeau, LaSalle		29 592	29 592	397	29 989	30 055
Baie-Comeau	800	10 752	11 552	669	12 221	10 949
Beauce-Appalaches		7 541	7 541	1 858	9 399	
Bois-de-Boulogne, Montréal		13 201	13 201	580	13 781	12 485
Champlain (Régional), Sherbrooke	600	17 829	18 429	6 730	25 159	21 706
Chicoutimi	1 000	28 247	29 247	329	29 576	28 508
Dawson, Montréal	800	70 345	71 145	2 059	73 204	64 903
Drummondville		16 547	16 547	316	16 863	16 965
Édouard-Montpetit, Longueuil	3 947	38 039	41 986	518	42 504	41 879
François-Xavier-Garneau, Québec	4 050	20 650	24 700	2 405	27 105	20 460
Gaspésie et des Îles, Gaspé		21 930	21 930	1 918	23 848	22 951
Granby	60	6 935	6 995	321	7 316	6 959
Héritage		4	4	1 161	1 165	487
John-Abbott, Ste-Anne-de-Bellevue	7 625	35 970	43 595	808	44 403	42 779
Joliette de Lanaudière	2 138	9 646	11 784	591	12 375	11 804
Jonquière	1 542	19 755	21 297	5 274	26 571	25 390
La Pocatière	5 542	7 987	13 529	2 071	15 600	15 151
Lévis-Lauzon, Lauzon		29 612	29 612	697	30 309	27 391
Limoilou, Québec		55 835	55 835	2 881	58 716	35 880
Lionel-Groulx, Ste-Thérèse-de-Blainville	768	25 126	25 894	566	26 460	25 756
Maisonneuve, Montréal	1 667	15 691	17 358	4 214	21 572	20 765
Matane		8 884	8 884	553	9 437	8 539
Montmorency, Laval	500	20 264	20 764	3 210	23 974	22 619
Outaouais	525	35 450	35 975	279	36 254	35 87>
Région de l'Amiante, Thetford-Mines		19 715	19 715	1 679	21 394	21 305
Rimouski	3 244	28 998	32 242	629	32 871	30 811
Rivière-du-Loup		13 292	13 292	835	14 127	12 932
Rosemont, Montréal	8 629	15 764	24 393	507	24 900	24 342
St-Félicien	2 092	8 247	10 339	46	10 385	10 420
Ste-Foy	799	24 852	25 651	2 157	27 808	26 703
St-Hyacinthe		19 003	19 003	779	19 782	18 117
St-Jean-sur-Richelieu, St-Jean	630	11 018	11 648	1 199	12 847	11 732
St-Jérôme	612	20 634	21 246		21 246	20 542
St-Laurent, Montréal	1 200	20 864	22 064	628	22 692	21 295
Sept-Îles	1 500	14 071	15 571	358	15 929	15 790
Shawinigan		15 685	15 685	458	16 143	15 734
Sherbrooke	4 135	26 257	30 392	1 891	32 283	29 736
Sorel-Tracy	200	13 102	13 302	1 661	14 963	14 945
Trois-Rivières	860	23 084	23 944	708	24 652	22 814
Valleyfield	980	20 660	21 640	735	22 375	20 453
Vanier, Montréal	3 600	26 985	30 585	3 131	33 716	31 226
Victoriaville	1 669	17 610	19 279	2 708	21 987	19 273
Vieux-Montréal	4 230	43 910	48 140	1 847	49 987	45 934
	70 444	993 061	1 063 505	63 535	1 127 040	1 028 575
Moins: les revenus accumulés du fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel		1 926	1 926		1 926	3 677
	70 444	**991 135**	**1 061 579**	**63 535**	**1 125 114**	**1 024 898**

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
UNIVERSITÉS

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.
A-2 Autorisés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

	A-1	A-2	1991	1990
Bishops, Lennoxville		702	702	
Concordia, Montréal	28 793	57 258	86 051	76 517
École des hautes études commerciales, Montréal	10 800	7 819	18 619	18 624
École polytechnique, Montréal	21 280	35 182	56 462	55 479
Laval, Ste-Foy	53 462	115 965	169 427	154 738
McGill, Montréal	85 038	79 881	164 919	156 533
Montréal	96 867	115 731	212 598	198 816
Sherbrooke	32 127	41 471	73 598	70 721
Université du Québec	208 153	217 545	425 698	380 763
	536 520	671 554	1 208 074	1 112 211
Moins: les revenus accumulés du fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'universités		7 239	7 239	4 478
	536 520	664 315	1 200 835	1 107 733

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.
A-2 Autorisés par le ministre de la Santé et des Services sociaux.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par la ministre de la Santé et des Services sociaux.

	A-1	A-2	Sous-total	B	1991	1990
						(note 1)
Acton-Vale:						
Centre d'accueil d'Acton Vale				254	254	
Centre local de services communautaires La Chenaie						182
Alma: Hôtel-Dieu d'Alma 1964	1 270		1 270		1 270	1 270
Amos:						
Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Amos	500	8 515	9 015	414	9 429	8 730
Clair-Foyer Inc.		754	754	329	1 083	853
Andréville: Foyer Desjardins		582	582	460	1 042	509
Arthabaska: Hôtel-Dieu d'Arthabaska		3 651	3 651		3 651	3 759
Asbestos: Centre hospitalier d'Asbestos	1 000	1 286	2 286	78	2 364	2 173
Austin: Centre Butters Inc.		1 070	1 070		1 070	1 110
Baie-Comeau:						
Centre d'accueil N.A. Labrie	2 700		2 700		2 700	2 700
Centre hospitalier régional Baie-Comeau		8 146	8 146		8 146	8 392
Conseil de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord		10 920	10 920	4 115	15 035	5 371
Baie-St-Paul: Centre hospitalier de Charlevoix		1 373	1 373	55	1 428	1 262
Beaconsfield: Promotions sociales Taylor-Thibodeau (Les)				500	500	
Beauharnois: Centre d'accueil Le Vaisseau d'Or				275	275	
Beauport: Centre hospitalier Robert-Giffard	1 000	18 570	19 570	3 514	23 084	18 357
Bedford: Centre hospitalier de Bedford		2 642	2 642		2 642	2 746
Brossard: Centre d'accueil Champlain				491	491	
Buckingham:						
Centre d'accueil Buckingham				600	600	
Centre hospitalier de Buckingham	250	2 410	2 660		2 660	2 760
Cap-aux-Meules: Centre hospitalier de l'Archipel		7 144	7 144	31 064	38 208	4 815
Cap-de-la-Madeleine:						
Foyer Père-Frédéric Inc.		1 006	1 006	19	1 025	815
Hôpital Cloutier		631	631	8 739	9 370	
Chambly: Centre d'accueil Anne-Leseigneur		588	588	137	725	624
Chandler:						
Centre hospitalier de Chandler		5 407	5 407		5 407	5 579
Villa Pabos				320	320	
Charlesbourg:						
Foyer de Charlesbourg Inc.		1 886	1 886	6	1 892	1 673
Institut des sourds de Charlesbourg Inc.				1 350	1 350	
Mont Saint-Aubert		338	338	100	438	

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous-total	B	1991	1990
						(note 1)
Charny: Centre hospitalier Paul-Gilbert		11 568	11 568		11 568	12 025
Châteauguay: Centre hospitalier Anna-Laberge		52 023	52 023	1 682	53 705	53 706
Chicoutimi:						
Beaumenoir de Chicoutimi Inc.		1 063	1 063		1 063	1 109
Conseil de la santé et des services sociaux région du Saguenay-Lac-St-Jean		16 592	16 592	6 321	22 913	16 123
Hôpital de Chicoutimi Inc.	2 087	11 856	13 943	1 723	15 666	14 290
Institut St-Georges Inc.				1 330	1 330	
Chicoutimi-Nord: Institut Roland-Saucier		2 500	2 500		2 500	2 596
Chisasibi-Baie-James: Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James		2 133	2 133	83	2 216	2 932
Coaticook: Centre hospitalier de Coaticook		1 268	1 268		1 268	1 198
Cowansville:						
Centre d'accueil de Cowansville				381	381	
Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins		3 287	3 287	264	3 551	2 910
Dolbeau: Centre hospitalier de Dolbeau		4 007	4 007	93	4 100	3 715
Drummondville:						
Centre hospitalier Georges-Frédéric	1 000	2 761	3 761	400	4 161	3 868
Hôpital Ste-Croix		7 093	7 093		7 093	7 369
Pavillon Laforest Inc.		5 837	5 837	614	6 451	5 734
Farnham: Foyers Farnham Inc.		244	244	84	328	278
Fermont: CLSC de Fermont		3 845	3 845	725	4 570	4 570
Forestville: CLSC de Forestville		881	881		881	1 159
Gaspé:						
Centre d'accueil Le Cabestan		500	500		500	500
Centre hospitalier Mgr Ross		2 077	2 077	2 641	4 718	1 846
Hôtel-Dieu de Gaspé	800	4 550	5 350		5 350	5 503
Gatineau: Centre hospitalier de Gatineau		45 246	45 246	1 590	46 836	48 208
Granby:						
Centre hospitalier de Granby	2 500	2 662	5 162		5 162	5 264
Villa Bonheur				790	790	
Grandes-Bergeronnes: Foyer Monseigneur Gendron Inc.		517	517	17	534	456
Grand-Mère:						
Centre hospitalier Laflèche-Grand-Mère		2 794	2 794	1 171	3 965	4 062
Foyer de Grand-Mère Inc.		352	352	8	360	450
Greenfield-Park: Hôpital Charles-Lemoyne	2 200	6 777	8 977		8 977	9 250
Havre-St-Pierre: Centre de santé St-Jean-Eudes		1 708	1 708	225	1 933	1 766
Huberdeau: Accueil Vert-Pré d'Huberdeau		476	476	1	477	402
Hull:						
Centre de réadaptation Les jeunes de l'Outaouais		848	848	310	1 158	6 624
Centre hospitalier régional de l'Outaouais		17 346	17 346		17 346	18 399
Centre local de services communautaires de Hull		1 633	1 633		1 633	1 696
Conseil de la santé et des services sociaux de l'Outaouais		16 388	16 388	7 785	24 173	15 214
Hôpital Pierre-Janet	2 400		2 400		2 400	2 400
Hôpital de la Piéta		3 435	3 435		3 435	3 469

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous-total	B	1991	1990
						(note 1)
Iberville: Résidence Champagnat d'Iberville Inc.		2 150	2 150	596	2 746	2 150
Joliette:						
Centre hospitalier régional Delanaudière	6 242	21 592	27 834	1 243	29 077	27 704
Les Centres d'accueil Montcalm		500	500	19	519	450
Centre d'accueil St-Joseph de Joliette				325	325	
Foyer St-Eusèbe Inc.		383	383	945	1 328	3 157
Jonquière: Centre hospitalier Jonquière	400	3 581	3 981	112	4 093	3 789
Kingsey Falls: Foyer Kingsey Falls Inc.				340	340	
Kuujjuaq:						
Conseil de la santé et des services sociaux Kativik		4 693	4 693	532	5 225	1 583
Hôpital Ungava		8 482	8 482		8 482	8 992
La Baie:						
Centrart		4	4	596	600	
Hôpital de la Baie-des-HaHaI Inc.		1 925	1 925		1 925	1 964
Lachine:						
Centre d'accueil de Lachine (Corporation du)						5 011
Centre hospitalier de Lachine						2 144
Hôpital général de Lachine		3 302	3 302	16 456	19 758	
Lachute: Hôpital d'Argenteuil		3 432	3 432	5 340	8 772	8 643
Lac Masson: Manoir de la Pointe Bleue				370	370	
Lac-Mégantic:						
Centre hospitalier Lac Mégantic		1 720	1 720	1 830	3 550	3 483
La Maison Paternelle				300	300	
Lac-au-Saumon: Centre d'accueil de la Vallée		1 076	1 076	9 781	10 857	
La Malbaie:						
Centre hospitalier St-Joseph-de-la-Malbaie		7 733	7 733	820	8 553	6 059
L'Annonciation: Centre hospitalier des Laurentides et centre d accueil et de réadaptation des Hautes-Vallées		1 030	1 030	2 276	3 306	1 278
La Prairie: Centre d'accueil La Prairie				427	427	
LaSalle: Hôpital Général Lasalle	550	7 166	7 716		7 716	8 094
La Sarre: Centre hospitalier St-François-d'Assise de la Sarre		1 030	1 030		1 030	1 075
La Tuque:						
Centre d'accueil de La Tuque Inc. (Corporation du)				250	250	
Hôpital St-Joseph de La Tuque		1 300	1 300		1 300	1 300
Laurier-Station: Centre local de services communautaires Arthur-Caux		1 025	1 025		1 025	1 066
Laval:						
Centre de séjour Laval Inc.		93	93	1 490	1 583	
Cité de la santé de Laval	2 200	13 437	15 637	39 215	54 852	55 096
Hôpital Juif de réadaptation		1 306	1 306	60	1 366	1 184
Laval-des-Rapides: Centre de réadaptation Cartier		2 575	2 575	156	2 731	2 510

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous-total	B	1991	1990
						(note 1)
Les Escoumins: Centre de santé de la Haute Côte-Nord		3 979	3 979		3 979	4 152
Lévis: Hôtel-Dieu de Lévis		9 606	9 606	53	9 659	9 741
L'Islet-sur-Mer: Foyer Bon secours Inc.				431	431	
Longueil:						
Centre d'accueil Chevalier de Lévis		6	6	373	379	
Centre d'accueil de Longueuil				250	250	
Centre d'accueil Le Manoir Trinité		1 992	1 992	275	2 267	2 069
Centre hospitalier Pierre-Boucher	2 558	38 756	41 314		41 314	42 582
Conseil de la santé et des services sociaux région de la Montérégie		48 581	48 581	10 488	59 069	32 565
Institut Nazareth et Louis-Braille		439	439	47	486	408
Louiseville: Centre d'Accueil Louiseville Inc.		568	568	15	583	738
Lourdes-de-Blanc-Sablon: Centre de santé de la Basse Côte Nord		8 737	8 737	14 619	23 356	25 166
Maniwaki: Centre hospitalier de Maniwaki (La Corporation du)						1 273
Maria:						
Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs	1 500	3 830	5 330		5 330	5 440
Résidence St-Joseph		13	13	601	614	
Matagami: Centre de santé Isle-Dieu		960	960		960	1 000
Matane:						
Centre hospitalier de Matane		9 351	9 351	238	9 589	8 864
C.L.S.C. de Matane		500	500	10	510	481
Mont-Joli: Hôpital de Mont-Joli Inc.		1 541	1 541	26	1 567	1 371
Mont-Laurier: Hôpital Notre-Dame-de-Ste-Croix		3 500	3 500		3 500	3 560
Montmagny:						
Foyer d'Youville		2 135	2 135	94	2 229	2 411
Hôtel-Dieu de Montmagny		5 214	5 214	92	5 306	5 224
Montréal:						
Boscoville		1 506	1 506	51	1 557	1 409
Centre d'accueil Charleroi		11	11		11	11
Centre d'accueil Émilie-Gamelin		98	98	4 542	4 640	4 640
Centre d'accueil Juif		724	724	14 141	14 865	14 875
Centre d'accueil La Cité des Prairies		3 344	3 344	189	3 533	3 445
Centre d'acceuil Providence Auclair		318	318	1 657	1 975	1 974
Centre de réadaptation Lucie-Bruneau		1 925	1 925	77	2 002	2 184
Centre de santé St-Henri Inc.		3 595	3 595		3 595	3 734
Centre de soins prolongés de Montréal (Le)		12	12	548	560	
Centre hospitalier Côte-des-Neiges		6 560	6 560	664	7 224	7 172
Centre hospitalier Fleury		8 938	8 938	540	9 478	9 173
Centre hospitalier gériatrique Maimonides		5 944	5 944		5 944	6 296
Centre hospitalier Jacques-Viger	817	5 663	6 480	880	7 360	6 709
Centre hospitalier J. Henri-Charbonneau		4 092	4 092	534	4 626	4 305
Centre hospitalier Juif de l'Espérance		395	395	1 670	2 065	
Centre hospitalier de St-Mary's		5 876	5 876	1 103	6 979	7 188
Centre hospitalier St-Michel (Corporation du)		6 394	6 394	197	6 591	5 904
Centre hospitalier thoracique de Montréal		1 790	1 790	44	1 834	1 579
Centre local de services communautaires Ahuntsic		119	119	736	855	

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous-total	B	1991	1990
						(note 1)
Montréal: (suite)						
Centre local de services communautaires La Petite Patrie		67	67	1 113	1 180	
Centre local de services communautaires St-Henri		1 642	1 642		1 642	1 703
Centre local de services communautaires St-Louis-du-Parc		2 742	2 742		2 742	2 737
Centre Mackay				500	500	
Centres Marronniers		5 500	5 500		5 500	5 500
Conseil de la santé et des services sociaux Montréal Métropolitain	1 250	150 381	151 631	30 614	182 245	131 328
École Mont St-Antoine Inc.		2 749	2 749	54	2 803	2 929
Foyer Rousselot				495	495	
Foyer St-Marc				600	600	
Hôpital Chinois de Montréal (1963)		2 839	2 839	68	2 907	3 231
Hôpital Douglas				2 990	2 990	
Hôpital Général de Montréal		8 962	8 962	2 121	11 083	8 989
Hôpital Général Juif Sir Mortimer B. Davis	4 545	8 543	13 088	386	13 474	7 775
Hôpital Jean-Talon	1 000	15 223	16 223		16 223	16 858
Hôpital Louis-H. Lafontaine		4 704	4 704	898	5 602	5 125
Hôpital Maisonneuve-Rosemont		7 340	7 340		7 340	8 488
Hôpital Marie-Clarac		1 560	1 560		1 560	1 620
Hôpital Marie-Enfant		1 711	1 711	2	1 713	1 512
Hôpital de Montréal pour Enfants		4 883	4 883	70	4 953	4 850
Hôpital neurologique de Montréal		2 815	2 815	136	2 951	2 633
Hôpital Notre-Dame	1 700	22 791	24 491	42 180	66 671	23 914
Hôpital Notre-Dame-de-la-Merci Inc.	500	3 567	4 067	18 125	22 192	21 794
Hôpital Reddy Memorial	1 808	204	2 012	828	2 840	2 880
Hôpital Rivière-des-Prairies		3 470	3 470	6 542	10 012	2 920
Hôpital Royal Victoria		3 680	3 680	3 688	7 368	4 040
Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal	1 160	17 912	19 072	341	19 413	19 295
Hôpital St-Charles Borromée		6 876	6 876	17	6 893	6 969
Hôpital Ste-Jeanne-d'Arc		3 953	3 953		3 953	4 117
Hôpital Ste-Justine		20 314	20 314	3 116	23 430	23 927
Hôpital St-Luc	1 000	15 744	16 744	219	16 963	16 345
Hôpital Santa-Cabrini		2 862	2 862	8 821	11 683	2 037
Hôtel-Dieu de Montréal		14 746	14 746	1 518	16 264	15 701
Institut Canadien-Polonais du Bien-Etre Inc.		1 850	1 850	1 679	3 529	1 792
Institut de cardiologie de Montréal		6 942	6 942	568	7 510	7 255
Institut Philippe-Pinel de Montréal		5 454	5 454		5 454	5 688
Institut de recherches cliniques de Montréal		6 236	6 236	5 284	11 520	11 233
Manoir de l'Âge d'Or		833	833	3 487	4 320	4 384
Résidence Jean-de-la-Lande Inc.		5 545	5 545	2 432	7 977	7 783
St-Margaret's Home		6 880	6 880	1 183	8 063	8 062
Villa Notre-Dame-de-Grâce		942	942	29	971	1 013
Nicolet: Hôpital du Christ-Roi		160	160	2 348	2 508	
Noranda:						
Centre hospitalier Rouyn-Noranda	5 175	10 801	15 976	2 975	18 951	15 945
Conseil de la santé et des services sociaux région de l'Abitibi-Témiscamingue		13 037	13 037	2 973	16 010	8 285
Paspébiac: Centre local de services communautaires Chaleurs		20	20	2 010	2 030	
Pierrefonds:						
Centre Ste-Hélène	394		394		394	450
Centre Rose-Virginie Pelletier		2 237	2 237	151	2 388	2 053
Plessisville: Centre local de services communautaires de l'Érable		2 590	2 590		2 590	2 650
Pointe-Claire: Hôpital Général du Lakeshore		1 865	1 865		1 865	1 900

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous-total	B	1991	1990
						(note 1)
Povungnituk: Centre hospitalier de la Baie-d'Hudson		15 029	15 029	351	15 380	14 165
Québec:						
Centre François Charron				375	375	
Clinique Roy-Rousseau		1 300	1 300	42	1 342	1 121
Corporation d'hébergement du Québec	88 107	405 126	493 233		493 233	525 597
Conseil de la santé et des services sociaux de Québec		88 642	88 642	21 570	110 212	88 942
Foyer Notre-Dame-de-Lourdes				1 600	1 600	
Hôpital de l'Enfant-Jésus		21 242	21 242	8 738	29 980	27 709
Hôpital Général de Québec		2 441	2 441	38	2 479	2 503
Hôpital Jeffery Hale		323	323	2 997	3 320	
Hôpital St-François-d'Assise	1 400	19 878	21 278	2 231	23 509	20 910
Hôpital du St-Sacrement		5 954	5 954	129	6 083	6 147
Hôtel-Dieu de Québec		10 050	10 050	17 645	27 695	27 915
Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus de Québec		1 500	1 500		1 500	1 319
Pavillon St-Charles de Limoilou		1 512	1 512		1 512	1 575
Repentigny:						
Centre hospitalier Le Gardeur	10 878	24 565	35 443	1 501	36 944	36 701
Les Centres d'accueil du Chemin du Roy		10	10	733	743	
Rigaud: Foyer de Rigaud Inc.		6	6	370	376	
Rimouski:						
Centre d'accueil Relais Jeune Est						123
Centre hospitalier régional de Rimouski		9 274	9 274	100	9 374	10 391
Conseil de la santé et des services sociaux région Bas St-Laurent et la Gaspésie		17 845	17 845	8 647	26 492	12 428
Foyer de Rimouski Inc.		348	348	255	603	552
Rivière-au-Renard: Centre local de services communautaires Val-Rosiers		1 393	1 393		1 393	1 454
Rivière-des-Prairies: Centre local de services communautaires Rivière-des-Prairies		1 686	1 686		1 686	1 749
Rivière-du-Loup:						
Centre hospitalier régional du Grand-Portage	4 800		4 800		4 800	4 800
Hôpital St-Joseph de Rivière-du-Loup				450	450	
Rivière-Ouelle: Centre d'accueil Thérèse-Martin		490	490		490	377
Roberval:						
Hôtel-Dieu de Roberval		3 068	3 068		3 068	3 182
Institut Lachesnaie Inc.		157	157	6 571	6 728	
Rock Forest: Institut Val-du-Lac Inc.				400	400	
Rouyn: Maison Pie XII		100	100	16	116	101
Ste-Agathe-des-Monts: Centre hospitalier Laurentien		6 506	6 506	1 465	7 971	5 812
Ste-Agathe Sud: Hôpital Mont Sinaï		12 235	12 235	2 440	14 675	13 141
St-Alexandre: Foyer Villa Maria Inc.		497	497	21	518	580
St-André-Avellin: Centre d'accueil La Petite Nation	1 100	700	1 800		1 800	1 800
Ste-Anne-des-Monts: Hôpital des Monts	1 315	2 208	3 523		3 523	3 615
St-Casimir: Centre d'accueil du Groupe L'Eau Vive						310

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous-total	B	1991	1990
						(note 1)
St-Célestin: Foyer St-Célestin		2 848	2 848	2 359	5 207	4 800
Ste-Claire: Villa Prévost Inc.		661	661	41	702	591
St-Éleuthère: Centre local de services communautaires des Frontières	1 300	850	2 150		2 150	2 150
Ste-Élisabeth: Les Centres d'accueil Ste-Élisabeth et St-Thomas		106	106	4 231	4 337	
St-Eustache: Centre hospitalier St-Eustache		7 236	7 236	27 479	34 715	34 436
St-Félicien: Foyer de la Paix Inc.				250	250	
St-Ferdinand: Hôpital St-Julien		3 545	3 545	2	3 547	3 479
Ste-Foy:						
Centre Cardinal-Villeneuve Inc.		875	875	523	1 398	767
Centre hospitalier de l'Université Laval		19 471	19 471	450	19 921	21 137
Hôpital Laval	1 300	10 701	12 001	1 962	13 963	11 215
St-Georges-Ouest: Centre hospitalier de Beauceville		6 500	6 500	325	6 825	6 647
Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin: Sanatorium Bégin		1 219	1 219		1 219	1 270
St-Hubert: Centre d'accueil Henriette Céré				293	293	
St-Hyacinthe:						
Centre hospitalier Honoré-Mercier Inc.		10 080	10 080		10 080	10 386
Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe		5 751	5 751	438	6 189	5 650
Les Pavillons Bois-Joly Inc.		613	613	33	646	488
St-Jean: Hôpital du Haut-Richelieu	1 390	11 897	13 287	55	13 342	13 539
St-Jean-Port-Joli: Centre local de services communautaires Trois-Saumons		1 472	1 472		1 472	1 536
St-Jérôme (Terrebonne):						
Conseil de la santé et des services sociaux Laurentides-Lanaudière		23 017	23 017	5 892	28 909	18 857
Hôtel-Dieu de St-Jérôme		36 142	36 142		36 142	34 213
St-Laurent: Centre hospitalier de St-Laurent		4 023	4 023	266	4 289	3 908
Ste-Marguerite-du-Lac-Masson: Manoir de la Pointe-Bleue (1978)		1 360	1 360		1 360	1 394
Ste-Marie: Centre d'accueil Notre-Dame-de-la-la-Protection		592	592	2	594	530
St-Raymond: Centre hospitalier Portneuf		2 021	2 021	10 813	12 834	1 400
St-Rémi: Centre d'accueil Pierre-Rémi Narbonne				390	390	
Ste-Rose-de-Laval: Centre local de services communautaires de Ste-Rose de Laval		1 799	1 799		1 799	1 866
Ste-Thérèse-de-Blainville: Centres d'accueil Drapeau et Deschambault		1 136	1 136		1 136	1 048
St-Tite: Foyer Mgr. Paquin Inc.				250	250	
St-Vincent-de-Paul: Les Centres d'accueil Laval				405	405	

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous-total	B	1991	1990
						(note 1)
Sept-Îles:						
Foyer d'hébergement de Sept-Îles Inc.		522	522	23	545	464
Hôpital de Sept-Îles		16 174	16 174		16 174	16 805
Shawinigan: Foyer Dehauffe				250	250	
Shawinigan-sud:						
Centre d'Accueil de Shawinigan-Sud Inc.		451	451	248	699	440
Centre hospitalier régional de la Mauricie		7 191	7 191		7 191	7 425
Shawville: Hôpital communautaire du Pontiac Inc.		4 647	4 647	10 939	15 586	17 405
Sherbrooke:						
Centre de Réadaptation Estrie Inc.		613	613	2	615	536
Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke		9 076	9 076	2 643	11 719	9 299
Conseil de la santé et des services sociaux région de l'Estrie		15 433	15 433	4 561	19 994	14 889
Foyer St-Joseph de Sherbrooke				455	455	
Hôpital d'Youville de Sherbrooke		3 638	3 638	400	4 038	3 881
Hôpital St-Vincent-de-Paul de Sherbrooke		2 932	2 932		2 932	3 013
Hôtel-Dieu de Sherbrooke	400	7 427	7 827	2 315	10 142	7 619
Relais St-François Inc.		619	619	18	637	543
Résidence de l'Estrie de Sherbrooke Inc.		766	766	367	1 133	755
Sorel:						
Les Ateliers Riverains		757	757	4	761	943
Foyer Richelieu				491	491	
Hôpital général de Sorel				1 590	1 590	
Hôtel-Dieu de Sorel		5 741	5 741		5 741	5 962
Sutton: Foyer Sutton				455	455	
Témiscamingue: Centre de santé de Témiscaming		1 215	1 215		1 215	1 260
Thetford-Mines: Hôpital Général de la Région de l'Amiante Inc.	3 400	5 095	8 495		8 495	8 646
Trois-Pistoles: Centre hospitalier Trois-Pistoles						1 105
Trois-Rivières:						
Centre hospitalier Cooke				750	750	
Centre hospitalier Ste-Marie		3 511	3 511	12 965	16 476	2 454
Centre hospitalier St-Joseph de Trois-Rivières		6 541	6 541	12 519	19 060	6 348
Conseil de la santé et des services sociaux région Trois-Rivières		33 868	33 868	8 263	42 131	26 101
Foyer Joseph-Denys Inc.		412	412		412	433
Ville Joie St-Dominique				1 776	1 776	
Val-d'Or:						
Centre hospitalier St-Sauveur	3 150	3 386	6 536		6 536	6 683
Centre d'orientation l'Étape Inc.		61	61	814	875	
Valleyfield:						
Centre hospitalier de Valleyfield	3 900	22 414	26 314	12 099	38 413	39 756
Les Centres jeunesse de la Montérégie		1 447	1 447	57	1 504	1 329
Vanier: Hôpital Christ-Roi		2 296	2 296	188	2 484	2 341
Vaudreuil: Centre d'accueil Vaudreuil		46	46	294	340	

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous-total	B	1991	1990
						(note 1)
Verdun:						
Centre hospitalier de Verdun		9 027	9 027	62	9 089	9 189
Hôpital Champlain de Verdun		2 390	2 390		2 390	2 442
Hôpital Douglas		10 507	10 507	313	10 820	9 731
Société d'habitation de Verdun				1 887	1 887	2 000
Victoriaville: Centre hospitalier des Bois-Francs		4 456	4 456	20	4 476	4 557
Ville-Marie: Centre de santé Ste-Famille		3 501	3 501	1 310	4 811	4 832
Vimont: Centre local de services communautaires du Marigot		1 485	1 485		1 485	1 540
Westmount: Centre d'accueil Horizons de la jeunesse		1 073	1 073	70	1 143	977
Windsor: Hôpital St-Louis de Windsor Inc.		876	876	35	911	778
	172 946	1 998 499	2 171 445	583 610	2 755 055	2 353 663
Moins: les revenus accumulés du fonds d'amortissement afférent à des emprunts des établissements de santé et de services sociaux		2 599	2 599		2 599	1 085
	172 946	1 995 900	2 168 846	583 610	2 752 456	2 352 578

Note 1: Les chiffres comparatifs de 1990 ont été redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1991.

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainissement des eaux	Autres	1991	1990
Municipalités				
Montréal Métropolitain:				
Beaconsfield	28	134	162	169
Beauharnois	8 619		8 619	9 227
Blainville	2 316		2 316	2 334
Boisbriand	11 182		11 182	10 617
Bois-des-Filion	264		264	252
Boucherville	27 246		27 246	21 735
Brossard	25 772		25 772	21 209
Cardiac	12 970		12 970	13 244
Chambly	16 413		16 413	13 798
Châteauguay	37 074		37 074	21 874
Côte-St-Luc		1 143	1 143	1 173
Delson	6 589		6 589	6 724
Deux-Montagnes	3 205		3 205	3 220
Dorion	5 521		5 521	5 737
Greenfield-Park	9 152		9 152	7 470
Ile-Perrot	3 171		3 171	1 545
Lachine		100	100	101
La Prairie	11 750		11 750	11 993
LaSalle	2 090		2 090	2 086
Laval	135 526	2 233	137 759	128 240
Lemoyne	2 337		2 337	2 013
Longueuil	94 146		94 146	81 315
Lorraine	319		319	313
Maple-Grove	2 599		2 599	2 586
Marieville	7 770		7 770	5 223
Montréal		2 211	2 211	2 211
Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot	6 695		6 695	7 184
Pincourt	9 784		9 784	9 029
Richelieu	2 505		2 505	2 377
Rosemère	787		787	512
Ste-Catherine	6 840		6 840	6 981
St-Constant	9 153		9 153	9 340
St-Eustache	7 481		7 481	5 189
St-Hubert	37 501		37 501	29 194
Ste-Julie	3 106		3 106	3 121
St-Lambert	9 510		9 510	7 624
Ste-Thérèse	3 087		3 087	3 191
Terrasse-Vaudreuil	2 088		2 088	2 274
Varennes	6 972		6 972	6 899
Vaudreuil	7 937		7 937	5 628
Verchères	6 778		6 778	6 495
Québec Métropolitain:				
Ancienne-Lorette	861		861	874
Beauport	3 495	506	4 001	3 924
Cap-Rouge	1 188		1 188	1 106
Charlesbourg	4 027	808	4 835	4 673
Lac-St-Charles	564		564	580
Lévis	43 247		43 247	34 075
Loretteville	1 880		1 880	1 963

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainissement des eaux	Autres	1991	1990
Québec	8 846	1 137	9 983	10 328
St-Augustin-de-Desmaures	1 259		1 259	837
Ste-Brigitte-de-Laval		198	198	202
Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier		249	249	255
St-Émile	271		271	15
Ste-Foy	8 214		8 214	7 572
St-Nicolas		287	287	293
St-Pierre		94	94	97
Sillery		908	908	1 027
Stoneham-et-Tewkesbury		289	289	294
Val-Bélair	883	613	1 496	1 513
Vanier	1 440		1 440	1 295
Diverses circonscriptions électorales:				
Abitibi-Est	17 584	732	18 316	18 551
Abitibi-Ouest	636	926	1 562	1 516
Argenteuil	3 031		3 031	2 295
Arthabaska	31 883		31 883	31 751
Beauce-Nord	34 487		34 487	33 212
Beauce-Sud	37 507		37 507	36 009
Beauharnois-Huntingdon	2 360	878	3 238	2 289
Bellechasse	8 676	395	9 071	8 069
Berthier	9 661		9 661	9 013
Bonaventure	11 013	492	11 505	4 604
Brome-Missisquoi	27 759	1 443	29 202	26 926
Champlain	15 147	369	15 516	12 101
Chapleau	1 536		1 536	1 516
Charlevoix	15 418	406	15 824	9 841
Chauveau	9 537		9 537	8 227
Chicoutimi	27 728	943	28 671	26 775
Chutes-de-la-Chaudière	5 779		5 779	5 495
Deux-Montagnes	536	514	1 050	429
Drummond	16 406	865	17 271	15 298
Dubuc	22 814	1 021	23 835	23 054
Duplessis		2 287	2 287	
Frontenac	36 717		36 717	35 637
Gaspé	10 624		10 624	9 951
Gatineau	6 284		6 284	8 881
Hull	1 047	201	1 248	1 215
Iberville	25 878	144	26 022	25 074
Îles-de-la-Madeleine	2 962		2 962	450
Johnson	26 902		26 902	23 170
Joliette	16 538	1 812	18 350	13 343
Jonquière	29 139		29 139	28 439
Kamouraska-Témiscouata	12 651		12 651	11 334
Labelle	29 600	118	29 718	28 145
Lac-St-Jean	42 842		42 842	43 207
L'Assomption	22 207		22 207	21 676
Laviolette	24 023		24 023	23 484
Lévis	2 722	605	3 327	2 245
Lotbinière	3 619	286	3 905	3 638
Maskinongé	18 188		18 188	14 058
Masson	6 509		6 509	6 432
Matane	14 226		14 226	13 410
Matapédia	13 311	572	13 883	13 033
Mégantic-Compton	21 027		21 027	16 878
Montmagny-L'Islet	14 745	176	14 921	6 061
Montmorency	1 889		1 889	355
Nicolet-Yamaska	6 233		6 233	4 144
Orford	31 015	2 802	33 817	34 604
Papineau	4 364		4 364	3 879
Pontiac	2 998		2 998	2 970

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainissement des eaux	Autres	1991	1990
Portneuf	17 378	364	17 742	12 392
Prévost	5 173	3 270	8 443	8 092
Richelieu	38 378		38 378	36 345
Richmond	22 606		22 606	22 520
Rimouski	42 870	576	43 446	42 742
Rivière-du-Loup	16 636		16 636	16 015
Roberval	33 728		33 728	33 811
Rousseau	21 099	314	21 413	21 320
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	19 207	1 471	20 678	19 564
Saguenay	18 848		18 848	9 997
Salaberry-Soulanges	38 855		38 855	37 860
Shefford	32 968	1 190	34 158	34 015
Sherbrooke	52 692	921	53 613	41 173
St-François	22 174		22 174	14 515
St-Hyacinthe	47 789		47 789	45 825
St-Jean	1 514	487	2 001	856
St-Maurice	677		677	678
Terrebonne		600	600	
Trois-Rivières	47 632	4 272	51 904	42 532
Ungava	6 075		6 075	6 082
Vaudreuil-Soulanges	4 211		4 211	4 600
Verchères	3 563		3 563	3 589
	1 844 289	42 362	1 886 651	1 679 577
Moins: montant inscrit au passif - " Provision pour financer l'assainissement des eaux "	31 517		31 517	31 194
	1 812 772	42 362	1 855 134	1 648 383
Organismes municipaux				
Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais		11 417	11 417	12 939
Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec		35 180	35 180	38 533
Communauté régionale de l'Outaouais	61 438		61 438	62 391
Communauté urbaine de Montréal	715 141	726 614	1 441 755	1 417 309
Communauté urbaine de Québec	290 126		290 126	198 172
Corporation intermunicipale de transports Rive-Sud de Québec		5 351	5 351	5 491
Corporation intermunicipale de transports des Forges		2 628	2 628	3 422
Corporation intermunicipale de transports du Saguenay		7 230	7 230	7 765
Corporation métropolitaine de transports de Sherbrooke		5 450	5 450	6 232
Régie intermunicipale de transports en commun du centre de la Mauricie		552	552	485
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal		102 109	102 109	92 840
Société de transport de la Rive-Sud de Montréal		69 870	69 870	32 344
Société de transport de Ville de Laval		19 587	19 587	19 839
	1 066 705	985 988	2 052 693	1 897 762
	2 879 477	**1 028 350**	**3 907 827**	**3 546 145**

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT ET DIVERS AUTRES ORGANISMES

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Entreprises et organismes du Gouvernement		
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	11 610	
Musée de la Civilisation	34 839	37 548
Musée du Québec	3 050	3 250
Radio-Québec	16 800	17 025
Société de la Place des Arts de Montréal	45 141	49 432
Société du Grand Théâtre de Québec	2 125	3 950
Société québécoise d'assainissement des eaux	57 152 (*)	45 539 (*)
	170 717	156 744
Divers autres organismes	15 442	13 103
	186 159	**169 847**

(*) Après avoir déduit un montant de 6 146 364 $ (6 437 513 $ en 1990) inscrit au passif - " Provision pour financer l'assainissement des eaux ".

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainissement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1991	1990
Municipalités				
Montréal Métropolitain:				
Beaconsfield	72		72	84
Beauharnois	285		285	359
Beloeil	321		321	461
Blainville	6 803		6 803	6 760
Boisbriand	1 839		1 839	1 574
Bois-des-Filion	2 786		2 786	2 908
Boucherville	6 201		6 201	11 960
Brossard	5 961		5 961	10 826
Candiac	884		884	1 276
Carignan		112	112	
Chambly	1 766		1 766	2 666
Châteauguay	7 964		7 964	23 134
Delson	466	70	536	692
Deux-Montagnes	692		692	985
Dollard-des-Ormeaux		1 000	1 000	
Dorion	185		185	220
Greenfield-Park	2 446		2 446	4 257
Île-Perrot	9 193		9 193	2 739
Lachenaie	109	34	143	411
La Prairie	772		772	985
LaSalle	399	3 325	3 724	5 532
Laval	57 087	1 875	58 962	82 243
Lemoyne	393		393	764
L'Épiphanie, ville		418	418	470
Longueuil	25 057	1 380	26 437	42 568
Lorraine	3 020		3 020	3 184
Maple-Grove	1 185		1 185	1 246
Marieville	362		362	3 115
Mascouche	144		144	396
McMasterville	68		68	97
Mercier	133		133	57
Montréal		6 300	6 300	10 242
Montréal-Est		295	295	
Mont-St-Hilaire	154		154	222
Notre-Dame-de-Bon-Secours		25	25	
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	439	561	1 000	1 565
Otterburn-Park	74		74	106
Pincourt	1 696	257	1 953	3 465
Pointe-Calumet		1 011	1 011	1 408
Richelieu	286	266	552	584
Rivière-Beaudette				2
Rosemère	5 457		5 457	7 155
St-Amable		2 661	2 661	
St-Basile-le-Grand	160		160	117
St-Bruno	497		497	361
Ste-Catherine	616		616	907
St-Constant	596		596	802
St-Eustache	21 928		21 928	4 438
St-Hubert	9 958	182	10 140	18 234
Ste-Julie	1 037	553	1 590	1 811
St-Lambert	2 132		2 132	4 187
St-Mathieu-de-Beloeil		32	32	89
St-Philippe				477
St-Pierre				47
St-Polycarpe				20
Ste-Thérèse	11 183		11 183	11 031
Terrasse-Vaudreuil	213	120	333	590
Terrebonne	177		177	769

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainissement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1991	1990
Très-St-Rédempteur				5
Varennes	283	523	806	1 158
Vaudreuil	231		231	273
Vaudreuil-sur-le-Lac		145	145	244
Verchères	1 008		1 008	1 351
Québec Métropolitain:				
Ancienne-Lorette	432		432	447
Beauport	889		889	981
Cap-Rouge	475		475	583
Charlesbourg	663	750	1 413	1 079
Charny	253		253	346
Lac-Beauport		1 576	1 576	1 595
Lac-St-Charles	327	1 079	1 406	1 509
L'Ange-Gardien	33		33	41
Lévis	3 876		3 876	13 192
Loretteville	854		854	860
Québec	895	5 800	6 695	2 603
St-Augustin-de-Desmaures	1 390	266	1 656	698
St-Dunstan-du-Lac-Beauport	37		37	37
St-Émile	142		142	377
Ste-Foy	3 337	153	3 490	4 439
St-Jean-de-Boischatel		323	323	348
St-Nicolas	122		122	170
St-Romuald d'Etchemin	175	653	828	90
Val-Bélair	522		522	524
Vanier	17	2 000	2 017	135
Diverses circonscriptions électorales:				
Abitibi-Est	820	255	1 075	1 347
Abitibi-Ouest	856	320	1 176	1 811
Argenteuil	8 501	2 528	11 029	3 324
Arthabaska	2 132	740	2 872	2 870
Beauce-Nord	3 746	3 798	7 544	15 276
Beauce-Sud	3 691	1 836	5 527	5 483
Beauharnois-Huntingdon	6 716	771	7 487	1 615
Bellechasse	1 619	7 680	9 299	9 998
Berthier	3 488	1 285	4 773	8 039
Bonaventure	17 225	7 582	24 807	24 228
Brome-Missisquoi	3 833	7 470	11 303	14 216
Chambly	95	296	391	412
Champlain	4 871	1 933	6 804	9 911
Chapleau	1 499	3 520	5 019	1 399
Charlevoix	3 972	1 109	5 081	8 535
Châteauguay		156	156	
Chauveau	2 654	179	2 833	4 103
Chicoutimi	6 047		6 047	8 413
Chomedy		600	600	
Chutes-de-la-Chaudière	648	4 571	5 219	990
Deux-Montagnes	2 629	38	2 667	155
Drummond	43 411	3 379	46 790	41 597
Dubuc	6 676	1 019	7 695	6 645
Duplessis	405	9 469	9 874	2 985
Frontenac	3 226	2 595	5 821	8 043
Gaspé	8 463	3 844	12 307	12 911

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainissement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1991	1990
Gatineau	2 333	509	2 842	3 986
Groulx		920	920	1 204
Hull	892	615	1 507	927
Huntingdon				1 250
Iberville	6 343	4 676	11 019	12 281
Îles-de-la-Madeleine	501	540	1 041	12 936
Jacques-Cartier		33	33	
Johnson	6 108	1 066	7 174	8 874
Joliette	21 851	3 625	25 476	28 532
Jonquière	1 778	30	1 808	2 561
Kamouraska-Témiscouata	11 571	3 612	15 183	11 379
Labelle	11 225	786	12 011	8 931
Lac-St-Jean	2 408	635	3 043	3 563
La Peltrie		1 723	1 723	
La Prairie	95	1 266	1 361	
L'Assomption	15 566	421	15 987	16 453
Laviolette	4 735	380	5 115	7 069
Lévis	239	17	256	1 982
Lotbinière	1 321	1 731	3 052	3 545
Louis-Hébert		1 700	1 700	
Marquette		106	106	10 065
Maskinongé	4 756	4 496	9 252	
Masson	683	771	1 454	416
Matane	2 388	1 944	4 332	6 067
Matapédia	2 231	1 961	4 192	5 099
Mégantic-Compton	11 726	1 864	13 590	13 187
Montmagny-L'Islet	6 975	4 400	11 375	19 903
Montmorency	1 993	525	2 518	3 952
Nicolet-Yamaska	3 835	1 840	5 675	5 590
Orford	5 383	9 206	14 589	15 118
Papineau	1 701	502	2 203	3 150
Pontiac	464	794	1 258	1 395
Portneuf	4 533	9 766	14 299	24 589
Prévost	2 271	2 265	4 536	4 548
Richelieu	15 546	1 087	16 633	18 573
Richmond	2 759	2 529	5 288	6 392
Rimouski	8 026	2 724	10 750	8 120
Rivière-du-Loup	9 921	4 745	14 666	13 546
Roberval	8 464	4 056	12 520	6 866
Rosemont				140
Rousseau	3 604	2 818	6 422	7 323
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	10 177	8 039	18 216	5 843
Saguenay	18 237	2 493	20 730	18 588
Salaberry-Soulanges	7 719	1 170	8 889	8 293
Shefford	5 987	4 694	10 681	6 550
Sherbrooke	10 539	3 520	14 059	31 319
St-François	4 463	477	4 940	8 401
St-Hyacinthe	7 018	2 266	9 284	9 513
St-Jean	2 648	2 898	5 546	4 185
St-Maurice	2 647	4 071	6 718	8 870
Taillon		15 183	15 183	16 185
Terrebonne	65		65	830
Trois-Rivières	13 716	329	14 045	16 280
Ungava	2 243	72 392	74 635	75 815
Vachon		66	66	
Vaudreuil	566	263	829	1 222
Verchères	600	3 612	4 212	3 675
	617 230	304 875	922 105	1 023 070

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainissement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1991	1990
Organismes municipaux				
Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais		2 490	2 490	
Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec		1 398	1 398	4 711
Communauté urbaine de l'Outaouais	1 349		1 349	1 271
Communauté urbaine de Montréal	255 046		255 046	308 690
Communauté urbaine de Québec	36 004		36 004	49 444
Corporation intermunicipale de transports des Forges		300	300	
Corporation intermunicipale de transports du Saguenay				488
Corporation métropolitaine de transports de Sherbrooke				1 630
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal		207 083	207 083	66 587
Société de transport de la Rive-Sud de Montréal		38 193	38 193	34 831
Société de transport de Ville de Laval				1 500
	292 399	249 464	541 863	469 152
	909 629	554 339	1 463 968	1 492 222

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT ET DIVERS AUTRES ORGANISMES

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Entreprises et organismes du Gouvernement		
Musée d'art contemporain de Montréal	6 025	495
Musée de la Civilisation	10 548	
Musée du Québec	30 036	
Société de la Place des Arts de Montréal	45 400	41 540
Société du Grand Théâtre de Québec	2 873	2 638
	94 882	44 673
Divers autres organismes		
Aide à l'industrie:		
Aide à la création d'emplois communautaires	1 367	2 683
Aide à la production et à la commercialisation des produits agro-alimentaires	1 945	2 839
Aide au développement régional	2 709	2 887
Aide au développement technologique	21 015	27 000
Assistance à l'industrie minérale		1 489
Assistance financière à une industrie de pointe relative aux hélicoptères	4 400	
Développement de l'industrie forestière	254	503
Développement des pêches maritimes	645	2 456
Aide aux loisirs et à la culture	29 115	20 591
Autres	3 061	1 128
	64 511	61 576
	159 393	106 249

EMPRUNTS GARANTIS

(en milliers de dollars)

Sommaire

Détail page		1991	1990
	ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT		
3-72	Centre de recherche industrielle du Québec	3 000	4 000
3-73	Commission municipale du Québec	34 916	37 284
3-74	Hydro-Québec	28 003 197 (2)	23 727 756
3-81	Régie de l'assurance-maladie du Québec	14 800	15 400
3-82	Régie des installations olympiques	432 461 (2)	435 336
3-83	Sidbec	335 580	361 976
3-84	Société de développement de la Baie James	2 900	2 524
3-85	Société de développement industriel du Québec	437 822	258 260
3-87	Société du Palais des congrès de Montréal	83 788	74 500
3-88	Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	35 000	35 000
3-88	Société immobilière du Québec	717 599	629 600
3-91	Société nationale de l'amiante	65 886	68 298
3-91	Société québécoise d'aluminium Inc. (filiale de la Société générale de financement du Québec)		148 206
3-92	Société québécoise d'assainissement des eaux	232 987	172 928
		30 399 936 (1)	25 971 068
	MUNICIPALITÉ, PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS		
3-97	Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)		226
3-97	Agriculteurs	29	52
3-97	Étudiants	1 375 116 (3)	1 285 584
3-98	Pêcheurs	46 666	40 878
3-98	Producteurs agricoles et propriétaires forestiers	54	51
3-99	Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires	16 888	15 623
3-100	Usines laitières régionales	200	400
		1 438 953	1 342 814
		31 838 889	27 313 882

(1) Les emprunts en monnaies étrangères sont indiqués en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1991 en considérant aussi les contrats d'échange de devises aux taux de conversion suivants exprimés en dollars canadiens:

En monnaie des États-Unis, Dollar É.U.	= 1,1587
En monnaie du Japon, Yen	= 0,008206
En monnaie des Pays-Bas, Florin Néerlandais	= 0,6021
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne, Deutsche Mark	= 0,6794
En monnaie du Royaume-Uni, Livre Sterling	= 2,0138
En monnaie de la Suisse, Franc Suisse	= 0,7961
En unité de compte européen, U.C.E.	= 1,39849

(2) Y compris 157 746 936 $ (54 035 020 $ en 1990) pour les obligations d'Hydro-Québec et 4 000 000 $ (4 000 000 $ en 1990) pour les obligations de la Régie des installations olympiques détenues par le gouvernement du Québec aux fonds d'amortissement.

(3) Les intérêts sur ces prêts sont payés par le gouvernement du Québec tant que l'emprunteur est étudiant.

ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT
Centre de recherche industrielle du Québec
L.R.Q., c. D-9.1

(en milliers de dollars)

	1991	1990
En vertu du chapitre D-9.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt du Centre.		
En vertu du décret 664-88, le Gouvernement du Québec a approuvé l'émission d'obligations pour une valeur nominale de 5 000 000 $ en monnaie du Canada aux taux et selon les échéances suivantes:		
obligations 1991 - 1 000 000 $ taux 9,50% échéance 9 mai 1991 obligations 1992 - 1 000 000 $ taux 9,75% échéance 9 mai 1992 obligations 1993 - 1 000 000 $ taux 10,00% échéance 9 mai 1993.		
Les intérêts sont payables semestriellement les 9 mai et 9 septembre de chaque année.		
Le 31 mars, le solde dû en capital est de	3 000	4 000

Commission municipale du Québec
L.R.Q., c. D-7

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Loi sur les dettes, les emprunts municipaux et scolaires. Obligations émises par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, en vue de consentir des prêts aux municipalités.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	34 916 (*)	37 284

Les sommes dues par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, de même que les obligations des municipalités détenues par la Commission en contrepartie ne font pas partie de l'actif et du passif du Gouvernement. En effet, il s'agit plutôt d'une dette de la Commission garantie par le Gouvernement (A.C. 2206-64).

(*) Détail
Montréal métropolitain: 19 297

Blainville, 280; Boisbriand, 321; Boucherville, 313; Brossard, 9; Chambly, 29; Châteauguay, 38; Côte-St-Luc, 461; Dollard-des-Ormeaux, 24; Dorval, 135; Île-Perrot, 52; Lachenaie, 11; L'Assomption, 193; Laval, 249; Longueuil, 1 055; Mascouche, 67; McMasterville, 28; Montréal, 13 586; Mont-St-Hilaire, 28; Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, 33; Otterburn-Park, 28; Pierrefonds, 152; Pincourt, 73; Pointe-Claire, 219; Rosemère, 162; St-Basile-le-Grand, 99; St-Bruno-de-Montarville, 89; Ste-Catherine, 30; St-Constant, 1; St-Eustache, 42; St-Hubert, 100; St-Laurent, 242; Ste-Thérèse, 320; Terrasse-Vaudreuil, 67; Terrebonne, 278; Verdun, 369; Westmount, 114.

Québec métropolitain: 4 467

Ancienne-Lorette, 72; Beauport, 718; Cap-Rouge, 183; Charlesbourg, 958; Charny, 619; Lévis, 236; Québec, 695; Ste-Brigitte-de-Laval, 91; Ste-Foy, 172; St-Jean-de-Boischatel, 35; Sillery, 161; Val-Bélair, 527.

Diverses circonscriptions électorales: 11 152

Abitibi-Est, 60; Abitibi-Ouest, 77; Argenteuil, 71; Arthabaska, 159; Beauce-Nord, 243; Beauharnois-Huntington, 55; Bellechasse, 940; Berthier, 17; Bonaventure, 482; Brome-Missisquoi, 158; Champlain, 209; Chapleau, 252; Charlevoix, 967; Chauveau, 162; Chicoutimi, 68; Dubuc, 196; Duplessis, 144; Gaspé, 429; Gatineau, 29; Hull, 293; Iberville, 36; Îles-de-la-Madeleine, 236; Johnson, 215; Joliette, 13; Jonquière, 14; Labelle, 300; Lac-St-Jean, 40; Laviolette, 172; Les-Chutes-de-la-Chaudière, 168; Lotbinière, 515; Maskinongé, 103; Matane, 103; Matapédia, 3; Mégantic-Compton, 12; Montmagny-L'Islet, 151; Orford, 179; Papineau, 170; Pontiac, 43; Portneuf, 50; Prévost, 154; Richelieu, 266; Richmond, 108; Rimouski, 225; Rivière-du-Loup, 134; Roberval, 107; Rousseau, 119; Rouyn-Noranda-Témiscamingue, 116; Saguenay, 276; St-Jean, 230; St-Maurice, 387; Salaberry-Soulanges, 33; Shefford, 267; Sherbrooke, 949; Vaudreuil, 49; Verchères, 198.

Hydro-Québec
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Sommaire des emprunts garantis

(en milliers de dollars)

	1991		1990	
	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)(*)	Montant en équivalent canadien	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)(*)	Montant en équivalent canadien
Obligations négociables				
En monnaie du Canada		12 233 590		10 732 680
En monnaie des États-Unis	9 561 075 $ É.U.	11 341 673	7 236 664 $ É.U.	8 790 580
En monnaie de la Suisse	1 081 700 F.S.	783 218	1 245 700 F.S.	884 229
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	1 950 750 D.M.	1 292 082	1 524 550 D.M.	970 556
En monnaie du Japon	53 450 000 Yens	475 388	45 450 000 Yens	412 200
En monnaie du Royaume-Uni	375 000 L.S.	771 718	375 000 L.S.	761 853
En unité de compte européen	125 000 U.C.E.	156 897	125 000 U.C.E.	156 897
En monnaie des Pays-Bas	105 000 Florins	63 221	120 000 Florins	73 848
		27 117 787		22 782 843
Autres emprunts				
En monnaie du Canada		299 115		290 993
En monnaie des États-Unis	878 580 $ É.U.	1 018 011	787 580 $ É.U.	921 626
Total avant fonds d'amortissement		28 434 913		23 995 462
Moins: Fonds d'amortissement		431 716		267 706
Total		28 003 197		23 727 756

(*) Les montants par monnaie ont été établis après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises. De plus, pour les emprunts à fort taux d'escompte, les montants réalisés et non la valeur nominale ont été considérés tout en y ajoutant la capitalisation des escomptes échelonnés sur la durée des emprunts.

Hydro-Québec
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant	
En monnaie du Canada						
1994-03-01	1964-03-01	271-64	5 1/2	AN-2	923	
1995-02-15	1965-02-15	177-65	5	AR-2	24 837	
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	6	BC-1	21 153	
" " "	" " "	" "	7	BC-2	10 400	
1994-10-01	1968-05-15	1323-68	7	BE	21 826	
1992-10-01	1969-10-01	3430-69	8 1/2	BK	21 915	
1996-04-15	1971-04-15	1448-71	7 3/4	BT	36 690	
1996-07-29	1971-07-29	2385-71	8 3/4	BU	41 189	
1997-05-01	1972-05-01	1105-72	8 1/4	BY	39 764	
1993-12-15	1972-06-15	1765-72	8 1/4	BZ	50 925	
1997-09-15	1972-09-15	2439-72	8 3/8	CA	45 539	
1996-11-08	1972-11-08	3087-72	8 1/4	CB	50 000	
1998-02-21	1973-02-21	332-73	8	CD	50 000	
1998-07-10	1973-07-10	2263-73	8 1/4	CE	55 000	
1998-10-15	1973-10-15	3465-73	8 3/4	CG	50 000	
1998-12-03	1973-12-03	4019-73	8 1/2	CH	50 000	
1999-04-01	1974-04-01	1211-74	9	CK	60 000	
1996-07-03	1974-07-03	4481-74	9 7/8	CL	80 000	
2000-02-06	1975-02-06	150-75	9 3/4	CR-2	100 000	
2000-02-06	1977-08-06	2405-77	9 3/4	CRA	125 000	
2000-06-16	1975-06-16	2103-75	10	CS	80 000	
1997-09-01	1975-09-01	3840-75	10 1/4	CU	65 000	
1996-05-01	1976-05-01	458-76	10 3/4	CY	11 684	
2001-10-21	1976-10-21	3495-76	10	DA	120 000	
1997-06-01	1977-06-01	1571-77	10	DD	100 000	
2003-05-15	1978-05-15	1332-78	10 1/4	DG	120 000	
2003-05-15	1979-05-15	1200-79	10 1/4	DGA	140 000	
2003-05-15	1979-07-24	1932-79	10 1/4	DGB	150 000	
2003-07-05	1978-07-05	1879-78	10	DH	125 000	
2003-07-05	1978-08-30	2557-78	10	DHA	125 000	
2004-03-27	1979-03-27	702-79	10 3/4	DM	135 000	
2004-03-27	1979-12-20	3284-79	10 3/4	DMA	135 000	
2004-10-15	1979-10-15	2643-79	11	DR	150 000	
2004-10-15	1979-11-15	2989-79	11	DRA	200 000	
1992-05-06	1980-05-06	1200-80	14	DW-1	198 115	
2005-07-15	1980-07-15	2105-80	11 3/4	DZ	200 000	
2005-09-30	1980-09-30	2839-80	13 1/4	EA	185 000	
1990-12-14	1980-12-14	3776-80	13 1/4	ED	80 000	
2000-12-14	" " "	" "	"	ED-1	4 500	
1991-09-24	1981-03-24	705-81	13 1/2	EF-1	52 118	
1996-07-09	1981-07-09	1669-81	15 3/4	EH-1	158 446	
1996-09-16	1981-09-16	2449-81	17 1/2	EL-1	127 762	
1991-11-24	1981-11-24	3019-81	17 1/2	EN-1	129 778	
1993-02-20	1982-08-20	1741-82	16,9	EX	100 000	
2002-09-15	1982-09-15	2006-82	15 3/4	EZ-2	46 000	
1992-12-15	1982-12-15	2990-82	9 1/2	FE	47 419	(A)
1993-02-10	1983-02-10	110-83	12	FF-1	98 000	
2003-02-10	" " "	" "	13	FF-2	67 000	
1993-02-10	1983-04-13	595-83	12	FFA	50 000	
2005-09-30	1983-09-30	1844-83	13 1/4	EA-1	125 000	
1993-09-30	" " "	" "	12 1/2	FI-2	67 000	
1993-09-30	1984-02-15	284-84	12 1/2	FIA	50 000	
2005-09-30	1984-03-30	654-84	13 1/4	EA-2	50 000	
" " "	" " "	655-84	"	EA-3	50 000	
" " "	" " "	939-84	"	EA-4	50 000	
1994-05-15	1984-05-15	1106-84	13	FO	75 000	

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant	
En monnaie du Canada (suite)						
1994-08-16	1984-05-15	1106-84	14 1/4	FQ-2	115 000	
1994-10-15	1984-10-15	2127-84	13	FR	110 000	
1997-06-01	1985-01-15	2732-84	10	DD-1	92 009	(B)
2006-02-06	1985-02-06	126-85	12 1/4	FT-2	153 000	
1995-05-01	1985-05-01	700-85	12 1/4	FX	100 000	
1995-03-15	1985-08-15	1578-85	8	FZ	54 537	(C)
1995-08-15	" " "	1579-85	11	GA	100 000	
1995-09-25	1985-09-25	1884-85	10 3/4	GC-1	170 000	
" " "	1987-09-25	1982-87	"	GC-1	50 000	
2008-09-25	1985-09-25	1884-85	11 1/4	GC-2	100 000	
2001-05-01	1986-05-01	476-86	9 1/2	GG	150 000	
1996-07-31	1986-07-31	1070-86	9 1/4	GI	150 000	
1994-11-04	1986-11-04	1596-86	9 1/2	GM	65 000	
1996-12-02	1986-12-02	1723-86	9 1/4	GP	565 000	
" " "	" " "	1890-86	"	GP		
" " "	" " "	88-87	"	GP		
" " "	" " "	246-87	"	GP		
1997-02-18	1987-02-18	1638-86	9 1/2	GN	21 000	
2007-02-18	" " "	" "	9 3/4	GO	48 000	
1992-02-25	1987-03-02	245-87	8 1/4	GR	250 000	
1997-04-21	1987-04-21	420-87	9	GS	150 000	
1997-07-16	1987-07-16	1098-87	9 3/4	GU-1	120 000	
" " "	1988-02-17	174-88	"	GU-1	158 000	
2012-07-16	1987-07-16	1098-87	10 1/4	GU-2	205 000	
" " "	1988-02-17	174-88	"	GU-2	192 000	
2006-02-06	1988-05-25	733-88	12 1/4	FT-2	50 000	
1995-05-11	1988-05-11	596-88	10 1/4	GX	125 000	
2008-06-01	1988-06-08	834-88	11 1/4	GZ	100 000	
1999-02-01	1988-09-27	1390-88	10 3/4	HA	365 000	
2012-07-16	1989-02-14	118-89	10 1/4	GU-2	380 000	
1999-02-09	1989-02-09	43-89	11	HC	500 000	
2012-07-16	1989-04-27	577-89	10 1/4	GU-2	240 000	
2012-07-16	1990-02-15	137-90	10 1/4	GU-2	100 000	
1999-02-01	1989-04-27	577-89	10 3/4	HA	235 000	
2011-09-26	1989-09-26	1523-89	10	HF	450 000	
2019-11-22	1989-11-22	1755-89	10	HG	100 000	
2020-08-15	1990-08-15	1142-90	11	HL	675 000	
" " "	" " "	1382-90	"	"		
" " "	" " "	1782-90	"	"		
" " "	1991-02-15	138-91	"	"	235 000	
2020-08-15	1990-08-15	1143-90	nul	HM	81 533	(D)
" " "	" " "	280-91	"	"		
2010-08-16	1990-08-15	1144-90	"	HN	35 807	(E)
2000-10-10	1990-10-10	1382-90	11,25	HO	475 000	
" " "	" " "	138-91	"	"		
2000-10-30	1990-10-30	1555-90	7,125	HP	64 721	(F)
2001-03-08	1991-03-08	187-91	10,625	HU	300 000	
					12 233 590	

À FORT TAUX D'ESCOMPTE:
(A) 50 000 000 $ à l'échéance, taux effectif de 12,94%.
(B) 100 000 000 $ à l'échéance, taux effectif de 11,85%.
(C) 60 000 000 $ à l'échéance, taux effectif de 11,011%.
(D) 1 729 000 000 $ à l'échéance, taux effectif de 10,587% à 10,964%.
(E) 282 500 000 $ à l'échéance, taux effectif de 10,97%.
(F) 89 000 000 $ à l'échéance , taux effectif de 11,824%.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)	Montant en équivalent canadien
En monnaie des États-Unis					$ É.U.	
1994-04-01	1964-04-01	661-64	4 1/2	AO	50 000	
1992-04-15	1966-04-26	653-66	5 3/8	AV	38 914	
1991-09-15	1966-09-23	1490-66	6 1/4	AX	24 126	
1993-01-01	1967-01-01	2397-66	6 1/4	AY	37 726	
1993-06-01	1967-06-01	1466-67	6 1/4	BA	33 198	
1992-09-15	1967-09-15	2479-67	6 1/2	BB	32 472	
1991-11-01	1968-11-01	3466-68	7 1/4	BG	33 724	
1999-07-15	1969-07-15	2080-69	8 3/4	BI	33 577	
1999-01-01	1971-01-01	4598-70	8 3/4	BR	48 770	
2001-10-01	1971-10-01	3217-71	8 1/2	BV	53 054	
2002-02-01	1972-02-01	271-72	7 7/8	BX	76 491	
2003-01-01	1973-01-01	3635-72	7 1/2	CC	96 575	
2003-08-01	1973-08-01	2783-73	8 1/2	CF	69 348	
2004-01-01	1974-01-01	4411-73	8 1/4	CI	99 524	
2005-08-01	1975-08-01	3435-75	9 3/4	CT	168 921	
2005-11-15	1975-11-15	5038-75	10	CW	193 646	
1996-02-15	1976-02-15	371-76	10 1/4	CX	331 374	
2006-09-15	1976-09-15	3188-76	8,6	CZ	202 093	
1996-12-15	1976-11-18	3901-76	8 3/4	DC	16 700	
1992-08-01	1977-08-01	2333-77	9	DE	80 997	
1997-09-01	1977-09-01	2955-77	9 1/4	DF	112 747	
2008-07-15	1978-07-15	2288-78	10	DJ	93 820	
2009-02-01	1979-02-01	214-79	10	DL	193 268	
2009-06-15	1979-06-15	1671-79	10 1/8	DQ	182 605	
2009-10-15	1979-10-15	2820-79	11 1/4	DS	197 986	
2010-06-15	1980-06-15	1810-80	10 3/4	DY	235 200	
2010-10-15	1980-10-15	3202-80	13 1/4	EC-2	128 404	
1991-07-15	1981-07-15	2020-81	16 1/4	EI	200 000	
1991-09-01	1981-09-01	2323-81	17 3/8	EK	250 000	
1991-10-15	1981-10-15	2830-81	17 1/4	EM	150 000	
1992-01-15	1982-01-15	93-82	16 5/8	EQ	200 000	
1992-08-15	1982-08-15	1853-82	14 5/8	EY	150 000	
1992-12-01	1982-12-01	2602-82	11 1/2	FD	85 825	
2013-02-15	1983-02-15	201-83	13 3/8	FG-2	89 400	
1993-12-15	1983-12-15	1843-83	12 3/8	FL-1	100 000	
" " "	" " "	2576-83	"	FL-1		
" " "	" " "	2580-83	"	FL-1		
2013-12-15	1983-12-15	1843-83	13 1/4	FL-2	137 025	
" " "	" " "	2576-83	"	FL-2		
" " "	" " "	2580-83	"	FL-2		
2012-02-01	1985-02-01	1843-83	11 3/4	FU	200 000	
" " "	" " "	2580-83	"	FU		
" " "	" " "	158-85	"	FU		
2005-05-01	1985-05-01	410-85	Flottant	FV	200 000	
2002-07-19	1985-07-19	1260-85	Flottant	FY	200 000	
1995-07-17	1985-10-17	1885-85	8	GB-U	111 565	
2026-03-01	1986-03-01	251-86	8 7/8	GF	250 000	
" " "	" " "	252-86	"	GF		
2026-04-15	1986-04-15	251-86	8 1/4	GH	250 000	
" " "	" " "	498-86	"	GH		
1996-08-21	1986-08-21	1255-86	8,175	GJ	72 000	
2027-01-15	1987-01-15	1889-86	8 1/4	GQ	250 000	
" " "	" " "	73-87	"	GQ		
" " "	" " "	90-87	"	GQ		

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)	Montant en équivalent canadien
En monnaie des États-Unis (suite)					$ É.U.	
2007-10-15	1987-10-15	1427-87	10,7	GV	250 000	
" " "	" " "	1573-87	"	GV		
2018-01-15	1988-01-15	1427-87	9 3/4	GW	250 000	
" " "	" " "	110-88	"	GW		
1998-09-29	1988-09-29	1391-88	9 3/4	HB	150 000	
2029-06-15	1989-06-15	44-89	8,625	HE	250 000	
" " "	" " "	913-89				
2029-12-01	1989-12-01	44-89	8 1/2	HH	500 000	
" " "	" " "	1819-89	"			
2030-04-15	1990-04-15	485-90	9,375	HK	500 000	
" " "	" " "	486-90	"			
2000-04-27	1990-04-27	488-90	Flottant	HJ	200 000	
2030-11-15	1990-11-15	1381-90	9,5	HQ	500 000	
" " "	" " "	1585-90	"	HQ		
" " "	" " "	1586-90	"	HQ		
2021-02-01	1991-02-01	1381-90	9,4	HS	900 000	
" " "	" " "	1585-90	"	HS		
" " "	" " "	139-91	"	HS		
2001-03-07	1991-03-07	186-91	9	HT	300 000	
					9 561 075 (1)	11 341 673 (1)

(1) Y compris des contrats d'échange de devises de 2 218 919 000 $ É.U. en monnaie du Canada pour 2 834 317 000 $.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)	Montant en équivalent canadien
En monnaie de la Suisse				F.S.	
1993-03-23	1978-03-23	637-78	3 3/4	65 000	
1994-07-16	1984-07-16	1422-84	5 7/8	141 700	
1994-08-19	1986-08-19	914-86	4 3/4	75 000	
2002-05-25	1987-05-25	667-87	5	200 000	
1997-10-23	1987-10-23	1527-87	5,125	100 000	
1998-03-24	1988-03-24	175-88	4,625	100 000	
2008-03-24	1988-03-24	175-88	5	100 000	
2000-02-06	1990-02-26	155-90	7 1/4	200 000	
2007-04-27	1990-04-27	484-90	7,5	100 000	
				1 081 700 (2)	783 218 (2)

(2) Y compris des contrats d'échange de devises de 825 725 000 F.S. en monnaie du Canada 579 436 000 $.

En monnaie de la République fédérale d'Allemagne				D.M.	
1991-12-01	1981-12-01	3206-81	10 1/4	150 000	
1992-04-15	1982-04-15	734-82	10 1/2	150 000	
1992-06-30	1982-06-30	1487-82	10 1/4	120 000	
1993-02-16	1983-02-16	155-83	8	200 000	
1994-05-15	1984-05-01	908-84	7 3/4	98 550	
1995-06-20	1985-06-20	972-85	7 1/8	197 200	
1996-05-01	1986-05-01	475-86	5 1/2	109 000	
2016-05-01	1986-05-01	475-86	6	134 000	
1999-03-30	1989-03-30	370-89	6 3/4	292 000	
2000-04-25	1990-04-25	487-90	Flottant	500 000	
				1 950 750 (3)	1 292 082 (3)

(3) Y compris des contrats d'échange de devises de 1 628 225 000 D.M. en monnaie du Canada 1 049 948 000 $ et de 197 200 000 D.M. pour 135 486 000 $ É.U., équivalent canadien de 156 988 000 $ au 31 mars.

En monnaie du Japon				Yens	
1994-02-28	1986-02-28	74-86	6 5/8	10 000 000	
1994-06-01	1987-06-01	772-87	4,625	15 000 000	
1997-06-19	1987-06-19	901-87	5,2	10 450 000	
1998-05-25	1988-05-25	730-88	5 1/2	10 000 000	
2001-01-31	1991-01-31	71-91	6	8 000 000	
				53 450 000 (4)	475 388 (4)

(4) Y compris des contrats d'échange de devises de 45 450 000 000 Yens en monnaie du Canada 412 200 000 $ et de 8 000 000 000 Yens pour 54 533 000 $ É.U., équivalent canadien de 63 188 000 $ au 31 mars.

En monnaie du Royaume-Uni				Livres Sterling	
2011-05-31	1981-05-26	1333-81	15	40 000	
2015-09-13	1982-09-13	2005-82	12 3/4	50 000	
2003-09-06	1983-05-31	1032-83	13,24	60 000	
1995-06-16	1988-06-16	597-88	9 5/8	75 000	
2015-03-08	1990-03-08	247-90	12 5/8	150 000	
				375 000 (5)	771 718 (5)

(5) Y compris des contrats d'échange de devises de 75 000 000 Livres Sterling en monnaie du Canada 174 530 000 $, plus un contrat d'échange de devises de 150 000 000 Livres Sterling en monnaie des États-Unis de 254 850 000 $ É.U. équivalent canadien de 295 295 000 $ au 31 mars.

En unité de compte européen				U.C.E.	
1999-07-06	1989-07-06	840-89	9 1/4	125 000 (6)	156 897 (6)

(6) Y compris des contrats d'échange de devises de 125 000 000 d'U.C.E. en monnaie du Canada 156 897 $.

En monnaie des Pays-Bas				Florins	
1997-07-01	1982-07-01	1344-82	11 1/8	105 000	63 221

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

	Monnaie des États-Unis	Équivalent Canadien	Monnaie du Canada	Montant Total
En monnaie du Canada et des États-Unis				
Autres emprunts				
Hydro-Québec avec l'autorisation et la garantie du Gouvernement a effectué les emprunts suivants:				
a) En vertu des décrets 2361-81, 1501-83 , 1841-83, 1128-87 et 1425-87 autorisant l'émission de billets en monnaie du Canada ou des États-Unis, à un taux d'intérêt ne dépassant pas le plus élevé du taux préférentiel de la Banque de Montréal au Canada ou du taux, majoré de 1,75%, des titres du gouvernement du Canada ayant la même échéance, ou le "prime rate" de la Chase Manhattan Bank de New-York, pour des termes ne dépassant pas un (1) an au Canada, et 270 jours aux États-Unis, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de 750 000 000 $.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	105 000	121 664	153 027	274 691
b) En vertu des arrêtés en conseil 2281-70, 420-71, 920-71, 3268-71, 3671-72 et 834-74 autorisant l'émission de billets au gouvernement du Canada portant intérêts à des taux variant de 7 3/16 % à 7 15/16 %. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêts, depuis le 25 mars 1975.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de			10 757	10 757
c) En vertu de l'arrêté en conseil 3463-73 autorisant l'émission de billets à Énergie Atomique du Canada Limitée, portant intérêts à des taux variant de 7 15/16% à 10%. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêts, depuis le 7 avril 1984.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de			135 331	135 331
d) En vertu des décrets 3461-81, 932-85, 1889-86 et 1426-87 1554-90 et 1781-90 autorisant l'émission de billets à moyen terme ne dépassant pas 1 000 000 000 $ en monnaie des États-Unis ou l'équivalent en dollars américains pour des billets payables en autres devises ou unités monétaires. Ils portent intérêts à taux fixe ou variable, viennent à échéance à neuf mois ou plus de leur date d'émission.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	323 580	374 932		374 932
e) En vertu du décret 1425-87 autorisant l'émission de billets sur l'euro-marché, émis à escompte et ne portant pas intérêt, pour un terme ne dépassant un an, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de 250 000 000 $ en monnaie des États-Unis.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est	50 000	57 935		57 935
Montants à reporter	478 580	554 531	299 115	853 646

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

	Monnaie des États-Unis	Équivalent Canadien	Monnaie du Canada	Montant Total
Autres emprunts (suite)				
Montants reportés	478 580	554 531	299 115	853 646
f) En vertu du décret 1256-86 approuvant le règlement # 415 concernant l'émission et la vente de billets d'Hydro-Québec de 400 000 000 $ en monnaie des États-Unis. Ces billets sont sans échéance fixe (à perpétuité), à taux variable, de série "GL", l'intérêt est payable semestriellement. À compter de septembre 1991, Hydro-Québec pourra racheter les billets à leur valeur nominale.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	400 000	463 480		463 480
	878 580	1 018 011	299 115	1 317 126
Total avant fonds d'amortissement				28 434 913
Moins: Fonds d'amortissement				431 716 (1)
Total des obligations négociables, au 31 mars				28 003 197

(1) Comprenant 424 399 915 $ en monnaie du Canada, 1 312 807 $ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 1 133 000 $ en monnaie des États-Unis, 5 027 560 $ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 7 400 000 D.M. en monnaie de la République fédérale d'Allemagne et 975 223 $ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 1 225 000 F.S. en monnaie de la République fédérale de la Suisse.

Régie de l'assurance-maladie du Québec
L.R.Q., c. R-5

(en milliers de dollars)

	1991	1990
En vertu du chapitre R-5 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie.		
En vertu du décret 1427-88, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt contracté par l'émission d'obligations, pour une valeur nominale de 16 000 000 $ en monnaie du Canada au taux de 10,875% échéant le 30 septembre 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	14 800	15 400

Régie des installations olympiques
L.R.Q., c. R-7

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Conformément à l'article 19a du chapitre R-7 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.		
Au 31 mars, les emprunts de la Régie sont formés comme suit:		
Emprunts sur obligations:		
En vertu du décret 1671-86, modifié par les décrets 1716-88 et 1717-88, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt de 100 millions de dollars en monnaie du Canada auprès de la Banque de Nouvelle-Écosse au taux de 9,60% S.A., non rachetable par anticipation et échéant le 17 novembre 1993.		
Deux contrats d'échange de devises couvrent cet emprunt. Le premier couvre l'échange de 100 millions en monnaie du Canada pour 72 millions en monnaie des États-Unis, le deuxième couvre l'échange de 72 millions en monnaie des États-Unis pour 88,3 millions en monnaie du Canada.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	88 306	88 306
En vertu du décret 1424-87 le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt contracté par l'émission et la vente d'obligations de la Régie, d'une valeur nominale de 5 000 000 $ en monnaie du Canada. Les obligations, datées du 24 septembre 1987, échéant le 24 septembre 1992, portent intérêts au taux de 11,10% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	5 000	5 000
Emprunts sur billets:		
En vertu du décret 2243-85 le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt par l'émission de billets en monnaie des États-Unis au montant de 250 000 000 $, intérêts au taux interbancaire de l'eurodollar sur le marché de Londres , remboursables par anticipation à partir de novembre 1988 et échéant en novembre 1994.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	289 675	292 550
En vertu du décret 105-86 le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt par l'émission de billets en monnaie des États-Unis au montant de 40 000 000 $, intérêts au taux de 7,9866% et échéant le 21 février 1994.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux de 8,92% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	49 480	49 480
	432 461	435 336

Sidbec
L.R.Q., c. E-14

(en milliers de dollars)

Conformément à l'article 14 de la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique (L.R.Q., c. E-14), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Sidbec.

Sidbec a émis et vendu six séries de débentures à fonds d'amortissement d'une valeur nominale totale de 120 000 000 $.

Le solde du principal de ces débentures garanties par le gouvernement du Québec est formé comme suit:

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	1991	1990
1990-12-15	1970-12-15	4602-70	9 1/4	A		7 250
1991-06-15	1971-06-15	2222-71	8 3/4	B	7 250	7 500
1991-09-01	1979-09-01	2996-71	9	C	7 250	7 500
1995-05-15	1975-05-15	1710-75	10 1/4	E	22 000	22 000
1996-02-16	1976-02-16	384-76	10 3/4	F	25 000	25 000
					61 500	69 250

En vertu du décret 1108-83 modifié par le décret 317-86 le gouvernement du Québec a approuvé une convention de crédit pour des emprunts n'excédant pas 350 000 000 $ en monnaie du Canada.

Ce montant se subdivise en un emprunt à terme de 200 000 000 $ et des emprunts sur crédit rotatif jusqu'à concurrence de 150 000 000 $ dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de	60 000	80 000

En vertu du décret 1710-85, le gouvernement du Québec a approuvé une convention de crédit de 18 500 000 $ en monnaie des États-Unis au taux annuel de 11,00% échéant le 30 août 1997.

Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux d'intérêt de 8,82%, d'une valeur nominale de 29 411 765 $, au taux effectif de 11,15%.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de	26 354	26 043

En vertu du décret 2181-85, le gouvernement du Québec a approuvé l'émission et la vente par Sidbec d'obligations d'une valeur de 150 000 000 de francs suisses dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement. Ces obligations sont datées du 1er novembre 1985, portent intérêts au taux annuel de 7,597% et viennent à échéance le 1er novembre 1995.

Un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis est rattaché à cet emprunt au taux d'intérêt de 7,6% , d'une valeur nominale de 84 500 000 $ É.U., au taux effectif de 11,042%.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de 72 745 000 $ US	86 169	85 126

Sidbec (suite)
L.R.Q., c. E-14

(en milliers de dollars)

	1991	1990
En vertu du décret 216-89, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt en monnaie du Japon de 5 000 000 000 de Yens auprès de "The Bank of Tokyo Ltd.", échéant le 28 février 1992 et portant intérêts au taux de 5% l'an.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, au taux de 10,99% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 742	45 742
En vertu du décret 424-89, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt en monnaie du Japon de 6 000 000 000 de Yens auprès de "The Bank of Tokyo Ltd.", échéant le 1er avril 1992 et portant intérêts au taux de 5,05% l'an.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux de 11,726% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	55 815	55 815
	214 080	212 726
	335 580	361 976

Société de développement de la Baie James
L.R.Q., c. D-8

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Conformément à l'article 26 a) de la Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., c. D-8), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société.		
En vertu des décrets 1073-83 et 1469-85, le Gouvernement a approuvé des marges d'emprunt en monnaie du Canada, jusqu'à concurrence de 17,1 millions de dollars.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	2 900	2 524

Société de développement industriel du Québec
L.R.Q., c. S-11.01

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Conformément à l'article 45 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société, ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.		
En vertu du décret 2348-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "D" d'une valeur nominale globale de 30 000 000 $ en monnaie du Canada, coupon zéro, à la valeur escomptée au taux de 11,05%, datées du 29 novembre 1985 et échéant le 7 juin 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	19 125	17 174
En vertu du décret 264-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "E" d'une valeur nominale globale de 35 000 000 $ en monnaie du Canada, datées du 24 mars 1986 et portant intérêts à un taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins 5/8% payables semestriellement et échéant le 24 mars 1991.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		35 000
En vertu du décret 91-87, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 1 190 000 000 de Yens auprès de "The Long-Term Credit Bank of Japan Ltd." et de "Yasuda Fire & Marine Insurance Company Ltd." au taux de 6% l'an, payable semestriellement le 6 février et le 6 août de chaque année et venant à échéance le 6 février 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux de 8,92% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	10 500	10 500
En vertu du décret 744-87, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations en monnaie du Canada, série "F", au taux de 8,25%, échéant le 15 mai 1992, échangeables en tout temps à compter de la date d'immatriculation pour des obligations d'une valeur nominale égale au taux de 9,125%, échéant le 15 mai 2007.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	110 000	110 000
En vertu du décret 371-89, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 3 810 000 000 de Yens auprès de "The Taiyo Mutual Life Insurance Company", au taux de 5,5% l'an payable semestriellement les 22 mars et novembre de chaque année et échéant le 22 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 10,92%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 586	35 586
En vertu du décret 1821-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "G", d'une valeur nominale globale de 50 000 000 $ en monnaie du Canada, datées du 1er décembre 1989 et portant intérêts au taux de 10% l'an et échéant le 1er décembre 1999.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000

Société de développement industriel du Québec (suite)
L.R.Q., c. S-11.01

(en milliers de dollars)

	1991	1990
En vertu du décret 1046-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "M", d'une valeur nominale globale de 50 000 000 $ en monnaie du Canada, datées du 27 juillet 1990, portant intérêts au taux de 11,50% l'an et échéant le 27 juillet 2000.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	
En vertu du décret 1284-90, la Société a contracté un emprunt en monnaie des États-Unis de 50 000 000 $ É.U. auprès de la "Westdeutsche Landesbank" au taux Libor plus 0,625% (8,0625%) daté du 13 septembre 1990 et échéant le 13 septembre 1995.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux effectif A.B. plus 0,1425% (13,1225%) l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	57 450	
En vertu des décrets 1339-90, 1340-90, 1341-90 et 1342-90, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 7 000 000 000 de Yens de la "Norinchukin Bank" au taux de 8,35% l'an daté du 28 septembre 1990 et échéant le 28 septembre 1995.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un en monnaie des États-Unis pour un montant global de 50 724 638 $ US au taux Libor à 6 mois plus 5 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux A.B. plus 3 points de base soit un taux effectif de 12,60% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	59 170	
En vertu des décrets 322-91 et 323-91, la Société a contracté un emprunt en monnaie des États-Unis de 40 000 000 $ É.U. auprès de la "Norinchukin Bank" au taux Libor à 6 mois plus 20 points de base, daté du 25 mars 1991 et échéant le 25 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux A.B. à 3 mois plus 0,34%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 991	
	437 822	258 260

Société du Palais des congrès de Montréal
L.R.Q., c. S-14.1

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Conformément à l'article 23 du chapitre S-14.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation contracté par la Société.		
En vertu du décret 2125-84, la Société a contracté un emprunt de 20 000 000 $ en monnaie des États-Unis auprès de "The Industrial Bank of Japan Limited". Le prêt porte intérêts à compter du 27 septembre 1984 au taux de 13% l'an, payables semestriellement et venant à échéance le 27 septembre 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux de 9,96% est rattaché à cet emprunt au montant de 32 500 000 $ au taux effectif de 13,35%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	32 500	32 500
En vertu du décret 2447-84, la Société a contracté un emprunt d'une valeur nominale de 12 000 000 $ en monnaie du Canada, par l'émission et la vente d'obligations série "C" portant intérêts au taux de 13,20% payables semestriellement jusqu'à leur échéance le 16 novembre 1994.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	12 000	12 000
En vertu du décret 210-86, la Société a contracté un emprunt d'une valeur nominale de 30 000 000 $ en monnaie du Canada, par l'émission et la vente d'obligations série "D" portant intérêts à un taux annuel égal au taux préférentiel moyen des banques de référence moins 5/8%, à compter du 14 mars 1986, lesquels intérêts sont payables les 14 mars et 14 septembre de chaque année. Ces obligations viendront à échéance le 14 mars 1991; elles sont remboursables par anticipation depuis le 15 mars 1988 au seul gré de la Société.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		30 000
En vertu du décret 281-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets d'une valeur nominale globale en monnaie de l'Allemagne de 50 000 000 de Deutche Marks, au taux Libor à 3 mois plus 12,5 points de base, datés du 14 mars 1991 et échéant le 14 mars 1996.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un en monnaie des États-Unis au montant global de 34 083 163 $ É.U. au taux Libor à 6 mois plus 21,5 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux semi-annuel de 10,5%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	39 288	
	83 788	74 500

Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
L.R.Q., c. S-15

(en milliers de dollars)

	1991	1990
En vertu de la section III du chapitre S-15 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation contracté par la Société.		
En vertu du décret 1726-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 4 060 000 000 de Yens auprès de "The Industrial Bank of Japan Limited", et de "Yasuda Fire and Marine Insurance Company Limited, The Nissan Fire and Marine Insurance Company Limited, The Toyo Fire and Marine Insurance Company Limited", au taux de 6,4% l'an, payable semestriellement les 26 mai et 26 novembre de chaque année et venant à échéance le 26 novembre 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux de 9,57% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 000	35 000

Société immobilière du Québec
L.R.Q., c. S-17.1

(en milliers de dollars)

	1991	1990
En vertu des articles 32 et 33 du chapitre S-17.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernemmnt peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation de la Société.		
En vertu du décret 800-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Canada par l'émission et la vente d'obligations série "B" d'une valeur nominale de 50 000 000 $. Les obligations datées du 12 juin 1986, échéant le 12 juin 2006, portent intérêts au taux de 8,50% l'an jusqu'au 12 juin 1990 et par la suite, au taux de 9,15% jusqu'à l'échéance.		
Les détenteurs détiennent un droit d'option anticipé de rachat.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	10 245	50 000
En vertu du décret 1670-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Canada par l'émission et la vente d'obligations série "C" d'une valeur nominale de 72 000 000 $. Les obligations datées du 17 novembre 1986 viendront à échéance le 17 novembre 1991 et portent intérêts au taux de 9,15% l'an. Ces obligations seront échangeables pour des obligations de série "2 C" échéant en 2006 et portant intérêts au taux de 9,50% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	72 000	72 000

Société immobilière du Québec (suite)
L.R.Q., c. S-17.1

(en milliers de dollars)

	1991	1990
En vertu du décret 1882-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 5 800 000 000 de Yens auprès de "Sumitomo Life Insurance Company" et de "The Sumitomo Bank Limited", échéant le 8 janvier 1997 et portant intérêts au taux de 6,40% l'an.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt dont le taux effectif d'intérêt est de 9,72%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 801-86 complété par le décret 119-89, la Société a contracté des emprunts		
- par l'émission et la vente d'obligations de série "A" pour une valeur nominale de 40 800 000 $ en monnaie du Canada. Ces obligations, datées du 27 août 1985, échéant le 27 août 1995, portent intérêts au taux de 10,3025% payables annuellement.		
- par l'émission d'un billet en monnaie du Japon de 7 440 000 000 de Yens auprès de "Nippon Life Insurance Company" et de "The Sanwa Bank Limited" en date du 27 août 1985 au taux de 7,40% l'an et remboursable en (5) cinq versements égaux à compter de 1991.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 40 800 000 $ dont le taux effectif d'intérêt est de 12,31%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	81 600	81 600
En vertu du décret 1130-87, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 4 350 000 000 de Yens auprès de "Daihyaku Mutual Life Insurance Company" et "The Mitsui Bank Limited" échéant le 27 juillet 1994 et portant intérêts au taux de 5,35% l'an.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'achat de devises en monnaie du Canada de 40 000 000 $ et dont le taux effectif d'intérêt est de 10,04%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	40 000	40 000
En vertu du décret 1467-87 complété par le décret 119-89, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon de 3 278 000 000 de Yens, auprès de "The Nippon Credit Bank Ltd." échéant le 30 septembre 1992 et portant intérêts au taux de 5,25% l'an.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'achat de devises en monnaie du Canada de 30 000 000 $ et dont le taux effectif d'intérêt est de 11,56%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	30 000	30 000
En vertu du décret 176-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "D" d'une valeur nominale de 50 000 000 $ en monnaie du Canada. Les obligations datées du 17 février 1988, échéant le 17 février 2000 portent intérêts au taux de 10,625% l'an.		
Les détenteurs détiennent un droit d'option anticipé de rachat.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 406-88 complété par le décret 736-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "E" d'une valeur nominale de 75 000 000 $ en monnaie du Canada. Les obligations datées du 28 mars 1988, échéant le 28 mars 2013 portent intérêts au taux de 10,10% l'an.		
Les détenteurs détiennent un droit d'option anticipé de rachat.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	61 500	66 000

Société immobilière du Québec (suite)
L.R.Q., c. S-17.1

(en milliers de dollars)

	1991	1990
En vertu du décret 576-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission d'un billet en monnaie du Canada de 40 000 000 $ remboursable partie en monnaie de la République Fédérale d'Allemagne et partie en monnaie du Canada, au taux de 7,50% l'an et échéant le 27 avril 1994.		
Ce billet est assujetti à un contrat de couverture de risque en monnaie du Canada selon l'évolution d'un indice boursier allemand et de l'indice boursier TSE-35, donnant un taux effectif d'intérêt de 11,50% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	40 000	40 000
En vertu du décret 841-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission d'obligations de série "F" d'une valeur nominale de 150 000 000 $ en monnaie du Canada. Les obligations du 16 juin 1989, échéant le 16 juin 2014, portent intérêts au taux de 10,50% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	150 000
En vertu du décret 1556-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série "G" pour une valeur nominale globale, actualisée au taux effectif moyen de 11,86% de 121 500 000 $ en monnaie du Canada (capital et intérêts) datées du 15 novembre 1990 et échéant à différentes dates entre le 1er décembre 1991 et le 7 mars 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	85 652	
En vertu du décret 282-91 complété par les décrets 283-91 et 284-91, la Société a contracté un emprunt par la vente et l'émission d'obligations en monnaie de la France pour une valeur globale de 200 000 000 F.F. au taux de 9,9%, datées du 11 mars 1991 et échéant le 31 mars 1998.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un en monnaie des États-Unis, pour un montant global de 40 404 040 $ É.U. au taux Libor à 6 mois plus 11 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 10,63% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	46 602	
	717 599	629 600

Société nationale de l'amiante
L.R.Q., c. S-18.2

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Conformément à l'article 15a de la Loi sur la Société nationale de l'amiante, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ou d'une filiale dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions, ainsi que le paiement des sommes d'argent payables par la Société ou toute telle filiale par suite de l'inexécution de ses contrats.		
En vertu du décret 799-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "B" d'une valeur nominale globale de 23 500 000 $ en monnaie du Canada, datées du 20 juin 1986, échéant le 20 juin 1996 et portant intérêts au taux équivalent au taux préférentiel des banques de référence moins 0,625%, rachetables par anticipation au gré de la Société à compter du 20 décembre 1987.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	23 500	23 500
En vertu du décret 1651-87, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Canada, sous forme d'acceptations bancaires auprès de la Banque Nationale du Canada. L'emprunt contracté le 3 novembre 1987, remboursable par anticipation au gré de la Société, viendra à échéance le 3 février 1992 au taux d'intérêts de la convention bancaire majoré de 0,375% et payable à chaque période d'acceptation.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	100 000	125 000
	123 500	148 500
Moins: Montant inscrit au passif -- "Provision pour perte sur placements en actions".	57 614	80 202
	65 886	68 298

Société québécoise d'aluminium Inc.
(Filiale à part entière de la S.G.F.)
L.R.Q., c. S-17

(en milliers de dollars)

	1991	1990
En vertu de la Loi sur la Société générale de financement du Québec (SGF), le gouvernement du Québec peut garantir le paiement de sommes empruntées par la S.G.F. ou sa filiale à part entière, pour le financement d'une aluminerie dans la région de Bécancour (art. 4.1 et 8.5).		
En vertu du décret 2126-84, la Société, filiale à part entière de la S.G.F., a conclu une convention de crédit jusqu'à concurrence de 215 000 000 $ en monnaie des États-Unis.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		148 206 (*)

(*) Le 1er mai 1990, la Société a signé une convention supplémentaire qui a pour effet de mettre fin, d'une façon irrévocable et complète à la garantie de la province de Québec.

Société québécoise d'assainissement des eaux
L.R.Q., c. S-18.21

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Conformément à l'article 33 de la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation, contracté par la Société.		
En vertu du décret 127-85, la Société a contracté un emprunt sous forme de prêt de 22 500 000 $ en monnaie des États-Unis au taux de 9,2% l'an venant à échéance le 31 janvier 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 12,58% l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 37 500 000 $.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	32 363	31 809
En vertu du décret 978-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "F" d'une valeur nominale globale de 60 000 000 $ en monnaie des États-Unis, au taux de 8% l'an, datés du 10 juin 1985, intérêts payables annuellement et venant à échéance le 15 mars 1992.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 11,89% l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 83 850 000 $.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	80 886	78 264
En vertu du décret 1091-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "G" d'une valeur nominale globale de 30 000 000 $ en monnaie des États-Unis, datées du 18 juin 1985, intérêts payables annuellement au taux de 8,254% et venant à échéance le 18 décembre 1992.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 11,95% est rattaché à cet emprunt, au montant de 41 898 000 $.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	39 234	38 117
En vertu du décret 1929-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "H", d'une valeur nominale globale de 50 000 000 $ en monnaie du Canada, datées du 1er octobre 1985, portant intérêts au taux de 10,625% payables semestriellement et venant à échéance le 1er octobre 1990.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		50 000
En vertu du décret 2349-85, la Société a contracté le 29 novembre 1985 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 5 330 000 000 de Yens, intérêts payables semestriellement au taux de 7,2% et venant à échéance le 29 novembre 1995.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 10,71% l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 45 301 000 $.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	38 233	37 211
En vertu du décret 2677-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "J", d'une valeur nominale globale de 50 000 000 $ en monnaie du Canada, datées du 23 décembre 1985, portant intérêts au taux de 9,75% payables semestriellement et venant à échéance le 14 décembre 1990.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		50 000

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.21

(en milliers de dollars)

	1991	1990
En vertu du décret 260-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 4 550 000 000 de Yens, intérêts de 7,2% payables semestriellement à compter du 14 avril 1986 et venant à échéance le 13 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 10,65% l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 38 500 000 $.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	36 257	35 935
En vertu du décret 263-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "M", d'une valeur nominale globale de 120 000 000 $ en monnaie du Canada, datées du 25 mars 1986, portant intérêts au taux de 9,875% payables semestriellement et venant à échéance le 25 mars 1991.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		120 000
En vertu du décret 355-86, la Société a contracté le 27 mars 1986 un emprunt en monnaie des États-Unis, sous forme de prêt, d'une somme de 25 491 600 $ É.U., intérêts payables annuellement au taux de 8,8653% et venant à échéance le 27 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 10,57% l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 38 800 000 $.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	36 321	35 958
En vertu du décret 497-86, la Société a contracté le 30 avril 1986 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 5 084 000 000 de Yens, portant intérêts au taux de 6,9% payables semestriellement et venant à échéance le 30 avril 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 9,60%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	40 000	40 000
En vertu du décret 1435-86, la Société a contracté le 2 octobre 1986 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 2 800 000 000 de Yens, portant intérêts au taux de 6,6% payables semestriellement et venant à échéance le 2 octobre 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 9,48%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	25 000	25 000
En vertu du décret 1725-86, la Société a contracté le 25 novembre 1986 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 3 450 000 000 de Yens, portant intérêts au taux de 6,6%, payables semestriellement et venant à échéance le 25 mars 1991.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 11,12%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		30 000
En vertu du décret 1724-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "P", d'une valeur nominale globale de 20 000 000 $ en monnaie du Canada, datées du 24 novembre 1986, portant intérêts au taux de 9,875% payables semestriellement et venant à échéance le 25 mars 1991.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		20 000

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.21

(en milliers de dollars)

	1991	1990
En vertu du décret 89-87, la Société a contracté le 6 février 1987 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 2 210 000 000 de Yens, portant intérêts au taux de 6% payables semestriellement et venant à échéance le 6 février 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 8,73%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	19 500	19 500
En vertu du décret 1160-87, la Société a contracté le 30 juillet 1987 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt d'une somme de 5 737 000 000 de Yens portant intérêts au taux de 4,90%, payables semestriellement et venant à échéance le 30 juillet 1992.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 9,98%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 111-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série "S", d'une valeur nominale globale de 150 000 000 $ en monnaie du Canada, datées du 11 février 1988, portant intérêts au taux de 9,875% payables semestriellement et venant à échéance le 11 février 1993. Cet emprunt est échangeable à compter du 11 novembre 1992 pour des obligations au taux de 10,25% venant à échéance en 2003.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	150 000
En vertu du décret 1047-88, la Société a contracté, le 7 juillet 1988, un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt d'un montant de 3 500 000 000 de Yens, au taux de 5,5% l'an, échéant le 7 juillet 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux de 10,19% est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 000	35 000
En vertu du décret 1190-88, la Société a contracté, le 15 août 1988, un emprunt en monnaie des États-Unis, par billet série "U", d'un montant de 37 200 000 $ É.U. au taux de 9,50% l'an, échéant le 15 août 1995.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, au taux de 10,26 % l'an est rattaché à cet emprunt non remboursable par anticipation.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 000	45 000
En vertu du décret 1287-88, la Société a contracté, le 7 septembre 1988, un emprunt en monnaie du Japon, par billet série "V", d'un montant de 6 500 000 000 de Yens, au taux de 5,13% échéant le 7 septembre 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux de 10,19% l'an est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	60 200	60 200
En vertu du décret 83-89, la Société a contracté, le 9 février 1989, un emprunt en monnaie du Japon, par billet série "W", d'un montant de 10 000 000 000 de Yens, au taux de 7% l'an, échéant le 9 février 1994.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, au taux de 10,733% est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	95 000	95 000

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.21

(en milliers de dollars)

	1991	1990
En vertu du décret 1210-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "X" d'une valeur nominale globale de 50 000 000 $ en monnaie du Canada, datées du 31 juillet 1989, portant intérêts au taux de 10,20% payable semi-annuellement et venant à échéance le 31 juillet 2014.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 1459-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "Y" d'une valeur nominale globale de 150 000 000 $ en monnaie du Canada, datées du 19 septembre 1989, portant intérêts au taux de 10,25% payable annuellement et venant à échéance le 19 septembre 1996.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	150 000
En vertu du décret 717-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "Z" d'une valeur nominale globale de 125 000 000 de Francs Suisses au taux de 7,5% l'an, datées du 15 juin 1990 et échéant le 15 juin 2000.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un en monnaie des États-Unis pour un montant global de 87 398 870 $ É.U. au taux Libor moins 0,105, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 12,68% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	102 327	
En vertu du décret 1545-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "AA" d'une valeur nominale globale de 100 000 000 $ en monnaie du Canada, au taux de 12% l'an, datées du 8 novembre 1990 et échéant le 8 novembre 2000.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	100 000	
En vertu du décret 1719-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AB" d'une valeur nominale globale de 100 000 000 $ en monnaie du Canada, au taux de 11,625% l'an datés du 28 décembre 1990 et échéant le 28 décembre 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	100 000	
En vertu du décret 33-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'un billet série "AC" d'une valeur nominale globale de 40 000 000 $ en monnaie des États-Unis, au taux Libor plus 0,125% l'an, daté du 22 janvier 1991 et échéant le 23 janvier 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 11,45% est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	46 348	
En vertu des décrets 69-91 et 70-91, la Société a contracté un emprunt auprès de la "Taiyo Mutual Life Insurance Co." par l'émission et la vente d'un billet série "AD" en monnaie du Japon de 3 000 000 000 de Yens au taux de 8% l'an, daté du 31 janvier 1991 et échéant le 31 janvier 1996.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un en monnaie des États-Unis pour un montant global de 22 091 310 $ É.U. au taux Libor à 6 mois plus 5 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 10,98% semi-annuel.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	25 604	

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.21

(en milliers de dollars)

	1991	1990
En vertu des décrets 189-91, 190-91 et 191-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AE" d'une valeur nominale globale de 100 000 000 F.S. en monnaie de la Suisse au taux de 7,25% l'an, datés du 1er mars 1991 et échéant le 1er mars 1996.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un en monnaie des États-Unis pour un montant global de 79 042 678 $ É.U. au taux Libor à 6 mois plus 0,25, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 11,388% l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	91 911	
En vertu des décrets 192-91, 193-91 et 194-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AF" en monnaie de la République fédérale d'Allemagne au montant globale de 150 000 000 de Deutche Marks au taux Libor à 6 mois plus 30 points de base (9,13%) datées du 6 mars 1991 et échéant le 6 mars 2001.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un en monnaie des États-Unis pour un montant global de 102 810 144 $ É.U. au taux Libor à 6 mois plus 38 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux semi-annuel de 10,795%.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	119 054	
En vertu du décret 361-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série "AG" d'une valeur nominale globale de 100 000 000 $ en monnaie du Canada, au taux de 10,70% l'an, datées du 28 mars 1991 et échéant le 28 mars 2001.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	100 000	
	1 668 238	1 246 994
Moins: Montant inclus dans les engagements financiers et dans la provision inscrite à cette fin dans l'état de l'actif et du passif dans le cadre du programme de l'assainissement des eaux.	1 435 251	1 074 066
	232 987	172 928

MUNICIPALITÉ, PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS

Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)
S.Q., 1966, c. 22

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	1991	1990
1991-02-01	1966-02-01	485-66	6		226

Agriculteurs
L.R.Q., c. A-18

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Conformément au chapitre A-18 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec garantit à toute caisse populaire ou banque qui consent des prêts aux agriculteurs, en vertu de la présente Loi, le remboursement des pertes de principal et d'intérêts qui peuvent lui en résulter jusqu'à concurrence de 10% du montant total de ces prêts.		
Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars 1991, les prêts consentis et échéant en 1993 s'élèvent à 575 085 111 $ et les remboursements à 575 055 955 $.	29	52

Étudiants
L.Q., 1990, c. 11

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Conformément à la Loi sur l'aide financière aux étudiants, L.Q., 1990, c. 11, le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant de prêts approuvés, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.		
Au 31 mars, le solde de ces prêts est de	1 375 116	1 285 584

Pêcheurs
L.R.Q., c. C-76

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Conformément à l'article 5 du chapitre C-76 des Lois refondues du Québec, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 30 000 000 $ en monnaie du Canada, pour consentir à des pêcheurs , à des personnes, à des sociétés, à des organismes exerçant une activité ou exploitant une industrie reliée aux pêcheries maritimes, des avances, des prêts ou des garanties de prêts pour la construction, la réparation, l'achat ou l'exploitation de bateaux et d'équipement de pêche, ou pour l'acquittement de dettes contractées pour ces fins.		
En vertu du décret 1458-87, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est autorisé à garantir le principal des prêts et 50% des intérêts, selon les modifications apportées au règlement sur les prêts pour la construction, l'achat ou la réparation de bateaux et d'équipement de pêche commerciale.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	46 666	40 878

Producteurs agricoles et propriétaires forestiers
L.R.Q., c, C-78

(en milliers de dollars)

	1991	1990
En vertu du chapitre C-78 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant d'un prêt consenti en vertu de l'article 13 de cette Loi sur le crédit forestier ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et des intérêts de ce prêt.		
Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés et échéant en 1993 sont de	54	51

Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires
L.R.Q., c. M-14

(en milliers de dollars)

Conformément aux articles 19, 20, 21 du chapitre M-14 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 8 000 000 $ en monnaie du Canada, pour garantir le remboursement des prêts consentis aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires.

Les modalités, conditions et délais de remboursement de ces prêts garantis sont déterminés par le Gouvernement.

Nom de l'entreprise	Année d'échéance	Date du cautionnement	Décret ou A.C.	Taux %	1991	1990
Sociétés coopératives agricoles						
Normandin, Roberval	1991	1976-01-05	3951-75	11,00		7
Corporations exerçant des activités similaires						
Provalcid Inc.	1992	1989-03-20	1940-88	Flottant	200	200
Société des pêches de Newport Inc.	2005	1985-06-01	285-85 et 1548-89	11,238	4 317	4 609
	1991	1990-03-14	274-90	Flottant		345
Syndicat des producteurs caprins de la région de Québec	1992	1990-04-03	102-90	Flottant	25	
Société d'agriculture du district de Mégantic, Thetford-Mines	1996	1986-07-25	862-86	Flottant	54	62
Les Serres Sagami (1987) Inc.	1993	1987-11-19	1308-87	Flottant	464	500
Hydro-Serre Inc.	1993	1987-10-13	1364-87	Flottant	1 850	1 850
Les Serristes Unis Inc.	1993	1988-03-07	1410-87	Flottant	1 320	1 320
Complexe Serricole Drummond Inc.	1993	1987-12-15	1611-87	Flottant	640	724
Cultiserre Mirabel Inc. (Hortitec Inc.)	1994	1988-08-26	1273-87	Flottant	1 400	1 400
Les Serres Hypo-Vie Inc.	1994	1989-11-03	1372-88	Flottant	2 000	2 000
Les Serres du St-Laurent Inc. (2542-4383 Québec Inc.)	1994	1989-06-29	1133-88	Flottant	1 892	2 000
164305 Canada Inc. (Banque de sirop d'érable)	1992	1989-03-06	112-89	Flottant	306	395
Pêcheries Arctiques Inc.	(1) 1990	1990-02-19	1789-89	Flottant	400	211
Pêcherie Rivière-au-Renard Inc.	1991	1990-06-13	537-90	Flottant	45	
Poissonnerie de Cloridorme Inc.	1991	1990-06-13	538-90	Flottant	50	
Les Pêcheries Trudel & Curadeau Ltée	1991	1991-06-13	539-90	Flottant	400	
Nordpêche Inc.	(1) 1990	1990-05-30	540-90	Flottant	150	
H.E. Hugh Journeaux Produits de la Mer Ltée	(1) 1990	1990-05-16	590-90	Flottant	325	
Madelipêche Inc.	1991	1990-08-10	873-90	Flottant	650	
Fruits de Mer Côte Nord Inc.	1991	1990-08-16	1006-90	Flottant	400	
					16 888	15 616
					16 888	15 623

(1) Une réclamation a été soumise au ministère.

Usines laitières régionales
L.R.Q., c. A-19

(en milliers de dollars)

En vertu du chapitre A-19 des Lois refondues du Québec, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut, avec l'autorisation du Gouvernement et après avoir obtenu l'avis de la Régie des marchés agricoles du Québec, garantir au nom du Gouvernement et aux conditions qu'il détermine le remboursement total ou partiel du montant en principal et en intérêts de tout prêt consenti pour les fins prévues par la loi.

Le montant total des garanties accordées ne peut excéder 32 000 000 $ en monnaie du Canada.

Nom de l'entreprise	Date de l'acte de fiducie	Date d'échéance	A.C.	Taux %	1991	1990
Nutrinor, Coopérative agro-alimentaire du Saguenay-Lac-St-Jean, Chambord, Roberval	1976-06-01	1991-06-01	2896-76	10,25	200	400

Volume

2

COMPTES PUBLICS

1990-1991

Publiés conformément aux dispositions de l'article 71 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6)

Volume 2

DÉTAIL DES REVENUS, CRÉDITS ET DÉPENSES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 1991

Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-22099-4 (Édition complète)
ISBN 2-550-22095-1 (Volume 2)

Dépôt légal - 4e trimestre 1991
Bibliothèque nationale du Québec

TABLE DES MATIÈRES

Section	
Sommaire des revenus, crédits et dépenses	1
Détail des revenus, crédits et dépenses et liste des fournisseurs et bénéficiaires	2
Liste des biens en capital	3

SECTION 1

La section 1 comprend des informations sommaires concernant les revenus, crédits autorisés et dépenses pour l'ensemble des ministères et organismes.

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire des revenus, crédits et dépenses	PAGE
- Revenus par ministère et par catégorie	1-2
- Crédits, dépenses et variations par ministère	1-4
- Mandats spéciaux	1-6
- Dépenses de transfert - État sommaire des dépenses effectuées	1-7
- Crédits, dépenses et variations par mission, domaine, secteur et programme	1-8
- Liste et définitions des catégories et super-catégories de dépenses	1-34
- Dépenses par ministère, super-catégorie et catégorie	1-36
- Crédits et dépenses par ministère, organisme et catégorie	1-40

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

Revenus	33 023 993
Dépenses	- 35 848 798
DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	- 2 824 805

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

SOMMAIRE DES REVENUS PAR MINISTÈRE ET PAR CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Détail page	Ministères	Impôts sur les revenus et les biens	Taxes à la consommation	Droits et permis
1	2-5	Affaires culturelles			1 873
2	2-21	Affaires internationales			
3	2-29	Affaires municipales			1 849
4	2-50	Agriculture, Pêcheries et Alimentation			730
5	2-73	Approvisionnements et Services			
6	2-79	Assemblée nationale			
7	2-87	Communautés culturelles et Immigration			
8	2-95	Communications			1 803
9	2-105	Conseil du trésor			
10	2-111	Conseil exécutif			
11	2-121	Éducation			
12	2-137	Énergie et Ressources			59 774
13	2-153	Enseignement supérieur et Science			
14	2-168	Environnement			1 134
15	2-182	Finances	2 641 408		31 020
16	2-199	Forêts			29 353
17	2-205	Industrie, Commerce et Technologie			370
18	2-220	Justice			2 294
19	2-234	Loisir, Chasse et Pêche			23 000
20	2-248	Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle			229
21	2-265	Office de planification et de développement du Québec			
22	2-273	Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine			26
23	2-281	Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique			
24	2-291	Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française			
25	2-297	Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
26	2-307	Revenu	13 291 265	7 089 073	131 070
27	2-319	Santé et Services sociaux			523
28	2-368	Sécurité publique			10 991
29	2-381	Tourisme			3 221
30	2-388	Transports			459 236
31	2-415	Travail			29 625
			15 932 673	**7 089 073**	**788 121**

Revenus divers	Revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement	Total des revenus autonomes	Total des transferts du gouvernement du Canada	Total des revenus 1991	Total des revenus 1990(1)	
412		2 285	252	2 537	(592)	1
1 047		1 047	2 741	3 788	2 247	2
5 600		7 449		7 449	8 652	3
4 527		5 257	29 056	34 313	25 813	4
6 191		6 191		6 191	13 383	5
1 362		1 362		1 362	1 312	6
180		180	(29)	151	2 275	7
1 465		3 268	981	4 249	16 639	8
25		25		25	3 702	9
39		39		39	125	10
153		153	53 045	53 198	53 518	11
24 656		84 430	7 473	91 903	132 493	12
11 601		11 601	7 716	19 317	16 432	13
3 072		4 206	5 898	10 104	6 311	14
42 868	1 175 446	3 890 742	6 591 128	10 481 870	10 265 622	15
393		29 746	550	30 296	22 127	16
2 195		2 565	912	3 477	15 535	17
127 552		129 846	19 398	149 244	156 897	18
5 064		28 064	5	28 069	29 666	19
66 449		66 678	157 185	223 863	186 038	20
132		132		132	293	21
78		104		104	178	22
2 957		2 957		2 957	2 758	23
190		190		190	131	24
138		138		138	138	25
443 066		20 954 474		20 954 474	19 393 519	26
77 441		77 964	30 954	108 918	108 230	27
7 789		18 780	85 554	104 334	35 049	28
145		3 366		3 366	1 765	29
185 847		644 083	22 174	667 257	542 562	30
1 053		30 678		30 678	31 118	31
1 023 687	**1 175 446**	**26 009 000**	**7 014 993**	**33 023 993**	**31 073 936**	

(1) Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour tenir compte de la composition des ministères et organismes, aux fins de les rendre conformes à la présentation de 1990-1991.

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS, PAR MINISTÈRE

Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Détail page	Ministères	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires	Virements et transferts de juridiction
			+	+	+,(-)
1	2-6	Affaires culturelles	261 750		6 963
2	2-22	Affaires internationales	106 584		568
3	2-30	Affaires municipales	684 752	5 754 (3)	1 814
4	2-52	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	682 585	27 873 (c)	8 084
5	2-74	Approvisionnements et Services	56 035		(2 965)
6	2-80	Assemblée nationale	69 600 (2)	8 294 (4)	
7	2-88	Communautés culturelles et Immigration	54 419	4 968	1 614
8	2-96	Communications	118 490		2 088
9	2-106	Conseil du trésor	22 721		354
10	2-112	Conseil exécutif	103 906		(11 262)
11	2-122	Éducation	5 418 218		8 671
12	2-140	Énergie et Ressources	507 310		(72 589)
13	2-154	Enseignement supérieur et Science	3 172 731		18 125
14	2-170	Environnement	470 549		14 112
15	2-188	Finances	4 843 922	53 804	(293 382)
16	2-200	Forêts			76 962
17	2-206	Industrie, Commerce et Technologie	360 659	57 667	7 253
18	2-222	Justice	446 671		10 886
19	2-236	Loisir, Chasse et Pêche	223 317		16 685
20	2-250	Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle	2 729 232	197 122 (3)(c)	15 499
21	2-266	Office de planification et de développement du Québec	69 811		(15 863)
22	2-274	Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	156 747		(6 758)
23	2-282	Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique	925 272		(17 979)
24	2-292	Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française	28 719		(121)
25	2-298	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	32 899		351
26	2-303	Régie de l'assurance-maladie du Québec	2 409 416 (1)	26 400	
27	2-310	Revenu	322 399	38 281 (5)	24 398
28	2-320	Santé et Services sociaux	8 567 557 (1)	78 677	125 776
29	2-370	Sécurité publique	733 488	108 031 (c)	39 115
30	2-382	Tourisme	88 698		4 501
31	2-390	Transports	2 022 661	1 918	35 910
32	2-416	Travail	76 534		1 190
33		Provision pour créances douteuses	110 900		
			(*) 35 878 552	608 789	
		Provision pour perte sur placements en actions			
			35 878 552	608 789	
		(*)Crédits votés	26 478 624 (a)	484 844 (b,c)	
		Crédits permanents	9 399 928 (1,2)	123 945 (3 à 5)	

(a) Crédits initiaux autorisés par des lois sur les crédits	du 29 mars 1990, L.Q., 1990, c. 3.	7 238 416 975 $
	du 8 juin 1990, L.Q., 1990, c.10.	19 240 206 725
		26 478 623 700 $
(b) Crédits supplémentaires autorisés par une loi sur les crédits	du 14 décembre 1990, L.Q., 1990, c. 65.	399 343 900 $
(c) Mandats spéciaux	pour détail voir page 1-6.	85 500 000
		484 843 900 $

(1) Inclut les prévisions de contributions du Fonds des services de santé de 2 569 000 000 $ aux crédits initiaux et 2 641 408 354 $ de contributions réelles pour lesquelles les crédits et les dépenses se répartissent également au programme "Services des centres hospitaliers de courte durée" au ministère de la Santé et des Services sociaux et au programme "Régime d'assurance-maladie" à la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

Autres crédits permanents	Crédits autorisés	VARIATION		Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES		
		Crédits non utilisés			1991	1990 (6)	
		Suspension du droit d'engager	Autres				
+	=	(-)	(-)	(-)	=		
	268 713	1 232	2 578	9	264 894	240 898	1
308	107 460	3 130	2 160	883	101 287	84 881	2
	692 320	37 949	13 094		641 273	648 581	3
	718 542	4 400	9 399	31	704 712	638 229	4
	53 070	1 421	1 725	2	49 922	52 511	5
	77 894		4 206	13	73 675	66 469	6
	61 001	1 097	1 204	525	58 175	46 261	7
	120 578	2 001	268	12	118 297	115 986	8
	23 075	922	467	1	21 685	20 315	9
	92 644	624	48 367	20	43 633	40 318	10
12 825	5 439 714	28 260	3 997	11	5 407 446	5 027 690	11
1 291	436 012	6 243	5 711	34	424 024	422 481	12
1 784	3 192 640	12 264	12 376	24 377	3 143 623	2 838 001	13
	484 661	805	6 797	40	477 019	415 224	14
39 526	4 643 870	1 186	92 130	12	4 550 542	4 149 310	15
870	77 832	27 227	12 396	34	38 175	50 244	16
	425 579	5 469	43 774	35 673	340 663	344 979	17
21 295	478 852	2 408	17 289	52	459 103	413 155	18
73	240 075	4 181	4 075	25	231 794	221 240	19
15	2 941 868	13 428	26 486	52	2 901 902	2 824 951	20
	53 948	4 458	11 074	4 244	34 172	34 822	21
	149 989	4 390	3 790	1	141 808	122 068	22
7 197	914 490	1 057	26 450	6	886 977	445 864	23
	28 598		1 241	6	27 351	24 419	24
	33 250		1 206	7	32 037	75 632	25
25 813	2 461 629		26 696		2 434 933	2 223 267	26
7 477	392 555	218	14 436	17 991	359 910	327 928	27
55 074	8 827 084	1 800	51 856	58	8 773 370	7 987 708	28
1 522	882 156	4 058	8 721	490	868 887	685 213	29
	93 199		1 364	836	90 999	84 706	30
	2 060 489	15 230	73 283	142	1 971 834	1 972 935	31
121	77 845	4 120	2 615	8	71 102	78 856	32
16 704	127 604				127 604	105 085	33
191 895	36 679 236	189 578	531 231	85 599	35 872 828 (*)	32 830 227	
					(24 030)(7)	(96 874)	
191 895 (8)	**36 679 236**	**189 578**	**531 231**	**85 599**	**35 848 798**	**32 733 353**	
	26 963 468	189 578	448 507	81 819	26 243 564	24 539 476	
191 895	9 715 768		82 724	3 780	9 629 264	8 290 751	

(2) Y compris 31 641 600 $ de crédits permanents en vertu de la Loi sur l'Assemblée nationale L.R.Q., c. A-23.1 pour le programme "Services statutaires de soutien aux parlementaires" alors qu'une prévision de 31 611 600 $ apparaissait sous ce titre au volume des crédits déposé à l'Assemblé nationale.

(3) Loi concernant la ville de Schefferville, L.Q., 1986, c. 51. Crédits reportés de 1989-1990, de 1 635 918 $ au ministère des Affaires municipales et de 118 156 $ au ministère de la Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle, autorisés par le décret 9-90 du 10 janvier 1990.

(4) Y compris 8 294 000 $ de crédits permanents en vertu de la Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1 pour la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec (L.Q., 1990, c.34) autorisés par le Bureau de l'Assemblée nationale le 17 octobre 1990.

(5) Crédits permanents de 8 539 600 $, en vertu du décret 172-91 du 13 février 1991 pour l'implantation de la réforme des taxes à la consommation et pour l'administration par le ministre du Revenu de la taxe fédérale sur les produits et services.

(6) Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour tenir compte de la composition des ministères et organismes, de leurs programmes et de leurs services aux fins de les rendre conformes à la présentation de 1990-1991.

(7) Ne réfère pas à un crédit voté ou permanent.

(8) Non inclus dans les prévisions budgétaires.

MANDATS SPÉCIAUX (1)
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Agriculture, Pêcheries et Alimentation		
Mandat spécial numéro 1 du 25 juillet 1990 (décret 1065-90 du 25 juillet 1990) autorisé en raison des sommes requises d'urgence pour défrayer les dépenses du programme de restructuration des pêches maritimes.		
Programme 10 - Développement des pêches et de l'aquiculture		
Élément 2 - Contribution à la pêche, l'aquiculture et la transformation	3 000	3 000
Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle		
Mandat spécial numéro 2 du 27 septembre 1990 (décret 1402-90 du 26 septembre 1990) autorisé en raison des sommes requises d'urgence pour défrayer les dépenses des mois de novembre et de décembre pour les fins du programme d'allocations de maternité.		
Programme 5 - Allocations de maternité	3 000	3 000
Sécurité publique		
Mandat spécial numéro 3 du 4 octobre 1990 (décret 1440-90 du 3 octobre 1990) autorisé en raison des sommes requises d'urgence pour défrayer les dépenses reliées à l'incendie des pneus de St-Amable, aux manifestations des camionneurs et aux évènements liés aux conflits autochtones.		
Programme 6 - Sûreté du Québec		
Élément 1 - Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	70 184	70 184
Élément 2 - Gestion interne et soutien	6 316	6 316
Programme 8 - Sécurité civile	3 000	982
	79 500	77 482
	85 500	**83 482**

(1) Émis en conformité avec l'article 41 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).

DÉPENSES DE TRANSFERT
État sommaire des dépenses effectuées
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES	PAIEMENTS					
			SERVICE DE LA DETTE			
	Fonctionnement	Capital	Principal	Intérêts	1991	1990 (1)
Entreprises	601 930	196 022	390	665	799 007	727 271
Établissements de santé et de services sociaux	7 984 928	15	59 653	194 416	8 239 012	7 510 749
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	8 119 976	10 735	148 958	550 776	8 830 445	7 916 398
Municipalités	791 339	93 237	112 372	371 746	1 368 694	1 339 328
Organismes sans but lucratif	619 076	29 440	723	2 241	651 480	592 556
Personnes	5 549 234	14 020			5 563 254	5 238 687
Entreprises, organismes du Gouvernement et Fonds spéciaux	543 812	2 082	24 347	31 083	601 324	607 981
	24 210 295	**345 551**	**346 443**	**1 150 927**	**26 053 216**	**23 932 970**
Répartition par ministère et organisme						
Affaires culturelles	159 279	14 059	10 532	15 300	199 170	183 307
Affaires internationales	14 839				14 839	13 105
Affaires municipales	544 079	40 777			584 856	595 527
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	435 271	57 647			492 918	436 667
Approvisionnements et services	92				92	433
Communautés culturelles et Immigration	4 406				4 406	4 188
Communications	74 009	716	225	1 934	76 884	71 429
Conseil du trésor	132				132	
Conseil exécutif	5 654				5 654	6 097
Éducation	4 901 442	10 190	101 243	306 462	5 319 337	4 942 743
Énergie et Ressources	65 847	35 535			101 382	129 588
Enseignement supérieur et Science	2 802 838		47 715	244 314	3 094 867	2 791 578
Environnement	8 257	17 539	55 664	280 479	361 939	318 964
Finances	10 220				10 220	19 257
Forêts	2 632	5 540			8 172	17 343
Industrie, Commerce et Technologie	173 238	97 140	6 000	400	276 778	280 590
Justice	116 733				116 733	104 579
Loisir, Chasse et Pêche	52 079	18 467			70 546	69 030
Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle	2 622 591	4 600			2 627 191	2 554 899
Office de planification et de développement du Québec	10 969	9 796			20 765	22 388
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique	396 679				396 679	120 679
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	130 522	1 763			132 285	113 000
Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la charte de la langue française	914				914	835
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	1 171				1 171	1 137
Régie de l'assurance-maladie du Québec	2 431 112	1 578	600	1 643	2 434 933	2 223 267
Revenu	5 616				5 616	10 503
Santé et Services sociaux	8 424 421	2 229	59 653	194 416	8 680 719	7 900 952
Sécurité publique	36 016	1 978			37 994	9 274
Tourisme	47 025	1 579	339	10 826	59 769	56 832
Transports	717 073	24 418	64 472	95 153	901 116	910 648
Travail	15 139				15 139	24 131
	24 210 295	**345 551**	**346 443**	**1 150 927**	**26 053 216**	**23 932 970**

TOTAL: des paiements pour des dépenses en capital et pour le remboursement du principal des emprunts pour des dépenses en capital. **691 994**

(en milliers de dollars)

(1) Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour tenir compte de la composition des ministères et organismes, de leurs programmes et de leurs services aux fins de les rendre conformes à la présentation de 1990-1991. De plus ils ont été redressés à la baisse de 934 471 pour tenir compte de la comptabilisation depuis le 1er avril 1990 des intérêts sur le compte des régimes de retraite aux dépenses de fonctionnement - autres dépenses - service de la dette du Gouvernement. Ainsi les dépenses de transfert à titre de fonctionnement aux établissements de santé et de services sociaux et aux commissions scolaires et institutions d'enseignement ont été diminuées respectivement de 349 850 et de 584 621. Par conséquent la répartition comparative par ministère et organisme a été modifiée à la baisse de 221 923 à l'Éducation, 56 805 à l'Enseignement supérieur et Science, 349 850 à la Santé et Services sociaux et 305 893 aux Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique.

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1991**

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+,(-)
MISSION ÉCONOMIQUE				
Domaine: ressources naturelles et industries primaires				
Secteur: agriculture				
Planification, recherche et enseignement	2-52	39 274		120
Financement agricole	2-52	129 268	9 000	455
Permanents		33 988	1 760	
Aide à la production agricole	2-54	105 347		266
Permanents		60		
Assurances agricoles	2-54	203 508	8 337	4 194
Commercialisation des produits agro-alimentaires	2-54	51 827		70
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	2-56	3 894		20
Gestion du territoire agricole	2-56	40 206	416	282
Gestion interne et soutien	2-56	39 032		1 643
Commission des courses du Québec	2-56	12 572		16
Total du secteur		658 976	19 513	7 066
Secteur: forêts				
Gestion de la forêt	2-140, 2-200	128 074		574
Permanents		2 500		
Amélioration de la forêt	2-140, 2-200	184 522		2 292
Développement de l'industrie forestière	2-140, 2-200	3 648		9
Financement forestier	2-142, 2-202	6 049		8
Permanents		1 082		
Direction	2-142, 2-202	47 319		872
Total du secteur		373 194		3 755
Secteur: mines				
Gestion et développement de l'industrie minérale	2-144	92 875		338
Permanents		150		
Total du secteur		93 025		338

(*) Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation de 1990-1991 et pour tenir compte de la composition des ministères et organismes, de leurs programmes et de leurs services.

(1) Y compris un montant versé à la Société nationale de l'amiante de 50,3 millions de dollars en 1991 (62,4 millions de dollars en 1990).

Autres crédits permanents	Crédits autorisés	VARIATION		Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
		Crédits non utilisés			1991	1990 (*)
		Suspension du droit d'engager	Autres			
+	=	(-)	(-)	(-)	=	
	39 394	374	265	1	38 754	38 010
	138 723		475	1	138 247	127 246
	35 748		3 881		31 867	34 942
	105 613	744	640	2	104 227	98 125
	60		6		54	60
	216 039		540	1	215 498	180 221
	51 897	2 658	1 191	2	48 046	47 575
	3 914	66	75		3 773	3 547
	40 904	77	69	4	40 754	37 651
	40 675	287	933	17	39 438	35 996
	12 588	194	212	1	12 181	13 013
	685 555	4 400	8 287	29	672 839	616 386
	128 648	16 948	3 091	29	108 580	102 042
2 127	4 627				4 627	5 631
	186 814	9 448	6 995	4	170 367	170 282
	3 657	222	247	1	3 187	9 065
	6 057	609	369		5 079	4 577
34	1 116				1 116	1 381
	48 191	723	1 696	13	45 759	41 856
2 161	379 110	27 950	12 398	47	338 715	334 834
	93 213	4 824	942	11	87 436 (1)	104 617
	150		150			1 688
	93 363	4 824	1 092	11	87 436	106 305

CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+,(-)
MISSION ÉCONOMIQUE (suite)				
Domaine: ressources naturelles et industries primaires (suite)				
Secteur: eau				
Aide financière à la construction de réseaux d'aqueduc et d'égouts	2-32	59 494		
Gestion interne et soutien	2-170	38 660		1 142
Gestion des milieux environnementaux	2-170	100 157		2 495
Service de la dette du programme d'assainissement des eaux	2-170	328 402		10 098
Organismes-conseils	2-172	3 330		377
Total du secteur		530 043		14 112
Secteur: énergie				
Régie du gaz naturel	2-142	1 878		37
Études, recherches et interventions concernant l'énergie	2-144	15 354		98
Total du secteur		17 232		135
Secteur: pêches et aquiculture				
Développement des pêches et de l'aquiculture	2-58	23 609	8 360	1 018
Total du secteur		23 609	8 360	1 018
Total du domaine		1 696 079	27 873	26 424

(2) En 1991, une aide accrue a été accordée à la consolidation des opérations régionales, au programme de réduction des rejets industriels et à la restauration des sites contaminés.
(3) L'augmentation est attribuable aux subventions versées dans le cadre du plan de restructuration de l'industrie des pêches maritimes.

Autres crédits permanents	Crédits autorisés	VARIATION		Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
		Crédits non utilisés			1991	1990
		Suspension du droit d'engager	Autres			
+	=	(-)	(-)	(-)	=	
	59 494	14 887	8 832		35 775	34 719
	39 802		666	22	39 114	33 760
	102 652	805	3 112	16	98 719 (2)	81 912
	338 500		2 971		335 529	296 407
	3 707		48	2	3 657	3 145
	544 155	15 692	15 629	40	512 794	449 943
	1 915	66	7		1 842	1 751
	15 452	224	4 468	5	10 755	10 510
	17 367	290	4 475	5	12 597	12 261
	32 987		1 112	2	31 873 (3)	21 843
	32 987		1 112	2	31 873	21 843
2 161	1 752 537	53 156	42 993	134	1 656 254	1 541 572

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1991**

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+,(-)
MISSION ÉCONOMIQUE (suite)				
Domaine: industries secondaires et développement technologique				
Secteur: industries secondaires et développement technologique				
Fonds de développement technologique	2-114	60 012		(13 033)
Science	2-156	19 637		
Soutien technique et professionnel au développement et à la croissance des secteurs manufacturiers, commerciaux et coopératifs	2-206	50 931		334
Soutien financier au développement et à la croissance des secteurs manufacturiers, commerciaux et coopératifs	2-206	225 347	57 367	9 328
Permanents				
Soutien aux sociétés et organismes d'État	2-206	79 199		5
Permanents				
Total du secteur		435 126	57 367	(3 366)
Total du domaine		435 126	57 367	(3 366)
Domaine: services				
Secteur: tourisme				
Promotion et développement de l'industrie touristique	2-382	88 698		4 501
Total du secteur		88 698		4 501
Secteur: marché financier				
L'inspecteur général des institutions financières	2-190	21 399		250
Contrôle, surveillance et développement du commerce des valeurs mobilières	2-190	7 441		395
Permanents		61		
Total du secteur		28 901		645

(4) L'augmentation résulte principalement de l'aide financière de 36,7 millions de dollars à Noranda Inc. pour assainir les émissions d'anhydride sulfureux.

(5) Y compris un montant versé à Sidbec en 1991 de 47,0 millions de dollars (87,0 millions de dollars en 1990), dont 20,0 millions de dollars en 1991 (45,5 millions de dollars en 1990) pour le remboursement du principal des emprunts.

Autres crédits permanents	Crédits autorisés	VARIATION		Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
		Crédits non utilisés			1991	1990
		Suspension du droit d'engager	Autres			
+	=	(-)	(-)	(-)	=	
	46 979	25	46 447		507	303
	19 637	2 855	6		16 776	12 534
	51 265	2 247	1 137	9	47 872	45 284
	292 042	2 907	40 461	35 664	213 010 (4)	178 505
	79 204		1 875		77 329 (5)	377 98 275 19 974
	489 127	8 034	89 926	35 673	355 494	355 252
	489 127	8 034	89 926	35 673	355 494	355 252
	93 199		1 364	836	90 999	84 706
	93 199		1 364	836	90 999	84 706
	21 649	162	266	1	21 220	19 009
	7 836		59	2	7 775	7 052
	61				61	63
	29 546	162	325	3	29 056	26 124

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1991**

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+,(-)
MISSION ÉCONOMIQUE (suite)				
Domaine: services (suite)				
Secteur: communications				
Régie des télécommunications	2-96	1 823		34
Commission d'accès à l'information	2-98	2 673		30
Total du secteur		4 496		64
Total du domaine		122 095		5 210
Domaine: ressources humaines				
Secteur: immigration				
Communautés culturelles et immigration	2-88	53 470	4 968	1 600
Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration	2-88	949		14
Total du secteur		54 419	4 968	1 614
Secteur: relations et conditions de travail				
Relations du travail	2-416	5 475		100
Permanents				
Aide financière à l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération	2-416	1 825		183
Services essentiels et droit d'association	2-416	4 476		119
Permanents		2 945		
Direction et gestion interne	2-418	21 686		443
Total du secteur		36 407		845
Secteur: main-d'oeuvre et emploi				
Emploi étudiant	2-208	5 182	300	(2 414)
Adaptation et formation professionnelle de la main-d'oeuvre	2-254	175 788		3
Permanents			118	
Développement de l'emploi et intégration au marché du travail	2-254	95 349	29 113	(85 325)
Total du secteur		276 319	29 531	(87 736)
Total du domaine		367 145	34 499	(85 277)

(6) L'augmentation est attribuable aux coûts de financement des activités d'intégration et de francisation d'un nombre grandissant d'immigrants et à l'amorce de la régionalisation des services.

(7) L'augmentation provient principalement des modifications apportées aux modalités de versements des subventions pour 14,2 millions de dollars. En 1991, les versements ont été effectués sous forme d'acomptes provisionnels selon les budgets approuvés comme en 1989. En 1990, ils étaient effectués une fois les travaux réalisés. De plus, le programme d'aide aux travailleurs âgés a opéré toute l'année alors qu'en 1990, il était en situation de démarrage.

(8) Dans le cadre de la réforme sur la sécurité du revenu, le programme bon d'emploi a été remplacé par le programme d'aide à l'intégration en emploi (P.A.I.E.). En 1991, les dépenses comprennent un montant de 18,4 millions de dollars versé dans le cadre de P.A.I.E. (0,5 millions de dollars en 1990) et 2,4 millions de dollars pour le programme bon d'emploi (8,8 millions de dollars en 1990).

Autres crédits permanents	Crédits autorisés	VARIATION		Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
		Crédits non utilisés			1991	1990
		Suspension du droit d'engager	Autres			
+	=	(-)	(-)	(-)	=	
	1 857	142	4		1 711	1 895
	2 703	129	77	3	2 494	2 068
	4 560	271	81	3	4 205	3 963
	127 305	433	1 770	842	124 260	114 793
	60 038	1 097	1 204	524	57 213 (6)	45 454
	963			1	962	807
	61 001	1 097	1 204	525	58 175	46 261
	5 575	615	170	2	4 788	4 963
121	121				121	201
	2 008				2 008	1 745
	4 595	538	188	1	3 868	4 266
	2 945		298		2 647	2 212
	22 129	818	961	2	20 348	19 635
121	37 373	1 971	1 617	5	33 780	33 022
	3 068	315	301		2 452	2 564
	175 791	6 830	1 263		167 698 (7)	140 854
	118		118			
	39 137	875	4 250		34 012 (8)	21 467
	218 114	8 020	5 932		204 162	164 885
121	316 488	11 088	8 753	530	296 117	244 168

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1991**

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+,(-)
MISSION ÉCONOMIQUE (suite)				
Domaine: transports				
Secteur: transports terrestres				
Systèmes de transports terrestres	2-390	485 950		4 432
Permanents		400		
Commission des transports du Québec	2-390	10 785		143
Construction du réseau routier	2-390	444 056		13 531
Conservation du réseau routier	2-392	575 624		5 397
Gestion interne et soutien	2-392	64 500		6 798
Total du secteur		1 581 315		30 301
Secteur: transports maritime et aérien				
Transports maritime et aérien	2-394	65 927		4 553
Total du secteur		65 927		4 553
Total du domaine		1 647 242		34 854
TOTAL DE LA MISSION		**4 267 687**	**119 739**	**(22 155)**
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE				
Domaine: éducation				
Secteur: enseignement				
Enseignement privé	2-122	250 553		
Permanents		14 297		
Enseignement primaire et secondaire public	2-124	4 902 493		7 559
Permanents		131 240		
Éducation populaire	2-124	13 147		
Enseignement collégial	2-156	1 146 683		1 185
Permanents		36 659		
Enseignement universitaire	2-156	1 564 696		1 258
Permanents		1 100		
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche	2-158	44 869		12
Régime de retraite des enseignants	2-286			
Permanents		373 147		
Total du secteur		8 478 884		10 014

(9) Les dépenses de 1991 tiennent compte d'une réduction de 180,9 millions de dollars concernant le fonctionnement des équipements désormais à la charge des commissions scolaires depuis le 1er juillet 1990.

(10) Les contributions du gouvernement en 1990 aux régimes de retraite tiennent compte de l'effet de l'amortissement additionnel du passif actuariel non inscrit en 1989 et 1988.

Autres crédits permanents	Crédits autorisés	VARIATION		Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
		Crédits non utilisés			1991	1990
		Suspension du droit d'engager	Autres			
+	=	(-)	(-)	(-)	=	
	490 382	1 175	23 649	6	465 552	488 189
	400		24		376	377
	10 928		655		10 273	9 898
	457 587		22 197	74	435 316	417 056
	581 021	12 265	19 333	49	549 374	562 316
	71 298	1 790	3 813	12	65 683	72 370
	1 611 616	15 230	69 671	141	1 526 574	1 550 206
	70 480		1 652	1	68 827	62 620
	70 480		1 652	1	68 827	62 620
	1 682 096	15 230	71 323	142	1 595 401	1 612 826
2 282	4 367 553	87 941	214 765	37 321	4 027 526	3 868 611
	250 553	912	110		249 531	235 446
	14 297		77		14 220	6 695
	4 910 052	26 009	2 127		4 881 916 (9)	4 610 150
12 825	144 065				144 065 (10)	59 741
	13 147	138	92		12 917	12 446
	1 147 868	3 265	4		1 144 599	1 033 249
1 784	38 443				38 443	16 097
	1 565 954	5 559	2 753		1 557 642	1 450 882
	1 100		102		998	908
	44 881				44 881	41 880
	373 147		16 077		357 070 (10)	98 914
14 609	8 503 507	35 883	21 342		8 446 282	7 566 408

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1991**

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+,(-)
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE (suite)				
Domaine: éducation (suite)				
Secteur: administration et services				
Radio-Québec	2-98	64 322		127
Administration	2-122	104 260		1 095
Conseil supérieur de l'éducation	2-122	2 228		17
Administration	2-154	46 303		589
Permanents				
Consultation	2-154	3 951		33
Aide financière aux étudiants	2-154	305 598		14 914
Transport scolaire	2-392	365 243		1 003
Total du secteur		891 905		17 778
Total du domaine		9 370 789		27 792
Domaine: culture				
Secteur: arts, lettres et biens culturels				
Politique, gestion interne et soutien	2-6	29 752		444
Développement des milieux culturels	2-6	120 623		5 647
Institutions nationales	2-6	20 972		569
Organismes-conseils et sociétés d'État	2-8	80 088		303
Permanents		10 315		
Charte de la langue française	2-292	28 719		(121)
Total du secteur		290 469		6 842
Total du domaine		290 469		6 842
Domaine: loisir et faune				
Secteur: loisir et faune				
Développement du loisir, des sports et du plein air	2-236	60 305		8 688
Permanents				
Coordination en matière de ressources fauniques	2-236	14 333		903
Permanents				
Opérations régionales	2-236	91 141		4 699
Gestion interne et soutien	2-238	54 509		2 353
Permanents				
Régie de la sécurité dans les sports du Québec	2-238	3 029		42
Total du secteur		223 317		16 685
Total du domaine		223 317		16 685
TOTAL DE LA MISSION		**9 884 575**		**51 319**

(11) L'augmentation est principalement attribuable à une hausse des bourses aux étudiants suite à la mise en application des mesures de la réforme du programme des prêts et bourses et de l'augmentation des frais de scolarité.

Autres crédits permanents	Crédits autorisés	VARIATION		Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
		Crédits non utilisés			1991	1990
		Suspension du droit d'engager	Autres			
+	=	(-)	(-)	(-)	=	
	64 449				64 449	62 227
	105 355	1 201	1 571	11	102 572	101 088
	2 245		20		2 225	2 124
	46 892	248	1 064	4	45 576	45 209
						39
	3 984	337	278		3 369	3 495
	320 512		8 151	24 371	287 990 (11)	230 597
	366 246		1 381		364 865	348 518
	909 683	1 786	12 465	24 386	871 046	793 297
14 609	9 413 190	37 669	33 807	24 386	9 317 328	8 359 705
	30 196	115	621	3	29 457	23 791
	126 270	390	570	1	125 309	121 029
	21 541		24		21 517	20 035
	80 391	727	135	5	79 524	69 895
	10 315		1 228		9 087	6 148
	28 598		1 241	6	27 351	24 419
	297 311	1 232	3 819	15	292 245	265 317
	297 311	1 232	3 819	15	292 245	265 317
	68 993	3 000	2 718	4	63 271	62 641
	15 236		59	2	15 175	14 803
60	60				60	65
	95 840		199	14	95 627	88 212
	56 862	851	1 064	5	54 942	52 870
13	13				13	1
	3 071	330	35		2 706	2 648
73	240 075	4 181	4 075	25	231 794	221 240
73	240 075	4 181	4 075	25	231 794	221 240
14 682	**9 950 576**	**43 082**	**41 701**	**24 426**	**9 841 367**	**8 846 262**

CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+,(-)
MISSION SOCIALE				
Domaine: sécurité du revenu				
Secteur: régimes de sécurité du revenu				
Indemnisation des victimes d'actes criminels	2-224			
Permanents		20 044		
Sécurité du revenu	2-252	2 154 903	158 140	93 993
Allocations de maternité	2-252	10 700	7 500	
Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	2-252	11 556		
Aide financière au revenu de travail	2-310	6 300		
Total du secteur		2 203 503	165 640	93 993
Secteur: administration et services				
Gestion et services aux clientèles	2-250	258 915		6 187
Permanents				
Administration déléguée de programmes en sécurité du revenu	2-250	13 653	2 251	405
Direction et gestion de la Commission des affaires sociales	2-250	8 368		236
Total du secteur		280 936	2 251	6 828
Total du domaine		2 484 439	167 891	100 821
Domaine: santé et adaptation sociale				
Secteur: prévention et amélioration				
Services communautaires	2-320	539 690		6 363
Permanents		10 313		
Soutien des organismes bénévoles	2-320	50 388		25
Total du secteur		600 391		6 388

(12) L'augmentation est due principalement à l'accroissement du nombre de victimes.
(13) En 1991, il y a eu 11 versements mensuels alors qu'en 1990, 12 versements ont été effectués; cependant, les dépenses sont demeurées au même niveau puisqu'en 1991 ces dernières tiennent compte de la bonification de l'aide aux personnes inaptes au travail, l'abolition de la discrimination fondée sur l'âge pour les moins de trente ans, l'allocation-logement en vigueur depuis le 1er avril 1990 et le nombre plus élevé de prestataires dû à la récession économique.
(14) L'augmentation est attribuable à la hausse de l'allocation de 240 $ à 360 $ à compter du 26 avril 1990 et à l'augmentation du nombre de prestataires.
(15) Les dépenses de 1991 tiennent compte de l'effet du versement à la fin de mars 1990 de l'aide normalement payable en avril 1990. En 1991, cette aide a été versée en avril.

Autres crédits permanents	Crédits autorisés	VARIATION		Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
		Crédits non utilisés			1991	1990
		Suspensio. du droit d'engager	Autres			
+	=	(-)	(-)	(-)	=	
7 944	27 988				27 988 (12)	19 546
	2 407 036		15 268	4	2 391 764 (13)	2 365 465
	18 200		114		18 086 (14)	10 700
	11 556	350	251		10 955 (15)	13 124
	6 300		765		5 535	10 466
7 944	2 471 080	350	16 398	4	2 454 328	2 419 301
	265 102	5 373	5 203	47	254 479	250 381
15	15				15	10
	16 309		3		16 306	15 190
	8 604		16	1	8 587	7 760
15	290 030	5 373	5 222	48	279 387	273 341
7 959	2 761 110	5 723	21 620	52	2 733 715	2 692 642
	546 053	1 800	2 659		541 594	494 062
4 167	14 480				14 480	6 957
	50 413		129		50 284	44 625
4 167	610 946	1 800	2 788		606 358	545 644

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1991**

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+,(-)
MISSION SOCIALE (suite)				
Domaine: santé et adaptation sociale (suite)				
Secteur: recouvrement de la santé				
Régime d'assurance-maladie	2-303			
Permanents		2 409 416	26 400	
Services des centres hospitaliers de courte durée	2-320	3 895 269	38 616	50 638
Permanents		1 410 336		
Total du secteur		7 715 021	65 016	50 638
Secteur: réadaptation sociale				
Services des centres de services sociaux	2-322	338 237	18 669	3 667
Permanents		4 769		
Services des centres de réadaptation	2-322	758 342		9 579
Permanents		12 155		
Services des centres d'accueil d'hébergement et des centres hospitaliers de soins de longue durée	2-324	1 165 773		20 133
Permanents		33 985		
Office des personnes handicapées du Québec	2-326	53 845		309
Total du secteur		2 367 106	18 669	33 688
Secteur: administration et services				
Office des services de garde à l'enfance	2-274	152 485		(6 808)
Coordination de la recherche	2-324	37 284	200	879
Direction et coordination régionale	2-326	254 517	21 192	34 183
Permanents		2 654		
Total du secteur		446 940	21 392	28 254
Total du domaine		11 129 458	105 077	118 968
Domaine: habitation				
Secteur: habitation				
Société d'habitation du Québec	2-34	214 898		
Permanents		402		
Conciliation entre locataires et propriétaires	2-34	15 974		306
Total du secteur		231 274		306
Total du domaine		231 274		306
TOTAL DE LA MISSION		**13 845 171**	**272 968**	**220 095**

(16) Voir Note (10), page 1-16.

Autres crédits permanents	Crédits autorisés	VARIATION		Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
		Crédits non utilisés			1991	1990
		Suspension du droit d'engager	Autres			
+	=	(-)	(-)	(-)	=	
25 813	2 461 629		26 696		2 434 933	2 223 267
	3 984 523		36 699		3 947 824	3 592 343
36 204	1 446 540		4 823		1 441 717 (16)	1 314 893
62 017	7 892 692		68 218		7 824 474	7 130 503
	360 573		106		360 467	334 200
5 219	9 988				9 988	3 553
	767 921		763		767 158	715 285
8 686	20 841				20 841	10 211
	1 185 906		3 388		1 182 518	1 081 560
	33 985		1 364		32 621	22 680
	54 154		149	5	54 000	46 545
13 905	2 433 368		5 770	5	2 427 593	2 214 034
	145 677	4 390	3 377	1	137 909	118 344
	38 363				38 363	35 233
	309 892		685	53	309 154	284 672
798	3 452		1 091		2 361	889
798	497 384	4 390	5 153	54	487 787	439 138
80 887	11 434 390	6 190	81 929	59	11 346 212	10 329 319
	214 898	9 700			205 198	218 801
	402		220		182	405
	16 280	12	136	1	16 131	14 524
	231 580	9 712	356	1	221 511	233 730
	231 580	9 712	356	1	221 511	233 730
88 846	14 427 080	21 625	103 905	112	14 301 438	13 255 691

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1991**

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+,(-)
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE				
Domaine: institutions politiques				
Secteur: assemblée nationale				
Services aux législateurs	2-80			
Permanents		4 418	8 294	20
Gestion interne et soutien	2-80			
Permanents		33 540		(20)
Services statutaires de soutien aux parlementaires	2-82			
Permanents		31 642		
Le protecteur du citoyen	2-298	4 768		267
Permanents		61		
Le vérificateur général	2-298	14 130		84
Administration du système électoral	2-298			
Permanents		13 940		
Total du secteur		102 499	8 294	351
Secteur: direction du gouvernement				
Bureau du lieutenant-gouverneur	2-112	534		2
Services de soutien auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif	2-112	25 560		1 078
Permanents		1 314		
Promotion des droits des femmes et famille	2-112	4 368		348
Total du secteur		31 776		1 428
Secteur: institutions judiciaires				
Formulation de jugements	2-222	13 659		50
Permanents		32 690		
Soutien administratif à l'activité judiciaire	2-222	88 409		1 115
Permanents				
Protection des droits et libertés de la personne	2-222	11 286		344
Aide aux justiciables	2-222	85 089		3 435
Administration	2-224	105 706		2 026
Permanents		262		
Recherche des causes et des circonstances des décès	2-370	6 758		525
Total du secteur		343 859		7 495

(17) L'augmentation est principalement attribuable aux coûts de la commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec créée le 4 septembre 1990.
(18) La diminution résulte de la dépense non récurrente de l'élection provinciale du 25 septembre 1989 y compris le recensement.

Autres crédits permanents	Crédits autorisés	VARIATION		Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
		Crédits non utilisés			1991	1990
		Suspension du droit d'engager	Autres			
+	=	(-)	(-)	(-)	=	
	12 732		3 724	2	9 006 (17)	3 551
	33 520		45	1	33 474	31 187
	31 642		437	10	31 195	31 731
	5 035		24	4	5 007	4 293
	61				61	61
	14 214		225	2	13 987	13 204
	13 940		957	1	12 982 (18)	58 074
	111 144		5 412	20	105 712	142 101
	536		9		527	480
	26 638	170	619	5	25 844	23 676
	1 314				1 314	1 199
	4 716	277	347		4 092	3 527
	33 204	447	975	5	31 777	28 882
	13 709		13 659		50	7 511
13 123	45 813				45 813	31 668
	89 524		183	2	89 339	81 572
33	33				33	10
	11 630	254	113	4	11 259	10 215
	88 524	50		20	88 454	83 151
	107 732	1 594	2 262	4	103 872	96 876
195	457				457	508
	7 283		37	1	7 245	6 021
13 351	364 705	1 898	16 254	31	346 522	317 532

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1991**

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+,(-)
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)				
Domaine: institutions politiques (suite)				
Secteur: gestion municipale				
Aménagement du territoire municipal	2-30	11 477	4 118	613
Aide et surveillance administratives et financières	2-30	41 567		443
Permanents			1 636	
Évaluation foncière	2-30	302 400		135
Administration générale	2-32	15 850		291
Relations avec les municipalités	2-32	19 411		26
Total du secteur		390 705	5 754	1 508
Total du domaine		868 839	14 048	10 782
Domaine: gestion administrative centrale				
Secteur: administration du personnel				
Commission administrative des régimes				
de retraite et d'assurances	2-282	45 399		316
Permanents		276 753		
Commission de la fonction publique	2-284	2 361		72
Office des ressources humaines	2-284	23 882		427
Contributions du gouvernement à titre d'employeur	2-284	197 230		(18 794)
Permanents		6 500		
Total du secteur		552 125		(17 979)

(19) Voir Note (10), page 1-16.

Autres crédits permanents	Crédits autorisés	VARIATION		Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
		Crédits non utilisés			1991	1990
		Suspension du droit d'engager	Autres			
+	=	(-)	(-)	(-)	=	
	16 208	382	134		15 692	12 295
	42 010	241	258		41 511	42 650
	1 636		997		639	705
	302 535	11 615	748	2	290 170	289 607
	16 141	221	982	1	14 937	14 017
	19 437	891	787		17 759	17 340
	397 967	13 350	3 906	3	380 708	376 614
13 351	907 020	15 695	26 547	59	864 719	865 129
	45 715	500	3 188	3	42 024	40 404
7 079	283 832		6 581		277 251 (19)	116 825
	2 433		92		2 341	2 182
	24 309	557	482	3	23 267	23 409
	178 436		30		178 406	157 915
118	6 618				6 618	6 215
7 197	541 343	1 057	10 373	6	529 907	346 950

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1991**

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+,(-)
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)				
Domaine: gestion administrative centrale (suite)				
Secteur: administration financière				
Gestion budgétaire et politiques administratives	2-106	22 721		354
Études des politiques économiques et fiscales	2-188	4 977		66
Politiques et opérations financières	2-188	95 637	1 504	69
Permanents		4 324 875	21 400	
Comptabilité gouvernementale	2-188	27 970		(88)
Fonds de suppléance	2-190	338 727	30 900	(294 470)
Gestion interne et soutien	2-190	14 850		328
Administration fiscale	2-310	267 820		24 347
Permanents		45 200	38 281	
Provision pour créances douteuses				
Permanents		110 900		
Provision pour perte sur placements en actions				
Total du secteur		5 253 677	92 085	(269 394)
Secteur: services de soutien				
Approvisionnements et services	2-74	51 035		389
Exécution des obligations des ministères et organismes envers la Société immobilière du Québec	2-74	5 000		(3 354)
Coordination et gestion interne	2-96	23 320		1 037
Médias et information	2-96	21 073		529
Technologie de l'information	2-96	5 279		331
Services juridiques du gouvernement	2-224	20 641		1 958
Affaires législatives	2-224	6 377		49
Transport aérien gouvernemental	2-394	10 176	1 918	53
Total du secteur		142 901	1 918	992

(20) L'augmentation des dépenses en 1991 proviennent principalement des intérêts versés aux transporteurs aériens internationaux, suite à une révision des cotisations à la baisse rétroactivement à plusieurs années. De plus, les taux d'intérêts pour les remboursements de revenus au cours de 1991 ont été en moyenne de 2,5% plus élevés qu'en 1990.

(*) Ne réfère pas à un crédit voté ou permanent.

Autres crédits permanents	Crédits autorisés	VARIATION		Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
		Crédits non utilisés			1991	1990
		Suspension du droit d'engager	Autres			
+	=	(-)	(-)	(-)	=	
	23 075	922	467	1	21 685	20 315
	5 043	96	46	1	4 900	4 457
	97 210	238	7 380	2	89 590	91 470
39 526	4 385 801		8 108	2	4 377 691	3 978 207
	27 882	443	397	4	27 038	26 931
	75 157		75 157			
	15 178	70	584		14 524	14 773
	292 167	116	8 278	14 229	269 544	256 097
7 475	90 956		5 300	3 762	81 894 (20)	58 505
16 704	127 604				127 604	105 085
					(24 030) (*)	(96 874)
63 705	5 140 073	1 885	105 717	18 001	4 990 440	4 458 966
	51 424	1 421	1 547	2	48 454	49 775
			178		1 468	2 736
	1 646		155	5	22 735	20 123
	24 357	1 462	31	2	21 529	23 658
	21 602	40	1	2	5 379	6 015
	5 610	228	31	9	22 559	18 663
	22 599		211	1	5 905	5 540
	6 426	309	579		11 568	11 591
	12 147					
	145 811	3 460	2 733	21	139 597	138 101

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1991**

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+,(-)
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)				
Domaine: gestion administrative centrale (suite)				
Secteur: statistiques, planification et coordination				
Aide financière à la Société d'aménagement de l'Outaouais et à la Société des établissements de plein air du Québec	2-32	3 279		
Statistiques, prévisions socio-économiques et recherches d'ensemble	2-192	7 985		68
Administration et concertation	2-266	18 888		306
Développement régional	2-266	33 039		(16 169)
Soutien régional à l'entreprise	2-266	17 884		
Total du secteur		81 075		(15 795)
Total du domaine		6 029 778	94 003	(302 176)
Domaine: relations intergouvernementales				
Secteur: relations intergouvernementales				
Promotion et développement des affaires internationales	2-22	106 484		568
Permanents		100		
Affaires intergouvernementales canadiennes	2-114	12 118		343
Total du secteur		118 702		911
Total du domaine		118 702		911
Domaine: protection de la personne et de la propriété				
Secteur: gestion juridique du cadre socio-économique				
Connaissance géographique du territoire	2-142	13 852		80
Gestion des terres publiques	2-142	10 007		65
Organisation et réglementation des professions	2-158	3 235		134
Enregistrement officiel	2-226	18 927		289
Protection du consommateur	2-226	14 873		226
Permanents				
Conseil du statut de la femme	2-274	4 262		50
Contrôle des jeux de hasard et des courses	2-312	3 076		51
Permanents		3		
Contrôle des permis d'alcool	2-370	5 019		121
Qualification professionnelle des entrepreneurs en construction	2-418	7 095		126
Total du secteur		80 349		1 142

Autres crédits permanents	Crédits autorisés	VARIATION		Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
		Crédits non utilisés			1991	1990
		Suspension du droit d'engager	Autres			
+	=	(-)	(-)	(-)	=	
	3 279				3 279	3 518
	8 053	177	133		7 743	7 348
	19 194	1 018	508	1	17 667	17 234
	16 870	2 374	450		14 046	8 610
	17 884	1 066	10 116	4 243	2 459	8 978
	65 280	4 635	11 207	4 244	45 194	45 688
70 902	5 892 507	11 037	130 030	22 272	5 705 138	4 989 705
	107 052	3 130	2 160	882	100 880	84 799
308	408			1	407	82
	12 461	152	945	15	11 349	11 133
308	119 921	3 282	3 105	898	112 636	96 014
308	119 921	3 282	3 105	898	112 636	96 014
	13 932	285		3	13 644	11 474
	10 072	121	142	2	9 807	7 851
	3 369		18	2	3 349	3 111
	19 216	201	126	3	18 886	17 549
	15 099		218	4	14 877	13 320
						203
	4 312		413		3 899	3 724
	3 127	102	93		2 932	2 858
2	5				5	2
	5 140	125	34	2	4 979	4 754
	7 221	286	180		6 755	6 105
2	81 493	1 120	1 224	16	79 133	70 951

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1991**

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+,(-)
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)				
Domaine: protection de la personne et de la propriété (suite)				
Secteur: contentieux				
Affaires criminelles et pénales	2-226	27 007		1 394
Permanents		1 701		
Total du secteur		28 708		1 394
Secteur: sécurité publique				
Sécurité et prévention	2-370	34 131	943	2 520
Permanents		1 777		
Normalisation et surveillance de l'exercice des fonctions de police	2-372	4 337		(114)
Sûreté du Québec	2-372	449 884	76 500	31 198
Administration	2-372	64 741		1 567
Sécurité civile	2-372	7 257	4 532	79
Permanents		2 234	26 056	
Sécurité dans les bâtiments et dans les lieux publics	2-418	19 995		219
Aide financière à la Commission de la santé et de la sécurité du travail	2-418	13 037		
Total du secteur		597 393	108 031	35 469
Secteur: institutions pénales				
Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants	2-370	157 350		3 219
Total du secteur		157 350		3 219
Total du domaine		863 800	108 031	41 224
TOTAL DE LA MISSION		**7 881 119**	**216 082**	**(249 259)**
TOTAL DES MISSIONS		**35 878 552**	**608 789**	
Votés		26 478 624	484 844	
Permanents		9 399 928	123 945	

(21) L'augmentation est principalement due au conflit amérindien survenu au cours de l'été 1990.
(22) L'augmentation est attribuable principalement aux indemnités versées pour dommages aux victimes de la crise amérindienne au cours de l'été 1990.
(23) Non inclus dans les prévisions budgétaires.

Autres crédits permanents	Crédits autorisés	VARIATION		Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
		Crédits non utilisés			1991	1990
		Suspension du droit d'engager	Autres			
+	=	(-)	(-)	(-)	=	
	28 401		66	5	28 330	25 452
	1 701		420		1 281	1 371
	30 102		486	5	29 611	26 823
	37 594	63	26	5	37 500	31 658
178	1 955				1 955	1 773
	4 223	1	29	2	4 191	4 296
	557 582		4 586	453	552 543 (21)	428 328
	66 308	2 280	1 885	3	62 140	53 654
	11 868	611	1 102	4	10 151	6 617
1 344	29 634			1	29 633 (22)	5 864
	20 214	1 863	818	3	17 530	17 418
	13 037				13 037	22 311
1 522	742 415	4 818	8 446	471	728 680	571 919
	160 569	978	1 022	19	158 550	142 248
	160 569	978	1 022	19	158 550	142 248
1 524	1 014 579	6 916	11 178	511	995 974	811 941
86 085	**7 934 027**	**36 930**	**170 860**	**23 740**	**7 678 467**	**6 762 789**
191 895 (23)	**36 679 236**	**189 578**	**531 231**	**85 599**	**35 848 798**	**32 733 353**
	26 963 468	189 578	448 507	81 819	26 243 564	24 539 476
191 895	9 715 768		82 724	3 780	9 629 264	8 290 751

LISTE ET DÉFINITIONS DES CATÉGORIES ET SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES

DÉFINITIONS ÉTABLIES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ET ÉNONCÉES DANS LE LIVRE DES CRÉDITS 1990-1991 AUX PAGES VI et VII

LISTE DES CATÉGORIES DE DÉPENSES

Titre complet	Titre abrégé
1 - Traitements, salaires et allocations	Traitements
2 - Autres rémunérations	Autres rémunérations
3 - Services de transport et de communication	Communications
4 - Services professionnels, administratifs et autres	Services
5 - Entretien et réparations	Entretien
6 - Loyers	Loyers
7 - Fournitures et approvisionnements	Fournitures
8 - Matériel et équipement	Équipement
9 - Terrains, immeubles et travaux de génie (immobilisations)	Immobilisations
10 - Dépenses de transfert	Transfert
11 - Autres dépenses	Autres dépenses
12 - Service de la dette	Service de la dette

DÉFINITIONS DES CATÉGORIES DE DÉPENSES

1 - Traitements, salaires et allocations
Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le Gouvernement à l'effectif régulier autorisé du secteur public. Elle comprend en plus le traitement et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux ministres, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du Gouvernement à titre d'employeur.

2 - Autres rémunérations
Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le Gouvernement aux employés occasionnels ainsi qu'aux étudiants, aux saisonniers et aux surnuméraires du secteur public. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du Gouvernement à titre d'employeur.

3 - Services de transport et de communication
Cette catégorie comprend les frais de déplacement des individus, les frais de poste et de messagerie, les dépenses de communication, de publicité et d'information.

4 - Services professionnels, administratifs et autres
Cette catégorie regroupe les achats de services suivants: a) services professionnels et administratifs; b) honoraires et dépenses des membres de jurys, comités et commissions; c) assurances et indemnités; d) taxes et services gouvernementaux; e) services divers.

5 - Entretien et réparations
Cette catégorie comprend l'entretien ou la réparation du matériel, de l'équipement et des biens immobiliers effectués en vertu d'un contrat; elle inclut également certains travaux sur les territoires forestiers ou agricoles qui s'apparentent à de l'entretien.

6 - Loyers
Cette catégorie comprend les loyers d'immeubles ainsi que la location de matériel ou d'équipement.

7 - Fournitures et approvisionnements
Cette catégorie regroupe les achats de biens de consommation courante.

8 - Matériel et équipement
Cette catégorie regroupe les achats de biens meubles durables.

9 - Terrains, immeubles et travaux de génie (immobilisations)
Cette catégorie comprend l'achat et la modification de biens immobiliers existants ainsi que les contrats passés pour l'acquisition de nouveaux biens immobiliers. Cependant, toute modification d'un bien immobilier existant, inférieure à 25 000 $, est exclue.

10 - Dépenses de transfert
Cette catégorie regroupe les paiements effectués à des personnes, corporations ou institutions et qui ne constituent ni des paiements pour services au Gouvernement, ni des achats.

11 - Autres dépenses
Cette catégorie est prévue pour les dépenses qui ne peuvent pas être incluses dans les autres catégories.

12 - Service de la dette
Cette catégorie comprend les intérêts et autres frais occasionnés par les emprunts du Gouvernement et les intérêts sur le compte des régimes de retraite.

LISTE DES SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES

Titre

Fonctionnement - Personnel
Fonctionnement - Autres dépenses
Capital - Personnel
Capital - Autres dépenses
Dépenses de transfert

DÉFINITIONS DES SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES

Fonctionnement - Personnel
Cette super-catégorie comprend les catégories 1 "Traitements, salaires et allocations" et 2 "Autres rémunérations" .

Fonctionnement - Autres dépenses
Cette super-catégorie comprend les catégories 3 " Services de transport et de communication" , 4 " Services professionnels, administratifs et autres", 5 "Entretien et réparations", 6 "Loyers", 7 " Fournitures et approvisionnements", 8 "Matériel et équipement: les achats dont le coût unitaire est inférieur à 1 000 $ ", 11 "Autres dépenses" et 12 "Service de la dette". À l'exception de la catégorie 12 "Service de la dette", elle représente des dépenses courantes en biens et services du Gouvernement.

Capital - Personnel
Cette super-catégorie comprend les catégories 1 " Traitements, salaires et allocations" et 2 "Autres rémunérations".

Capital - Autres dépenses
Cette super-catégorie comprend principalement les catégories 8 "Matériel et équipement: les achats dont le coût unitaire est supérieur à 1 000 $" et 9 "Terrains, immeubles et travaux de génie (immobilisations)". Elle inclut également les catégories 3 "Services de transport et de communication", 4 "Services professionnels, administratifs et autres", 6 "Loyers", 7 "Fournitures et approvisionnements" et 11 "Autres dépenses" pour les travaux de construction ou de rénovation exécutés en régie.

Dépenses de transfert
Cette super-catégorie correspond à la seule catégorie 10 en raison de l'importance des montants en jeu.

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

Ce compte regroupe les paiements à effectuer en vue d'acquérir certains éléments de l'actif. On y retrouve les apports de capitaux et avances aux entreprises d'État, les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds renouvelables ou de fonds locaux ainsi que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes sans but lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

Super-catégories / Ministères		Fonctionnement et Capital					
		- Personnel			- Autres dépenses		
		Traitements	Autres rémunérations	Total - Personnel	Communications	Services	Entretien
1 Affaires culturelles	F	32 636	5 637	38 273	3 240	4 416	548
	C						
2 Affaires internationales	F	33 587	16 444	50 031	13 466	4 120	2 860
	C						
3 Affaires municipales	F	32 435	2 914	35 349	3 308	7 495	194
	C						
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	F	120 253	18 253	138 506	14 785	18 068	1 994
	C					226	
5 Approvisionnements et Services	F	15 289	1 368	16 657	21 685	2 688	518
	C						
6 Assemblée nationale	F	38 605	7 394	45 999	9 040	3 876	2 660
	C						
7 Communautés culturelles et Immigration	F	22 408	13 009	35 417	2 054	4 869	299
	C						
8 Communications	F	20 924	2 299	23 223	3 608	4 889	661
	C						
9 Conseil du trésor	F	13 482	1 300	14 782	807	1 250	280
	C						
10 Conseil exécutif	F	21 086	3 778	24 864	3 923	1 886	547
	C						
11 Éducation	F	49 667	4 143	53 810	6 616	6 243	1 115
	C						
12 Énergie et Ressources	F	83 898	55 150	139 048	15 112	118 626	3 971
	C		147	147	8	70	
13 Enseignement supérieur et Science	F	26 417	5 551	31 968	2 958	4 826	359
	C						
14 Environnement	F	53 174	15 390	68 564	7 706	17 351	1 010
	C				19	52	
15 Finances	F	60 690	3 570	64 260	3 756	12 851	703
	C						
16 Forêts	F	8 972	3 978	12 950	2 320	7 332	630
	C		3	3	2	26	
17 Industrie, Commerce et Technologie	F	35 941	6 395	42 336	6 233	2 939	1 023
	C						
18 Justice	F	196 861	23 177	220 038	13 455	23 099	3 360
	C						
19 Loisir, Chasse et Pêche	F	76 922	23 378	100 300	12 278	9 635	3 606
	C		247	247	42	930	
20 Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle	F	122 612	29 573	152 185	15 512	68 178	2 978
	C						
21 Office de planification et de développement du Québec	F	6 482	2 865	9 347	1 013	707	25
	C						
22 Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	F	5 489	1 215	6 704	983	495	32
	C						
23 Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique	F	440 075	34 989	475 064	1 880	6 530	211
	C						
24 Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française	F	16 142	1 534	17 676	1 674	2 271	189
	C						

	Fonctionnement et Capital							Transfert	
	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Autres Dépenses	Total - Autres dépenses	Total - Personnel et - Autres dépenses		Total
1 F	16 196	1 662	369		77	26 508	64 781	199 170	263 951
C			943			943	943		943
2 F	10 247	2 462	452		419	34 026	84 057	14 839	98 896
C		2	2 255	101	33	2 391	2 391		2 391
3 F	7 266	765	312		23	19 363	54 712	584 856	639 568
C			1 078	627		1 705	1 705		1 705
4 F	20 983	7 512	1 290		1 237	65 869	204 375	492 918	697 293
C		5	3 949	3 239		7 419	7 419		7 419
5 F	6 289	908	379		7	32 474	49 131	92	49 223
C			699			699	699		699
6 F	4 011	3 384	819		19	23 809	69 808		69 808
C			1 211	2 640	16	3 867	3 867		3 867
7 F	8 397	884	914		4	17 421	52 838	4 406	57 244
C			931			931	931		931
8 F	6 847	1 208	304		26	17 543	40 766	76 884	117 650
C			647			647	647		647
9 F	3 233	423	364		1	6 358	21 140	132	21 272
C			413			413	413		413
10 F	5 109	961	206		8	12 640	37 504	5 654	43 158
C			475			475	475		475
11 F	16 275	1 759	854		91	32 953	86 763	5 319 337	5 406 100
C			1 346			1 346	1 346		1 346
12 F	19 261	14 785	2 889		87	174 731	313 779	101 382	415 161
C	6	144	7 991	473	24	8 716	8 863		8 863
13 F	6 278	1 045	280		356	16 102	48 070	3 094 867	3 142 937
C			686			686	686		686
14 F	9 410	4 884	1 530		64	41 955	110 519	361 939	472 458
C		22	4 351	90	27	4 561	4 561		4 561
15 F	9 369	2 066	636		4 445 539 (*)	4 474 920	4 539 180	10 220	4 549 400
C			1 142			1 142	1 142		1 142
16 F	1 508	2 473	1 048		19	15 330	28 280	8 172	36 452
C		2	1 330	360		1 720	1 723		1 723
17 F	6 038	1 638	313		2 213	20 397	62 733	276 778	339 511
C			1 152			1 152	1 152		1 152
18 F	72 312	4 974	2 211		318	119 729	339 767	116 733	456 500
C			2 603			2 603	2 603		2 603
19 F	11 025	10 885	1 602		127	49 158	149 458	70 546	220 004
C	466	953	4 566	4 522	64	11 543	11 790		11 790
20 F	25 049	3 927	693		3 529	119 866	272 051	2 627 191	2 899 242
C			2 660			2 660	2 660		2 660
21 F	1 812	215	129		2	3 903	13 250	20 765	34 015
C			157			157	157		157
22 F	1 008	172	69		1	2 760	9 464	132 285	141 749
C			59			59	59		59
23 F	4 290	1 132	320		182	14 545	489 609	396 679	886 288
C			689			689	689		689
24 F	3 517	460	184		4	8 299	25 975	914	26 889
C			462			462	462		462

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Super-catégories (suite) Ministères (suite)		Fonctionnement et Capital					
			- Personnel			- Autres dépenses		
			Traitements	Autres rémunérations	Total - Personnel	Communications	Services	Entretien
25	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	F	18 829	1 911	20 740	1 679	2 203	344
		C						
26	Régie de l'assurance-maladie du Québec	F						
		C						
27	Revenu	F	148 645	38 167	186 812	22 527	16 659	2 913
		C						
28	Santé et Services sociaux	F	52 789	5 521	58 310	10 170	10 766	243
		C						
29	Sécurité publique	F	574 850	30 693	605 543	38 400	33 028	9 539
		C						
30	Tourisme	F	8 924	4 348	13 272	10 430	2 168	343
		C						
31	Transports	F	187 861	45 513	233 374	16 141	23 999	99 936
		C	66 162	22 105	88 267	7 918	38 459	
32	Travail	F	38 558	2 313	40 871	3 885	2 662	182
		C						
33	Provision pour créances douteuses	F						
		C						
34	Provision pour perte sur placements en actions	F						
		C						
		F	2 564 503	411 770	2 976 273	270 644	426 125	143 273
		C	66 162	22 502	88 664	7 989	39 763	
			2 630 665	**434 272**	**3 064 937**	**278 633**	**465 888**	**143 273**

F - Super-catégorie: Fonctionnement
C - Super-catégorie: Capital

(*) Inclut, au ministère des Finances, 4 445 480 829 $ pour le service de la dette, dont 1 410 533 469 $ pour l'intérêt sur le compte des régimes de retraite.

		Fonctionnement et Capital							Transfert	Total
		Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Autres Dépenses	Total - Autres dépenses	Total - Personnel et - Autres dépenses		
25	F	1 862	494	214		2 937	9 733	30 473	1 171	31 644
	C			393			393	393		393
26	F								2 434 933	2 434 933
	C									
27	F	35 309	9 288	1 032		75 241	162 969	349 781	5 616	355 397
	C			4 513			4 513	4 513		4 513
28	F	8 643	3 090	592		19	33 523	91 833	8 680 719	8 772 552
	C			818			818	818		818
29	F	88 301	29 954	3 063		3 296	205 581	811 124	37 994	849 118
	C		13	19 756			19 769	19 769		19 769
30	F	3 728	870	135		44	17 718	30 990	59 769	90 759
	C			240			240	240		240
31	F	64 693	112 750	2 078		3 382	322 979	556 353	901 116	1 457 469
	C	5 690	18 575	23 394	329 373	2 689	426 098	514 365		514 365
32	F	7 164	773	142		2	14 810	55 681	15 139	70 820
	C			282			282	282		282
33	F					127 604	127 604	127 604		127 604
	C									
34	F					(24 030)	(24 030)	(24 030)		(24 030)
	C									
		485 430	227 803	25 423		4 642 848	6 221 546	9 197 819	26 053 216	35 251 035
		6 162	19 716	91 191	341 425	2 853	509 099	597 763		597 763
		491 592	247 519	116 614	341 425	4 645 701	6 730 645	9 795 582	26 053 216	35 848 798

SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DÉPENSES PAR MINISTÈRE, ORGANISME* ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

Ministères	Crédits autorisés	Dépenses totales	Traitements	Autres rémunérations
AFFAIRES CULTURELLES				
Ministère	265 510	261 867	30 661	5 525
Commission des biens culturels du Québec	396	392	233	33
Régie du cinéma	2 807	2 635	1 742	79
	268 713	264 894	32 636	5 637
AFFAIRES INTERNATIONALES	107 460	101 287	33 587	16 444
AFFAIRES MUNICIPALES				
Ministère	667 263	616 919	16 485	1 720
Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec	5 772	5 374	3 613	240
Commission municipale du Québec	3 005	2 849	2 029	29
Régie du logement	16 280	16 131	10 308	925
	692 320	641 273	32 435	2 914
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION				
Ministère	301 880	293 609	92 149	12 285
Commission de protection du territoire agricole du Québec	8 578	8 481	4 842	1 187
Commission des courses du Québec	12 588	12 181	1 220	309
Office du crédit agricole du Québec - Financement agricole	174 471	170 114	13 080	1 807
Régie des assurances agricoles du Québec	216 039	215 498	5 374	2 452
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	3 914	3 773	2 730	181
Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole	1 072	1 056	858	32
	718 542	704 712	120 253	18 253
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	53 070	49 922	15 289	1 368
ASSEMBLÉE NATIONALE	77 894	73 675	38 605	7 394
COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION				
Ministère	60 038	57 213	21 883	12 864
Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration	963	962	525	145
	61 001	58 175	22 408	13 009

* Organismes dont le fonctionnement est pourvu par des allocations du Parlement sur le Fonds consolidé du revenu.

Communications	Services	Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Transfert	Autres dépenses
3 051	4 114	516	16 181	1 361	1 212		199 170	76
27	81	1	4	9	4			
162	221	31	11	292	96			1
3 240	4 416	548	16 196	1 662	1 312		199 170	77
13 466	4 120	2 860	10 247	2 464	2 707	101	14 839	452
1 761	6 967	139	3 182	407	769	627	584 856	6
324	37	8	977	98	77			
222	142	8	356	24	39			
1 001	349	39	2 751	236	505			17
3 308	7 495	194	7 266	765	1 390	627	584 856	23
11 184	7 696	1 621	16 269	6 421	4 129	3 239	137 540	1 076
631	371	23	999	300	128			
326	1 303	10	396	82	128		8 407	
1 090	1 154	46	1 711	268	330		150 498	130
1 143	7 691	285	1 203	376	471		196 473	30
334	40	8	397	55	27			1
77	39	1	8	15	26			
14 785	18 294	1 994	20 983	7 517	5 239	3 239	492 918	1 237
21 685	2 688	518	6 289	908	1 078		92	7
9 040	3 876	2 660	4 011	3 384	2 030	2 640		35
2 023	4 828	297	8 205	865	1 838		4 406	4
31	41	2	192	19	7			
2 054	4 869	299	8 397	884	1 845		4 406	4

SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DÉPENSES PAR MINISTÈRE, ORGANISME ET CATÉGORIE (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

Ministères (suite)	Crédits autorisés	Dépenses totales	Traitements	Autres rémunérations
COMMUNICATIONS				
Ministère	116 018	114 092	18 204	1 955
Commission d'accès à l'information	2 703	2 494	1 389	310
Régie des télécommunications	1 857	1 711	1 331	34
	120 578	118 297	20 924	2 299
CONSEIL DU TRÉSOR	23 075	21 685	13 482	1 300
CONSEIL EXÉCUTIF				
Ministère	92 027	43 076	20 731	3 746
Conseil de la famille	617	557	355	32
	92 644	43 633	21 086	3 778
ÉDUCATION				
Ministère	5 437 469	5 405 221	48 341	4 020
Conseil supérieur de l'éducation	2 245	2 225	1 326	123
	5 439 714	5 407 446	49 667	4 143
ÉNERGIE ET RESSOURCES				
Ministère	429 246	417 331	81 605	55 163
Office du crédit agricole du Québec				
- Financement forestier	4 851	4 851	940	80
Régie du gaz naturel	1 915	1 842	1 353	54
	436 012	424 024	83 898	55 297
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE				
Ministère	3 185 287	3 136 905	22 504	4 967
Conseil de la science et de la technologie	1 295	979	603	150
Conseil des collèges	1 411	1 371	828	191
Conseil des universités	1 278	1 019	690	72
Office des professions du Québec	3 369	3 349	1 792	171
	3 192 640	3 143 623	26 417	5 551
ENVIRONNEMENT				
Ministère	480 954	473 362	51 705	14 979
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	3 112	3 063	1 073	346
Conseil de la conservation et de l'environnement	595	594	396	65
	484 661	477 019	53 174	15 390

Communications	Services	Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Transfert	Autres dépenses
3 324	4 690	651	6 356	1 145	857		76 884	26
227	146	8	322	45	47			
57	53	2	169	18	47			
3 608	4 889	661	6 847	1 208	951		76 884	26
807	1 250	280	3 253	423	777		132	1
3 865	1 853	546	5 060	941	672		5 654	8
58	33	1	49	20	9			
3 923	1 886	547	5 109	961	681		5 654	8
6 437	5 754	1 109	16 270	1 705	2 157		5 319 337	91
179	489	6	5	54	43			
6 616	6 243	1 115	16 275	1 759	2 200		5 319 337	91
14 994	118 651	3 967	18 949	14 911	10 831	473	97 676	111
43	24		20	6	32		3 706	
83	21	4	298	12	17			
15 120	118 696	3 971	19 267	14 929	10 880	473	101 382	111
2 572	3 617	343	5 938	894	849		3 094 867	354
53	103		3	45	22			
109	168	7	8	31	29			1
62	132	2	3	31	26			1
162	806	7	326	44	40			
2 958	4 826	359	6 278	1 045	966		3 094 867	356
7 304	16 265	1 001	9 370	4 798	5 822	90	361 939	89
374	1 091	9	39	85	44			2
47	47		1	23	15			
7 725	17 403	1 010	9 410	4 906	5 881	90	361 939	91

SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DÉPENSES PAR MINISTÈRE, ORGANISME ET CATÉGORIE (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

Ministères (suite)	Crédits autorisés	Dépenses totales	Traitements	Autres rémunérations
FINANCES				
Ministère	4 614 324	4 521 486	41 328	1 803
Commission des valeurs mobilières du Québec	7 897	7 836	4 805	707
L'inspecteur général des institutions financières	21 317	20 928	14 335	1 056
Régie de l'assurance-dépôts du Québec	332	292	222	4
	4 643 870	4 550 542	60 690	3 570
FORÊTS				
Ministère	75 510	36 831	8 779	3 973
Office du crédit agricole du Québec - Financement forestier	2 322	1 344	193	8
	77 832	38 175	8 972	3 981
INDUSTRIE, COMMERCE ET TECHNOLOGIE				
Ministère	213 620	181 854	29 289	5 273
Société de développement industriel du Québec	201 655	148 508	6 234	1 064
Société du parc industriel du centre du Québec	10 304	10 301	418	58
	425 579	340 663	35 941	6 395
JUSTICE				
Ministère	452 843	433 667	180 997	21 406
Commission de protection des droits de la jeunesse	3 491	3 466	2 084	291
Commission des droits de la personne	8 139	7 793	5 141	805
Office de la protection du consommateur	14 379	14 177	8 639	675
	478 852	459 103	196 861	23 177
LOISIR, CHASSE ET PÊCHE				
Ministère	237 004	229 088	75 365	23 474
Régie de la sécurité dans les sports du Québec	3 071	2 706	1 557	151
	240 075	231 794	76 922	23 625
MAIN-D'ŒUVRE, SÉCURITÉ DU REVENU ET FORMATION PROFESSIONNELLE				
Ministère	2 933 264	2 893 315	118 769	28 991
Commission des affaires sociales	8 604	8 587	3 843	582
	2 941 868	2 901 902	122 612	29 573

(1) Incluant un montant de 4 445 480 829 $ pour le service de la dette.

Communications	Services	Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Transfert	Autres dépenses
2 408	11 332	472	5 987	1 349	1 230		10 046	4 445 531 (1)
393	366	40	1 119	124	105		174	3
921	1 152	191	2 239	589	440			5
34	1		24	4	3			
3 756	12 851	703	9 369	2 066	1 778		10 220	4 445 539
2 314	7 354	629	1 507	2 474	2 376	360	7 046	19
8	4	1	1	1	2		1 126	
2 322	7 358	630	1 508	2 475	2 378	360	8 172	19
5 419	2 421	639	4 748	1 209	1 100	(2 182)	131 726	2 212
784	437	162	1 284	99	343		138 100	1
30	81	222	6	330	22	2 182	6 952	
6 233	2 939	1 023	6 038	1 638	1 465		276 778	2 213
12 469	21 135	3 098	69 228	4 642	4 403		115 977	312
130	110	187	594	45	25			
182	426	28	1 052	69	84			6
674	1 428	47	1 438	218	302		756	
13 455	23 099	3 360	72 312	4 974	4 814		116 733	318
11 969	10 309	3 603	11 208	11 767	6 134	4 522	70 546	191
351	256	3	283	71	34			
12 320	10 565	3 606	11 491	11 838	6 168	4 522	70 546	191
15 103	67 842	2 956	24 223	3 842	3 218		2 624 843	3 528
409	336	22	826	85	135		2 348	1
15 512	68 178	2 978	25 049	3 927	3 353		2 627 191	3 529

SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DÉPENSES PAR MINISTÈRE, ORGANISME ET CATÉGORIE (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

Ministères (suite)	Crédits autorisés	Dépenses totales	Traitements	Autres rémunérations
OFFICE DE PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC	53 948	34 172	6 482	2 865
ORGANISMES RELEVANT DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE				
Conseil du statut de la femme	4 312	3 899	2 499	222
Office des services de garde à l'enfance	145 677	137 909	2 990	993
	149 989	141 808	5 489	1 215
ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE DÉLÉGUÉ À L'ADMINISTRATION ET À LA FONCTION PUBLIQUE				
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	702 694	676 345	270 842	1 819
Commission de la fonction publique	2 433	2 341	1 912	2
Office des ressources humaines	209 363	208 291	167 321	33 168
	914 490	886 977	440 075	34 989
ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE				
Coordination des organismes de la Charte	2 528	1 801	414	145
Commission d'appel de francisation des entreprises	8	3		
Commission de protection de la langue française	2 108	2 052	1 551	61
Commission de toponymie	1 781	1 780	1 187	67
Conseil de la langue française	2 643	2 488	1 502	67
Office de la langue française	19 530	19 227	11 488	1 194
	28 598	27 351	16 142	1 534
PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE				
Directeur général des élections - Commission de la représentation électorale	13 940	12 982	5 913	359
Le protecteur du citoyen	5 096	5 068	2 671	999
Le vérificateur général	14 214	13 987	10 245	553
	33 250	32 037	18 829	1 911
RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC	2 461 629	2 434 933		
REVENU				
Ministère	389 423	356 973	146 771	37 896
Régie des loteries du Québec	3 132	2 937	1 874	271
	392 555	359 910	148 645	38 167

Communications	Services	Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Transfert	Autres dépenses
1 013	707	25	1 812	215	286		20 765	2
475	145	14	407	78	59			
508	350	18	601	94	69		132 285	1
983	495	32	1 008	172	128		132 285	1
906	3 444	77	1 368	429	608		396 676	176
79	44	3	247	20	33			1
895	3 042	131	2 675	683	368		3	5
1 880	6 530	211	4 290	1 132	1 009		396 679	182
123	660	6	251	11	139		52	
	3							
87	30	2	274	22	25			
66	180	16	215	33	16			
136	424	12	201	52	62		32	
1 262	974	153	2 576	342	404		830	4
1 674	2 271	189	3 517	460	646		914	4
671	646	256	562	297	184		1 171	2 923
432	193	18	621	63	69			2
576	1 364	70	679	134	354			12
1 679	2 203	344	1 862	494	607		1 171	2 937
							2 434 933	
22 480	16 614	2 879	34 764	9 244	5 494		5 616	75 235
47	45	34	565	44	51			6
22 527	16 659	2 913	35 309	9 288	5 545		5 616	75 241

SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DÉPENSES PAR MINISTÈRE, ORGANISME ET CATÉGORIE (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

Ministères (suite)	Crédits autorisés	Dépenses totales	Traitements	Autres rémunérations
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX				
Ministère	8 772 227	8 718 693	47 799	3 126
Conseil des affaires sociales	703	677	497	
Office des personnes handicapées du Québec	54 154	54 000	4 493	2 395
	8 827 084	8 773 370	52 789	5 521
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Ministère	870 875	857 860	567 769	30 233
Comité de déontologie policière	4 223	4 191	2 935	58
Commission québécoise des libérations conditionnelles	1 918	1 857	955	99
Régie des permis d'alcool du Québec	5 140	4 979	3 191	303
	882 156	868 887	574 850	30 693
TOURISME	93 199	90 999	8 924	4 348
TRANSPORTS				
Ministère	2 049 561	1 961 561	247 881	67 177
Commission des transports du Québec	10 928	10 273	6 142	441
	2 060 489	1 971 834	254 023	67 618
TRAVAIL				
Ministère	67 108	61 202	32 028	1 681
Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	571	498	331	8
Conseil des services essentiels	2 945	2 647	1 964	28
Régie des entreprises de construction du Québec	7 221	6 755	4 235	596
	77 845	71 102	38 558	2 313
Provision pour créances douteuses	127 604	127 604		
Provision pour perte sur placements en actions		(24 030)		
TOTAL GOUVERNEMENTAL	36 679 236	35 848 798	2 630 665	434 272

Communications	Services	Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Transfert	Autres dépenses
9 227	10 387	226	7 186	2 940	1 161		8 636 623	18
36	33	1	95	15				
907	346	16	1 362	135	249		44 096	1
10 170	10 766	243	8 643	3 090	1 410		8 680 719	19
37 855	32 330	9 498	86 459	29 781	22 646		37 993	3 296
223	316	8	549	52	50			
160	214	5	314	28	82			
162	168	28	979	106	41		1	
38 400	33 028	9 539	88 301	29 967	22 819		37 994	3 296
10 430	2 168	343	3 728	870	375		59 769	44
23 214	61 512	99 835	69 207	131 140	25 039	329 373	901 116	6 067
845	946	101	1 176	185	433			4
24 059	62 458	99 936	70 383	131 325	25 472	329 373	901 116	6 071
3 346	2 032	150	5 939	586	300		15 139	1
14	26	2	102	11	4			
212	122	5	272	22	22			
313	482	25	851	154	98			1
3 885	2 662	182	7 164	773	424		15 139	2
								127 604
								(24 030)
278 633	465 888	143 273	491 592	267 519	116 614	341 425	26 053 216	4 645 701

SECTION 2

La Section 2 comprend des informations détaillées concernant les revenus, crédits autorisés et dépenses pour chacun des ministères et organismes soit le détail des revenus, crédits et dépenses, ajustés dans le cas des crédits permanents pour tenir compte des dépenses effectuées en plus des montants inscrits aux crédits initiaux et supplémentaires, les revenus par catégorie et sous-catégorie, les crédits autorisés et dépenses par programme, élément, super-catégorie et catégorie, les dépenses de transfert - sommaire des crédits et dépenses par objet et genre de bénéficiaire et la liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie publiée comme suit:

a) Traitements, salaires, allocations et autres rémunérations: Sont indiqués en page 2-2 les échelles des traitements des hauts fonctionnaires et du personnel cadre ainsi que le nombre total de personnes s'y rapportant. De plus, à chacun des ministères apparaît le nombre d'administrateurs et le montant de leurs traitements.

b) 35 000 $ et plus pour les catégories: Services de transport et de communication, services professionnels, administratifs et autres, entretien et réparations, loyers, fournitures et approvisionnements, matériel et équipement, terrains, immeubles et travaux de génie (immobilisations) et autres dépenses.

c) Le détail pour le service de la dette n'est pas publié.

d) En ce qui concerne la catégorie "Dépenses de transfert", la liste des bénéficiaires est publiée, par objet d'aide financière par ministère et au niveau du ministère selon les limites et critères suivants:
   - Par circonscription électorale (et bénéficiaires): énumération complète;
   - Par région métropolitaine de Montréal et de Québec et bénéficiaire et par circonscription électorale (et bénéficiaire): énumération complète;
   - Par bénéficiaire seulement: 20 000 $ et plus.

NOTE

Ne sont pas indiquées au nom des bénéficiaires, les sommes versées à diverses garderies et personnes et à divers producteurs pour les objets d'aide financière suivants: Action positive pour le travail et l'emploi et soutien financier; Aide aux garderies en milieu scolaire; Aide aux parents pour leurs revenus de travail; Aide financière aux étudiants; Aide financière aux parents pour les frais de garde; Allocation pour emploi - sécurité du revenu; Crédit agricole - prise en charge d'une partie de l'intérêt; Crédit forestier - remboursement d'une partie de l'intérêt; Expérimentation de nouveaux modes de garde; Fonctionnement des garderies; Programmes d'adaptation des travailleurs âgés (PATA); Promotion du loisir auprès des clientèles spécifiques (Jeunes volontaires); Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Soutien aux garderies pour la garde de poupons et d'enfants handicapés, le renouvellement de l'équipement et la formation.

Les déboursés effectués par le biais des fonds locaux ne sont pas montrés aux noms des fournisseurs publiés.

ÉCHELLES DES TRAITEMENTS DES HAUTS FONCTIONNAIRES ET DU PERSONNEL CADRE

Les échelles des traitements en vigueur le 31 mars 1991 sont indiquées ci-dessous pour les hauts fonctionnaires du Gouvernement (sous-ministres, dirigeants d'organismes, personnes désignées par l'Assemblée nationale et leurs adjoints) ainsi que pour le personnel cadre et autre personnel de rang équivalent. Le nombre de personnes rémunérées pour chaque niveau est également indiqué.

	ÉCHELLES DES TRAITEMENTS		NOMBRE TOTAL
	MINIMUM	MAXIMUM	DE PERSONNES
Hauts fonctionnaires	85 600 $	121 000 $	224
Personnel cadre			
Niveau 1	69 700	90 562	97
Niveau 2	66 813	81 340	367
Niveau 3	59 880	72 899	622
Niveau 4	54 227	66 019	1 126
Niveau 5	48 259	59 730	319

TABLE DES MATIÈRES

Ministères et organismes

	PAGE
Affaires culturelles	2-5
Affaires internationales	2-21
Affaires municipales	2-29
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2-50
Approvisionnements et Services	2-73
Assemblée nationale	2-79
Communautés culturelles et Immigration	2-87
Communications	2-95
Conseil du trésor	2-105
Conseil exécutif	2-111
Éducation	2-121
Énergie et Ressources	2-137
Enseignement supérieur et Science	2-153
Environnement	2-168
Finances	2-182
Forêts	2-199
Industrie, Commerce et Technologie	2-205
Justice	2-220
Loisir, Chasse et Pêche	2-234
Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle	2-248
Office de planification et de développement du Québec	2-265
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	2-273
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique	2-281
Organismes relevant du Ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française	2-291
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	2-297
Régie de l'assurance-maladie du Québec	2-303
Revenu	2-307
Santé et Services sociaux	2-319
Sécurité publique	2-368
Tourisme	2-381
Transports	2-388
Travail	2-415

AFFAIRES CULTURELLES
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Droits et permis		
Autres		
Examen de films et de la publicité cinématographique	288	506
Droits relatifs à la distribution de films et de matériel vidéo et à la projection de films	1 585	501
	1 873	1 007
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Entreposage de documents	143	107
Divers	39	44
	182	151
Amendes et confiscations		
Divers	1	1
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	189	254
Divers	40	57
	229	311
	412	463
Total des revenus autonomes	2 285	1 470
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Aide aux musées associés	252	200
Développement touristique		(2 068)
Équipements culturels		(194)
Total des transferts du gouvernement du Canada	252	(2 062)
Total des revenus	**2 537**	**(592)**

AFFAIRES CULTURELLES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES
PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **POLITIQUE, GESTION INTERNE ET SOUTIEN**
Sommaire: page 1-18

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL	30 196	3	29 457	7 070	667	1 667	1 608

PROGRAMME 2 — **DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS**
Sommaire: page 1-18

1. Administration du développement culturel	14 852	1	14 510	9 599	865	747	1 455
2. Soutien à l'implantation et à l'amélioration des équipements culturels	8 655		8 655				
3. Patrimoine historique, archéologique et naturel	11 407		11 358				
4. Soutien aux fonctions culturelles	84 615		84 529				
5. Service de la dette	6 741		6 257				
TOTAL	126 270	1	125 309	9 599	865	747	1 455

PROGRAMME 3 — **INSTITUTIONS NATIONALES**
Sommaire: page 1-18

1. Archives nationales du Québec	6 498		6 497	4 813	471	179	163
2. Centre de conservation du Québec	1 107		1 100	770	62	23	38
3. Conservatoires de musique et d'art dramatique du Québec	13 936		13 920	8 409	3 460	435	850
TOTAL	21 541		21 517	13 992	3 993	637	1 051

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner la gestion des ressources financières, humaines et matérielles, à effectuer des recherches et à produire des statistiques, à orienter les interventions et les politiques du ministère en fonction des besoins de la population, à coordonner la conduite des relations intergouvernementales, à assurer la coordination des actions du ministère avec les autres ministères et organismes québécois, à développer des mesures visant à améliorer le statut socio-économique et juridique de l'artiste et à s'assurer du respect de la propriété intellectuelle des créateurs.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Communications	Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
212	15 880	503	132	7					444			1 267

Ce programme vise à assurer aux personnes, groupes et institutions, l'accessibilité aux ressources financières et techniques nécessaires à la prise en charge de leur développement culturel dans les secteurs des arts, des lettres, des musées et des industries culturelles; il vise également à favoriser la conservation et la mise en valeur du patrimoine historique, archéologique et naturel québécois.

40	138	289	61	2					177		1 137
											8 655
											11 358
											84 529
											6 257
40	138	289	61	2					177		111 936

Ce programme vise à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires, à favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique, à permettre l'information, la sensibilisation, l'expertise et la restauration de biens culturels.

71	35	189	63	61					69		383
4	4	62	2	1					134		
189	124	318	89	5					41		
264	163	569	154	67					244		383

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4 — ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

Sommaire: page 1-18

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Commission des biens culturels du Québec	396		392	233	33	27	81
2. Institut québécois de recherche sur la culture	2 256		2 253				
3. Cinéma	14 291	5	14 095	1 742	79	162	221
4. Musées d'État	30 836		30 836				
5. Société de la Place des Arts de Montréal	4 099		4 099				
6. Société du Grand Théâtre de Québec	3 606		3 606				
7. Société générale des industries culturelles	4 444		4 444				
8. Commission de reconnaissance des associations d'artistes	655		377				
9. Bibliothèque nationale du Québec	9 187		8 934				
10. Service de la dette	10 621		10 488				
Permanents (1)	10 315		9 087				
TOTAL	90 706	5	88 611	1 975	112	189	302

(1) Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal, L.R.Q., c. S-12.1.

TOTAL DES PROGRAMMES							
Votés	258 398	9	255 807	32 636	5 637	3 240	4 416
Permanents	10 315		9 087				
	268 713	9	264 894	32 636	5 637	3 240	4 416

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
	38 273	26 508

Ce programme vise à soutenir et à développer des organismes-conseils et des sociétés d'État dont le rôle est de fournir des expertises en matière de patrimoine, de contribuer à des recherches et études sur divers aspects des phénomènes culturels, de conserver et de mettre en valeur l'art québécois, de promouvoir et d'aider la création et la diffusion des oeuvres cinématographiques québécoises, de mettre à la disposition d'artistes et de promoteurs de spectacles des équipements majeurs de diffusion de spectacles et d'aide au développement des industries culturelles, de favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine littéraire québécois et d'encadrer les relations de travail dans les domaines des arts, de la scène, du disque et du cinéma.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
1	4	9	4									
												2 253
31	11	292	18	1					78			11 460
												30 836
												4 099
												3 606
												4 444
												377
												8 934
												10 488
												9 087
32	15	301	22	1					78			85 584
548	16 196	1 662	369	77					943			190 083
												9 087
548	16 196	1 662	369	77					943			199 170

CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
943	199 170

AFFAIRES CULTURELLES
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Entreprises			
Aide à la diffusion du livre, des arts visuels, de la chanson et du disque	3 755	3 755	3 258
Autres			272
Institutions d'enseignement			
Travaux de recherche	1 160	1 160	738
Municipalités			
Aide au fonctionnement des bibliothèques publiques	14 265	14 262	16 423
Aide à l'implantation et à l'amélioration des équipements culturels	7 577	7 292	7 291
Aide à la mise en valeur du patrimoine	6 700	6 651	6 756
Autres			173
Organismes sans but lucratif			
Aide à l'amélioration des équipements culturels et à la mise en valeur du patrimoine	12 310	12 109	9 381
Aide à la diffusion du livre, des arts visuels, de la chanson et du disque	1 025	1 023	1 872
Aide au fonctionnement des bibliothèques centrales de prêt et bibliothèques spécialisées	7 820	7 816	7 142
Aide à la formation	2 735	2 734	2 510
Aide aux musées et centres d'exposition	11 505	11 504	12 275
Aide à la musique et à la danse	10 715	10 714	9 001
Aide au théâtre	8 130	8 128	7 217
Création d'emplois	1 137	1 137	1 266
Intervention régionale	2 470	2 465	2 594
Soutien aux arts d'interprétation et de l'art visuel	5 480	5 480	5 685
Soutien et promotion du cinéma	12 475	12 450	10 579
Autres	11 461	9 978	7 699
Personnes			
Aide aux artistes et aux créateurs	5 050	5 037	5 347
Restauration d'immeubles historiques	1 006	1 006	1 474
Entreprises et organismes du Gouvernement			
Bibliothèque nationale du Québec	9 186	8 934	8 411
Commission de reconnaissance des associations d'artistes	655	377	377
Institut québécois du cinéma	345	345	330
Institut québécois de recherche sur la culture	2 253	2 253	1 714
Musée d'Art contemporain de Montréal	4 174	4 174	4 025
Musée de la Civilisation	25 421	25 421	25 135
Musée du Québec	8 963	8 963	7 131
Société générale des industries culturelles (frais d'administration)	4 444	4 444	3 155
Société du Grand Théâtre de Québec	6 029	6 029	3 927
Société de la Place des Arts de Montréal	13 529	13 529	10 149
Total	**201 775**	**199 170**	**183 307**

AFFAIRES CULTURELLES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 32 636 509 $
2. Autres rémunérations: 5 636 717
38 273 226 $

Incluant 4 486 197 $ à l'égard de 64 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organismes, personnel cadre et autre personnel de rang équivalent) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000$ et plus: Commission de la santé et de la sécurité du travail, 155 941.

---

3. Services de transport et de communication: 3 239 681 $

Fonds des moyens de communications, 129 709; Fonds des services de télécommunications, 1 039 304; Inter-Voyage Inc, 143 909.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 926 759.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 4 416 721 $

Brière Jules, 64 017; Les consultants cogitour Inc, 189 363; Ethnotech Inc, 51 300; Fonds du Bureau de la statistique du Québec, 54 159; Fonds des services informatiques, 190 069; Fox Francis et Martineau Walker, 56 279; Groupe DMR Inc, 221 818; Groupe Multi Reso, 35 000; Inter-Voyage Inc, 38 729; L.G.S conseillers en informatique Inc, 43 815; Samson, Belair, Deloitte et Touche, 99 882; Secor Inc, 78 750; Société immobilière du Québec, 210 960; Tact, 144 253; Thibault Pierre, 98 971; Vincent Talbot consultant Inc, 54 891.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 2 784 465.

---

5. Entretien et réparations: 547 598 $

Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau, 41 568; Fonds des services informatiques, 41 242; Société immobilière du Québec, 179 496.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 285 292.

---

6. Loyers: 16 195 448 $

Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental, 48 181; Fonds des services informatiques, 37 258; Micro location C.S.R. Inc, 104 266; Savin Canada Inc, 105 421; Société immobilière du Québec, 15 656 354.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 243 968.

AFFAIRES CULTURELLES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

7. Fournitures et approvisionnements: 1 661 568 $

Fonds des fournitures et le l'ameublement, 176 388; Fonds de reprographie gouvernementale, 287 257; Formules d'affaires data, 237 017; Imprimerie Bourg-Royal Inc, 38 094.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 922 812.

---

8. Matériel et équipement: 1 312 619 $

Computertime, 52 108; Epson Canada Ltée, 48 781; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 133 920; Hewlett Packard Canada Ltée, 42 768; Oe Inc, 106 056; Philips électronics Ltée, 268 231; Rousseau Métal Inc, 106 002; Les Vidéodisques formatek Inc, 37 026.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 517 727.

---

10. Dépenses de transfert: 199 170 000 $

.Aide à la diffusion du livre, des arts visuels, de la chanson et du disque:: 4 778 538 $

Association des libraires du Québec, 115 000; Cassatti, 20 000; Centre d'animation et diffusion des arts visuel, 25 000; Collège Marie Victorin, 65 000; CONSEILS: francophone de la chanson, 45 000, de la peinture du Québec, 20 580; Diffusion Parallèle Inc., 25 000; DISQUES: Audiogrammes Inc., 305 000, Justin Time Inc., 20 000, Passeport Inc., 43 500, Star Inc., 125 000; Écrits des Forges Inc., 67 698; ÉDITIONS: Anne Sigier Inc., 27 584, Broquet, 38 994, Chouette (1987) Inc., 23 166, de la Courte Échelle Inc., 98 750, Doberman-yppan, 23 612, Fides, 64 050, FM Inc., 20 000, Guernica, 22 014, Héritage Inc., 49 920, de l'Hexagone Enr., 72 965, Hurtubise HMH Ltée, 20 000, internationales Alain Stanké, 43 850, JCL Inc., 26 481, Léila Enr., 25 000, Libre Expression Ltée, 43 250, du méridien, 55 700, Michel Quintin, 65 604, Mortagne, 51 937, Musicales A.G.M. Ltée, 24 000, du noroit, 31 486, paulines, 49 290, Pierre Tisseyre, 75 257, du préambule, 43 822, Québec Amérique Inc., 123 550, Saint-Martin, 27 769, Triptyque, 44 176; GALERIES: Chantal Boulanger, 26 445, Christiane Chassay, 28 550, Frédéric Palardy Enr., 20 560, graff, 36 950, Madeleine Lacerte Inc., 30 487; Gestion l'Étrange Inc., 20 000; Herbes rouges, 28 856; Leméac éditeur, 66 265; Livres toundra, 47 085; Littérature de l'Oreille Enr., 24 500; Louise Courteau éditrice, 58 939; Maison de Disques Isba Inc., 20 000; Michel Tétrault art contemporain, 24 898; Musi-art, 147 000; Musique Lavoie Rancourt & Fils Inc., 25 000; Prodat, 20 000; PRODUCTIONS: avanti-plus, 147 000, Guy Cloutier Inc., 64 000, Michel Gendron, 35 000, Novita Ltée, 42 000, Paul Tanguay Inc., 25 000, Pierre Tremblay Inc., 60 000; Revue d'art contemporain parachute, 20 000; SALONS DU LIVRE: Abitibi-Témiscamingue, 38 000, Côte-Nord, 35 000, Estrie (S.L.E.) Inc., 50 000, Montréal Inc., 70 000, Outaouais Inc., 60 000, Québec, 76 000, Rimouski Inc., 35 000, Saguenay Lac-Saint-Jean Inc., 45 000, Trois-Rivières Inc., 35 000; Société de mise en marché des métiers d'art, 135 000; Sogides Ltée, 68 214; Spectra-Scène Ltée, 20 000; Studio Selecson Inc., 20 000; VLB éditeur, 92 679; Vu centre d'animation et de diffusion de la photographie, 22 000; XYZ éditeur, 21 561.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 867 544.

.Aide à la formation: 2 734 500 $

Atelier de danse moderne de Montréal Inc., 180 000; Centre d'arts Orford, 345 000; ÉCOLES: nationale de cirque, 230 000, nationale de théâtre, 265 000, Supérieure de Danse du Québec Inc., 1 089 500; Orchestre des jeunes du Québec, 625 000.

AFFAIRES CULTURELLES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Aide à la musique et à la danse: 10 714 700 $

ACADÉMIES: de Ballet du Saguenay Inc., 30 000, de danse de l'Outaouais, 30 000, de musique de Québec, 51 000; Association pour la création et la recherche électronique, 28 500; Atelier de Musique de Jonquière Inc., 26 800; Ballets jazz de Montréal, 325 000; CAMPS MUSICAUX: Asbestos Inc., 32 500, Lac-Saint-Jean, 25 000, Lanaudière Inc., 40 000, Laurentides Inc., 44 000; CENTRES: musical cammac, 21 000, musical en sol mineur, 23 400, musique et de danse de Val d'Or, 23 400; Cercle Vertueux Enr., 25 000; Chants libres, 25 000; Concerts Symphoniques de Sherbrooke Inc., 42 000; Concours de Musique du Québec Inc., 52 000; Corporation de l'Opéra de Québec Inc., 440 000; DANSES: cité, 60 000, Lab Pildowi Inc., 22 000, trielle, 57 000; Domaine Forget de Charlevoix Inc., 123 400; ÉCOLES DE MUSIQUE: Côte-Nord Inc., 32 000, Lanaudière, 35 000, Matane, 27 000, Mi La Ré Sol Inc., 21 000, Outaouais, 24 000, Populaire de Musique du Bas-Saint-Laurent Inc., 31 500, de Sept-Îles, 30 000, Supérieur de danse du Québec Inc., 150 000; ENSEMBLES: amati, 31 000, Anonymus Inc., 65 000, Arion Inc., 20 000, Cantabile de Montréal Inc., 75 000, Folklorique Mackinaw Inc., 40 000, vocal Tudor, 50 000; FONDATIONS: danse Margie Gillis, 45 000, Jean-Pierre Perreault, 134 450; Formation de danse Howard Richard, 20 000; Fortier danse-création, 30 000; Grands ballets canadiens, 830 000; Groupe Dansepartout Inc., 182 900; Jocelyne Montpetit danse, 20 000; Les Sortilèges, 75 000; Lock-Danseurs Inc., 225 000; Marie Chouinard MC2 extase, 53 000; Montanaro danse, 40 000; Montréal danse, 150 000; Musique Richard Gendreau Inc., 50 000; Musiquetterie, 21 000; Musitechnic Inc., 50 000; Nouvel ensemble moderne, 40 000; Opéra de Montréal (1980) Inc., 1 570 000; ORCHESTRES: baroque de Montréal, 22 000, métropolitain, 330 000; ORCHESTRES DE CHAMBRE: Hull, 31 000, I musici de Montréal, 150 000, McGill, 50 000; ORCHESTRES SYMPHONIQUES: de Laval (1984) Inc., 40 500, Montérégie Inc., 50 000, Montréal, 1 325 000, Québec, 1 320 000, Saguenay-Lac-Saint-Jean Inc., 61 000, Trois-Rivières Inc., 91 000; O'vertigo danse, 180 550; Petits chanteurs du Mont-Royal, 23 500; Petits chanteurs de Trois-Rivières Inc., 22 000; Petits violons, 42 000; Productions les Gros Becs Inc., 34 600; Regroupement des professionnels de la danse du Québec, 45 200; SOCIÉTÉS: des mélomanes de l'Abitibi-Témiscamingue, 30 000, musicale le mouvement Vivaldi, 46 000, de musique contemporaine du Québec, 65 000; Studio de musique ancienne de Montréal, 35 000; Sursaut, 44 000; Tangente Inc., 76 000; Tuyo, 25 000; les Violons du Roy, 65 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 795 500.

.Aide à l'amélioration des équipements culturels et à la mise en valeur du patrimoine: 18 760 855 $

Administration régionale crie, 65 000; Aubergine de la macédoine du Québec Inc., 20 000; Augustines de la miséricorde de Jésus, 34 000; BIBLIOTHÈQUES CENTRALES DE PRET: Abitibi-Témiscamingue, 131 800, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 468 000, des Laurentides Inc., 237 290, de la Mauricie, 325 735, de la Montérégie, 95 000, Outaouais, 108 700, des Portages, 488 600, de la région de Québec, 160 800; Bibliothèque commémorative Pettes, 110 000; Caisse populaire Notre-Dame de Québec, 27 804; CAMPS MUSICAUX: des Laurentides Inc., 109 890, Saint-Alexandre Inc., 260 000; CENTRES: d'Interprétation Industrielle du Centre de la Mauricie Inc., 40 000, d'interprétation de la Métabetchouane, 27 476, de valorisation du patrimoine vivant, 25 000; Cinémathèque québécoise, 30 000; Collège Sainte-Anne-de-la-Pocatière, 280 800; Comi-Art Maniwaki Inc., 114 575; COMITÉS: du Centre Socio-Culturel du Manoir le Boutillier Inc., 43 000, du Patrimoine de la Maison Lamontagne Inc., 41 000; Communauté urbaine de Montréal (service de la trésorie), 76 700; Compagnie de Quat-Sous Inc., 80 000; Conseil des monuments et sites du Québec, 41 500; Coopérative des artisans et commerçants du quartier Petit-Champlain, 36 795; CORPORATIONS: des capucins, 27 773, du Centre Culturel Drummondville Inc., 141 400, du château Logue, 60 000, de développement et promotion site phare de Pointe-des-Monts, 35 000, de développement touristique Bonaventure, 245 000, de la gare Montebello, 81 300, implanthéâtre, 26 000, du moulin seigneurial de Pointe-du-Lac, 21 195, les Patriotes du Pays Inc., 60 000, touristique de la seigneurie Des Aulnaies, 35 000, du vieux moulin Marcoux de Pont-Rouge, 62 100, du vieux moulin d'Ulverton, 30 000, au Vieux Treuil Inc, 50 000; Croisière sur le Fleuve RC Inc., 108 270; École nationale de théâtre, 153 000; Éditions continuité, 20 000; FABRIQUES: de Cap-Santé, 21 922, de l'Islet-sur-Mer, 24 000, de la paroisse Notre-Dame-de-Montréal, 33 355, de la paroisse de la Purification, 26 490, de la paroisse Sainte-Famille, 49 360, de la paroisse Saint-Patrick, 29 868, de la Présentation, 93 767, de Saint-Joseph-de-Beauce, 33 185; Fédération des sociétés d'histoire du Québec, 25 000; FONDATIONS: des amis du vieux presbytère de Batiscan, 27 708, Bagatelle Inc., 32 000, du Théâtre du Nouveau-Monde Inc., 131 000; Goélette Marie-Clarisse Inc., 29 779; GROUPES: cytren, 20 000, océan, 24 852; Immeubles Dalhousie Enr., 86 794; Institut Culturel Avataq Inc., 99 200; Magasins Château du Canada Ltée, 26 706; Messieurs de Saint-Sulpice, 242 903; Mobilier International Inc., 20 279; MUNICIPALITÉS: Antoine Labelle, 30 000, Authier, 36 894, Blanc-Sablon, 36 900, Côte-de-Beaupré, 67 800, Haute-Côte-Nord, 25 900, Havre Saint-Pierre, 37 000,

Ile d'Anticosti, 35 000, Ile d'Orléans, 40 000, Jardins de Napierville, 50 939, L'Assomption, 20 000, Lac Drolet, 58 400, L'Islet, 33 000, Nicolet-Sud, 23 000, Paspébiac, 80 000, Pontiac, 63 000, Rapide-Danseur, sd, 20 948, Rouyn-Noranda, 39 511, Sullivan, 110 000, Témiscamingue, 20 172; Musée d'histoire d'ethnographie & art religieux, 200 000; Nouvelle Compagnie Théâtrale Inc., 145 000; PAROISSES: Saint-Esprit, 50 000, Saint-Joachim, 144 230, Saint-Laurent, I.O., 50 000, Saint-Louis-de-l'Isle-aux-Coudres, 32 400, Saint-Paul-de-l'Ile-aux-Noix, 40 000; PRODUCTIONS: réalisations indépendantes de Montréal, 194 800, Specta Inc., 37 500; Restaurant La Caravelle, 30 008; Séminaire de Québec, 118 969; SOCIÉTÉS: en Commandite les Jardins d'Youville Ltée, 105 569, en commandite Tristan, 35 774, de gestion de la pulperie de Chicoutimi, 28 200, historique et culturelle d'East-Broughton, 37 500, d'Histoire et d'Archéologie de Témiscouata Inc., 39 000, du théâtre Capitol, 25 062; THÉÂTRES: des confettis, 25 000, Expérimental des Femmes Inc., 39 752, de la Marmaille Inc., 213 973, petit à petit, 30 000; Université de Montréal (département d'anthropologie), 22 000; Vieux clocher de Magog, 62 300; VILLAGES: Angliers, 144 965, Chute-aux-Outardes, 27 000, Melocheville, 70 000, Tadoussac, 20 000; VILLES: Beauport, 70 000, Bécancour, 54 590, Berthierville, 30 200, Boucherville, 31 984, Cap-Rouge, 82 000, Charlesbourg, 75 000, Dunham, 205 100, Fermont, 56 300, Lasalle, 69 900, La Sarre, 25 000, Laval, 25 000, Lennoxville, 38 000, Longueuil, 590 625, Montmagny, 21 376, Montréal, 3 525 000, New Richmond, 300 000, Percé, 125 530, Québec, 200 000, Rivière-du-Loup, 300 000, Rouyn-Noranda, 25 479, Sainte-Anne-des-Monts, 245 000, Saint-Eustache, 31 857, Saint-Pierre, 110 400, Shawinigan, 938 000, Sherbrooke, 65 000, Sillery, 73 000, Terrebonne, 120 000, Tracy, 208 070, Trois-Rivières, 83 330, Val d'Or, 32 862.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 2 491 115.

.Aide à l'implantation et à l'amélioration des équipements culturels: 7 292 238 $

Bibliothèque centrale de prêt de la Mauricie, 85 975; Bibliothèque Memphrémagog Inc., 133 235; BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES: Lachenaie, 150 000, Lac-Mégantic, 91 657, Sainte-Anne-des-Monts, 79 820, Sainte-Catherine, 109 440, Saint-Jean-Chrysostome, 194 497, Saint-Louis-de-France, 120 995, Saint-Rémi, 155 831; Centre canadien d'architecture, 734 095; Cinémathèque québécoise, 306 329; Cité Côte-Saint-Luc, 137 115; Coopérative des travailleuses et travailleurs de théâtre des Bois-Francs, 67 631; CORPORATIONS: implanthéâtre, 85 224, municipale de la paroisse Saint-Louis-de-France, 48 926, de la salle Albert-Rousseau, 154 019; Domaine Forget de Charlevoix Inc., 100 756; École Supérieure de Danse du Québec Inc., 77 193; Festival d'été de Lanaudière, 179 055; Fondation du grand chapiteau, 219 941; Institut canadien de Québec (bibliothèque centrale), 125 006; Musée des Sept-Îles Inc., 261 205; SANS DÉSIGNATIONS: Cap Saint-Ignace, 22 725, Le Bic, 71 658, Paspébiac, 65 348, Sainte-Brigitte-de-Laval, 25 666, Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier, 29 089, Sainte-Claire, 20 095, Saint-Henri, 27 276; SOCIÉTÉS: d'habitation et de développement de Montréal, 273 742, immobilière du patrimoine architectural de Montréal (SIMPA), 83 508; Stoneham-et-Tewkesbury (Cantons-Unis), 37 929; Université de Sherbrooke (service des finances), 130 382; VILLAGES: Melocheville, 135 706, Saint-Basile-Sud, 20 801; VILLES: Beaconsfield, 21 686, Beauport, 39 358, Beaupré, 24 334, Charlesbourg, 101 820, Chicoutimi, 122 115, Deux-Montagnes, 21 010, Drummondville, 104 854, Granby, 128 764, La Baie, 122 314, La Sarre, 112 590, Laval, 369 692, Mont-Joli, 67 530, Québec, 22 885, Rouyn-Noranda, 165 215, Saint-David-de-L'Auberivière, 25 680, Sainte-Anne-des-Plaines, 36 185, Saint-Jérôme, 258 570, Saint-Luc, 62 181, Saint-Nicolas, 37 280, Sillery, 140 426, Trois-Rivières, 459 618, Val-Bélair, 75 232, Val-d'Or, 86 261.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 124 768.

.Aide au fonctionnement des bibliothèques centrales de prêt et bibliothèques spécialisées: 7 816 100 $

Asted (Association pour l'Avancement des Sciences Techniques et de la Documentation Inc), 39 000; BIBLIOTHÈQUES CENTRALES DE PRÊT: Abitibi-Témiscamingue, 618 000, Côte-Nord, 481 700, Estrie, 444 100, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 538 500, Laurentides Inc., 607 700, Mauricie, 1 102 500, Montérégie Inc., 796 900, Outaouais, 612 000, Portages, 637 700, Région de Québec, 892 200, Saguenay-Lac-Saint-Jean, 489 800; Magnétothèque, 340 000; Regroupement des bibliothèques centrales de prêt du Québec, 216 000.

AFFAIRES CULTURELLES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Aide au fonctionnement des bibliothèques publiques: 14 262 499 $

Association des directeurs de bibliothèques publiques, 60 500; BIBLIOTHÈQUES INTER-MUNICIPALES: Dorion-Vaudreuil, 23 375, Pierrefonds-Dollard-des-Ormeaux, 290 971; BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES: Alma, 52 153, Amos, 32 990, Anjou, 116 530, Aylmer, 61 242, Baie Comeau, 57 108, Beaconsfield, 113 643, Beauport, 45 724, Bécancour, 31 274, Beloeil, 29 274, Blainville, 99 170, Boucherville, 229 195, Brossard, 204 383, Buckingham, 29 968, Candiac, 39 295, Cap-de-la-Madeleine, 67 453, Chambly, 26 953, Charlesbourg, 106 101, Charny, 40 178, Châteauguay-Centre, 78 190, Chibougamau, 20 789, Chicoutimi, 55 968, Côte-Saint-Luc, 331 437, Deux-Montagnes, 25 001, Dorval, 92 726, Drummondville, 102 217, Gatineau, 100 209, Granby, 104 538, Grand-Mère, 32 522, Greenfield Park, 40 915, Hull (Maison du citoyen), 211 875, Ile-Bizard, 36 674, Jonquière, 110 848, Kirkland, 103 235, Lachine, 86 594, Lachute, 26 090, La Prairie, 47 510, Lasalle, 211 898, La Tuque, 26 605, Laval, 1 520 415, Le Gardeur, 26 889, Lévis, 52 335, Longueuil, 377 220, Loretteville, 20 115, Mascouche, 59 961, Matane, 28 155, Mercier, 32 709, Mirabel, 46 689, Montréal, 3 037 088, Montréal-Est, 28 810, Montréal-Nord, 248 349, Mont-Royal, 131 928, Mont-Saint-Hilaire, 21 528, Outremont, 57 859, Pointe-Claire, 234 322, Port-Cartier, 29 765, Québec, 630 602, Repentigny, 190 349, Rimouski, 69 046, Rivière-du-Loup, 39 581, Roberval, 22 031, Rosemère, 42 135, Rouyn-Noranda, 60 345, Roxboro, 31 608, Saint-Antoine, 29 176, Saint-Augustin, 22 867, Saint-Basile-le-Grand, 32 331, Saint-Bruno-de-Montarville, 49 936, Sainte-Anne-des-Plaines, 30 884, Saint-Eustache, 123 631, Sainte-Foy, 120 030, Sainte-Julie, 54 875, Sainte-Thérèse, 71 118, Saint-Félicien, 27 416, Saint-Hubert, 196 663, Saint-Jean, 103 781, Saint-Jérôme, 59 303, Saint-Lambert, 80 490, Saint-Laurent, 209 453, Saint-Léonard, 306 190, Saint-Luc, 40 643, Saint-Romuald, 27 580, Salaberry-de-Valleyfield, 52 384, Sept-Iles, 80 872, Shawinigan, 54 214, Sherbrooke, 122 025, Sillery, 51 884, Sorel, 53 599, Terrebonne, 171 380, Thetford-Mines, 30 690, Tracy, 23 117, Trois-Rivières, 102 930, Trois-Rivières-Ouest, 22 951, Val-Bélair, 49 048, Val-d'Or, 46 639, Varennes, 24 318, Verdun, 130 137, Victoriaville, 25 307, Westmount, 200 249; BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES: Boisbriand, 177 443, Joliette, 55 723, La Baie, 58 837, Saint-Constant, 22 345, Saint-Hyacinthe, 82 272.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 394 613.

.Aide au théâtre: 8 127 961 $

Aire de Jeu Inc., 23 000; ATELIERS: studio kaléidoscope, 25 000, de théâtre le frou-frou de Chicoutimi, 22 000; Aubergine de la Macédoine du Québec Inc., 72 500; Carbonne 14, 180 000; Carré-théâtre du Vieux-Longueuil, 30 000; Centre de Théâtre d'Aujourd'hui Inc., 255 000; COMPAGNIES: Jean Duceppe 1975 Inc., 485 000, de Quat-Sous Inc., 249 650, de Théâtre le Caroussel Inc., 135 000; Conseil québécois du théâtre, 25 000; Coopérative des travailleuses et des travailleurs de théâtre des Bois-Francs, 147 300; Dynamo théâtre circus, 75 000; FONDATIONS: centaur pour les arts d'interprétation, 238 000, du Théâtre du Nouveau Monde Inc., 550 000; Geordie Productions Inc., 65 000; la Grosse valise coopérative de théâtre (Lanaudière), 39 300; GROUPES: Dérives Urbaines Inc., 40 900, multidisciplinaire de Montréal, 30 000, de la Veillée Inc., 85 000; l'Illusion théâtre de marionnettes, 39 000; Imago, 30 000; Mime Omnibus Inc., 115 000; Momentum, 20 000; Nouveau Théâtre Expérimental Inc., 85 000; Nouvelle Compagnie Théâtrale Inc., 600 000; Ondinnok Inc., 22 000; la Poudrerie Inc., 40 200; PRODUCTIONS: Anne-Marie Provencher, 28 000, ma chère pauline, 35 000, recto-verso, 28 300, pour Enfants de Québec Inc., 109 000; Propulsion-scène, 27 800; La Rubrique Inc., 25 000; Société Culturelle du Lys Inc., 97 500; THÉÂTRES: des Amis de Chiffons Inc., 45 000, de l'Arrière-Scène Inc., 95 000, l'Avant-Pays Inc., 90 000, blanc, 30 000, du Bois de Coulonge Inc., 200 000, de la bordée, 124 500, de Carton Inc., 115 000, des confettis, 75 000, de la Crique Inc., 20 000, du double signe, 40 000, Entre Chien et Loup Inc., 46 700, Expérimental des Femmes Inc., 126 000, les Gens d'en Bas Inc., 90 500, il va sans dire, 28 000, de la ligue nationale d'improvisation, 25 000, de la Manufacture Inc., 131 000, de la Marmaille Inc., 150 000, niveau parking, 50 000, de l'Oeil Inc., 95 000, de l'Opsis Inc., 46 000, petit à petit, 115 000, Populaire du Québec Inc., 340 000, de Quartier Inc., 95 000, de la Rallonge Inc., 75 000, du rideau vert, 335 000, Repère Inc., 106 000, Sans Fil (TSF) Inc., 150 000, du Sang Neuf Inc., 108 000, sans détour, 32 500, du Trident Inc., 516 961, ubu, 80 000, "1 000 Tours" Inc., 34 000; The Black Theatre Workshop Inc., 32 000; Troupe la Chant'Amuse Inc., 20 000; Youtheatre Inc., 63 650; les Zybrides, 45 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 282 700.

AFFAIRES CULTURELLES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Aide aux artistes et aux créateurs: 5 037 524 $

Danielle April, 20 000; Céline Baril, 20 000; Dominique Blain, 25 000; Pierre Bourgault-Legros, 20 000; Eva Brandl, 25 000; Christian Calon, 30 000; Michel Campeau, 21 650; France Castel, 20 000; Andrea Davidson, 20 000; Jean-Marie Delavallée, 21 400; Marie Fabi, 20 000; Michel Garneau, 23 940; Raymond Gervais, 20 000; Denise Goyer, 20 000; Angela Grauerholz, 20 000; Clara Gutsche, 21 964; Louis Hains, 20 000; Pierre Harel, 25 000; Institut des métiers d'art CEGEP du Vieux-Montréal, 43 200; Francine Larivée, 23 000; Suzie Leblanc, 22 000; Jean-Denis Leduc, 30 000; Michel Lemieux, 25 000; Bersianki Louky, 29 565; Philippe Ménard, 20 000; Gilles Mihalcean, 25 000; Serge Murphy, 25 850; Jacques Poulin, 20 000; Louise Robert, 20 000; Reno Salvail, 20 000; Lee Saunders, 20 000; Jan Sterbak, 20 000; Université du Québec à Montréal, 22 600; Jean Vallières, 20 000; Christopher Wright, 20 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 4 237 355.

.Aide aux musées et centres d'exposition: 11 503 920 $

ASSOCIATIONS: canadienne de l'histoire ferroviaire, 155 755, des Marins de la Vallée du Saint-Laurent Inc., 208 650; Axe Néo 7, 60 740; CENTRES:: d'animation et diffusion culturelle du Bas Saint-Laurent, 159 014, d'exposition de Val d'Or, 51 818, d'Exposition l'Imagier Inc., 56 340, d'Exposition de Mont-Laurier Inc., 50 037, d'exposition de Shawinigan, 49 537, d'exposition du vieux palais, 79 422; Château Dufresne Inc., 140 835; Comité des expositions artistiques de Rouyn-Noranda, 54 678; Commission des Loisirs de La Sarre Inc., 49 254; CORPORATIONS: du Centre Culturel de Drummondville Inc., 73 849, développement touristique de Bonaventure, 61 912, du musée régional de Rimouski, 148 249, écomusée de la Haute-Beauce, musée territoire, 87 360; Expression, Centre d'Exposition de Saint-Hyacinthe Inc., 65 000; Fondation du Musée Marsil de Saint-Lambert Inc., 58 262; GALERIES: d'art du centre culturel de l'université de Sherbrooke, 133 760, d'art du centre Saidye Bronfman, 85 071, d'Art de Matane Inc., 53 947, d'Art du Parc Inc., 68 606, du centre socio-culturel d'Amos, 49 832; Institut des Arts du Saguenay Inc., 82 261; MUSÉES: d'art de Joliette, 147 435, d'art de Saint-Laurent, 151 591, des arts et traditions populaires du Québec, 70 000, Beaulne Inc., 63 899, des beaux-arts de Montréal, 5 975 000, des Beaux-Arts de Sherbrooke Inc., 59 530, de Charlevoix, 119 843, du Château Ramezay, 79 875, David M. Stewart, 74 867, du Fjord, 65 855, François-Pilote, 56 422, d'histoire d'etnographie d'art religieux, 100 000, de Kamouraska Inc., 31 900, Louis-Hémon Inc., 60 500, McCord, 269 645, de la Mer Inc., 84 447, Pierre-Boucher Inc., 69 390, régional des mines de Malartic, 81 671, régional de Vaudreuil-Soulanges, 112 844, du Saguenay-Lac-Saint-Jean Inc., 147 634, du Séminaire de Sherbrooke Inc., 103 334, des Sept-Iles Inc., 127 500, des Ursulines de Québec, 77 941; Salle Augustin-Chénier Inc., 48 254; SOCIÉTÉS: d'histoire et d'archéologie de Pointe-Bleue, 113 679, d'histoire de Missisquoi, 41 451, Historique de la Gaspésie Inc., 156 031, historique d'Odanak, 37 968, historique de Stanstead, 28 940, minéralogique de la région de l'amiante (SOMIRA), 75 474, du Musée Laurier Inc., 51 987, du musée du Séminaire de Québec, 712 787.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 22 037.

.Création d'emplois: 1 132 312 $

.Entreprises et organismes du gouvernement: 74 468 503 $

Bibliothèque nationale du Québec, 8 933 700; Commission de reconnaissance d'associations d'artistes, 377 100; INSTITUTS: québécois du cinéma, 345 000, québécois de recherche sur la culture, 2 253 200; MUSÉES: d'Art contemporain de Montréal, 4 172 922, de la civilisation, 25 420 892, du Québec, 8 962 967; SOCIÉTÉS: générale des industries culturelles, 4 443 600, du Grand Théâtre de Québec, 6 029 079, de la Place des Arts de Montréal, 13 529 043.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 1 000.

AFFAIRES CULTURELLES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Intervention régionale: 2 465 185 $

Biblio-O-Coeur Inc., 20 500; Bibliothèque centrale de prêt de l'Outaouais, 25 000; Conférence des conseils régionaux de la culture, 54 650; CONSEILS: de la culture de l'Abitibi-Témiscamingue, 132 300, de la Culture Côte-Nord Inc., 131 775, de la culture de l'Est du Québec, 176 200, de la Culture de l'Estrie Inc., 126 000, de la Culture de Lanaudière Inc., 107 625, de la culture des Laurentides, 112 950, de la Culture de la Montérégie Inc., 160 675, de la culture de la région de Québec, 159 075, régional de la culture Mauricie/Bois-Francs, 133 875, régional de la culture de l'Outaouais, 121 200, régional de la culture du Saguenay, 136 000; Corporation Culturelle des Iles Inc., 25 000; Festival mondial de folklore (Drummond), 25 000; INSTITUTS: Culturel Avataq Inc., 158 000, éducatif et culturel Attikamek-Montagnais, 106 600; VILLES: Laval, 102 200, Montréal, 25 000, Québec (bureau des arts et culture), 100 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 325 560.

.Aide à la restauration d'immeubles historiques: 1 006 476 $

Jean Barré, 30 237; Gilles Béliveau, 61 733; Stéphane Bonneau, 42 706; Georges Coulombe, 59 391; Claude Gosselin, 32 038; Danielle Le Henaff, 29 103; Françoise Mayrand-Jussaume, 100 000; Jean-Paul Laflamme, 59 890; Tansen Oberoi, 26 766; Gilles Solange, 29 776; Joseph Zimmerman, 53 119.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 481 717.

.Soutien aux arts d'interprétation et des arts visuels: 5 480 151 $

Articule Inc., 27 500; Arts visuels de Lanaudière, 45 300; ASSOCIATIONS: coopérative de production en arts actuels "Obscure" de Québec, 42 600, des graveurs de l'atelier mille-feuilles, 32 100, Presse-Papier Inc., 51 520; ATELIERS: Circulaire Inc., 36 090, Communautaires d'en Bas Inc., 21 700, d'Estampe Sagamie Inc., 41 500, de l'Ile Inc., 35 500, Papyrus Inc., 20 000, de Réalisation Graphique de Québec Inc., 43 500, Silex Inc., 29 210; Au bout de la 20, 27 100; Boréal Multimédia Inc., 34 450; CENTRES: des Arts Contemporains du Québec à Montréal Inc., 46 200, d'arts Orford, 30 000, du Copie-Art Inc., 22 000, de création et de diffusion de Longueuil, 20 000, Culturel de Joliette Inc., 66 750, Culturel de l'Université de Sherbrooke Inc., 125 480, d'information artexte, 35 000, de production daimon, 35 000; Circa, 21 400; Comi-Art Maniwaki Inc., 37 500; COMITÉS: Culturel Mégantic Inc., 27 200, de spectacle Baie-Comeau/Hauterive, 41 100; Compagnie azimut 96, 20 000; Coopérative de développement culturel de Chicoutimi, 72 870; CORPORATIONS: du centre d'art de Lévis, 22 000, du Centre Culturel de Drummondville Inc., 76 400, du centre culturel -Région de Rivière-du-Loup, 38 000, implanthéâtre, 145 000, de la Galerie Action Inc., 28 000, du Réseau des Diffuseurs de l'Outaouais Inc., 23 250, de la salle André-Mathieu, 55 000; Dazibao, centre d'animation et d'exposition photographique, 34 700; Domaine Forget de Charlevoix Inc., 40 000; Ensemble Anonymus Inc, 43 599; GALERIES: d'art du collège Edouard-Montpetit, 49 250, d'art du Collège Lionel-Groulx Inc., 27 000, du centre de la société culturelle de Saint-Lambert, 23 100, Optica Inc., 20 000, occurence, 34 910, Powerhouse Inc., 35 100, séquence, 38 000, Skol Inc., 26 500; Graff centre de conception graphique, 25 000; Grands ballets canadiens, 90 000; Groupement des Arts Visuels de Victoriaville Inc., 34 380; Haut 3ième impérial, 40 500; I musici de Montréal, 50 000; Initiascène, 22 570; Institut canadien de Québec (Bibliothèque centrale), 66 000; Jeunesses musicales du Canada, 158 000; La Chambre Blanche Inc., 46 900; Langage Plus Inc., 43 400; Le lieu centre en art actuel & les éditions intervention, 40 000; Loisirs de Granby Inc., 60 369; Maison Québécoise du Théâtre pour l'Enfance et la Jeunesse Inc., 240 000; Nouvelle Compagnie Théâtrale Inc., 25 000; Oboro-Goboro Inc., 29 400; Oeil de poisson, 40 500; P.R.I.M. Vidéo Inc., 35 500; PRODUCTIONS: Albert Inc., 84 000, de la Coulisse Inc., 41 370, Gros Becs Inc., 44 890, Specta Inc., 71 370, Traquen'art Inc., 20 000; Promotions Innu Nikamu Inc, 45 000; REGROUPEMENTS: des artistes des Cantons de l'Est (RACE), 56 600, de photographes "f", 28 600; RÉSEAUX: des diffuseurs de spectacles Laurentides-Lanaudières Inc., 45 975, des organisateurs de spectacles de l'Est du Québec Inc., 51 001; Salle Georges-Beaulieu, 41 000; Sapinart Inc., 24 070; SERVICES: de loisirs Alma, 23 008, socio-culturel de Mont-Laurier, 35 450; SOCIÉTÉS: des arts visuels de Laval, 30 800, de développement culturel de Terrebonne, 24 400, Pro-Musica Inc., 22 500; THÉÂTRES: confettis, 21 000, du cuivre, 53 970, expérimental des femmes, 41 500, Gens d'en Bas Inc., 20 000, gros mécano, 22 160,

de la Manufacture Inc., 34 000, Vieux clocher de Magog, 34 740; Valspec Inc., 58 770; Vidéographe Inc., 32 000; VILLES: Amos, 25 123, Shawinigan, 25 000, Val d'Or, 28 000; Vu centre d'animation et de diffusion de la photographie, 47 700.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 1 450 256.

.Soutien et promotion du cinéma: 12 450 300 $

Cinémathèque québécoise, 1 335 000; Société générale des industries culturelles, 11 115 300.

.Travaux de recherche: 1 159 906 $

CENTRES: de formation textile de l'Est du Québec, 118 215, des métiers du cuir de Montréal, 77 500, des Métiers du Verre du Québec Inc., 113 450, de poterie et céramique bon secours, 75 000, de recherche et de design en impression textile de Montréal, 200 000; Corporation du moulin De la Chevrotière, 75 175; ÉCOLES: atelier construction textile de Montréal, 105 900, atelier de formation en sculpture sur bois de Saint-Jean-Port-Joli, 75 000, de joaillerie et de métaux de Montréal, 100 000, de Lutherie Artistique du Noroit Inc., 128 091; Maison du Potier Enr., 91 575.

.Autres: 9 978 332 $

Les Amis de l'Art Inc., 50 000; Annuelle des Professionnels des Industries de l'Image et du Son (A.P.I.I.S.) Inc., 30 000; Archives du séminaire de Trois-Rivières, 21 753; Aria, 22 000; ASSOCIATIONS: Canadienne de Radio & Télévision de Langue Française Inc., 37 500, coopérative de production en arts actuel, 21 000, du disque et de l'industrie du spectacle québécois, 125 000, des éditeurs, 235 000, des éditeurs de périodiques culturels, 54 000, des galeries d'art contemporain de Montréal, 35 000, des libraires du Québec, 32 000, des Orchestres de Jeunes du Québec Inc., 20 000, des organismes musicaux du Québec, 25 000, des professionnels des arts de la scène du Québec, 20 000, québécoise des éditeurs d'images, 43 000, des réalisateurs et réalisatrices de film du Québec, 55 000; Biennale Nationale de Céramique Inc., 35 000; Bottine souriante, 20 000; Cahiers de Théâtre Jeu Inc., 38 000; Caphan, 33 500; Carbonne 14, 112 990; Gilles Carle, 30 000; CENTRES: d'essai des auteurs dramatiques, 107 000, international d'art contemporain de Montréal, 100 000, d'interprétation l'héritage britanique Gaspésie, 24 500, de musique canadienne du Québec, 77 500, de valorisation du patrimoine vivant, 27 000; Cité des arts et des nouvelles technologies de Montréal, 50 000; Commerce international des arts de la scène, 90 000; Communication-jeunesse, 65 000; Concours international de musique de Montréal, 65 000; Conférence des associations des créateurs et créatrices du Québec, 40 000; CONSEILS: des Arts Textiles du Québec Inc., 37 500, des métiers d'art du Québec, 818 000, de la peinture du Québec, 56 050, québécois de l'estampe, 55 900, québécois du théâtre, 100 000, de la sculpture du Québec, 96 900; Corporation du centre d'art de Baie Saint-Paul, 45 000; Dynamo-théâtre circus, 80 000; Écho-centre d'expérimentation et de développement des technologies multimédias, 20 000; Écran humain, 40 000; Événements majeurs en arts visuels du Québec, 35 000; Festi Jazz de Rimouski Inc., 20 000; FESTIVALS: de la chanson de Granby, 90 000, d'été international de Québec, 407 500, international de jazz de Montréal, 195 000, International de Lanaudière Inc., 294 800, international de musique actuelle de Victoriaville, 60 000, international de musique de Montréal, 50 000, International de Nouvelle Danse Inc., 90 000, international rock de Montréal, 50 000, juste pour rire, 200 000, mondial de folklore (Drummond), 25 000, Montréal musiques actuelles 1990, 75 000, de théâtre des Amériques, 150 000, théâtres des jeunes publics Québec, 60 000; FONDATIONS: Les Forges Inc., 45 000, Lionel Groulx, 35 750; Forum vidéo de Montréal, 40 000; Francofolies de Montréal, 50 000; Michel Goulet, 30 000; Groupe Nexus Inc., 27 600; Icom 1992 - Québec Maison Chevalier, 70 000; I musici de Montréal, 43 000; Institut Nationale de l'Image et du Son Inc., 50 000; Inter, 25 000; Les arts et la ville, 25 000; Lettres québécoisses, 43 500; Andrée Maillet, 30 000; Michel Cloutier international, 30 000; Michel Lemieux musique performance, 28 000; Momentum, 21 309; Montréal, ville, 145 383; Musi-art, 26 000; Nuit blanche, 45 500; Office des communications sociales, 40 000; Organisme de conférence pour l'industrie du disque et de la radio, 90 000; Parachute, 38 000; Petite Fanfare Ltée, 50 000; Playwright's Workshop, 32 500; PRODUCTIONS: avanti-plus, 36 000, Chocolat Show Inc., 20 000, du Cirque du Soleil Inc., 350 000; Quinzaine internationale du théâtre, 135 000; REGROUPEMENTS: de centres d'artistes autégérés du Québec, 37 000,

AFFAIRES CULTURELLES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

des Professionnels de la Danse du Québec Inc., 100 000; Rideau Inc., 210 000; Joseph Rouleau, 30 000; Semaine mondiale de la marionnette du Québec, 50 000; SOCIÉTÉS: archives historiques de la région de l'amiante, 35 000, des auteurs recherchistes documentalistes et compositeurs, 66 740, cré-axion II, 36 000, des Graphistes du Québec Inc., 48 500, d'histoire de Sherbrooke, 25 000, historique de la Côte-du-Sud, 20 000, Historique de la Gaspésie Inc., 20 000, historique du Saguenay, 35 733, du musée du séminaire de Québec, 20 000, des musées québécois, 119 425, professionnelle des auteurs et des compositeurs du Québec, 65 000, québécoise de la tapisserie contemporaine, 35 000, Saint-Jean-Baptiste de Montréal, 250 000; Specta-Scène Ltée, 20 370; Spirale, 25 500; THÉÂTRES: de Carton Inc., 59 000, Repère Inc., 53 495, Ubu Inc., 23 000; Union des écrivaines et écrivains québécois, 150 675; Vie des arts, 51 000; Violons du Roy, 35 176; Vox populi "collectif de communication de Montréal", 25 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 1 835 783.

---

11. Autres dépenses: 77 091 $

Parent Charles Simon Napoléon, 45 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 32 091.

AFFAIRES INTERNATIONALES
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	189	153
Divers	6	17
	195	170
Intérêts		
Divers	11	85
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	775	334
Subventions d'années antérieures	66	7
Divers		1
	841	342
	1 047	597
Total des revenus autonomes	1 047	597
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Coopération internationale	2 741	1 650
Total des transferts du gouvernement du Canada	2 741	1 650
Total des revenus	**3 788**	**2 247**

AFFAIRES INTERNATIONALES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES INTERNATIONALES**
Sommaire: page 1-30

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Direction et soutien administratif	25 225	16	24 063	10 892	2 135	3 465	959
Permanents (1)	408	1	407			407	
2. Représentation du Québec à l'étranger	43 834	707	41 885	10 516	13 793	4 534	1 128
3. Développement des affaires bilatérales et multilatérales	31 488	151	28 784	9 721	516	4 872	1 119
4. Office Franco-Québécois pour la Jeunesse	2 350		2 350				
5. Coordination des affaires internationales	4 155	8	3 798	2 458		188	914
TOTAL	107 460	883	101 287	33 587	16 444	13 466	4 120

(1) Loi sur l'exécutif, L.R.Q., c. E-18.

TOTAL DU PROGRAMME

Votés	107 052	882	100 880	33 587	16 444	13 059	4 120
Permanents	408	1	407			407	
	107 460	883	101 287	33 587	16 444	13 466	4 120

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
	50 031	34 026

Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Communications	Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
241	4 174	937	176	64					807		4	209
2 587	5 952	1 165	276	354				2	1 448	101	29	
32	118	310		1								12 095
												2 350
	3	50										185
2 860	10 247	2 462	452	419				2	2 255	101	33	14 839
2 860	10 247	2 462	452	419				2	2 255	101	33	14 839
2 860	10 247	2 462	452	419				2	2 255	101	33	14 839

CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
2 391	14 839

AFFAIRES INTERNATIONALES
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Entreprises			
Aide à la promotion des exportations	2 079	2 004	2 009
Bourses et allocations de séjour dans le cadre des programmes de coopération	69	69	10
Relations et coopération internationales	257	181	139
Soutien à l'emploi en marketing international	1 494	926	1 141
Autres	25	15	
Institutions d'enseignement			
Bourses et allocations de séjour dans le cadre des programmes de coopération	447	445	
Relations et coopération internationales	176	120	178
Autres	18	18	428
Municipalités			
Relations et coopération internationales	76	67	40
Organismes sans but lucratif			
Agence de coopération culturelle et technique	3 105	3 104	2 778
Bourses et allocations de séjour dans le cadre des programmes de coopération	319	318	62
Entente franco-québécoise en matière de télévision	685	684	610
Office Franco-Québécois pour la Jeunesse	2 353	2 353	1 869
Relations et coopération internationales	3 188	2 521	1 838
Autres	726	723	509
Personnes			
Bourses et allocations de séjour dans le cadre des programmes de coopération	770	743	386
Relations et coopération internationales	672	504	803
Autres	60	44	305
Total	**16 519**	**14 839**	**13 105**

AFFAIRES INTERNATIONALES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 33 586 670 $
2. Autres rémunérations: 16 444 359
50 031 029 $

Incluant 6 442 857 $ à l'égard de 89 administrateurs (sous-ministres et personnel cadre) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000$ et plus: Commission de la santé et de la sécurité du travail, 112 086.

---

3. Services de transport et de communication: 13 465 679 $

Banque Royale Diners Club, 2 494 231; Bombardier-Groupe Canadair, 119 627; Caractera Inc., 76 155; Everest Québec Inc., 38 546; FONDS: des moyens de communication, 113 612, renouvelable du service aérien gouvernemental, 46 515, des services de télécommunications, 1 421 156; Interiveb 1981 Inc., 41 394; Montréal Aéroport Hilton, 54 141; SSID - Thailande, 83 382; Traductions B. & B. 1978 Ltée, 68 480; Fonds locaux, 3 126 383.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 5 782 057.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 4 119 031 $

Ackerson & Feldman, 40 600; Banque Royale Diners Club, 161 048; Château Frontenac, 41 205; FONDS: du Bureau de la statistique du Québec, 108 535, des services informatiques, 66 691; Groupe C.G.I. Inc., 41 036; Christian Hardy, 48 317; Ligue des droits et libertés, 41 277; Projet AIFF/Rwanda, 74 213; Projet DADR - Zaire, 98 660; Prosig Informatique Inc., 57 873; Setym International Inc., 69 899; Jean-Claude Simard, 46 831; Steptoe & Johnson Attorneys at Law, 516 547; Jack H. Warren, 124 412; Fonds locaux, 1 049 684.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 532 203.

---

5. Entretien et réparations: 2 860 079 $

Centre de réparation d'ordinateur I.C. Logic, 118 561; Fonds locaux, 2 588 159.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 153 359.

---

6. Loyers: 10 248 787 $

Receveur général du Canada (Ministère des affaires extérieures), 580 946; Savin Canada Inc., 82 455; Société immobilière du Québec, 4 041 096; Velasco de Sanchez - Mejorada Sra Carmen, 37 063; Fonds locaux, 5 280 294.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 226 933.

AFFAIRES INTERNATIONALES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

7. Fournitures et approvisionnements: 2 463 259 $

Fonds des fournitures et de l'ameublement, 139 927; Fonds de reprographie gouvernementale, 175 687; Papeteries J.B. Rolland Ltée, 35 371; Projet DADR-Zaïre, 46 146; Société immobilière du Québec, 102 763; SSID-Thaïlande, 72 703; Fonds locaux, 1 481 354.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 409 308.

---

8. Matériel et équipement: 2 707 671 $

Epson Canada Ltée, 146 392; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 185 566; Hewlett Packard Canada Ltée, 147 339; Ogivar Technologies Inc., 140 512; Olivetti Canada Ltée, 301 812; Systèmes Tella Inc., 147 342; Fonds locaux, 1 403 772.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 234 936.

---

9. Terrains, immeubles et travaux de génie (immobilisations): 101 487 $

Société immobilière du Québec, 101 487.

---

10. Dépenses de transfert: 14 838 448 $

.Agence de coopération culturelle et technique: 3 103 687 $

.Aide à la promotion des exportations: 2 003 616 $

Association des manufacturiers de bois de sciage du Québec, 181 861; Bureau de promotion des industries du bois, 48 578; Cheminées Sécurité (Canada) Ltée, 20 000; Harris Farinon Canada, 21 692; Manufactures de Bijoux Keyes Ltée, 21 885; Produits Ducharme Ltée, 20 000; Protec Microsystems Inc., 20 000; Société Electromed International Ltée, 20 000; Sport Innova-Dex Inc., 24 460; Technomarine Inc., 25 000; Transformateur Delta du Canada Ltée, 20 000; Warenhandelsgesellschaft Tengelmann, 25 436.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 1 554 704.

.Bourses et allocations de séjour dans le cadre des programmes de coopération: 1 574 993 $

Association France-Québec, 109 957; Centre de coopération inter-universitaire France/Québec, 60 000; École Polytechnique de Montréal, 27 923; Seribio, 25 000; Société de la revue Médecine-Sciences, 48 900; UNIVERSITÉS: Laval, 57 800, McGill, 50 025, de Montréal, 58 919, du Québec à Montréal, 72 870, de Sherbrooke, 69 515.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 994 084.

AFFAIRES INTERNATIONALES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Entente franco-québécoise en matière de télévision: 684 102 $

Consortium de television Québec-Canada, 684 102.

.Office franco-québécois pour la jeunesse: 2 352 600 $

.Relations et coopération internationales: 3 392 056 $

ASSOCIATIONS: internationale des maires francophones, 23 310, québécoise des organismes de coopération internationale, 310 000, des universités partiellement ou entièrement de langue française, 380 000; Center for the study of Canada for the Canadian Film Distribution Center, 23 000; CENTRES: d'arbitrage commercial national et international du Québec, 100 000, d'études de l'Asie de l'Est, 25 500, québécois de relations internationales, 24 000; Collaboration Santé internationale, 25 000; Confejes, 87 211; Confemen, 44 342; Conseil de Commerce Canado-Arabe, 174 000; Croix-Rouge, 100 000; Earth Observation Satellite Company, 26 082; Festival d'été international de Québec, 50 000; Fondation Asie Pacifique du Canada, 200 000; Fonds international de coopération universitaire (FICU), 30 000; Icom 1992 Québec-Canada, 30 000; Institut Atwater, 25 000; PROJETS: AIFF/Rwanda, 69 754, DADR-Zaïre, 62 858, Vada Sénégal, 195 929, Vada Tunisie, 70 000; Société pour la mise en valeur du Québec, 25 000; Unesco, 97 500; Université Senghor, 140 000; Université Laval, 24 000; Ville de Montréal, 50 665.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 978 905.

.Soutien à l'emploi en marketing international: 925 977 $

A.P.G. Inc., 27 115; Ateliers Paul Ltée, 30 000; Beel Électroniques Inc., 30 000; Bertec Medical Inc., 30 000; Boutry Canada Ltée, 25 000; Conseillers en Revêtement Antraie Ltée, 27 692; Créations Françoise Bouthillier, 20 000; Diamex Inc., 21 000; Géophysique G.P.R. International Inc., 25 000; Industries Vogue Ltée, 25 500; Machinerie Industrielle Proceco Ltée, 30 000; Précision Photomask Inc., 22 692; Société Municor Inc., 20 000; Supervision 2000 Inc., 30 000; Supports Spencer Canada (1974) Ltée, 20 000; Systèmes Ballistech Inc., 20 769; Szeto Technologies Inc., 24 000; Technomarine Inc., 25 000; Tektrend International Inc., 26 539.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 445 670.

.Autres: 801 417 $

Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse, 240 000; La Société Royale du Canada (Bibliothèque nationale du Canada), 308 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 253 417.

---

11. Autres dépenses: 451 070 $

CHANGE SUR DEVISES ÉTRANGÈRES: 96 688; INTÉRÊTS SUR LOCATION-ACQUISITION: Société immobilière du Québec, 243 898; Fonds locaux, 36 861.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 73 623.

AFFAIRES MUNICIPALES
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Droits et permis		
Autres		
Révision évaluation foncière	55	337
Révision loyer	1 794	1 528
	1 849	1 865
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	5	3
Intérêts		
Obligations, billets, prêts à des municipalités et organismes municipaux	4 691	4 912
Comptes à recevoir	130	179
Divers	19	21
	4 840	5 112
Amendes et confiscations		
Divers		1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	26	63
Subventions d'années antérieures	728	1 607
Divers	1	1
	755	1 671
	5 600	6 787
Total des revenus autonomes	**7 449**	**8 652**

AFFAIRES MUNICIPALES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES
PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE MUNICIPAL**
Sommaire: page 1-26

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL	16 208		15 692	2 808	204	111	31

PROGRAMME 2 — **AIDE ET SURVEILLANCE ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES**
Sommaire: page 1-26

1. Surveillance de la gestion municipale	3 997		3 744	3 310	149	155	7
2. Aide financière aux municipalités	5 868		5 830				
Permanents (1)	1 636		639				12
3. Fonds de péréquation	29 140		29 088				
4. Services quasi judiciaires en gestion municipale	3 005		2 849	2 029	29	222	142
TOTAL	43 646		42 150	5 339	178	377	161

(1) Loi concernant la ville de Schefferville, L.Q., 1986, c. 51.

PROGRAMME 3 — **ÉVALUATION FONCIÈRE**
Sommaire: page 1-26

1. Normalisation et aide technique	2 893	2	2 593	1 911	230	74	284
2. Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement	27 202		20 939				4 296
3. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux des affaires sociales et de l'éducation	243 859		243 629				
4. Compensation de l'effet de plafonnement des taxes foncières sur les terres agricoles	15 953		15 935				
5. Services quasi judiciaires en évaluation foncière	5 772		5 374	3 613	240	324	37
6. Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	6 856		1 700				
TOTAL	302 535	2	290 170	5 524	470	398	4 617

Ce programme vise à aider les municipalités à planifier leur développement par une aide à la réalisation de schémas d'aménagement et d'urbanisme et à préciser aux municipalités régionales de comté des orientations gouvernementales en aménagement.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
11	1	23	31						63			12 409

Ce programme vise à fournir aux municipalités et aux communautés urbaines et régionales l'assistance technique et à exercer la surveillance requise en matière de gestion financière et administrative ainsi qu'à alléger leur fardeau fiscal.

7	19	12	10	1					74			
												5 830
										627		
												29 088
8	356	24	10						29			
15	375	36	20	1					103	627		34 918

Ce programme vise à uniformiser la confection des rôles d'évaluation et à permettre aux contribuables un recours impartial s'ils jugent non équitable l'évaluation de leurs biens immobiliers.

4	1	27	13						49			
												16 643
												243 629
												15 935
8	977	98	15						62			
												1 700
12	978	125	28						111			277 907

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4 — ADMINISTRATION GÉNÉRALE
Sommaire: page 1-26

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Direction	5 956	1	5 579	3 295	451	444	418
2. Gestion	10 185		9 358	2 440	468	754	1 878
TOTAL	16 141	1	14 937	5 735	919	1 198	2 296

PROGRAMME 5 — RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS
Sommaire: page 1-26

1. Aide institutionnelle et assistance technique	3 360		3 282	2 721	218	223	41
2. Soutien financier à la restructuration du territoire, aux villages nordiques et à l'Administration régionale Kativik	16 077		14 477				
TOTAL	19 437		17 759	2 721	218	223	41

PROGRAMME 6 — AIDE FINANCIÈRE À LA CONSTRUCTION DE RÉSEAUX D'AQUEDUC ET D'ÉGOUTS
Sommaire: page 1-10

TOTAL	59 494		35 775				

PROGRAMME 7 — AIDE FINANCIÈRE À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'OUTAOUAIS ET À LA SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC
Sommaire: page 1-30

TOTAL	3 279		3 279				

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.												
3	1	94	47	1					114			711
111	3 157	231	86	4					229			
114	3 158	325	133	5					343			711
Ce programme vise à fournir une aide institutionnelle aux collectivités locales et les assister dans la réalisation de leurs projets de restructuration et de mise en commun des services municipaux.												
3	3	20	14						39			
												14 477
3	3	20	14						39			14 477
Ce programme vise à faciliter la construction de réseaux d'aqueduc et d'égouts dans les municipalités, à capacité financière insuffisante.												
												35 775
Ce programme vise surtout à favoriser l'essor économique de la région de l'Outaouais par la réalisation de projets d'équipement industiel, commercial, récréatif et touristique.												
												3 279

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 8 — SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC
Sommaire: page 1-22

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
Votés	214 898		205 198				
Permanents (2)	402		182				
TOTAL	215 300		205 380				

(2) Loi sur l'habitation familiale, L.R.Q., c. H-1.

PROGRAMME 9 — CONCILIATION ENTRE LOCATAIRES ET PROPRIÉTAIRES
Sommaire: page 1-22

TOTAL	16 280	1	16 131	10 308	925	1 001	349

TOTAL DES PROGRAMMES

Votés	690 282	4	640 452	32 435	2 914	3 308	7 483
Permanents	2 038		821				12
	692 320	4	641 273	32 435	2 914	3 308	7 495

	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	35 349	19 363

Ce programme vise à assurer une plus grande accessibilité à des logements de qualité en favorisant d'une part, la restauration résidentielle et d'autre part, en supportant une partie des coûts encourus par certaines catégories de ménages ou par les municipalités offrant des logements sociaux.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Communications	Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
												205 198
												182
												205 380

Ce programme vise à concilier les relations entre locataires et propriétaires, et à régler leurs conflits.

39	2 751	236	86	17					419		
194	7 266	765	312	23					1 078		584 674
										627	182
194	7 266	765	312	23					1 078	627	584 856

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
					1 705						584 856

AFFAIRES MUNICIPALES
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Municipalités			
Aide à l'habitation	84 787	83 002	77 448
Administration régionale Kativik	3 221	3 126	3 068
Amélioration des équipements communautaires	385	372	223
Amélioration des infrastructures des municipalités nordiques	4 948	3 960	3 860
Compensation de l'effet de plafonnement des taxes foncières sur les terres agricoles	15 953	15 935	14 787
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	6 856	1 700	6 200
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du Gouvernement	22 902	16 643	24 490
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux des affaires sociales et de l'éducation	243 859	243 629	232 490
Construction de réseaux d'aqueduc et d'égouts	59 494	35 775	34 719
Élaboration des schémas d'aménagement	43	19	161
Financement des services municipaux nordiques	6 603	6 135	6 211
Fonctionnement des municipalités régionales de comté	7 727	7 727	7 376
Fonds de péréquation	29 140	29 088	29 206
Restructuration municipale	1 188	1 154	1 013
Revitalisation des centres-villes	339	10	634
Subvention à la ville de Québec à titre de capitale	5 455	5 455	5 215
Autres	5 349	4 758	2 619
Organismes sans but lucratif			
Aide à l'habitation	8 701	7 508	6 764
Associations oeuvrant dans les secteurs municipal et de l'habitation	731	711	530
Personnes			
Aide à l'habitation	92 041	90 098	107 453
Entreprises et organismes du Gouvernement			
Société d'aménagement de l'Outaouais	2 667	2 667	2 974
Société des établissements de plein air du Québec	612	612	544
Subvention à la Société d'habitation du Québec (frais d'administration)	29 771	24 772	27 542
Total	**632 772**	**584 856**	**595 527**

AFFAIRES MUNICIPALES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 32 435 544 $
2. Autres rémunérations: 2 913 630
35 349 174 $

Incluant 10 024 831 $ à l'égard de 140 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organismes, personnel cadre et autre personnel de rang équivalent) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus: Commission de la santé et de la sécurité du travail, 139 169.

---

3. Services de transport et de communication: 3 308 390 $

Fonds des services de télécommunications, 1 161 483; Imprimerie Canada Inc., 188 286; Inter-Voyage Inc., 91 109.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 867 512.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 7 494 691 $

Centre d'automation de Québec, 47 294; FONDS: du Bureau de la statistique du Québec, 90 727, des moyens de communications, 71 495, Les publications du Québec, 49 096, des services informatiques, 972 019; Informatique Multi-Hexa Inc., 108 729; Guy Lambert, 46 808; L.G.S. Conseillers en Informatique Inc., 355 830; MUNICIPALITÉS: Akulivik, 93 414, Aupaluk, 69 581, Charlesbourg, 70 779, Inukjuak, 288 215, Ivujivik, 96 362, Kangiqsualujjuaq, 131 622, Kangiqsujuaq, 104 865, Kangirsuk, 120 780, Kuujjuaq, 543 318, Kuujjuarapik, 56 078, Montréal, 1 544 653, Povungnituk, 461 666, Quaqtaq, 84 924, Sainte-Foy, 37 449, Salluit, 168 571, St-Hyacinthe, 72 837, Tasiujaq, 84 647, Umiujaq, 101 016; Ressources Informatiques Quantum Ltée, 61 488; Solumatic Consultation Inc., 39 355.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 521 073.

---

5. Entretien et réparations: 194 864 $

Services Techniques Bell Inc., 38 366.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 156 498.

---

6. Loyers: 7 263 909 $

Société immobilière du Québec, 7 047 924; Xerox Canada Ltée, 151 709.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 64 276.

AFFAIRES MUNICIPALES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

7. Fournitures et approvisionnements: 766 012 $

Fonds des fournitures et de l'ameublement, 132 687; Fonds de reprographie gouvernementale, 79 994; Joseph Clermont Inc., 61 747.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 491 584.

---

8. Matériel et équipement: 1 389 312 $

Apple Canada Inc., 51 356; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 93 703; I.B.M. Canada Ltée, 343 928; Ogivar Technologies Inc., 206 921; Olivetti Systèmes et Réseaux Canada Ltée, 307 612; Philips Electronics Ltd, 40 451.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 345 341.

---

9. Terrains, immeubles et travaux de génie (immobilisations): 626 834 $

Compagnie Minière IOC, 468 679; Entreprises d'Entretien Scheffer Inc, 35 916.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 122 239.

---

10. Dépenses de transfert: 584 856 561 $

.Administration régionale de Kativik: 3 125 522 $

.Aide à l'habitation: 180 608 492 $

Société d'habitation du Québec, 180 608 492.

.Amélioration des infrastructures des municipalités nordiques: 3 960 135 $

MUNICIPALITÉS: Administration régionale de Kativik, 213 283, Akulivik, 441 239, Aupaluk, 129 404, Inukjuak, 419 851, Ivujivik, 173 429, Kangiqsualujjuaq, 497 134, Kangiqsujuaq, 216 161, Kangirsuk, 224 651, Kuujjuaq, 102 733, Kuujjuarapik, 105 323, Povungnituk, 132 697, Quaqtaq, 224 209, Salluit, 626 208, Tasiujaq, 72 636, Umiujaq, 381 177.

.Associations oeuvrant dans les secteurs municipal et de l'habitation: 711 563 $

Comité intergouvernemental de recherches urbaines et régionales, 84 963; Corporation des Secrétaires Municipaux du Québec Inc., 24 000; Union des municipalités du Québec, 115 000; Union des Municipalités Régionales de Comté et des Municipalités Locales du Québec Inc., 115 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 372 600.

AFFAIRES MUNICIPALES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organismes internationales: 1 700 000 $

Ville de Montréal, 1 700 000.

.Entreprises et organismes du Gouvernement: 28 050 925 $

SOCIÉTÉS: d'aménagement de l'Outaouais, 2 667 300, des établissements de plein air du Québec, 612 000, d'habitation du Québec (frais d'administration), 24 771 625.

.Financement des services municipaux nordiques: 6 134 922 $

MUNICIPALITÉS: Akulivik, 424 194, Aupaluk, 306 655, Inukjuak, 541 940, Ivujivik, 369 166, Kangiqsualujjuak, 431 483, Kangiqsujuaq, 414 075, Kangirsuk, 415 985, Kuujjuaq, 597 286, Kuujjuarapik, 351 750, Povungnituk, 553 655, Quaqtaq, 294 890, Salluit, 566 038, Tasiujaq, 305 717, Umiujaq, 362 088.

.Restructuration municipale: 1 153 650 $

CONSEILS MUNICIPAUX: Amos, 41 460, Albanel, 31 687, Lévis, 122 522; MUNICIPALITÉS: Lévis, 332 391, Louiseville, 63 690, Port-Daniel, 29 501, Rouyn-Noranda, 78 000, Ste-Anne-de-la-Pérade, 22 282, St-Georges, 176 231, Ste-Thècle, 29 072, St-Timothée, 51 656, St-Zacharie, 37 542.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 137 616.

.Revitalisation des centres-villes: 10 000 $

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 10 000.

.Subvention à la ville de Québec à titre de capitale: 5 454 900 $

.Autres: 4 759 092 $

Corporation foncière Nayumivik Kuujjuaq, 40 193; MUNICIPALITÉS: Bonaventure, 55 172, Cap-Chat, 120 000, Cap-aux-Meules, 51 549, Caplan, 53 180, Capucins, 74 131, Carleton, 142 978, Cloridorme, 68 800, Denis-Riverin, 33 016, L'Étang-du-Nord, 118 230, Fatima, 93 387, Grande Cascapédia, 23 681, Grande-Entrée, 60 000, Grande Rivière, 190 946, Grande Vallée, 194 775, Havre-aux-Maisons, 41 901, Hope Canton, 40 971, Île-du-Havre-Aubert, 153 439, Maria, 47 445, Marsoui, 83 738, La Martre, 60 129, Matapédia, 22 337, Mont-St-Pierre, 32 000, Murdochville, 70 368, New Carlisle, 28 260, Newport, 168 778, New Richmond, 178 810, Nouvelle, 29 032, Pabos, 21 626, Pabos-Mills, 123 000, Paspébiac, 153 246, Percé, 176 903, Petite Vallée, 101 480, Pointe-à-la-Croix, 142 659, Port-Daniel, 70 369, Rivière-à-Claude, 60 356, Senneterre, 160 000, St-Alexis de Matapédia, 75 410, St-Alphonse, 21 840, Ste-Anne-des-Monts, 179 535, St-François d'Assise, 105 169, St-François-de-Pabos, 149 178, Ste-Germaine-Anse-aux-Gascons, 98 524, St-Godefroi, 36 418, St-Jules, 57 000, Ste-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine, 34 836, St-Maxime-de-Mont-Louis, 124 624, St-Siméon, 91 540, Ste-Thérèse de Gaspé, 197 687, Tourelle, 205 015.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 95 431.

AFFAIRES MUNICIPALES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

AUTRES BÉNÉFICIAIRES PAR OBJET D'AIDE FINANCIÈERE (pour détail, voir pages 2-42 à 2-49):
349 187 360.

---

11. Autres dépenses: 23 460 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 23 460.

AFFAIRES MUNICIPALES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

DÉPENSES DE TRANSFERT	Amélioration des équipements communautaires	Compensation de l'effet de plafonnement des taxes foncières sur les terres agricoles	Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement
	$	$	$
Municipalités et divers:			
Montréal métropolitain:			
Anjou	1 800		193
Baie-d'Urfé			
Beaconsfield			2 469
Beauharnois		103 497	317
Beloeil		54 049	2 487
Blainville		29 911	539
Boisbriand		18 189	7 757
Bois-des-Filion			
Boucherville		25 930	46 216
Brossard		12 108	66 970
Candiac	2 800	5 160	
Carignan		45 471	50
Chambly	675	22 158	361
Châteauguay		26 843	11 300
Côte-St-Luc			
Delson			
Deux-Montagnes		362	12 286
Dollard-des-Ormeaux			
Dorion			
Dorval			78 524
Greenfield-Park			
Hampstead			14 949
Hudson		26 030	
Île-Perrot			20 638
Kirkland			1 570
Lachenaie		24 408	
Lachine			
La Prairie		23 195	
LaSalle			
L'Assomption, paroisse		23 889	
L'Assomption, ville			779
Laval	4 950	536 978	287 522
Le Gardeur		33 356	457
Lemoyne			
L'Épiphanie, paroisse		27 444	1 060
L'Épiphanie, ville		1 609	
Léry		560	
Longueuil	900	1 121	14 259
Lorraine	450		
Maple-Grove		3 985	
Marieville		1 005	
Mascouche		122 218	3 102
McMasterville		260	
Melocheville		8 910	
Mercier		84 664	
Montréal		121 824	8 300 164
Montréal-Est			
Montréal-Nord			
Montréal-Ouest			
Mont-Royal		2 960	8 730
Mont-St-Hilaire		69 117	1 540
Notre-Dame-de-Bon-Secours		19 756	
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot		18 341	7 800
Otterburn-Park			
Outremont			34 333
Pierrefonds		27 532	
Pincourt			
Pointe-Calumet			583
Pointe-Claire			
Repentigny		24 251	42 203
Richelieu		1 820	

Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des réseaux des affaires sociales et de l'éducation	Construction de réseaux d'aqueduc et d'égouts	Élaboration des schémas d'aménagement	Fonctionnement des municipalités régionales de comté	Fonds de péréquation
$	$	$	$	$
386 983				
51 454				
416 061				
255 286	25 000			
294 620				
82 212				
48 607				
23 697	2 759			
342 501				
521 519				
110 936				
	30 429			
213 175				
1 434 933				
862 005				
58 066	23 685			
411 124				
476 501				
59 228				
455 854				
666 846				
39 650				
29 040				
120 796				
28 491				
160 360	38 035			
1 183 464				
356 930				
1 954 942				
3 868				
281 977				
8 154 217				
194 950				7 363
23 767				
29 052				92 376
	112 686			
291				
4 921 622	2 252 580			
36 218	25 000			
7 013				
248 969	8 857			
226 856				
64 815				
3 795				
30 836				
72 808 251				
18 107				
1 657 373				
76 195				
303 605				
240 789				
6 063	193 625			
36 869				
931 367				
1 132 830				
65 159	68 137			
16 705	551 nnn			20 558
794 577				
924 863				
18 014				

AFFAIRES MUNICIPALES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

DÉPENSES DE TRANSFERT	Amélioration des équipements communautaires	Compensation de l'effet de plafonnement des taxes foncières sur les terres agricoles	Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement
	$	$	$
Municipalités et divers (suite):			
Montréal métropolitain (suite):			
Rosemère			
Roxboro			
Senneville		19 822	
St-Amable		20 422	
Ste-Anne-de-Bellevue			10 187
St-Basile-le-Grand		85 588	
St-Bruno-de-Montarville		20 231	33 767
Ste-Catherine	1 900		2 985
St-Constant		70 636	7 652
St-Eustache		149 214	9 544
Ste-Geneviève			37 550
St-Hubert		86 964	
Ste-Julie		64 424	1 718
St-Lambert			
St-Laurent	150	47 201	37 260
St-Léonard			
Ste-Marie-de-Monnoir		33 999	4 723
Ste-Marthe-sur-le-Lac		4 183	1 794
St-Mathias-sur-Richelieu		36 248	180
St-Mathieu-de-Beloeil		37 070	308
St-Pierre			1 044
St-Raphaël-de-l'Île-Bizard		38 762	
Ste-Thérèse		421	14 977
Terrasse-Vaudreuil	600		260
Terrebonne		36 090	20 529
Varennes		72 262	188
Vaudreuil	900	101 671	4 940
Vaudreuil-sur-le-Lac			
Verdun			
Westmount			37 520
Conseil scolaire de l'île de Montréal			30 312
Municipalités régionales de comté:			
Champlain			
Des Moulins			
L'Assomption			
Roussillon			
Thérèse-de-Blainville			
Vallée du Richelieu			
Vaudreuil-Soulanges			
Québec métropolitain:			
Ancienne-Lorette		8 289	23 101
Beauport		42 607	20 051
Cap-Rouge		796	
Charlesbourg	212	13 031	562 447
Charny			58 049
Lac-Beauport			
Lac-St-Charles		429	43
L'Ange-Gardien		8 762	1 512
Lévis		16 415	2 907
Loretteville			
Québec		36 642	3 353 578
Shannon			1 468
Sillery			55 338
St-Augustin-de-Desmaures		46 331	3 566
St-David-de-l'Auberivière			456 573

Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des réseaux des affaires sociales et de l'éducation	Construction de réseaux d'aqueduc et d'égouts	Élaboration des schémas d'aménagement	Fonctionnement des municipalités régionales de comté	Fonds de péréquation
$	$	$	$	$
205 990				
85 597				
104 183				
28 201	876 783			21 075
1 504 919				
67 209				
396 246				
74 776				
113 312				
530 012				
100 737				
1 440 023	109 867			
125 480	341 565			
409 288				
2 094 193				
731 965				
11 803				3 490
7 919				
	69 111			
160 154				
117 548				
1 030 285	41 684			
5 314	28 494			
432 376				
215 156	328 627			
298 940				
	127 711			
3 095 509				
1 460 847				
			93 299	
			77 465	
			77 465	
			77 465	
			77 465	
			77 465	
		13 750	77 465	
232 326				
4 972 010				
140 949				
1 880 944				
445 261				
20 761	22 893			
62 150	226 778			
8 426				46 272
1 885 708				62 666
667 162				
11 066 749				
2 912 735				
1 065 762	18 846			12 955

AFFAIRES MUNICIPALES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

DÉPENSES DE TRANSFERT	Amélioration des équipements communautaires	Compensation de l'effet de plafonnement des taxes foncières sur les terres agricoles	Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement
	$	$	$
Québec métropolitain (suite):			
St-Émile			
Ste-Foy		50 309	
St-Gabriel-de-Valcartier		3 175	
St-Jean-de-Boischatel		462	15 641
St-Nicolas		12 650	331
St-Romuald	1 650		4 076
Val-Bélair		2 507	3 197
Vanier			
Commission scolaire des Découvreurs			556
Loisirs commun. St-Jean-Baptiste Inc.	900		
Municipalités régionales de comté:			
Châtes-de-la-Chaudière			
Jacques-Cartier			41
Diverses circonscriptions électorales:			
Abitibi-Est	2 700		24 632
Abitibi-Ouest	20 550	13	34 191
Argenteuil	1 800	631 350	4 849
Arthabaska	1 550	115 613	4 473
Beauce-Nord		301 699	1 176
Beauce-Sud	5 100	153 633	606
Beauharnois-Huntingdon	14 975	1 308 183	1 636
Bellechasse	11 300	338 265	566
Berthier	900	352 975	33 453
Bonaventure	5 880	10 083	57 808
Brome-Missisquoi	3 600	774 416	14 444
Champlain	3 900	144 808	16 179
Chapleau	2 000	91 391	15 209
Charlevoix	15 825	19 748	13 916
Châteauguay		72 687	55
Chauveau	600	13 543	89 793
Chicoutimi	2 400	24 123	15 380
Deux-Montagnes		245 753	33 653
Drummond	3 800	38 878	6 408
Dubuc	4 800	36 632	62 727
Duplessis	14 100	239	286 079
Frontenac	1 950	71 170	9 483
Gaspé	8 213	129	124 244
Gatineau	13 500	41 088	2 477
Hull			170 297
Iberville	1 800	960 980	4 990
Îles-de-la-Madeleine	1 200	4 849	30 219
Johnson	8 775	326 292	112
Joliette	10 336	292 681	928
Jonquière		17 808	5 514
Kamouraska-Témiscouata	14 786	93 974	119 487
Labelle	9 525	39 226	55 833
Lac-St-Jean	6 875	119 320	9 555
La Prairie		68 754	
L'Assomption		43 741	33
Laviolette	12 600	53 044	45 416
Les Châtes-de-la-Chaudière	1 800	96 133	4 610
Lévis		85 897	698
Lotbinière	11 400	278 744	7 231
Maskinongé	7 200	195 794	17 483
Masson		43 688	1 615
Matane	11 100	6 504	297 870
Matapédia	21 950	15 221	7 930
Mégantic-Compton	5 100	125 905	110 806

Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des réseaux des affaires sociales et de l'éducation	Construction de réseaux d'aqueduc et d'égouts	Élaboration des schémas d'aménagement	Fonctionnement des municipalités régionales de comté	Fonds de péréquation
$	$	$	$	$
71 662				
8 410 739				
514				
13 768				
63 113	24 548			
194 439				
117 129				
387 378				181 734
			77 465	
			77 465	
1 125 375				
1 377 489	80 348			
810 716	113 630		94 064	624 412
1 734 721	69 130		188 128	913 701
731 078	187 128		77 465	127 599
966 989	683 358	5 000	77 465	86 027
382 984	684 691		232 395	402 752
809 313	28 599		77 465	726 948
545 432	1 367 950		154 930	64 905
715 555	667 437		154 930	542 343
877 181	501 300		77 465	229 627
947 344	1 203 592		188 128	1 175 916
2 450 324	122 836		154 930	8 331
1 126 062				884 107
7 242	278 441			
41 498	421 687		154 930	510 263
4 345 169	3 991			
101 290				
2 060 992	44 004			
647 951	658 852		77 465	
1 848 740	143 103		77 465	10 820
1 683 026	494 223		79 139	24 202
1 635 114	620 494		289 078	866 532
587 641	447 250		77 465	759 687
3 487 367	187 000		282 192	974 471
821 405			126 304	1 845 998
273 087	346 026			152 509
523 317			154 930	
1 969 629	204 173		94 064	12 353
2 629 306	938 838		77 465	567 435
1 510 377			77 465	67 570
1 376 452	1 175 691			82 241
1 864 046	608 115		154 930	
16 647	118 996		94 064	1 416 625
14 252			77 465	432 518
1 050 062	37 427			884 443
264 509	256 320			
56 040	1 784 580		189 887	
343 936	166 754			592 554
530 043	1 287 090			4 000
86 240	448 090		154 930	
1 336 919	238 546		77 465	469 309
1 184 292	118 605			289 526
739 352	279 393			541
	417 547		94 064	1 146 502
			188 128	994 274
			154 610	433 862

AFFAIRES MUNICIPALES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

DÉPENSES DE TRANSFERT	Amélioration des équipements communautaires	Compensation de l'effet de plafonnement des taxes foncières sur les terres agricoles	Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement
	$	$	$
Diverses circonscriptions électorales (suite):			
Montmagny-L'Islet	8 150	180 806	5 079
Montmorency		106 510	235
Nicolet-Yamaska	4 500	558 243	8 902
Orford	900	175 098	13 211
Papineau	5 550	252 806	16 658
Pontiac	2 354	125 636	134 566
Portneuf	9 750	217 067	40 063
Prévost	125	11 822	1 559
Richelieu	300	272 535	54 143
Richmond	1 575	208 159	1 799
Rimouski	5 025	79 084	33 429
Rivière-du-Loup	1 800	31 620	34 752
Roberval	10 950	45 109	29 260
Rousseau	1 800	344 894	4 521
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	2 250	129	36 105
Saguenay	13 760		26 766
Salaberry-Soulanges	4 200	570 409	1 531
Shefford		179 428	77 993
Sherbrooke		651	2 055
St-François	500	102 860	
St-Hyacinthe	3 750	559 395	387 940
St-Jean	3 200	604 285	922
St-Maurice	2 150	24 514	25 195
Terrebonne		143 543	
Trois-Rivières	100	88	19 945
Ungava	1 650		149 460
Vaudreuil		258 478	2 667
Verchères	6 075	510 001	1 221
	372 191	15 934 668	16 643 112

Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des réseaux des affaires sociales et de l'éducation	Construction de réseaux d'aqueduc et d'égouts	Élaboration des schémas d'aménagement	Fonctionnement des municipalités régionales de comté	Fonds de péréquation
$	$	$	$	$
866 805	1 044 315		154 930	859 986
44 491	238 930		154 930	60 781
786 346	412 645		154 930	317 029
1 141 069	562 996		154 930	127 142
774 879	109 745		94 064	89 763
786 593	68 391		94 064	201 120
625 662	1 524 390		77 465	363 645
1 958 472	294 265		248 994	
1 532 152	505 539		77 465	144 413
613 767	627 134		77 465	505 126
2 424 190	42 856		77 465	589 207
1 487 067	1 067 133		154 930	699 633
1 858 503	511 899		188 128	1 781 760
508 239	1 806 984		77 465	92 409
1 996 991	789 873		188 128	885 199
1 551 936	906 709		188 128	1 394 161
1 562 911	271 347			12 437
1 276 241	108 149		77 465	159 725
6 889 905			77 465	
2 642 295	15 000			35 631
2 623 406	470 281		154 930	16 918
1 725 809	45 131		77 465	
1 580 617	758 275		77 465	472 912
55 515				
3 772 889	74 734		77 465	
765 528	25 000			1 505 348
268 782	17 333			
99 646	491 644		77 465	
263 629 171	35 774 641	18 750	7 727 090	29 087 737

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Divers	32	33
Autres		
Mise en marché	104	81
Abattoir et atelier	65	71
Courses	410	401
Pêche commerciale	34	63
Divers	85	89
	698	705
	730	738
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	119	127
Animaux	31	88
Produits de la ferme	185	255
Spermes		130
Eau	16	65
Terrains et bâtisses	748	393
Location de terrains et bâtisses	254	277
Triage de produits marins	(51)	
Cale de halage	12	239
Location de services de personnel	53	60
Recouvrements de tiers	40	162
Autres aides à l'agriculteur	956	631
Enquête et audition	114	108
Divers	109	97
	2 586	2 632
Intérêts		
Prêts à des entreprises agro-alimentaire	3	95
Prêts aux pêcheurs	1 351	1 183
Divers	6	83
	1 360	1 361
Amendes et confiscations		
Infractions à diverses lois	89	81
Divers	19	43
	108	124

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	318	86
Subventions d'années antérieures	135	168
Salaires - accidents de travail	1	76
Divers	19	5
	473	335
	4 527	4 452
Total des revenus autonomes	5 257	5 190
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Assurance-récolte	17 792	18 495
Main-d'oeuvre agricole	408	452
Transport de bétail aux expositions nationales	55	48
Développement de l'agriculture	1 003	1 101
Développement des pêcheries	11	95
Conservation des sols	450	427
Aide aux revenus des agriculteurs (programme spécial)	9 300 (1)	
Divers	37	5
Total des transferts du gouvernement du Canada	29 056	20 623
Total des revenus	34 313	25 813

(1) Nouvelle entente avec le gouvernement fédéral, se terminant le 31 mars 1991, pour venir en aide aux producteurs qui ont subi des baisses de revenus importantes en 1990.

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES
PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **PLANIFICATION, RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT**
Sommaire: page 1-8

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Planification et études économiques	2 682		2 658	2 158	133	104	156
2. Recherche agricole	20 152		19 618	8 825	2 203	534	1 185
3. Enseignement agricole	16 560	1	16 478	10 168	1 762	272	780
TOTAL	39 394	1	38 754	21 151	4 098	910	2 121

PROGRAMME 2 — **FINANCEMENT AGRICOLE**
Sommaire: page 1-8

1. Gestion interne et soutien	19 846	1	19 617	13 080	1 807	1 090	1 154
Permanents (1)	50						
2. Prêts à long terme	88 755		88 639				
Permanents (2)	7 598		6 816				
3. Prêts à moyen et court terme	3 447		3 381				
Permanents (3)	100						
4. Établissements	26 675		26 610				
5. Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers							
Permanents (4)	28 000		25 051				
TOTAL	174 471	1	170 114	13 080	1 807	1 090	1 154

(1) Loi favorisant le crédit à la production agricole, L.R.Q., c. C-77 et Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques, L.R.Q., c. C-79.
(2) Loi sur le crédit agricole, L.R.Q., c. C-75.
(3) Loi favorisant l'amélioration des fermes, L.R.Q., c. A-18.
(4) Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, L.R.Q., c. A-29.1.

Ce programme vise à orienter l'évolution de l'agriculture en fonction des besoins du milieu, trouver la solution à des problèmes au moyen de recherche ainsi que former des personnes compétentes en agriculture.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
4	6	28	16	1					52			
236	234	1 357	150	34		1		5	646	268		3 940
216	175	1 641	32	2		16			244	302		868
456	415	3 026	198	37		17		5	942	570		4 808

Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat.

46	1 711	268	148	130					182			1
												88 639
												6 816
												3 381
												26 610
												25 051
46	1 711	268	148	130					182			150 498

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 3 — AIDE À LA PRODUCTION AGRICOLE

Sommaire: page 1-8

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Mise en valeur des productions	32 962		32 704				
Permanents (5)	60		54				
2. Conservation et amélioration des ressources agricoles	12 826		12 658	1 745	657	159	322
3. Santé animale	23 000		22 585	4 732	380	249	1 022
4. Administration et services régionaux	36 825	2	36 280	29 058	2 808	2 263	534
TOTAL	105 673	2	104 281	35 535	3 845	2 671	1 878

(5) Loi sur les sociétés d'agriculture, L.R.Q., c. S-25.

PROGRAMME 4 — ASSURANCES AGRICOLES

Sommaire: page 1-8

1. Assurance-récolte	21 850		21 850				
2. Assurance-stabilisation des revenus agricoles	158 108		158 108				
3. Gestion interne et soutien	19 561	1	19 025	5 374	2 452	1 143	7 691
4. Programmes nationaux tripartites	16 520		16 515				
TOTAL	216 039	1	215 498	5 374	2 452	1 143	7 691

PROGRAMME 5 — COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES

Sommaire: page 1-8

1. Développement des entreprises de transformation	5 901		3 862	1 451	85	106	53
2. Développement des marchés	21 222	1	20 242	2 124	281	419	183
3. Contrôle de la qualité des produits	24 774	1	23 942	13 272	1 744	1 630	361
TOTAL	51 897	2	48 046	16 847	2 110	2 155	597

Ce programme vise à améliorer le rendement des cultures et de l'élevage et diversifier la production selon les possibilités.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
												32 704 54
10	232	78	18	9					114			9 314
116	26	470	41	1					155			15 393
94	183	614	188	5					533			
220	441	1 162	247	15					802			57 465

Ce programme vise à compenser les pertes de rendement dans les récoltes et à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles selon certaines modalités.

												21 850
												158 108
285	1 203	376	150	30					321			
												16 515
285	1 203	376	150	30					321			196 473

Ce programme vise à promouvoir le développement du secteur secondaire agro-alimentaire, développer des marchés intérieurs et extérieurs et assurer des prix équitables aux producteurs et des produits de qualité aux consommateurs.

1		24	14						27			2 101
2	9	72	9	6					70			17 067
140	92	858	104	14					588			5 139
143	101	954	127	20					685			24 307

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 6 (*) — RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC
Sommaire: page 1-8

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL	3 914		3 773	2 730	181	334	40

(*) Ce programme était désigné sous le nom de Régie des marchés agricoles du Québec jusqu'au 12 septembre 1990.

PROGRAMME 7 — GESTION DU TERRITOIRE AGRICOLE
Sommaire: page 1-8

1. Commission de protection du territoire agricole du Québec	8 578	4	8 481	4 842	1 187	631	371
2. Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole	1 072		1 056	858	32	77	39
3. Contribution aux taxes municipales et scolaires sur les fermes	31 254		31 217				
TOTAL	40 904	4	40 754	5 700	1 219	708	410

PROGRAMME 8 — GESTION INTERNE ET SOUTIEN
Sommaire: page 1-8

1. Direction	3 101	3	3 059	2 415	45	374	67
2. Soutien administratif et technique	37 574	14	36 379	11 299	1 073	4 554	2 189
TOTAL	40 675	17	39 438	13 714	1 118	4 928	2 256

PROGRAMME 9 (*) — COMMISSION DES COURSES DU QUÉBEC
Sommaire: page 1-8

TOTAL	12 588	1	12 181	1 220	309	326	1 303

(*) Ce programme était désigné sous le nom de Commission des courses de chevaux du Québec jusqu'au 21 novembre 1990.

Ce programme vise à surveiller, coordonner et renforcer la mise en marché des produits agricoles et à améliorer la qualité des grains utilisés au Québec.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
8	397	55	5	1					22			

Ce programme vise à préserver la vocation agricole des sols arables et à alléger la charge fiscale des exploitations agricoles.

23	999	300	33						95			
1	8	15							26			
												31 217
24	1 007	315	33						121			31 217

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

6	20	90	20	1					21			
639	15 062	673	196	20					302	261		111
645	15 082	763	216	21					323	261		111

Ce programme vise à assurer la protection et la sécurité du public lors des activités de courses et à promouvoir l'industrie des courses de chevaux au Québec.

10	396	82	25						103			8 407

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 10 — DÉVELOPPEMENT DES PÊCHES ET DE L'AQUICULTURE

Sommaire: page 1-10

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Planification, recherche et administration	5 643	1	5 571	3 017	838	269	316
2. Contribution à la pêche, l'aquiculture et la transformation	27 344	1	26 302	1 885	276	251	302
TOTAL	32 987	2	31 873	4 902	1 114	520	618
TOTAL DES PROGRAMMES							
Votés	682 734	31	672 791	120 253	18 253	14 785	18 068
Permanents	35 808		31 921				
	718 542	31	704 712	120 253	18 253	14 785	18 068

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
	138 506	65 869

Ce programme vise à orienter le développement des pêches et de l'aquiculture et à fournir aux entreprises une aide financière, des services et des équipements d'appui aptes à améliorer le rendement du secteur.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
109	197	331	121	32					225			116
48	33	180	20	951		209			223	2 408		19 516
157	230	511	141	983		209			448	2 408		19 632
1 994	20 983	7 512	1 290	1 237		226		5	3 949	3 239		460 997 31 921
1 994	20 983	7 512	1 290	1 237		226		5	3 949	3 239		492 918

CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
7 419	492 918

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Entreprises			
Améliorations foncières	6 375	6 313	12 662
Assurance-récolte	21 850	21 850	19 739
Assurance-stabilisation des revenus agricoles	158 108	158 108	121 431
Assurance-stabilisation: programmes nationaux tripartites	16 520	16 515	20 114
Crédit agricole: Exécution de garantie de remboursement d'emprunt (Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers)	28 000	25 051	27 694
Crédit agricole: mise en valeur des exploitations agricoles	23 400	23 400	30 315
Crédit agricole: prise en charge d'une partie de l'intérêt	103 240	102 047	85 477
Déplacement de la main-d'oeuvre	959	959	1 033
Développement de la commercialisation des produits agro-alimentaires	1 262	1 056	2 240
Développement de diverses productions dans les régions agricoles	5 768	5 761	3 582
Développement de l'industrie des courses de chevaux	8 458	8 407	9 388
Fruits et légumes: production, entreposage et mise en marché	6 610	6 480	2 051
Pêches maritimes: construction de bâteaux	5 596	5 593	5 326
Pêches maritimes: production aquicole	1 164	1 074	289
Pêches maritimes: transformation des produits bio-aquatiques	2 275	2 227	2 820
Plan de restructuration du secteur des pêches	7 879	7 596	
Production laitière: analyse des troupeaux	3 165	3 165	2 800
Productions animales	3 512	3 510	3 689
Productions végétales			2 620
Promotion de la qualité de gestion à la ferme	2 310	2 309	1 878
Secteur bio-alimentaire: gestion des entreprises et développement de nouveaux produits	1 757	1 521	1 837
Services vétérinaires	15 411	15 393	13 824
Taxes municipales et scolaires: remboursement partiel	31 253	31 217	29 968
Autres	9 594	6 335	5 022
Institutions d'enseignement			
Formation d'exploitants agricoles	806	806	840
Recherche universitaire	3 133	3 111	3 298
Municipalités			
Aménagement des cours d'eau	3 004	2 984	4 250
Inspection des aliments	5 140	5 139	4 891
Organismes sans but lucratif			
Aide à des associations et organismes oeuvrant dans les secteurs de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation	3 085	2 992	2 692
Personnes			
Bourses de recherche	136	108	126
Lait - école	12 430	12 381	11 221
Entreprises et organismes du Gouvernement			
Régie des assurances agricoles du Québec			
Déficit accumulé au régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de betteraves sucrières	6 710	6 710	3 550
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires - SOQUIA	2 800	2 800	
Total	**501 710**	**492 918**	**436 667**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 120 253 154 $
2. Autres rémunérations: 18 251 544
138 504 698 $

Incluant 15 489 121 $ à l'égard de 223 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organismes, personnel cadre et autre personnel de rang équivalent) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus: Commission de la santé et de la Sécurité du travail, 892 411.

---

3. Services de transport et de communication: 14 785 633 $

Club Voyages Calypso, 95 317; Commission de l'exposition provinciale du Québec, 35 104; Consultour Club Voyages, 95 977; Courrier Purolator Ltée, 125 285; FONDS: des moyens de communication, 301 823, renouvelable du Service aérien gouvernemental, 111 009, de reprographie gouvernementale, 62 085, des services de télécommunications, 5 241 738; Imprimerie Héon et Nadeau Ltée, 37 203; Imprimerie Laurentide de Québec Inc., 41 859; Inter-Voyages Inc., 188 157; Voyages CAA, 96 311; Fonds locaux, 147 870.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 8 205 895.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 18 293 439 $

Agence de sécurité pros Ltée, 49 957; Atkinson, Tremblay & Associés Inc., 170 808; Claude Beaubien, 36 641; Bédard, Savoie, Gagné, Gingras, 43 770; Cégep de la Gaspésie et des Îles, 36 320; Centre des Techniques de l'Informatique (C.T.I.) Inc., 41 658; Collège Macdonald, 45 400; Commission scolaire de Portneuf, 50 662; Conciergerie C.D.J. (Québec)Inc., 74 705; Conseillers en Gérance de construction TEQ Inc., 119 435; Consultants B.P.R., 73 441; Consultants Savage et Thibault Inc., 43 627; Cosit Inc., 39 510; Digital Équipement du Canada Ltée, 49 872; École Nationale d'administration publique, 46 735; Faculté de médecine vétérinaire, 487 167; Fédération des producteurs de porcs du Québec, 49 040; Fonds du Bureau de la statistique du Québec, 87 821; Fonds des services informatiques, 1 537 992; Gespro informatique Inc., 44 942; Groupe C.F.C., 43 524; Groupe D.M.R. Inc., 162 803; Informatique Multi-Hexa Inc., 59 708; Institut Armand-Frappier, 490 000; Sylvio Juneau, 66 764; Lucien Labbé, 67 971; Jean-Claude Martineau, 75 492; Mon Ter Val Inc., 55 953; André Normandin, 75 596; Michel Paquette, 36 140; Olivier Philibert, 73 294; Photosur Géomat Inc., 61 775; Price Waterhouse, 60 586; Procéan, 57 762; André Racette, 54 876; Roger Roberge, 82 000; Roy, Bourassa & Associés Inc., 39 964; Yvon Roy, 77 096; Sage Contact Inc., 54 257; Sécurité Saglac Inc., 76 016; Service Sanitaire Frontenac Ltée, 131 575; SHL Systemhouse Inc., 49 900; Sopax M.H. Groupe Conseil Ltée, 68 567; Gilles Tétreault, 42 922; Tremblay, Vaillancourt et Robitaille, 41 251; UNIVERSITÉ(S): Laval, 557 529, McGill, 206 592, Montréal, 66 729, du Québec à Montréal, 56 860; Fonds locaux, 7 512 669.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 4 657 765.

---

5. Entretien et réparations: 1 995 858 $

Construction Bugère Inc., 36 840; Electro (1983) Inc., 73 000; Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau, 189 758; Microservice Québec Inc., 39 508; Services Techniques Bell Inc., 117 255; Société immobilière du Québec, 167 704; Unisys Canada Inc., 69 585.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 302 208.

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

6. Loyers: 20 983 616 $

Corporation Aquarium des Îles-de-la-Madeleine Inc., 139 308; CRDA Agriculture Canada, 64 831; Savin Canada Inc., 158 342; Société immobilière du Québec, 19 361 792; Xerox Canada Ltée, 403 594.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 855 749.

---

7. Fournitures et approvisionnements: 7 516 006 $

C.D.M.V. Inc., 57 204; Enveloppe Innova, 85 286; Ferme Jeandon Inc, 61 872; Fisher Scientifique Ltée, 166 013; FONDS: des fournitures et de l'ameublement, 908 224, d'information géographique et foncière, 81 980, Les Publications du Québec, 63 643, de reprographie gouvernementale, 233 012; Formulaires et Systèmes Moore Ltée, 45 350; Gaz Métropolitain, 253 577; Graphi Technique Inc., 41 068; Hydro-Québec, 978 084; Imprimerie Vitray Inc., 37 250; Longchamps et Fils Inc., 40 560; MHA Canada Inc., 155 657; Mobilier de bureau M.B.M. Inc., 40 124; Les Papeteries J.B. Rolland Ltée, 61 102; Pétroles Esso Canada, 188 137; Les Pétroles Irving Inc, 119 944; Produits Pétro-Canada, 45 324; Produits Shell Canada Ltée, 58 894; Fonds locaux, 247 548.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 3 546 153.

---

8. Matériel et équipement: 5 239 664 $

Apple Canada Inc., 109 265; Carl Zeiss Canada Ltée, 49 639; Comterm Inc., 56 137; Epson Canada Ltée, 195 517; Fisher Scientifique Ltée, 49 666; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 364 148; Général Motors du Canada Ltée, 90 164; Goodfellow Inc., 75 292; Hewlett Packard Canada Ltée, 201 364; I.B.M. Canada Ltée, 172 892; Les Industries Harnois Inc., 58 794; Informatique Mercier Inc., 38 274; Joliette Dodge Chrysler Ltée, 45 328; Kodak Canada Inc., 44 591; Les Laboratoires Québec Inc., 36 808; Leica Canada Inc., 47 880; Louis Germain Inc., 35 662; MHA Canada Inc, 55 241; O.E. Inc., 76 862; Ogivar Technologies Inc., 637 133; Perkin Elmer Canada Ltée, 64 976; Philips Électronique Ltée, 175 990; Sweet Électronique Inc., 159 936; Les Systèmes A.C.C.I. Inc., 53 234; Terochem Scientific, 37 617; Thermo Jarrell ASH (CANADA) Ltée, 165 566; Varian Canada Inc., 70 664; Wintersteiger America Inc., 35 919; Zentronics, 52 362.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 982 743.

---

9. Terrains, immeubles et travaux de génie (immobilisations): 3 239 253 $

Alpro Électrique Inc., 80 161; La Cie R.O Construction Ltée, 66 682; Compagnie Minière I.O.C., 131 508; Construction Jean Robert Ltée, 388 696; Construction Célébrité Inc., 93 000; Les Constructions Léo Laplante Inc., 197 858; Les Constructions P.E. Martin Inc., 68 937; Hervé Pomerleau Inc., 1 755 630; Jolibois Lionel, 70 000; P & B Entreprises Ltée, 58 125; Pavage Beau-Bassin 1987 Inc., 37 753; Procam Construction Inc., 77 500; Toitures Couture Associés Inc., 84 500.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 128 903.

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

10. Dépenses de transfert: 492 918 748 $

.Aide à des associations et organismes oeuvrant dans les secteurs de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation: 2 991 847 $

Alliance des pêcheurs commerciaux, 79 400; ASSOCIATION(S): des éleveurs de bovins Charolais du Québec, 25 000, Hereford du Québec, 25 000, Holstein Canada, 75 000, des pêcheurs de la Basse Côte-Nord, 45 232, des pêcheurs propriétaires des Iles, 40 000, québécoise de l'industrie de la pêche, 53 000; Commission d'exposition provincial, 126 169; Corporation de l'exposition d'agriculture du centre du Québec, 22 410; Exposition d'agriculture Bassin la Chaudière Inc., 58 808; F S H E Q, 20 000; Les producteurs de sucre d'érable du Québec, 624 942; SOCIÉTÉ(S): d'agriculture d'Argenteuil, 22 869, d'agriculture de Brome, 26 071, d'agriculture de Chicoutimi, 21 086, d'agriculture de Montmagny, 20 301, d'agriculture de Soulanges, 90 933, d'agriculture de St-Hyacinthe, 92 888, Ayrshire du Québec, 52 500, du district d'Arthabaska, 300 000, des éleveurs de porcs du Québec, 35 000, des producteurs éleveurs de chevaux standardbred du Québec, 88 500; 164305 Canada Inc. & l'U.P.A., 496 399.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 550 339.

.Assurance-récolte: 21 850 000 $

CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT ÉGALE AUX COTISATIONS VERSÉES PAR LES AGRICULTEURS CONCERNANT L'ASSURANCE-RÉCOLTE: Régie des assurances agricoles du Québec, 21 850 000.

.Assurance-stabilisation des revenus agricoles: 158 107 612 $

CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT ÉGALE AU DOUBLE DES PRIMES VERSÉES PAR LES PRODUCTEURS EN VUE DE STABILISER LEUR REVENU: Régie des assurances agricoles du Québec, 158 107 612.

.Assurance-stabilisation - programme nationaux tripartites: 16 514 924 $

CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT ÉGALE AUX PRIMES VERSÉES PAR LES PRODUCTEURS EN VUE DE STABILISER LEUR REVENU: Régie des assurances agricoles du Québec, 16 514 924.

.Bourse de recherche: 108 000 $

Université Laval, 80 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 28 000.

.Crédit agricole-exécution de garantie de remboursement d'emprunt: 25 050 616 $

Fonds d'assurance prêts-agricoles et forestiers, 25 050 616.

.Crédit agricole-mise en valeur des exploitations agricoles: 23 399 920 $

Agronoël Inc., 30 000; Morgan Arthur, Roderick & Linda Arthur, 27 380; Harrison Ball et Shelley Chief, 30 000; Diane Beaudry et Michel Bombardier, 21 653; A. Bélisle et Fils Enr, 45 000; Claude Bourgault et Jacinthe Bernier, 28 095;

Michel Chagnon et Madeleine Lamarche, 22 191; Réal Cossette et Diane Beland, 22 000; Yvan Couture et Jean Couture, 30 000; Daniel et Marc Riendeau Inc., 30 000; Denis et Jacinthe Forcier Enr, 22 676; Donna et Térence Coddington Enr, 30 000; Normand Dumais et Danielle Caron, 30 000; Érablière F. L. G. Inc., 30 000; Érablière Jori Enr, 25 187; FERME(S): Amicale Inc., 27 248, André Girard et Fils Inc., 30 000, Auranger Enr, 25 895, Avicole MLG Bourdeau Inc., 23 000, A. M. T. Surprenant Enr, 30 000, Gérald Beauregard et Associés, 30 000, Beauvide, 30 000, Marcel Bélisle et Fils, 30 000, Bergeroy, 45 000, Bergolux Enr, 30 000, Bernamic Enr, 30 000, André et Claude Boucher, 23 562, B. B. L. Tremblay Inc., 30 000, Camiré et Frères Enr, 30 000, Cap-Rouge Enr, 25 322, Champvent Enr, 27 617, Clau-Chant, 21 160, Clémentale Inc., 45 000, De La Côte Enr, 27 200, De La Côte Inc., 30 000, De La Montagne Enr, 30 000, Des Bermudes, 28 775, Du Jura Inc., 30 000, Du Rapide Sud Inc., 30 000, Du Ruisseau Lo-Gi-Ro Inc., 30 000, Duron, 20 000, Edgar Dubé Inc., 29 600, L' Épervière Inc., 30 000, Forget Enr, 45 000, Fragnière Delabays, 30 000, Fredanjo Enr, 30 000, F. R. M. Lagacé Enr, 24 012, Gérard Charbonneau et Fils Inc., 30 000, Gérard Lefrançois et Fils Inc., 45 000, Ginette & François Lebeau Enr, 22 500, Goyer et Frères, 30 000, Gravel et Fils Enr, 30 000, Guenoud Enr, 30 000, G. Beauchemin & Fils Inc., 30 000, G. L. Henderson Enr, 20 500, G. M. H. Inc., 30 000, Halifranc Inc., 41 890, Jalaude Enr, 23 900, Janss Inc., 25 097, Jaraine, 20 622, Jean-Rock Champagne et Fils Inc., 30 000, Joystein, 30 000, J. C. L. Audesse Inc., 30 000, J. P. A. D. Raymond Inc., 28 248, La Belle Étoile Inc., 25 271, Lacroix et Frères, 30 000, Laurier Enr, 21 900, Lefèbvre Enr, 22 750, Lorden Enr, 30 000, L. P. Inc., 26 143, Malinald Enr, 28 248, Manning, 34 000, Marveil Enr, 26 746, Mégantic View, 23 479, Mi-Linda Enr, 20 500, Montpetit Enr, 30 000, Myosotis Enr, 20 216, Nid d'Hirondelle Enr, 27 391, Pierrien Enr, 20 000, Pier-Jules Inc., 30 000, Porcite Inc., 30 000, P. C. M. Delisle Inc., 30 000, Rayquatre Enr, 30 000, Rhetaise, 24 800, Ristal Inc., 21 512, Robert Savary Inc., 26 000, Rosaire Blais & Fils Inc., 30 000, R. Deneault Enr, 30 000, R. S. N. Enr, 30 000, Saniporc Enr, 22 673, Saumonière Enr, 20 000, Séjour Inc., 30 000, Seriny Inc., 30 000, Sontheim Enr, 30 000, Sopier Enr, 25 670, Roger & Sylvie St-Pierre, 30 000, Thibodo Enr, 23 100, Tinant Enr, 30 000, Yves et Nicole Bissonnette Enr, 22 011; Donald Frier et Jill Kemp, 22 981; Ludger Frigon et Françoise Claveau, 23 713; F. L. Groleau Inc., 30 000; Gagnon et Frères Enr, 21 016; Jacques Lauzon et Fils Enr, 30 000; Richard Laporte et Carole Hétu, 23 184; Carmen Lavallée, Martin et Joël Lambert, 28 125; Gérald Leduc & Lise Giroux, 23 613; Guy Levasseur & Brigitte Houde, 30 000; Martine Maheu et Gilles Drouin, 30 000; Gilles Meunier & Thérèse Dulude, 30 000; Christian Nadeau et Ginette Cormier, 22 916; Rita Nadeau et Jacques Pouliot, 20 546; François Parent et Céline Bélanger, 22 630; Marcel Pelletier et Diane Belisle, 30 000; Pierre Bourdelais Inc., 23 513; Yves R. Provost et Christiane Laplante, 30 000; Raeburn Holsteins, 30 000; Les Ruchers D. G. F. Inc., 20 123; Brian Scullion & Line Dionne, 21 109; Les Serres Beloeil Enr, 21 769; Martin Simard et Mireille Salter, 24 200; Société d'Ancoeur, 21 169; Société Rainville et Frères, 45 000; Serge Soucy et Linda Benjamin, 25 800; Les Tabacs Gidavin Inc., 30 000; Réal Thibodeau et Diane Ramsay, 30 000; Claude Trottier et Corinne Beaupré, 29 298.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 19 856 475.

.Crédit agricole-prise en charge d'une partie de l'intérêt: 102 046 972 $

Diverses personnes, 102 046 972.

.Développement de l'industrie des courses de chevaux: 8 407 042 $

Commission des courses du Québec, 8 368 000; Groupe de recherche en médecine équine du Québec, 30 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 9 042.

.Entreprises et organismes du Gouvernement: 9 510 000 $

Contribution au déficit accumulé au fonds d'assurance-récolte et d'assurance-stabilisation des revenus pour les producteurs de betteraves sucrières: Régie des assurances agricoles du Québec, 6 710 000; Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA), 2 800 000.

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Formation d'exploitants agricoles: 806 000 $

Collège Macdonald, 806 000.

.Inspection des aliments: 5 139 490 $

Communauté urbaine de Montréal, 4 372 127; Ville de Québec, 498 828; Ville de Sherbrooke, 154 933; Ville de Trois-Rivières, 113 602.

.Lait-école: 12 380 733 $

Agrodor coopérative agro-alimentaire, 417 471; Agropur Amqui, 124 103; Agropur Montréal, 1 415 871; Aliment Ault Ltée, 172 752; Chaine coopérative Saguenay, 170 526; Commission des écoles catholiques de Montréal, 50 000; Commission scolaire Crie, 84 183; Commission scolaire Kativik, 86 185; Conseil de l'indusdrie laitière, 937 242; La crèmerie de Trois-Rivières Ltée, 179 845; Ferme la Mauricie Purdel, 46 239; LAITERIE(S): Casavant Inc., 298 049, Chagnon Ltée, 81 500, Chalifoux Inc., 86 556, Dallaire Ault Ltée, 228 209, de La Baie, 92 132, Lamothe & Frères Ltée, 147 270, Lowe, 37 038, Mont St-Bruno, 98 540, Mont St-Hilaire Ltée, 130 111, Royola Inc., 134 016, Victo, 34 774; La Natrel Inc., 5 742 182; Nutrinor coopérative agro-alimentaire, 286 973; Purdel Montréal Inc., 169 553; Purdel Québec, 735 643.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 393 769.

.Pêches maritimes - construction de bateaux: 5 593 634 $

Corinne Anglehart Blais, 95 479; Pierre Az. Arseneau, 39 907; Jean Bezeau, 44 941; Julien Blanchette, 60 749; Gaston Boies, 65 126; Yves Boisvert, 25 152; Oneil Bond, 156 199; Alcide Boulay, 21 491; Martin Castilloux, 95 394; Randy Clark, 21 133; Harold N. Côté, 21 748; Jean-Claude Côté, 120 972; Harold Cotton, 119 721; Claude Couillard, 56 561; Crevettes du Golf Inc., 26 580; Roland L. Cyr, 23 166; Richard Després, 128 469; Albert Dupuis, 95 807; Serge Dupuis, 28 057; Georges Fraser, 108 904; Glen Gallichon, 25 660; Daniel Giasson, 22 277; Hector Giasson, 91 407; Scott Girard, 111 398; Thomas Hobbs, 20 350; William Hobbs, 20 323; J.L.B. Pêcheries du Cap Inc., 63 709; Gilles Joncas, 64 485; Guy Jones, 27 249; James H. Keats, 36 022; L.D.J. Turbide Inc., 44 389; Bernard Labbé, 31 885; Jean-Claude Labrie, 58 292; Antonin Laflamme, 163 532; Charles Landry, 34 517; Jean-Marc Legault, 103 102; Elphège Lelièvre, 23 348; Léopold Marcoux, 21 140; Jean-Louis Monger, 20 371; Robert Nadeau, 23 082; Laurent Normand, 49 775; Bertrand O'Connor, 49 659; Nelson O'Connor, 35 924; Marc Paré, 139 843; PÊCHERIES: C.C. Inc., 56 766, Castilloux Inc., 101 187, Clermont David, 97 137, R. Dufresne Inc., 26 697, Gedema Inc., 61 398, Raoul Grenier Inc., 98 615, Réjean Grenier Inc., 123 328, Gaston Laflamme Inc., 160 677, Claude Landry Inc., 97 857, Serge Mercier Inc., 97 775; Marcel M. Plourde, 119 040; Daniel Roussel, 23 323; Marcel Roussy, 23 280; Roland Roussy, 55 542; Fernand Sylvestre, 178 658; Léonard Thériault, 64 029; Robert Thériault, 22 814; Jean-Marie Therrien, 41 595; Réal Turbide, 44 837; Bruno Vibert, 21 066.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 1 440 718.

.Pêches maritimes - transformation de produits bio-aquatiques: 2 227 099 $

Association québécoise de commercialisation de poissons et fruits de mer (A Q C O M E R), 40 000; Association des pêcheurs de Bonne Espérance Inc., 812 131; Comité des pêcheurs d'Harrington Harbour, 182 000; Comité des pêcheurs de Middle Bay, 454 500; Del Castillo Bacalao, 29 754; Les Crustacés des Îles Inc., 35 465; Entreprise H. Aida Inc., 107 850; Ferme de truites St-Mathieu Inc., 28 131; Gastronomie Gaspésienne Inc., 103 850; Groupe frais congelé, 62 250; Madelipêche Inc., 23 522; Primonor Inc., 143 132; 150147 Canada Inc, 121 237.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 83 277.

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Pêches maritimes - production aquicole: 1 074 113 $

Administration régionale Crie, 84 100; Administration régionale Kativik, 42 625; Aquaculture Manic Saguenay Inc., 130 400; Association québécoise de l'industrie de la pêche, 157 500; C.R. Aquacultures Inc., 54 390; Chantier maritime Paspébiac, 81 786; Ferme piscicole des bobines, 38 000; Yves Fournier, 20 000; Fruits de mer Grande-Entrée, 52 800; Pêcheries Douglas Mc Innis, 21 641; Pisciculture des Alleghanys Inc., 84 800; Pisciculture Guay Inc., 66 000; Socomer Inc., 75 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 165 071.

.Plan de restructuration du secteur des pêches: 7 595 821 $

Alliance des pêcheurs commerciaux, 164 650; Baie des Chaleurs aquaculture, 288 243; Coopérative des pisciculteurs Estrie, 38 390; Fruits de mer Grande-Entrée, 27 622; Groupe industrie du crabe Gaspé, 90 000; Thomas Lawless, 183 750; Madelipêche Inc., 400 000; Poissons salés gaspésiens Ltée, 32 200; Primonor 1989 Inc., 120 000; Producteurs de homards du Québec, 71 210; Société des Pêches de Newport Inc., 300 000; 150147 Canada Inc., 3 350 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 2 529 756.

.Production laitière - analyse des troupeaux: 3 165 000 $

Corporation du programme d'analyse des troupeaux laitiers du Québec (P A T L Q Inc.), 3 165 000.

.Recherche universitaire: 3 111 268 $

Collège Macdonald, 891 887; Institut Armand Frappier, 108 338; Institut Nationale de recherche scientifique, 65 301; UNIVERSITÉ(S): Laval, 1 427 128, De Montréal, 485 005, Du Québec à Montréal, 30 778, De Sherbrooke, 68 556.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 34 275.

.Secteur bio-alimentaire - gestion des entreprises et développement de nouveaux produits: 1 520 526 $

Abattoir du Témis Inc., 37 350; Agrodor CAA Outaouais Laurentide, 62 000; Aliments Delisle Ltée, 63 740; Bexel Inc., 152 133; C A M S Terres Noires Ltée, 37 776; Comax coopérative agricole, 180 000; Culipak Inc., 50 000; Domaine de la Chevrière Enr, 42 016; Fromage Victoria, 23 021; Montpak Ltée, 119 263; Salami Vénitien, 42 452; Richard Sirois, 43 654; Tyson Canada Inc., 400 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 267 121.

.Autres: 6 335 134 $

Aquatek Mariculture Inc., 22 000; Association de la jeunesse rurale du Québec, 23 340; Centre d'Insémination Porcine du Québec Inc., 456 034; Collège Macdonald, 60 000; Comax coopérative agricole, 170 000; Coopérative service d'agriculture Abitibi ouest, 28 000; Corporation programme d'évaluation des porcs commerciaux, 20 000; Denis Desrochers, 60 000; Les Entreprises Agriel Inc., 57 717; FÉDÉRATION(S): agricole biologique du Québec, 152 098, des agricultrices du Québec, 90 000, Institut Horticole Ornementale du Québec Inc., 60 000, des producteurs de bovins du Québec, 35 711; FERME(S): Angus, 23 410, J. Chartier & Fils Inc., 53 624, Larent Inc., 60 000, Roy Michel Inc., 27 575, Théo Ltée, 49 999, Viber Inc., 21 704, Volac Inc., 31 122; Gilles Hamel, 26 721;

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

Institut québécois de l'horticulture ornementale, 300 000; Jardin botanique de Montréal, 50 000; Louise Lacroix, 22 510; Mario Leclerc, 40 000; P A T L Q Inc., 25 000; La Pommeraie de Dunham Inc., 34 377; Les Serres Hypo Vie Inc., 24 999; Service de main d'oeuvre agricole U.P.A., 25 119; Société d'agriculture de Richmond, 22 105; La Société Ayrshire du Québec, 20 876; Société des éleveurs de bovins canadiens, 44 036; Syndicat des producteurs de bleuets du Québec, 23 368; Syndicat des producteurs de chevaux de course Saguenay Lac St-Jean, 21 499; Truites des Sources 1990 Inc., 40 000; Université Laval, 30 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 4 081 690.

.Autres dépenses de transfert par circonscription électorales: 75 982 997 $

Divers bénéficiaires selon l'objet d'aide financière décrit au tableau (pour détail voir pages 2-68 à 2-71): 75 982 997.

---

11. Autres dépenses: 1 235 464 $

Change sur devises étrangères, 44 255; Indemnités pour dommages et intérêts: Adrien, Yves et Clermont Plourde, Rita Cadorette Plourde, 938 096; Perte sur ventes de biens acquis par suite de défaut des emprunteurs (Office du crédit agricole du Québec), 129 925.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 123 188.

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)	Amélioration foncière	Aménagement des cours d'eau	Déplacement de la main-d'oeuvre	Développement de la commercialisation des produits agro-alimentaires	Développement de diverses productions dans les régions agricoles
	$	$	$	$	$
Abitibi-Est					65 097
Abitibi-Ouest				108 339	564 102
Argenteuil	400 544	93 753	6 399		39 078
Arthabaska	32 857	92 448	4 242	75 000	17 750
Beauce-Nord	183 424			1 402	12 043
Beauce-Sud	61 126	10 773			41 805
Beauharnois-Huntingdon	437 092	341 431	29 849	44 690	33 627
Bellechasse	77 666		27 270		47 256
Berthier	114 119	101 988	13 930		17 171
Bertrand	99 991				23 470
Bonaventure					453 000
Brome-Missisquoi	217 629	21 522	260		2 716
Chambly	91 244				11 700
Champlain	85 479	16 178	1 140		37 552
Chapleau	17 051				
Charlesbourg					
Charlevoix	1 463				63 773
Châteauguay	18 242		160 794		5 383
Chauveau		81 230			
Chicoutimi	14 398				57 574
Chomedey					
Deux-Montagnes	56 188		54 032		16 720
Drummond	94 044		30 062		
Dubuc	37 241	34 448			178 340
Duplessis	1 650		5 480		103 671
D'Arcy-McGee					
Fabre	1 751		23 540		5 000
Frontenac	8 089	1 700			58 280
Gaspé	779		2 560		11 592
Gatineau	26 185	142 921	5 865		45 645
Groulx					
Hull				11 682	
Iberville	413 871	154 328	5 035		39 198
Îles-de-la-Madeleine					35 269
Jean-Talon	1 102		6 907		
Johnson	232 804	405 338	4 355		4 580
Joliette	196 409		47 230		22 505
Jonquière	34 292				15 118
Kamouraska-Témiscouata	89 914	53 077	2 755		289 888
La Peltrie	60 357				
La Prairie	67 160		11 060		500
Labelle	8 073		3 380		82 550
Lac-St-Jean	92 489			4 350	152 732
Lafontaine	18 060			8 237	5 204
Laporte				29 502	5 479
Laurier					
Laviolette	39 886				45 460
Lévis	26 413		6 313	177 323	672
Limoilou					
Lotbinière	175 908	317 955		10 649	42 587
L'Assomption	70 261	129 665	45 785		9 035
Maskinongé	106 752	21 517	7 614		62 099
Masson	29 077				
Matane	2 761		225		91 823
Matapédia	42 631	40 153	2 668		400 514
Mégantic-Compton	108 306				19 836
Mercier					
Mille-Îles	5 292				13 024
Montmagny-L'Islet	94 626		1 196	8 098	133 568
Montmorency	24 104	1 437	1 252		19 799
Nelligan			143 712		
Nicolet-Yamaska	478 320		3 860		22 750
Notre-Dame-de-Grâce				50 349	
Orford	51 284			13 848	152 820
Papineau	74 725	5 960	8 173		38 128
Pontiac	26 271				129 792
Portneuf	77 540		6 664	20 695	
Prévost	25 406		32 645		

Fruits et légumes - production, entreposage et mise en marché	Productions animales	Promotion de la qualité de gestion à la ferme	Services vétérinaires	Taxes municipales et scolaires - remboursement partiel
$	$	$	$	$
	3 325			24 575
146 956	73 672	51 835	142 958	268 733
244 308	65 700		273 600	723 260
40 896	14 212	129 556	1 275 491	584 631
122 465	73 988	91 198	520 071	1 262 818
88 776	39 775	32 455	450 949	562 491
527 075	61 263	146 083	731 544	1 356 682
5 328	40 742		788 807	688 595
92 865	34 210	22 610	232 107	735 046
	7 148	21 445	51 208	266 399
6 835	44 473		30 171	201 638
324 973	103 891	72 692	44 685	899 932
4 537	23 049		76 877	314 038
16 921	56 747	103 980	412 879	453 876
			22 772	28 689
		23 147		4 987
33 006	44 554		90 246	344 588
			56 588	131 195
5 385	800	32 999		73 661
111 203	7 230	31 548	126 417	53 966
				3 206
332 097		64 972		342 451
65 413	7 010	61 038	263 580	289 736
49 917	43 902	11 769	14 738	419 914
39 923	1 849			4 053
	927			2 688
78 378				173 532
31 152	151 591	40 530	253 270	482 814
5 741	8 521		7 957	13 925
11 645	135 306		127 550	285 829
	3 550		45 052	43 786
			7 789	
746 552	57 105	59 403	708 134	1 262 528
853	3 661		29 366	3 537
11 719	4 134		61 051	14 477
42 396	98 367	5 744	227 599	1 049 419
321 754	180 515	42 725	499 728	541 015
	4 904			262 279
7 842	72 924	77 851	115 564	646 561
5 044	1 480	26 927	7 847	78 887
256	6 000		1 125	34 339
44 345	23 665	35 538	65 521	338 362
45 471	33 359	69 275	462 176	588 774
10 000			35 997	4 890
908				
5 000				
246	1 050	43 675	81 468	159 478
77 422	2 711	35 293		73 025
9 026				13 653
80 783	62 442	104 222	495 623	1 394 134
27 705	14 152	67 634	777	194 433
7 926	22 791		178 149	658 429
	23 757			130 184
57 164	86 353	29 103	193 040	226 332
20 167	183 028	92 560	371 167	610 169
7 187	107 201	21 741	123 749	798 153
		2 811		
9 029				141 350
20 429	78 957	37 665	260 406	523 379
3 811	2 576	8 250	95 811	189 538
				12 284
67 125	54 310	94 513	539 313	1 449 179
124 797	128 486	28 454	349 601	590 030
1 998	52 393	23 416	268 770	440 708
9 500	110 556		93 763	300 728
139 258	51 164	15 475	334 386	507 135
		17 571		7 604

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)	Amélioration foncière	Aménagement des cours d'eau	Déplacement de la main-d'oeuvre	Développement de la commercialisation des produits agro-alimentaires	Développement de diverses productions dans les régions agricoles
	$	$	$	$	$
Richelieu	98 586	77 691	22 682		5 160
Richmond	121 165			191 818	16 618
Rimouski	22 813	6 166			273 008
Rivière-du-Loup	32 025	59 275	5 500		349 656
Robert-Baldwin					
Roberval	135 227	53 153			453 659
Rousseau	174 235		1 330		71 978
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	38 142	379 848			443 546
Saguenay	14 216				311 769
Salaberry-Soulanges	124 251				
Shefford	70 251	48 300	27 385		
Sherbrooke			10 286		
St-François	14 608	175 472			
St-Hyacinthe	185 819		22 610	58 816	18 560
St-Jean	194 960	114 365	16 031		12 923
St-Laurent			6 855		
St-Louis				55 465	
Ste-Marie-St-Jacques				22 892	
St-Maurice	4 987				5 909
Taillon	13 449		36 143	163 513	
Taschereau					
Terrebonne	19 353				9 442
Trois-Rivières	2 747		5 972		6 017
Ungava					
Vachon	1 926				
Vanier					2 100
Vaudreuil	96 840		725		
Verchères	134 454	1 997	9 310		33 084
Vimont			87 970		
Westmount	61 927				
	6 314 327	2 984 039	959 051	1 056 668	5 760 704

Fruits et légumes - production, entreposage et mise en marché	Productions animales	Promotion de la qualité de gestion à la ferme	Services vétérinaires	Taxes municipales et scolaires - remboursement partiel
$	$	$	$	$
41 345	173 308		65 087	491 260
839 252	142 556		325 427	818 981
59 789	77 025	24 244	318 085	368 804
4 629	48 370	19 426	496 613	509 051
			2 896	2 762
29 858	41 880	62 101	259 560	703 637
60 080	46 812		51 792	558 394
15 000	61 785	25 239	138 952	301 093
71 926	26 160		46 857	115 212
47 894			23 978	134 853
126 127	19 599	68 950	445 509	309 227
		8 280	54 707	
81 207	5 788	48 329	311 426	142 091
88 312	173 145	32 940	546 864	617 575
76 491	24 675	57 611	259 859	408 496
				2 573
327 053				
2 207	19 550	4 477	186 109	138 747
15 823	228			19 015
9 055				
	2 635			152 052
	14 343		3 909	34 182
	14 595			
376				14 103
	36 350			96
120 070	850		1 000	168 673
154 513	64 723	76 784	238 659	880 461
17 078				59 022
		2 825		
6 479 673	3 509 853	2 308 909	15 392 686	31 217 087

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Dispositions de biens meubles excédentaires	1 284	1 637
Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement:		
Services de soutien		1 158
Revenu net		368
Fonds renouvelable pour les équipements informatiques:		
Revenu net		930
Fonds renouvelable de la reprographie		
Services de soutien		1 595
Revenu net		6
Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau:		
Services de soutien		349
Revenu net		70
Biens en capital cédés aux Fonds spéciaux des fournitures et de l'ameublement et pour les équipements informatiques	1	211
Équipements informatiques réévalués lors du transferts du fonds renouvelable au fonds spécial		6 101
Divers	45	22
	1 330	12 447
Intérêts		
Prêts	3 099	
Divers	19	22
	3 118	22
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 672	887
Salaires - accidents de travail	71	27
	1 743	914
Total des revenus autonomes	**6 191**	**13 383**

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES
PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES**
Sommaire: page 1-28

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Gestion interne et soutien	13 137		12 293	2 983	435	566	2 449
2. Approvisionnements	32 437	1	31 137	8 027	798	20 956	80
3. Gestion des contrats et services gouvernementaux	2 960		2 398	1 986	28	140	39
4. Services immobiliers	2 890	1	2 626	2 293	107	23	120
TOTAL	51 424	2	48 454	15 289	1 368	21 685	2 688

PROGRAMME 2 — **EXÉCUTION DES OBLIGATIONS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES ENVERS LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC**
Sommaire: page 1-28

1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit d'un ministère ou organisme en vue de défrayer la location des espaces et des loyers d'aménagement mis à sa disposition par la Société immobilière du Québec (*)							
2. Projets d'aménagement des ministères et organismes	1 646		1 468				
TOTAL	1 646		1 468				

(*) Le solde des crédits ainsi transférés et de ceux déjà inscrits dans les budgets des ministères pour de tels projets peut être remboursé à la présente provision avec le droit de l'utiliser à nouveau; le tout aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

TOTAL DES PROGRAMMES

Votés	53 070	2	49 922	15 289	1 368	21 685	2 688

	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	16 657	32 474

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources du ministère, à effectuer les achats du Gouvernement, à assurer l'encadrement normatif et réglementaire des contrats, à proposer au Gouvernement des politiques et règlements relatifs à l'acquisition et à la fourniture de services et à fournir divers services aux ministères et organismes du Gouvernement; il vise également à établir, avec la collaboration des ministères et organismes désignés par le Gouvernement, leurs besoins immobiliers.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
257	4 773	272	199	1					356			2
245	36	543	119	6					327			
8	6	57	28						16			90
8	6	36	33									
518	4 821	908	379	7					699			92

Ce programme vise à doter les ministères et organismes des crédits requis aux fins d'assumer des dépenses reliées au service de gestion des espaces mis à leur disposition par la Société immobilière du Québec.

	1 468											
	1 468											
518	6 289	908	379	7					699			92

	CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
	699	92

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Organismes sans but lucratif			
Autres	2	2	9
Fonds spéciaux			
Entretien et réparations des machines de bureau	90	90	81
Reprographie gouvernementale	214		343
Total	306	92	433

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 15 288 715 $
2. Autres rémunérations: 1 367 867
16 656 582 $

Incluant 2 162 370 $ à l'égard de 30 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organismes, personnel cadre et autre personnel de rang équivalent) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions de Gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus: Commission de la santé et de la sécurité du travail, 92 917.

---

3. Services de transport et de communication: 21 685 035 $

Aéropar International Courrier Inc, 52 128; Courrier Purolator Ltée, 1 640 448; Dicom Express Inc, 60 490; Fonds des moyens de communications, 134 768; Fonds des services de télécommunications, 353 798; GM Patry Ltée, 89 816; Imopac (Intl) Inc, 98 221; Interpost systems Limited, 41 069; Jet services J.S.T. Inc, 160 387; Pitney Bowes du canada Ltée, 118 043; Société canadienne des postes, 18 287 837; Starber International Inc, 59 364; Tnt Mailfost international mailing, 109 253.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 479 413.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 2 687 605 $

Fonds des services de télécommunications, 71 255; Fonds des services informatiques, 1 842 145; le groupe c.g.i. Inc, 58 002; Groupe D.M.R. Inc, 107 582.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 608 621.

---

5. Entretien et réparations: 518 160 $

Émilien Bédard Inc, 46 249; Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau, 69 430; Les Industries FDS Inc, 36 844; Société immobilière du Québec, 202 098.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 163 539.

---

6. Loyers: 6 288 973 $

Savin Canada Inc, 36 701; Société immobilière du Québec, 6 224 948.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 27 324.

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

7. Fournitures et approvisionnements: 908 558 $

Fonds des fournitures et de l'ameublement, 214 055; Fonds de reprographie gouvernementale, 159 190; Ultramar Canada Inc, 95 225.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 440 088.

---

8. Matériel et équipement: 1 077 789 $

Apple Canada Inc, 35 115; Centre du camion Beaudoin Inc, 45 589; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 165 047; Olivetti systèmes et réseaux Canada Ltée, 291 411; Pitney bowes du Canada Ltée, 191 014.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 349 613.

---

10. Dépenses de transfert: 92 000 $

.Fonds spéciaux: 90 000 $

Fonds d'entretien et de réparations des machines de bureau: 90 000.

.Autres: 2 000 $

---

11. Autres dépenses: 7 150 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 7 150.

ASSEMBLÉE NATIONALE
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Projets de lois publics	157	139
Projets de lois privés	62	107
Livres, journaux et souvenirs	211	198
Restaurant Le Parlementaire	571	534
Restaurant le Mini-Débat	232	170
Divers	112	140
	1 345	1 288
Intérêts		
Divers	1	1
Recouvrements		
Divers	16	23
	1 362	1 312
Total des revenus autonomes	1 362	1 312

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **SERVICES AUX LÉGISLATEURS**
Sommaire: page 1-24

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Secrétariat général et législation							
Permanents (1)	3 060		2 917	1 797	494	469	95
2. Commissions parlementaires							
Permanents (1)	1 378		1 185	700	226	97	155
Permanents (2)	8 294	2	4 904	518	577	953	1 290
TOTAL	12 732	2	9 006	3 015	1 297	1 519	1 540

(1) Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1.
(2) Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, L.Q., 1990, c.34.

PROGRAMME 2 — **GESTION INTERNE ET SOUTIEN**
Sommaire: page 1-24

1. Bibliothèque							
Permanents (3)	3 173		3 172	2 112	599	13	188
2. Sécurité							
Permanents (3)	1 362		1 361	149	819	4	9
3. Soutien							
Permanents (3)	28 985	1	28 941	10 002	4 559	2 324	945
4. Fonds de réserve							
Permanents (3)							
TOTAL	33 520	1	33 474	12 263	5 977	2 341	1 142

(3) Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1.

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateurs et de contrôleurs de l'activité gouvernementale.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
		23	5						34			
21	1 483	7 51	4						7			
21	1 483	81	9						41			

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes de l'Assemblée nationale et à informer les parlementaires et les citoyens de ses activités.

5		240	2	8					5			
68	1	45	14						45	207		
2 565	1 283	2 916	783	11					1 120	2 433		
2 638	1 284	3 201	799	19					1 170	2 640		

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 3 — SERVICES STATUTAIRES DE SOUTIEN AUX PARLEMENTAIRES

Sommaire: page 1-24

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Indemnités et allocations							
Permanents (4)	6 648	8	6 410	824		4 536	
Permanents (5)	9 456		9 428	9 428			
2. Personnel des députés							
Permanents (4)	14 835	2	14 662	12 692		602	1 110
3. Services de recherche des partis							
Permanents (4)	703		695	383	120	42	84
TOTAL	31 642	10	31 195	23 327	120	5 180	1 194

(4) Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1.
(5) Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. C-52.1.

TOTAL DES PROGRAMMES							
Permanents	77 894	13	73 675	38 605	7 394	9 040	3 876

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
	45 999	23 809

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
	1 050											
1	191	45	5								16	
	3	57	6									
1	1 244	102	11								16	
2 660	4 011	3 384	819	19					1 211	2 640	16	

	TRANSFERT
CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	
3 867	

ASSEMBLÉE NATIONALE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations:	38 604 281 $
2. Autres rémunérations:	7 394 240
	45 998 521 $

Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale: 9 427 534 $.

Président: Jean-Pierre Saintonge.

Vice-Présidents: Michel Bissonnet, Lawrence Cannon, Roger Lefebvre.

Chef de l'Opposition officielle: Jacques Parizeau.

Leader parlementaire du Gouvernement: Michel Pagé.

Leaders parlementaires adjoints du Gouvernement: Jean-Pierre Bélisle, Daniel Johnson, Roger Lefebvre.

Leader parlementaire de l'Opposition officielle: Guy Chevrette.

Leader parlementaire adjoint de l'Opposition officielle: François Gendron.

Whip en chef du Gouvernement: William Cusano.

Whip en chef de l'Opposition officielle: Jacques Brassard.

Whips adjoints(te) du Gouvernement: Madeleine Bleau, Norman MacMillan, Rémy Poulin.

Président du Caucus du parti du Gouvernement: Marcel Parent.

Adjoints(tes) parlementaires: André Beaudin, Jean-Pierre Bélisle, Robert Benoit, Jacques Chagnon, France Dionne, André J. Hamel, Albert Houde, Jean Leclerc, Yvon Lemire, Cosmo Maciocia, Ghislain Maltais, Serge Marcil, Henri Paradis, Marcel Parent, Christiane Pelchat, Paul Philibert, Jean-Guy St-Roch, Robert Thérien, Michel Tremblay, Russell Williams.

Présidents(tes) de commissions élues permanentes: Guy Bélanger, Claude Dauphin, Réjean Doyon, Jean Garon, Louise Harel, Jean-Guy Lemieux, Pauline Marois, Maurice Richard.

Vice-présidents(tes) de commissions élues permanentes: Madeleine Bélanger, Francis Dufour, Claire-Hélène Hovington, Jean-Pierre Jolivet, Jean A. Joly, Denis Lazure, Roger Paré, Rémy Trudel.

Présidents(te) de séances: Jean Audet, Jeanne L. Blackburn, Christian Claveau, Georges Farrah, Paul-André Forget, Henri-François Gautrin, Réal Gauvin, Jean-Claude Gobé, John Kehoe, René-Serge Larouche, Jacques Léonard, Robert Lesage, Robert Libman, Charles Messier.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE:

Président: Jean-Pierre Saintonge.

Membres: André Boulerice, Jacques Brassard, Pierrette Cardinal, Michel Charbonneau, William Cusano, Michel Després, Richard B. Holden, Carmen Juneau, Marcel Parent.

Membres suppléants(tes): Yves Blais, Madeleine Bleau, Benoit Fradet, Robert Libman, Nicole Loiselle, Norman MacMillan, Rémy Poulin, Cécile Vermette.

Députés: Indemnité et allocation de dépenses, 8 457 753 $.*

	Sur base annuelle du 01-04-90 au 31-12-90	Sur base annuelle du 01-01-91 au 31-03-91
Indemnité	57 260 $	60 123 $
Allocation de dépenses	10 070 $	10 574 $

* Les députés ont reçu l'indemnité et l'allocation de dépenses prévues par les articles 1 et 10 de la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale (L.R.Q., C-52.1).

ASSEMBLÉE NATIONALE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

Autres: 36 570 987 $

Incluant 2 617 077 $ à l'égard de 34 administrateurs (sous-ministres et personnel cadre) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus: Commission de la santé et de la sécurité du travail, 56 282.

---

3. Services de transport et de communication: 9 040 585 $

DÉPUTÉS: Déplacements de la circonscription électorale au Parlement, 904 584; Dépenses pour la location, dans la circonscription électorale du député, d'un local pour recevoir ses électeurs et l'achat d'ameublement de bureau, 2 287 130.

AUTRES: Bell Canada, 747 297; Bell Cellulaire Inc., 248 852; Club Voyages Ulysse Inc., 202 638; Fonds: des moyens de communications, 93 625, de reprographie gouvernementale, 55 069, des services de télécommunications, 1 505 758; Imprimerie St-Romuald, 819 325; Québec téléphone, 167 408; Taxis Coop Québec 525-5191, 46 554; Telbec, 64 559; Télébec Ltée, 130 874; Unitel, 68 395.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 698 517.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 3 875 969 $

Assemblée internationale des parlementaires de langue française, 89 596; Association internationale des parlementaires de langue française, 40 000; Banque Nationale du Canada, 105 827; Claude Bélanger, 73 486; Michel Bélanger, 42 300; Jean Campeau, 42 300; Collège Lasalle Industries Inc., 38 870; Communications Verbatim Inc., 103 926; Consultations T.W.S., 38 500; Contrefort Inc., 49 390; Fonds des moyens de communications, 472 260; Gagnon, Guy, Letellier, Ross, 41 438; Étienne Genest, 45 682; Charles G. Grenier, 64 635; Groupe DMR Inc., 42 925; Litho Acme (Québec) Inc., 37 650; Raymond, Chabot, Martin, Paré, 49 800; Restaurant Le Parlementaire, 71 005; Henri-Paul Rousseau, 41 580; Jean-Jacques Saintonge, 40 973; Gilles Savoie, 40 405; Solivar, 43 091; Carole Trembiay, 76 629; Utlas International Canada, 58 187.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 2 125 514.

---

5. Entretien et réparations: 2 659 768 $

Brassard et Boucher Inc., 58 008; Caerocom Ltée, 63 055; Constructions Comc Inc., 48 910; Derko Ltée, 494 568; Ébénisterie J.L. Poulin, 64 583; Entreprises G.T.C. Enr., 119 865; Excavations Marcel Cauchon Inc., 61 874; Otis Canada Inc., 37 740; Service d'Entretien Empro Inc., 79 861; Services Techniques Informatiques S.T.I. Inc., 382 553; Société immobilière du Québec, 603 834; Université Laval, 60 002.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 584 915.

---

6. Loyers: 4 011 291 $

DÉPUTÉS: Logement, dans la ville de Québec ou dans son voisinage immédiat, d'un député qui a sa résidence principale à l'extérieur de la ville de Québec d'une circonscription électorale contigüe à cette ville, 1 049 427.

AUTRES: Bell Canada, 53 535; Fonds des moyens de communications, 153 582; Intair, 38 668; Réseau Pathonic Inc., 656 890; Société immobilière du Québec, 1 331 830; Société du versant Nord, 66 385; Telesat Canada, 340 291; Xerox Canada Ltée, 96 823.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 223 860.

ASSEMBLÉE NATIONALE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

7. Fournitures et approvisionnements: 3 383 826 $

Boulevard Produits de Bureau Inc., 45 821; Corporation des tapis Peerless, 40 394; Dataworld (Canada) Inc., 48 428; Distrilec Inc., 58 551; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 178 621; Fonds de reprographie gouvernementale, 551 839; Granicor Inc., 38 728; Kirabau Inc., 42 407; M Q portes et fenêtres, 45 044; Papeteries J.B. Rolland Ltée, 228 733; Société des alcools du Québec, 63 371; Viandes Vanier Inc., 58 405; Westburne Québec Inc., 36 547.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 946 937.

---

8. Matériel et équipement: 2 029 584 $

Bell Canada, 51 931; Cassidy, 38 961; Dec Mobilier Inc., 45 479; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 163 411; Heidelberg Canada Ltd., 204 640; Industries Rouillard Inc., 76 467; Irisco du Québec Inc., 43 375; Mistigri Service Informatique Inc., 59 784; Misys Inc., 35 058; O.E. Inc. (Compagnie Canadienne d'Équipement de Bureau), 39 461; Ogivar Technologies Inc., 107 382; Paymaster, 57 142; Services Techniques Informatiques S.T.I. Inc., 462 838; Sidelco (1983) Inc., 86 016; Trane vente et service Québec, 48 846.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 508 793.

---

9. Terrains, immeubles et travaux de génie (immobilisations): 2 639 585 $

Architectes Lemay & Michaud, Bernard, Cloutier, Ross, 185 039; Cagibi, 66 720; Constructions Béland & Lapointe Inc., 278 030; Constructions Nouveau Concept M.L. Inc., 65 647; Coulombe & Garant Construction Inc., 120 000; Denis St-Louis et associés, 370 491; Eug. Prémont & Fils Inc., 37 221; Hervé Pomerleau Inc., 1 050 000; Laroche & Gilbert Construction Inc., 50 220; Paquet, Dutil et associés, 139 269; Sidelco (1983) Inc., 188 973.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 87 975.

---

11. Autres dépenses: 35 419 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 35 419.

COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	42	55
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	74	12
Divers	64	42
	138	54
	180	109
Total des revenus autonomes	180	109
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Cours de préparation à la citoyenneté	(3)	2 138
Divers	(26)	28
Total des transferts du gouvernement du Canada	(29)	2 166
Total des revenus	151	2 275

COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES
PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION**
Sommaire: page 1-14

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Politiques et programmes	5 236	1	4 674	2 661	864	127	867
2. Services à la clientèle	32 587	515	31 583	13 596	10 513	348	2 369
3. Direction et services professionnels	22 215	8	20 956	5 626	1 487	1 548	1 592
TOTAL	60 038	524	57 213	21 883	12 864	2 023	4 828

PROGRAMME 2 — **CONSEIL DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET DE L'IMMIGRATION**
Sommaire: page 1-14

TOTAL	963	1	962	525	145	31	41

TOTAL DES PROGRAMMES

Votés	61 001	525	58 175	22 408	13 009	2 054	4 869

SUPER-CATÉGORIES	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	35 417	17 421

Ce programme vise à assurer l'épanouissement des communautés culturelles et leur participation à la vie nationale, de même que le recrutement, la sélection et l'adaptation des immigrants.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
	8	7	2									138
2	91	162	215						114			4 173
295	8 106	696	695	4					812			95
297	8 205	865	912	4					926			4 406
2	192	19	2						5			
299	8 397	884	914	4					931			4 406

Ce programme vise à fournir au ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration les avis requis par la loi et ceux relatifs aux besoins des communautés culturelles et de l'immigration.

CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
931	4 406

COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Organismes sans but lucratif			
Accueil et adaptation des immigrants	1 171	1 171	1 334
Aide à la francisation des immigrants	400	371	384
Fonds d'aide aux réfugiés	133	131	87
Prix des communautés culturelles et autres subventions	240	192	
Programmes des communautés culturelles	1 660	1 647	1 781
Personnes			
Aide à la francisation des immigrants	1 077	854	552
Entreprises et organismes du Gouvernement			
Institut québécois de recherche sur la culture	40	40	50
Total	4 721	4 406	4 188

COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 22 407 972 $
2. Autres rémunérations: 13 008 893
35 416 865 $

Incluant 2 297 293 $ à l'égard de 36 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organismes, personnel cadre et autre personnel de rang équivalent) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus: Commission de la santé et de la sécurité du travail, 109 680.

---

3. Services de transport et de communication: 2 054 382 $

Club automobile de Québec, 92 309; Fonds des services de télécommunications, 838 406; Métropole Litho Inc., 120 387.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 003 280.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 4 869 343 $

Arcodex Ltée, 49 800; Commission des écoles catholiques de Montréal, 1 037 497; COMMISSIONS SCOLAIRES: du Goéland, 47 385, Jérome Le Royer, 72 900, régionale Chambly, 53 291, du Sault St-Louis, 58 330, Ste-Croix, 428 832; Conseil et Gestion et d'Organisation CGO Inc., 169 620; FONDS: des moyens de communications, 78 582, des services informatiques, 526 800; GROUPES: DMR Inc., 202 941, S.E.E. Inc., 43 884; Institut québécois de recherche sur la culture, 50 000; Joël Raiffaud et Associés Inc., 59 273; Publication Daz Inc., 72 460; Services d'éducation des adultes Lakeshore/Baldwin-Cartier, 81 000; SHL Systemhouse Inc., 43 119; Statbec Inc., 44 750; Université du Québec à Montréal, 60 000; Fonds locaux, 35 779.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 653 100.

---

5. Entretien et réparations: 298 955 $

Société immobilière du Québec, 243 122.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 55 833.

---

6. Loyers: 8 397 176 $

Savin Canada Inc., 44 483; Société immobilière du Québec, 8 124 780; Xerox Canada Ltée, 179 166.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 48 747.

COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

7. Fournitures et approvisionnements: 883 691 $

Fonds des fournitures et de l'ameublement, 219 023; Papeteries J.B. Rolland Ltée, 54 784; Papiers Inter-Cité Ltée, 52 736.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 557 148.

---

8. Matériel et équipement: 1 845 236 $

Concept Audio Visuel, 51 591; Data Terminal Mart, 180 085; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 513 148; Haliburton & White Ltée, 59 840; Memorex Telex Inc., 50 296; O.E. Inc., 67 572; Olivetti Systèmes et Réseaux Canada Ltée, 180 789; Oracle Corporation Canada Inc., 39 380; Philips Électronique Ltée, 280 446.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 422 089.

---

10. Dépenses de transfert: 4 405 546 $

.Accueil et adaptation des immigrants: 1 171 080 $

Accueil-Parrainage Outaouais Inc., 32 000; Amitié chinoise de Montréal, 23 900; ASSOCIATIONS: multi-ethnique pour l'intégration des personnes handicapées du Québec, 27 100, des travailleurs grecs du Québec, 24 000; Bureau de la Communauté Chrétienne des Haïtiens de Montréal, 33 000; CARI St-Laurent, 30 000; CARREFOURS: d'aide aux réfugiés (C.S.C.), 20 600, communautaire Le Moutier, 31 500; CENTRES: des femmes de Montréal, 43 650, international des Femmes Québec, 20 000, Portugais de référence et de promotion sociale, 31 250, social d'aide aux immigrants, 132 000; Collectif des femmes immigrantes du Québec, 20 000; COMMUNAUTÉS: Khmère du Canada, 20 800; Laotienne du Québec (C.L.Q.), 21 000; Conseil de la Communauté Noire du Québec Inc., 21 800; Fraternité multiculturelle de Québec Inc., 32 000; L'Hirondelle, Comité d'accueil inter-ethnique, 69 600; MAISONS: d'Haïti Inc., 26 000, internationale de la Rive-Sud Inc., 98 700; SERVICES: d'aide et de liaison pour immigrants, La Maisonnée, 69 400, d'aide aux Néo-Canadiens (Sherbrooke) Inc., 33 000, communautaires Canadiens-Italiens du Québec Inc., 22 900, à la famille chinoise du Grand Montréal Inc., 35 300; Société d'aide aux immigrants du Moyen-Orient, 20 800.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 230 780.

.Aide à la francisation des immigrants: 1 224 307 $

Association volontaire de Chinois du Québec, 25 028; CENTRES COMMUNAUTAIRES: de loisirs de la Côte-des-Neiges, 23 532, Sud-Asiatique du Québec, 25 992; Comité d'éducation aux adultes de la Petite Bourgogne et de Saint-Henri, 31 920; Communauté Hellénique de Montréal, 31 410.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 1 086 425.

.Entreprises et organismes du Gouvernement: 40 000 $

Institut québécois de recherche sur la culture, 40 000.

COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Fonds d'aide aux réfugiés: 130 900 $

Commission Internationale Catholique pour les Migrations, 35 000; Développement et Paix, 25 000; ORGANISATIONS: Canadienne pour la Solidarité et le Développement, 30 000, Internationale pour les Migrations (OIM), 30 900.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 10 000.

.Prix des communautés culturelles et autres subventions: 192 490 $

Union des Producteurs Agricoles (U.P.A.), 20 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 172 490.

.Programmes des communautés culturelles: 1 646 769 $

Association pour l'éducation interculturelle du Québec, 20 000; CENTRES: Communautaire Christophe-Colomb Inc., 40 000, communautaire de loisirs de la Côte-des-Neiges, 20 000, communautaire des Noirs, 45 000, Maghrébin de Recherche et d'Information (CMRI), 23 600, de Recherches-Actions sur les Relations Raciales (CRARR), 39 300, uni de la Communauté Chinoise de Montréal Inc., 58 500; Confédération des associations linguistiques et culturelles du Québec, 22 000; Conseil d'Éducation Juive du grand Montréal, 22 832; Fédération Hellénique Parents et Tuteurs de Montréal, 26 264; Institut Interculturel de Montréal (IIM), 30 000; MAISONS INTERNATIONALES: de Québec, 35 600, de la Rive-Sud Inc., 32 400; Mission Catholique Latino-Américaine, 20 386; Nous Tous Un Soleil Inc., 30 600; Patronat Italo-Canadien pour l'assistance aux immigrants (PICAI), 52 599; Québec Multi-Plus, 23 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 1 104 688.

---

11. Autres dépenses: 3 722 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 3 722.

COMMUNICATIONS
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Droits et permis		
Autres		
Exploitation d'un service téléphonique	1 803	1 694
	1 803	1 694
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Fonds renouvelable des publications gouvernementales:		
Revenu net		163
Fonds renouvelable des services de Placement-Média:		
Revenu net		(120)
Biens en capital et autres cédés aux Fonds spéciaux:		
Fonds des services informatiques	1 182	2 773
Fonds des services de télécommunications		11 146
Fonds Les Publications du Québec	158	
Divers	5	1
	1 345	13 963
Intérêts		
Divers	(2)	
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	74	6
Subventions d'années antérieures	23	129
Divers	25	10
	122	145
	1 465	14 108
Total des revenus autonomes	3 268	15 802
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Services intégrés d'information	981	837
Total des transferts du gouvernement du Canada	981	837
Total des revenus	**4 249**	**16 639**

COMMUNICATIONS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES
PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **COORDINATION ET GESTION INTERNE**
Sommaire: page 1-28

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Direction, planification et coordination	8 502		7 772	1 822	236	198	193
2. Soutien administratif et technique	15 855	5	14 963	4 177	583	1 649	1 181
TOTAL	24 357	5	22 735	5 999	819	1 847	1 374

PROGRAMME 2 — **MÉDIAS ET INFORMATION**
Sommaire: page 1-28

1. Moyens de communication	1 891		1 891				
2. Communication-Québec	8 393		8 328	6 412	487	525	195
3. Publications gouvernementales	5 360		5 360			[illegible]12	757
4. Bibliothèque administrative	1 719		1 716	963	104	7	[illegible]63
5. Médias	4 239	2	4 234	1 915	310	116	320
TOTAL	21 602	2	21 529	9 290	901	1 260	1 635

PROGRAMME 3 — **TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**
Sommaire: page 1-28

TOTAL	5 610	2	5 379	2 915	235	217	1 681

PROGRAMME 4 — **RÉGIE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**
Sommaire: page 1-14

TOTAL	1 857		1 711	1 331	34	57	53

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère; il vise également à élaborer et à mettre en place des politiques de communication.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
6	26	85	53									5 153
217	6 209	351	118	1					477			
223	6 235	436	171	1					477			5 153

Ce programme vise à informer les citoyens sur les programmes, les activités et les services du Gouvernement et à susciter le développement des entreprises de communication et de l'audio-visuel; il vise également à assister les ministères et organismes gouvernementaux en matière d'édition, d'information et de publicité et à développer le secteur des médias et de l'audio-visuel.

												1 891
324	58	275	41						11			
	11											3 980
14	7	229	4	7					18			
45	15	42	31	1					28			1 411
383	91	546	76	8					57			7 282

Ce programme vise à définir les orientations gouvernementales en matière de technologie de l'information, à normaliser et coordonner les développements technologiques dans ces secteurs; il vise également à conseiller le Gouvernement et à renseigner les ministères touchés par ces questions.

45	30	163	24	17					52			

Ce programme vise à assurer la régulation économique et technique des services de télécommunications dispensés par les sociétés exploitantes relevant de la juridiction du Québec.

2	169	18	14						33			

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 5 — COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION
Sommaire: page 1-14

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL	2 703	3	2 494	1 389	310	227	146

PROGRAMME 6 — RADIO-QUÉBEC
Sommaire: page 1-18

TOTAL	64 449		64 449				

TOTAL DES PROGRAMMES							
Votés	120 578	12	118 297	20 924	2 299	3 608	4 889

	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	23 223	17 543

Ce programme vise à permettre aux citoyens d'avoir accès aux documents des organismes publics tout en assurant la protection des renseignements personnels que détiennent ces organismes; il vise également à offrir aux citoyens un moyen de faire réviser les décisions des organismes publics en cette matière.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Communications	Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
8	322	45	19						28			

Ce programme vise à procurer aux organismes gouvernementaux un service de production de documents audio-visuels et à offrir au public un programme de promotion intellectuelle au moyen d'émissions radiotélédiffusées.

												64 449
661	6 847	1 208	304	26					647			76 884

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
					647						76 884

COMMUNICATIONS
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Entreprises			
Aide aux industries de services en communication	1 252	1 068	616
Centre serveur d'informations scientifiques et catalographiques			165
Entente de développement économique régional			
-Développement et amélioration des techniques, des infrastructures et des services de communication	300	230	1 702
-Développement et commercialisation des contenus et des logiciels	1 720	1 712	1 386
-Initiatives de communication	1 160	837	186
Projet mobilisateur de recherche et de développement expérimental en technologie de l'information	549	549	
Autres	180	172	
Organismes sans but lucratif			
Aide aux médias communautaires	1 275	1 275	998
Développement des communications en milieu autochtone	300	300	150
Travaux communautaires	216	136	157
Autres	320	285	828
Personnes			
Prix des communications			8
Fonds spéciaux			
Les publications du Québec	3 980	3 980	3 006
Moyens de communication	1 891	1 891	
Entreprises et organismes du Gouvernement			
Radio-Québec	64 449	64 449	62 227
Total	**77 592**	**76 884**	**71 429**

COMMUNICATIONS
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 20 923 556 $
2. Autres rémunérations: 2 299 395
23 222 951 $

Incluant 3 745 752 $ à l'égard de 53 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organismes, personnel cadre et autre personnel de rang équivalent) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus: Commission de la santé et de la sécurité du travail, 92 855.

---

3. Services de transport et de communication: 3 609 193 $

Fonds des services de télécommunications, 1 513 951; Inter-Voyage Inc., 68 628; Fonds Les Publications du Québec, 646 980.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 379 634.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 4 887 980 $

Becterm Inc., 55 437; Bureau de Consultants en Gestion du Territoire BCGT Inc., 42 720; Consultation et Logiciels Phonix Inc., 35 488; Cosit Inc., 76 062; École nationale d'administration publique, 38 517; FONDS: Les Publications du Québec, 837 538, des moyens de communication, 124 063, des services informatiques, 398 166; Groupe CGI Inc., 67 390; Groupe DMR Inc., 239 425; Joël Raiffaud et Associés Inc., 114 604; Price Waterhouse, 50 108; Société Conseil Lambda Inc., 112 783; Société de radio-télévision du Québec, 51 569; Somapro Ltée, 58 835; Synerteen Inc., 60 825; Systèmes ACCI Inc., 36 161; Transition Group Inc., 72 275; Université de Montréal, 52 247; Université du Québec à Montréal, 111 931; Utlas International Canada, 107 448.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 2 144 388.

---

5. Entretien et réparations: 659 678 $

Becterm Inc., 290 600; Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau, 83 331; Société Conseil Lambda Inc., 35 000; Société immobilière du Québec, 140 479.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 110 268.

---

6. Loyers: 6 846 660 $

Savin Canada Inc., 62 379; Société immobilière du Québec, 6 643 607; Xerox Canada Ltée, 39 389.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 101 285.

COMMUNICATIONS
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

7. Fournitures et approvisionnements: 1 207 945 $

FONDS: des fournitures et de l'ameublement, 141 994, Les Publications du Québec, 176 227, de reprographie gouvernementale, 204 072.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 685 652.

---

8. Matériel et équipement: 950 825 $

Apple Canada Inc., 69 078; Comterm Inc., 35 332; Epson Canada Ltée, 262 031; Hewlett Packard Canada Ltée, 77 433; Informatique Première Inc., 40 332; Philips Electronics Ltd., 41 812; Sweet Électronique Inc., 50 958.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 373 849.

---

10. Dépenses de transfert: 76 885 088 $

.Aide aux médias communautaires: 1 275 000 $

Association des Radio diffuseurs communautaires, 142 820; Campus Laval FM Inc., 52 500; CJAS Radio communautaire, 30 000; Diffusion Communautaire Baie-des-Chaleurs Inc., 20 300; Radio du Pontiac Inc., 40 000; RADIO: Anticosti Inc., 25 000, Basse-ville, 45 000, Blanc Sablon, 35 000, Bellechasse, 163 000, Centre-ville St-Louis, 45 000, CKNA Inc., 30 000; RADIO COMMUNAUTAIRE: de Châteauguay Inc., 29 451, de Fermont Inc., 40 000, de l'Estrie, 40 000, FM de la Haute-Gatineau Inc., 30 000, de Havre-St-Pierre, 30 000, de Senneterre Inc., 42 000, du compte, 150 000, du Saguenay Inc., 41 000, francophone de Montréal, 43 000, Rive-Sud, 52 000; Radio MF Charlevoix, 40 000; Radio Nord-Joli Inc., 40 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 68 929.

.Aide aux industries de services en communication: 1 067 855 $

Accès Logique 2000 Inc., 28 000; Association canadienne de la Radio et de la télévision de langue française, 25 000; Association des agences de publicité du Québec, 25 000; Association des Médias Écrits Communautaires du Québec Inc., 58 500; Association nationale des télespectateurs, 23 000; Centre de recherche action sur les relations raciales, 27 000; Chambre de commerce du Québec, 31 500; Chambre de commerce Montréal métro, 22 500; Conseil des Usagers des Médias de la Sagamie Inc., 20 800; Consortium de télévision Québec Canada, 20 000; Convergence, 30 000; Fédération de l'informatique du Québec, 36 000; Fédération nationale des ass. de consommateurs du Québec, 41 382; Forum télématiques canadien, 30 000; Institut québécois de la recherche sur la culture, 22 500; Le Mondial de la publicité francophone de Montréal, 40 000; Les Télécommunications de l'Est Enr., 50 000; Novasys, 20 800; Le publicité club de Montréal, 27 000; Premier Choix TVEC Inc., 22 500; Radio Activités Inc., 20 000; Regroupement des télévisions communautaires et locales du Québec, 65 000; Télé Variétés Inc., 36 000; Télé-Copro Inc., 55 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 290 373.

.Développement des communications en milieu autochtone: 300 000 $

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 300 000.

COMMUNICATIONS
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Développement et amélioration des techniques,des infrastructures et des services de communication: 229 831 $

Consortel Enr., 229 831.

.Développement et commercialisation des contenus et des logiciels: 1 713 495 $

Bellevue Pathé Québec Inc., 302 245; Consortium de télévision Québec Canada, 560 000; Association canadienne de la Radio et de la télévision, 37 500; Groupe techner, 35 000; Productions Pascal Blais Inc., 60 000; Télépoint Inc, 200 000; Spectrel Communications Inc., 450 000; Martin International, 40 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 28 750.

.Entreprises et organismes du Gouvernement: 64 449 300 $

Société de radio-télévision du Québec, 64 449 300.

.Fonds spéciaux: 5 870 887 $

Fonds Les Publications du Québec, 3 980 287; Fonds des moyens de communications, 1 890 600.

.Initiatives de communication: 836 673 $

Centre de promotion du logiciel québécois, 250 000; Annuelle des professionnels des industries de l'image et du son, 40 000; Centrale de réservations touristiques, 37 500; Centre de la Promotion Logiciel Québécois Calculus Ltée, 100 000; Girico, 100 000; Groupe Hicart, 44 100; Centre francophone de recherche en informatisation, 80 000; Qui Fait Quoi Inc., 25 000; Université de Montréal département de communication, 42 573; Sagie Géographes conseils, 20 000; Novasys, 90 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 7 500.

.Projet mobilisateur de recherche et de développement expérimental en technologie de l'information: 548 947 $

Groupe DMR Inc., 548 947.

.Travaux communautaires: 136 295 $

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 136 295.

.Autres: 456 806 $

Chambre de commerce de Montréal métropolitain, 25 000; Échange de données informatisées commerce, 95 855.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 335 951.

COMMUNICATIONS
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

11. Autres dépenses: 26 402 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 26 402.

CONSEIL DU TRÉSOR
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Absences pour activités syndicales	(2)	3 689
Divers	13	9
	11	3 698
Recouvrements		
Divers	14	4
Total des revenus autonomes	25	3 702

CONSEIL DU TRÉSOR

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **GESTION BUDGÉTAIRE ET POLITIQUES ADMINISTRATIVES**
Sommaire: page 1-28

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Politiques budgétaires	3 887		3 667	3 267	282	95	9
2. Politiques de gestion	5 400		4 896	2 946	137	14	455
3. Politiques de personnel et des relations de travail	7 084	1	6 676	5 323	589	201	493
4. Soutien administratif et technique	6 704		6 446	1 946	292	497	293
TOTAL	23 075	1	21 685	13 482	1 300	807	1 250

TOTAL DU PROGRAMME

Votés	23 075	1	21 685	13 482	1 300	807	1 250

	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	14 782	6 358

Ce programme vise à établir des politiques générales de gestion des ressources humaines, à déterminer l'allocation des ressources humaines, matérielles et financières conformément aux priorités du Gouvernement et à veiller à ce que les ministères et les organismes qui en dépendent, les utilisent efficacement dans l'exécution de leurs programmes.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Communications	Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
		5	9									
165	282	64	288						413			132
		36	34									
115	2 951	318	33	1								
280	3 233	423	364	1					413			132
280	3 233	423	364	1					413			132

CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
413	132

CONSEIL DU TRÉSOR
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Entreprises et organismes du Gouvernement			
Commission des normes du travail	132	132	
Total	**132**	**132**	

CONSEIL DU TRÉSOR
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 13 483 527 $
2. Autres rémunérations: 1 300 221
14 783 748 $

Incluant 3 527 861 $ à l'égard de 49 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organismes, personnel cadre et autre personnel de rang équivalent) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus: Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, 55 565.

---

3. Services de transport et de communication: 805 719 $

Fonds des services de télécommunications, 264 947; Impressions Stampa Inc., 47 925.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 492 847.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 1 248 744 $

William Atkinson, 82 430; Gilles Filion, 54 600; Fonds des services informatiques, 144 890; Groupe DNR Inc., 81 635; Gilles Guévremont, 71 957; Industrielle Services Techniques Inc.(IST), 126 863; Michel Monette, 40 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 646 369.

---

5. Entretien et réparations: 280 599 $

I.B.M. Canada Ltée, 59 056; Société immobilière du Québec, 100 257; Xerox Canada Ltée, 35 928.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 85 358.

---

6. Loyers: 3 233 934 $

Fonds pour les équipements informatiques, 193 638; I.B.M. Canada Ltée, 70 868; Savin Canada Inc., 37 966; Société immobilière du Québec, 2 900 796.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 30 666.

---

7. Fournitures et approvisionnements: 421 970 $

Fonds des fournitures et de l'ameublement, 81 449; Fonds de reprographie gouvernementale, 196 809.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 143 712.

CONSEIL DU TRÉSOR
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

8. Matériel et équipement: 777 016 $

Fonds des fournitures et de l'ameublement, 128 878; Hewlett Packard Canada Ltée, 79 400; I.B.M. Canada Ltée, 47 494; Mistigri Service Informatique Inc. (M.S.I.), 67 204; Ogivar Technologies Inc., 278 583.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 175 457.

---

10. Dépenses de transfert: 132 000 $

Commission des normes du travail, 132 000.

---

11. Autres dépenses: 1 710 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 710.

CONSEIL EXÉCUTIF
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de services de personnel		76
Divers	5	5
	5	81
Recouvrements		
Divers	34	44
	39	125
Total des revenus autonomes	**39**	**125**

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES
PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
Sommaire: page 1-24

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL	536		527	372		4	123

PROGRAMME 2 — SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF
Sommaire: page 1-24

1. Cabinet du Premier ministre	3 428		3 287	2 194	100	374	142
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	9 634	1	9 408	6 381	949	591	486
3. Secrétariat aux affaires autochtones	3 325		3 207	1 360	244	462	127
4. Gestion interne et soutien administratif	10 251	4	9 942	2 409	409	1 033	85
5. Indemnités de l'exécutif Permanents (1)	1 314		1 314	1 314			
TOTAL	27 952	5	27 158	13 658	1 702	2 460	910

(1) Loi sur l'exécutif, L.R.Q., c. E-18.

PROGRAMME 3 — PROMOTION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLE
Sommaire: page 1-24

1. Cabinet de la ministre déléguée à la Condition féminine	673		661	493	13	46	11
2. Secrétariat à la condition féminine	2 307		1 889	1 053	213	317	93
3. Secrétariat à la famille	1 119		985	732	101	41	66
4. Conseil de la famille	617		557	355	32	58	33
TOTAL	4 716		4 092	2 633	359	462	203

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
5	4	17	2									

Ce programme vise à fournir au Premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

												477
41	84	189	59	5					19			604
15	15	60	22	2					25			805
428	4 767	431	72						308			
484	4 866	680	153	7					352			1 886

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine et en matière familiale.

4	8	19	1						3			63
2	5	21	15						20			150
14	2	14	9						6			
1	49	20	4						5			
21	64	74	29						34			213

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-30

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Cabinet du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes	128		106			13	3
2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	5 410	15	4 704	3 560	305	194	412
3. Représentation du Québec au Canada	2 957		2 859	619	1 301	611	87
4. Coopération intergouvernementale et francophonie	3 966		3 680			154	51
TOTAL	12 461	15	11 349	4 179	1 606	972	553

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-12

FONDS DE DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

1. Fonds de développement technologique (*)	46 287						
2. Secrétariat du Fonds de développement technologique	692		507	244	111	25	97
TOTAL	46 979		507	244	111	25	97

(*) Provision pour augmenter tout crédit en vue de réaliser des projets majeurs de développement technologique. Le solde des crédits ainsi transférés peut être remboursé à la présente provision avec le droit de l'utiliser à nouveau; le tout aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

TOTAL DES PROGRAMMES

Votés	91 330	20	42 319	19 772	3 778	3 923	1 886
Permanents	1 314		1 314	1 314			
	92 644	20	43 633	21 086	3 778	3 923	1 886

	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	24 864	12 640

Ce programme vise à assurer la coordination des relations du gouvernement du Québec dans ses rapports avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces du Canada.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
2	1	4	1									82
13	16	115	13	1					75			
19	155	63	4									
		2										3 473
34	172	184	18	1					75			3 555

Ce programme vise à soutenir les activités de recherche technologique et à promouvoir les innovations à base scientifique.

3	3	6	4						14			
3	3	6	4						14			
547	5 109	961	206	8					475			5 654
547	5 109	961	206	8					475			5 654

CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
475	5 654

CONSEIL EXÉCUTIF
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Institutions d'enseignement			
Activités de coopération intergouvernementale	645	607	523
École nationale d'administration publique	100	100	100
Organismes francophones hors Québec	62	62	49
Autres	12	8	
Organismes sans but lucratif			
Activités de coopération intergouvernementale	441	415	422
Organismes autochtones	810	800	697
Organismes francophones hors Québec	1 601	1 506	1 680
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	399	375	370
Secrétariat permanent des peuples francophones	465	438	426
Autres	839	839	1 350
Personnes			
Activités de coopération intergouvernementale	70	70	64
Autres	7	2	
Entreprises et organismes du Gouvernement			
Société d'Investissement Jeunesse	432	432	416
Fonds de développement technologique	46 288		
Total	**52 171**	**5 654**	**6 097**

CONSEIL EXÉCUTIF
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations:	21 085 363 $
2. Autres rémunérations:	3 778 404
	24 863 767 $

Loi sur l'exécutif: 1 314 493 $

Premier ministre et Président du Conseil exécutif: Robert Bourassa.

Vice-première ministre, Ministre de l'Énergie et des Ressources et Présidente du Comité ministériel permanent de l'aménagement, du développement régional et de l'environnement (du 1990-04-01 au 1991-03-31), Ministre responsable du développement régional (du 1990-04-01 au 1990-10-05): Lise Bacon.

Ministre de la Santé et des Services sociaux, Ministre délégué à la Réforme électorale et Ministre responsable de la condition des aînés: Marc-Yvan Côté.

Ministre de l'Éducation (du 1990-10-05 au 1991-03-31), Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (du 1990-04-01 au 1990-10-05): Michel Pagé.

Ministre des Finances et Président du Comité ministériel permanent du développement économique (du 1990-04-01 au 1991-03-31), Ministre du Revenu (du 1990-09-18 au 1990-10-05): Gérard D. Levesque.

Ministre de la Justice, Ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et Président du Comité ministériel permanent de la législation: Gil Rémillard.

Ministre des Affaires internationales (du 1990-04-01 au 1991-03-31), Ministre délégué aux Affaires autochtones (du 1990-04-01 au 1990-10-05): John Ciaccia.

Président du Conseil du trésor, Ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et Président du Comité ministériel permanent du développement du grand Montréal: Daniel Johnson.

Ministre des Transports (du 1990-04-01 au 1991-03-31), Ministre de la Sécurité publique (du 1990-04-01 au 1990-10-05): Sam Elkas.

Ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle (du 1990-04-01 au 1991-03-31), Ministre du Travail (du 1990-09-13 au 1990-10-05): André Bourbeau.

Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie (du 1990-04-01 au 1991-03-31), Ministre du Revenu (du 1990-09-13 au 1990-09-17): Gérald Tremblay.

Ministre du Revenu et Ministre responsable de l'application des lois professionnelles (du 1990-10-05 au 1991-03-31), Ministre délégué aux Mines et au Développement régional (du 1990-04-01 au 1990-10-05): Raymond Savoie.

Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche: Gaston Blackburn.

Ministre des Affaires municipales, Ministre de la Sécurité publique et Ministre responsable de l'Habitation (du 1990-10-05 au 1991-03-31), Ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française et Président du Comité ministériel permanent des Affaires culturelles et sociales (du 1990-04-01 au 1991-03-31), Ministre de l'Éducation et Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science (du 1990-04-01 au 1990-10-05): Claude Ryan.

Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et Ministre responsable du Développement régional (du 1990-10-05 au 1991-03-31), Ministre des Affaires municipales et Ministre responsable de l'Habitation (du 1990-04-01 au 1990-10-05): Yvon Picotte.

Ministre des Communications (du 1990-10-05 au 1991-03-31): Lawrence Cannon.

Ministre des Approvisionnements et Services: Robert Dutil.

Ministre du Tourisme: André Vallerand.

Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration et Vice-présidente du Conseil du trésor: Monique Gagnon-Tremblay.

Ministre de l'Environnement: Pierre Paradis.

Ministre des Affaires culturelles (du 1990-10-05 au 1991-03-31), Ministre des Communications (du 1990-04-01 au 1990-10-05): Liza Frulla-Hébert.

CONSEIL EXÉCUTIF
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science (du 1990-10-05 au 1991-03-31), Ministre des Affaires culturelles (du 1990-04-01 au 1990-10-05): Lucienne Robillard.

Ministre du Travail (du 1990-10-05 au 1991-03-31), Ministre délégué aux Communautés culturelles (du 1990-04-01 au 1991-03-31): Normand Cherry.

Ministre des Forêts (du 1991-01-30 au 1991-03-31), Ministre délégué aux Forêts (du 1990-04-01 au 1991-01-30): Albert Côté.

Ministre délégué aux Affaires autochtones (du 1990-10-05 au 1991-03-31), Ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux (du 1990-04-01 au 1990-10-05): Christos Sirros.

Ministre délégué à la Francophonie: Guy Rivard.

Ministre déléguée aux Finances (du 1990-04-01 au 1991-03-31), Ministre responsable de l'application des lois professionnelles (du 1990-04-01 au 1990-10-05): Louise Robic.

Ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries, à l'Alimentation et au Développement régional (du 1990-10-05 au 1991-03-31), Ministre délégué aux Transports (du 1990-04-01 au 1990-10-05): Yvon Vallières.

Ministre déléguée à la condition féminine et responsable de la Famille: Violette Trépanier.

Ministre délégué aux Transports (du 1990-10-05 au 1991-03-31), Ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation (du 1990-04-01 au 1990-10-05): Robert Middlemiss.

Ministre du Revenu et Ministre du Travail (du 1990-04-01 au 1990-09-12): Yves Séguin.

Autres: 23 549 274 $

Incluant 6 178 701$ à l'égard de 73 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organismes, cadres supérieurs et assimilés) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris des contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus: Commission de la santé et de la sécurité du travail, 79 747.

---

3. Services de transport et de communication: 3 922 335 $

La Compagnie de l'Éclaireur Ltée, 48 416; Déménagement Transport Couture Ltée, 69 692; FONDS: Les publications du Québec, 199 975, des moyens de communications, 328 170, renouvelable du service aérien gouvernemental, 134 730, des services de télécommunications, 864 884; Inter-Voyage Inc., 82 134; Société Makivik Corporation, 53 550; Fonds locaux, 393 284.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 747 500.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 1 885 498 $

Bazin, Dumas, Dupré, Sormany/Communicateurs - Conseils, 51 149; Caisse Chartier et Associés Inc., 53 201; Fonds des services informatiques, 71 009; Lafleur, Brown, De Grandpré, Kronstrom, 77 386; Sécurité et Protection Sec-Pro Inc., 105 975; Receveur général du Canada (Consommation et Corporations Canada), 45 724; Fonds locaux, 143 412.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 337 642.

CONSEIL EXÉCUTIF
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

5. Entretien et réparations: 547 378 $

Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau, 89 055; Société immobilière du Québec, 371 326.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 86 997.

---

6. Loyers: 5 109 663 $

Kodak Canada Inc., 43 338; Société immobilière du Québec, 4 783 046; Fonds locaux, 126 844.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 156 435.

---

7. Fournitures et approvisionnements: 961 807 $

Fonds des fournitures et de l'ameublement, 84 786; Fonds de reprographie gouvernementale, 147 233; Papeteries J.B. Rolland Ltée, 63 149; Fonds locaux, 63 765.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 602 874.

---

8. Matériel et équipement: 679 393 $

Computerland, 43 663; Comterm Inc., 47 259; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 121 682; Ordinateurs Irisco les ordiconnaisseurs, 36 533; La Maison Plymouth Chrysler de Charlesbourg Ltée, 38 872; Philips Électronics Ltd., 106 445.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 284 939.

---

10. Dépenses de transfert: 5 654 447 $

.Activité de coopération intergouvernementale: 1 092 075 $

Centre des arts de la confédération, 120 000; COMMISSIONS SCOLAIRES: Côte-du-Sud, 137 805, Iberville, 53 933,de la Jonquière, 41 541, Rouyn-Noranda, 39 555; Eastern Canadian Premiers Trust Fund, 22 200; Toronto Mendelssohn Choir, 20 000; UNIVERSITÉS: Laval, 30 695, de Montréal, 32 877, Sainte-Anne, 51 500.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 541 969.

.École nationale d'administration publique: 100 000 $

.Entreprises et organismes du Gouvernement: 432 000 $

Société d'Investissement Jeunesse, 432 000.

CONSEIL EXÉCUTIF
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Organismes autochtones: 805 428 $

Alliance Autochtone du Québec Inc., 100 000; Association des femmes autochtones du Québec, 188 750; Association des métis et indiens hors réserve du Québec, 20 000; Conseil Algonquin de Barrière Lake, 30 000; Conseil Algonquin de l'ouest du Québec, 23 000; Conseil Attikamek-Montagnais, 55 000; Conseil de bande d'Akwesasne, 50 000; Regroupement des centres d'amitié autochtone de Québec, 105 000; Secrétariat de l'assemblée des premières nations du Québec et du Labrador, 40 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 193 678.

.Organismes francophones hors-Québec: 1 567 839 $

Assemblée des centres culturels de l'Ontario, 38 000; ASSOCIATIONS: canadienne d'éducation de la langue française, 31 750, canadienne française de l'Alberta, 69 905, canadienne française de l'Ontario, 73 500, des franco-yukonnais, 30 000, des francophones du nord-ouest de l'Ontario, 20 000, de la presse francophone hors Québec, 43 000, Commission culturelle fransaskoise, 21 000; Commission nationale des parents francophones, 50 000; Conseil provincial des sociétés culturelles, 50 000; Éditions de l'Acadie Nouvelle (1984) Ltée, 20 000; FÉDÉRATIONS: des Acadiens de la Nouvelle-Écosse, 23 000, culturelle canadienne-française, 40 000, des franco-colombiens, 40 000, des francophones hors Québec, 81 000, des francophones de Terre-Neuve et du Labrador, 21 300, des jeunes canadiens-français, 80 000; Festival franco-ontarien, 41 000; Pro-Artis, 30 000; Radio-Communautaire du Manitoba Inc., 25 000; Société des acadiens du Nouveau-Brunswick, 40 000; Société nationale des Acadiens, 50 000; Université de Moncton, 24 000; Université Sainte-Anne, 35 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 590 384.

.Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes: 375 250 $

.Secrétariat permanent des peuples francophones: 437 850 $

.Autres: 844 005 $

Association canadienne d'éducation de la langue, 25 000; Femmes en tête, 50 000; Frappe, 100 000; Institut d'administration publique du Canada, 72 274; Programme Imagine, 60 000; Salon international de la jeunesse, 20 000; Société nationale des québécois et des québécoises de la Capitale, 40 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 476 731

---

11. Autres dépenses: 8 922 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 8 922.

ÉDUCATION
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Biens en capital et autres cédés au Fonds spécial:		
Fonds de la formation à distance		2 112
Cours par correspondance		
Location de services de personnel		83
Divers	6	8
	6	2 203
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	79	64
Subventions d'années antérieures	40	134
Divers	28	25
	147	223
	153	2 426
Total des revenus autonomes	153	2 426
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Bilinguisme en éducation	3 146	3 521
Formation dans les pénitenciers fédéraux	1 018	843
Enseignement aux enfants indiens	48 881	46 728
Total des transferts du gouvernement du Canada	53 045	51 092
Total des revenus	**53 198**	**53 518**

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **ADMINISTRATION**
Sommaire: page 1-18

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Direction	5 707	4	5 352	4 187	197	382	322
2. Planification et développement pédagogique	15 813	1	15 585	10 803	1 852	513	1 650
3. Administration interne	41 776	4	40 446	12 961	1 532	4 684	1 869
4. Administration des réseaux	19 911		19 388	17 153	373	778	353
5. Relations de travail	7 549	2	7 220	3 237	66	80	1 560
6. Formation à distance	4 545		4 545				
7. Aide à divers organismes oeuvrant en éducation	10 054		10 036				
TOTAL	105 355	11	102 572	48 341	4 020	6 437	5 754

PROGRAMME 2 — **CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION**
Sommaire: page 1-18

TOTAL	2 245		2 225	1 326	123	179	489

PROGRAMME 3 — **ENSEIGNEMENT PRIVÉ**
Sommaire: page 1-16

1. Établissements subventionnés selon la Loi sur l'enseignement privé	245 448		244 5[illegible]				
Permanents (1)	14 297		14 2[illegible]				
2. Autres établissements privés	5 105		3 009				
TOTAL	264 850		26[illegible] 751				

(1) Loi sur le régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au ministère de l'Éducation, à coordonner les différents réseaux d'enseignement de l'ordre préscolaire, primaire et secondaire et à leur fournir les services nécessaires en matière de soutien à l'enseignement et à la gestion.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
32	10	87	64	2					69			
60	1	181	194	14					317			
917	16 252	1 236	359	52					584			
88	7	171	175	20					270			
12		30	43	3					82			2 107
												4 545
												10 036
1 109	16 270	1 705	835	91					1 322			16 688

Ce programme vise à fournir au ministre de l'Éducation les avis requis par la loi et ceux relatifs à l'État et aux besoins de l'éducation.

6	5	54	19						24		

Ce programme vise à favoriser le maintien et la qualité des institutions privées de niveaux primaire et secondaire en leur fournissant le soutien administratif et financier nécessaire.

	244 522
	14 220
	5 009
	263 751

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4 — ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE PUBLIC
Sommaire: page 1-16

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Fonctionnement	4 293 975		4 269 574				
Permanents (2)	144 065		144 065				
2. Investissements	13 925		10 190				
3. Service de la dette	407 705		407 705				
4. Adultes	194 447		194 447				
TOTAL	5 054 117		5 025 981				

(2) Loi sur le régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.

PROGRAMME 5 — ÉDUCATION POPULAIRE
Sommaire: page 1-16

TOTAL	13 147		12 917				
TOTAL DES PROGRAMMES							
Votés	5 281 352	11	5 249 161	49 667	4 143	6 616	6 243
Permanents	158 362		158 285				
	5 439 714	11	5 407 446	49 667	4 143	6 616	6 243

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
	53 810	32 953

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves de ces niveaux les services d'enseignement et de soutien à l'enseignement en fournissant aux commissions scolaires les ressources nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
												4 269 574
												144 065
												10 190
												407 705
												194 447
												5 025 981

Ce programme a pour objet la réalisation d'activités d'éducation populaire par des organismes volontaires.

											12 917
1 115	16 275	1 759	854	91					1 346		5 161 052
											158 285
1 115	16 275	1 759	854	91					1 346		5 319 337

CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
1 346	5 319 337

ÉDUCATION
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Entreprises			
Autres	200	183	58
Commissions scolaires et institutions d'enseignement			
Aide aux garderies en milieu scolaire	8 168	8 095	4 009
Promotion de la langue française	8 795	8 560	4 300
Fonctionnement			
Éducation populaire	2 463	2 233	2 395
Enseignement primaire et secondaire privé	264 510	263 411	241 941
Enseignement primaire et secondaire public	4 409 323	4 398 055	4 218 237
Enseignement primaire et secondaire public - formation des adultes	193 716	193 716	133 744
Autres	1 565	1 565	2 688
Investissements			
Enseignement primaire et secondaire public	13 925	10 190	9 546
Service de la dette			
Enseignement primaire et secondaire public	407 705	407 705	300 256
Organismes sans but lucratif			
Aide à des associations et organismes oeuvrant dans le domaine de l'éducation	9 270	9 268	10 511
Éducation populaire	10 684	10 684	10 051
Personnes			
Autres	47	17	38
Fonds spécial			
Aide à la formation à distance	4 545	4 545	3 869
Entreprises et organismes du Gouvernement			
Institut québécois de recherche sur la culture	10	10	
Radio-Québec (Activités à caractère éducatif)	1 100	1 100	1 100
Total	5 336 026	5 319 337	4 942 743

ÉDUCATION
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 49 666 568 $
2. Autres rémunérations: 4 142 655
53 809 223 $

Incluant 7 261 183 $ à l'égard de 103 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organismes, personnel cadre et autre personnel de rang équivalent) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus: Commission de la santé et de la sécurité du travail, 261 808.

---

3. Services de transport et de communication: 6 616 312 $

Consultour Club Voyages, 105 468; Déménagements du Vallon Inc., 36 910; FONDS: des moyens de communications, 111 960, renouvelable du service aérien gouvernemental, 53 926, de reprographie gouvernementale, 650 100, des services de télécommunications, 2 064 027; Gravel Photograveur Inc., 59 047; Imprico, Division Groupe Québecor Inc., 226 962; IMPRIMERIES: Canada Inc., 141 030, Héon & Nadeau Ltée, 270 885, Laurentide de Québec Inc., 111 986; Inter-Voyage Inc., 90 116; Taxis CO-OP Québec 525-5191, 44 685.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 2 649 210.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 6 242 715 $

Pierre Bégin, 42 940; Michael H. Cain, 39 895; Centre des Techniques de l'Informatique (C.T.I.) Inc., 69 542; Commission des écoles catholiques de Montréal, 92 238; COMMISSIONS SCOLAIRES: l'Argile Bleue, 86 204, de Chicoutimi, 37 716, Eastern Townships, 38 086, du Goéland, 37 024, Jérome le Royer, 56 252, Pointe Lévy, 35 753, de Trois-Rivières, 39 533; Martin Côté, 77 291; J.P. Deschênes, 38 228; École nationale d'administration publique (ENAP), 36 576; Fonds des services informatiques, 68 717; Jean Gauvin, 42 680; Jean-Claude Girard, 76 172; Groupe C.G.I. Inc. (Conseillers en gestion informatique), 81 430; Groupe DMR Inc., 68 525; Industrielle-Services Techniques Inc. (IST), 101 595; Info-Conseil Consultation Inc., 49 112; Informatique Multi-Hexa Inc., 43 116; Informission Ltée, 61 400; Allan Locke, 37 177; Jean-Guy Ménard, 59 255; Émile Moalli, 45 383; NCR du Canada Ltée, 92 620; Poissant Thibault-Peat Marwick Thorne, 37 900; Claude Rondeau, 49 066; Services Conseils Systématix Inc., 39 000; Services E.G.B. Inc., 63 913; Société immobilière du Québec, 334 239; Somapro Ltée, 66 696; Denis Tremblay, 42 394; Université Laval, 48 698; FONDS LOCAL, 37 182.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 3 969 167.

---

5. Entretien et réparations: 1 115 523 $

Cincom Systems of Canada Ltd., 67 201; Comterm Inc., 41 423; Établissements du Gentilhomme Inc., 48 613; I.B.M. Canada Ltée, 370 965; Network Systems Ltd., 38 232; Philips Électronique Ltée, 39 310; Services Techniques Bell Inc., 88 016; Storagetek Canada Inc., 75 665.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 346 098.

ÉDUCATION
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

6. Loyers: 16 275 282 $

Computer Associates Canada Ltd., 47 650; Fonds pour les équipements informatiques, 2 605 997; I.B.M. Canada Ltée, 940 392; I.P. Sharp Associés Ltée, 46 208; Reuters Information Services (Canada) Ltée, 65 900; SAS Institute (Canada) Inc., 41 583; Savin Canada Inc., 74 817; Société immobilière du Québec, 12 168 348; Xerox Canada Ltée, 114 263.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 170 124.

---

7. Fournitures et approvisionnements: 1 758 990 $

Anixter Canada Inc., 52 102; Enveloppe Innova, 59 409; Enveloppe Suprême Inc., 60 721; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 346 598; Fonds des publications du Québec, 149 198; Formules d'Affaires Drummond (1984) Ltée, 49 282; Imprimerie d'Arthabaska Inc., 272 821; Systèmes Storagetek Canada Inc., 49 531; Tenex Data Corporation, 198 923.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 520 405.

---

8. Matériel et équipement: 2 200 438 $

Apple Canada Inc., 39 661; Camions International Élite Ltée, 71 150; Computerland, 81 037; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 138 128; Hewlett Packard Canada Ltée, 145 753; I.B.M. Canada Ltée, 121 299; Info-Globe Inc., 60 782; Micro Logic (Ste-Foy) Ltée, 109 737; Micro-Solutions, 35 220; National Computer Systems Inc., 48 784; D.O.S. le centre Epson, 81 060; Ogivar Technologies Inc., 130 395; Olivetti, Systèmes et Réseaux du Canada Ltée, 716 870.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 420 562.

---

10. Dépenses de transfert: 5 319 336 922 $

.Aide à des associations et organismes oeuvrant dans le domaine de l'éducation: 9 268 706 $

ASSOCIATIONS: cadres scolaires du Québec, 86 364, canadienne d'éducation, 124 104, canadienne d'éducation de langue française, 162 750, directeurs d'écoles de la région 03-(ADER), 22 298, écoles juives, 20 000, québécoise des professeures et professeurs de français, 30 000, québécoise pour les troubles d'apprentissage, 25 000; Centre Mariebourg, 25 000; COMITÉ PATRONAL DE NÉGOCIATION: commissions pour catholiques, 1 124 293; commissions pour protestants, 264 791, commissions scolaires Kativik, 113 464; Conseil des ministres de l'Éducation du Canada, 397 224; Conseil pédagogique interdisciplinaire du Québec, 100 000; Conseil québécois pour l'enfance et la jeunesse, 42 000; École nationale d'administration publique (ENAP), 226 978; FÉDÉRATIONS: Comités de Parents de la Province de Québec Inc., 818 698, commissions scolaires catholiques du Québec, 107 574, internationale des professeurs de français, 20 000; Quebec Federation of Home and School Association, 20 000; Services Documentaires Multimédia (S.D.M.) Inc., 2 037 500; Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires, 2 276 400; Union des écrivains québécois, 729 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 495 268.

ÉDUCATION
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Aide à la formation à distance: 4 545 300 $

Fonds de la formation à distance, 4 545 300.

.Éducation populaire: 12 916 586 $

A.B.C. des manoirs, 22 851; Alpha-Nicolet (service d'éducation populaire en alphabétisation), 34 271; Arbralettre, 74 093; ASSOCIATIONS: Alpha-Laurentides, 26 659, féminine d'éducation et d'action sociale, 59 802, Paralysie Cérébrale du Québec Inc., 20 650, Parents d'Enfants Handicapés du Témiscamingue Inc., 28 186, personnes handicapées intellectuelles des Laurentides (APHIL), 25 568, Québécoise de Défense des Droits des Retraités et des Pré-Retraités (A.Q.D.R.) Inc., 26 472, radiodiffuseurs communautaires du Québec, 27 585, Résidents de la Maison Lucie-Bruneau Inc., 26 570; Association coopérative féminine du Québec, 20 881; Associés Bénévoles Qualifiés au Service des Jeunes (A.B.S.J.) Inc., 22 690; Atelier de lecture et d'écriture de Chicoutimi, 24 210; Ateliers des lettres en alphabétisation Centre-Sud, 30 000; Atout-Lire, 60 330; Au Bas de l'Échelle Inc., 27 592; Boîtes à lettres de Longueuil, 43 519; Carrefour d'éducation populaire de Pointe-St-Charles, 58 020; Carrefour familiale Hochelaga, 21 018; Centrale de l'enseignement du Québec, 98 933; Centrale des syndicats démocratiques (C.S.D.), 54 270; CENTRES: action bénévole d'Autray Inc., 27 266, Action Bénévole de Québec Inc., 20 092, Animation St-Pierre de Montréal Inc., 52 261, Bénévolat d'Iberville Inc., 20 906, éducatif des haïtiens de Montréal (C.H.E.M.), 31 127, éducation de base de l'Outaouais (CEBO), 36 168, Éducation et d'Action des Femmes de Montréal Inc., 28 041, femmes "L'Étincelle", 22 361, formation populaire (C.F.P.), 29 677, information et de référence pour femmes de Montréal, 20 792, international de solidarité ouvrière (CISO), 30 068, lettres et mots (CLEM), collectif d'alphabétisation de Mercier, 46 633, organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP), 46 830, pastorale en milieu ouvrier (C.P.M.O.), 32 060, portuguais de référence et de promotion sociale, 49 123, Santé des Femmes du Quartier Plateau Mont-Royal de Montréal Inc., 20 966, services communautaires et culturels de Repentigny, 22 520; CENTRES D'ALPHABÉTISATION: Comté Roberval Inc., 45 883, Jonquière, 36 216, N-A rive de Montréal, 47 762, Villeray, La Jarnigoine Inc., 30 000; "La Clé", centre de lecture et d'écriture, 104 541; Collectif d'alphabétisation des travailleurs (La Maison Alpha), 81 167; COMITÉS: A.L.A. (Animation locale en alphabétisation), 24 210, alphabétisation du Bas-St-Laurent, 51 513, alpha Papineau, 29 395, appui aux travailleurs et travailleuses accidentés de la région de l'Amiante, 21 597, éducation aux adultes de la Petite-Bourgogne et de St-Henri, 34 409, logement Centre-Sud de Montréal, 22 160, Travailleurs Accidentés de l'Estrie Inc., 29 180; Commission des écoles catholiques de Montréal, 463 329; COMMISSIONS SCOLAIRES: catholique de Sherbrooke, 151 811, Chicoutimi, 169 713, Du Goéland, 250 302, Lac Témiscamingue, 130 373, La Neigette, 220 645, Laurentides, 108 400, régionale de la Chaudière, 40 000, régionale Lac St-Jean, 25 200, régionale Mauricie, 207 578, régionale de Tardivel, 313 373, Rivière-du-Loup, 29 150, Vallée-de-la-Lièvre, 144 236, Vallée-de-la-Matapédia, 33 600; Comquat Inc., 21 810; Confédération des Organismes Familiaux du Québec Inc., 34 601; Confédération des syndicats nationaux, 216 010; Conseil conjoint no 91 des routiers du Québec, 28 625; Coopérative services-multiples de Lanaudière, 40 864; Corporation de Développement Communautaire des Bois-Francs Inc., 22 520; EDA (Éducation des adultes en français de base), 24 210; FÉDÉRATIONS: âge d'or du Québec, 24 010, aînés dynamiques de Québec, 24 472, associations coopératives d'économie familiale du Québec, 160 437, Associations de Familles Monoparentales du Québec Inc., 171 000, coopératives d'habitation de l'Île de Montréal, 45 281, familles d'accueil du Québec, 21 122, femmes du Québec, 23 711, infirmières et infirmiers du Québec, 37 508, nationale des services de préparation au mariage, 64 743, Québec pour le planning des naissances, 52 433, Québécoise Anti-Pauvreté Inc., 108 169, travailleurs du Québec, 431 108; Fondation pour l'aide aux travailleuses et travailleurs accidentés (F.A.T.A.), 28 356; Front d'Action Populaire en Réaménagement Urbain (F.R.A.P.R.U.) Inc., 36 924; GROUPES: alphabétisation populaire de Sept-Îles (LIRA) Inc., 22 926, Centre-Lac d'Alma, 33 815; Institut canadien d'éducation des adultes, 192 236; Lettres en mains, 46 341; Ligue des droits et libertés, 23 034; Maison alpha A.B.C. Côte-Nord, 24 415; Maison d'Haïti, 34 481; Un Mondalire, 39 737; MOUVEMENTS: Couple & Famille (M.C.F.) Inc., 31 747, Éducation Populaire et d'Action Communautaire du Québec Inc., 97 517, Femmes Chrétiennes Inc., 38 009, québécois des camps familiaux, 29 192, travailleurs chrétiens, 21 972; Musée et Centre Régional d'Interprétation de la Haute-Beauce Inc., 20 000; Nouveau départ, 45 267; Nouvel essor, 47 272; Organismes d'alphabétisation lettres vivantes, 20 601; Organisme régional de développement éduco-témis (O.R.D.E.T.), 64 670; Organismes volontaires d'éducation populaire (non fédérés) du Saguenay-Lac-St-Jean-Chibougamau-Chapais, 22 072; P.O.P.C.O. Inc., 59 080; Porte ouverte (intervenant en formation de base), 21 776; REGROUPEMENTS: assistés sociaux Joliette-Témiscamingue (RASJM), 26 891, aveugles et amblyopes, 22 263, centres d'alphabétisation mot-à-mot, 53 698, comités de logement et associations de locataires, 44 293,

éducation populaire en action, 326 188, groupes populaires en alphabétisation du Québec, 98 789, Organismes Volontaires d'Éducation Populaire (ROVEP) Inc., 54 750, Provincial des Maisons d'Hébergement de Transition des Femmes Victimes de Violence Inc., 45 461, québécois des coopérateurs et coopératrices du travail, 34 753; Rendez-Vous Croissance du Couple Inc., 42 546; Revue Vie Ouvrière Inc., 23 309; Séréna Inc., 78 533; Service d'Orientation des Foyers (S.O.F. Nationale) Inc., 35 111; Syndicats des Fonctionnaires Provinciaux du Québec Inc., 42 560; TABLES RÉGIONALES DES ORGANISMES D'ÉDUCATION POPULAIRE: Lanaudière, 21 399, Montérégie (TROVEP), 23 000, Montréal, 27 600; Table ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais, 170 274; Tour de lire, 74 715; Tukisivallirutitsanutparnaitiit, 26 222; Union des producteurs agricoles (U.P.A.), 37 274; Young Women's Christian Association, 32 212.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 4 803 867.

.Enseignement primaire et secondaire privé (y compris un montant de 340 000 $ pour la promotion de la langue française): 263 750 511 $

MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN: ACADÉMIES: Centennale (Campus I), 836 886, Hébraïque Inc., 847 989, Laurentienne (1986) Inc., 562 444, Michèle Provost Inc., 2 242 457, Sépharade de Montréal, 528 719, Solomon Schechter, 1 225 830; Beth Jacob School, 822 263; CENTRES: Académique Fournier Inc., 153 110, enseignement vivant, 21 184, François-Michelle, 120 602, Intégration Scolaire Inc., 52 594; Clinique pédagogique de Montréal, 862 042; COLLÈGES: Beaubois, 1 773 192, Charles-Lemoyne de Longueuil Inc., 6 080 035, Eudistes de Rosemont, 1 454 809, Français (1965) Inc., 7 873 727, Jean-de-Brébeuf Inc., 2 297 587, Jean-Eudes, 2 403 447, Laval de St-Vincent-de-Paul, 3 233 796, Marie-de-France, 2 233 052, Montréal, 2 059 489, Mont-Royal, 1 320 440, Mont St-Louis, 4 116 234, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, 3 433 830, Ouest de l'Île (1981) Inc., 906 936, Rabbinique du Canada, 901 765, Rachel, 544 386, Régina Assumpta, 4 795 934, Ste-Anne de Lachine, 3 063 725, St-Jean Vianney, 2 501 951, Ste-Marcelline, 1 582 472, Secrétariat Moderne (1980) Inc., 486 548, Stanislas, 2 775 703, Ville-Marie, 1 809 595; ÉCOLES: Akiva, 339 205, Armen Québec de l'union générale de bienfaisance, 987 555, chrétienne Emmanuel, 277 906, communautaire Hassidique, 1 034 520, E.C.S. Inc., 622 743, église arménienne & Sourp Hagop, 1 595 642, formation hébraïque de la congrégation Beth Tikvah, 985 356, Juives Populaires et les Écoles Peretz Inc., 3 321 468, Maimonide, 1 762 913, Marie-Clarac, 1 614 302, musulmanes de Montréal, 312 012, Notre-Dame de Nareg, 286 109, Orale de Montréal pour les Sourds Inc., 130 465, Pasteur S.S.B.L., 468 744, Peter Hall Inc., 4 026 050, Progressive Inc., 1 035 163, Sacré-Coeur de Montréal, 1 212 089, St-Georges de Montréal Inc., 836 084, Secondaire Letendre Inc., 1 867 100, secondaire Marie-Rose, 453 462, Le Sommet, 684 891, Vanguard Québec Ltée, 889 728, Weston Inc., 180 059; Institut Reine-Marie, 1 394 233; Institution Charlemagne Inc., 980 854; Loyola High School, 1 961 974; PENSIONNATS: Mont-Jésus-Marie, 535 293, Notre-Dâme-des-Anges, 859 699, St-Nom-de-Marie d'Outremont, 2 220 028; Queen of Angels Academy, 1 396 426; Selwyn House Association, 855 766; The Study Corporation, 308 045; Trafalgar School for Girls, 843 011; United Talmud Torahs of Montréal, 3 047 158; Villa Maria, 2 731 920; Villa Ste-Marcelline, 681 584; Yeshivah Merkaz Torah, 572 172;

QUÉBEC MÉTROPOLITAIN: Académie St-Louis Québec, 800 423; Centre Psycho Pédagogique Inc., 136 017; COLLÈGES: Champigny, 1 524 456, François-de-Laval, 969 095, Jésus-Marie de Sillery, 2 629 142, Marguerite d'Youville, 1 509 091, Marie-Moisan, 762 295, Notre-Dame-de-Bellevue, 2 169 474, St-Charles Garnier, 2 576 692; École secondaire François-Bourrin, 1 903 403; École secondaire Mont-St-Sacrement, 1 840 661; École des Ursulines de Québec, 2 591 157; Externat classique St-Jean-Eudes, 1 831 474; Pensionnat St-Coeur-de-Marie de Beauport, 820 957; Pensionnat St-Louis-de-Gonzagues, 953 525; Petit Séminaire de Québec, 1 753 056; Séminaire des pères maristes, 866 123; Séminaire St-Augustin, 227 742; Séminaire St-François, 2 760 410;

DIVERSES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES: ARGENTEUIL: Séminaire du Sacré-Coeur, 1 070 479; ARTHABASKA: Collège d'Arthabaska, 530 644, Collège Clarentain de Victoriaville, 697 218; BEAUCE-NORD: École Jésus-Marie de Beauceville, 666 564; BEAUCE-SUD: Petit séminaire de St-Georges-de-Beauce, 350 879; BELLECHASSE: Collège Dina Bélanger, 333 762, Collège de St-Damien, 253 046, Couvent Jésus-Marie de St-Gervais, 266 282; BERTRAND: École secondaire St-Paul-de-Varennes, 3 061 532; BROME-MISSISQUOI: Pensionnat St-Jean-Baptiste, 184 021; CHAMBLY: Pensionnat des Sacrés-Coeurs, 1 040 877, Séminaire de la Très-Sainte-Trinité, 1 454 779; CHAMPLAIN: Juvénat Notre-Dame-du-Rosaire, 78 685, Val-Marie, 1 202 412; CHÂTEAUGUAY: Collège Héritage de Châteauguay, 458 035; CHARLEVOIX: Séminaire St-Alphonse, 896 840; CHICOUTIMI: École apostolique de Chicoutimi, 432 317, Lycée du Saguenay Inc., 1 318 248, Séminaire de Chicoutimi, 1 967 529; CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE: Juvénat Notre-Dame-du-St-Laurent, 790 344; DEUX-MONTAGNES: Pensionnat Mont-La-Mennais, 458 707; DRUMMOND: Collège St-Bernard, 2 381 047, Pensionnat de Drummondville, 667 052;

DUPLESSIS: Institut d'Enseignement de Sept-Îles Inc., 445 678; GATINEAU: Collège apostolique St-Alexandre de la Gatineau, 2 337 162; GROULX: Académie Ste-Thérèse Inc., 1 303 031, Externat Sacré-Coeur de Rosemère, 2 121 759; HULL: École secondaire St-Joseph, 2 366 919; IBERVILLE: Collège de St-Césaire Inc., 1 201 586, École secondaire Marcellin-Champagnat, 1 992 219, Présentation de Marie (Marieville), 258 601; JOHNSON: École secondaire de Bromptonville, 877 780; JOLIETTE: Académie Antoine Manseau, 2 480 069, Institut Esther Blondin, 1 967 941, Mélèzes, 681 055; KAMOURASKA-TÉMISCOUATA: Collège de Ste-Anne-de-la-Pocatière, 1 724 835; LAC ST-JEAN: Séminaire Marie-Reine-du-Clergé, 1 178 831; LAPORTE: Collège Durocher, 3 002 422, École d'Administration et de Secrétariat de la Rive Sud Inc., 132 943, École secondaire Notre-Dame-de-Lourdes, 2 386 867, École secondaire de St-Lambert, 2 253 901; LAPRAIRIE: École secondaire Jean-de-la-Mennais, 3 197 655; L'ASSOMPTION: Collège de l'Assomption, 3 020 451; LÉVIS: Collège de Lévis, 2 542 747, Couvent Notre-Dame-de-toute-Grâces, 1 828 761; MASKINONGÉ: École secondaire St-Joseph, 492 310; NICOLET-YAMASKA: Collège Notre-Dame-de-l'Assomption, 2 193 486, École secondaire Mont-Bénilde, 318 057, Juvénat St-Louis-Marie, 276 432; ORFORD: Collège Notre-Dame-des-Servites, 590 238, Collège Rivier, 533 276, Pensionnat Notre-Dame-de-la-Présentation, 331 062, Pensionnat des Ursulines de Stanstead, 624 940; PRÉVOST: Académie Lafontaine Inc., 1 349 369; RIMOUSKI: Corporation de l'École Secondaire Privée de Rimouski Inc., 569 915; RIVIÈRE-DU-LOUP: École secondaire Notre-Dame, 1 551 473; ROBERVAL: Juvénat St-Jean F.I.C., 632 346; ROUSSEAU: Collège Champagneur, 661 557, École Marie-Anne, 191 351; SAGUENAY: École secondaire Jean-Paul II, 889 647; ST-FRANÇOIS: Collège François-Delaplace, 638 104, École de secrétariat Notre-Dame-des-Neiges, 316 689; ST-HYACINTHE: Collège St-Maurice, 2 159 133, École Commerciale Lussier Inc., 125 418, École secondaire St-Joseph, 2 434 392, Séminaire de St-Hyacinthe d'Yamaska, 1 677 723; ST-MAURICE: Institut secondaire Montfort, 1 484 513, Séminaire Ste-Marie, 2 249 242; SHEFFORD: Collège Mont-Sacré-Coeur de Granby, 1 160 385, Présentation de Marie (Granby), 1 266 469, École Secondaire du Verbe Divin Inc., 1 508 616; SHERBROOKE: Collège Mont-Notre-Dame de Sherbrooke Inc., 1 632 189, Collège du Mont-Ste-Anne, 871 333, Collège du Sacré-Coeur, 1 298 700, Pensionnat de Compton Inc., 330 013, Séminaire Salésien, 1 869 193, Séminaire de Sherbrooke, 2 166 949; TERREBONNE: École secondaire St-Sacrement, 3 995 032; TROIS-RIVIÈRES: Collège Marie-de-l'Incarnation, 3 263 812, Collège Moderne de Secrétariat de Trois-Rivières (1977) Inc., 53 623, Institut secondaire Keranna, 1 790 805, Séminaire St-Joseph, 3 253 129; VAUDREUIL-SOULANGES: Collège Bourget, 3 861 543; VERCHÈRES: Collège St-Hilaire Inc., 1 190 900;

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS: 14 219 752.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 1 188.

.Enseignement primaire et secondaire public: 5 025 981 457 $

Fonctionnement, (voir tableau page 2-133), (y compris des montants de 8 095 000 $ pour l'aide aux garderies en milieu scolaire et de 7 490 000 $ pour la promotion de la langue française), 4 413 639 881; Investissements, (voir tableau page 2-133), 10 190 000; Service de la dette, (voir tableau page 2-133), 407 704 928; Formation des adultes, (voir tableau page 2-133), (y compris un montant de 730 000 $ pour la promotion de la langue française), 194 446 648.

.Entreprises et organismes du Gouvernement: 1 110 000 $

Société de radio-télévision du Québec, 1 100 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 10 000.

.Autres: 1 764 362 $

Commissions des écoles catholiques de Montréal, 46 898; Commission des écoles protestantes du grand Montréal (C.E.P.G.M.), 23 579; COMMISSIONS SCOLAIRES: Baldwin-Cartier, 26 014, Charlesbourg, 23 675, Chauveau, 37 050, Jérome-Le-Royer, 98 809, Kativik, 52 703, De La Jonquière, 37 604, Lakeshore, 40 389, Montcalm, 512 000, Outaouais-Hull, 33 930, Taillon, 21 422, Tracy, 24 294; COMMISSIONS SCOLAIRES RÉGIONALES: Chambly, 54 355, Vaudreuil-Soulanges, 43 321; Éditions FM Inc., 31 000; Éditions Griffon Argile Inc., 33 440; Institut de Nazareth et Louis Braille, 36 000; Louise Courteau Éditrice Inc., 20 935; Université McGill, 117 500.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 449 444.

ÉDUCATION
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

11. Autres dépenses: 90 978 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 90 978.

ÉDUCATION
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

COMMISSIONS SCOLAIRES	Enseignement primaire et secondaire public			
	Fonctionnement	Investissement	Service de la dette	Formation des adultes
	$	$	$	$
RÉGIONALES ET LOCALES:				
Blainville-Deux-Montagnes	7 326 137		1 953 992	
Chambly	91 266 459		8 649 480	5 100 880
Jacques-Cartier	26 914 096		1 749 308	
Mont-Fort	15 952 293		1 521 378	
St-Exupéry	16 243 434		1 355 028	
Taillon	22 922 351		2 011 460	
Varennes	16 506 505		4 282 295	
Châteauguay-Valley Prot	8 476 092		1 002 036	1 441 671
Lac-St-Louis-de-Châteauguay	2 630 758		174 903	
Ormstown	4 103 413		210 956	
Chaudière	31 490 765		3 242 922	2 186 425
Beauceville	3 704 667		251 628	
des Cèdres	5 704 137		471 469	
des Érables	12 474 571		1 402 728	
Langevin	7 144 536		495 573	
St-Joseph	6 194 152		507 809	
Chauveau	42 545 015		2 348 967	1 975 879
Ancienne-Lorette	11 572 918		1 669 217	
La Jeune-Lorette	21 310 631		2 118 475	
Montcalm	9 569 133		375 900	
District of Bedford	11 792 398		1 061 575	254 360
Eastern Québec	9 783 175		755 371	614 148
Greater Québec	4 435 768		312 566	
Greater Seven Islands	2 791 599		131 488	
Saguenay	1 963 726		87 485	
St-Maurice Prot	2 498 881		228 595	
Gaspésia	4 629 954		320 336	81 248
Bonaventure	2 165 500		97 807	
Gaspé	1 540 611		39 769	
Lac St-Jean	19 750 385		2 125 527	1 704 005
Alma	10 072 427		522 167	
Belle-Rivière	5 613 167		375 774	
Delisle	5 241 602		653 988	
Louis-Fréchette	32 535 780		3 416 291	2 745 218
Abénakis	5 141 813		506 849	
Bellechasse	4 657 334		439 525	
Élan	3 576 166		362 127	
Nouvelle-Beauce	7 795 998		638 389	
Pointe-Lévy	14 822 084		1 020 611	
Mauricie	24 159 916		3 513 654	1 102 745
Grand'Mère	6 875 114		611 475	
Normandie	4 518 587		459 977	
Shawinigan	5 219 751		311 014	
Val-Mauricie	9 904 250		630 979	
Péninsule	15 011 391		2 242 843	824 444
Des Anses	3 847 792		231 178	
Forillon	3 378 259		201 691	
Grande-Hermine	5 397 452		516 654	
Rocher-Percé	3 015 254		483 745	

ÉDUCATION
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

COMMISSIONS SCOLAIRES (suite)	Enseignement primaire et secondaire public			
	Fonctionnement	Investissement	Service de la dette	Formation des adultes
	$	$	$	$
Provencher	12 372 879		1 271 589	954 080
Lac St-Pierre	5 663 912		249 713	
Les Becquets	3 066 563		163 716	
Port-Royal	8 474 784		603 413	
South Shore Prot	22 091 740		1 331 964	265 009
Richelieu Valley	4 436 207		204 973	
St.Lawrence Prot	11 269 697		613 958	
South Central Prot	6 961 639		233 510	
Tardivel	13 332 536		1 268 766	822 678
Grand-Bois	3 577 178		356 546	
Monseigneur Vachon	5 801 295		629 634	
Portneuf	5 399 132		193 800	
Vaudreuil-Soulanges	18 932 951		3 239 326	1 766 965
Île Perrot	6 959 225		796 553	
Soulanges	4 941 207		328 872	
Vaudreuil	10 352 731		426 730	
Western Québec Prot	10 695 678		949 313	933 677
Greater Hull	8 169 719		864 054	
Northwestern Québec Prot	2 602 926		66 447	
Pontiac Prot	1 748 338		188 068	
Yamaska	33 197 326		3 832 348	1 709 129
Argile Bleue	17 940 011		2 208 787	
St-Hyacinthe	14 887 770		1 343 004	
Val-Monts	10 948 835		701 701	
INTÉGRÉES:				
Abitibi	22 305 507		1 854 110	597 202
Asbesterie	11 531 788		1 132 377	
Aylmer	22 264 738		4 735 851	
Baie-Comeau	1 025 401		16 447	
Baie-des-Chaleurs	12 489 262		575 256	
Baie-des-Ha!Ha!	16 653 930		1 207 056	
Barraute-Senneterre	6 881 116		1 029 015	
Beauport	34 219 700		4 450 518	2 786 243
Bersimis	7 186 948		494 144	
Berthier-Nord-Joli	25 486 023		2 960 030	
Black Lake-Disraëli	12 989 706		944 704	
Brossard	25 552 362		3 479 209	
Des Cantons	48 024 836		4 466 139	1 309 564
Chapais-Chibougamau	11 138 233		907 117	398 535
Charlesbourg	30 853 790		1 602 208	4 125 495
Châteauguay	26 859 564		2 237 441	1 921 961
Chavigny	17 459 629		1 805 411	
Des Chênes	61 118 140		4 464 472	1 883 305
Chicoutimi	34 000 581		3 434 932	3 489 160
Chomedey-de-Laval	76 924 551		4 190 193	6 769 457
Chûtes-de-la-Chaudière	39 943 264	21 000	5 066 308	1 801 852
Chûtes-Montmorency	14 052 560		1 094 437	
Coaticook	11 844 781		288 122	
Commission des écoles catholiques de Montréal	404 041 242		2 481 190	31 955 766
Commission des écoles catholiques de Québec	57 377 617		8 699 629	6 923 336
Côte-de-Beaupré	10 849 156		749 857	
Côte-du-Sud	24 746 096		3 431 525	609 689
Crie	51 332 731	4 044 181		40 576
Davignon	14 939 013		1 191 589	514 432
Des Découvreurs	50 027 996		6 994 820	2 478 332

ÉDUCATION
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

COMMISSIONS SCOLAIRES (suite)	Enseignement primaire et secondaire public			
	Fonctionnement	Investissement	Service de la dette	Formation des adultes
	$	$	$	$
De La Jonquière	56 204 003		4 934 943	2 393 496
Des Basques	9 021 610		229 295	
Des Cascades-l'Achigan	23 403 257		1 955 302	
Des Frontières	5 003 552		62 789	
Des Îlets	28 609 597		4 139 107	
Des Milles-Îles	72 482 985		5 011 259	813 318
Des Montagnes	7 752 411		221 203	
Des Rivières	10 621 722		574 255	
Deux-Montagnes	21 845 634		4 021 406	
Dolbeau	10 288 320		2 416 923	1 057 360
Des Draveurs	61 640 721		4 877 774	4 899 293
Eastern Township	15 461 038		1 681 817	446 622
Fermont	4 467 658		642 387	
Du Goéland	51 580 644		4 856 952	1 496 863
Du Gouffre	8 658 848		1 074 098	
Grandpré	9 618 870		373 193	
Greenfield-Park	5 943 218		454 114	
Harricana	20 115 017		5 402 042	1 109 138
Haut-St-Maurice	9 976 773		460 757	
Haute-Gatineau	11 509 208		933 984	1 462 729
Huntingdon	9 355 971		852 212	
Iberville	16 887 822		938 682	
Des Îles	11 323 288		1 083 306	471 659
Industrie	32 060 801	33 000	3 332 389	3 188 950
Jean-Chapais	8 359 711		407 550	
Jean-Rivard	12 202 635		639 970	
Kativik	30 486 547	1 965 774		841 000
Lac-Mégantic	12 914 455		830 807	
Lac-Témiscamingue	15 816 369		2 814 033	709 512
Lakeshore				(6 801)
La Mitis	12 414 254		2 739 428	
La Neigette	39 760 492		3 148 505	1 802 915
La Pocatière	8 358 493		432 078	
La Sapinière	9 336 123		369 537	
La Tourelle	11 165 668		828 401	
Laure-Conan	12 756 359		1 202 084	787 522
Laurentian	8 113 343		992 194	167 352
Laurentides	32 336 829		1 879 499	1 691 133
Laurentienne	1 182 486		44 125	
Laurenval	31 377 179		4 215 183	542 832
La Vallière	12 001 262		402 683	
Le Gardeur	55 360 064		7 090 409	1 545 252
Les Écores	30 780 719		2 182 960	3 082 145
L'Islet-Sud	6 442 671		137 095	
Du Littoral	11 429 397	3 490 045		184 082
Du Long-Sault	12 978 925		1 231 640	714 119
Lotbinière	20 976 798		1 604 504	
Magog	14 951 531		934 023	
Malartic	6 030 895		479 557	
Manicouagan	24 472 384	263 000	4 817 781	2 546 991
Des Manoirs	56 674 084		6 961 021	1 456 861
Marieville	9 669 561		729 610	
Matane	18 035 403		2 695 845	2 382 726
Miguasha	14 260 861		2 120 900	1 734 163
Des Moissons	13 785 872		1 585 099	
Morilac	13 211 205		1 899 849	
Moyenne-Côte-Nord	9 298 683		700 642	
Normandin	8 946 010		497 963	
Nouveau-Québec	6 614 147		809 627	133 684
Outaouais-Hull	32 188 269		2 773 873	5 937 055
Pierre-Neveu	24 165 544		1 723 335	1 669 417
Pontiac	8 257 189		525 844	

ÉDUCATION
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

	Enseignement primaire et secondaire public			
COMMISSIONS SCOLAIRES (suite)	Fonctionnement	Investissement	Service de la dette	Formation des adultes
	$	$	$	$
Portage-du-Fort	60 191		3 091	
Port-Cartier	7 194 745		1 610 501	
Prince-Daveluy	7 837 988		763 597	
Provençal	7 836 175		856 502	
Québillon	3 882 297		540 724	
Rivière-du-Loup	25 056 457		6 590 610	3 040 495
Roberval	13 435 401		1 112 580	
Rouyn-Noranda	29 967 797		2 339 344	2 053 043
Saint-Eustache	30 522 367		2 553 267	2 421 753
St-Jean-sur-Richelieu	41 916 210		5 342 984	1 681 527
St-Jérôme	48 677 358		3 878 530	1 536 669
Sainte-Thérèse	35 424 533		2 562 553	
Samuel-De-Champlain	29 380 099		1 718 572	
Seigneurie	8 249 366		827 540	
Sept-Îles	19 596 810		4 860 582	2 843 810
Sherbrooke Cath	82 089 640		11 289 757	3 901 499
Sorel	22 319 729		2 385 192	
Taschereau	5 401 917		196 494	
Témiscouata	8 841 857		520 128	
Thedford-Mines	24 010 935		1 756 675	1 787 113
Tracy	16 878 528		425 330	1 581 431
Trois-Rivières	27 967 418		3 388 049	2 916 462
Val-d'Or	18 862 579		1 845 067	1 736 481
Valin	24 162 726		2 207 097	
Vallée-de-la-Lièvre	16 069 029		1 294 637	1 933 239
Vallée-de-la-Matapédia	18 962 958		1 452 527	1 775 701
Vallée-de-Mistassini	7 659 929		555 441	
Valleyfield	22 665 625		1 622 886	1 323 187
Victoriaville	31 297 119	373 000	3 347 303	2 331 402
Warwick	7 591 445		867 196	
CONSEIL SCOLAIRE				
Île de Montréal	430 242 676		69 866 463	24 233 982
RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS	142 721 418			
Standard Life (Assurance collective)	1 778 437			
	4 413 639 881	10 190 000	407 704 928	194 446 648

ÉNERGIE ET RESSOURCES
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Droits et permis		
Ressources forestières		
Bois récolté	48 003 (1)	76 298
Ressources minières		
Droits sur profits d'exploitation minière	(34 539)	(32 737)
Lots de villages miniers	43	125
Mise en valeur	1 762	2 461
Exploitation par baux miniers	529	69
Exploitation par concessions minières	237	42
Renseignements généraux	19	50
Exploration	300	55
Divers	30	47
	(31 619)	(29 888)
Ressources hydrauliques		
Forces hydrauliques	2 804	2 996
Énergie électrique produite	34 102	29 183
Emmagasinement de l'eau	804	725
	37 710	32 904
Autres		
Droits d'exploitation - sable et gravier et autres	1 119	1 408
Recherche du pétrole et du gaz naturel	175	161
Ventes de gaz naturel	66	47
Production, vente ou distribution de l'énergie, vapeur et gaz	2 817	2 755
Détaillants	607	662
Transport de produits pétroliers	50	50
Grossistes et détaillants	270	277
Ventes de lubrifiant	412	449
Permis - Sable et gravier et autres	103	67
Divers	61	57
	5 680	5 933
	59 774	85 247

(1) La diminution est principalement due à une modification à la facturation sur la base du volume de bois récolté. En 1990, la facturation était effectuée sur la base du volume de bois attribué. De plus, le rattrapage dans la facturation fut réalisé au cours du dernier trimestre et cette dernière fut comptabilisée au ministère des Forêts par suite de sa création le 1er février 1991.

ÉNERGIE ET RESSOURCES
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	270	216
Matériel et fourniture	71	88
Bois	143	283
Disposition de surplus	84	116
Ventes de terres de l'État	9 729	4 971
Location de parcs à déchets	202	119
Location d'autres terrains et bâtisses	5 135	4 882
Frais d'acquisition et de location de terrains	1 714	890
Location de chambres et pension	93	40
Enregistrement	605	413
Prévention et lutte contre les insectes nuisibles et les maladies d'arbres	1 978	1 984
Arpentages de terrains	185	211
Analyse et traitement de minerai	1 857	2 343
Divers	102	403
	22 168	16 959
Intérêts		
Comptes à recevoir - bois recolté et autres	596	472
Droits sur les profits d'exploration minière	161	35
Prêts à des compagnies minières	154	165
Divers	3	4
	914	676
Amendes et confiscations		
Dépôts	72	41
Infractions à diverses lois	66	171
Divers	9	37
	147	249

ÉNERGIE ET RESSOURCES
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	765	819
Subventions d'années antérieures	625	55
Salaires - accidents de travail	33	144
Divers	4	9
	1 427	1 027
	24 656	18 911
Total des revenus autonomes	84 430	104 158
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Développement minéral	1 287	5 595
Économie d'énergie	(91)	
Développement forestier	3 519 (2)	20 599
Développement de l'Est du Québec	1 208	1 150
Développement forestier de la Haute Côte-Nord	1 550	991
Total des transferts du gouvernement du Canada	7 473	28 335
Total des revenus	**91 903**	**132 493**

Les remboursements de droits sur les profits d'exploitation minière ont été déduits des revenus de 45 014 000 $ * en 1991 et de 42 942 000 $ * en 1990.

* Y compris des crédits de droits remboursables pour pertes de 44 707 055 $ en 1991 et de 32 841 757 $ en 1990.

(2) La diminution est due à la fin de l'entente en 1991. La majorité des travaux furent réalisés et réclamés dans les années 1985 à 1990.

ÉNERGIE ET RESSOURCES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **GESTION DE LA FORÊT**
Sommaire: page 1-8

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services	Entretien
1. Recherche et développement	9 715		9 714	2 657	3 674	510	679	126
2. Planification de l'utilisation	24 508		24 508	9 958	3 461	798	5 132	129
3. Protection de la forêt	37 411		37 411	2 891	5 336	1 055	25 288	223
Permanents (1)	3 791		3 791				3 791	
4. Contrôle de l'utilisation	15 715		15 715	7 595	4 815	1 610	107	214
5. Direction du secteur Forêt et administration régionale	7 087		7 087	4 612	959	367	179	114
TOTAL	98 227 a)		98 226	27 713	18 245	4 340	35 176	806

(1) Loi sur les forêts, L.R.Q., c. F-4.1.
a) Excluant 34 212 259 $ tranférés au ministère des Forêts pour la période du 1er février 1991 au 31 mars 1991 en vertu de la Loi sur le ministère des Forêts, L.Q., 1990, c. 64.

PROGRAMME 2 — **AMÉLIORATION DE LA FORÊT**
Sommaire: page 1-8

1. Aménagement des forêts publiques	74 387		74 387	5 651	7 693	2 045	53 486	459
2. Aménagement des forêts privées	39 804		39 804	2 057	2 146	229	142	41
3. Production de plants	38 502		38 502	1 813	13 217	255	18 284	429
TOTAL	152 693 b)		152 693	9 521	23 056	2 529	71 912	929

b) Excluant 34 121 230 $ tranférés au ministère des Forêts pour la période du 1er février 1991 au 31 mars 1991 en vertu de la Loi sur le ministère des Forêts, L.Q., 1990, c. 64.

PROGRAMME 3 — **DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE FORESTIÈRE**
Sommaire: page 1-8

TOTAL	1 824 c)		1 823	776	183	101	172	4

c) Excluant 1 833 458 $ tranférés au ministère des Forêts pour la période du 1er février 1991 au 31 mars 1991 en vertu de la Loi sur le ministère des Forêts, L.Q., 1990, c. 64.

Ce programme vise à favoriser et appuyer le développement, l'application et la mise à jour des connaissances du milieu forestier et de ses ressources, à en planifier, contrôler et évaluer l'utilisation et les interventions et à soutenir l'accès à la ressource; il vise également à favoriser la protection du milieu contre les fléaux naturels et humains et à assurer la gestion administrative tant au niveau de la haute administration centrale que du soutien administratif régional et local.

				CAPITAL - PERSONNEL		CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Traite-ments	Autres rémuné-rations	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
106	554	60	1							412	3		932
141	3 730	302			26	8	2		109	690		22	
524	1 064	102	11		121		5	2	32	520	133		104
169	668	90	2							445			
120	513	35	3										185
1 060	6 529	589	17		147	8	7	2	141	2 067	136	22	1 221

Ce programme vise à améliorer en qualité et en quantité la capacité de production des superficies à vocation forestière, tant publiques que privées, de façon à répondre aux demandes en matière ligneuse ou à d'autres usages.

815	2 644	397	2						1	1 194			
172	294	73								152			34 498
368	2 354	640	15				18		2	548	310		249
1 355	5 292	1 110	17				18		3	1 894	310		34 747

Ce programme vise à favoriser la rationalisation et le développement du secteur de la transformation des bois.

3	16	8	2							28			530

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4 — FINANCEMENT FORESTIER
Sommaire: page 1-8

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services	Entretien
1. Gestion interne et soutien	1 145		1 145	940	80	43	24	
2. Prêts forestiers	3 706		3 706					
TOTAL	4 851 d)		4 851	940	80	43	24	

d) Excluant 2 288 400 $ tranférés au ministère des Forêts pour la période du 1er février 1991 au 31 mars 1991 en vertu de la Loi sur le ministère des Forêts, L.Q., 1990, c. 64.

PROGRAMME 5 — DIRECTION
Sommaire: page 1-8

TOTAL	43 683 e)	13	42 947	12 832	4 632	4 975	1 531	1 266

e) Excluant 4 508 286 $ tranférés au ministère des Forêts pour la période du 1er février 1991 au 31 mars 1991 en vertu de la Loi sur le ministère des Forêts, L.Q., 1990, c. 64.

PROGRAMME 6 — CONNAISSANCE GÉOGRAPHIQUE DU TERRITOIRE
Sommaire: page 1-30

TOTAL	13 932	3	13 644	5 499	1 071	183	2 827	148

PROGRAMME 7 — GESTION DES TERRES PUBLIQUES
Sommaire: page 1-30

TOTAL	10 072	2	9 807	6 105	2 406	300	212	72

PROGRAMME 8 — RÉGIE DU GAZ NATUREL
Sommaire: page 1-10

TOTAL	1 915		1 842	1 353	54	83	21	4

Ce programme vise à rendre accessible un crédit forestier en vue de faciliter les investissements dans la mise en valeur et la consolidation des forêts privées.

				CAPITAL - PERSONNEL		CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Traite-ments	Autres réunéra-tions	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
20	6	19								13			
													3 706
20	6	19								13			3 706

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

15 818	433	267	13							681			499

Ce programme vise à recueillir toutes les informations relatives aux dimensions, à la configuration, à l'utilisation, à la délimitation et à la description du territoire.

244	267	189	1			45				509			2 661

Ce programme vise à effectuer les diverses transactions relatives à l'aliénation ou à la location de certaines parties du domaine public et à contrôler l'utilisation des terres publiques.

66	279	146				4				217			

Ce programme vise à assurer la protection, en matière de prévention d'accidents, de tarification et d'approvisionnement, aux consommateurs et aux distributeurs de gaz.

298	12	11								6			

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-10

ÉTUDES, RECHERCHES ET INTERVENTIONS CONCERNANT L'ÉNERGIE

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services	Entretien
TOTAL	15 452	5	10 755	5 244	1 288	1 038	895	27

PROGRAMME 10
Sommaire: page 1-8

GESTION ET DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MINÉRALE

1. Exploration	17 543	5	17 054	4 653	2 265	1 034	3 703	218
2. Industrie minérale et gestion des lois	11 718	4	10 668	4 170	1 067	292	1 354	174
Permanents (2)	150							
3. Assistance scientifique et technologique	10 162	2	9 424	5 092	803	194	799	323
4. Assistance à l'industrie de l'amiante	53 790		50 290					
TOTAL	93 363	11	87 436	13 915	4 135	1 520	5 856	715

(2) Loi concernant les droits sur les mines, L.R.Q., c. D-15.

TOTAL DES PROGRAMMES

Votés	432 071	34	420 233	83 898	55 150	15 112	114 835	3 971
Permanents	3 941		3 791				3 791	
	436 012	34	424 024	83 898	55 150	15 112	118 626	3 971

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
	139 048	174 731

Les totaux des dépenses par catégorie apparaissant à la liste des fournisseurs et bénéficiaires (voir pages 2-147 à 2-152) sont plus élevés. La conciliation de ces totaux se retrouve au tableau ci-dessous:

Total des programmes	424 024	83 898	55 150	15 112	118 626	3 971
Ajouter:						
Montants apparaissant au ministère des Forêts (voir pages 2-202 et 2-203).	38 175	8 972	3 978	2 320	7 332	630
	462 199	92 870	59 128	17 432	125 958	4 601

Ce programme vise à formuler les actions et interventions du Gouvernement dans le secteur énergétique, à administrer les lois et règlements concernant ce secteur, ainsi qu'à gérer les programmes d'aide technique et financière ayant pour objet d'accroître la productivité énergétique du Québec.

				CAPITAL - PERSONNEL		CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Traite-ments	Autres rémuné-rations	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
35	196	212	2							232			1 586

Ce programme vise à établir la connaissance géologique du territoire, faire la promotion de l'exploration, promouvoir avec l'industrie des projets de développement et la réalisation de certains investissements en infrastructures et également à réglementer certaines conditions d'exercice de l'activité minière; il vise également à favoriser l'exploitation, la transformation et l'utilisation des substances minérales par la recherche appliquée et la prestation de services analytiques et conseils techniques.

275	885	165	3							933			2 920
49	153	101	15							331			2 962
38	717	72	17							1 080	27	2	260
													50 290
362	1 755	338	35							2 344	27	2	56 432
19 261	14 785	2 889	87		147	8	70	6	144	7 991	473	24	101 382
19 261	14 785	2 889	87		147	8	70	6	144	7 991	473	24	101 382

	CAPITAL - PERSONNEL	CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
	147	8 716	101 382

19 261	14 785	2 889	87		147	8	70	6	144	7 991	473	24	101 382
1 508	2 473	1 048	19		3	2	26		2	1 330	360		8 172
20 769	17 258	3 937	106		150	10	96	6	146	9 321	833	24	109 554

ÉNERGIE ET RESSOURCES
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Entreprises			
Aide à l'exploration minérale	2 596	2 416	2 575
Aide à la production forestière privée	34 355	34 355	37 830
Assistance à l'industrie minérale	1 033	985	4 111
Crédit forestier:			
-prise en charge d'une partie de l'intérêt	3 706	3 706	3 129
Développement des économies d'énergie	623	260	376
Développement de l'industrie forestière	432	431	133
Travaux de recherche	268	175	115
Voirie forestière			4 054
Autres	3 927	656	1 708
Établissements de santé et de services sociaux			
Développement des économies d'énergie	103	103	98
Travaux de recherche	15	15	
Institutions d'enseignement			
Aide à la production forestière privée	66	66	117
Développement des économies d'énergie	517	492	265
Développement de l'industrie forestière	98	98	84
Travaux de recherche	853	853	833
Autres	92	92	40
Municipalités			
Aide à la production forestière privée	52	52	
Développement des économies d'énergie	57	57	145
Autres	117	100	80
Organismes sans but lucratif			
Aide à l'exploration minérale	462	462	79
Aide à la production forestière privée	13	13	172
Assistance à l'industrie minérale	1 250	1 234	1 779
Développement des économies d'énergie	218	218	164
Travaux de recherche	427	427	281
Autres	1 328	988	1 170
Personnes			
Prix aux lauréats du mérite forestier	57	57	66
Fonds spécial			
Aide à la réforme du cadastre québécois	2 640	2 640	2 702
Entreprises et organismes du Gouvernement			
Hydro-Québec	100	100	240
Société immobilière du Québec			25
Société nationale de l'amiante	53 790	50 290	62 391
Société québécoise d'exploration minière - SOQUEM	41	41	116
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec - REXFOR Concernant le déficit d'opérations d'une filiale (Les Bois de l'Est du Québec Inc.) et d'autres projets spéciaux			4 710
Total	**109 236**	**101 382 (*)**	**129 588**

(*) Les totaux de dépenses de transfert de certains objets d'aide financière apparaissant à la liste des bénéficiaires (voir pages 2-149 à 2-151) sont plus élevés que ceux indiqués ci-dessus. La conciliation de ceux-ci se retrouve au tableau suivant:

	Montants de dépenses ci-dessus	Montants dépensés au ministère des Forêts	Montants présentés à la liste des bénéficiaires
Aide à la production forestière privée	34 486	5 541	40 026
Crédit forestier:			
-prise en charge d'une partie de l'intérêt	3 706	1 122	4 828
-exécution de garantie de remboursements d'emprunts (Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers)		4	4
Développement de l'industrie forestière	529	512	1 041
Travaux de recherche	1 470	433	1 903
Autres	1 836	326	2 162
Entreprises et organismes du Gouvernement	50 431	234	50 665

ÉNERGIE ET RESSOURCES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 92 870 003 $
2. Autres rémunérations: 59 281 148
152 151 151 $

Incluant 9 755 600 $ à l'égard de 137 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organismes, personnel cadre et autre personnel de rang équivalent) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus: Commision de la santé et de sécurité du travail du Québec, 1 386 936.

---

3. Services de transport et de communication: 17 441 800 $

Aéro-Plus Ltée, 50 295; Aménagement Exposition TCD Inc., 71 652; Bazin, Dumas, Dupré, Sormany, 94 160; Bell Canada, 75 227; Cabano Expéditec Inc., 95 490; Consultour club voyages, 202 057; Courrier Purolator Ltée, 85 735; Enviro Ressources Inc., 77 572; FONDS: des moyens de communications, 327 934, les publications du Québec, 50 162, renouvelable du service aérien gouvernemental, 169 811, des services de télécommunications, 6 480 823; Hélicoptères Abitibi Ltée, 38 623; Hélicoptères Nordic Ltée, 38 073; Hélicoptères Viking Ltée, 212 771; Imprimerie Provinciale Inc., 81 719; Inter Voyage Inc., 378 160; Interglobe Inc., 49 877; Laboratoires Prisma Inc., 47 370; Alphonse Leblanc, 41 358; Litho Acme Québec Inc., 45 201; Métropole Litho Inc., 66 048; Propair Inc., 67 430; Publicité Martin Inc., 371 770; Société de récupération, d'exploitation et de développement forestier du Québec - REXFOR, 730 576; Taxis CO-OP Québec 525-5191, 99 521; Transport Gaston Nadeau Inc., 204 945; Voyage CAA, 173 641.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 7 013 799.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 126 050 762 $

À-Propos Communications Inc., 41 920; Amenatech Inc., 61 871; Argus Groupe Conseil Inc., 91 441; Association québécoise pour la maîtrise de l'énergie, 38 180; Atelier de Pétrographie du Saguenay Inc., 35 375; Beaupré Photo Inc., 77 000; Bechedor Inc., 228 000; Béliveau-Couture, 94 056; Bell Canada, 58 662; Robert Binet, 50 159; Blais, McNeil et Associés, 422 558; Boivin, L'Heureux, Brodeur et Associés, 62 949; Bolduc, Jacques, Thibodeau et Royer, 133 326; Jacques Boucher, 432 452; Bureau de commerce de Montréal, 40 252; C.V. Géomatique Ltée, 47 180; Canadian Connection Ltd., 66 826; Cartech Inc., 45 338; Cartier Photo Reproductions Inc., 37 956; Cartobec Inc., 56 991; CENTRES: d'enseignement et de recherche en foresterie, 69 523, international GP, 63 300, de recherche industrielle du Québec, 439 795, Sylvicole Forestville Inc., 1 120 047, de toxicologie du Québec, 50 000; Chantier coopératif de Ferland et Boileau, 810 136; CIFFC, 62 489; Cogemat Inc., 39 776; Cogesult Inc., 47 860; Commission des écoles catholiques de Québec, 36 463; Consolidated-Bathurst Inc., 738 654; Consultants Forestiers DGR Inc., 262 200; Consultants Polytech (1988) Inc., 51 325; COOPÉRATIVES FORESTIÈRES: du Bas St-Maurice, 67 687, de Girardville, 741 165, des Hautes Laurentides, 654 725, de Laterrière, 780 802; Cosit Inc., 39 320; Couillard, Samson et Associés, 165 000; Alain Courchesne, 37 579; Del Degan, Massé et Associés, 272 650; Robert Deraiche, 58 591; R. Després et Associés, 273 100; Donohue Inc., 610 119; Doralie Inc., 1 010 434; Hugues Dupuy, 37 449; École nationale d'administration publique, 122 411; Énergie Verte Inc., 1 011 620; Enviro Ressources Inc., 77 572; Fédération des producteurs de bois du Québec, 3 999 515; FONDS: du Bureau de la statistique du Québec, 52 771, d'information géographique et foncière, 1 402 258, de reprographie gouvernementale, 405 980, des services informatiques, 2 270 013; For International Ltée, 283 000; Fortin et Handfield, 35 750; Fortin, Walsh et Associés, 289 490; Gauthier, Parent et Associés, 220 000; Gendron, Lefebvre et Associés, 42 721; Géocarte Enr., 41 894; Géospex Sciences Inc., 138 094; Graphi Technique Inc., 97 048; Groupe C.G.I. Inc., 155 715; Groupe DMR Inc., 217 088; Groupe Dryade Ltée, 254 750; Hauts-Monts Inc., 103 023; Informatique Multi-Hexa Inc., 88 280; Institut de recherche en exploration minérale, 532 449; Michel Ladouceur, 36 654; André Lafond, 42 257; Machineries Jeannot Brousseau Ltée, 126 883; McMaster University, 40 140; M.V. Mercier et Associés, 52 000; Octographe Inc., 109 550; Pagé et Leclair, 242 000; Pampev Inc., 684 216; Pépinière Argenteuil Inc., 461 473; Pépinière de la Pointe Sphérique Inc., 42 553; Pépinière Robert Fortin, 217 065; Photosur Inc., 499 234; Poulin, Thériault Inc., 262 153;

ÉNERGIE ET RESSOURCES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

Produits Forestiers Canadien Pacifique Ltée, 1 550 623; Prosig Informatique Inc., 247 285; Reboisement Fort-Estrie Inc., 246 636; Roche Ltée, 407 822; Sécurité Saglac Inc., 56 316; Serres Christian Inc., 36 803; Serres de Guyenne Inc., 1 555 578; Serres Solabri Inc., 471 929; Servac S.L. Inc., 35 207; Services Documentaires Multimédia (S.D.M.) Inc., 89 977; Services environnementaux Laidlaw, 58 805; Sial Géosciences Inc., 823 717; Marcel Sirois, 167 663; SOCIÉTÉS: d'Aménagement Général de l'Environnement Ltée, 35 525, de l'assurance automobile du Québec, 146 521, d'Exploitation des Ressources de la Vallée Inc., 289 698, Géomatique Internationale Inc., 699 415, immobilière du Québec, 72 511, J.G. Lefebvre et Frères Ltée, 974 905, de protection des forêts contre les insectes et les maladies des arbres, 8 757 764, de récupération, d'exploitation et de développement forestier - REXFOR, 54 040 616, syivicole Arthabaska Drummond, 42 596; SOCIÉTÉS DE CONSERVATION: de la Côte Nord, 4 029 235, de la Gaspésie, 2 450 370, du Nord-Ouest, 3 794 972, de l'Outaouais, 3 615 408, de la région de Québec-Mauricie, 3 156 107, du Saguenay-Lac-St-Jean, 3 352 700, du Sud du Québec, 2 002 548; Somival Inc., 493 583; Sylvico Inc., 63 212; Sylvitec Inc., 115 241; Technofor Enr., 417 454; Transport Levert, 64 203; Troupiers Nationaux Inc., 64 272; UNIVERSITÉS: Laval, 456 980, McGill, 103 595, du Québec, 392 863, du Québec Abitibi-Témiscamingue, 108 845, du Québec à Chicoutimi, 270 239, du Québec à Montréal, 133 805; Fonds locaux, 52 496.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 4 784 421.

---

5. Entretien et réparations: 4 599 314 $

Cultures A.S.M. Enr., 95 134; Digital Équipement Canada Ltée, 56 818; Établissements du Gentilhomme Inc., 112 881; Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau, 98 565; Intergraph Systems Ltd., 61 656; M.J. Robinson Trucking Ltée, 84 452; Philips Électronique Ltée, 61 279; Services Techniques Bell Inc., 55 772; Société immobilière du Québec, 1 349 668; Wang Canada Ltd., 35 100.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 2 587 989.

---

6. Loyers: 20 777 680 $

Autos Adrien Pelletier Inc., 55 911; Entreprises Jean Halié Inc., 42 873; Équipements V.D. Inc., 38 968; Fillion & Frères (1976) Inc., 78 377; Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental, 128 007; G.N. Johnston Equipment Co. Ltd., 42 924; Hélicoptères Transit Ltée, 57 984; Héli-Max Ltée, 61 342; Location du Cuivre Ltée, 90 143; Location Giguère Inc., 114 871; Location Rompré Ltée, 43 917; Prima Automobiles Inc., 70 371; Savin Canada Inc., 102 353; Société immobilière du Québec, 17 488 992; St-Pierre Chevrolet Oldsmobile Ltée, 46 161; St-Raymond Automobiles Inc., 36 851; Tilden Location d'Autos Inc., 95 171; Xerox Canada Inc., 297 033.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 885 431.

---

7. Fournitures et approvisionnements: 17 403 979 $

Agences A.L. Inc., 53 995; Air Liquide Canada Ltée, 44 181; Anixter Canada Inc., 48 992; Baribeau & Fils Inc., 86 079; Boulevard Produits de Bureau Inc., 46 098; Calcites du Nord Inc., 36 631; Chauffage St-Malo Ltée, 54 275; Compu-Redi Inc., 44 849; Coopérative fédérée de Québec, 37 329; Dendrotik Inc., 71 898; Éditions Marquis Ltée, 36 855; Emballage Bonar Ltée, 35 297; Emballage Coderre Inc., 43 934; Enveloppe Innova, 80 179; Équipement Forestier Canadien Enr., 37 715; Filature de l'Isle Verte Ltée, 40 463; Fisher Scientific Co. Ltd., 60 415; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 845 808; Fonds d'information géographique et foncière, 3 636 266; Fonds Les publications du Québec, 75 771; Formulaires et Systèmes Moore Ltée, 57 896; Groupe Mirabau Inc., 37 775; Groupe Pétrolier Olco Inc., 47 566; H. Dubois & Fils Ltée, 49 993; Henri Leclerc caméra, 55 161; Hydro-Québec, 939 064; Industries Harnois Inc., 106 005; Irisco du Québec Inc., 43 179; K. & E. Hughes Owens Inc., 66 797; Leco Instruments Ltd., 39 914; Magasin Latulippe Inc., 42 615; Micro-Solutions, 44 148; Monsanto Canada Inc., 44 100; Norman Wade Ltée, 40 520;

ÉNERGIE ET RESSOURCES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

Nutrite Inc., 41 187; O E Inc., 65 863; Omer Deserres Canada Inc., 37 369; Papeteries J.B. Rolland Ltée, 69 313; Pétroles Esso Canada, 763 241; Pétroles Irving Inc., 416 716; Philips Électronique Ltée, 49 362; Planfor Inc., 228 000; Produits Pétro-Canada Inc., 222 972; Produits Shell Canada Ltée, 289 955; Rouillard pavillon des arts, 75 403; Services de Crédit Accord Inc., 78 820; Services Explorations Enr., 94 796; Société Majeco Inc., 145 959; Spécialiste du Stylo Inc., 82 831; Standish Ltée, 66 031; Tenex Data Corporation, 39 442; Tourbes Nirom Inc., 121 659; Tourbières Premier Ltée, 56 861; Ultramar Canada Inc., 299 272; Fonds locaux, 46 329.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 7 080 835.

---

8. Matériel et équipement: 13 255 681 $

Anixter Canada Inc., 105 571; Antares Électronics Inc., 35 327; Apple Canada Inc., 128 876; Bombardier Inc., 69 963; CB Engineering Ltd., 38 458; Centres d'Affaires Crowntek Inc., 359 194; Centre de recherche industrielle du Québec, 216 525; Computerland, 84 522; Computertime, 203 135; Constructions du Verseau Inc., 35 025; Dendrotik Inc., 44 898; Digital Équipement du Canada Ltée, 674 638; Digitech Inc., 83 415; Epson Canada Ltée, 94 751; Esri Canada Ltd., 69 547; Fisher Scientifique Ltée, 86 208; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 1 008 855; Fonds d'information géographique et foncière, 39 135; Fortier Auto Montréal Ltée, 115 749; Fournier Plymouth Chrysler Inc., 108 333; Foxboro Canada Inc., 198 420; Geneq Inc., 51 589; Général Motors du Canada Ltée, 892 917; Gerrard Ovalstrapping Ltd., 40 000; Glenayre Communications Inc., 51 977; Grand Trianon Automobile Ltée, 54 998; Hakmet Ltée, 103 810; Hewlett Packard Canada Ltée, 352 694; I.P.L. Ltée, 540 315; I.B.M. Canada Ltée, 175 772; Industries Harnois Inc., 40 253; Inter Sciences Inc., 63 232; Irisco du Québec Inc., 101 013; Joliette Dodge Chrysler Ltée, 561 538; Leco Instruments Ltée, 138 281; Lys Mécanique Inc., 42 000; Micro-Contact Inc., 42 495; Micro Data BR, 38 117; Micro-Solutions, 92 392; Mistigri Service Informatique Inc., 36 505; Octographe Inc., 153 896; O E Inc., 695 623; O E Leasing, 54 576; Ogivar Technologies Inc., 129 008; Olivetti Systèmes et Réseaux Canada Ltée, 149 269; Oracle Corporation Canada Inc., 60 537; PCI Inc., 42 980; Perkin Elmer Canada Ltd., 80 000; Philips Électronique Ltée, 1 872 699; Plastiques Gagnon Inc., 265 500; QMS Canada Inc., 167 055; Sun Microsystèmes du Canada Inc., 54 436; Thermo Jarrel Ash (Canada) Ltd., 37 722; Wang Canada Ltée, 46 702; Zentronics, 82 621.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 2 142 614.

---

9. Terrains, immeubles et travaux de génie (immobilisations): 832 991 $

CONSTRUCTIONS: A.P.R. Inc., 66 461, du Centre du Québec Inc., 48 294, Luc Lefebvre Inc., 473 483, Pépin et Fortin Inc., 41 530, du Verseau Inc., 75 825; Entreprises de Construction Guichard Inc., 51 952.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 75 446.

---

10. Dépenses de transfert: 109 553 206 $

.Aide à l'exploration minérale: 2 878 312 $

Assemblée de concertation et de développement de l'Estrie, 198 380; Association des prospecteurs gaspésiens, 249 000; Barytine St-Fabien Inc., 99 166; Explorateurs-Innovateurs de Québec Inc., 35 493; Explorations Noranda Ltée, 718 557; Explorations minières Shick Shock Inc., 49 200; Fonds d'Exploration Minière du Nouveau-Québec Inc., 200 000; Gérard Gasse, 65 650; H. & H. Regénération de terrains Ltée, 20 523; Groupe Hamel-Ross, 103 643; Lab Chrysotile Inc., 87 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 1 051 700.

ÉNERGIE ET RESSOURCES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Aide à la production forestière: 40 025 624 $

Paul-Émile Allard, 24 496; Aménagement Forestier et Agricole des Appalaches Inc., 746 189; Aménagement Forestier et Agricole des Sommets Inc., 823 314; Aménagement Forestier de Wolfe Inc., 774 755; Rémi Asselin, 28 888; Charles-Auguste Bernard, 20 145; Germain Chabot, 25 452; Yves Champagne, 30 460; Richard & Wendy Coates, 28 887; Corporation Agro-Forestière Transcontinentale Inc., 413 730; Corporation municipale du Village de St-Félix de Valois, 28 614; Daishowa, 30 000; Déboisement St-Michel Inc., 22 083; Donohue Inc., 25 930; Michel Doucet "et Autres", 23 661; Les Entreprises Laforlef Inc., 20 294; Entreprise Paul Vallée Inc., 32 437; ENTREPRISES AGRICOLES ET FORESTIÈRES: Gaspésienne Inc., 559 782, de la Péninsule, 382 349, de Percé Inc., 462 241, de Shick Shock Inc., 214 264; Fédération des producteurs de bois du Québec, 146 072; Jean-Paul Grenier, 21 381; Groupement Agro-Forestier Lotbinière-Mégantic Inc., 940 665; Groupement Agro-Forestier de la Restigouche Inc., 364 043; Groupement agro-forestier et touristique de la Haute Côte-Nord, 397 758; GROUPEMENTS FORESTIERS ET AGRICOLES: de Beauce-Sud Inc., 942 667, de Bellechasse-Lévis Inc., 839 597, Taché Inc., 399 980, de la Vallée de la Chaudière Inc., 1 090 792; GROUPEMENTS FORESTIERS: de Champlain Inc., 511 360, coopératif St-François, 549 104, de l'Est du Lac Témiscouata Inc., 929 205, du Haut-St-Maurice Inc., 53 866, du Haut-Yamaska Inc., 498 805, Kamouraska Inc., 438 385, de l'Islet Inc., 639 906, de Maskinongé Inc., 249 201, de Montmagny Inc., 630 285, de Nicolet-Yamaska Inc., 628 399, de Pontiac Inc., 221 052, de Portneuf Inc., 834 704, de Québec-Montmorency Inc., 461 494, du Sud de Dorchester Inc., 792 815; Groupement des Propriétaires de Boisés Privés de Charlevoix Inc., 492 656; Henri & Norbert Nadeau Inc., 34 016; Industries James Maclaren Inc., 29 771; André L'Espérance, 29 282; Normand Lemay, 20 599; Joseph Leveris, 29 220; Marie-Anne Logan, 20 244; Gary Page, 29 949; Plantation Pinacle Inc., 25 847; Produits Forestiers Canadien Pacifique Ltée, 20 000; Produits forestiers Domtar, 30 000; Ranch Palma Inc., 26 015; Reboisement Fort-Estrie Inc., 103 135; Réserve Petite Nation Inc., 29 767; S.E.R. des Monts Inc., 728 814; Serge Sejourne, 22 631, Société d'aménagement rural d'Abitibi-Témiscamingue, 20 000; SOCIÉTÉS D'EXPLOITATION DES RESSOURCES: Agro-Forestières de Labelle Inc., 452 175, des Basques Inc., 492 130, de la Métis Inc., 963 130, de la Neigette Inc., 640 886, de la Vallée Inc., 2 133 313; SOCIÉTÉS D'EXPLOITATION SYLVICOLES: de l'Est de l'Abitibi, 729 675, de Rousseau Inc., 605 369, du Témiscamingue Inc., 232 724; SOCIÉTÉS SYLVICOLES: Arthabaska Drummond, 1 330 598, Chambord Ltée, 1 140 940, Haute-Gatineau, 307 429, des Laurentides Inc., 234 451, Mistassini Ltée, 1 419 610, de l'Outaouais, 387 200, du Saguenay Ltée, 822 931; Martine Soucy "et Autres", 21 219; Stone-Consolidated Inc., 28 600; Université Laval, 30 000; Université de Sherbrooke, 27 142.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 9 034 649.

.Aide à la réforme du cadastre québécois: 2 640 300 $

Fonds de la réforme du cadastre québécois, 2 640 300.

.Assistance à l'industrie minérale: 2 218 911 $

Inco Ltd., 600 000; Institut de l'amiante, 1 233 673; Ressources Minières Rouyn Inc., 202 805; Société Minière Polycor Inc., 74 231; 2746-0716 Québec Inc., 108 202.

.Crédit forestier: 4 832 194 $

Remboursement d'une partie de l'intérêt: Divers producteurs, 3 715 567; Différence entre les intérêts sur emprunts de l'Office du crédit agricole du Québec et les intérêts sur prêts aux producteurs, 1 112 618; Garanties de remboursements d'emprunts: Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers, 4 009.

ÉNERGIE ET RESSOURCES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Développement des économies d'énergie: 1 130 132 $

Agrinove, 21 000; Centre de recherche en sylvichimie de l'Outaouais, 20 000; Conseil de l'industrie de l'hydrogène, 200 000; Compagnie Gaspésia Inc., 25 100; Corporation de chauffage urbain de Montréal, 40 900; École polytechnique de Montréal, 100 000; Industries James Maclaren Inc., 32 200; Montréal Fast Print Inc., 24 400; Sidbec Feruni, 21 000; UNIVERSITÉS: Laval, 100 000, McGill, 100 000, du Québec à Trois-Rivières, 25 000, de Sherbrooke, 100 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 320 532.

.Développement de l'industrie forestière: 1 041 149 $

Forintek Canada Corp., 688 700; Recyclage Bio-Forêt Inc., 55 000; Sovebec Inc., 30 969; Université Laval, 106 300; Université du Québec à Trois-Rivières, 130 200.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 29 980.

.Entreprises et organismes du Gouvernement: 50 665 656 $

Hydro-Québec, 100 000; Société nationale de l'amiante, 50 290 000; Société québécoise d'exploration minière - SOQUEM, 41 312; Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec - REXFOR, 234 344.

.Prix des lauréats du mérite forestier: 56 925 $

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 56 925.

.Travaux de recherche: 1 902 121 $

Association québécoise pour la maîtrise de l'énergie, 50 000; Boojum Research Ltd., 30 000; Centre d'enseignement et de recherche en foresterie, 40 000; Centre de Production de Plants Forestiers de Québec Inc., 25 000; Centre régional d'expertise en foresterie de l'Est, 20 000; Comité canadien des électrotechnologies, 100 000; École polytechnique de Montréal, 200 000; Fournelle Énergie et Technologie Inc., 63 921; Institut canadien de recherche en génie forestier, 177 700; IUFRO Montréal 90 (Union internationale des instituts de recherche forestière), 35 500; Institut québécois d'aménagement de la forêt, 75 000; Pépinière Argenteuil Inc., 34 000; UNIVERSITÉS: Laval, 617 200, McGill, 100 000, du Québec, 236 700, de Sherbrooke, 46 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 51 100.

.Autres: 2 161 882 $

Association canadienne de la mousse de tourbe de sphaigne, 90 000; Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers, 20 000; ASSOCIATIONS FORESTIÈRES: de l'Abitibi-Témiscamingue Inc., 34 500, de la Côte Nord, 20 500, Québécoise Inc., 100 000, du Saguenay Lac St-Jean, 34 449; Calcites du Nord, 20 000; Centre international du loisir culturel de la francite, 62 500; Clubs 4-H du Québec, 82 000; Corporation municipale Notre-Dame de la Salette, 43 500; Fédération des producteurs de bois du Québec, 185 000; Minéraux Noranda Inc., 184 785; Minnova Inc., 182 742; Société Minière Sphinx Inc., 62 500; Syndicat des producteurs de bois de la Mauricie, 115 000; Syndicat des producteurs de bois de Nicolet, 115 000; Université Laval, 80 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 729 406.

ÉNERGIE ET RESSOURCES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

11. Autres dépenses: 132 276 $

Change sur devises étrangères, 42 011.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 90 265.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrement de tiers - enseignement universitaire	3 607	2 257
Location de service de personnel		88
	3 607	2 345
Intérêts		
Prêts aux étudiants	4 700	3 824
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	476	60
Subventions d'années antérieures	339	41
Bourses d'études	2 464	3 415
Divers	15	10
	3 294	3 526
	11 601	9 695
Total des revenus autonomes	11 601	9 695
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Formation dans les pénitenciers fédéraux	785	623
Formation de compétences professionnelles	71	169
Bourses à la francophonie	6 863	5 945
Divers	(3)	
Total des transferts du gouvernement du Canada	7 716	6 737
Total des revenus	19 317	16 432

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **ADMINISTRATION**
Sommaire: page 1-18

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Direction	2 659		2 421	1 696	42	116	27
2. Administration interne	15 691	3	15 377	4 403	868	322	765
3. Administration de l'aide financière	9 467	1	9 168	4 262	2 649	128	1 574
4. Administration de la science	2 538		2 427	1 225	507	140	496
5. Administration de l'enseignement collégial	10 768		10 684	6 772	318	657	414
6. Administration de l'enseignement universitaire	5 769		5 499	4 146	583	209	341
TOTAL	46 892	4	45 576	22 504	4 967	2 572	3 617

PROGRAMME 2 — **CONSULTATION**
Sommaire: page 1-18

1. Conseil de la science et de la technologie	1 295		979	603	150	53	103
2. Conseil des collèges	1 411		1 371	828	191	109	168
3. Conseil des universités	1 278		1 019	690	72	62	132
TOTAL	3 984		3 369	2 121	413	224	403

PROGRAMME 3 — **AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS**
Sommaire: page 1-18

1. Bourses consécutives aux prêts	195 912		193 211				
2. Intérêts et remboursements aux banques	113 772	24 371	84 100				
3. Autres bourses	4 328		4 179				
4. Bourses de la francophonie	6 500		6 500				
TOTAL	320 512	24 371	287 990				

Ce programme vise à assurer l'administration des programmes, à coordonner l'action des réseaux d'enseignement supérieur ainsi que les activités favorisant le développement du secteur de la science en leur fournissant les services de soutien et de gestion.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Communications	Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
		8	20									512
279	5 879	235	170	2					538			916
33	42	418	4						58			
1	12	36	9	1								
24	3	147	35	1								2 313
6	2	50	15									147
343	5 938	894	253	4					596			3 888

Ce programme vise à fournir au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science les avis requis par la loi et ceux relatifs à l'état et aux besoins de l'enseignement supérieur, de la science et de la technologie.

	3	45	11						11			
7	8	31	4						25			
2	3	31	6	1					20			
9	14	107	21	1					56			

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études supérieures, en fournissant un soutien financier aux étudiants.

												193 211
				350								83 750
												4 179
												6 500
				350								287 640

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4 — SCIENCE
Sommaire: page 1-12

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Développement scientifique	6 942		4 593				
2. Soutien à des centres de recherche appliquée	12 695		12 183				
TOTAL	19 637		16 776				

PROGRAMME 5 — ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
Sommaire: page 1-16

1. Fonctionnement au public	872 976		869 711				
Permanents (1)	34 608		34 608				
2. Service de la dette	147 951		147 951				
3. Formation des adultes	48 077		48 077				
4. Fonctionnement au privé	78 864		78 860				
Permanents (1)	3 835		3 835				
TOTAL	1 186 311		1 183 042				

(1) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.

PROGRAMME 6 — ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE
Sommaire: page 1-16

1. Fonctionnement	1 415 552		1 413 564				
Permanents (2)	1 100		998				
2. Investissements	400						
3. Service de la dette	150 002		144 078				
TOTAL	1 567 054		1 558 640				

(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.

Ce programme vise à fournir les ressources financières nécessaires au développement, à la mise en oeuvre et à la coordination de politiques en matière de science.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
												4 593
												12 183
												16 776

Ce programme vise à rendre accessibles aux étudiants de ce niveau, les services d'enseignement et de soutien à l'enseignement en fournissant aux établissements publics et privés des ressources financières pour leur fonctionnement et leur développement.

												869 711
												34 608
												147 951
												48 077
												78 860
												3 835
												1 183 042

Ce programme vise à promouvoir l'enseignement et la recherche en fournissant aux universités les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

												1 413 564
												998
												144 078
												1 558 640

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-16

FONDS POUR LA FORMATION DE CHERCHEURS ET L'AIDE À LA RECHERCHE

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Aide à la recherche	27 506		27 506				
2. Bourses	14 699		14 699				
3. Subventions à la gestion	2 676		2 676				
TOTAL	44 881		44 881				

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-30

ORGANISATION ET RÉGLEMENTATION DES PROFESSIONS

TOTAL	3 369	2	3 349	1 792	171	162	806

TOTAL DES PROGRAMMES

Votés	3 153 097	24 377	3 104 182	26 417	5 551	2 958	4 826
Permanents	39 543		39 441				
	3 192 640	24 377	3 143 623	26 417	5 551	2 958	4 826

	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	31 968	16 102

Ce programme vise à promouvoir le développement de la recherche universitaire et la formation de chercheurs et de spécialistes.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
												27 506
												14 699
												2 676
												44 881

Ce programme vise à permettre à l'Office des professions du Québec de veiller à ce que chaque corporation professionnelle assure la protection du public.

7	326	44	6	1				34			
359	6 278	1 045	280	356				686			3 055 426
											39 441
359	6 278	1 045	280	356				686			3 094 867

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
					686						3 094 867

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Entreprises			
Projets de recherche et de développement scientifique	707	707	
Autres	7	7	
Institutions d'enseignement			
Aide à la recherche	27 506	27 506	25 557
Projets de recherche et de développement scientifique	776	623	617
Promotion de la langue française	2 355	1 987	1 201
Fonctionnement			
Enseignement collégial privé	82 695	82 695	75 376
Enseignement collégial public	903 615	902 332	815 596
Enseignement collégial public - Formation des adultes	48 077	48 077	45 348
Enseignement universitaire	1 416 652	1 414 562	1 318 731
Autres	115	115	683
Investissement			
Enseignement universitaire	400		640
Service de la dette			
Enseignement collégial public	147 951	147 951	111 835
Enseignement universitaire	150 002	144 078	132 419
Organismes sans but lucratif			
Projets de recherche et de développement scientifique	5 143	2 947	2 650
Soutien à des centres de recherche appliquée	4 400	4 400	1 229
Autres	3 931	3 706	4 981
Personnes			
Aide financière aux étudiants	290 491	287 640	230 296
Formation de chercheurs	14 699	14 699	13 778
Autres	126	126	140
Entreprises et organismes du Gouvernement			
Centre québécois pour l'informatisation de la production	1 795	1 794	1 831
Centre québécois de recherche sur les applications pédagogiques de l'ordinateur	3 000	2 489	2 992
Centre québécois de valorisation de la bio-masse	3 500	3 500	3 133
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (frais d'administration)	2 676	2 676	2 545
Radio-Québec	250	250	
Total	**3 110 869**	**3 094 867**	**2 791 578**

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 26 416 874 $
2. Autres rémunérations: 5 550 768
31 967 642 $

Incluant 4 242 550 $ à l'égard de 62 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organismes, personnel cadre et autre personnel de rang équivalent) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus: Commission de la santé et de la sécurité du travail, 144 494.

---

3. Services de transport et de communication: 2 958 561 $

Dicom Express Inc., 69 370; Fonds des moyens de communication, 94 261; Fonds de reprographie gouvernementale, 229 063; Fonds des services de télécommunications, 1 007 085; IMPRIMERIES: Héon & Nadeau Ltée, 65 993, Southam Ltée, 46 303; Inter-Voyage Inc., 56 393; Interweb 1981 Inc., 185 690.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 204 403.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 4 825 537 $

Ateliers TAQ Inc., 72 741; Atkinson, Tremblay & Associés Inc., 708 605; Bureau informaticien conseil, 44 800; Centre recherche en évaluation sociale des technologies, 35 360; Centre des Techniques de l'Informatique (C.T.I.) Inc., 243 844; Cosit Inc., 45 575; Jean Gauvin, 56 136; Gespro Informatique Inc., 48 750; Industrielle-Services Techniques Inc. (IST), 79 756; Guy Lafrance, 97 388; L.G.S. Conseillers en Inforrmatique Inc., 48 700; Ministre des Finances (Justice), 84 290; Ressources Informatiques Quantum Ltée, 52 225; Services Conseils Codasys Inc., 102 711; Services Converto-Braille Cypihot-Galarneau, 140 000; SHL Systemhouse Inc., 59 725; Somapro Ltée, 78 683; Traitex Inc., 41 684; UNIVERSITÉS: Laval, 67 905, du Québec à Montréal, 124 589.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 2 592 070.

---

5. Entretien et réparations: 359 788 $

Déménagement Paradis Ltée, 53 949; Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau, 70 497; Services Techniques Bell Inc., 58 302; Société immobilière du Québec, 57 657.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 119 383.

---

6. Loyers: 6 278 330 $

I.B.M. Canada Ltée, 40 110; Savin Canada Inc., 37 474; Société immobilière du Québec, 6 099 658; Xerox Canada Ltée, 66 425.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 34 663.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

7. Fournitures et approvisionnements: 1 044 337 $

Crain Drummond Inc., 38 148; Enveloppe Innova, 44 885; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 92 574; IMPRIMERIES: Arthabaska Inc., 74 070, l'Eclaireur Ltée Div. Groupe Québécor Inc., 38 658, Interglobe Inc., 41 521; Papeteries J.B. Rolland Ltée, 47 085; Services Graphiques Southam Paragon Ltée, 54 092; Spécialiste du Stylo Inc., 50 263.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 563 041.

---

8. Matériel et équipement: 966 590 $

Comterm Inc., 132 014; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 74 917; Hewlett Packard Canada Ltée, 58 039; I.B.M. Canada Ltée, 67 725; Ogivar Technologies Inc., 106 338; Sweet Électronics Inc., 108 526.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 419 031.

---

10. Dépenses de transfert: 3 094 868 116 $

.Aide à la recherche: 27 505 700 $

Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche, 27 505 700.

.Aide financière aux étudiants: 287 640 803 $

Commission des écoles catholiques de Montréal, 123 233; COMMISSIONS SCOLAIRES: Baldwin Cartier, 35 649, Les Écores, 23 624, Jérôme-Le-Royer, 20 050, Montcalm, 36 786, régionale protestante South Shore, 55 079, régionale de Tardivel, 36 993; Diverses personnes, 284 107 985; École des hautes études commerciales de Montréal, 37 593; École polytechnique de Montréal, 245 941; Inter-Voyage Inc., 128 428; Transitra Canada, 38 378; UNIVERSITÉS: Laval, 583 279, Montréal, 473 926, Québec en Abitibi-Témiscamingue, 27 128, Québec à Chicoutimi, 75 421, Québec à Hull, 33 008, Québec à Montréal, 115 187, Québec à Rimouski, 31 802, Québec à Trois-Rivières, 134 979, Sherbrooke, 178 780; Voyages en Liberté Inc., 605 227.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 492 327.

.Enseignement collégial privé: 82 695 529 $

Académie Centennale (Campus I), 835 302; Campus Notre-Dame-de-Foy, 4 751 532; COLLÈGES: Affaires Ellis Inc., 961 194, André Grasset, 4 031 110, Bart (1975), 1 902 459, Français (1965) Inc., 2 414 408, François-de-Laval, 572 122, Jean-de-Brébeuf Inc., 4 702 355, Laflèche, 2 702 237, Lasalle (1976), 11 077 994, L'Assomption, 3 315 377, Lévis, 848 980, Marianapolis, 5 701 935, Marie-de-France, 585 417, Marie-Victorin, 15 436 435, Mérici, 2 894 305, Moderne de Secrétariat de Trois-Rivières (1977) Inc., 455 255, O'Sullivan de Montréal Inc., 1 284 299, O'Sullivan de Québec Inc., 1 495 518, Secrétariat Notre-Dame, 932 876, Stanislas, 830 838; Conservatoire La Salle (1964) Inc., 1 072 691; École Commerciale du Cap Inc., 870 092; École Vincent-d'Indy, 287 173; Institut Teccart Inc., 3 119 715; Petit Séminaire de Québec, 1 135 696; Petit Séminaire de St-Georges de Beauce, 1 284 095; Séminaire St-Augustin, 2 099 047; Séminaire de Sherbrooke, 1 259 822;

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS: 3 835 250;

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Enseignement collégial public: 1 100 348 059 $

Fonctionnement, (voir détail page 2-165), (y compris un montant de 1 987 000 $ pour la promotion de la langue française), 904 319 459; Service de la dette, (voir détail page 2-165), 147 951 200; Formation des adultes, (voir détail page 2-165), 48 077 400.

.Enseignement universitaire: 1 558 639 311 $

Fonctionnement, (voir détail 2-166), 1 414 561 603; Service de la dette, (voir détail page 2-166), 144 077 708.

.Entreprises et organismes du Gouvernement: 10 709 373 $

CENTRES QUÉBÉCOIS: pour l'informatisation de la production, 1 794 599, de recherche sur les applications pédagogiques de l'ordinateur, 2 489 074, de valorisation de la biomasse, 3 500 000; Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (frais d'administration), 2 675 700; Radio-Québec, 250 000.

.Formation de chercheurs: 14 699 500 $

Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche, 14 699 500.

.Projets de recherche et de développement scientifique: 4 276 801 $

Agence science-presse, 130 400; Assemblée de concertation et de développement de l'Estrie, 25 000; ASSOCIATIONS: Canadienne Française pour l'Avancement des Sciences Inc., 267 347, pour le développement des arts visuels, 25 000, en didactique des sciences de la nature et de la technologie (ADISNAT), 33 750, des Étudiants de Polytechnique Inc., 25 000, québécoise des groupes d'ornithologues, 24 300; Atelier mobile d'initiation à l'astronomie, 25 000; Canadian Foundation for the International Space, 24 000; Centre de la Montagne Inc., 34 945; Centre de Santé des Femmes du Quartier Plateau Mont-Royal Inc., 36 462; Cité des arts et des nouvelles technologies de Montréal, 50 000; Collège d'enseignement général et professionnel de Ste-Foy, 25 000; CONSEILS: de développement du loisir scientifique, 43 100, du loisir scientifique de Québec, 32 500; CORPORATIONS: du Musée du Saguenay Inc., 24 000, pour le patrimoine sidérurgique de la Mauricie, 29 465; Coscient Inc., 250 000; Fernand Dumont, 30 000; École polytechnique de Montréal, 20 000; Éditions Astronomiques Inc., 22 392; Insectarium du jardin botanique de Montréal, 100 000; INSTITUTS: de recherche appliquée sur le travail, 235 000, de recherche en biologie végétale, 25 000; Maison des Insectes M.D.I. Inc., 33 776; MUSÉES: de la Mer de Rimouski Inc., 32 500, du Séminaire de Sherbrooke Inc., 52 500; Presses de l'université du Québec, 43 800; PRODUCTIONS: CEFEM Inc., 32 498, Impex Inc., 160 000, SDA Ltée, 250 000; Puce Communautaire Montréal Inc., 61 723; Radis Inc., 30 700; SOCIÉTÉS: animation du jardin et de l'institut botanique de Montréal, 94 915, Duvetnor Ltée, 20 000, informatique appliqué à l'industrie de la construction (SIRICON), 59 000, informatique et de recherche pour l'industrie de la construction, 197 300, Linéenne du Québec Inc., 54 000, musée du séminaire de Québec, 29 785, de la promotion de la science et de technologie, 275 000, revue médecine-sciences, 48 900, Zoologique de Granby Inc., 24 440; Télé-université, 24 583; Union Québécoise pour la Conservation de la Nature Inc., 64 495; UNIVERSITÉS: Laval, 22 500, Montréal, 421 750, Québec à Montréal, 25 000, Sherbrooke, 25 000; Léo Yaffe, 30 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 624 975.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Soutien à des centres de recherche appliquée: 4 400 000 $

Centre Francophone de la Recherche en Informatisation des Organisations Inc., 1 200 000; Centre de Recherche Informatique de Montréal Inc., 3 200 000.

.Autres: 3 953 040 $

Comité patronal de négociation des collèges, 2 075 840; Fédération des collèges d'enseignement général et professionnel, 70 000; Fondation Lionel-Groulx, 25 000; Fonds international de coopération universitaire (FICU), 120 000; Institut canadien d'éducation des adultes, 240 000; Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires, 555 560; Union des écrivains québécois, 314 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 552 640.

---

11. Autres dépenses: 354 852 $

.Autres

Intérêts et remboursements aux banques pour extinction de droits lors du décès d'étudiants, 147 759.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 207 093.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL	Enseignement collégial public		
	Fonctionnement	Service de la dette	Formation des adultes
	$	$	$
Abitibi-Témiscamingue	16 828 495	2 744 632	1 164 192
Alma	9 074 909	1 236 226	799 953
Ahuntsic	32 025 335	5 105 565	3 500 187
André-Laurendeau	13 808 366	4 540 052	1 216 321
Baie-Comeau	8 026 750	1 902 468	725 120
Beauce-Appalaches	4 402 452		195 213
Bois de Boulogne	16 406 944	1 772 581	1 054 109
Champlain	27 258 116	3 633 318	1 448 813
Chicoutimi	23 148 529	4 519 293	1 072 825
Collège Héritage	6 440 448		288 008
Dawson	37 740 810	8 585 671	1 382 580
Drummondville	10 617 437	2 597 528	597 289
Édouard-Montpetit	37 506 747	6 695 141	1 565 846
François-Xavier Garneau	25 045 774	3 256 996	2 088 708
Gaspésie et des îles	15 692 016	3 506 954	1 136 355
Granby	8 238 321	919 019	657 792
John-Abbott	29 407 383	6 005 481	947 573
Joliette-de-Lanaudière	12 102 216	1 673 506	758 582
Jonquière	22 727 062	4 083 532	959 064
La Pocatière	10 782 563	2 611 601	729 430
Lévis-Lauzon	20 550 670	3 801 906	830 246
Limoilou	31 095 904	6 047 143	1 416 614
Lionel-Groulx	16 212 302	3 860 745	714 027
Maisonneuve	27 490 864	3 200 334	1 378 330
Matane	7 084 073	1 262 206	652 730
Montmorency	24 773 451	3 392 688	1 108 856
Outaouais	19 848 513	5 363 475	1 042 818
Région de l'Amiante	10 844 687	3 068 169	818 547
Rimouski	23 970 132	5 088 974	1 033 266
Rivière-du-Loup	11 075 574	1 607 053	888 126
Rosemont	16 010 899	3 344 188	941 507
St-Félicien	8 040 534	1 524 484	893 684
Ste-Foy	33 877 118	4 139 824	1 068 633
St-Hyacinthe	14 944 646	2 331 150	976 517
St-Jean-sur-Richelieu	13 831 164	1 362 954	788 480
St-Jérôme	20 185 445	3 584 760	1 282 708
St-Laurent	20 339 972	2 986 745	735 414
Sept-îles	7 447 335	2 502 074	769 724
Shawinigan	11 217 105	1 298 785	865 925
Sherbrooke	29 525 540	3 042 176	890 690
Sorel-Tracy	8 949 844	2 476 000	566 584
Trois-Rivières	28 065 754	2 733 616	1 101 099
Valleyfield	11 285 496	2 080 139	697 163
Vanier	35 584 874	3 576 685	1 463 897
Victoriaville	13 352 949	2 385 980	1 081 057
Vieux-Montréal	36 825 581	6 499 383	1 782 798
RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS	34 608 359		
	904 319 459	**147 951 200**	**48 077 400**

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

UNIVERSITÉS	Enseignement universitaire	
	Fonctionnement	Service de la dette
	$	$
Bishop's	11 965 000	183 458
Concordia	133 291 000	11 073 810
École des hautes études commerciales de Montréal	32 304 000	2 321 579
École polytechnique de Montréal	48 936 000	9 035 423
Laval	263 142 100	21 568 234
McGill	189 464 000	20 399 600
Montréal	255 901 200	24 464 106
Québec	376 945 400	46 082 929
Sherbrooke	101 614 800	8 948 569
RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS	998 103	
	1 414 561 603	**144 077 708**

ENVIRONNEMENT
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Flottage	264	334
Accréditation de laboratoires privés et municipaux	54	42
Divers	13	13
	331	389
Autres		
Pesticides	794	266
Divers	9	11
	803	277
	1 134	666
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Terrains et bâtisses	673	1 048
Location de lots de grève et à eau profonde	574	541
Location de services de personnel	11	52
Recouvrements de tiers	115	176
Inventaire des eaux	151	119
Amélioration du régime des eaux	652	641
Analyse de l'eau potable	215	261
Divers	54	40
	2 445	2 878
Intérêts		
Comptes à recevoir	361	59
Amendes et confiscations		
Divers	5	7
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	171	25
Divers	90	72
	261	97
	3 072	3 041
Total des revenus autonomes	4 206	3 707

ENVIRONNEMENT
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Inventaire de la qualité des eaux	319	266
Inventaire des eaux de surface	375	748
Réseaux climatologiques au Québec	437	434
Environnement Baie-James et plan régional de traitement des eaux	46	74
Cartographie des plaines d'inondation	418	453
Plan d'action Saint-Laurent	2 235	629
Restauration des lieux contaminés orphelins à risques élevés	2 059	
Divers	9	
Total des transferts du gouvernement du Canada	5 898	2 604
Total des revenus	**10 104**	**6 311**

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **GESTION INTERNE ET SOUTIEN**
Sommaire: page 1-10

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL	39 802	22	39 114	14 519	3 131	3 615	3 475

PROGRAMME 2 — **GESTION DES MILIEUX ENVIRONNEMENTAUX**
Sommaire: page 1-10

1. Milieu urbain	18 525	2	18 455	7 998	1 605	628	642
2. Milieux agricole et naturel	12 897	4	12 594	5 979	1 278	751	1 788
3. Milieu industriel	16 935	2	16 819	4 767	4 708	619	5 402
4. Opérations régionales	41 106	3	37 923	14 462	2 856	1 185	2 072
5. Développement durable et conservation	13 189	5	12 928	3 980	1 401	487	2 834
TOTAL	102 652	16	98 719	37 186	11 848	3 670	12 738

PROGRAMME 3 — **SERVICE DE LA DETTE DU PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DES EAUX**
Sommaire: page 1-10

TOTAL	338 500		335 529				

Ce programme vise à diriger et coordonner les politiques, les interventions et les ressources du ministère en fonction des objectifs de gestion des milieux environnementaux et à soutenir techniquement, administrativement et légalement les mesures prises.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
381	8 772	1 715	456	46	19				2 007		26	952

Ce programme vise à connaître, conserver, restaurer et mettre en valeur les milieux environnementaux par l'application de mesures appropriées permettant de leur redonner les caractéristiques qualitatives et quantitatives qui les rendent aptes à être utilisés pour les usages requis.

44	56	414	112	1					199			6 756
361	231	1 034	131	4		1		9	1 027			
91	59	549	238	7					379			
102	226	741	229	1				13	521			15 515
22	26	323	338	3		51			185	90	1	3 187
620	598	3 061	1 048	16		52		22	2 311	90	1	25 458

Ce programme vise à assurer la participation financière du Gouvernement dans le cadre du programme d'assainissement des eaux usées municipales.

												335 529

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4 — ORGANISMES-CONSEILS
Sommaire: page 1-10

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	3 112	2	3 063	1 073	346	374	1 091
2. Conseil de la conservation et de l'environnement	595		594	396	65	47	47
TOTAL	3 707	2	3 657	1 469	411	421	1 138
TOTAL DES PROGRAMMES							
Votés	484 661	40	477 019	53 174	15 390	7 706	17 351

	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	68 564	41 955

Ce programme vise à informer et consulter la population et à aviser le Ministre sur diverses questions environnementales.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
9	39	85	24	2					20			
	1	23	2						13			
9	40	108	26	2					33			
1 010	9 410	4 884	1 530	64	19	52		22	4 351	90	27	361 939

CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
4 561	361 939

ENVIRONNEMENT
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Entreprises			
Amélioration de la gestion des fumiers	16 148	13 853	15 231
Travaux de recherche	1 363	1 244	496
Établissements de santé et de services sociaux			
Autres	154	154	
Commissions scolaires et institutions d'enseignement			
Travaux de recherche	589	585	384
Autres	28	28	44
Municipalités			
Amélioration des rives	630	615	471
Assainissement de l'air	3 215	3 215	3 174
Assainissement de l'eau	323 727	320 756	283 634
Autres	4 887	4 820	1 023
Organismes sans but lucratif			
Récupération et recyclage	737	737	658
Autres	1 024	1 024	1 026
Entreprises et organismes du Gouvernement			
Centre de recherche industrielle du Québec	135	135	18
Société québécoise d'assainissement des eaux -études et recherches	14 773	14 773	12 805
Total	**367 410**	**361 939**	**318 964**

ENVIRONNEMENT
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 53 174 281 $
2. Autres rémunérations: 15 391 000
68 565 281 $

Incluant 4 702 991 $ à l'égard de 69 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organismes, personnel cadre et autre personnel de rang équivalent) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus: Commission de la santé et de la sécurité du travail, 309 253.

---

3. Services de transport et de communication: 7 723 876 $

Air Inuit (1985) Inc., 38 481; Club automobile du Québec, 185 651; Consultour club voyages, 108 539; FONDS: d'information géographique et foncière, 100 000, des moyens de communications, 190 286, Les Publications du Québec, 38 901, renouvelable du service aérien gouvernemental, 125 701, des services de télécommunications, 2 598 606; Inter-Voyage Inc., 120 347; Propair Inc., 44 896.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 4 172 468.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 17 403 363 $

Administration régionale Kativik, 126 000; Ads et Associés Inc., 138 653; Alain Chevalier, 50 000; Analex Inc., 75 658; Aquatech Société Gestion de l'Eau Inc., 38 079; Atkinson, Tremblay et Associés Inc., 203 095; Béliveau, Proulx et Associés, 37 415; Caoutech Inc., 1 446 154; Caoutech et Dépôt de Pneus Franklin Inc., 42 826; Yvon Charbonneau, 76 902; Cogesult Inc., 51 350; Commission scolaire régionale Chambly, 42 051; Compagnie Nationale de Forage et Sondage Inc., 201 575; André Delisle, 51 987; École nationale d'administration publique, 37 555; Envirobec Inc., 93 133; Escouade régionale de sécurité, 97 779; Excavation Pellex Inc., 77 315; Fédération des associations pour la protection de l'environnement des lacs, 594 700; Fonds des moyens de communications, 46 428; Fonds des services informatiques, 1 262 564; Franklin SD, 52 087; Johanne Gélinas, 84 919; Gendron, Lefebvre et Associés, 113 581; Grondin, Poudrier, Bernier, Société d'Avocats, 92 056; Groupe de consultation en management et systèmes, 50 000; Groupe Dryade Ltée, 133 524; Groupe Steica Enr., 50 000; Hélicoptères Abitibi Ltée, 78 458; Hôpital de l'Ungava, 35 002; Hydro-Québec, 328 622; Hydrogéo Canada, 55 500; Informission Ltée, 104 733; Laboratoire de Construction du Québec Inc., 36 316; Lalonde,Girouard, Letendre et Associés Ltée, 220 689; Lavalin Environnement Inc., 160 490; Lise Maisonneuve, 65 434; PAROISSE: Notre-Dame-de-Portneuf, 41 175, St-Gilles, 44 325, St-Jean-Chrysostome, 69 750, St-Paul-d'Abbotsford, 69 975; Photosur Géomat Inc., 44 920; Price Waterhouse, 52 838; Protection Sécurité Detek, 97 798; Receveur général du Canada (Environnement Canada), 80 699; Roche Ltée, 89 460; S.N.C. Inc., 59 500; Sani Mobile Inc., 121 645; Sanivan Inc., 1 030 891; Sécurité Investigation Nationale Inc., 63 418; Service d'Escorte Serge Inc., 103 101; Services d'Abonnement Canebsco Ltée, 50 152; Services Sanitaires Robert Richer Ltée, 72 736; SHL Systemhouse Inc., 563 115; Société immobilière du Québec, 500 758; Sotramex Inc., 3 487 397; Technisol Inc., 35 228; Tecsult Inc., 142 989; Traductions Lingua Inc., 55 000; Université Laval, 57 923; Ville St-Anne-des-Plaines, 50 847; Zins, Beauchesne et Associés, 52 850.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 3 912 243.

ENVIRONNEMENT
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

5. Entretien et réparations: 1 011 025 $

Groupe Aztec, 54 852; Hewlett Packard Canada Ltée, 36 540; Société immobilière du Québec, 210 978.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 708 655.

---

6. Loyers: 9 407 740 $

Savin Canada Inc., 94 424; Société immobilière du Québec, 8 671 759; Xerox Canada Ltée, 83 980.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 557 577.

---

7. Fournitures et approvisionnements: 4 904 753 $

Baxter Corporation, 37 414; Chromatographic Specialties Inc., 43 690; Clôture G.P. Inc., 58 234; Fisher Scientifique Ltée, 69 384; FONDS: des fournitures et de l'ameublement, 787 064, d'information géographique et foncière, 63 317, Les Publications du Québec, 68 610, de reprographie gouvernementale, 255 670; Henri Leclerc Caméra, 39 885; Hydro-Québec, 195 925; Impressions Piché Inc., 49 985; Impressions Stampa Inc., 40 982; Imprimerie La Renaissance Inc., 58 613; Papeteries J.B. Rolland Ltée, 56 484; Papiers Inter-Cité Ltée, 35 570; Pétroles Esso Canada, 88 907; Pétroles Irving Ltée, 37 067; Produits Pétro-Canada, 64 881; Produits Shell Canada Ltée, 66 097; Stanchem Inc., 40 157; Supelco Canada Ltée, 44 010; Ultramar Canada Inc., 65 555.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 2 637 252.

---

8. Matériel et équipement: 5 883 042 $

Camions International Élite Ltée, 53 602; Centre du Camion Signal Ford (1982) Inc., 73 454; Comterm Inc., 44 364; Contrôles Brian, 185 830; Dap Technologies, 39 906; Environnement SA, 96 203; Epson Canada Ltée, 49 970; Équipements de Contrôle Nortech, 44 010; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 823 313; G. Daviault Ltée, 163 808; Geneq Inc., 144 605; Général Motors du Canada Ltée, 179 527; Hewlett Packard (Canada) Ltée, 154 175; HNU Systèmes Canada Ltée, 46 448; IBM Canada Ltée, 153 784; Info-Globe Inc., 42 554; Infocentre Ltée, 82 594; Joliette Dodge Chrysler Ltée, 117 583; Micro-Solutions, 101 396; Ogivar Technologies Inc., 375 284; Olivetti Canada Ltée, 709 035; Philips Électronique Ltée, 40 597; Sciex, 803 010; Specialized Environmental Equipment Inc., 222 605; Zentronics, 44 594.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 090 791.

---

9. Terrains, immeubles et travaux de génie (immobilisations): 89 903 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 89 903.

ENVIRONNEMENT
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

10. Dépenses de transfert: 361 939 117 $

.Assainissement de l'air: 3 214 883 $

Communauté urbaine de Montréal, 3 214 883.

.Assainissement de l'eau: 320 756 072 $

COMMUNAUTÉ URBAINE: de Montréal, 83 780 514, de l'Outaouais, 7 354 504, de Québec, 26 678 536; MUNICIPALITÉS: Audet, 38 981, Lac-St-Charles, 73 650, Ste-Catherine de Hatleycentral, 64 170, St-Donat, 57 274, St-Guillaume-de-Granada, 51 126, Ste-Hélène-de-Bagot, 134 921, Ste-Lucie-des-Laurentides, 76 193, St-Nicéphore, 141 949, Trois-Lacs, 106 870; MUNICIPALITÉS, CANTONS: Hatley-Partie-Ouest, 22 482, St-Valérien-de-Milton, 143 461, Stanstead, 48 672; MUNICIPALITÉS, PAROISSES: Ste-Béatrix, 74 381, St-Élie-d'Orford, 149 798, St-Esprit, 170 480, St-Germain-de-Grantham, 46 219, St-Léon-de-Standon, 89 813, Ste-Mélanie, 23 058, St-Roch-de-l'Achigan, 93 324, St-Thomas-d'Aquin, 331 842; MUNICIPALITÉS, VILLAGES: Beebe-Plain, 155 679, St-Germain-de-Grantham, 81 272, Stanstead-Plain, 139 152, Upton, 167 599, Val-David, 235 436; MUNICIPALITÉS, VILLES: Beauharnois, 537 471, Bedford, 306 195, Boisbriand, 327 347, Candiac, 46 420, Châteauguay, 447 510, Coaticook, 1 677 367, Cookshire, 176 476, Cowansville, 202 582, Delson, 33 281, Deux-Montagnes, 361 412, Disraëli, 537 568, Granby, 108 991, La Prairie, 112 012, Laurentides, 233 150, Laval, 20 420 559, Lennoxville, 164 307, Magog, 1 817 292, Notre-Dame-du-Lac, 214 796, Québec, 1 466 309, Sherbrooke, 1 051 047, Ste-Adèle, 52 616, St-Constant, 69 808, St-Eustache, 44 799, St-Hyacinthe, 362 228, Waterloo, 20 402, Waterville, 166 046; RÉGIES INTERMUNICIPALES D'ASSAINISSEMENT: des eaux du bassin de Laprairie, 6 079 058, de Ste-Adèle-Mont-Rolland, 945 616; Société québécoise d'assainissement des eaux: 162 166 309.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 75 742.

.Amélioration de la gestion des fumiers: 13 853 216 $

John Ableson, 20 684; Antonio Anthony Abruzzese Associés, 30 000; Ernest & Keidi Anliker, 27 004; Arnold Greuter & Édith Werner, 30 000; Jean Audesse, 32 212; Gilles Aumont, 20 564; David Baillargeon, 23 442; France Bazinet, 54 154; Rénald Bazinet, 59 539; Claude Beauchesne, 30 000; Jean Beaudoin, 22 211; Noël Beaudoin, 22 891; Réal Belisle, 34 798; Jean-Claude Bellemare, 25 869; Guy Bergevin, 28 995; Bernard Breton Inc., 30 000; Boni Bernhard, 21 031; Pierre Bernier, 23 279; Hans Bieri, 23 831; Guy Bilodeau, 23 245; Jean-Paul Bilodeau, 48 248; Dominique Blain, 25 203; Mario Boivin, 25 635; Yvon Bolduc, 22 703; Robert Bonin, 45 578; Raoul et Céline Bonneau, 23 450; Marcel Boucher, 38 218; Antoine Boutin, 25 054; Donald Boutin, 21 315; Jacques Brodeur, 24 765; Jean Brodeur, 110 400; René Brodeur, 39 897; Cornelis Buermans, 20 462; Marcel Bussières, 29 634; C. Dancause & L. Filion, 29 118; Michel Caron, 20 087; Jean Cassista, 31 866; Centre d'Élevage St-Éloi Inc., 30 000; Robert Champagne, 29 947; Donald Charron, 21 396; Jacques Cloutier, 23 335; Comax, 55 308; Jean-Guy Coursol, 23 516; Clément Couture, 30 000; Couvoir Jolibec Inc., 25 246; René Croteau, 20 976; Jacques Daoust, 28 500; Michel Daviau, 39 385; Bruno Demers, 34 242; Germain Demers, 28 000; Benoit Desautels, 20 611; Gilles Deschenes, 27 487; Denis Desjardins, 76 345; Gaétan Desjardins, 24 642; Pierre Désourdy, 34 347; Jean-Guy Dor, 20 285; Florent Drapeau, 40 794; Rosaire Drapeau, 30 000; Ghislain Duchesne, 32 126; Godefroy Dulac, 30 000; Roger Dupras, 23 481; Gilles Durand, 20 284; Germain Dutil, 30 000; E.W. Caron Cie Ltée, 119 728; Stanley Earl, 23 919; ÉLEVAGES: Michel Lefebvre, 31 633, Nobel Inc., 35 832, Opti-Porc Inc., 30 000, Plo Inc., 20 568, R. Cadorette Inc., 100 000; Daniel & Carmelle Faucher, 21 850; Yvon Fauteux, 32 743; FERMES: A. Caouette 1985 Inc., 25 072, A. Riopel & Fils Enr., 33 087, Amirèse, 25 462, Asbi Inc., 40 175, Austral Inc., 24 018, Avicole Marlyn Enr., 30 000, Avilait, 29 465, B. & R. Bélanger, 39 367, Bacchus Inc., 30 000, Beau-Porc Enr., 31 457, Beauvair Enr., 22 648, Beauvidé Enr., 25 489, Beaux-Près Enr., 30 000, Belvache Enr., 25 551, Bergeron & Fils Inc., 49 709, Bersyla Inc., 42 266, Bo Porc, 33 231, Boilard Caux Enr., 40 879, Bolavie Inc., 44 704, Bon Ami Inc., 42 284, Richard Boucher & Fils, 26 750, Boucher & Frères Inc., 51 943, Breault & Frères Inc., 41 662, Brovon, 30 000, Brus Inc., 30 000, C.F. Plante Enr., 25 450, C. Girard Inc., 88 491, C.N. Boivin Enr., 28 030, Cap au Porc Inc., 21 486, Caron & Fils Inc., 30 000, Champy Enr., 26 604, Clair-Gré Inc., 23 203, Clarital Enr., 20 238, Cyr et Frères Inc., 23 624, D & F Choquette Enr., 30 000,

Pierre & Diane Choquette, 28 240, D.M.F.M. Enr., 20 854, Daniel Rochat & Fils Inc., 32 164, Daniel Samson Enr., 27 674, Danuel, 28 112, Denis Ferron, 21 963, Denis Filion Inc., 55 728, Denis Vadnais Inc., 46 536, de Promelles, 30 000, des Hirondelles Inc., 57 192, des Milans, 36 246, Des Peupliers Enr., 24 781, Desranleau Inc., 27 982, Duber, 22 455, Dublin Inc., 30 000, du Gam Enr., 42 854, du Jura Inc., 30 000, du Vieux Saule, 21 637, Économique Inc., 29 773, Eddy Néron & Fils Inc., 49 420, Edelweiss, 30 000, Edmond Fortier et Fils Inc., 46 854, Émeraude Enr., 30 000, F & R Poirier, 26 952, Fernand Laplante, 29 540, Fortuna Enr., 20 922, Freddy Lefebvre Inc., 38 218, Frontière Enr., 24 835, G. D. Laliberté Enr., 25 290, G.L. Beauregard (1978) Inc., 41 750, G. Massicotte & Fils Enr., 23 382, G.M.S. Beaudry Inc., 20 549, G.T. Cliche Inc., 25 697, Yves & Colette Gagné Inc., 33 425, Gérandor Enr., 30 000, Gérelle, 30 000, Gérise Enr., 30 000, Gico Enr., 30 000, Gilbert & Frères Enr., 25 460, Gilor Enr., 37 377, Gilpinic Inc., 22 008, Gino Goulait Inc., 24 725, Girelou Inc., 29 735, Girofils, 25 229, Grenika Enr., 22 008, Guy Simard Inc., 27 995, Guyline, 30 000, H.M.P. Baillargeon Enr., 27 121, Holstein Saguenay, 26 703, Hodgson Enr., 24 305, J. & C. Martel Enr., 28 137, J. & J. Cliche Inc., 24 431, J.E.B. Enr., 25 192, J.G. Labrecque Inc., 39 535, J.L. Couture Inc., 22 405, J.N.D. Enr., 21 452, J.P. Paré Enr., 20 748, J.R. Beaudoin & Fils Inc., 27 328, J.R. Champagne & Fils Inc., 36 211, J.S. Plante Inc., 28 457, Jacques Lajoie & Jacinthe Phaneuf, 20 482, Jacques Vachon Inc., 31 909, Jaeggi Enr., 28 939, Jaj Messier Enr., 36 264, Judard Enr., 21 929, Klosterhos Inc., 49 191, Kuenzle Enr., 22 100, L. et S. Fortin Inc., 32 480, Laforge & Lapierre, 59 572, Lamon Inc., 23 121, Lapinière Enr., 27 760, Laurier Labrecque & Fils, 24 236, Laurier Lefebvre & Fils Inc., 20 405, Léandre Marceau et Fils, 23 650, André & Gaétane Lequin, 26 577, Les Girouettes, 30 000, Les Gorets Inc., 26 675, Lionait, 34 292, Louville Enr., 39 243, Lubil, 20 428, Lussier Enr., 21 209, M. & C. Chevrette Enr., 21 659, MC. Trudel Enr., 28 137, M.G. Bélanger Enr., 23 273, M.P. Enr., 36 559, Marabé Enr., 22 035, Marc Ménard Inc., 20 156, Marcel Laplante & Fils, 35 252, Mario Brien Enr., 21 283, Marny Enr., 23 362, Mongrain Enr., 30 000, Moriki, 30 000, N. Berthiaume & Fils Inc., 55 846, Céline Nadeau, 34 801, Nault, 22 353, Nima Enr., 21 738, Noël Fortin & Fils Inc., 37 640, Oberli Inc., 20 794, Odiporc Enr., 39 323, Paquin Enr., 30 000, Philmardo Inc., 35 699, Place Gagné Inc., 28 805, Porc-Chic Enr., 29 698, Porcine du 4ième Rang Inc., 39 231, Porcine M.V. Inc., 60 000, Porcine Ste-Hélène Ltée, 32 887, Porc Royal Inc., 65 963, R & G B Langer Inc., 30 000, R. Hénault & Fils, 28 103, R.M. Coté & Fils Enr., 38 724, R.J.L. Hendreson Inc., 30 000, R.P. Nadeau Inc., 56 784, Rayporc Inc., 28 914, Réal Roy & Fils Inc., 34 925, Redimar Enr., 26 676, Rehel Enr., 20 126, Repa Enr., 31 627, R.I.J.J. Enr., 38 076, Rocheray Inc., 30 000, Rock Verner & Fils, 22 176, Ronalyne Inc., 20 187, Sabinière Enr., 33 344, Saint-Yves, 25 793, Raoul Salois & Fils, 23 032, St-Apollinaire, 26 894, Syllène, 32 496, Tinoire Enr., 25 792, Ulrica Enr., 25 000, Vachon & Ass. Enr., 23 987, Venneman Enr., 22 915, Verheagen Inc., 30 000, Viber Inc., 33 170, Victoria Enr., 30 000, Viliam Enr., 30 000, Vincent Enr., 30 000, Yvon Graudmont Inc., 27 985, Yvon Perreault Inc., 41 940, Zueger Enr., 36 171; Marcel Fleurent, 59 205; Suzanne et Jean-Pierre Forestier, 30 000; Denis Fortin, 30 000; Gérard Fournier, 58 720; Jean-Noël Fournier, 30 000; Yvon Fournier, 28 203; Jean-Marie Frigon, 30 000; Paul Gachet, 29 661; Paul Gagné, 22 096; Réjean Gagné, 52 007; Jean-Claude Garand, 27 717; Sylvain Girard, 20 184; Gisèle Lemieux Inc., 56 906; Clément Gosselin, 35 450; Gérard Goulet, 20 976; Michel Groleau, 24 313; Harosem Inc., 54 458; André & Charles Hauver, 44 308; John Heatlie, 25 526; Jacques Pouliot & C. Grenier, 27 091; Gilles Jeanson, 60 000; Claude Julien, 84 308; Albert Kunz, 26 831; Jean-Guy Labonté, 35 595; François Lacoursière, 22 413; René Laflamme, 20 277; Magella Lafleur, 29 167; Jean-Louis Lafontaine, 20 236; Hervé Landry, 30 000; Denis Langlois, 28 278; Georges-Henri Lareau, 30 000; Yvonne Larose, 28 151; Raymond Lavallée, 27 159; Alain Lavergne, 21 087; Laurent Lavoie, 24 873; Le Gite Porcin Enr., 27 880; Manon Leblond, 29 892; Pierre-Aimé Leblond, 26 308; Vital Lefebvre, 25 647; Clément Lemieux, 24 764; Gustave Lemieux, 30 000; Lionel & Mario Bessette Enr., 20 247; Pierre Luneau, 25 796; Jean-Noël Mailloux, 23 478; Philippe Manseau, 29 307; Martin Groleau, 41 144; Michel Masse, 39 971; Johann Hans Meier, 20 701; Jacques Ménard, 30 944; Germain Mercier, 29 765; Yvon Mercier, 27 959; Johann Hans Metzger, 23 724; Raynald Moisan, 24 211; Monts & Vallées Enr., 41 847; André Morier, 50 070; Marc-Henri Nadeau, 58 444; Omer Dionne & Fils Inc., 30 000; Painiporc et Fils Inc., 56 256; Patrice Paquet, 30 000; Bernard Paquette, 35 214; Lévis Parent, 34 791; John Peddie, 22 456; Claude Perreault, 36 285; Denis Phoenix, 25 784; Denis Pichette, 28 632; Réjean Pilon, 21 730; Jean-Denis Poirier, 27 275; Porcherie de L'Estinc., 37 201; Porcherie P. Raymond Inc., 24 678; Porvocentre Enr., 33 762; Production Porcines Auger Inc., 40 900; Yvon Proulx, 22 683; Richard F. Lefebvre Inc., 37 430; Roch Rioux, 22 559; Lionel Rouleau, 22 828; Camille Roy, 23 838; Rolland Roy, 33 010; Royaume du Cochonet Inc., 30 007; S.C.A. des Appalaches, 21 757; S.C.A. la Seignerie, 38 178; S. Fleury et M.J. Laveault, 28 644; Paul-Émile Serres, 22 237; Silos Beaudry Inc., 25 000; Luc Simard, 25 190; Société C.G. Lussier Enr., 29 717; Société Ferme Guydo Enr., 29 495; Société Réal Hénault Enr., 26 028; Société Rubi, 24 997; Jocelyn St-Laurent, 30 640; Josef Streule et Fils, 30 000; Marius Tardif, 23 142; Techni-Porc Inc., 42 774; Paul-André Tétreault, 24 580; Rosaire Therrien, 41 723; Robert Thomassin, 20 687; Charles-André Tremblay, 21 958; Jean-Claude Tremblay, 30 000; Maurice Trudel, 30 000; François Turcot, 34 617; André Veilleux, 42 404; Armand Vertefeuille, 30 000; Welm farms Reg'd, 100 000; Jean-Marc Wolfe, 25 449; 2173-0130 Québec Inc., 30 000; 2623-2280 Québec Inc., 80 612.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 2 675 140.

ENVIRONNEMENT
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Amélioration des rives: 614 613 $

MUNICIPALITÉS, VILLES: Beauport, 23 224, Sherbrooke, 129 900; Société québécoise d'assainissement des eaux, 460 727.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 762 .

.Entreprises et organismes du Gouvernement: 14 908 365 $

Centre de recherche industrielle du Québec, 135 365; Société québécoise d'assainissement des eaux, 14 773 000.

.Récupération et recyclage: 737 272 $

Corporation des propriétaires de l'Île pour la conservation, 20 000; Dynamis Envirotech Inc., 37 500; Entreprises de récupération du Saguenay-Lac-St-Jean Inc., 65 000; Fondation Marie-Soleil et Jonathan Inc., 70 000; Groupe d'intervention économique du Nord de Montréal, 20 000; Récupérateurs de Normandie Inc., 27 152; RÉCUPÉRATIONS: Centre du Québec, 61 500, Charlevoix-Montmorency Inc., 20 000, de la Péninsule Inc., 25 000, Énergie R.P. Inc., 56 500, Trente Mai Enr., 25 000, Montérégie, 70 000, Richmond Wolfe Inc., 50 000; RECYCLAGE: de plastique Métivier Inc., 31 500, Vanier Inc., 64 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 94 120.

.Travaux de recherche: 1 828 570 $

A.C.S.I. Inc., 163 500; Consultants B.P.R., 494 493; F. Bernard Inc., 67 015; Fond mondial pour la nature, 25 000; Gendron Lefebvre Inc., 46 385; Météoglobe Canada Inc., 95 000; Poséidon Inc., 60 000; Texel Géomembrane Inc., 90 070; Tourbière Premier Ltée, 25 000; UNIVERSITÉS: Laval, 186 662, McGill, 67 275, Montréal, 20 000, Montréal-École Polytechnique, 50 000, du Québec à Montréal, 21 600, du Québec-Institut Armand-Frappier, 21 484, du Québec-Institut national de la recherche scientifique, 167 406, McGill-Collège Mac Donald, 25 000; Urgel Delisle et associés, 93 680; Zénon Environnement Inc., 90 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 19 000.

Autres: 6 026 126 $

Administration régionale Kativik, 183 700; ASSOCIATIONS: des Inspecteurs Municipaux de l'Environnement du Québec Inc., 30 000, québécoise de lutte contre les pluies acides, 20 000; CARREFOUR: Exposition International de l'Environnement et de l'Écologie (CIEE) Carex Inc., 30 000; CENTRE: de formation en Environnement Inc., 20 000, de recherche en Environnement UQAM/Sorel-Tracy, 67 000, de recherche et de formation en écotoxicologie, 67 000, québécois de volarisation de la biomasse, 25 000; Conseil canadien des ministres des ressources et de l'environnement, 317 181; CONSEILS RÉGIONAUX DE L'ENVIRONNEMENT: de l'Est du Québec, 32 500, du Saguenay-Lac-St-Jean-Chibougamau, 32 500; Communauté urbaine de Québec, 2 900 000; Corporation à court d'eau, 37 500; DÉPARTEMENT DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE: Centre hospitalier de l'Université Laval, 91 250, Hôpital l'Enfant-Jésus, 20 000; Environnement 2000 Inc., 20 000; Hôpital du Saint-Sacrement, 26 517; MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ: Coaticook, 20 000, L'Islet, 50 000, La Nouvelle-Beauce, 25 000, Manicouagan, 54 867; Opération Protection de L'Avenir, 39 525; Régie intermunicipale Acqueduc de la Vallée de Châteauguay, 695 000; STOP-groupe écologiste, 20 000; Union québécoise pour la conservation de la nature, 20 000; VILLES: Baie-Comeau, 40 776, Bécancour, 74 379, Châteauguay, 29 893, Drummondville, 89 675, Montréal, 50 000, St-Nicéphore, 41 906, Tracy, 27 213.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 827 744.

ENVIRONNEMENT
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

11. Autres dépenses: 91 262 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 91 262.

FINANCES
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Impôt sur les revenus et les biens		
Contribution des employeurs au Fonds des services de santé	2 641 408 (1)	2 468 892
Droits et permis		
Autres		
Compagnies d'assurance et agents d'assurance	874	1 108
Création et modification des statuts de compagnies	8 251	8 986
Encadrement du marché des valeurs	2 794	2 451
Rapport annuel des compagnies	16 014	12 603
Agents de réclamation	170	180
Appel public à l'épargne	2 266	2 642
Information continue	622	616
Divers	29	33
	31 020	28 619
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais d'administration - Régie de l'assurance-dépôts du Québec	433	392
Cotisation des compagnies de fiducie	1 315	1 001
Cotisation des compagnies d'assurance	5 511	5 216
Cotisation des caisses d'épargne et de crédit	3 468	
Divers	23	24
	10 750	6 633
Intérêts		
Comptes de banques	4 724	5 193
Placements temporaires	8 753 (2)	24 175
Prêts	12 828 (A)	15 375
Compte du gouvernement du Canada	126	170
Divers	15	26
	26 446	44 939
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	290	86

(1) Les revenus tiennent compte, depuis le 26 avril 1990, de la majoration de 3,36% à 3,45% de la contribution des employeurs sur les salaires versés.
(2) En 1991, le financement des opérations au cours du premier trimestre a été effectué principalement par la réduction des placements temporaires. En 1990, ce financement avait été effectué principalement par des emprunts à long terme au cours de cette période.

FINANCES
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	5 282	1 975
Taxe de vente fédérale	64	76
Divers	36	28
	5 382	2 079
	42 868	53 737
Revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement		
Société des alcools du Québec	359 281 (3)	387 649 (3)
Loto-Québec	443 689 (3)	441 131 (3)
Hydro-Québec	404 000 (3)	565 000 (3)
Autres sociétés d'État	(31 524)(3)	(52 136)(3)(8)
	1 175 446	1 341 644
Total des revenus autonomes	3 890 742	3 892 892
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	3 654 119 (C)	3 708 059
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 501 246 (D)	1 667 693
Contributions aux programmes de bien-être	1 410 885 (E)	1 143 179
Autres programmes	24 878 (F)	(146 201)
Total des transferts du gouvernement du Canada	6 591 128 (G)	6 372 730
Total des revenus	10 481 870	10 265 622

(3) Y compris des dividendes de 360 000 000 $ en 1991 de la Société des alcools du Québec (385 000 000 $ en 1990) et 445 000 000 $ en 1991 de Loto-Québec (473 000 000 $ en 1990), de 3 000 000 $ en 1991 de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA), de 182 600 000 $ d'Hydro-Québec en 1990 et de 25 000 000 $ en 1990 de la Société générale de financement du Québec.

FINANCES
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
A) Intérêts sur prêts et billets		
(en milliers de dollars)		
Entreprises du gouvernement		
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	449	
Société de développement des coopératives		265
Société de développement industriel du Québec	393	
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	365	365
Société d'habitation du Québec	11 249	11 314
Société nationale de l'amiante	176	176
	12 632	12 120
Fonds spéciaux	196	145
Particuliers et sociétés - Sucre Lantic Ltée		3 110
	12 828	15 375
B) Autres entreprises du gouvernement du Québec		
(en milliers de dollars)		
SIDBEC	18 054	25 163
Société de développement de la Baie-James	(353)	972
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	(19 012)(4)	4 669
Société générale de financement du Québec	(50 768)(5)	(99 169)
Société générale des industries culturelles	925	(1 247)
Société des établissements de plein air du Québec	(5 681)	(2 659)
Société des Traversiers du Québec	815	(1 854)
Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	(18)	(8 087)
Société immobilière du Québec	11 558	6 096
Société québécoise des transports	(1 584)	
Société québécoise d'exploration minière	4 691	12 886
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	3 267	6 368
Société québécoise d'initiatives pétrolières	6 578	4 849
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	4	(123)
	(31 524)	(52 136)

(4) Les revenus tiennent compte de la dévaluation du placement dans Cascades Port-Cartier, compagnie satellite de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.
(5) En 1991, les revenus tiennent principalement compte de la dévaluation du placement dans Domtar (filiale de la SGF) tandis qu'en 1990, ils tenaient compte de la perte nette de 128,7 millions de dollars représentant l'excédent du coût prévisible de construction de navires sur leur prix de vente par "Le Groupe MIL (filiale de la SGF)".

FINANCES
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
C) Péréquation		
(en milliers de dollars)		
1990-1991	3 704 112	
1989-1990	(50 712)	3 618 041
1988-1989		109 392
1987-1988		(19 931)
1986-1987	719	
1985-1986		557
	3 654 119	3 708 059
D) Autres transferts liés aux accords fiscaux		
(en milliers de dollars)		
Services de santé assurés		
1990-1991	838 462 (6)	
1989-1990		1 032 258
1988-1989	2 716	(49 834)
1987-1988		(18 303)
1986-1987		(5 625)
	841 178	958 496
Enseignement postsecondaire Transfert fiscal et compensation financière		
1990-1991	307 733 (6)	
1989-1990		400 641
1988-1989		(23 467)
1987-1988	1 219	(8 514)
1986-1987		(2 620)
	308 952	366 040
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiés	112	
Programmes complémentaires de santé		
1990-1991	349 033	
1989-1990	1 044	344 371
1988-1989	672	(467)
1987-1988	255	(577)
1986-1987		(170)
	351 004	343 157
	1 501 246	1 667 693

(6) La diminution est attribuable au gel pour deux ans par le gouvernement du Canada de la progression des transferts par habitant pour le financement des programmes établis et à l'accroissement de l'abattement fiscal.

FINANCES
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
E) Contributions aux programmes de bien-être		
(en milliers de dollars)		
Transfert fiscal et compensation financière		
1990-1991	1 264 623 (7)	
1989-1990	120 242	1 048 859
1988-1989	4 217	101 265
1987-1988 et antérieures	21 803	(21 367)
1986-1987 et antérieures		14 421
	1 410 885	1 143 178
F) Autres programmes		
(en milliers de dollars)		
Allocations aux jeunes (abattement fiscal)		
1990-1991	(184 345)(8)	
1989-1990		(344 825)
1988-1989		2 530
	(184 345)	(342 295)
Bilinguisme		
Année civile		
1990	70 862	
1989		70 528
	70 862	70 528
Régime canadien de prêts aux étudiants	83 743	83 219
Part de l'impôt sur le revenu de certaines sociétés d'utilité publique	26 499 (9)	12 841
Droit à l'exportation du bois d'oeuvre	17 157	18 525
Brevets pharmaceutiques	6 359	6 378
Subside basé sur la population	4 603	4 603
	24 878	(146 201)

(7) L'augmentation est due à la hausse du coût estimatif du programme par rapport à l'année précédente et aux modalités de perception des transferts qui peuvent varier d'une année à l'autre.
(8) En 1991, l'abattement fiscal couvre un semestre tandis qu'en 1990, il couvre toute l'année.
(9) L'augmentation est principalement attribuable à l'accroissement des profits d'une compagnie de distribution de gaz naturel.

FINANCES
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
G) La contribution financière du gouvernement du Canada est diminuée de l'abattement fiscal consenti au Québec depuis 1965, et qui représente les montants suivants pour 1990-1991 et 1989-1990		
(en milliers de dollars)		
Autres transferts liés aux accords fiscaux - services de santé assurés et enseignement postsecondaire (8.5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
	Abattement fiscal	
1990-1991	1 100 707	
1989-1990	10 245	995 409
1988-1989	2 262	(4 425)
1987-1988	1	(230)
1986-1987		1 795
	1 113 215	992 549
Contributions aux programmes de bien-être (5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
1990-1991	635 189	
1989-1990	46 628	528 081
1988-1989	(4 217)	47 407
1987-1988	2 024	20 244
	679 624	595 732
Autres programmes - allocations aux jeunes (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
1990-1991	184 345	
1989-1990		344 825
1988-1989		(2 530)
	184 345	342 295

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **ÉTUDES DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET FISCALES**
Sommaire: page 1-28

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services	Entretien
1. Politiques fiscales	2 996	1	2 941	2 512	302	54	45	
2. Recherche économique	2 047		1 959	1 699	76	6	152	2
TOTAL	5 043	1	4 900	4 211	378	60	197	2

PROGRAMME 2 — **POLITIQUES ET OPÉRATIONS FINANCIÈRES**
Sommaire: page 1-28

1. Politiques et opérations financières	6 196	2	5 825	4 998	197	62	85	17
2. Service de la dette publique et frais de services bancaires								
Permanents (1)	3 040 926	2	3 040 924				5 976	
3. Gestion de certains emprunts à terme des organismes des réseaux des affaires sociales	10 264		9 998					
4. Intérêts sur le compte des régimes de retraite	80 750		73 767					
Permanents (2)	1 344 875		1 336 767					
TOTAL	4 483 011	4	4 467 281	4 998	197	62	6 061	17

(1) Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.
(2) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, L.R.Q., c. R-12, Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, L.R.Q., c. R-9.1, Loi sur le régime de retraite des enseignants, L.R.Q., c. R-11, Loi sur le régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10, Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des des membres de l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. C-52.1, Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, L.R.Q., c. R-9.2 et Loi sur les tribunaux judiciaires, L.R.Q., c. T-16.

PROGRAMME 3 — **COMPTABILITÉ GOUVERNEMENTALE**
Sommaire: page 1-28

1. Opérations comptables et gestion interne	18 076	4	17 571	16 019	329	296	59	53
2. Développement et exploitation des systèmes d'information	6 893		6 766	2 782	267	32	3 395	41
3. Vérification des systèmes et des réclamations relatives aux ententes fédérales-provinciales	2 913		2 701	2 521	7	57	2	8
TOTAL	27 882	4	27 038	21 322	603	385	3 456	102

Ce programme vise à conseiller le gouvernement en matière de politique financière, économique et fiscale ainsi que de relations financières avec le gouvernement fédéral.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Service de la dette	Communications	Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
1	16	11										
3	14	7										
4	30	18										

Ce programme vise à élaborer des politiques financières, à administrer le Fonds consolidé du revenu en pourvoyant aux besoins financiers du Gouvernement et en gérant la dette publique et à pourvoir au paiement des intérêts sur les régimes de retraite des employés du Gouvernement.

18	376	28	44									
				3 034 948								
												9 998
				73 767								
				1 336 767								
18	376	28	44	4 445 482								9 998

Ce programme vise à exercer le contrôle de la régularité des dépenses, à préparer les états financiers et à apporter aux gestionnaires toute information comptable pertinente.

35	429	102							249			
9	66	54							120			
5	16	24							61			
49	511	180							430			

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4 — FONDS DE SUPPLÉANCE
Sommaire: page 1-28

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services	Entretien
1. Provision pour augmenter tout crédit à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas le montant le plus élevé de 100 000 $ ou de 10% du crédit ainsi augmenté (*)	53 093							
2. Provision pour augmenter tout crédit applicable aux traitements, salaires et allocations des employés du gouvernement et du secteur parapublic (*)	22 064							
TOTAL	75 157							

(*) Tous les montants remboursés au présent crédit peuvent être utilisés à nouveau pour les mêmes fins; le tout aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

PROGRAMME 5 — GESTION INTERNE ET SOUTIEN
Sommaire: page 1-28

TOTAL	15 178		14 524	4 338	538	1 740	1 057	259

PROGRAMME 6 — L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES
Sommaire: page 1-12

TOTAL	21 649	1	21 220	14 557	1 060	955	1 153	191

PROGRAMME 7 — CONTRÔLE, SURVEILLANCE ET DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE DES VALEURS MOBILIÈRES
Sommaire: page 1-12

Votés	7 836	2	7 775	4 744	707	393	366	40
Permanents (3)	61		61	61				
TOTAL	7 897	2	7 836	4 805	707	393	366	40

(3) Loi sur les valeurs mobilières, L.R.Q., c. V-1.1.

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Service de la dette	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

5 801	333	144	5					261			48

Ce programme vise à surveiller et inspecter les institutions financières et à assurer un contrôle sur la création et la modification des entreprises au Québec.

2 263	593	158	5					285			

Ce programme vise à accorder aux épargnants une protection contre les pratiques déloyales et frauduleuses ainsi qu'à assurer le bon fonctionnement du marché. .

1 119	124	45	3					60			174
1 119	124	45	3					60			174

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-30

STATISTIQUES, PRÉVISIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET RECHERCHES D'ENSEMBLE

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services	Entretien
TOTAL	8 053		7 743	6 459	87	161	561	92
TOTAL DES PROGRAMMES								
Votés	258 008	10	172 790	60 629	3 570	3 756	6 875	703
Permanents	4 385 862	2	4 377 752	61			5 976	
	4 643 870	12	4 550 542	60 690	3 570	3 756	12 851	703

	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	64 260	4 474 920

Ce programme vise à assurer l'analyse et la prévision des variables socio-économiques décrivant l'évolution et la structure de l'économie québécoise ainsi que la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion d'informations statistiques sur le Québec.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Service de la dette	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
115	99	63							106			
9 369	2 066	636	57	73 767 4 371 715					1 142			10 220
9 369	2 066	636	57	4 445 482					1 142			10 220

CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
1 142	10 220

FINANCES
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Établissements de santé et de services sociaux			
Centres hospitaliers - fonctionnement	10 264	9 998	19 203
Organismes sans but lucratif			
Autres	249	222	53
Personnes			
Autres			1
Fonds de suppléance	35 903		
Total	**46 416**	**10 220**	**19 257**

FINANCES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 60 690 441 $
2. Autres rémunérations: 3 569 247
64 259 688 $

Incluant 9 552 771 $ à l'égard de 133 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organismes, personnel cadre et autre personnel de rang équivalent) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus: Allocations de retraite des anciens de la Commission des valeurs mobilières du Québec, 60 926; Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, 250 781.

---

3. Services de transport et de communication: 3 755 860 $

Compélec Inc., 185 477; Consultour Club Voyages, 40 875; FONDS: des moyens de communications, 53 786, renouvelable du Service aérien gouvernemental, 81 319, Fonds des services de télécommunications, 1 221 097; Imprimerie Laurentide de Québec Inc., 177 322; Inter-Voyage Inc., 126 631; Guy Lemoine, 35 208; Société immobilière du Québec, 54 497; Taxis Coop Québec 525-5191, 69 290; Voyages CAA, 60 619.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 649 739.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 12 851 950 $

Nicole Appleby Arbour, 106 404; BANQUE: Canadienne Impériale de Commerce, 209 791, Laurentienne du Canada, 33 531, de Montréal, 427 172, Nationale du Canada, 1 979 478, de Nouvelle-Ecosse, 679 412, Royale du Canada, 1 195 555, Toronto-Dominion, 99 250; Michel Beaudet, 56 138; Collège d'enseignement général et professionnel de Ste-Foy, 70 600; Caisse Centrale Desjardins du Québec, 897 039; Conseil Économique du Canada, 199 544; Cosit Inc., 39 200; Data Ressources Inc., 60 237; École Nationale d'Administration Publique, 36 075; FONDS: du Bureau de la statistique du Québec, 37 660, des moyens de communication, 98 021, des services informatiques, 4 209 919; Groupe C.G.I. Inc., 39 628; Groupe DMR Inc., 403 210; I.B.M. Canada Ltée, 87 431; Industrielle Services Techniques Inc. (IST), 145 050; Informatique Multi-Hexa Inc., 43 832; Informission Ltée, 134 020; Mallette, Benoit, Boulanger, Rondeau & associés, 77 850; Ogivar Technologies, 40 524; Fonds Locaux, 44 044.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 401 335.

---

5. Entretien et réparations: 702 902 $

Fonds pour les équipements informatiques, 59 249; I.B.M. Canada Ltée, 106 271; Services Techniques Bell Inc., 53 857; Société immobilière du Québec, 166 710.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 316 815.

---

6. Loyers: 9 368 477 $

Fonds pour les équipements informatiques, 284 200; I.B.M. Canada Ltée, 70 867; Savin Canada Inc., 51 011; Société immobilière du Québec, 8 753 684; Xerox Canada Ltée, 132 078.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 76 637.

FINANCES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

7. Fournitures et approvisionnements: 2 065 080 $

Enveloppe Innova, 78 301; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 276 597; Fonds de reprographie gouvernementale, 175 259; Logidec Inc., 298 789; Papeteries J.B. Rolland Ltée, 40 701; Services Graphiques Southam Paragon, 358 616.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 836 817.

---

8. Matériel et équipement: 1 777 460 $

Bell & Howell Ltée, 43 763; Comterm Inc., 63 114; Epson Canada Ltée, 211 589; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 150 573; Hewlett Packard Canada Ltée, 51 556; I.B.M. Canada Ltée, 53 235; Micro Logic Ste-Foy Ltée, 47 650; Micro-Solutions, 51 036; Ogivar Technologies Inc., 410 481; Olivetti Systèmes et Réseaux Canada Ltée, 56 753; Philips Électronique Ltée, 95 061; Sweet Électronique Inc., 41 311; Yamatech Scientifique Ltée, 60 343.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 440 995.

---

10. Dépenses de transfert: 10 220 476 $

.Centres hospitalier - fonctionnement: 9 998 276 $

MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN: Centre hospitalier Cité de la santé de Laval, 48 586; HÔPITAUX: Douglas, 40 502, général Juif Sir Mortimer B.Davis, 1 597 904, général de Montréal, 1 158 782, Louis-H. Lafontaine, 1 308 917, Maisonneuve-Rosemont, 98 711, de Montréal pour enfants, 740 863, neurologique de Montréal, 17 739, Rivière des Prairies, 34 544, Royal Victoria, 1 623 728, St-Luc, 61 492.

QUÉBEC MÉTROPOLITAIN: Christ-Roi, 202 329, Hôtel-Dieu de Québec, 706 112, Jeffrey Hale, 25 768, du St-Sacrement, 435 900.

DIVERSES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES: ABITIBI-EST: Centre hospitalier St-Sauveur, 15 222; ALMA: Hôtel-Dieu d'Alma, 21 540; ARTHABASKA: Hôtel-Dieu d'Arthabaska, 937 155; BEAUCE-SUD: Centre hospitalier Régional de la Beauce, 81 556; BROME-MISSISQUOI: Hôpital Brome-Missisquoi Perkins, 29 548; FRONTENAC: Centre hospitalier de la Région de l'Amiante inc., 30 864; JOLIETTE: Centre hospitalier Régional de Lanaudière, 21 532; MATAPÉDIA: Hôpital d'Amqui, 15 414; RIMOUSKI: Centre hospitalier Régional de Rimouski, 21 041; RIVIÈRE-DU-LOUP: Centre hospitalier Régional du Grand Portage, 17 198; ROUYN-NORANDA-TÉMISCAMINGUE: Centre hospitalier Rouyn-Noranda, 27 012; SHERBROOKE: Hôtel-Dieu de Sherbrooke, 41 516; ST-HYACINTHE: Centre hospitalier Honoré Mercier Inc., 20 605; ST-MAURICE: Centre hospitalier de la Mauricie, 79 368; TROIS-RIVIÈRES: Centre Hospitalier Ste-Marie, 536 828.

.Autres: 222 200 $

Organisation internationale des commissions de valeurs, 174 200.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 48 000.

FINANCES
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

11. Autres dépenses: 59 121 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 59 121.

---

12. Service de la dette: 4 445 480 829 $

DÉTAIL NON PUBLIÉ: 4 445 480 829.

FORÊTS
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Droits et permis		
Ressources forestières		
Bois récolté	29 353 (1)	7 768
	29 353	7 768
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	59	73
Bois	11	98
Location de chambres et pension	8	52
Divers	(6)	48
	72	271
Intérêts		
Comptes à recevoir - bois récolté et autres	226	226
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	7	(118)
Subventions d'années antérieures	88	166
	95	48
	393	545
Total des revenus autonomes	29 746	8 313
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Développement forestier	458 (2)	13 365
Développement forestier de la Haute Côte-Nord	92	449
Total des transferts du gouvernement du Canada	550	13 814
Total des revenus	30 296	22 127

(1) Voir note (1) au ministère de l'Énergie et des Ressources (page 2-137).
(2) Voir note (2) au ministère de l'Énergie et des Ressources (page 2-139).

FORÊTS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **GESTION DE LA FORÊT**
Sommaire: page 1-8

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services	Entretien
1. Recherche et développement	2 631	5	1 929	553	483	20	82	35
2. Planification de l'utilisation	10 331	12	4 675	2 040	598	293	1 164	52
3. Protection de la forêt	10 588	6	3 245	614	437	67	1 384	100
Permanents (1)	836		836				836	
4. Contrôle de l'utilisation	8 581	2	2 778	1 608	469	315	42	37
5. Direction du secteur Forêt et administration régionale	2 081	4	1 518	972	179	55	75	22
TOTAL	35 048 a)	29	14 981	5 787	2 166	750	3 583	246

(1) Loi sur les forêts, L.R.Q., c. F-4.1.
a) Un montant de 34 212 259 $ a été transféré du ministère de l'Énergie et Ressources pour la période du 1er février 1991 au 31 mars 1991 en vertu de la Loi sur le ministère des Forêts, L.Q., 1990, c. 64.

PROGRAMME 2 — **AMÉLIORATION DE LA FORÊT**
Sommaire: page 1-8

1. Aménagement des forêts publiques	15 740	3	6 801	1 392	870	990	2 224	158
2. Aménagement des forêts privées	10 691	1	6 612	413	201	45	28	14
3. Production de plants	7 690		4 261	406	515	29	1 097	110
TOTAL	34 121 b)	4	17 674	2 211	1 586	1 064	3 349	282

b) Le montant de 34 121 230 $ a été transféré du ministère de l'Énergie et Ressources pour la période du 1er février 1991 au 31 mars 1991 en vertu de la Loi sur le ministère des Forêts, L.Q., 1990, c. 64.

PROGRAMME 3 — **DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE FORESTIÈRE**
Sommaire: page 1-8

TOTAL	1 833 c)	1	1 364	165	43	44	307	2

c) Le montant de 1 833 458 $ a été transféré du ministère de l'Énergie et Ressources pour la période du 1er février 1991 au 31 mars 1991 en vertu de la Loi sur le ministère des Forêts, L.Q., 1990, c. 64.

Ce programme vise à favoriser et appuyer le développement, l'application et la mise à jour des connaissances du milieu forestier et de ses ressources, à en planifier, contrôler et évaluer l'utilisation et les interventions et à soutenir l'accès à la ressource; il vise également à favoriser la protection du milieu contre les fléaux naturels et humains et à assurer la gestion administrative tant au niveau de la haute administration centrale que du soutien administratif régional et local.

				CAPITAL - PERSONNEL		CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Traite-ments	Autres rémuné-rations	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
7	143	92								81			433
29	250	72			2	2				173			
33	217	28			1		1			295			68
27	141	28	8							103			
18	156	37	4										
114	907	257	12		3	2	1			652			501

Ce programme vise à améliorer en qualité et en quantité la capacité de production des superficies à vocation forestière, tant publiques que privées, de façon à répondre aux demandes en matière ligneuse ou à d'autres usages.

89	757	268	6							47			
5	106	29								18			5 753
12	642	450					25		2	613	360		
106	1 505	747	6				25		2	678	360		5 753

Ce programme vise à favoriser la rationalisation et le développement du secteur de la transformation des bois.

2	37	1	1										762

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4 **FINANCEMENT FORESTIER**
Sommaire: page 1-8

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services	Entretien
1. Gestion interne et soutien	369		218	193	8	8	4	1
2. Prêts forestiers	837		10					
Permanents (2)	1 112		1 112					
Permanents (3)	4		4					
TOTAL	2 322 d)		1 344	193	8	8	4	1

(2) Loi sur le crédit forestier, L.R.Q., c. C-78.
(3) Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, L.R.Q., c. A-29.1.
d) Un montant de 2 288 400 $ a été transféré du ministère de l'Énergie et Ressources pour la période du 1er février 1991 au 31 mars 1991 en vertu de la Loi sur le ministère des Forêts, L.Q., 1990, c. 64.

PROGRAMME 5 **DIRECTION**
Sommaire: page 1-8

TOTAL	4 508 e)		2 812	616	175	454	89	99

e) Le montant de 4 508 286 $ a été transféré du ministère de l'Énergie et Ressources pour la période du 1er février 1991 au 31 mars 1991 en vertu de la Loi sur le ministère des Forêts, L.Q., 1990, c. 64.

TOTAL DES PROGRAMMES

Votés	75 880	34	36 223	8 972	3 978	2 320	6 496	630
Permanents	1 952		1 952				836	
	77 832	34	38 175 *	8 972	3 978	2 320	7 332	630

	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	12 950	15 330

* La liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie de dépenses est publiée avec celle du ministère de l'Énergie et Ressources (voir pages 2-147 à 2-152).

Ce programme vise à rendre accessible un crédit forestier en vue de faciliter les investissements dans la mise en valeur et la consolidation des forêts privées.

				CAPITAL - PERSONNEL		CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Traite-ments	Autres rémuné-rations	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
1	1	2											
													10
													1 112
													4
1	1	2											1 126

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

1 285	23	41										30
1 508	2 473	1 048	19		3	2	26	2	1 330	360		7 056
												1 116
1 508	2 473	1 048	19		3	2	26	2	1 330	360		8 172

CAPITAL - PERSONNEL	CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
3	1 720	8 172

FORÊTS
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Entreprises			
Aide à la production forestière privée	7 493	5 505	6 186
Crédit forestier:			
-prise en charge d'une partie de l'intérêt	1 915	1 122	1 279
-exécution de garantie de remboursements d'emprunts (Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers)	4	4	148
Développement de l'industrie forestière	651	373	718
Travaux de recherche	34	24	47
Voirie forestière			6 447
Autres	585	123	89
Institutions d'enseignement			
Aide à la production forestière privée	7	7	154
Développement de l'industrie forestière	139	139	236
Travaux de recherche	347	347	494
Autres			3
Municipalités			
Aide à la production forestière privée	16	16	
Organismes sans but lucratif			
Aide à la production forestière privée	13	13	4
Travaux de recherche	62	62	22
Autres	217	203	5
Entreprises et organismes du Gouvernement			
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec - REXFOR Concernant le déficit d'opérations d'une filiale (Les Bois de l'Est du Québec Inc.) et d'autres projets spéciaux	234	234	1 511
Total	**11 717**	**8 172 (*)**	**17 343**

(*) Les montants de dépenses pour certains objets d'aide financière sont publiés à la liste des bénéficiaires du ministère de l'Énergie et des Ressources (voir page 2-146).

La conciliation de ceux-ci se retrouve au tableau suivant:

	Montants de la dépense ci-dessus	Montants dépensés au ministère de l'Énergie et des Ressources	Montants présentés au ministère de l'Énergie et des Ressources
Aide à la production forestière privée	5 541	34 486	40 026
Crédit forestier:			
-prise en charge d'une partie de l'intérêt	1 122	3 706	4 828
-exécution de garantie de remboursements d'emprunts (Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers)	4		4
Développement de l'industrie forestière	512	529	1 041
Travaux de recherche	433	1 470	1 903
Autres	326	1 836	2 162
Entreprises et organismes du Gouvernement	234	50 431	50 665
	8 172	92 458	100 629

INDUSTRIE, COMMERCE ET TECHNOLOGIE
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Permis de brasseurs	1	41
Autres		
Rembourrage	359	165
Divers	10	8
	369	173
	370	214
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Cale sèche	30	59
Recouvrements de tiers	8	109
Divers	4	13
	42	181
Intérêts		
Prêts à des corporations industrielles	652	222
Divers	4	1
	656	223
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	41	59
Subventions d'années antérieures	1 456	4 229
Divers		2
	1 497	4 290
	2 195	4 694
Total des revenus autonomes	2 565	4 908
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Développement industriel	912 (1)	10 627
Total des transferts du gouvernement du Canada	912	10 627
Total des revenus	**3 477**	**15 535**

(1) La variation résulte de la fin, en 1990, d'une entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement industriel concernant des prêts sans intérêt consentis à une compagnie de pâtes et papier.

INDUSTRIE, COMMERCE ET TECHNOLOGIE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-12

SOUTIEN TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL AU DÉVELOPPEMENT ET À LA CROISSANCE DES SECTEURS MANUFACTURIERS, COMMERCIAUX ET COOPÉRATIFS

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Gestion interne	19 602	2	18 330	7 665	933	2 391	1 182
2. Politiques et stratégies sectorielles	7 652	1	7 194	5 671	245	670	294
3. Services aux entreprises manufacturières, aux commerces et aux coopératives	14 369	3	13 453	10 222	1 192	913	335
4. Développement de la technologie et opérations promotionnelles	9 642	3	8 895	5 396	1 361	991	589
TOTAL	51 265	9	47 872	28 954	3 731	4 965	2 400

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-12

SOUTIEN FINANCIER AU DÉVELOPPEMENT ET À LA CROISSANCE DES SECTEURS MANUFACTURIERS, COMMERCIAUX ET COOPÉRATIFS

1. Société de développement industriel du Québec	201 655	35 664	148 508	6 234	1 064	784	437
2. Société de développement des coopératives	4 082		4 082				
3. Assistance financière aux entreprises et aux organismes	86 305		60 420				
TOTAL	292 042	35 664	213 010	6 234	1 064	784	437

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-12

SOUTIEN AUX SOCIÉTÉS ET ORGANISMES D'ÉTAT

1. Centre de recherche industrielle du Québec	19 700		19 700				
2. Société du parc industriel du centre du Québec (*)	10 304		10 301	418	58	30	81
3. Sidbec	49 200		47 328				
TOTAL	79 204		77 329	418	58	30	81

(*) Cette société a été remplacée par la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, corporation mandataire du Gouvernement, à compter du 25 octobre 1990, L.Q., 1990, c. 42.

Ce programme vise à offrir différentes formes de soutien professionnel et technique aux entreprises et aux organismes, aux fins du développement industriel, commercial et coopératif et aux fins du développement technologique.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Communications	Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
356	4 621	398	96	8					484			196
25	23	127	23	15					101			
231	36	357	88	1					78			
21	58	266	46	6					161			
633	4 738	1 148	253	30					824			196

Ce programme vise à offrir différentes formes de soutien financier aux entreprises et aux organismes, aux fins du développement industriel, commercial et coopératif et aux fins du développement technologique.

162	1 284	99	53	1					290			138 100
												4 082
												60 420
162	1 284	99	53	1					290			202 602

Ce programme vise à fournir le soutien financier du Gouvernement à des sociétés et des organismes d'État.

												19 700
222	6	330	5	2 182					17			6 952
												47 328
222	6	330	5	2 182					17			73 980

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4 — EMPLOI ÉTUDIANT
Sommaire: page 1-14

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Direction et gestion	3 068		2 452	335	1 542	454	21
2. Provision pour augmenter tout crédit pour la réalisation par les ministères et organismes de projets de création d'emplois pour étudiants (*)							
TOTAL	3 068		2 452	335	1 542	454	21

(*) Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

TOTAL DES PROGRAMMES

Votés	425 579	35 673	340 663	35 941	6 395	6 233	2 939

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
	42 336	20 397

Ce programme vise à favoriser l'emploi d'étudiants et d'étudiantes dans le secteur public et dans le secteur privé.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
6	10	61	2						21			
6	10	61	2						21			
1 023	6 038	1 638	313	2 213					1 152			276 778

CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
1 152	276 778

INDUSTRIE, COMMERCE ET TECHNOLOGIE
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Entreprises			
Aide à l'acquisition et l'implantation de technologie	2 966	533	
Aide à l'amélioration de la gestion	1 222	510	
Aide à l'assainissement des émissions d'anhydride sulfureux	36 667	36 667	
Aide à certains projets d'intérêt économique	60 163	57 789	32 107
Aide à la concrétisation de projets industriels	1 774	1 056	701
Aide pour le développement des coopératives	1 954	1 954	1 856
Aide pour le développement économique et régional	210	208	661
Aide à la gestion des PME (PRO-PME)	2 723	2 126	4 063
Aide à la restructuration de l'Est de Montréal	1 675	588	320
Aide à l'investissement pour les entreprises à technologie moderne et dynamiques	18 131	18 091	42 045
Aide à l'investissement pour les entreprises touristiques	1 269	1 269	3 014
Aide aux jeunes promoteurs	6 182	4 510	5 032
Appui au développement technologique	4 000	3 799	3 132
Bourses d'affaires aux nouveaux entrepreneurs	366	366	943
Dépenses assumées par le Gouvernement à l'égard des prêts consentis sans intérêt ou à un taux inférieur à celui du marché	9 130	9 130	9 407
Exécution de garantie de remboursements d'emprunts	8 485	8 485	5 736
Exemption de remboursements d'intérêts relativement aux programmes d'aide à l'investissement et aux activités de recherche et d'innovation	3 277	3 242	4 624
Prêt de capitalisation	1 715	1 715	2 348
Programme d'adaptation des travailleurs			10 000
Programme de soutien à l'emploi	1 638	395	
Soutien à l'emploi scientifique et technique	5 412	5 225	4 307
Soutien à des projets de développement technologique	8 182	8 182	5 426
Autres	140	128	910
Municipalités			
Aide aux commissariats industriels	4 441	4 048	4 005
Aide à la restructuration de l'Est de Montréal			513
Infrastructures d'accueil à l'industrie	13 834	12 355	4 050
Rénovation de zones industrielles vétustes dans la région de Montréal	1 300	500	2 949
Organismes sans but lucratif			
Aide au développement économique et régional	3 826	2 944	3 138
Institut national d'optique	2 023	1 521	4 800
Soutien aux initiatives-jeunesse	5 712	5 707	6 318
Soutien à des projets de développement technologique	1 294	873	
Autres	275	50	
Entreprises et organismes du Gouvernement			
Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche	1 089	1 089	999
Centre de recherche industrielle du Québec	20 409	20 375	21 775
Hydro-Québec:			
-Laboratoire des technologies électrochimiques et des électro-technologies			969
-Études de transport intercontinental d'énergie	50	50	150
Sidbec	49 200	47 327	87 178
Société de développement des coopératives	2 129	2 129	2 014
Société de développement industriel du Québec (radiation de créances et remise de dette)	4 790	4 790	
Société du parc industriel du centre du Québec (remboursement d'emprunt)	3 234	3 234	5 000
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	3 718	3 718	
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	100	100	100
Total	**294 705**	**276 778**	**280 590**

INDUSTRIE, COMMERCE ET TECHNOLOGIE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 35 941 219 $
2. Autres rémunérations: 6 395 354
42 336 573 $

Incluant 6 209 009 $ à l'égard de 85 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organismes, personnel cadre et autre personnel de rang équivalent) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus:, Commission de la santé et de la sécurité du travail, 198 695.

---

3. Services de transport et de communication: 6 232 879 $

Consultour club voyages, 79 949; Cossette Communication-Marketing (Québec) Inc., 214 302; Fonds des moyens de communications, 422 120; Fonds des services de télécommunications, 1 550 814; Inter-Voyage Inc., 130 693; Litho Acme (Québec) Inc., 35 205; Martin International Communications U.P. Inc., 143 725; Prisme Communications Ltée, 58 913; Pro Seri Inc., 35 508; Voyages CAA, 86 728.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 3 474 922.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 2 938 980 $

Atkinson, Tremblay et Associés Inc., 56 250; Bourbonnais Groupe Conseil Inc., 92 877; Centre de recherche industrielle du Québec, 226 838; Conference Board of Canada, 37 404; Fonds du Bureau de la statistique du Québec, 171 227; Fonds des services informatiques, 149 504; Groupe DMR Inc., 412 618; I.M.S. América Ltd., 42 275; Receveur général du Canada (Statistique Canada), 80 048; SRI International, 38 050; Summum Sécurité (1991) Inc., 52 433; Université du Québec, 64 575; Université du Québec- École nationale d'administration publique, 37 888; Verreault Navigation Inc., 75 643.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 401 350.

---

5. Entretien et réparations: 1 022 705 $

Immeubles de la Colline Inc., 60 778; Société immobilière du Québec, 288 296; Verreault Navigation Inc., 176 578; Wang Canada Ltd., 112 251.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 384 802.

---

6. Loyers: 6 037 561 $

Savin Canada Inc., 41 933; Société immobilière du Québec, 5 782 014; Xerox Canada Inc., 161 962.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 51 652.

INDUSTRIE, COMMERCE ET TECHNOLOGIE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

7. Fournitures et approvisionnements: 1 638 525 $

Fonds des fournitures et de l'ameublement, 134 308; Formulaires et Systèmes Moore Ltée, 38 838; Hydro-Québec, 424 447; Micro-Solutions Inc., 36 424; Papeteries J.B. Rolland Ltée, 63 379; Prospectus Investment and Trade Partners Inc., 48 501; Techni S.T.A.R. Inc., 42 382.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 850 246.

---

8. Matériel et équipement: 1 465 233 $

Epson Canada Ltée, 233 566; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 105 832; Hewlett-Packard (Canada) Ltd., 94 534; Ogivar Technologies Inc., 312 283; QMS Canada Inc., 56 012; Sweet Electronics Inc., 212 026; Wang Canada Ltd., 102 146.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 348 834.

---

10. Dépenses de transfert: 276 778 142 $

.Aide à l'amélioration de la gestion: 510 185 $

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 510 185.

.Aide à l'assainissement des émissions d'anhydride sulfureux: 36 666 667 $

Société de développement industriel du Québec, 36 666 667.

.Aide à certains projets industriels d'intérêt économique: 57 789 868 $

Bell Hélicopter Textron Canada Inc., 5 472 228; Société de développement industriel du Québec, 52 317 640.

.Aide à la concrétisation de projets industriels: 1 056 352 $

Akka Technologies Inc., 35 500; A.P.G. Inc., 80 000; Biomatrix Canada Inc., 24 625; BPCO Inc., 32 542; Cabelum, 36 990; Cascade Technologies Inc., 20 750; Chaussures Henri-Pierre Inc., 22 960; Cie Métallurgie Silicium Eche Internationale Ltée, 20 833; Consortium Volvox, 50 000; Glopak Inc., 33 500; Greyhound Canada Inc. ,(Les Autobus MCI), 47 500; GROUPES: Hamelin Inc., 32 155, Procycle Inc., 49 737; Héroux Inc., 31 150; Monarch Preco (1984) ltée, 26 500; Multiver Ltée, 76 375; Prelco Inc., 21 125; Recyclage Bio-Foret Inc., 31 936; Rouleaux J.M.V. Inc., 21 694; Sabex Internationale (1980) Ltée, 20 000; Sesame Technologies Inc., 22 423; Spectrum Marbre et Granite Inc., 28 000; Tektron Micro-Carte Inc., 26 962; Venmar Lisi Inc., 37 500; Venmar Ventilation Inc., 24 202.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 201 393.

INDUSTRIE, COMMERCE ET TECHNOLOGIE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Aide pour le développement des coopératives: 1 954 229 $

Société de développement des coopératives, 1 954 229.

.Aide à la gestion des PME - (PRO-PME): 2 125 637 $

Cheminées Sécurité (Canada) Ltée, 20 000; Confections Drolet Inc., 26 755; Entreprises Sommex Ltée, 28 965; Finis Émailles Électro-Tec Inc., 24 174; Industries de Moules et Plastiques V.I.F. Ltée, 21 265; Metcor Inc., 20 000; Orthofab Inc., 21 434; Sani Métal Ltée, 25 493.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 1 937 551.

.Aide à la restructuration de l'Est de Montréal: 588 427 $

Arcon Canada Inc., 29 597; Cables Canada Ltée, 29 328; Camco Inc., 151 250; Centre Dyna Pharm Inc., 34 143; GTE Sylvania Canada Ltée, 35 250; Hawker Siddel Canada Inc., 74 250; Post-Fax Inc., 20 042; PRODUITS: A.B.P. Inc., 26 858, Médicaux Johnson et Johnson Inc., 141 000; Therapex Inc., 36 959.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 9 750.

.Aide à l'investissement pour les entreprises à technologie moderne et dynamique: 18 091 393 $

Société de développement industriel du Québec, 18 091 393.

.Aide à l'investissement pour les entreprises touristiques: 1 268 787 $

Société de développement industriel du Québec, 1 268 787.

.Aide aux commissariats industriels: 4 047 905 $

Centre de Coordination Économique Granby Métropolitain Inc., 50 000; Comité Intermunicipal de Développement Économique de Labelle Inc., 50 000; Commmissariat Industriel Régional de Baie-Comeau Inc., 50 000; Commission de Développement Économique Port-Daniel/Percé Inc., 50 000; COMMISSIONS INDUSTRIELLES: de Mirabel-Sud Inc., 50 000, Montérégienne Inc., 50 000; Communauté de Développement Économique de Matagamie-Joutel Inc., 40 000; CONSEILS DE DÉVELOPPEMENTS: d'Affaires du West-Island Inc., 35 000, Économique de Forillon Inc., 50 000, Économique de la Mitis Inc., 50 000, de la Haute-Mauricie Inc., 40 000; CONSEILS ÉCONOMIQUES: d'Alma et du Lac St-Jean Inc., 50 000, d'Amos Inc., 50 000, de Beauce Inc., 50 000, des Berges Inc., 40 000, Chambly-Richelieu-Carignan Inc., 35 000, Chaudière-Laporte Inc., 50 000, de la Côte-du-Sud Inc., 50 000, du Haut-Richelieu Inc., 50 000, de la Région de Matane Inc., 50 000, de la Région de La Sarre Inc., 50 000, de Rimouski Inc., 50 000; CONSEILS: d'Expansion Économique d'Argenteuil Inc., 50 000, de Promotion Économique de la Rive-Sud Inc., 50 000; CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE: de l'Achigan Inc., 50 000, d'Autray Inc., 50 000, des Basques Inc., 40 000, de Bellechasse-Dorchester Inc., 50 000, des Bois-Francs Inc., 50 000, de Boucherville Inc., 35 000, Bromont/Waterloo/Lac-Brome Inc., 50 000, de Caniapiscau Inc., 23 643, de Chicoutimi Inc., 35 000, de l'Érable Inc., 50 000, et Industriel de la Région de St-Hyacinthe Inc., 50 000, du Kamouraska Inc., 50 000, de La Salle Inc., 35 000, de Laval Inc., 35 000, de Lotbinière Inc., 47 511, Maria-Chapdeleine Inc., 50 000, de Matawinie Inc., 50 000, de la Minganie Inc., 37 489, de Mirabel Inc., 50 000, de la MRC de L'Islet Inc., 45 000, Pointe-Lévy Inc., 50 000, de la Région de Joliette Inc., 50 000, de la Région de Louiseville Inc., 50 000, de la Région de Port-Cartier Inc., 50 000, Régional de Coaticook Inc., 50 000, Régionale du Haut St-Françcois Inc., 49 538, de Repentigny et Région Inc., 50 000, du Secteur de Barraute-Senneterre-Quévillon Inc., 40 000,

Sorel-Tracy et Région Inc., 50 000, du Témiscamingue Inc., 44 724, du Témiscouata Inc., 50 000, de Valleyfield Inc., 50 000, du Val St-François Inc., 50 000, de Vaudreuil-Soulanges Inc., 50 000; CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL: du Centre Mauricie Inc., 50 000, de Charlevoix-Est Inc., 40 000, et Commercial de la Région de Val-D'Or Inc., 50 000, de la Région de Mégantic Inc., 50 000; Corporation de Développement de Mékinac Inc., 50 000; Corporation de Développement de la Région d'Acton Vale Inc., 50 000; Corporation de Développement de la Région d'Asbestos Inc., 50 000; Corporation Économique de Développement Industriel et Commerciale de Trois-Rivières et de Cap-de-la-Madeleine Inc., 35 000; CORPORATIONS DE PROMOTION: Économique de Matapédia Inc., 40 000, Industrielle et Commerciale de Sept-Îles Inc., 50 000, Industrielle de la Région de Rivière-du-Loup Inc., 50 000; Groupement Économique de Beauce-Centre Inc., 50 000; Organisme municipal de l'axe, 50 000; SOCIÉTÉS: de Développement Domaine du Roy Inc., 50 000, de Développement Économique de Châteauguay Inc., 35 000, de Développement Économique de Cowansville et de la Région Inc., 50 000, de Développement Économique de Drummondville Inc., 50 000, de Développement Économique des Etchemins Inc., 50 000, de Développement Économique de Groulx Inc., 35 000, de Développement Économique de Rouyn-Noranda Inc., 50 000, de Développement Économique de St-Jérôme Inc., 50 000, de Développement Économique de Ville de la Baie Inc., 35 000, Développement Industriel de Sherbrooke Inc., 35 000, de Développement de Jonquière Inc., 35 000, de Développement de Memphrémagog Inc., 50 000, Économique de la Région de l'Amiante Inc., 50 000, d'Expansion Économique de Portneuf Inc., 50 000, d'Expansion de Nouvelle-Beauce Inc., 50 000, Régionale de Développement Économique des Moulins Inc., 50 000.

.Aide au développement économique et régional: 3 151 746 $

ASSOCIATIONS: canadienne de technologie de pointe, 30 000, CAO/FAO, 29 695, de la construction de Montréal et du Québec, 37 500, des designers industriels du Québec, 31 550, des fabricants et distributeurs de l'industrie, 33 823, des manufacturiers de mode enfantine, 45 000, de manutention du Québec, 27 500, québécoise des fabriquants de l'industrie médicale, 45 000; CEGEP Édouard-Montpetit, 39 900; Centre des technologies textiles, 20 000; Chambre de commerce du Québec, 35 000; Conseil des coopératives de l'Outaouais, 196 440; COOPÉRATIVES DE DÉVELOPPEMENT: de l'Estrie, 217 297, régional de Montréal, 230 341, régional de Québec, 295 422; Dip Design Inc., 20 000; Distribution Télé-Métropole Inc., 50 000; Expo-Rencontre Contech Ltée, 66 944; Guide des manufacturiers de vêtements de mode du Québec, 75 210; INSTITUTS: aéronautique et spacial du Canada, 30 000, des manufacturiers de vêtements du Québec, 127 000; Le Soleil, 20 000; Médiathèque du Design Inc., 34 500; Production Tel-Art Ltée, 40 000; Soccrent, 41 621; SOCIÉTÉS: de développement économique de la Ville de la Baie, 50 000, des Graphistes du Québec Inc., 60 000, des industries du plastique du Canada, 52 991, de Promotion économique du Québec métropolitain, 325 000; Sous Traitance Industrielle du Québec Inc., 100 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 744 012.

.Aide aux jeunes promoteurs: 4 509 462 $

DIVERSES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES: Abitibi-Est, 23 680, Abitibi-Ouest, 9 100, Acadie, 38 500, Anjou, 14 500, Argenteuil, 44 500, Beauce-Nord, 70 910, Beauce-Sud, 52 415, Beauharnois-Huntingdon, 52 521, Bellechasse, 31 020, Berthier, 57 693, Bertrand, 62 000, Bonaventure, 79 807, Bourget, 20 500, Bourassa, 6 000, Brome-Missisquoi, 27 225, Chambly, 94 500, Charlesbourg, 25 625, Charlevoix, 14 600, Châteauguay, 51 460, Chauveau, 42 445, Chicoutimi, 45 500, Chomedy, 53 000, Crémazie, 38 500, D'Arcy-Mcgee, 12 000, Deux-Montagnes, 21 315, Dorion, 15 140, Dubuc, 51 000, Duplessis, 19 000, Frontenac, 68 640, Gaspé, 69 110, Gatineau, 24 500, Gouin, 6 000, Groulx, 59 797, Hochelaga-Maisonneuve, 22 000, Hull, 2 500, Iberville, 29 788, Îles de la Madeleine, 19 500, Jacques-Cartier, 47 000, Jeanne-Mance, 25 500, Jean-Talon, 17 500, Johnson, 88 327, Joliette, 13 275, Jonquière, 14 500, Kamouraska-Témiscouata, 107 520, Labelle, 140 830, Lac St-Jean, 79 000, Lafontaine, 30 110, La Peltrie, 15 120, Lapinière, 23 000, Laporte, 19 825, La Prairie, 49 110, L'Assomption, 48 975, Laurier, 30 000, Laviolette, 14 500, Les Chutes de la Chaudière, 5 040, Lévis, 16 585, Limoilou, 4 750, Lotbinière, 40 000, Louis-Hébert, 42 600, Marguerite-Bourgeois, 48 000, Marie-Victorin, 8 000, Marquette, 32 596, Maskinongé, 18 000, Masson, 2 500, Matane, 38 500, Matapédia, 43 950, Mégantic-Compton, 84 293, Mercier, 68 610, Mille-Îles, 4 750, Montmagny-L'Islet, 52 785, Montmorency, 75 680, Mont-Royal, 64 500, Nelligan, 31 000, Notre Dame de Grâce, 25 500, Orford, 65 368, Outremont, 46 975, Papineau, 11 000, Pointe aux Trembles, 12 000, Portneuf, 27 300, Prévost, 70 325, Richelieu, 27 000, Richmond, 12 643, Rimouski, 61 588, Rivière-du-Loup, 46 215, Robert-Baldwin, 29 000, Roberval, 39 510, Rosemont, 5 000, Rousseau, 45 120,

Rouyn-Noranda-Témiscamingue, 22 700, Saguenay, 43 500, Ste-Anne, 102 000, St-François, 17 563, St-Henri, 30 000, St-Hyacinthe, 65 805, St-Jean, 94 600, St-Laurent, 37 735, St-Louis, 171 550, Ste-Marie/St-Jacques, 77 000, Salaberry-Soulanges, 47 741, Sauvé, 31 500, Shefford, 64 000, Sherbrooke, 29 220, Taillon, 38 500, Taschereau, 35 160, Terrebonne, 47 672, Trois-Rivières, 2 540, Vachon, 17 000, Vanier, 5 110, Vaudreuil, 24 500, Verchères, 51 000, Verdun, 43 500, Viau, 24 000, Viger, 2 500, Vimont, 6 000, Westmount, 30 000.

.Aide à l'acquisition et à l'implantation de technologies: 533 192 $

Boulangeries Mansion Inc., 60 000; GEC Alshton Énergie Inc., 30 250; Industries Formtech Inc., 20 000; Ouellet Canada Inc., 24 378; Pocatec Ltée, 38 095; Premier Tech Ltée, 60 000; Schokbeton Québec Inc., 26 100; Valoraction Inc., 39 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 235 369.

.Appui au développement technologique: 3 798 925 $

A.K. Électromagnétique Inc., 29 851; Animation Ciné-Groupe Inc., 37 660; Association des manufacturiers du Québec, 25 033; Becterm Inc., 47 942; Bellevue Pathé Québec Inc., 49 243; Bendix Avelex Inc., 229 151; CAE Électronique Ltée, 230 985; Caristrap International Inc., 25 500; C.M.L. Technologies Inc., 45 742; COLLÈGES: Lasalle Industries Inc., 29 379, Lasalle Médiatique Inc., 90 252; Consultants Genicom Inc., 99 531; Corporation d'entretien prédictif, 38 099; Cosem Neurostin Ltée, 75 000; Design Workshop, 43 125; Devtek-Hochelaga Aérospatiale, 54 162; Eicon Technology Corporation, 66 175; Équipement Électroline Inc., 51 173; Exeltor Inc., 104 451; Heamacure Inc., 35 145; Héroux Inc., 33 178; I.A.F. Biochem International Inc., 130 407; Ibex Technologies Inc., 46 681; Industries Dettson Inc., 44 375; Inotel Inc., 59 568; Institut canadien de recherches sur les pâtes et papiers, 32 572; J.-M. Billy et Associés Inc., 50 723; Laboratoire Osmoco Inc., 58 401; Lectogram Corporation, 613 651; Mémotec Data Inc., 48 440; Métropolis Réseaux Informatiques Inc., 23 983; Métrowerks Inc., 30 451; Montréal Carbide Ltd, 69 536; M.P.B. Technologies Inc., 226 588; Multisens Inc., 40 000; Museatex Audio Inc., 81 677; Neuro-Skope Inc., 22 390; Rougier Inc., 46 461; Sécuriplex Ltée, 30 000; Services Techniques Informatiques S.T.I. Inc., 30 839; Spar Aérospatiale Ltée, 339 072; SYSTÈMES: Informatique Logiroute Inc., 68 016, Taarna, 32 777, Visual Edge Software Ltd, 52 318.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 179 222.

.Bourses d'affaires aux nouveaux entrepreneurs: 365 596 $

Société de développement industriel du Québec, 365 596.

.Dépenses assumées par le gouvernement à l'égard des prêts consentis sans intérêt ou à un taux inférieur à celui du marché: 9 129 575 $

Société de développement industriel du Québec, 9 129 575.

.Entreprises et organismes du gouvernement: 82 811 861 $

Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche, 1 088 900; Centre de recherche industrielle du Québec, 20 374 948; Hydro-Québec, 50 000; Sidbec, 47 327 660; SOCIÉTÉS: de développement des coopératives (frais d'administration), 2 128 471, de développement industriel du Québec, 4 789 853, du parc industriel du centre du Québec, 3 234 324, du parc industriel et portuaire de Bécancour, 3 717 705, du parc industriel et portuaire Québec-Sud, 100 000.

.Exécution de garantie de remboursements d'emprunts: 8 485 449 $

Société de développement industriel du Québec, 8 485 449.

.Exemptions de remboursements d'intérêts relativement aux programmes d'aide à l'investissement et aux activités de recherche et d'innovation: 3 241 909 $

Société de développement industriel du Québec, 3 241 909.

.Infrastructures d'accueil à l'industrie: 12 355 545 $

Corporation des Loisirs et des Sports de Ste-Claire Inc., 32 550; MUNICIPALITÉS: de Bernières, 59 995, de Coteau-du-Lac, 358 329, de Deschambault, 4 403 847, de Les Méchins, 27 278, de Ste-Claire, 147 896, d'Yamachiche, 84 756; PAROISSES: de St-André d'Acton, 175 474, de St-Augustin de Desmaures, 323 053, de Ste-Madeleine-Rigaud, 65 888; VILLAGES: de Beebe Plain, 141 355, Stanstead Plain, 224 801; VILLES: Acton Vale, 1 264 426, de Bromont, 999 068, de Carleton, 77 827, Cookshire, 83 742, Dégelis, 68 127, Drummondville, 683 060, Granby, 30 295, de La Pocatière, 63 955, de Mont-Laurier, 35 448, de Pointe-Claire, 242 406, Pointe-au-Père, 135 090, Sept-Îles, 2 317 875, de St-Rémi, 56 367, de Tracy, 52 549, de Waterville, 151 092.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 48 996.

.Institut national d'optique: 1 521 105 $

Institut national d'optique, 1 521 105.

.Programme de soutien à l'emploi: 394 592 $

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 394 592.

.Prêt de capitalisation: 1 715 119 $

Société de développement industriel du Québec, 1 715 119.

.Rénovation de zones industrielles vétustes dans la région de Montréal: 499 999 $

Ville de Montréal, 499 999.

.Soutien à l'emploi scientifique et technique: 5 224 745 $

Alex Informatique Inc., 24 000; Aliments Kouri Inc., 30 000; Almerco Inc., 30 000; Audet Soudure (1989) Inc., 24 500; Bâtisses d'Acier Novac Inc., 27 000; Bell Électroniques Inc., 56 283; Biomedco Canada Inc., 39 600; Boflex Inc., 20 904; Bose Canada Inc., 24 220; Boulangeries Comas Inc., 22 200; Cedrom Technologies Inc., 22 800; Celfortec Inc., 25 500; Centre d'Usinage D.M. Inc., 21 840; Cheminées Sécurité (Canda) Ltée, 52 100; Chemise Empire Ltée, 27 000; Colortexil Inc., 24 000; Comact Inc., 30 160; CONSULTANTS: Corexco, 33 000, Électro-Protection Inc., 37 200, Genicom Inc., 36 000; Coreco Inc., 33 000; CPU Design Inc., 24 000;

C.S.M.Q. 163910 Canada Inc., 54 000; Data Age Corp., 23 185; Donohue Matane Inc., 21 453; Électronik-Microtech Inc., 38 100; Entreprises Multi-Pro C.D.R.J. Ltée, 25 500; Enviro Lanaudière, 25 600; E.Q.U.I.P. Canada (1988) Inc., 49 920; Équipement Militaire Mil-Quip Inc., 37 551; Expertises Électro-Tech Inc., 28 000; Fabrication D.E.C. Inc., 24 000; F. Bernard Inc., 34 200; Fonderie Grand'Mère Ltée, 21 060; Fours Industriels Wellman Inc., 31 400; Géomatique GL Inc., 36 000; Giro Inc., 47 500; Graybec Inc., 24 300; Groupe Steica Enr., 45 000; Hamlet et Garneau Inc., 25 200; Helvetia Inc., 22 200; Hydra-Fab Industriel Inc., 40 140; Hydrolec Turbines Canada Inc., 23 400; INDUSTRIES: Loisirs Bonair Ltée, 28 920, Pyrox Inc., 33 300; Ingenierie Co-Vent Inc., 41 400; Kronos Canada Inc., 27 000; Laboratoires Constant, 30 000; Lainages Victor Ltée, 22 558; Lamoureux et Fils Inc., 20 051; Maxivox Inc., 23 500; Moulage Sous Pression AMT Inc., 37 200; Nordel Inc., 26 300; Omicron Télésystems Inc., 21 230; Pascobel Inc., 55 800; Peinture Internationale (Canada) Limitée, 20 800; Plasma Controle Inc., 24 960; Plastiques S.L., 21 000; Pompaction Inc., 33 000; Programmation Gagnon Inc., 20 920; Raymark Xpert Business System Inc., 20 000; René Fibre de Verre Ltée, 24 024; Rousseau Métal Inc., 22 360; Serrener Consultation Inc., 39 540; Services Manufacturiers Jitech Inc., 24 150; Signaflex Inc., 36 000; Société d'Information Vector Inc., 39 300; S.T.A.S., 64 470; Synthedata Inc., 36 800; SYSTÈMES: Informatique Logiroute Inc., 22 500, de Logiciel Quadrom Inc., 35 700, de Vision Modulaire Inc., 20 460; Thought Technology Ltd, 21 000; Tourbières Premier Ltée, 30 010; Transequip Inc., 40 800; Transformateur Delta du Canada Ltée, 61 621; Tuyaux Atlas AC Inc., 23 400; Unicel Inc., 21 000; Unista Ltée, 21 000; Vidéodisques Formatek Inc., 28 800; 154559 Canada Inc. (Inox Tech), 31 800; 167018 Canada Inc. (Trilogix), 22 800.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 2 706 255.

.Soutien à des projets de développement technologique: 9 055 004 $

CEGEP La Pocatière, 100 000; CENTRES: canadien d'automatisation, 30 000, d'initiative technologique Montréal, 50 000; Chambre de commerce de Montréal métropolitain, 25 000; C.I.E.E. Carex Inc., 30 000; Groupement Québécois d'Entreprises Inc., 74 000; Inno centre Québec, 100 000; Institut national des technologies du magnésium, 425 000; Société de développement industriel du Québec, 1 881 000; Spar Aérospatiale Ltée, 6 300 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 40 004.

.Soutien aux initiatives-jeunesse: 5 707 027 $

ACTION TRAVAIL: des Îles-de-la-Madeleine Inc., 63 125, Kamouraska, 57 500, Rimouski-Neigette Inc., 56 250; Association des PME du Centre du Québec Inc., 58 250; C.E.B. Jeunesse Inc., 50 375; CENTRES: d'Aide à la Jeunesse pour L'Initiative et l'Emploi Inc., 61 250, de consultation jeunesse de la MRC du domaine du roy, 83 750, de Gestion d'Innovation de Coaticook Inc., 61 250; Chambre de commerce de Ste-Julienne, 47 000; CLUBS: initiatives entreprises de Trois-Rivières, 56 250, Jeunes entrepreneurs des Basques Inc., 54 625; COJEM Vallée de la Gatineau, 68 183; Comité Intermunicipal de Développement Économique de Labelle Inc., 55 500; Commissariat Industriel Montérégien Inc., 32 550; CONSEILS: de Développement Économique de Forillon Inc., 37 594, de Développement de la Haute-Mauricie Inc., 52 500, Économique d'Amos Inc., 48 769, Économique des Berges Inc., 42 594, Économique Chaudière-Laporte Inc., 47 650, Économique de la Région de La Sarre Inc., 64 313, d'Expansion Économique d'Argenteuil Inc., 30 600; Contact Jeunesse Ste-Foy Inc., 95 100; Corporation d'aide au développement d'entreprises jeunesse de la M.R.C. de Pabos, 56 875; CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE: de Berthier Inc., 62 800, des Jardins de Napierville Inc., 38 200, de Lotbinière Inc., 52 194, de Matawinie Inc., 52 250, de Mékinac Inc., 40 450, de Mirabel Inc., 34 650, de la MRC l'Islet, 54 000, de la Région d'Acton Inc., 36 500, de la région de Louiseville, 57 500, du Secteur Barraute, Senneterre Inc., 42 000, du Témiscamingue Inc., 54 100, de Valleyfield Inc., 59 500, de Vaudreuil-Soulanges Inc., 32 550; CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL: de Charlevoix-Est Inc., 61 850, et Commercial de la région de Val-d'Or Inc., 48 769; Corporation de Développement de la Région d'Asbestos Inc., 73 750; Corporation d'Initiatives au Développement d'Entreprises Lajemmerais Inc., 58 150; Corporation de Promotion Industrielle de la Région de Rivière-du-Loup Inc., 56 000; Corporation de soutien initiatives jeunesse de Matane, 60 995; Développement de l'Entrepreneurship Jeunesse d'Arthabaska Inc., 56 250; ENGAJ Côte-des-neiges Inc., 93 512; Engaj-Laval Inc., 102 900; Enjeu Outaouais Inc., 58 750; Entreprenariat jeunesse des Moulins, 56 250; Entreprise Jeunesse de la Vallée de la Matapédia Inc., 64 316; GESTIONS JEUNESSE: Deux-Montagnes Inc., 58 750, Memphrémagog Enr., 59 150; GROUPES D'AIDE AUX JEUNES ENTREPRENEURS: et Entrepreneures Chaleurs Inc., 56 875, de l'Érable Inc., 50 750,

Maskoutains Inc., 54 809, de la Rive Sud Inc., 57 800, du Sud-Ouest Inc., 95 716; GROUPES CONSEIL: en création d'Emploi de la MRC des Sept-Rivières Inc., 49 125, aux Jeunes Entrepreneurs de la Région de l'Amiante Inc., 47 350, Jeunesse des Basses Laurentides Inc., 56 250, Jeunesse de Chauveau Inc., 94 800; GROUPES: DEJEL, 94 850, d'Initiative-Jeunesse Coup de Pouce, 56 250, d'Initiatives à la structuration d'Entreprises des Laurentides Inc., 100 900, d'Intervention Économique du Nord de Montréal Inc., 92 568, d'Intervention aux Entreprises Jeunesse de Baie-Comeau Inc., 49 125; GROUPES DE SOUTIEN: aux Jeunes Entrepreneurs Granby et Région Inc., 111 375, aux Jeunes Entrepreneurs Haut-Richelieu Inc., 54 750, aux Jeunes Entrepreneurs du West Island Inc., 94 537; GROUPES DE SOUTIEN AUX INITIATIVES JEUNESSE: du Bas Richelieu Inc., 52 126, de Bellechasse Inc., 47 200, du Centre Mauricie Inc., 53 750, de Drummond Inc., 56 250, du Haut Saint-François Inc., 64 150, des Jardins de Napierville Inc., 23 000, de la Région de Mégantic Inc., 64 150, de la Région de Montmagny Inc., 52 450, de la Rive Sud Inc., 61 250, de la Vallée du Richelieu Inc., 62 475, du Val Saint-François Inc., 54 150; Groupement Économique de Beauce-Centre Inc., 52 350; Initiatives Jeunesse Nouvelle-Beauce Inc., 42 550; Jeunes Entrepreneurs de Témiscouata Inc., 54 625; Laboratoire d'outils de gestion étudiant du Québec, 94 500; Levier Jeunesse Inc., 67 871; L'Ouvre-Boîte Soutien aux Jeunes Entrepreneurs Inc., 117 944; Pro-Gestion Estrie Inc., 95 110; Promotions Entreprises Jeunesse Outaouais Inc., 58 748; Promotion Jeunesse Tracadièche Inc., 68 250; Service de consultation jeunes entrepreneurs de Pontiac, 65 000; Service Jeunes Entrepreneurs Saguenay Inc., 61 000; SOCIÉTÉS: de concertation économique MRC l'Assomption, 55 915, de Développement Économique de Cowansville et de la Région Inc., 32 025, de Développement Économique des Etchemins Inc., 57 350, de Développement Économique de Rouyn-Noranda Inc., 48 769, d'Expansion Économique de Portneuf Inc., 52 450; Soutien initiatives-jeunesse de Joliette, 52 500.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 13 350.

.Autres: 177 841 $

Regroupement pour la relance économique et sociale du sud-ouest de Montréal, 50 000; Société de développement industriel du Québec, 127 841.

---

11. Autres dépenses: 2 212 716 $

Société du parc industriel du centre du Québec (intérêts sur emprunts), 2 182 086.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 30 630.

JUSTICE
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Droits et permis		
Autres		
Courtage immobilier	1 291	1 244
Vendeurs itinérants	197	181
Agents de voyage	348	299
Assermentation	295	269
Divers	163	162
	2 294	2 155
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	139	220
Certificats de naissance, mariage et décès	586	715
Location de services de personnel	61	91
Enregistrement de droits	24 424	26 420
Actes judiciaires	22 699	20 118
Actes juridiques	9 151	9 045
Divers	168	178
	57 228	56 787
Intérêts		
Divers	13	
Amendes et confiscations		
Infractions au Code de la route	41 216	50 020
Infractions au Code criminel	12 843	13 592
Infractions à diverses lois	15 979	15 395
Divers		2
	70 038	79 009
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	110	143
Salaires - accidents de travail		81
Surplus - fonds spéciaux et organismes du gouvernement	163	104
Divers		1
	273	329
	127 552	136 125
Total des revenus autonomes	129 846	138 280

JUSTICE
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	1 600	1 013
Aide juridique	17 326	17 108
Conseillers juridiques auprès des autochtones	472	451
Divers		45
Total des transferts du gouvernement du Canada	19 398	18 617
Total des revenus	149 244	156 897

JUSTICE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **FORMULATION DE JUGEMENTS**
Sommaire: page 1-24

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Magistrature	13 709		50	50			
Permanents (1)	45 198		45 198	43 478	68	1 651	1
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges							
Permanents (1)	615		615	54		7	453
TOTAL	59 522		45 863	43 582	68	1 658	454

(1) Loi sur les tribunaux judiciaires, L.R.Q., c. T-16 et Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès, L.R.Q., c. R-0.2.

PROGRAMME 2 — **SOUTIEN ADMINISTRATIF À L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE**
Sommaire: page 1-24

1. Soutien aux cours de justice civiles et criminelles	74 212	2	74 119	48 730	8 702	1 262	10 287
Permanents (2)	33		33				
2. Soutien aux tribunaux administratifs	1 150		1 105	361	217	1	19
3. Soutien à la magistrature	14 162		14 115	8 493	4 552	13	488
TOTAL	89 557	2	89 372	57 584	13 471	1 276	10 794

(2) Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.

PROGRAMME 3 — **PROTECTION DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE**
Sommaire: page 1-24

1. Commission des droits de la personne	8 139	4	7 793	5 141	805	182	426
2. Commission de protection des droits de la jeunesse	3 491		3 466	2 084	291	130	110
TOTAL	11 630	4	11 259	7 225	1 096	312	536

PROGRAMME 4 — **AIDE AUX JUSTICIABLES**
Sommaire: page 1-24

1. Commission des services juridiques	87 814		87 814				
2. Fonds d'aide aux recours collectifs	710	20	640				
TOTAL	88 524	20	88 454				

Ce programme vise à rendre la justice par la formulation de jugements selon les juridictions des diverses cours de justice.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
	63	38										
	63	38										

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire à la magistrature et au fonctionnement des cours de justice.

301	482	1 718	1 072	52 33				569			944
3	486	3	15								
69		222	133					145			
373	968	1 943	1 220	85				714			944

Ce programme vise à promouvoir les droits fondamentaux de la personne et, notamment ceux contenus dans la Charte des droits et libertés de la personne et de la Loi sur la protection de la jeunesse.

28	1 052	69	31	6				53			
187	594	45	15					10			
215	1 646	114	46	6				63			

Ce programme vise à assurer une aide juridique, financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées, ainsi qu'aux enfants et à la famille aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice.

												87 814
												640
												88 454

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 5 — ADMINISTRATION
Sommaire: page 1-24

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Direction	5 614	2	5 569	3 398	534	667	239
Permanents (3)	457		457			11	31
2. Gestion interne et soutien	85 096	2	82 706	7 119	869	6 713	189
3. Systèmes de gestion	16 905		15 480	5 770	154	213	3 729
4. Gestion interne et soutien du courtage immobilier (*)	117		117			18	
TOTAL	108 189	4	104 329	16 287	1 557	7 622	4 188

(3) Loi visant à favoriser le civisme, L.R.Q., c. C-20.
(*) Cet élément de programme est sous la juridiction de la ministre déléguée aux Finances depuis le 20 juin 1990, en vertu du décret 831-90.

PROGRAMME 6 — INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
Sommaire: page 1-20

TOTAL Permanents (4)	27 988		27 988				3 657

(4) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, L.R.Q., c. I-6.

PROGRAMME 7 — SERVICES JURIDIQUES DU GOUVERNEMENT
Sommaire: page 1-28

TOTAL	22 599	9	22 559	18 776	1 993	765	666

PROGRAMME 8 — AFFAIRES LÉGISLATIVES
Sommaire: page 1-28

TOTAL	6 426	1	5 905	5 132	364	61	243

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
27	9	75	21	13					21			565
		13										402
1 273	64 781	1 541	102	4					115			
1 293	3 086	128	17	55					1 035			
	96	3										
2 593	67 972	1 760	140	72					1 171			967

Ce programme vise à assurer une compensation financière aux victimes d'actes criminels.

	24 331

Ce programme vise à assurer un soutien d'ordre juridique à toutes les activités gouvernementales.

12	17	108	89						133			

Ce programme vise à assurer la rédaction de tous les projets de lois du ministère de la Justice et de certains ministères et organismes en vue de leur présentation à l'Assemblée nationale et d'examiner les projets de règlements soumis par les ministères et organismes du Gouvernement.

15		25	13	1					51			

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 9 — AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES
Sommaire: page 1-32

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
Votés	28 401	5	28 330	23 438	2 354	610	912
Permanents (5)	1 701		1 281				
TOTAL	30 102	5	29 611	23 438	2 354	610	912

(5) Code de la sécurité routière, L.R.Q., c. C-24.1.

PROGRAMME 10 — ENREGISTREMENT OFFICIEL
Sommaire: page 1-30

1. Enregistrement de l'état civil, des régimes matrimoniaux et de changements de nom des individus	1 548		1 481	1 178	123	23	72
2. Enregistrement d'actes relatifs au patrimoine	17 015	3	16 789	13 990	1 380	392	97
3. Enregistrement du courtage immobilier (*)	653		616	539	22	11	20
TOTAL	19 216	3	18 886	15 707	1 525	426	189

(*) Cet élément de programme est sous la juridiction de la ministre déléguée aux Finances depuis le 20 juin 1990, en vertu du décret 831-90.

PROGRAMME 11 — PROTECTION DU CONSOMMATEUR
Sommaire: page 1-30

1. Office de la protection du consommateur	14 379	4	14 177	8 639	675	674	1 428
2. Commissaire aux plaintes des clients des distributeurs d'électricité	483		479	299	69	41	28
3. Commissaire aux plaintes en matière de protection du territoire agricole	237		221	192	5	10	4
TOTAL	15 099	4	14 877	9 130	749	725	1 460

TOTAL DES PROGRAMMES

Votés	402 860	52	383 531	153 329	23 109	11 786	18 957
Permanents	75 992		75 572	43 532	68	1 669	4 142
	478 852	52	459 103	196 861	23 177	13 455	23 099

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
	220 038	119 729

Ce programme vise à assurer l'application du Code criminel et des lois pénales du Québec.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
54	62	330	288	128					154			1 281
54	62	330	288	128					154			1 281

Ce programme vise à assurer la conservation des actes de l'état civil, des actes relatifs au patrimoine et d'autres documents officiels.

13	1	43	14						14			
35	137	368	290	26					74			
1	2	13	8									
49	140	424	312	26					88			

Ce programme vise à assurer la protection du public en exerçant un contrôle et une surveillance de certaines activités commerciales et à favoriser le traitement de plaintes de la part du public en certaines matières.

47	1 438	218	91						211			756
2	5	11	11						13			
	1	3	1						5			
49	1 444	232	103						229			756
3 360	72 249	4 923	2 211	285					2 603			90 719
	63	51		33								26 014
3 360	72 312	4 974	2 211	318					2 603			116 733

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
					2 603						116 733

JUSTICE
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Municipalités			
Remboursement à certaines municipalités des infractions au Code de la sécurité routière	1 701	1 281	1 371
Organismes sans but lucratif			
Organismes oeuvrant dans le secteur de la consommation	756	756	724
Autres	1 465	1 464	1 384
Personnes			
Actes de civisme	402	402	305
Aide juridique	25 900	25 900	28 020
Aide aux recours collectifs	350	300	471
Indemnisation des victimes d'actes criminels	24 331	24 331	17 546
Entreprises et organismes du Gouvernement			
Commission des services juridiques (frais d'administration)	61 914	61 914	54 331
Fonds d'aide aux recours collectifs (frais d'administration)	340	340	329
Société québécoise d'information juridique	45	45	98
Total	**117 204**	**116 733**	**104 579**

JUSTICE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 196 860 144 $
2. Autres rémunérations: 23 177 173
220 037 317 $

Incluant 9 185 525 $ à l'égard de 127 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organismes, personnel cadre et autre personnel de rang équivalent) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus: Commission de la Santé et de la Sécurité du travail, 1 362 758; Régime de retraite des juges de la Cour du Québec et des coroners, 13 443 676.

---

3. Services de transport et de communication: 13 454 481 $

Air Creebec inc., 57 331; Air Inuit (1985) Ltée, 93 568; Consultour Club Voyages, 186 927; Courrier Purolator Ltée, 79 153; FONDS: des moyens de communications, 352 411, renouvelable du Service aérien gouvernemental, 145 412, des services de télécommunications, 6 911 085; Inter-Voyage Inc., 235 526; Lignes Aériennes Inter-Québec Inc., 47 546; Natcom, 115 921; Voyages CAA Québec, 79 927; Fonds locaux, 45 323.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 5 104 351.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 23 098 550 $

A P G Inc., 64 922; Patricia Abbott, 54 181; François Aquin, 35 787; Ba-Ro Factum Inc., 50 349; Bélanger, Bélanger et associés, 107 718; Bellavance, Durand et associés, 39 696; Michèle Belleau, 38 995; Alphonse Benoît, 68 397; Blakely, Gascon, 238 564; Boisjoly, Bédard et Associés Inc., 47 662; Boisvert, Pouliot et associés, 48 714; Bouchard, Saulnier, Robillard, 42 697; André Boudreau, 108 289; Boyer, Gariépy, Duplessis, 61 832; Claire Boyer, 67 925; Brochet, Dusseault et associés, 52 865; CGR - Conseillers en gestion et rémunération, 58 641; Canada Law Book Inc., 133 905; Carswell Co. Ltd., 174 925; Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, 3 683 242; Conférence des juristes de l'état, 36 820; Conseillers en Gestion et Informatique C.G.I. Inc., 38 260; Consultants Électro-Protection Inc., 39 209; Consultour Club Voyages, 90 142; Sabine Davies, 36 111; Madeleine C. Desjardins, 44 252; Renée Dupras, 41 614; École nationale d'administration publique (ENAP), 43 862; Fonds des moyens de communications, 35 785; Fonds des services informatiques, 612 672; Gagnon, Sénéchal, Coulombe, Légaré, Blais et associés, 96 928; Michelle Généreux, 39 277; Gespro Informatique Inc., 458 381; Patrick Godon, 42 155; Grenier et associés, 49 324; Grenier, Poissant et associés, 36 211; Groupe de Consultation en Management et Système Informatique MSI Inc., 109 912; Marcel Guilbert, 43 933; Icotech (conseillers en informatique), 56 680; Informission Ltée, 118 384; L G S Conseillers en Informatique Inc., 148 188; Robert Langlois, 174 964; Georges Lapierre, 89 819; Fernand Legault, 35 250; L'Industrielle - Services Techniques Inc., 251 911; Mackay, Morin, Maynard Factum Inc., 56 862; Denis Morissette, 39 182; Noël, Berthiaume, Aubry et associés, 50 882; Chrystiane Nolet, 39 910; Paquette et associés, 467 937; Pelletier, Bernier et Martimbault, 39 205; Pelletier, Pelletier et associés, 74 522; Laurence Plaat, 46 321; Progestic Conseillers en Gestion et en Informatique Inc., 96 844; Proteau, Côté et associés, 38 085; Receveur général du Canada (Justice), 76 657; Hubert Reid, 44 388; Robert Jasmin et associés, 47 672; Michel Robert, 127 964; Lise Robitaille, 98 339; S.D.S. Informatique, 112 514; Services Professionnels Warnock Hersey Ltée, 67 723; Société immobilière du Québec, 127 100; Société québécoise d'information juridique - (SOQUIJ), 314 373; Somapro Ltée, 149 934; Soucy, Bruchési, Toulouse et associés, 45 786; Sténographie Officielle Mariette Goulet Inc., 39 426; Systématix Consultants Montréal Inc., 1 478 013; Transcription de bandes sonores Connolly et Robert, 66 520; Transcriptions Paulette Houde Inc., 108 098; Sandra Traynor, 39 058 Françine Tremblay, 67 800; Trudel et associés, 105 600; François D. Vilaire, 49 774; Villeneuve, Miller, Lortie, Golden, Guralnick et associés, 649 009; Villeneuve, Pigeon, Clément, Laurendeau et Herbert, 165 292; Voyages CAA Québec, 49 944; André Walsh, 40 963; Wilson et Lafleur Ltée, 119 754; Marie-Louise Zervos, 35 079; 170562 Canada Inc., 118 709; Fonds locaux, 4 075 941.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 5 778 020.

---

5. Entretien et réparations: 3 360 701 $

Computer Associates Canada Ltd, 162 806; Comterm Inc., 91 996; Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau, 184 908; I.B.M. Canada Ltée, 387 598; Philips Électronique Ltée, 57 876; Richard Besner et Associés Ltée, 355 315; Services Techniques Bell Inc., 66 593; Société immobilière du Québec, 1 429 425; Sonotechnique PJL Inc., 146 485; Storagetek Canada Inc., 47 343.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 430 356.

---

6. Loyers: 72 313 465 $

Fonds pour les équipements informatiques, 2 212 751; I.B.M. Canada Ltée, 831 870; Pitney Bowes, 37 062; Savin Canada Inc., 198 452; Société immobilière du Québec, 68 186 434; Xerox Canada Ltée, 662 212.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 184 684.

---

7. Fournitures et approvisionnements: 4 971 723 $

Confection De Lavoy Inc., 37 214; Drummond Formules d'Affaires (1984) Ltée, 81 936; Enveloppe Innova, 153 563; FONDS: des fournitures et de l'ameublement, 644 001, Les Publications du Québec, 58 761, de reprographie gouvernementale, 563 837; Formulaires et Systèmes Moore Ltée, 91 770; FORMULES D'AFFAIRES: Datamark (1989) Inc., 52 182, Étoile Ltée, 191 976, Lancaster Inc., 78 129; Imprimerie Faber Inc., 37 344; Imprimerie Southam Ltée, 36 942; J.B. Deschamps Inc., 64 165; Joseph Clermont Inc., 347 109; Papeteries J.B. Rolland Ltée, 446 822; Reliure Gala Inc., 220 683; Services Graphiques Southam Paragon Ltée, 131 634; Tenex Data Corporation, 75 411; Wilson et Lafleur Ltée, 72 042; Fonds locaux, 195 053.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 391 149.

---

8. Matériel et équipement: 4 814 371 $

Ampex Canada Inc., 324 509; Apple Canada Inc., 78 827; Biltrite Nightingale International Inc., 72 991; Comdic Équipement de Bureau Ltée, 115 944; Drummex Inc., 84 324; Epson Canada Ltée, 432 447; Étalage Archex Ltée, 72 213; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 749 663; Hewlett Packard Canada Ltée, 64 662; I.B.M. Canada Ltée, 56 666; Irisco du Québec Inc., 88 602; Micro-Logic Ste-Foy Ltée, 42 099; Ogivar Technologies Inc., 248 791; Olivetti Canada Ltée, 541 713; Panavidéo Inc., 206 751; R. S. D. America Inc., 89 692; Services Techniques Bell Inc., 364 631; Société T.R. Ltée, 119 725; Xerox Canada Ltée, 44 508.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 015 613.

---

10. Dépenses de transfert: 116 733 223 $

.Actes de civisme: 402 338 $

Commission de la santé et de la sécurité du travail: indemnisation aux sauveteurs victimes de préjudice, 402 338.

JUSTICE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Aide aux recours collectifs: 299 633 $

Fonds d'aide aux recours collectifs, 299 633.

.Aide juridique: 25 900 000 $

Commission des services juridiques, 25 900 000.

.Entreprises et organismes du Gouvernement: 62 299 300 $

Commission des services juridiques (frais d'administration), 61 913 800; Fonds d'aide aux recours collectifs (frais d'administration), 340 500; Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ), 45 000.

.Indemnisation des victimes d'actes criminels: 24 331 273 $

Commission de la santé et de la sécurité du travail, 24 331 273.

.Organismes oeuvrant dans le secteur de la consommation: 756 100 $

Association des Consommateurs du Québec Inc., 90 000; ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES D'ÉCONOMIE FAMILIALE: du Centre de Montréal, 20 000, de l'est de Montréal, 22 500, de l'Estrie, 26 500, de Lanaudière, 20 000, du nord de Montréal, 22 500, de Québec, 26 000, de la Rive-Sud, 21 000, de Thetford-Mines, 21 000; Association pour la protection des automobilistes, 37 000; Centre d'Inspection et de Prévention Automobile de l'Estrie Inc., 20 000; Fédération des associations coopératives d'économie familiale du Québec, 32 000; Fédération Nationale des Associations de Consommateurs du Québec Inc., 25 000; Groupe de Recherche en Animation et Planification Économique Grape Inc., 22 000; Service d'aide aux consommateurs de Shawinigan, 27 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 323 600.

.Remboursement à certaines municipalités des infractions au code de la sécurité routière: 1 280 579 $

VILLES: Asbestos, 34 030, Charny, 43 036, Clermont, 47 021, Farnham, 56 194, Lemoyne, 54 890, Maniwaki, 22 724, Mont-Laurier, 39 293, Port-Cartier, 44 414, St-Basile-le-Grand, 83 691, St-Hubert, 485 427, St-Jean-Chrysostome, 39 743, St-Romuald, 68 315, Vanier, 180 788.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 81 013.

.Autres: 1 464 000 $

Centre canadien de la magistrature, 48 952; Conseil canadien de l'information juridique, 20 000; Ligue des droits et libertés, 35 000; Service des conseillers para-judiciaires auprès des autochtones du Québec, 943 700.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 416 348.

JUSTICE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

11. Autres dépenses: 319 691 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 319 691.

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Droits et permis		
Autres		
Commerce de fourrures	167	242
Droits exclusifs de location de territoires	762	660
Certificat du chasseur	254	2 992
Exploitation de commerce de fourrures	74	73
Chasse sportive	11 054	10 500
Pêche sportive	7 813	7 247
Pourvoyeur de chasse ou de pêche	211	114
Ligne de trappe	154	207
Droits de pêche journaliers	1 637	1 170
Redevances - spectacles sportifs de combat	60	72
Droits de chasse journaliers	774	759
Divers	40	56
	23 000	24 092
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Véhicules usagés	40	94
Location d'embarcations	253	513
Location de chalets	1 603	1 384
Parcs et terrains de camping	621	649
Aquarium	217	214
Jardin zoologique	480	494
Concessions	283	297
Frais d'inscription aux tirages au sort	684	674
Jardin des Métis	232	227
Divers	181	244
	4 594	4 790
Intérêts		
Divers	6	9
Amendes et confiscations		
Divers	5	51

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	319	116
Subventions d'années antérieures	85	189
Salaires - accidents de travail	47	393
Divers	8	10
	459	708
	5 064	5 558
Total des revenus autonomes	28 064	29 650
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Divers	5	16
Total des transferts du gouvernement du Canada	5	16
Total des revenus	**28 069**	**29 666**

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **DÉVELOPPEMENT DU LOISIR, DES SPORTS ET DU PLEIN AIR**
Sommaire: page 1-18

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services	Entretien
1. Promotion du loisir socio-culturel et du plein air	9 779		9 743					
2. Promotion du sport	14 703		14 676					
3. Soutien aux organismes multidisciplinaires et développement des équipements	32 623		27 811					
4. Promotion du loisir auprès des clientèles spécifiques	7 250		6 628		899	85	413	4
5. Coordination du programme et support organisationnel	4 638	4	4 413	3 285		266	623	8
TOTAL	68 993	4	63 271	3 285	899	351	1 036	12

PROGRAMME 2 — **COORDINATION EN MATIÈRE DE RESSOURCES FAUNIQUES**
Sommaire: page 1-18

Votés	15 236	2	15 175	5 834	98	488	1 747	82
Permanents (1)	60		60					
TOTAL	15 296	2	15 235	5 834	98	488	1 747	82

(1) Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, L.R.Q., c. C-61.1.

PROGRAMME 3 — **OPÉRATIONS RÉGIONALES**
Sommaire: page 1-18

1. Aménagement et exploitation de la faune	15 825	4	15 801	8 654	2 004	814	653	334
2. Loisir, parcs et réserves	31 761	1	31 707	11 606	9 351	459	1 052	1 574
3. Conservation de la faune	32 266	6	32 168	22 281	4 304	926	431	771
4. Coordination des opérations et support logistique	15 988	3	15 951	8 926	4 076	974	363	140
TOTAL	95 840	14	95 627	51 467	19 735	3 173	2 499	2 819

Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir, de sport et de plein air par un support aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques de même que par la planification des aménagements et des activités dans les parcs.

				CAPITAL - PERSONNEL		CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Traite-ments	Autres rémuné-rations	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
													9 743
													14 676
													27 811
13	52	23								29			5 110
23	119	44								45			
36	171	67								74			57 340

Ce programme vise à développer des politiques de conservation et de gestion des espèces fauniques, de réglementation, d'éducation ainsi que de planification de l'aménagement et des activités dans les territoires fauniques.

126	614	230	17 60							350			5 589
126	614	230	77							350			5 589

Ce programme vise à réaliser les activités régionales en matière de loisir, de gestion des territoires et des équipements, d'aménagement et d'exploitation de la faune et de surveillance générale prévue par la Loi sur la conservation de la faune.

1 115	1 355	135	4							21			712
988	4 057	261	4							2 355			
468	2 265	247	20										455
187	874	122	4							49			236
2 758	8 551	765	32							2 425			1 403

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4 — GESTION INTERNE ET SOUTIEN
Sommaire: page 1-18

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services	Entretien
1. Direction	15 557	4	15 287	5 447	47	1 861	895	13
2. Soutien administratif	31 750	1	30 776	9 332	2 303	6 041	3 159	495
Permanents (2)	13		13					
3. Implantation et amélioration d'équipements	9 555		8 879		145	13	43	182
TOTAL	56 875	5	54 955	14 779	2 495	7 915	4 097	690

(2) Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.

PROGRAMME 5 — RÉGIE DE LA SÉCURITÉ DANS LES SPORTS DU QUÉBEC
Sommaire: page 1-18

TOTAL	3 071		2 706	1 557	151	351	256	3

TOTAL DES PROGRAMMES

Votés	240 002	25	231 721	76 922	23 378	12 278	9 635	3 606
Permanents	73		73					
	240 075	25	231 794	76 922	23 378	12 278	9 635	3 606

	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	100 300	49 158

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

				CAPITAL - PERSONNEL		CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Traite-ments	Autres rémuné-rations	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
48	613	49	3							97			6 214
7 701	683	459	2 13							595	6		
73	182	18			247	42	930	466	953	1 005	4 516	64	
7 822	1 478	526	18		247	42	930	466	953	1 697	4 522	64	6 214

Ce programme vise à assurer la sécurité dans la pratique des sports par la promotion, l'éducation, la recherche, l'assistance technique et la surveillance de certaines manifestations sportives.

283	71	14								20			
11 025	10 885	1 602	54 73		247	42	930	466	953	4 566	4 522	64	70 546
11 025	10 885	1 602	127		247	42	930	466	953	4 566	4 522	64	70 546

CAPITAL - PERSONNEL	CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
247	11 543	70 546

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Entreprises			
Soutien aux équipements de loisir	362	271	
Soutien à la gestion des ressources fauniques	775	775	2 154
Établissements de santé et de services sociaux			
Organismes de loisir	107	107	
Promotion du loisir auprès des clientèles spécifiques	29	29	
Promotion du loisir socio-culturel et du plein air	890	887	14
Promotion du sport	1 386	1 386	1 113
Soutien aux équipements de loisir	30	15	
Autres	5	5	
Commissions scolaires et institutions d'enseignement			
Organismes de loisir	44	44	
Promotion du sport	373	372	196
Autres	13	13	
Municipalités			
Promotion du loisir auprès des clientèles spécifiques	21	19	
Promotion du loisir socio-culturel et du plein air	176	176	193
Promotion du sport	473	473	341
Soutien aux équipements de loisir municipal	9 065	8 179	8 608
Soutien à la gestion des ressources fauniques	1 440	1 440	
Organismes sans but lucratif			
Organismes de loisir	14 195	14 106	13 401
Promotion du loisir auprès des clientèles spécifiques	5 661	5 062	4 705
Promotion du loisir socio-culturel et du plein air	8 704	8 680	10 142
Promotion du sport	12 141	12 115	12 284
Soutien aux équipements de loisir	13 595	9 889	8 748
Soutien à la gestion des ressources fauniques	4 762	4 762	5 784
Autres	904	847	872
Personnes			
Promotion du sport	329	329	202
Soutien à la gestion des ressources fauniques	15	15	
Entreprises et organismes du Gouvernement			
Société des établissements de plein air du Québec	620	550	273
Total	**76 115**	**70 546**	**69 030**

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 76 921 943 $
2. Autres rémunérations: 23 625 301
100 547 244 $

Incluant 4 507 954 $ à l'égard de 64 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organismes, personnel cadre et autre personnel de rang équivalent) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus:
Commission de la santé et de la sécurité du travail, 2 372 731.

---

3. Services de transport et de communication: 12 319 574 $

Air Saguenay 1980 Inc., 70 127; Compelec Inc., 43 587; Consultour club voyages, 163 732; Courrier Purolator Ltée, 51 495; FONDS: des moyens de communications, 350 951, renouvelable du service aérien gouvernemental, 235 057, des services de télécommunications, 5 857 680; Impressions Piché Inc., 41 980; IMPRIMERIES: Canada Inc., 42 122, Laurentide de Québec Inc., 41 213, St-Romuald, 91 194, Vallières Inc., 37 431; Inter Voyage Inc., 264 784; Interglobe Inc., 73 727; Interweb 1981 Inc., 118 925; Litho Acme (Québec) Inc., 96 934; Marketel Publim (1987) Inc., 43 407; Métropole Litho Inc., 80 969; Transport Couture Ltée, 43 952; Visa Desjardins, 140 871.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 4 429 436.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 10 565 375 $

Becterm Inc., 52 421; Canards illimités Canada, 51 094; COMMISSION SCOLAIRE: des Découvreurs, 65 357, régionale Chauveau, 59 386, régionale Provencher, 58 390; Denis Thibault et Associés Inc., 35 743; E.T.I. (Québec) Inc., 124 621; FONDS: au bénéfice des personnes incarcérées du Centre de détention de Québec (C.D.Q.), 50 713, du Bureau de la statistique du Québec, 36 965, des services informatiques, 1 751 245; Gagnon, Guy, Letellier, Cyr, 57 350; Gauthier, Guillemette Consultants Inc., 59 986; G.D.G. Environnement Ltée, 43 995; G.I.D. Design Ltée, 54 150; GROUPES: conseil Coopers et Lybrand, 77 840, conseil T.D.A., 92 895, Dryade Ltée, 44 900, Environnement Shooner Inc., 62 279; Icotech (conseillers en informatique), 59 500; Idéation communications, 36 000; L'Industrielle Service Techniques (I.S.T.) Inc., 215 565; Informatique Multi-Hexa Inc., 57 441; Lajoie, Pellerin et Associés Ltée, 37 378; Pisciconsult Inc., 35 061; Pro Faune, 62 885; Protection Blindée de Québec Inc., 64 448; R.D.O. Inc., 219 998; Receveur général du Canada (Environnement), 82 041; Receveur général du Canada (Pêches et Océans), 58 373; Ressources Informatiques Quantum Ltée, 69 060; Roy, Bourassa et Associés Inc., 49 935; Sauger Groupe-Conseil Inc., 89 284; Sauvagiles Ltée, 38 000; SBCS Experts-Conseils Inc., 57 380; Sécurité Ultra Inc., 55 818; Service de Consultation et de Formation Optimus Inc., 35 154; Service des Données Asselin Inc., 73 027; Société de l'assurance automobile du Québec, 127 937; Société immobilière du Québec, 40 299; Sodexen Inc., 39 460; Somapro Ltée, 166 454; Techni-Carte Enr., 38 542; Traitex Inc, 52 398; UNIVERSITÉS: Laval, 44 044, du Québec- École nationale d'administration publique, 47 359, du Québec à Montréal, 44 855, du Québec à Trois-Rivières, 147 632; Fonds locaux, 54 594.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 5 586 123.

---

5. Entretien et réparations: 3 605 600 $

Ateliers J.M.R. Inc., 44 538; Compagnie de Pavage d'Asphalte Beaver Ltée, 116 974; Construction TNT Inc., 54 170; Constructions Gaubourg Inc., 43 905; Bruno Dumontet, 35 565; Jobert Inc., 85 403; Ko-Rek Construction Ltée, 101 300; Menuiserie Poulin Ltée, 44 814; Société immobilière du Québec, 370 089; Usinages Egan Inc., 42 499.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 2 666 343.

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

6. Loyers: 11 490 982 $

Ailes de Charlevoix Inc., 61 979; Air Satellite Inc., 104 491; Brouillette et Lahaie Ltée, 57 807; Entreprises Jean Hallé Inc., 73 344; Entreprises Wilfrid Coté Inc., 35 008; Essor-Hélicoptères Inc., 60 413; Excavation Gérard Leclerc Inc., 42 890; Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental, 477 216; Héli-Max Ltée, 207 442; Héli Plus Inc., 52 962; Hélicoptères Forestville Inc., 103 058; Hélicoptères Transit Ltée, 37 641; Location O.B. Pelletier Inc., 53 997; Savin Canada Inc., 106 078; Société immobilière du Québec, 7 867 711; Sous-Poste Camionnage en Vrac Abitibi-Est Zone 6 Inc., 76 990; Sous-poste de courtage de Duplessis, 46 462; Xerox Canada Ltée, 136 071.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 889 422.

---

7. Fournitures et approvisionnements: 11 838 189 $

A. Lambert International Inc., 69 975; Baribeau et Fils Inc., 74 440; Bois de Construction Sept-Îles, Cartier Ltée, 40 754; Camoplast Inc., 46 449; Canac-Marquis Grenier, 37 472; Centre Écologique du Lac St-Jean Inc., 150 000; Chemise Perfection (1978) Inc., 117 169; Compagnie Pétrolière Impériale Ltée, 431 847; Construction et Pavage Maskimo Ltée, 67 340; Copies de la Capitale Inc., 37 458; Enveloppe Innova, 56 882; Excavation Bonsecours Inc., 74 067; FONDS: des fournitures et de l'ameublement, 377 139, d' information géographique et foncière, 68 053, les publications du Québec, 58 020, de reprographie gouvernementale, 181 175; Goodfellow Inc., 63 803; Groupe Pétrolier Olco Inc., 41 038; Houle Construction Inc., 46 942; Hydro-Québec, 1 045 958; Imprimerie Art Graphique Inc., 173 936; Industries Atlantic (Canada) Ltée, 96 519; Industries Prospec Inc., 38 949; Isofab Inc., 63 803; J.D. Lafontaine et Fils Inc., 38 094; Matériaux de Construction N.P.C. Ltée, 36 125; Matériaux F.P. Inc., 46 039; Nutribec Ltée, 52 457; Pétroles Irving Inc., 520 236; Pisciculture Charlebois, 46 990; Produits Pétro-Canada Inc., 445 600; Produits Shell Canada Ltée, 292 230; Sceaux de Sécurité Canada-Mayer Enr., 89 885; Sergaz Inc., 38 780; Sterling Sales Ltd., 43 197; Supérieur Propane Inc., 48 168; Tricots Caramy Ltée, 37 496; Ultramar Canada Inc., 384 214; Westburne Québec Inc., 37 714; Fonds locaux, 83 937.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 6 137 839.

---

8. Matériel et équipement: 6 168 423 $

Apple Canada Inc., 78 782; Boulevard Chevrolet Inc., 71 118; CENTRES: d'Affaires Crowntek Inc., 90 135, du Camion Beaudoin Inc., 41 924, de Communication Électronique Inc., 106 566; Comterm Inc., 41 627; Contenants Xatics Ltée, 252 394; Des Sources Dodge Chrysler Ltée, 41 066; Epson Canada Ltée, 246 003; Équipements Plan Nord Inc., 63 180; Fibres de Verre Crorak 1983 Inc., 38 697; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 297 393; Fortier Auto Montréal Ltée, 83 569; Fournier Plymouth Chrysler Inc., 44 806; Général Motors du Canada Ltée, 1 124 890; Hewlett Packard Canada Ltée, 167 184; Hitachi Data Systems, 40 921; Informatique Mercier Inc., 40 950; Joliette Dodge Chrysler Ltée, 64 416; Lotek Engineering Inc., 48 559; Montel Inc., 117 942; Northwest Marine Technology Inc., 47 420; Ogivar Technologies Inc., 195 322; Olivetti Systèmes et Réseaux Canada Ltée, 64 524; Supérieur Propane Inc., 47 560; Sweet Électronique Inc., 534 558; Xerox Canada Ltée, 56 041.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 2 120 876.

---

9. Terrains, immeubles et travaux de génie (immobilisations): 4 521 799 $

Boîte du pinceau d'Arlequin, 241 837; Clinique des Arbres Ltée, 37 645; CONSTRUCTIONS: Céré et Marenger Ltée, 61 940, Drumco Inc., 270 500, Jocelyn Diamond Inc., 180 094, LFG Inc., 690 089, M. Murray Inc., 48 425, Poudrier Inc., 169 271; Derco Construction Inc., 514 686; Entreprises Algontray Inc., 50 896; Entreprises Jacques Dufour et Fils Inc., 64 268; Expovision Inc., 54 416;

Jean-Charles Tremblay et Fils Inc., 138 364; Marcel Charest et Fils Inc., 362 010; Martin Mercier Inc., 148 500; Michel Brunet Construction Inc., 219 658; Montréal Démolition Inc., 180 241; Plomberie Brébeuf Inc., 188 177; Plomberie Ulric Paquet Inc., 122 599; Tremblay François, Pilon Denise et Coté René (notaire), 50 000; René Trudel, 55 000; Turcotte Inc., 67 922; 163733 Canada Inc., 79 500.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 525 761.

10. Dépenses de transfert: 70 545 654 $

.Entreprises et organismes du gouvernement: 550 000 $

Société des établissements de plein air du Québec, 550 000.

.Organismes de loisir: 14 255 774 $

Ateliers d'éducation populaire de Mercier, 24 882; Carrefour Communautaire de Rosemont l'Entre-Gens Inc., 31 379; CENTRES: Culturel et Sportif de l'Est Inc., 76 532, de Formation Laval Inc., 49 343, Landry 1980 Inc., 41 524, de Loisirs I.C. Ltée, 70 490, des Loisirs St-Sacrement Inc., 40 280, Récréatif St-François-d'Assise Inc., 30 000, Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc., 70 588; Conférence des organismes régionaux de loisirs du Québec, 105 734; CONSEILS DES LOISIRS: Abitibi-Témiscamingue, 224 604, de l'est du Québec, 214 764, de la Mauricie Inc., 173 759, région de Québec, 288 143; CONSEILS RÉGIONAUX DES LOISIRS: du Bas St-Laurent, 222 730, Centre du Québec Inc., 176 236, Côte-Nord Inc., 216 990, de l'Estrie Inc., 218 793, Lanaudière, 201 080, Laurentides Inc., 220 385, de l'Outaouais Inc., 186 533, du Québec et Chaudière-Appalaches, 276 497, Richelieu-Yamaska Inc., 176 319, de la Rive-Sud, 200 400, du Saguenay Lac St-Jean Inc., 227 306; Fédération québécoise des centres communautaires de loisir, 80 000; PATROS: de Charlesbourg Inc., 56 943, de Jonquière Inc., 53 561, de Lévis Inc., 57 687, le Prévost, 76 532, Roc-Amadour (1978) Inc., 76 532; Pavillon St-Arnaud Inc., 39 477; Regroupement des organismes nationaux de loisirs du Québec, 4 463 400; Service régional des loisirs du Sud-Ouest, 158 690; Société ressources loisirs de Pointe-aux-Trembles, 40 280; Y.M.C.A. de Montréal, 76 532; Y.M.C.A. de Québec, 50 350; Y.W.C.A. de Montréal, 25 175; Y.W.C.A. de Québec, 48 336.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 5 186 988.

.Promotion du loisir auprès des clientèles spécifiques: 5 110 321 $

Association loisir personnes handicapées Saguenay Lac St-Jean Chibougamau Chapais, 59 270; Association québécoise de loisir pour personnes handicapées, 79 900; Association régionale pour loisir et promotion personnes handicapées de l'Estrie, 39 452; ASSOCIATIONS RÉGIONALES DES LOISIRS POUR HANDICAPÉS: de la Côte-Nord, 40 449, de l'est du Québec, 61 545, de l'Outaouais, 52 446, de Québec Inc., 92 070, région Lanaudière, 37 797, de Richelieu-Yamaska, 34 808, de la Rive-Sud de Montréal, 51 747; ASSOCIATIONS RÉGIONALES DE LOISIRS POUR PERSONNES HANDICAPÉES: de l'Abitibi-Témiscamingue, 60 606, Centre Québec Inc., 53 017, de l'Ile-Jésus, 35 794, de l'Ile de Montréal, 124 250, des Laurentides, 39 204, de la Mauricie, 53 909, du Sud-Ouest, 51 842; Conseil régional des loisirs du Bas St-Laurent, 38 000; Créations Etc., 75 000; Mouvement québécois des chantiers, 695 600; Oxy-Jeunes Inc., 100 000; Productions Québécoises Pro-Art Inc. et l'Estival Juniart Inc., 50 000; Jeunes volontaires (diverses personnes), 2 549 033.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 634 582.

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Promotion du loisir socio-culturel et du plein air: 9 742 582 $

Alliance des Chorales du Québec Inc., 70 415; ASSOCIATIONS: des Camps du Québec Inc., 107 556, des cinémas parallèles du Québec, 56 000, de la défense et intérêts des handicapés physiques mentaux de Mont-Laurier, 40 070, du District de Bedford pour les Déficients Mentaux Inc., 26 780, des groupes d'astronomes amateurs, 23 600, pour le jeune cinéma québécois, 30 825, de la jeunesse rurale du Québec, 53 200, des Jeunes Travailleurs et Travailleuses de Montréal Inc., 20 787, Nationale des Télespectateurs Inc., 25 200; ASSOCIATIONS QUÉBÉCOISES: des groupes d'ornithologues, 57 920, des loisirs folkloriques, 70 500, du théatre amateur (AQTA), 70 700, pour le tourisme équestre et l'équitation de loisir, 37 229; Auberge de jeunesse de Gaspé, 26 350; Auberge de Jeunesse du St-Laurent Inc., 63 150; BASES DE PLEIN AIR: la Cabouse Inc., 28 180, Ditton, 43 800, Jean-Jeune, 56 330, Jouvence Inc., 50 704, du Lac Pohénégamook Inc., 52 716, le Petit Bonheur Inc., 39 911; CAMPS: Carowanis Inc., 45 510, École Trois-Saumons Inc., 38 950, Familial Bleu et Blanc Inc., 43 599, Familial et Communautaire le Nordet Inc., 34 257, Familial St-Urbain, 97 477, Gatineau Inc., 68 580, Notre-Dame de la Joie de Nicolet, 39 520, Quatre Saisons Inc., 21 445, Richelieu St-Clément Inc., 24 170, Richelieu de St-Hyacinthe Inc., 27 315, de Rivière Ouelle Inc., 34 860, St-Donat, 66 000, St-François de Black Lake, 25 765, de santé Bruchesi, 85 440, Vacances Familiales de Valleyfield Inc., 27 572; Centre International de Séjour de Québec Inc., 29 500; Centre des Loisirs St-Sacrement Inc., 36 110; Centre Vacances Nature de Lac Bouchette Inc., 25 535; CENTRES DE PLEIN AIR: l'Estacade, 20 725, Kennebec, 30 390, du lac Flavrian, 25 410, Lasallien Inc., 32 910, La Vigie Inc., 29 593, Marie Paule Inc., 27 449; Cercle de l'Amitié N.D.L. (Vanier) Inc., 20 000; Cercle des Jeunes Naturalistes de l'Est du Québec Inc., 24 225; Cercle des jeunes naturalistes, 68 810; Cité des Loisirs Inc., 24 840; Club des Familles de Demain Inc., 32 965; Clubs 4-H du Québec Inc., 65 900; Colonie les Bosquets Albert Hudon Inc., 41 772; Colonie de vacances des grèves, 70 990; Colonie de Vacances Mariste du Lac Morgan Inc., 23 330; Comité des fêtes nationales de la St-Jean, 75 000; CONSEILS DE L'ÂGE D'OR: Région Centre du Québec Inc., 29 357, région de Lanaudière, 21 766, région des Laurentides, 28 437, région de Laval, 31 093, région de la Mauricie, 31 952, région Montréal Bourasssa, 30 675, région Montréal Concordia, 30 675, région Montréal Lac St-Louis, 30 675, région de l'Outaouais, 28 437, région Saguenay Lac St-Jean, 30 222; Conseil de développement du loisir scientifique, 144 082; CONSEILS DES LOISIRS SCIENTIFIQUES: de l'Abitibi-Témiscamingue, 29 874, de l'Est du Québec, 29 938, de l'Estrie, 23 909, de la Mauricie, 26 818, de l'Outaouais, 27 394, région de Montréal, 44 550, de Québec, 41 776; CONSEILS RÉGIONAUX DE L'ÂGE D'OR: Côte-Nord Inc., 22 047, de l'Estrie Inc., 31 093, Richelieu-Yamaska Inc., 31 952, de la rive-sud métropolitaine, 21 766; Copains du Camping et des Sports Familiaux de St-Hubert Inc., 63 082; Corporation d'administration de l'oasis Notre-Dame, 26 020; Corporation Cité-Joie Inc., 79 740; Corporation de l'Étincelle, 45 549; Docom Inc., 46 914; Domaine du Beau Séjour Inc., 22 500; Domaine de la Fraternité des Chevaliers de Colomb du Québec Inc., 31 570; Enjeu et Environnement Jeunesse Inc., 55 500; FÉDÉRATIONS: de l'Âge d'Or du Québec, 123 426, des agricotours du Québec, 58 152, des associations musicales du Québec, 79 000, des guides catholiques de la région guides et scouts des Laurentides, 23 338, des harmonies du Québec, 78 000, des loisirs-danse du Québec, 39 240, de moto-tourisme du Québec, 28 331, des sociétés d'histoire du Québec, 54 603, des sociétés d'horticulture et d'écologie du Québec, 31 875; FÉDÉRATIONS DES CLUBS DE L'ÂGE D'OR: de l'Abitibi-Témiscamingue, 38 000, de l'Est du Québec, 32 810, de la région de Québec, 65 126, du Sud-Ouest du Québec, 27 915; FÉDÉRATIONS QUÉBÉCOISES: des activités subaquatiques, 83 500, de Camping et de Caravaning Inc., 39 862, du Canot-Camping Inc., 82 550, des échecs, 56 550, du guidisme et du scoutisme, 171 895, des jeux récréatifs, 80 300, du loisir littéraire, 28 139, du loisir photographique, 27 029, de la marche, 32 818, de la montagne, 80 139, de philatélie, 27 797; Initiatives de Plein Air Davignon Inc., 60 882; Institut de formation et d'aide communautaire à l'enfant et à la famille, 31 050; Jeunes Aubergistes Inc., 36 434; Jeunesse ouvrière chrétienne nationale du Québec, 58 200; Loisirs Scientifiques Nord-Côtier Inc., 21 006; Mouvement pour l'Agriculture Biologique au Québec Inc., 31 837; Mouvement national des Québécois, 790 000; Mouvement québécois des camps familiaux, 95 415; Nicabau Inc., 34 070; Parc du Mont-Comi Inc., 20 470; Patro Roc-Amadour (1978) Inc., 27 550; Plein air quatre saisons, 29 960; Radio Amateur du Québec Inc., 70 340; Regroupement pour le tourisme jeunesse au Québec, 180 706; Rendez-Vous Familial Pointe St-Charles Inc., 24 234; Réseau Plein Air Inc., 34 346; Scouts et Guides de Montréal, 34 020; Scouts et Guides de la région Est du Québec, 23 050; Scouts et Guides de la Région de Québec Inc., 30 415; Services Communautaires Catholiques Inc., 141 622; SOCIÉTÉS: des festivals populaires du Québec, 48 500, Grand Village Inc., 31 470, nationale des québécois et des québécoises de la capitale, 45 000, nationale des québécois et des québécoises de l'Outaouais, 30 000, pour les enfants handicapés du Québec, 103 710, québécoise de spéléologie, 82 172; Vacances Familles Inc., 27 500; Vélo Québec, 80 934; Villa Notre-Dame de Fatima, 41 610; Villages Étudiants Inc., 30 860.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 2 477 624.

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Promotion du sport: 14 676 339 $

ASSOCIATIONS QUÉBÉCOISES: d'Aviron Inc., 20 986, de canoë-kayak de vitesse, 79 569, de judo kodokan, 171 040, des sports en fauteuil roulant, 20 800; ASSOCIATIONS RÉGIONALES DU SPORT ÉTUDIANT: de l'Abitibi-Témiscamingue, 55 501, des Cantons de l'Est Inc., 79 998, de la Côte-Nord, 50 692, de l'Est du Québec, 70 500, de l'Île de Montréal, 194 453, Laurentides-Lanaudière, 65 106, de Laval, 44 865, de la Mauricie, 52 124, de l'Outaouais, 53 466, de Québec, 97 998, du Richelieu, 69 924, du Saguenay Lac St-Jean, 57 173; CEGEP St-Jean sur Richelieu, 37 000; CENTRES HOSPITALIERS: Honoré Mercier Inc., 45 830, Rouyn-Noranda, 47 000, Ste-Marie, 45 200, universitaire de Sherbrooke, 45 200, de l'université Laval, 41 400, de Valleyfield, 45 826, de Verdun, 43 900; CENTRES HOSPITALIERS RÉGIONAUX: Baie-Comeau, 23 200, de la Beauce, 23 200, du Grand-Portage, 46 400, de Lanaudière, 45 200, de la Mauricie, 165 200, de l'Outaouais, 23 200, de Rimouski, 23 800; Chambly 90 Inc., 21 123; Cité de la santé de Laval, 40 700; Classique Internationale de Canots de la Mauricie Inc., 20 000; CLUBS: Aquatique Camo Montréal Inc., 20 000, d'Auto-Neige Ook-Pik de Sept-Iles Inc., 21 958, d'Auto-Neige St-Michel, 21 008, d'Auto-Neige le Sapin d'Or Inc., 28 310, de Handball Olympique Spectrum Inc., 21 000, de Hand-ball Champlain, 23 000, de Moto-Neige de Labelle Inc., 20 936, de Moto-Neige St-Donat Inc., 21 584, Multi-Sports International de Montréal, 26 000, Sportif les Belles Pistes Inc., 20 763, Sportif Celtique de Montréal Inc., 59 000, Sportif les Coureurs des Neiges Inc., 21 498, des Sports de St-Raymond Inc., 22 477, de Volleyball l'Essor de l'Université Laval Inc., 20 000; Comité Organisateur des Jeux du Québec Régionaux de Bourassa(1979) Inc., 49 095; Comité Organisateur des Jeux du Québec Régionaux du Lac St-Louis Inc., 45 275; Comité Organisateur des Jeux du Québec Régionaux de Laval Inc., 51 835; Commission scolaire régionale Chambly, 21 355; Commission Sportive de Montréal-Concordia Inc., 51 592; Conseil des loisirs Abitibi-Témiscamingue, 42 488; Conseil des loisirs de l'Est du Québec, 26 854; Conseil des loisirs région de Québec, 21 689; CONSEILS RÉGIONAUX DES LOISIRS: du Bas St-Laurent, 26 854, du Centre du Québec Inc., 31 215, Côte-Nord Inc., 54 800, du Québec et Chaudière-Appalaches, 21 690; Corporation Sports-Québec, 652 500; FÉDÉRATIONS: d'athlétisme du Québec, 237 084, Auto Québec Inc., 95 162, de la Balle Molle du Québec Inc., 101 542, de baseball amateur du Québec, 192 468, de basketball du Québec, 178 544, des Clubs de Motoneigistes du Québec Inc., 75 018, de crosse du Québec, 84 386, équestre du Québec, 131 355, d'Escrime du Québec Inc., 161 289, de football amateur du Québec, 65 113, de gymnastique du Québec, 216 778, d'haltérophilie du Québec, 149 585, de hockey sur gazon du Québec, 83 084, de Lutte Olympique du Québec Inc., 78 489, de nage synchronisée du Québec, 98 330, de natation du Québec, 262 307, de netball amateur du Québec, 25 949, de patinage artistique du Québec, 148 312, de patinage de vitesse du Québec, 177 293, de pétanque du Québec, 65 732, de plongeon amateur du Québec, 96 007, provinciale des clubs de ballon sur glace, 23 852, sportive de ringuette du Québec, 152 161, des sports à quatre murs du Québec, 103 649, de tennis de table du Québec, 147 940, de Tir à l'Arc du Québec Inc., 140 728, de voile du Québec, 133 079, de volleyball du Québec, 236 332, de water-polo du Québec, 119 853; FÉDÉRATIONS QUÉBÉCOISES: de Badminton Inc., 172 339, de boxe olympique, 132 617, de canoë-kayak d'eau vive, 30 912, du curling, 81 240, de handball olympique, 147 571, de hockey sur glace, 395 424, de Karaté Inc., 64 469, de ski, 443 439, de ski nautique, 80 306, de soccer football, 192 009, de sport étudiant, 563 800, de sports cyclistes, 158 912, de tennis, 194 862, de tir, 101 918; Great Whale River Community Association, 30 000; HÔPITAUX: Charles Lemoyne, 95 200, de Chicoutimi Inc., 23 200, de l'Enfant-Jésus, 23 200, général du Lakeshore, 40 700, général de Montréal, 40 700, du Haut Richelieu, 23 200, Maisonneuve-Rosemont, 43 900, du Sacré-Coeur de Montréal, 40 700, Ste-Croix, 45 200, Ste-Justine, 40 700, St-Luc, 43 900, du St-Sacrement, 20 000; HÔTEL-DIEU: de Gaspé, 23 200, de Lévis, 24 000, de Montmagny, 23 200, de Roberval, 23 200, de St-Jérôme, 23 200; Laval ville, 200 000; Ligues de développement de baseball Québec, 53 000; Maski-Courons Inc., 20 000; Massawipi Valley Snowmobile Club Inc., 20 720; Physiothérapie du Sport du Québec Inc., 65 000; Pointe-Claire ville, 30 000; Regroupement des associations québécoises de dix-quilles, 21 148; Shawinigan ville, 202 000; Sports internationaux de Québec, 60 000; Université de Sherbrooke, 29 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 3 394 482.

.Soutien aux équipements de loisir: 10 174 115 $

Association de Chasse et Pêche de Kamouraska Inc., 62 500; Bande indienne des Montagnais du Lac St-Jean, 79 796; Camp Musical St-Alexandre Inc., 85 716; Camp Notre-Dame de la Joie de Nicolet, 74 636; CENTRES: Communautaire et Sportif St-Jean de Dieu Inc., 283 300, des Loisirs St-Sacrement Inc., 24 295, nautique de l'Istorlet, 25 000, de Plein Air Familial de Gaspé Inc., 100 000, de Plein Air Montagnais du Lac Témiscouata Inc., 75 000, plein air de St-Mathieu, 39 000, récréo-touristique Mont lac Vert, 70 660, Touristique Tête du Lac Pohénégamook Inc., 21 750;

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

Cercle d'amitié de l'âge d'or de Drummondville-Sud, 30 135; Chevaliers de Colomb du conseil de Trois-Rivières, 23 321; CLUBS: de l'âge d'or de Bonaventure, 57 000, de l'âge d'or de Ste-Catherine de Sienne de Trois-Rivières Ouest, 36 000, de l'âge d'or de St-Jean de la Croix de Dolbeau, 25 000, de Curling Roberval Inc., 35 000, de la ferme Ste-Thérèse, 26 395, de golf coopératif de lac Etchemin, 148 521, Richelieu Notre-Dame du Lac, 63 060, Saguenay d'Arvida (section golf et curling) Inc., 26 000, de Ski Plessis Inc., 71 548; Communauté Hellénique de Montréal, 22 607; Concept Éco-Plein Air le Baluchon Inc., 362 000; CORPORATIONS: d'aménagement et de développement du massif du sud, 125 000, centre alpin Mont Edouard-Bas Saguenay, 448 953, Cité-Joie Inc., 29 085, de développement de les Capucins, 126 000, de développement portuaire de l'anse Étang du nord, 258 000, de développement socio-économique de Fatima, 185 000, des Loisirs de Ste-Marie Inc., 306 720, de l'Observatoire du Témiscouata Inc., 104 475, du Parc des Loisirs et des Sports de Plein Air du Mont-Vidéo Inc., 108 000, des parcs de St-Bruno, 25 000, pour le développement de l'Île St-Quentin, 28 737, pour la mise en valeur du lac St-Pierre, 245 031, de relance économique de Port-Daniel, 148 500, des Sports d'Hiver K.R.T. Inc., 75 000, sports Québec, 30 000; Gestion des Centres Récréatifs de Lauzon Inc., 128 400; Loisirs de Palmarolle Inc., 29 070; Loisirs St-Mathieu du Parc, 25 000; O.T.J. St-Paulin Inc., 22 014; PARCS: des Chutes de Ste-Ursule Inc., 146 250, Marie-Victorin Inc., 72 238, du Mont-Comi Inc., 281 100, de la Rivière Batiscan Inc., 99 051; Pavillon St-Arnaud Inc., 60 541; les Portageurs Inc., 70 000; Rendez-Vous Familial Pointe St-Charles Inc., 90 000; SOCIÉTÉS: de développement du loisir et du sport du Québec, 400 000, d'interprétation du milieu marin de la haute Côte-Nord, 469 150, touristique du Fjord, 114 000, Zoologique de Granby Inc., 900 000, Zoologique des Pays d'en Haut Inc., 21 728, Zoologique de St-Félicien Inc., 900 000; STATIONS: de Ski des Bois Francs Inc., 175 393, de Ski Grande Coulée Inc., 815 000, Touristique du Massif du Sud Inc., 270 000, Touristique du Mont Adstock Inc., 180 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 793 439.

.Soutien aux équipements de loisir municipal: 8 178 200 $

MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN: Baie d'Urfé, 3 284, Dollard des Ormeaux, 20 000, Kirkland, 7 000, Montréal, 140 000, Montréal-Nord, 34 949, Pierrefonds, 8 884, Pointe-Claire, 4 011, St-Laurent, 25 556, St-Léonard, 22 725;

QUÉBEC MÉTROPOLITAIN: Ancienne-Lorette, 5 446; St-Augustin-de-Desmaures, 5 081, Val-Bélair, 10 000;

DIVERSES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES: Abitibi-Est, 75 487; Argenteuil, 124 545, Beauce-Sud, 19 161, Beauharnois-Huntingdon, 19 375, Bellechasse, 10 000, Berthier, 5 100, Bonaventure, 350 000, Brome-Missisquoi, 18 078, Chambly, 10 664, Champlain, 297 977, Chapleau, 32 431, Charlevoix, 11 078, Châteauguay, 7 605, Chauveau, 119 400, Deux-Montagnes, 20 380, Dubuc, 192 987, Duplessis, 602 750, Frontenac, 6 400, Gaspé, 10 270, Gatineau, 11 000, Groulx, 18 859, Iberville, 10 541, Îles de la Madeleine, 592 700, Joliette, 12 648, Kamouraska-Témiscouata, 113 999, Lapinière, 10 056, Labelle, 32 425, Lac St-Jean, 68 000, L'Assomption, 17 504, Laviolette, 312 315, Lévis, 6 000, Maskinongé, 68 782, Masson, 9 072, Matane, 305 580, Matapédia, 145 340, Mégantic-Compton, 16 219, Montmagny-l'Islet, 16 147, Montmorency, 5 968, Nicolet-Yamaska, 5 516, Orford, 12 200, Papineau, 200 674, Pontiac, 1 758, Portneuf, 5 402, Prévost, 35 494, Richelieu, 255 717, Richmond, 21 084, Rimouski, 15 685, Rivière-du-Loup, 597 833, Roberval, 17 425, Rouyn-Noranda-Témiscamingue, 8 247, Saguenay, 22 302, St-François, 25 000, St-Hyacinthe, 11 324, St-Jean, 96 169, St-Maurice, 278 160, Salaberry-Soulanges, 20 576, Shefford, 7 331, Sherbrooke, 14 433, Taillon, 2 408 622, Terrebonne, 7 162, Trois-Rivières, 13 399, Ungava, 64 168, Vachon, 18 799, Vaudreuil, 19 941.

.Soutien à la gestion des ressources fauniques: 6 992 134 $

Administration régionale de Kativik, 2 781 993; Roland Arsenault, 40 372; ASSOCIATIONS: Castillons Inc., 44 764, de Chasse et Pêche de Forestville Inc., 48 289, de chasse et pêche du Rocher, 30 095, des Chasseurs et Pêcheurs de Matane Inc., 72 000, Épervier de la Tuque Inc., 32 278, Nature Inc., 20 000, des pêcheurs sportifs de la Bonaventure, 53 376, des protecteurs de la faune de Port-Daniel, 36 000, de Protection de la Rivière Moisie Inc., 27 022, Provinciale des Trappeurs Indépendants Inc., 57 766, de la Réserve Pontiac Inc., 40 666, de la Rivière Ste-Marguerite Inc., 54 647, Sportive Mars-Moulin Inc., 20 722, Sportive Onatchiway-Est Inc., 27 234, des trappeurs Cris, 124 800; Bande indienne de Restigouche, 469 600;

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

Bande des Micmacs de Gesgapegiag, 120 000; Bande Naskapi du Québec, 129 194; Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage, 78 400; Corporation d'exploitation des ressources fauniques vallée de la Matapédia, 45 615; Corporation de Restauration de la Jacques-Cartier Inc., 63 000; Fapel Faune Inc., 65 716; Faune Pohénégamook Inc., 217 824; FÉDÉRATIONS: de la conservation de la faune du Bas St-Laurent, 29 260, des Pourvoyeurs en Chasse et Pêche du Québec Inc., 55 766, québécoise de la faune, 55 766, québécoise des gestionnaires de zones d'exploitation controlée, 57 766, Québécoise pour le Saumon Atlantique (F.Q.S.A.) Inc., 65 716; Fondation de la faune du Québec, 170 000; Institut de la fourrure du Canada, 46 580; Lucien Lebel, 113 204; André Maloney, 33 971; Guy Maloney, 35 723; Jean-Paul Méthot, 40 170; Augustin Quessy, 41 315; André Rail, 46 031; Philippe Rail, 42 056; SACERF de la Lièvre Inc., 20 000; SACERF Macousine Inc., 29 055; SACERF des Passes Inc., 37 494; Saukeb Inc., 105 000; Nazaire Jr. Savard, 77 361; SOCIÉTÉS: d'Aménagement, d'Exploitation des Ressources Récréatives et Touristiques de Baie-Trinité Inc., 53 683, de Gestion des Rivières York et Darmouth Inc., 111 213, de Gestion du Saumon de la Rivière Cascapédia Inc., 29 000, Linnéenne du Québec Inc., 70 716; Marcel Thériault, 30 400; Denis Tremblay, 36 329; Anne-Marie Tremblay, 21 709; Union Québécoise pour la Conservation de la Nature Inc., 55 766; Jean-Guy Vigneault, 25 751; Jean-Roch Vigneault, 24 808; Sylvie Vigneault, 33 702.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 695 450.

.Autres: 866 189 $

Conseil canadien des ministres des ressources et de l'environnement, 20 647; Percé ville, 120 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 725 542.

---

11. Autres dépenses: 190 977 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 190 977.

MAIN-D'OEUVRE, SÉCURITÉ DU REVENU ET FORMATION PROFESSIONNELLE
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Droits et permis		
Autres		
Autres techniciens	229	201
	229	201
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Aide de dernier recours - R.R.Q.	7 367	7 476
Aide de dernier recours - Pension alimentaire	12 860 (1)	4 708
Recouvrements de tiers - Commission des affaires sociales	1 570	11
Divers	29	47
	21 826	12 242
Intérêts		
Recouvrement d'aide de dernier recours	10 109	6 807
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 297	974
Subventions d'années antérieures	88	167
Aide de dernier recours	32 970	31 114
Contributions volontaires	160	15
Divers	(1)	45
	34 514	32 315
	66 449	51 364
Total des revenus autonomes	66 678	51 565

(1) L'augmentation est due principalement à l'inscription de toutes les créances réalisables à ce titre.

MAIN-D'OEUVRE, SÉCURITÉ DU REVENU ET FORMATION PROFESSIONNELLE
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Formation professionnelle et adaptation au travail	(1)	256
Formation professionnelle des adultes	154 238 (2)	131 760
Développement - système d'information de gestion	350	500
Perspective d'emploi pour les assistés sociaux	692	(45)
Évaluation des programmes - aptitude au travail des assistés sociaux	51	78
Planification de l'emploi	1 855	1 924
Total des transferts du gouvernement du Canada	157 185	134 473
Total des revenus	**223 863**	**186 038**

(2) L'augmentation des transferts du gouvernement du Canada provient principalement de l'augmentation des dépenses à ce titre au ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle ainsi qu'au ministère de l'Éducation.

MAIN-D'OEUVRE, SÉCURITÉ DU REVENU ET FORMATION PROFESSIONNELLE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES
PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **GESTION ET SERVICES AUX CLIENTÈLES**
Sommaire: page 1-20

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Direction	5 190	1	4 007	3 001	145	320	108
Permanents (1)	10		10			10	
2. Planification et programmes	18 978	2	17 992	14 551	1 397	702	335
3. Ressources informationnelles	27 459		22 250	8 394	2 144	2 197	2 255
4. Réseau Travail-Québec	121 755	43	120 668	82 308	22 742	3 363	2 917
Permanents (2)	5		5				5
5. Administration des programmes de sécurité du revenu par la Ville de Montréal	45 132		45 132				45 132
6. Soutien administratif	46 588	1	44 430	10 515	2 411	8 498	486
TOTAL	265 117	47	254 494	118 769	28 839	15 090	51 238

(1) Loi sur l'exécutif, L.R.Q., c. E-18.
(2) Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.

PROGRAMME 2 — **ADMINISTRATION DÉLÉGUÉE DE PROGRAMMES EN SÉCURITÉ DU REVENU**
Sommaire: page 1-20

1. Administration de la Loi sur les allocations d'aide aux familles	7 857		7 857				7 857
2. Administration des régimes supplémentaires de rentes	2 424		2 423				2 423
3. Administration de l'assistance-maladie	6 028		6 026				6 026
TOTAL	16 309		16 306				16 306

PROGRAMME 3 — **DIRECTION ET GESTION DE LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES (*)**
Sommaire: page 1-20

TOTAL	8 604	1	8 587	3 843	582	409	336

(*) À compter du 1er Janvier 1991 la Commission des affaires sociales a débuté ses opérations en tant qu'organisme mandataire du Gouvernement conformément à la Loi modifiant la Loi sur la Commission des affaires sociales, L.Q., 1990, c. 68.

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère et à l'administration des programmes de sécurité du revenu par la Ville de Montréal sur son territoire et à favoriser l'acquisition des connaissances nécessaires à leur mise en oeuvre.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
8	19	62	30	1					29			284
99	47	300	78						178			305
1 700	2 897	676	168	280					1 539			
117	660	2 239	316	2 169					583			3 254
1 032	20 600	565	87	26					210			
2 956	24 223	3 842	679	2 476					2 539			3 843

Ce programme vise à doter certains organismes administrant des programmes en sécurité du revenu des sommes nécessaires à cette administration.

Ce programme vise à procurer à la Commission des affaires sociales les ressources et les services nécessaires pour entendre toute demande, requête et appel relevant de sa juridiction.

22	826	85	14	1					121			2 348

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4 — SÉCURITÉ DU REVENU
Sommaire: page 1-20

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Action positive pour le travail et l'emploi	1 708 212	4	1 696 810				
2. Soutien financier	501 054		497 391				
3. Assistance-maladie	176 870		176 869				
4. Aide aux parents pour leurs revenus de travail	20 900		20 694				
TOTAL	2 407 036	4	2 391 764				

PROGRAMME 5 — ALLOCATIONS DE MATERNITÉ
Sommaire: page 1-20

TOTAL	18 200		18 086				

PROGRAMME 6 — SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
Sommaire: page 1-20

TOTAL	11 556		10 955				

Ce programme vise à assurer à tout ménage un revenu fondé sur la différence entre ses ressources et ses besoins essentiels et à protéger leur santé en assumant le coût des médicaments, des appareils médicaux ainsi que des services dentaires et optométriques; il vise également à verser aux travailleurs et travailleuses à faibles revenus, avec enfants à charge, un supplément basé sur le revenu de travail.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	
											1 696 810
				1 052							496 339
											176 869
											20 694
				1 052							2 390 712

Ce programme vise à assister financièrement la femme au travail bénéficiant d'un congé de maternité.

											18 086

Ce programme vise à doter l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris des sommes requises pour leur assurer une garantie de revenu lorsqu'ils s'adonnent à des activités traditionnelles.

											10 955

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-14

ADAPTATION ET FORMATION PROFESSIONNELLE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Fonctionnement des Commissions de formation professionnelle	29 690		29 690				
2. Activités de formation professionnelle	126 350		122 029				
3. Concertation, protection et reclassement	19 751		15 979		152	13	298
Permanents (3)	118						
TOTAL	175 909		167 698		152	13	298

(3) Loi concernant la ville de Schefferville, L.Q., 1986, c. 51.

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-14

DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI ET INTÉGRATION AU MARCHÉ DU TRAVAIL

1. Développement de l'emploi et intégration au marché du travail	25 556		21 152				
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'employabilité et l'emploi (*)	572						
3. Services externes de main-d'oeuvre	13 009		12 860				
TOTAL	39 137		34 012				

(*) Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

TOTAL DES PROGRAMMES

Votés	2 941 735	52	2 901 887	122 612	29 573	15 502	68 173
Permanents	133		15			10	5
	2 941 868	52	2 901 902	122 612	29 573	15 512	68 178

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
	152 185	119 866

Ce programme vise à favoriser l'adaptation et le développement de la formation professionnelle de la main-d'oeuvre afin de faciliter l'obtention et la conservation des emplois; il vise également à protéger la main-d'oeuvre contre les changements économiques et technologiques en facilitant le reclassement.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
												29 690
												122 029
												15 516
												167 235

Ce programme vise à favoriser la réalisation de projets permettant d'accroître l'employabilité, l'emploi et l'intégration au marché du travail.

											21 152
											12 860
											34 012
2 978	25 049	3 927	693	3 529				2 660			2 627 191
2 978	25 049	3 927	693	3 529				2 660			2 627 191

CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
2 660	2 627 191

MAIN-D'OEUVRE, SÉCURITÉ DU REVENU ET FORMATION PROFESSIONNELLE
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Entreprises			
Aide aux jeunes promoteurs			437
Programmes favorisant l'emploi	25 460	21 056	9 269
Programmes de formation professionnelle	11 365	9 512	10 766
Transport ambulancier (Aide de dernier recours)	6 333	6 333	6 480
Organismes sans but lucratif			
Aide aux comités de reclassement de la main-d'oeuvre	3 254	3 106	2 630
Aide aux organismes autochtones pour le développement des ressources humaines	572	453	400
Fonctionnement des Commissions de formation professionnelle de la main-d'oeuvre	29 690	29 690	30 233
Formation professionnelle de la main-d'oeuvre	114 985	112 517	90 439
Programmes favorisant l'emploi	16 013	15 661	15 358
Autres	1 337	685	640
Personnes			
Action positive pour le travail et l'emploi - Sécurité du revenu	1 618 620	1 607 298	2 125 183
Soutien financier - Sécurité du revenu	499 934	496 339	
Aide aux parents pour leurs revenus de travail	20 900	20 694	18 784
Allocations pour l'emploi - Sécurité du revenu	78 243	78 243	53 940
Allocations de maternité	18 200	18 086	10 700
Prestations de médicaments, d'orthèses et de prothèses	141 654	141 653	124 650
Programmes d'adaptation des travailleurs âgés (PATA)	15 851	12 410	5 437
Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	10 752	10 275	12 499
Services dentaires et optométriques	35 216	35 216	31 809
Entreprises et organismes du Gouvernement			
Commission des affaires sociales	2 365	2 348	
Corporation d'urgences santé de la région de Montréal Métropolitain (Transport ambulancier) - Sécurité du revenu	4 936	4 936	4 620
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (Dépenses d'administration)	804	680	625
Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'employabilité et l'emploi	572		
Total	**2 657 056**	**2 627 191**	**2 554 899**

MAIN-D'OEUVRE, SÉCURITÉ DU REVENU ET FORMATION PROFESSIONNELLE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 122 611 788 $
2. Autres rémunérations: 29 573 328
152 185 116 $

Incluant 8 213 550 $ à l'égard de 125 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organismes, personnel cadre et autre personnel de rang équivalent) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000$ et plus: Commission de la santé et de la Sécurité du travail, 546 612.

---

3. Services de transport et de communication: 15 511 243 $

Bowne de Montréal, 48 692; Canadian Airlines International Ltd., 51 106; Consultour Club Voyages, 68 916; Fonds des moyens de communications, 573 744; Fonds des services de télécommunications, 6 860 818; Gervais Gagnon Frenette & associés, 68 901; Groupe Morrow Inc., 255 181; Imprimerie Canada Inc., 76 275; Inter-Voyage Inc., 215 267; Litho-Acmé Inc., 38 675; Mono-Lino Inc., 51 834; Société Canadienne des Postes, 1 839 566; Taxis Coop Québec 525-5191, 52 820.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000$: 5 309 448.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 68 177 411 $

Administration des allocations familiales: Régie des rentes du Québec, 7 857 251; Administration des régimes supplémentaires de rentes: Régie des rentes du Québec, 2 423 104; Administration des programmes de sécurité du revenu par la ville de Montréal: Ville de Montréal, 44 914 290; Administration de l'assistance-maladie: Régie de l'assurance-maladie du Québec, 6 224 954; Assurance-vie Desjardins, 105 603; Jocelyne Beaudet, 59 838; Gilles Bédard, 35 419; Blondeau & Compagnie, 49 632; Bureau de crédit de Montréal, 93 279; Centre François Charron, 68 321; École Nationale d'Administration Publique (ENAP), 38 400; Fédération des Caisses Populaires Desjardins de Québec, 41 839; Benoît Fleury, 50 347; Fonds des services informatiques, 235 729; Jean-Marc Gauthier, 35 157; Groupe C.G.I. Inc., 258 522; Groupe DMR Inc., 897 453; Gilles Guévremont, 36 396; Industrielle-Alliance Cie, 60 713; Investigation et Sécurité Québec-Métro, 79 443; Fritz N. Jaeger, 77 490; Jean-Paul Larouche, 44 414; LGS Conseillers en Informatiques Inc., 98 525; Multi-Hexa Inc., 37 181; Mutuelle SSQ, 89 692; Constant Papageorges, 64 466; Maryse Paquette, 38 169; Julie Pelletier, 49 462; Perform Inc., 38 179; Paul Pineault, 84 046; SHL Systemhouse Inc., 121 350; Société Conseil Lambda Inc., 146 278; Société Internationale du Programme de Diminution des Tensions Inc., 181 738; Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ), 115 066; Synertech Inc., 189 299; Fonds local, 276 179.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000$: 2 960 187.

---

5. Entretien et réparations: 2 979 056 $

Computer Associates Canada Ltd., 136 487; Comterm Inc., 80 823; Corporation Location Pacifique Nationale, 71 726; Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau, 114 959; I.B.M. Canada Ltée, 335 854; Legent Corporation, 44 838; Richard Besner & Associés Ltée, 125 529; SAS Institute (Canada) Inc., 35 359; Services Techniques Bell Inc., 149 426; Société immobilière du Québec, 1 234 676; Storagetek Canada Inc., 236 737.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000$: 412 642.

MAIN-D'OEUVRE, SÉCURITÉ DU REVENU ET FORMATION PROFESSIONNELLE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

6. Loyers: 25 048 682 $

Fonds pour les équipements informatiques, 2 354 554; I.B.M.Canada Ltée, 508 904; Savin Canada Inc., 224 389; Société immobilière du Québec, 21 238 714; Xerox Canada Ltée, 372 166.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000$: 349 955.

---

7. Fournitures et approvisionnements: 3 927 663 $

Anixter Canada Inc., 202 095; Carbones & Rubans Dunn (1980) Ltée, 57 902; Crain Drummond Inc., 45 908; Enveloppe Innova, 399 434; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 744 147; Fonds de reprographie gouvernementale, 537 918; Formules d'Affaires Étoile Ltée, 243 419; Fonds Les publications du Québec, 40 866; Lancaster Inc., 75 468; Imprimerie Southam Ltée, 213 908; Storagetek Canada Inc., 70 459; Tenex Data Corporation, 233 563.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000$: 1 062 576.

---

8. Matériel et équipement: 3 352 709 $

Compuware Corporation Canada, 41 400; Comterm Inc., 180 622; Corporation de location Pacifique Nationale, 366 748; Crédit-Bail Banque Laurentienne Inc., 122 402; Datafile Wright-Line, 42 080; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 355 204; Hewlett Packard Canada Ltée, 58 391; Hitachi Systèmes Informatiques, 42 407; I.B.M. Canada Ltée, 192 814; Index Technology Corporation, 57 711; Olivetti Systèmes et Réseaux Canada Ltée, 917 303; Performance Systems Inc., 79 375; QMS Canada Inc., 56 607; Services Techniques Bell Inc., 128 524; Storagetek Canada Inc., 89 053; Telvibec Inc., 81 208.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000$: 540 860.

---

10. Dépenses de transfert: 2 627 190 885 $

.Action positive pour le travail et l'emploi - Sécurité du revenu: 1 607 296 926 $

Diverses personnes, 1 607 296 926.

.Aide aux comités de reclassement de la main-d'oeuvre: 3 107 003 $

COMITÉS D'ADAPTATION DE LA MAIN-D'OEUVRE: Aérospatial CAMAQ, 100 000, I.M.M.I., 25 000, Industrie Verre Plat, 43 256, MIL Tracy, 23 875, Port-Cartier Sept-Îles, 20 402, Scierie Forestville Inc., 21 353, Sectoriel Meuble, 34 717; COMITÉS DE RECLASSEMENT DES SALARIÉS DE: Atlantique Image & Son Inc., 49 000, CREC Montérégie, 69 224, Direct Film, 23 150, Direct Film & Graetz Photo, 46 548, Gaspé Cured Enr., 36 000, G.M. Boisbriand, 24 993, Manoir Richelieu, 31 375; PROTECTION DE L'EMPLOI: Chaussures La Vallée Inc., 21 834, Clément Roy Inc., 20 003, Décolam Inc., 25 675, Repolac Inc., 20 912, Restigouche Band Council, 23 097, Véhicules Fibrovan International Ltée, 28 021; TABLE DE CONCERTATION SUR L'INDUSTRIE FERROVIAIRE: Diverses personnes, 60 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000$: 2 358 568.

MAIN-D'OEUVRE, SÉCURITÉ DU REVENU ET FORMATION PROFESSIONNELLE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Aide aux organismes autochtones pour le développement des ressources humaines: 452 530 $

Alliance autochtone du Québec, 82 492; CONSEILS DE BANDE: Abénakis Wôlinak, 26 000, Abitibiwinni Pikogan, 23 376, MicMac de Maria, 29 450, Lac Simon, 28 465, Mohawks d'Akwesasne, 24 360, The Temiscaming Band Council, 35 925.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000$: 202 462.

.Aide aux parents pour leurs revenus de travail: 20 693 618 $

Diverses personnes, 20 693 618.

.Allocations pour l'emploi - Sécurité du revenu: 78 242 600 $

Diverses personnes, 78 242 600.

.Entreprises et organismes du Gouvernement: 7 964 179 $

Commission des affaires sociales, 2 347 819; Corporation d'urgences-santé de la région Montréal métropolitain (Transport ambulancier - sécurité du revenu), 4 936 360; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (frais d'administration), 680 000.

.Prestations de médicaments d'orthèses et de prothèses: 141 653 500 $

Régie de l'assurance-maladie du Québec, 141 653 500.

.Programme d'adaptation des travailleurs agés (PATA): 12 410 279 $

Diverses personnes, 12 410 279.

.Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris: 10 274 596 $

Diverses personnes, 10 274 596.

.Services dentaires et optométriques: 35 216 000 $

Régie de l'assurance-maladie du Québec, 35 216 000.

.Soutien financier - Sécurité du revenu: 496 339 266 $

Diverses personnes, 496 339 266.

MAIN-D'OEUVRE, SÉCURITÉ DU REVENU ET FORMATION PROFESSIONNELLE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Transport ambulancier - Sécurité du revenu: 6 333 470 $

C.R.S.S.S.: Abitibi-Témiscamingue, 225 940, Côte-Nord, 115 830, Bas-St-Laurent, Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine, 450 450, Estrie, 258 830, Lanaudière et Laurentides, 842 270, Montérégie, 1 544 400, Outaouais, 519 090, Québec, 1 216 930, Saguenay-Lac St-Jean, 348 920, Trois-Rivières, 810 810.

.Autres: 684 513 $

Agri-aide Laurentides, 21 000, Centre service d'accueil Jeunesse du Témiscamingue, 96 000, Comité organisateur de AAACE, 20 000, Cosame Inc., 28 426, Maison Marie-Frédéric, 21 000, La Mosaique, 31 500, Organisation Sun Youth Inc., 20 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000$: 446 587.

.Autres bénéficiaires par objet d'aide financière (pour détail voir pages 2-261 à 2-263): 206 522 405 $

---

11. Autres dépenses: 3 528 939 $

Commission de la santé et de la sécurité du travail (afférent aux programmes de protection de l'emploi et de développement de l'employabilité), 2 129 405; INTÉRÊTS SUR LOCATION-ACQUISITION: Comterm Inc., 49 091, Corporation de Location Pacifique Nationale, 53 916, Indemnités pour dommages et intérêts: Diverses personnes, 1 116 473.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000$: 180 054.

MAIN D'ŒUVRE, SÉCURITÉ DU REVENU ET FORMATION PROFESSIONNELLE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

DÉPENSES DE TRANSFERT	Allocations de maternité	Programmes de formation Professionnelle	Programmes favorisant l'emploi
	$	$	$
Circonscriptions électorales:			
Abitibi-Est	115 200		82 252
Abitibi-Ouest	123 960		291 279
Acadie	119 510		79 841
Anjou	145 120		79 228
Argenteuil	147 720		112 469
Arthabaska	157 680		612 372
Beauce-Nord	117 720		61 872
Beauce-Sud	161 760		119 193
Beauharnois-Huntingdon	123 360		56 534
Bellechasse	88 680		149 202
Berthier	127 200		182 705
Bertrand	280 790		68 021
Bonaventure	58 200		574 895
Bourassa	135 820		85 461
Bourget	106 900		25 173
Brome-Missisquoi	135 960		87 672
Chambly	196 800		50 280
Champlain	152 280		378 515
Chapleau	262 800		199 083
Charlesbourg	129 360		218 321
Charlevoix	75 480		227 416
Châteauguay	175 440		169 965
Chauveau	254 640		90 541
Chicoutimi	162 960		407 721
Chomedey	159 080		369 140
Crémazie	132 750		32 528
D'Arcy-McGee	72 180		19 634
Deux-Montagnes	248 400		232 307
Dorion	131 640		118 293
Drummond	154 920		818 995
Dubuc	85 800		363 732
Duplessis	102 600		266 644
Fabre	197 180		38 956
Frontenac	91 800		224 047
Gaspé	56 400		806 961
Gatineau	181 680		81 807
Gouin	110 150		143 765
Groulx	302 800		87 265
Hochelaga-Maisonneuve	102 280		1 295 568
Hull	157 200		645 771
Iberville	189 000		107 359
Iles-de-la-Madeleine	27 120		198 352
Jacques-Cartier	164 340		41 774
Jeanne-Mance	177 590		109 784
Jean-Talon	62 520		768 989
Johnson	146 040		112 975
Joliette	125 920		359 099
Jonquière	134 400		626 526
Kamouraska-Témiscouata	82 560		376 916
Labelle	134 880		656 452
Lac-Saint-Jean	111 720		288 979
LaFontaine	208 060		48 533
La Peltrie	252 360		105 109
La Pinière	152 880		70 669
Laporte	158 400		313 036
Laprairie	244 320		202 696
L'Assomption	249 840		226 450
Laurier	168 840		145 687
Laval-des-Rapides	155 910		81 964
Laviolette	81 480		320 589
Les Chutes-de-la-Chaudière	250 560		66 456
Lévis	157 320		155 490

MAIN D'OEUVRE, SÉCURITÉ DU REVENU ET FORMATION PROFESSIONNELLE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)	Allocations de maternité	Programmes de formation Professionnelle	Programmes favorisant l'emploi
	$	$	$
Circonscriptions électorales (suite):			
Limoilou	105 240		247 204
Lotbinière	119 280		107 013
Louis-Hébert	95 880		163 757
Marguerite-Bourgeois	128 630		19 998
Marie-Victorin	143 520		683 309
Marquette	166 250		276 903
Maskinongé	118 800		494 895
Masson	211 920		30 045
Matane	64 080		591 795
Matapédia	63 480		480 924
Mégantic-Compton	103 680		396 482
Mercier	115 270		1 100 317
Mille-Îles	138 350		80 705
Montmagny-L'Islet	83 280		291 767
Montmorency	282 040		137 796
Mont-Royal	109 020		129 717
Nelligan	233 040		44 813
Nicolet-Yamaska	96 720		204 163
Notre-Dame-de-Grâce	128 630		106 284
Orford	196 440		272 855
Outremont	98 960		89 959
Papineau	102 000		178 711
Pointe-aux-Trembles	170 220		40 846
Pontiac	133 320		232 771
Portneuf	100 320		238 217
Prévost	178 680		395 246
Richelieu	92 760		167 596
Richmond	88 800		381 502
Rimouski	148 200		427 656
Rivière-du-Loup	90 600		301 146
Robert-Baldwin	222 240		126 348
Roberval	109 080		545 125
Rosemont	121 390		411 956
Rousseau	127 920		379 073
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	162 360		812 366
Saguenay	99 120		530 405
Sainte-Anne	113 270		382 946
Saint-François	154 560		99 637
Saint-Henri	114 640		435 710
Saint-Hyacinthe	163 680		129 076
Saint-Jean	246 720		108 917
Saint-Laurent	126 130		168 318
Saint-Louis	72 060		2 129 699
Sainte-Marie-Saint-Jacques	92 910		1 069 671
Saint-Maurice	89 520		334 207
Salaberry-Soulanges	172 920		138 916
Sauvé	125 130		124 116
Shefford	219 480		283 234
Sherbrooke	154 680		673 581
Taillon	213 720		133 058
Taschereau	66 000		1 700 784
Terrebonne	268 800		40 950
Trois-Rivières	114 240		934 237
Ungava	80 760		20 252
Vachon	260 760		117 777
Vanier	132 720		557 613
Vaudreuil	192 960		40 323
Verchères	177 240		68 437
Verdun	110 020		290 719
Viau	126 880		44 665
Viger	122 170		53 196
Vimont	268 890		90 076
Westmount	58 320		87 650
Hors-Province	19 200		

MAIN D'OEUVRE, SÉCURITÉ DU REVENU ET FORMATION PROFESSIONNELLE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)	Allocations de maternité	Programmes de formation Professionnelle	Programmes favorisant l'emploi
	$	$	$
Commission de formation professionnelle de la main-d'oeuvre de la région de:			
Abitibi-Témiscamingue		303 821	
Côte-Nord		106 512	
Estrie		772 357	
Gaspésie-Bas-St-Laurent		300 207	
Laurentides-Lanaudière		943 440	
Mauricie-Bois-Francs		374 865	
Montréal-métropolitain		1 788 074	
Montérégie		3 553 789	
L'Outaouais		246 189	
Québec		811 847	
Saguenay-Lac-St-Jean		311 277	
	18 086 160	9 512 378	36 716 734

AUTRES OBJETS D'AIDE FINANCIÈRE	Fonctionnement des commissions de formation professionnelle de la main-d'oeuvre	Formation professionnelle de la main-d'oeuvre
	$	$
Commission de formation professionnelle de la main-d'oeuvre de la région de:		
Abitibi-Témiscamingue	1 900 501	3 371 850
Côte-Nord	1 739 660	2 783 290
Estrie	1 740 320	3 261 545
Gaspésie-Bas-St-Laurent	2 377 576	8 450 959
Laurentides-Lanaudière	3 184 153	10 935 026
Mauricie-Bois-Francs	2 317 025	5 677 764
Montréal-métropolitain	4 954 715	35 408 111
Montérégie	3 393 631	12 792 912
L'Outaouais	2 047 343	4 629 942
Québec	4 117 286	18 769 829
Saguenay-Lac-St-Jean	1 917 890	6 435 805
	29 690 100	112 517 033

OFFICE DE PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers		1
Intérêts		
Comptes de banque		96
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	117	185
Divers	15	11
	132	196
	132	293
Total des revenus autonomes	132	293

OFFICE DE PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **ADMINISTRATION ET CONCERTATION**
Sommaire: page 1-30

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Direction et gestion	14 201	1	13 049	6 482	2 865	1 013	349
2. Aide à la concertation	4 993		4 618				
TOTAL	19 194	1	17 667	6 482	2 865	1 013	349

PROGRAMME 2 — **DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL**
Sommaire: page 1-30

1. Fonds de développement régional	9 504		9 437				358
2. Provision pour augmenter tout crédit pour la réalisation par les ministères de projets d'aménagement et de développement régional (*)	100						
3. Fonds "Conférences socio-économiques"	7 266		4 609				
TOTAL	16 870		14 046				358

(*) Le solde des crédits ainsi transférés et de ceux déjà inscrits dans les budgets des ministères pour de tels projets peut être remboursé à la présente provision avec le droit de l'utiliser à nouveau; le tout aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

PROGRAMME 3 — **SOUTIEN RÉGIONAL À L'ENTREPRISE**
Sommaire: page 1-30

1. Création régionale d'emplois permanents	12 884	4 243					
2. Création d'emplois communautaires	5 000		2 459				
TOTAL	17 884	4 243	2 459				

TOTAL DES PROGRAMMES

Votés	53 948	4 244	34 172	6 482	2 865	1 013	707

	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	9 347	3 903

Ce programme vise à définir des politiques gouvernementales en matière de développement régional; il vise également à coordonner et diriger les ressources essentielles à la gestion des programmes de l'O.P.D.Q. tout en y associant les organismes consultatifs.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
25	1 812	215	129	2					157			
												4 618
25	1 812	215	129	2					157			4 618

Ce programme vise à favoriser la concertation interministérielle et de divers agents économiques en vue de réaliser des interventions prioritaires de développement régional.

												9 079
												4 609
												13 688

Ce programme vise à susciter l'émergence d'un plus grand nombre d'entreprises dans les régions du Québec et à favoriser la création d'emplois aux niveaux local et régional, par l'octroi d'une aide financière.

												2 459
												2 459
25	1 812	215	129	2					157			20 765

		TRANSFERT
	CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	
	157	20 765

OFFICE DE PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Entreprises			
Création d'emplois communautaires	4 744	2 333	8 229
Développement régional	12	10	10
Institutions d'enseignement			
Développement régional	663	554	234
Municipalités			
Développement régional	4 630	3 868	1 236
Organismes sans but lucratif			
Aide aux conseils régionaux de développement	4 993	4 618	4 970
Création d'emplois communautaires	256	126	750
Développement régional	11 081	9 256	6 904
Entreprises et organismes du Gouvernement			
Radio-Québec (Programme d'information)			55
Provision pour augmenter tout crédit pour la réalisation par les ministères de projets d'aménagement et de développement régional	100		
Total	**26 479**	**20 765**	**22 388**

OFFICE DE PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 6 481 849 $
2. Autres rémunérations: 2 865 126
9 346 975 $

Incluant 1 945 389 $ à l'égard de 28 administrateurs (dirigeants d'organismes et personnel cadre) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus: Commission de la santé et de la sécurité du travail, 37 004.

---

3. Services de transport et de communication: 1 013 155 $

Fonds des services de télécommunications, 322 297; Inter Voyage Inc., 80 381.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 610 477.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 707 515 $

Fonds des services informatiques, 53 907; Le Groupe S.E.E. Inc., 60 028; Roche Ltée, 38 340; Stratégie Organisation Méthode Som Inc., 49 850; Université du Québec, 135 526; Université du Québec à Trois-Rivières, 62 903.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 306 961.

---

5. Entretien et réparations: 24 729 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 24 729.

---

6. Loyers: 1 811 989 $

Société immobilière du Québec, 1 749 433; Xérox Canada Ltée, 35 179.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 27 377.

---

7. Fournitures et approvisionnements: 214 967 $

Fonds des fournitures et de l'ameublement, 49 294.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 165 673.

OFFICE DE PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

8. Matériel et équipement: 285 995 $

Fonds des fournitures et de l'ameublement, 52 448; Hewlett Packard Canada Ltée, 50 934; Philips Électronics Ltd, 48 497.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 134 116.

---

10. Dépenses de transfert: 20 765 379 $

.Aide aux conseils régionaux de développement: 4 618 510 $

Assemblée de concertation et de développement de l'Estrie, 330 000; Association québécoise des organismes de concertation et de développement, 112 000; Conseil régional de concertation et d'action Mauricie/Bois-Francs, 291 750; CONSEILS RÉGIONAUX DE CONCERTATION ET DÉVELOPPEMENT: de Chaudière-Appalaches, 301 500, de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine, 326 850, du Saguenay/Lac St-Jean, 330 000; CONSEILS RÉGIONAUX DE DÉVELOPPEMENT: Abitibi-Témiscamingue, 330 000, Bas St-Laurent, 355 000, Côte-Nord, 299 950, Kativik, 320 000, région administrative de Québec, 323 300; Corporation de développement des Laurentides, 324 660; Secrétariat régional de la concertation de l'Outaouais, 321 000; Société montérégienne de développement, 322 500; Sommet économique permanent de Lanaudière, 330 000.

.Création d'emplois communautaires: 2 458 625 $

Aliments Fidas Ltée, 20 000; Cacimex Inc., 100 000; Chev Hair Inc., 30 000; Club de Golf Baie-Comeau Inc., 240 000; Corporation de développement Tawich, 27 000; Entreprises Julien Inc., 20 000; Entreprises René Palardy & Fils Inc., 39 000; Industries CEDBEC, 92 000; Industries Troie Inc., 20 000; Jardin Saint-Marc Enr., 21 060; Latte des Berges Inc., 42 000; Magasin Communautaire Hehepetan Inc., 100 000; Magasin Général Pakua Shipi Inc., 29 000; Ordinateurs Coulombe et Associés (ORCA) Inc., 20 000; Pliages Apaulo Inc., 33 000; Pourvoirie Olamen Inc., 47 553; Primonor (1989) Inc., 300 200; Scierie E.T. Inc., 25 000; Scierie Forestville Inc., 700 000; Serres Technofruit Inc., 33 660; Société de développement des Naskapis Kawawachikamach, 80 000; Station Touristique Val St-Côme Inc., 25 000; Teknikair Aviation Service Inc., 20 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 394 152.

.Développement régional: 13 688 244 $

Association culturelle et touristique des Cantons, 100 000; Association Québécoise des Transporteurs Aériens Inc., 211 460; Assemblée des premières nations du Québec et du Labrador, 31 000; Base de Plein Air du Lac Pohénégamook Inc., 50 000; C.O.F.J.Q. Centre de la Mauricie Hiver 1991, 108 550; Carrefour économique du centre-nord, 95 000; Carrefour Industriel Lac Drolet Inc., 125 000; CENTRES: d'Amitié Autochtone de Val d'Or Inc., 75 000, Communautaire de Loisirs Sherbrooke Inc., 240 000, d'Éducation Populaire L'Académie Populaire Inc., 200 000, d'Entrepreneuriat du Coeur-du-Québec, 111 000, d'initiative technologique de Montréal, 75 000, d'interprétation multiethnique de Rawdon, 30 600, Plastiques Bellechasse, 357 519, de recherche en sylvichimie, 31 400, régional Pleine Nature Chicoki Inc., 50 000; Chambre de Commerce du Grand Joliette Inc., 60 000; Chambre de commerce de Rivière-au-Renard, 175 800; CEPAL, 100 000; Cidel, 28 676; CLUBS: de l'amitié des handicapés physiques du secteur de La Sarre, 40 000, Nautique d'Amos Inc., 60 000, Social des Mooses de Fermont Inc., 211 875; COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL: de l'Amiante, 87 500, de Jonquière, 150 000, de la Pocatière, 73 750, de Rivière-du-Loup, 20 000, de Sept-Iles, 40 000; Comité de promotion industrielle de la zone de Plessisville, 28 900; Comité de Promotion du Motel Industriel de Maniwaki Inc., 250 000; Commission de développement économique Port-Daniel/Perçé, 30 000; Commission scolaire des moissons, 20 000; Communauté Sepharade de Laval, 125 000; CONSEILS: Algonquin de l'Ouest-du-Québec, 23 750, de Développement Économique de Forillon Inc., 30 000,

OFFICE DE PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

de développement économique de la Mitis, 30 000, de développement de la Haute-Mauricie, 20 000, Économique d'Amos Inc., 30 000, économique de Beauce, 30 000, économique des Berges, 30 000, économique de la Côte-du-Sud, 30 000, économique de la région de Matane, 30 000, économique de Rimouski, 30 000, d'Expansion Économique d'Argenteuil Inc., 20 000, indien de Manouane, 38 750, de Promotion Économique de la Rive-Sud Inc., 50 000; CORPORATIONS: du carrefour culturel et touristique érable, 54 000, de développement communautaire des Bois-Francs, 60 000, de développement de la Région d'Asbestos Inc., 103 500, pour la mise en valeur du Lac St-Pierre, 60 000, du Mont Vidéo, 129 000, du Parc Marie-Victorin Inc., 23 630, de promotion économique de la Matapédia, 28 183, de relance économique de Port-Daniel, 130 000, de la ville de Témiscamingue, 35 000; CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE: Acton Inc., 30 000, des Basques Inc., 30 000, de Berthier, 30 000, communautaire du Centre-Sud, 150 000, de la Haute-Côte, 20 000, de Kamouraska, 30 000, Montagnais Inc., 65 000, régional de Coaticook, 30 000, régional du Haut St-François, 28 242, de la région de Louiseville Inc., 30 000, de la région de Repentigny, 50 000, du Témiscamingue, 30 000, du Témiscouata, 30 000; Corporation de développement industriel du Centre-Mauricie, 27 877; Corporation de Développement Industriel de la Région de Mégantic Inc., 30 000; Corporation de Développement de la Région d'Asbestos Inc., 30 000; Corporation de développement du Val Saint-François, 30 000; Corporation économique MRC de l'Islet, 20 000; CORPORATIONS MUNICIPALES: de Gallix, 66 000, de Natashquan, 25 628, de Sacré-Coeur, 229 500, de Saint-Fabien, 125 000, de Ste-Germaine-de-Boule, 153 300; Corporation de promotion industrielle de la région de Rivière-du-Loup, 30 000; Équipe Acces Inc., 100 000; Fondation de l'entrepreneurship, 125 000; Gatiq, 56 900; Héli-Ski Chic-Chocs Gaspésie Inc., 58 500; L'Islet, 204 750; Maison Mikana, 20 000; Maison Victor-Gadbois Inc., 250 000; Matagami, 66 400; MUNICIPALITÉS: de la Baie James, 60 000, d'Escuminac, 37 053, de Gatineau, 450 000, du Lac Drolet, 81 395, de Lambton, 253 675, de Notre-Dame de Stanbridge, 30 000, de St-Urbain Premier, 50 000; MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ: d'Abitibi-Ouest, 27 000, de Denis-Riverin, 35 000, de la Haute-Côte-Nord, 35 000, de la Matapédia, 35 000, de Mékinac, 50 000, de Pontiac, 59 950, de Rivière-du-Loup, 150 000, de St-Ambroise S.D., 250 000, de St-François de la Rivière-du-Sud S.D., 100 000; Programme Action-Revitalisation Hochelaga/Maisonneuve, 150 000; Régie intermunicipale de traitement des déchets de Matawinie, 325 000; Regroupement Relance Économique du Sud-Ouest de Montréal, 200 000; Service d'aide aux consommateurs (SAC), 95 000; SOCIÉTÉS: d'agriculture du district de Pontiac, 24 260, d'aménagement rural d'Abitibi-Témiscamingue, 20 000, du centre de conférence international de Montréal, 500 000, de Développement Memphrémagog Inc., 60 000, de développement économique de Drummondville, 40 000, Duvetnor Ltée, 71 900, économique de la région de l'Amiante, 41 500, économique régionale de l'Amiante, 20 000, d'expansion économique de Portneuf, 30 000, de microélectronique industrielle de Sherbrooke, 31 696, de promotion et de consultation socio-économique de l'est de Montréal, 50 000; Sport Belvédère Inc., 100 000; Ste-Agathe Paroisse, 70 000; Station de ski Grande Coulée, 82 500; Station Touristique du Mont Adstock Inc., 124 875; Syndicat des Producteurs de bois de Beauce, 50 000; Terrains de Jeux de Saint-Fabien Inc., 340 000; Union des Producteurs Agricoles (UPA), 40 000; Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, 40 000; Université du Québec à Chicoutimi, 100 000; Village Québécois D'Antan, 900 000; VILLES: de Amos, 34 250, de Amqui, 173 600, de Asbestos, 30 000, de Dolbeau, 35 000, de Donnacona, 45 000, de Malartic, 25 000, de Matagami, 25 000, de Nicolet, 75 335, de Saint-Pascal, 98 656, de St-Raymond, 290 000, de Trois-Rivières, 400 000; YMCA de Montréal, 77 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 557 659.

---

11. Autres dépenses: 1 817 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 817.

ORGANISMES RELEVANT DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMINI
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Droits et permis		
Autres		
Divers	26	18
	26	18
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers		1
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	69	148
Divers	9	11
	78	159
	78	160
Total des revenus autonomes	**104**	**178**

ORGANISMES RELEVANT DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES
PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**
Sommaire: page 1-30

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL	4 312		3 899	2 499	222	475	145

PROGRAMME 2 — **OFFICE DES SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE**
Sommaire: page 1-22

1. Services de garde à l'enfance	139 239		132 285				
2. Direction et administration	6 438	1	5 624	2 990	993	508	350
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour les services de garde en milieu scolaire (*)							
TOTAL	145 677	1	137 909	2 990	993	508	350

(*) Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

TOTAL DES PROGRAMMES

Votés	149 989	1	141 808	5 489	1 215	983	495

	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	6 704	2 760

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
14	407	78	37						22			

Ce programme vise à apporter une aide financière aux familles pour la garde des enfants et à assurer le développement des services de garde.

												132 285
18	601	94	32	1					37			
18	601	94	32	1					37			132 285
32	1 008	172	69	1					59			132 285

CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
59	132 285

ORGANISMES RELEVANT DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Entreprises			
Soutien aux garderies pour la garde de poupons et d'enfants handicapés, le renouvellement de l'équipement et la formation	2 402	2 282	1 844
Institutions d'enseignement			
Aide aux garderies en milieu scolaire - Aménagement	2 600	2 470	780
Organismes sans but lucratif			
Expérimentation de nouveaux modes de garde	766	728	487
Fonctionnement des garderies	57 873	54 983	50 606
Soutien aux garderies pour les enfants handicapés, le maintien des pouponnières, l'implantation, le dépannage et d'autres besoins spéciaux	13 886	13 193	8 847
Personnes			
Aide financière aux parents pour les frais de garde	61 712	58 629	50 436
Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour les services de garde en milieu scolaire			
Total	**139 239**	**132 285**	**113 000**

ORGANISMES RELEVANT DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 5 488 634 $
2. Autres rémunérations: 1 215 611
6 704 245 $

Incluant 712 500 $ à l'égard de 9 administrateurs (dirigeants d'organismes et personnel cadre) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000$ et plus: Commission de la santé et de la sécurité du travail, 44 231.

---

3. Services de transport et de communication: 983 445 $

Fonds de reprographie gouvernementale, 49 131; Fonds des services de télécommunications, 293 477; Interweb 1981 Inc., 112 886; Voyages Touring, 36 251.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 491 700.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 495 009 $

Commission des écoles catholiques de Montréal, 64 944; Fonds locaux, 97 761.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 332 304.

---

5. Entretien et réparations: 31 829 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 31 829.

---

6. Loyers: 1 007 570 $

Société immobilière du Québec, 983 886.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 23 684.

---

7. Fournitures et approvisionnements: 172 103 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 172 103.

ORGANISMES RELEVANT DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

8. Matériel et équipement: 127 564 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 127 564.

---

10. Dépenses de transfert: 132 284 801 $

.Aide financière aux parents pour les frais de garde: 58 628 705 $

Diverses personnes, 58 628 705.

.Expérimentation de nouveaux modes de garde: 728 308 $

Diverses garderies, 728 308.

.Aide aux garderies en milieu scolaire: 2 470 000 $

COMMISSIONS SCOLAIRES: d'Alma, 130 000, de l'Ancienne-Lorette, 130 000, de la Baie-des-Ha-Ha, 130 000, de Baldwin Cartier, 260 000, de Beauport, 130 000, des Cascades L'Achigan, 130 000, du Goéland, 130 000, des Laurentides, 130 000, de la Neigette, 130 000, de Mgr Vachon, 130 000, de l'Outaouais-Hull, 260 000, de Rivière-du-Loup, 130 000, de Saint-Eustache, 130 000, de St-Jérôme, 260 000, de Sherbrooke, 260 000.

.Fonctionnement des garderies: 54 982 618 $

Diverses garderies, 54 982 618.

.Soutien aux garderies pour les enfants handicapés, le maintien des pouponnières, l'implantation, le dépannage et d'autres besoins spéciaux: 13 193 337 $

AGENCES: l'Enfantillage Inc., 30 143, les étincelles, 49 666, Familiale les Pinsons Inc., 23 745, à l'orée de chez moi, 33 006, au soleil des p'tits bouts d'choux, 29 551, ton ami pipo, 20 093, la tralée en famille, 25 295; AGENCES DE GARDE: l'aurore boréale, 40 660, la bambinerie, 22 142, la bonne idée, 24 372, la cajolerie, 35 491, l'espièglerie, 34 447, Familiale les Copains Inc., 31 528, Familiale Polichinelle Inc., 70 551, aux Nids des Petits Inc., 64 729, le tournesol, 41 596, les trois coins, 22 423; Agence de Garde en Milieu Familial la Marguerite Inc., 36 997; Agence de service de garde d'Awantgish, 32 688; AGENCES DE SERVICE DE GARDE EN MILIEU FAMILIAL: le boute-en-train, 21 514, le cerf-volant, 38 086, Gamin, Gamine Enr., 22 400, la Girouette Inc., 25 694, la maison des amis, 26 069, du Montréal métropolitain, 167 281, les pommettes rouges, 28 100, la Porte Ouverte Inc., 44 545, pour vos tous p'tits Longueuil, 42 245; Aide financière pour frais de garderie: diverses garderies, 3 394 923; Alliance des Garderies du Nouveau Départ Inc., 24 735; L'Arc en joie, 35 564; Association des Propriétaire de Garderies du Québec Inc., 28 250; Association des Services de Garde en Milieu Scolaire du Québec Inc., 28 250; Centre de services sociaux de Ville-Marie, 58 792; Comité organisateur d'évènements pour les Services de Garde à l'Enfance, 150 000; GARDERIES: allô mon ami(e), 82 000, l'Anode Magique Inc., 79 763, BCF Montréal, 26 250, du bois joli, 30 000, cardio-puces, 95 700, la Charmille, 112 000, au château de grand-mère, 129 500, le colombier, 60 000, Communautaire du Pincourt Inc., 112 000, de la côte, 23 900, Dawson, 29 250, le domaine St-Sulpice, 129 500, éducative les petits frippons, 23 396, éducative Shalom, 26 200, enfankiri, 110 674, funville, 70 000, la grosse tortue, 108 870, Jardin de la Rivière Inc., 129 500, les Jeunes Pousses Inc., 20 900, Jolicoeur Inc., 59 561, la magie rose, 95 875, Marmaille de Laval Inc., 126 250,

ORGANISMES RELEVANT DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

papillon, 85 011, au pays des schtroumps, 44 293, au Petit Caroussel Inc., 122 300, le pissenlit, 55 347, pomme de reinette, 63 187, des rires, 83 543, St-Mary, 69 500, sel et poivre, 39 625, touche-à-tout, 24 000, du village, 85 300, viroulou, 32 250, Villeneuve et Caisse populaire St-Louis de France, 60 000, vive l'enfant, 51 250; Garderie et agence de garde les petits poussins, 35 196; Garderie et pouponnière les bécasseaux, 112 000; Gatinerie carré Piccadilly, 44 935; Génies en herbe G.L., 87 000; Mère schtroumph, 25 573; Passerelle des Mousses Inc., 35 104; La petite station-garderie d'enfants, 105 700; Petits Campagnards Inc., 28 101; Quebec Young Men's Christian Association, 64 458; REGROUPEMENTS: des agences de services de garde en milieu familial du Québec, 22 915, des garderies du Montréal-Métro, 26 815, des garderies de la région de la Montérégie, 20 315; Ruche magique, 22 561; SERVICES DE GARDE: à l'Enfance de l'Outaouais Inc., 112 000, les micro puces (matrox), 87 000, Ste-Anne, 32 075, Y.M.C.A., 47 137.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 4 949 180.

.Soutien aux garderies pour la garde de poupons et d'enfants handicapés, le renouvellement de l'équipement et la formation: 2 281 833 $

Diverses garderies, 739 800.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 1 542 033.

---

11. Autres dépenses: 1 182 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 182.

ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE DÉLÉGUÉ À L'ADMINISTRATION ET À LA FONCTION PUBLIQUE
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Traitement électronique des données	103	98
Recouvrements d'entreprises et organismes du gouvernement - assurance-vie et protection des cadres	2 040	1 869
Cotisation - administration du régime de retraite des élus municipaux	681	
Cotisation - administration assurance-salaire	45	61
Divers	5	19
	2 874	2 047
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	76	696
Divers	7	15
	83	711
	2 957	2 758
Total des revenus autonomes	**2 957**	**2 758**

ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE DÉLÉGUÉ À L'ADMINISTRATION ET À LA FONCTION PUBLIQUE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES
PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES**
Sommaire: page 1-26

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Régime de retraite des fonctionnaires							
Permanents (1)	164 459		159 247	159 247			
2. Régime de retraite de certains enseignants							
Permanents (2)	26 977		26 977				
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics							
Permanents (3)	79 838		79 838	79 838			
4. Assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics	23 509		20 190	7 561			
5. Administration	22 206	3	21 834	13 182	1 819	906	3 444
Permanents (3)	175		175				
Permanents (4)	12		12	12			
6. Régime de pension des membres de l'Assemblée nationale							
Permanents (5)	5 522		4 153	4 153			
7. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels							
Permanents (6)	6 849		6 849	6 849			
TOTAL	329 547	3	319 275	270 842	1 819	906	3 444

(1) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, L.R.Q., c. R-12.
(2) Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, L.R.Q., c. R-9.1.
(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.
(4) Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte, L.Q., 1970, c. 6.
(5) Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. C-52.1.
(6) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, L.R.Q., c.R-9.2.

Ce programme vise à l'administration des régimes de retraite et au paiement de l'assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
												26 977
												12 629
77	1 368	429	176	1 175					432			
77	1 368	429	176	176					432			39 606

ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE DÉLÉGUÉ À L'ADMINISTRATION ET À LA FONCTION PUBLIQUE

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 2 — COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
Sommaire: page 1-26

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL	2 433		2 341	1 912	2	79	44

PROGRAMME 3 — OFFICE DES RESSOURCES HUMAINES
Sommaire: page 1-26

TOTAL	24 309	3	23 267	14 010	1 455	895	3 042

PROGRAMME 4 — CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT À TITRE D'EMPLOYEUR
Sommaire: page 1-26

1. Contributions assumées par l'Office des ressources humaines	178 418		178 406	146 693	31 713		
Permanents (7)	6 618		6 618	6 618			
2. Provision pour transférer, avec l'approbation du Conseil du trésor, les crédits affectés au paiement des cotisations payables par les ministères et organismes à la Commission de la santé et de la sécurité du travail (*)	18						
TOTAL	185 054		185 024	153 311	31 713		

(7) Loi sur les employés publics, L.R.Q., c. E-6.
(*) Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ce programme vise à statuer sur les recours exercés par les membres du personnel de la fonction publique dans les domaines prévus par la loi, à vérifier le caractère impartial et équitable des décisions affectant les fonctionnaires de même que l'observation de la loi et des règlements relativement au système de recrutement et de promotion; il vise également à donner des avis au Conseil du trésor lorsque celui-ci décide de soustraire un emploi ou une catégorie d'emplois des dispositions de la Loi sur la fonction publique.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
3	247	20	5	1					28			

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection, la déclaration d'aptitudes des candidats à la nomination et à la promotion dans la fonction publique et la tenue des examens de changement de grade du personnel professionnel; il vise également à conseiller les ministères et organismes en matière de gestion des ressources humaines ainsi que le développement et le maintien d'un système intégré d'information pour la gestion des ressources humaines.

131	2 675	683	139	5					229		3

Ce programme vise le paiement des bénéfices marginaux et autres contributions du Gouvernement à titre d'employeur.

ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE DÉLÉGUÉ À L'ADMINISTRATION ET À LA FONCTION PUBLIQUE

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 5 — RÉGIME DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS
Sommaire: page 1-16

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Service courant Permanents (8)	98 843		94 661				
2. Service passé Permanents (8)	274 304		262 409				
TOTAL	373 147		357 070				

(8) Loi sur le régime de retraite des enseignants, L.R.Q., c. R-11.

TOTAL DES PROGRAMMES							
Votés	250 893	6	246 038	183 358	34 989	1 880	6 530
Permanents	663 597		640 939	256 717			
	914 490	6	886 977	440 075	34 989	1 880	6 530

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
	475 064	14 545

Ce programme vise à fournir la contribution du Gouvernement au régime de retraite des enseignants.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
											94 661
											262 409
											357 070
211	4 290	1 132	320	7					689		12 632
				175							384 047
211	4 290	1 132	320	182					689		396 679
					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
					689						396 679

ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE DÉLÉGUÉ À L'ADMINISTRATION ET À LA FONCTION PUBLIQUE
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Établissements de santé et de services sociaux			
Contribution au régime d'assurance-vie des employés publics du réseau des affaires sociales	9 192	6 760	7 811
Commissions scolaires et institutions d'enseignement			
Contribution au régime d'assurance-vie des des employés publics du réseau de l'enseignement	5 869	5 869	5 789
Contribution au régime de retraite de certains enseignants	26 977	26 977	8 062
Contribution au régime de retraite des enseignants	373 147	357 070	98 914
École nationale d'administration publique			100
Organismes sans but lucratif			
Autres	10	3	3
Total	**415 195**	**396 679**	**120 679**

ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE DÉLÉGUÉ À L'ADMINISTRATION ET À LA FONCTION PUBLIQUE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 440 075 817 $
2. Autres rémunérations: 34 988 653
475 064 470 $

Incluant 3 702 381 $ à l'égard de 50 administrateurs (dirigeants d'organismes et personnel cadre) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus: Association des policiers provinciaux du Québec, 431 905; Assurance-vie Desjardins, 6 433 845; Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, 293 830; Receveur général du Canada (Commission de l'assurance-chômage), 49 139 230; Régime de l'assurance-maladie du Québec, 84 182 888; Régie des rentes du Québec, 35 782 354; Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, 6 848 811; Régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics, 79 837 629; Régime de retraite des fonctionnaires, 159 247 444; Régime de retraite des membres de la Législature, 4 152 605; S.S.Q. mutuelle d'assurance-groupe, 6 185 931.

---

3. Services de transport et de communication: 1 880 489 $

Fonds des moyens de communications, 82 428; Fonds des services de télécommunications, 750 778; Imprimerie St-Romuald, 184 079; Interglobe Inc., 52 978.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 810 226.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 6 529 677 $

Atkinson, Tremblay & Assoc. Inc., 49 500; Centre des Techniques de l'Informatique (C.T.I.) Inc., 77 253; Clinique de Médecine Industrielle et Préventive du Québec Inc., 90 788; Fonds des services informatiques, 3 863 927; Gespro Informatique Inc., 172 946; Groupe DMR Inc., 331 257; Groupe Santé Medisys Inc., 102 485; L.G.S. Conseillers en Informatique Inc., 89 023; Miller-Fairchild Inc., 48 210; Gaston Paradis, 48 600; Psychiatres associés, 61 015; Services Conseils Systematix Inc., 201 682; Service des Données Asselin Inc., 130 383; Société Conseil Lambda Inc., 74 395; Fonds locaux, 115 750.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 072 463.

---

5. Entretien et réparations: 211 554 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 211 554.

---

6. Loyers: 4 289 459 $

Société immobilière du Québec, 4 159 783.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 129 676.

ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE DÉLÉGUÉ À L'ADMINISTRATION ET À LA FONCTION PUBLIQUE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

7. Fournitures et approvisionnements: 1 131 384 $

Enveloppe Innova, 70 898; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 151 685; Fonds de reprographie gouvernementale, 151 626; Logidec Inc., 307 212.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 449 963.

---

8. Matériel et équipement: 1 008 974 $

Bell Canada, 48 520; Epson Canada Ltée, 66 984; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 157 530; Informatique Mercier Inc., 35 237; Informatique Première Inc., 50 408; Ogivar Technologies Inc., 182 884; Olivetti Systèmes et Réseaux Canada Ltée, 199 304.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 268 107.

---

10. Dépenses de transfert: 396 679 381 $

.Contribution au régime de retraite des enseignants: 357 070 590 $

.Contribution au régime de retraite de certains enseignants: 26 976 600 $

.Contribution au régime d'assurance-vie des employés publics des réseaux de l'enseignement et des affaires sociales: 12 629 491 $

Assurance-vie Desjardins, 9 813 491.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 2 816 000.

.Autres: 2 700 $

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 2 700.

---

11. Autres dépenses: 181 651 $

Intérêts sur paiements en retard (pensions et autres), 174 668.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 6 983.

ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Banque de terminologie	96	72
Divers		1
	96	73
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	62	58
Divers	32	
	94	58
Total des revenus autonomes	**190**	**131**

ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES
PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE**
Sommaire: page 1-18

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Office de la langue française	19 530	4	19 227	11 488	1 194	1 262	974
2. Commission de protection de la langue française	2 108		2 052	1 551	61	87	30
3. Conseil de la langue française	2 643	1	2 488	1 502	67	136	424
4. Commission d'appel de francisation des entreprises	8		3				3
5. Commission de toponymie	1 781		1 780	1 187	67	66	180
6. Promotion de la langue française (*)	10						
7. Coordination des organismes de la Charte	2 518	1	1 801	414	145	123	660
TOTAL	28 598	6	27 351	16 142	1 534	1 674	2 271

(*) Provision pour augmenter tout crédit d'un ministère ou organisme pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française. Le solde des crédits ainsi transférés peut être remboursé à la présente provision avec le droit de l'utiliser à nouveau; le tout aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

TOTAL DU PROGRAMME							
Votés	28 598	6	27 351	16 142	1 534	1 674	2 271

	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	17 676	8 299

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activités; il vise également à assurer la coordination et le développement de politiques et d'activités gouvernementales en matière linguistique.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
153	2 576	342	109	4					295			830
2	274	22	22						3			
12	201	52	8						54			32
16	215	33	14						2			
6	251	11	31						108			52
189	3 517	460	184	4					462			914
189	3 517	460	184	4					462			914

CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
462	914

ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Entreprises			
Aide à des organismes québécois pour des activités visant à la promotion de la langue française	265	261	198
Institutions d'enseignement			
Recherche linguistique et terminologique	135	111	128
Organismes sans but lucratif			
Aide à des organismes québécois pour des activités visant à la promotion de la langue française	140	137	81
Recherche linguistique et terminologique			15
Soutien financier de l'État pour un accroissement de la participation des travailleurs et travailleuses au processus de francisation	300	299	306
Autres	82	54	67
Personnes			
Recherche linguistique et terminologique	55	52	40
Total	**977**	**914**	**835**

ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 16 142 663 $
2. Autres rémunérations: 1 533 793
17 676 456 $

Incluant 2 024 507 $ à l'égard de 30 administrateurs (dirigeants d'organismes et personnel cadre) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris des contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus: Commission de la santé et de la sécurité du travail, 70 635.

---

3. Services de transport et de communication: 1 673 810 $

Fonds des services de télécommunications, 717 372; Imprico, 47 216.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 909 222.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 2 271 072 $

Fonds de la formation à distance, 371 540; Industrielle Services Techniques Inc. (IST), 460 600; Institut national de la recherche scientifique, 36 000; Services à la Recherche J.T.D. Inc., 110 613; UNIVERSITÉS: McGill, 49 300, du Québec à Montréal, 57 583; Fonds local, 147 390.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 038 046.

---

5. Entretien et réparations: 188 976 $

Hewlett Packard Canada Ltée, 58 787.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 130 189.

---

6. Loyers: 3 517 021 $

Société immobilière du Québec, 3 444 823.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 72 198.

---

7. Fournitures et approvisionnements: 460 242 $

Fonds des fournitures et de l'ameublement, 80 250; Fonds de reprographie gouvernementale, 100 402; Fonds les publications du Québec, 46 603.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 232 987.

ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

8. Matériel et équipement: 645 664 $

Apple Canada Inc., 40 093; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 47 478; Hewlett Packard Canada Ltée, 102 092; Olivetti, Systèmes et Réseaux Canada Ltée, 35 918; Oracle Corporation Canada Inc., 46 200; Philips Électronique Ltée, 100 725; Société de téléinformatique RTC, 40 109; Sun Microsystèmes of Canada Inc., 41 887.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 191 162.

---

10. Dépenses de transfert: 913 596 $

.Aide à des organismes québécois pour des activités visant à la promotion de la langue française: 397 796 $

Association canadienne pour la gestion de la production et des stocks, 28 000; Centre de linguistique de l'entreprise, 26 500; Chambre de commerce de Sherbrooke, 21 000; Télé-université, 30 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 292 296.

.Recherche linguistique et terminologie: 163 400 $

Collège d'enseignement général et professionnel Edouard-Montpetit, 29 000; Nil Parent, 25 000; UNIVERSITÉS: Laval, 20 000, de Montréal, 38 600.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 50 800.

.Soutien financier de l'État pour un accroissement de la participation des travailleurs et travailleuses au processus de francisation: 298 500 $

Centrale des syndicats démocratiques (C.S.D.), 55 500; Confédération des syndicats nationaux, 67 000; Fédération des travailleurs du Québec, 176 000.

.Autres: 53 900 $

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 53 900.

---

11. Autres dépenses: 4 515 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 4 515.

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	108	86
Intérêts		
Divers	10	36
Recouvrements		
Divers	20	16
	138	138
Total des revenus autonomes	**138**	**138**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **LE PROTECTEUR DU CITOYEN**
Sommaire: page 1-24

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
Votés	5 035	4	5 007	2 610	999	432	193
Permanents (1)	61		61	61			
TOTAL	5 096	4	5 068	2 671	999	432	193

(1) Loi sur le Protecteur du citoyen, L.R.Q., c. P-32.

PROGRAMME 2 — **LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**
Sommaire: page 1-24

TOTAL	14 214	2	13 987	10 245	553	576	1 364

PROGRAMME 3 — **ADMINISTRATION DU SYSTÈME ÉLECTORAL**
Sommaire: page 1-24

1. Gestion interne et soutien							
Permanents (2)	9 200	1	8 591	5 913	359	466	559
2. Commission de la représentation							
Permanents (3)	560		299			205	87
3. Activités électorales							
Permanents (2)	4 180		4 092				
TOTAL	13 940	1	12 982	5 913	359	671	646

(2) Loi électorale, L.R.Q., c. E-3.2.
(3) Loi sur la représentation électorale, L.R.Q., c. R-24.1.

TOTAL DES PROGRAMMES

Votés	19 249	6	18 994	12 855	1 552	1 008	1 557
Permanents	14 001	1	13 043	5 974	359	671	646
	33 250	7	32 037	18 829	1 911	1 679	2 203

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
	20 740	9 733

Ce programme vise à permettre au protecteur du citoyen de se saisir de griefs des citoyens à l'endroit de l'administration publique.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
18	621	63	33	2					36			
18	621	63	33	2					36			

Ce programme vise à effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité et celle de l'optimisation des ressources, du Fonds consolidé du revenu, des ministères et de plusieurs organismes et entreprises du Gouvernement et à communiquer le résultat de cette vérification dans un rapport à l'Assemblée nationale.

70	679	134	181	12					173			

Ce programme vise à l'application des lois concernant l'administration des élections et le financement des partis politiques.

256	561	291		2					184			
	1	6										
				2 921								1 171
256	562	297		2 923					184			1 171
88	1 300	197	214	14					209			
256	562	297		2 923					184			1 171
344	1 862	494	214	2 937					393			1 171

CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
393	1 171

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Organismes sans but lucratif			
Financement des partis politiques	1 171	1 171	1 137
Total	**1 171**	**1 171**	**1 137**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 18 828 778 $
2. Autres rémunérations: 1 911 318
20 740 096 $

Incluant 3 709 145 $ à l'égard de 51 administrateurs (personnes désignées, leurs adjoints et le personnel cadre) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus: Commission de la santé et de la sécurité du travail, 104 440.

---

3. Services de transport et de communication: 1 679 055 $

Cossette Communication-Marketing, 119 244; Fonds des services de télécommunications, 599 169; Métropole Litho Inc., 65 583.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 895 059.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 2 203 937 $

Caron Bélanger Ernst & Young, 40 437; École nationale d'administration publique (ÉNAP), 50 150; Fondation canadienne pour la vérification intégrée, 153 975; Fonds des services informatiques, 35 444; Gestion Perforem Ltée, 44 606; Groupe C.G.I. Inc., 43 907; Groupe DMR Inc., 36 585; Jacques Lamonde, 83 206; Poissant Thibault - Peat Marwick Thorne, 53 662; Protection blindée de Québec Inc., 76 439; Receveur général du Canada (Bureau du vérificateur général du Canada), 84 119; Richard Cournoyer & Associés Inc., 37 690; Samson Bélair / Deloitte & Touche, 38 219; Marcel Ste-Marie, 45 661; Tremblay, Bois, Mignault, Duperrey & Lemay, 192 957; Ville de Ste-Foy, 156 151.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 030 729.

---

5. Entretien et réparations: 344 023 $

Sancomat Inc., 66 656.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 277 367.

---

6. Loyers: 1 861 174 $

Centre-Bois-de-Boulogne Inc., 42 162; Roussin & Frères Inc., 320 360; Société immobilière BB/A Inc., 99 735; Société immobilière du Québec, 1 268 256; Xerox Canada Ltée, 99 148.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 31 513.

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

7. Fournitures et approvisionnements: 494 364 $

Boulevard produits de bureau Inc., 35 789; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 58 352; Hydro-Québec, 137 780.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 262 443.

---

8. Matériel et équipement: 606 319 $

Centre d'Affaires Crowntek Inc., 90 894; Ingres Canada Ltée, 56 533; Olivetti système et réseaux Canada Ltée, 81 648; Sun Microsystèmes of Canada Inc., 49 276; Systèmes A.C.C.I. Inc., 35 451.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 292 517.

---

10. Dépenses de transfert: 1 171 299 $

.Administration du système électoral: 1 171 299 $

FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES: Allocation au Nouveau parti démocratique, 29 104; Allocation au Parti égalité, 53 853; Allocation au Parti libéral, 589 022; Allocation au Parti québécois, 473 616.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 25 704.

---

11. Autres dépenses: 2 936 327 $

.Dépenses électorales

Atelier poly-teck Inc., 86 886; Centre de récupération de Beauce Inc., 287 444; Cossette Communication-Marketing, 232 355; Diverbec Inc., 58 236; Emballage St-Jean Ltée, 51 284; Étiquette & ruban adhésif Commerce Inc., 60 493; Pierre Fafard, 45 440; Formulaires et systèmes Moore Ltée, 101 256; Imprimerie Provinciale Inc., 92 589; Litho Prestige, 58 103; Rolland Inc., 203 085; Tremblay, Bois, Mignault, Duperrey & Lemay, 42 123.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 617 033.

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES
PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — RÉGIME D'ASSURANCE-MALADIE

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre du régime d'assurance-maladie et les frais d'administration afférents.

Sommaire: page 1-22

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		TRANSFERT
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	
1. Services médicaux				
Permanents (1)	1 814 789		1 796 312	1 796 312
2. Services optométriques				
Permanents (1)	51 998		48 827	48 827
3. Services dentaires				
Permanents (1)	75 257		75 257	75 257
4. Médicaments et services aux personnes âgées				
Permanents (1)	401 669		396 621	396 621
5. Autres services				
Permanents (1)	59 295		59 295	59 295
6. Administration				
Permanents (1)	58 621		58 621	58 621
TOTAL	2 461 629		2 434 933	2 434 933

(1) Une prévision de 1 320 704 177 $ au Fonds des services de santé et de 1 115 111 423 $ au Fonds consolidé du revenu pour une dépense de 1 320 704 177 $ au Fonds des services de santé représentant la moitié de la contribution des employeurs à ce Fonds (voir page 2-00) concernant la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, L.R.Q., c. R-5 et de 1 114 228 347 $ à même le Fonds consolidé du Revenu.

TOTAL DU PROGRAMME			
Permanents	2 461 629	2 434 933	2 434 933

	TRANSFERT
TOTAL DE LA SUPER-CATÉGORIE	2 434 933

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Personnes			
Bourses d'études, de recherche et primes	24 410	24 410	20 079
Médicaments et services pharmaceutiques aux personnes âgées	401 669	396 621	341 831
Prothèses et orthèses	34 885	34 885	28 716
Services dentaires	75 257	75 257	74 505
Services médicaux	1 814 789	1 796 312	1 658 155
Services optométriques	51 998	48 827	46 740
Entreprises et organismes du Gouvernement			
Régie de l'assurance-maladie du Québec - Frais afférents à l'administration du régime d'assurance-maladie	58 621	58 621	53 241
Total	**2 461 629**	**2 434 933**	**2 223 267**

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

10. Dépenses de transfert: 2 434 932 524 $

.Régie de l'assurance-maladie du Québec:

.Bourses d'études, de recherche et primes: 24 410 209 $

.Frais d'administration: 58 620 755 $

.Médicaments et services pharmaceutiques aux personnes âgées: 396 621 201 $

.Prothèses et orthèses: 34 884 923 $

.Services dentaires: 75 256 934 $

.Services médicaux: 1 796 312 090 $

.Services optométriques: 48 826 412 $

REVENU
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Impôt sur les revenus et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	11 578 579	10 228 644
Impôt des sociétés (A)	1 711 825 (1)	1 890 369
Droits de successions	861	(1 303)
	13 291 265	12 117 710
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	4 794 924 (2)	4 471 242
Carburants	1 150 098 (2)	1 256 838
Tabacs	585 785 (2)	515 263
Repas et hôtellerie	383 333 (2)	470 243
Télécommunications	163 346	159 958
Publicité	11 587	11 356
	7 089 073	6 884 900
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Droits de ventes de bière par les détaillants	58 030 (3)	30 370
Droits de ventes de spiritieux et de vins aux détenteurs de permis	26 028 (4)	19 389
Ressources forestières		
Profits d'exploitation forestière	4 411 (5)	32 553
Pari mutuel	21 123	21 334
Autres		
Concours publicitaires	3 323	3 449
Appareils d'amusement	15 127	15 506
Loteries et courses	2 934	3 272
Transferts de terrains	98	1 176
Divers	(4)	20
	131 070	127 069

(A) Comprend l'impôt sur les profits des sociétés, la taxe sur le capital et celle sur les primes qui en tient lieu pour les compagnies d'assurance.
(1) La diminution est due aux effets de la récession qui se sont fait sentir sur les profits des entreprises.
(2) La réforme des taxes à la consommation depuis janvier 1991 entraine une réallocation de revenus entre les différentes sources de taxes à la consommation. La taxe de 10% sur les repas et hôtellerie est intégrée à celle sur les ventes au détail. De plus, les taux de taxes sur les tabacs et les carburants ont été réduits pour tenir compte de leur assujettissement à la taxe de vente au détail. Enfin, la taxe de vente au détail a été réduite de 9% à 8%.
(3) Les revenus tiennent compte d'une taxation additionnelle en vigueur depuis le 27 avril 1990 de 15 cents le litre de bière.
(4) Les revenus tiennent compte d'une taxation additionnelle en vigueur depuis le 27 avril 1990 de 30 cents le litre de vin ou spiritueux.
(5) La diminution des droits sur les profits des opérations forestières reflète la faiblesse des profits dans ce secteur au cours de l'année.

REVENU
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Perception pour les municipalités de taxes sur les réseaux de télécommunication	4 532	4 273
Perception R.R.Q.	26 056	24 613
Recouvrements de tiers	66	75
Décisions anticipées	259	160
Divers		1
	30 913	29 122
Intérêts		
Impôt sur le revenu des particuliers	195 101 (6)	117 880
Impôt des sociétés	92 456 (6)	59 953
Droits de successions	2 946	(1 136)
Ventes au détail	46 840 (6)	13 404
Carburants	4 890 (6)	1 156
Tabacs	3 741 (6)	943
Repas et hôtellerie	12 279 (6)	3 629
Télécommunications	73	28
Droits de vente de bière par les détaillants	1	81
Profits d'exploitation forestière	145	1 270
Concours publicitaires	254	46
Appareils d'amusement	357	176
Loteries	53	236
Transferts de terrains	407	647
Divers	210	27
	359 753	198 340
Amendes et confiscations		
Pénalités	47 082	35 367
Frais - chèques sans provision	468	502
Divers		3
	47 550	35 872
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	107	450
Salaires - accidents de travail		52
Programme d'aide aux parents pour leurs revenus de travail	4 740	
Divers	3	4
	4 850	506
	443 066	263 840
Total des revenus autonomes	**20 954 474**	**19 393 519**

(6) L'augmentation est due principalement à la mise à jour des intérêts réalisables sur certains comptes à recevoir du ministère du Revenu dont ceux de l'impôt sur le revenu des particuliers pour 59,5 millions de dollars, de l'impôt des sociétés pour 10,8 millions de dollars et des taxes à la consommation pour 37,0 millions de dollars.

REVENU
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Notes		
Les remboursements suivants ont été déduits des revenus (en milliers de dollars)		
Impôt sur le revenu des particuliers (B) (C) (D)	2 038 637 (7)	2 225 476
Impôt des sociétés (E)	301 284	301 325
Successions	798	604
Ventes au détail	36 554	38 417
Carburants	40 825	40 417
Tabacs	5 195	4 983
Repas et hôtellerie	922	503
Télécommunications	111	51
Profits d'exploitation forestière	4 456	1 229
Concours publicitaires	178	260
Loteries et courses	319	178

(B) Y compris pour le remboursement d'impôts fonciers 128 132 471 $ en 1990-1991 (119 276 363 $ en 1989-1990).
(C) Y compris pour le remboursement d'allocations de disponibilité 506 973 $ en 1990-1991 (1 610 291 $ en 1989-1990).
(D) Y compris pour les allocations d'aide aux familles 519 943 579 $ en 1990-1991 (465 777 230 $ en 1989-1990).
(E) Y compris pour des crédits remboursables pour pertes autre que perte en capital et pour la recherche scientifique et le développement expérimental 176 719 957 $ en 1990-1991 (123 780 514 $ en 1989-1990).
(7) Les remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers sont inférieurs à ceux de l'année précédente, parce que les réformes annoncées antérieurement ont donné lieu à d'importants remboursements d'impôts en 1989-1990.

REVENU

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES
PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **ADMINISTRATION FISCALE**
Sommaire: page 1-28

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Perception	96 548	694	95 142	55 625	27 244	10 234	808
Permanents (1)	2 600		2 423				2 423
Permanents (2)	2 200		2 163				2 163
Permanents (3)	1 616		1 616				1 616
Permanents (4)	1 000		730				730
Permanents (5)	300		262				262
Permanents (6)	74 700		74 700				
Permanents (7)	1 186	497					
2. Vérification	51 414	3 125	46 760	39 749	2 440	3 552	181
Permanents (7)	558	103					
3. Soutien technique	59 217	5 515	51 325	25 763	4 820	501	6 659
Permanents (7)	5 731	3 162					
4. Direction et soutien administratif	57 153	2 990	52 073	12 908	985	6 757	1 024
Permanents (7)	827						
5. Service au public et à l'entreprise	27 835	1 905	24 244	12 726	2 407	1 436	748
Permanents (7)	238						
TOTAL	383 123	17 991	351 438	146 771	37 896	22 480	16 614

(1) Loi concernant l'impôt sur la vente en détail, L.R.Q., c. I-1 (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes).
(2) Loi concernant la taxe sur les carburants, L.R.Q., c. T-1 (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes).
(3) Loi concernant l'impôt sur le tabac, L.R.Q., c. I-2 (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes).
(4) Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie, L.R.Q., c. T-3 (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes).22
(5) Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.
(6) Loi sur le ministère du Revenu, L.R.Q., c. M-31 (Intérêts sur remboursements de revenus).
(7) Loi concernant l'impôt sur la vente en détail, L.R.Q., c. I-1 (Implantation de la réforme des taxes à la consommation du Québec et administration de la taxe sur les produits et services pour le compte du gouvernement du Canada).

PROGRAMME 2 — **AIDE FINANCIÈRE AU REVENU DE TRAVAIL**
Sommaire: page 1-20

1. Aide aux parents pour leurs revenus de travail	6 300		5 535				
2. Supplément au revenu de travail							
TOTAL	6 300		5 535				

Ce programme vise à percevoir les sommes dues par les contribuables assujettis aux lois fiscales et à réprimer l'évasion et la fraude fiscales.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Communications	Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
65	106	666	95	4					295			
				74 700								
42	25	509	34	1					227			
2 217	6 275	303	638	513					3 636			
511	28 232	1 173	206	15					181			81
44	106	6 593	43	2					139			
2 879	34 744	9 244	1 016	75 235					4 478			81

Ce programme vise à fournir un supplément au revenu des travailleurs à faible revenu en leur versant des prestations basées sur le revenu du ménage.

	5 535
	5 535

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 3 (*) — CONTRÔLE DES JEUX DE HASARD ET DES COURSES
Sommaire: page 1-30

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
Votés	3 127		2 932	1 874	271	47	45
Permanents (8)	5		5				
TOTAL	3 132		2 937	1 874	271	47	45

(8) Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, L.R.Q., c. L-6.
(*) La Régie des loteries du Québec a remplacé à compter du 21 novembre 1990 la Régie des loteries et courses du Québec dont les crédits et dépenses relèvent de ce programme, L.Q., 1990, c. 46.

TOTAL DES PROGRAMMES

Votés	301 594	14 229	278 011	148 645	38 167	22 527	9 465
Permanents	90 961	3 762	81 899				7 194
	392 555	17 991	359 910	148 645	38 167	22 527	16 659

	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	186 812	162 969

Ce programme vise à protéger le public à l'occasion de l'organisation et la conduite de jeux de hasard et de courses sur lesquelles le pari mutuel est permis.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
34	565	44	16	1					35			
				5								
34	565	44	16	6					35			
2 913	35 309	9 288	1 032	536					4 513			5 616
				74 705								
2 913	35 309	9 288	1 032	75 241					4 513			5 616

CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
4 513	5 616

REVENU
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Organismes sans but lucratif			
Autres	102	81	37
Personnes			
Aide aux parents pour leurs revenus de travail	6 300	5 535	8 278
Supplément au revenu de travail			2 188
Total	**6 402**	**5 616**	**10 503**

REVENU
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 148 644 610 $
2. Autres rémunérations: 38 168 225
186 812 835 $

Incluant 11 182 284 $ à l'égard de 164 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organismes, personnel cadre et autre personnel de rang équivalent) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus: Commission de la santé et de la sécurité du travail, 723 627.

---

3. Services de transport et de communication: 22 528 127 $

Courrier Purolator Ltée, 207 417; Fonds des moyens de communications, 397 317; Fonds des services de télécommunications, 6 295 200; Hôtellerie le Dauphin, 40 999; Imprimerie Gilmar Inc., 142 438; Inter-Voyage Inc., 89 631; Prisme Communications Ltée, 71 086; Propair Inc., 39 741; Société canadienne des postes, 9 560 497; Voyages C.A.A., 142 867.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 5 540 934.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 16 657 579 $

Bell & Howell (Québec) Ltée, 265 178; Biro Inc., 351 178; Claude Bouillon, 38 734; C.C.H. Canadienne Ltée, 110 713; C.G.I. Conseillers en Gestion et Informatique Inc., 256 518; Collin Paré et Associés, 38 166; Computer Associates Canada Ltée, 49 603; Drouin, Paquin & Associés Ltée, 129 200; École nationale d'administration publique (E.N.A.P.), 48 941; E.T.I. (Québec) Inc., 245 320; Étude Coutu Bernier, 267 850; Fonds Les Publications du Québec, 36 217; Fonds des services informatiques, 119 223; Gouvernement du Québec (timbres judiciaires), 116 355; Groupe DMR Inc., 1 586 375; Impérial Tobacco, 42 000; Industrielle-Services Techniques Inc., 132 972; Info-Conseil Inc., 76 280; Informatique Multi-Hexa Inc., 91 630; Joncas Postes Expert Inc., 587 229; LGS Conseillers en Informatique Inc., 607 683; N C R Canada Ltée, 103 046; Paquette & Associés, 84 473; Publications CCH/FM Ltée, 80 348; Roy Bourassa & Associés Inc., 621 408; Secur Inc., 50 341; Services Conseils Systématix Inc., 66 272; SHL Systemhouse Inc., 606 777; Société québécoise d'information juridique, 277 482; Steria (Canada) Inc., 62 369; Surintendant des faillites, 262 395; Ville de Montréal, 107 246; Villeneuve, Miller,Lortie,Golden,Guralnick & Associés, 65 623; Fonds locaux, 186 293;

Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise de taxes:

Ventes au détail	2 423 171
Carburants	2 162 708
Tabacs	1 615 768
Repas et hôtellerie	729 761
	6 931 408

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 954 733.

---

5. Entretien et réparations: 2 913 712 $

Baillargeon,Breton et Associés (1982) Inc., 101 466; Bell & Howell (Québec) Ltée, 94 517; Computer Associates Canada Ltée, 130 545; Équipement de Bureau Aztec Ltée, 40 677; I.B.M. Canada Ltée, 685 886; Kodak Canada Inc., 69 177; Legent Corporation, 47 875; Nixdorf Computer Canada Ltée, 52 040; Philips Électronique Ltée, 88 635; Société immobilière du Québec, 407 020; Storagetek Canada Inc., 222 672;

Systèmes d'Information Motorola Ltée, 82 283; Unisys Canada Inc., 272 072.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 618 847.

---

6. Loyers: 35 307 828 $

Bell & Howell Québec Ltée, 91 515; Fonds pour les équipements informatiques, 5 238 370; Fonds des services informatiques, 57 614; Hitachi Data Systems Inc., 123 087; I.B.M. Canada Ltée, 888 748; Kodak Canada Inc., 95 328; Savin Canada Inc., 179 021; Société immobilière du Québec, 28 389 969; Xerox Canada Ltée, 168 137.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 76 039.

---

7. Fournitures et approvisionnements: 9 288 901 $

B.A.S.F. Canada Inc., 87 096; Crain-Drummond Inc., 220 385; ENVELOPPES: Innova, 698 618, Montréal Inc., 166 772, Suprême Inc., 95 645; FONDS: des fournitures et de l'ameublement, 507 049, Les Publications du Québec, 57 329, de reprographie gouvernementale, 163 932; Formulaires et Systèmes Moore Ltée, 703 300; FORMULES D'AFFAIRES: Datamark (1989) Inc., 113 664, Étoile Ltée, 99 554, Lancaster Inc., 224 275; Imprico, 121 341; Imprimerie Canada Inc., 286 248; Industries ProSpec Inc., 43 944; Interglobe (Montréal) Inc., 657 377; Interlitho Inc., 74 718; Interweb (1981) Inc., 1 050 509; Joseph Clermont Inc., 42 643; Junros Inc., 40 052; Kodak Canada Inc., 281 385; Litho Prestige Inc., 440 513; Morton International Ltée, 220 679; Papeteries J.B. Rolland Ltée, 292 685; Pétroles Esso Canada, 43 360; Produits Shell Canada Ltée, 38 867; Services graphiques Southam Paragon, 763 017; Storagetek Canada Inc., 52 664; Tenex Data Corporation, 301 356; Unisys Canada Inc., 37 883; Val Pan Microfilms Inc., 183 891.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 178 150.

---

8. Matériel et équipement: 5 544 513 $

Bell & Howell (Québec) Ltée., 344 815; Centres d'Affaires Crountek Inc., 136 899; Centres de Service Micro Contact Inc., 85 034; Computer Association Canada Ltée, 67 323; Computerland, 114 071; Computertime, 35 758; D.O.S. Centre Epson, 43 736; Epson Canada Ltée, 85 504; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 332 027; General Motors du Canada Ltée, 111 807; Hewlett Packard Canada Ltée, 38 191; I.B.M. Canada Ltée, 1 197 151; Legent Corporation, 36 225; Memorex Telex Inc., 91 138; Meubles L.B. Charland Inc., 52 189; Micro Logic Ste-Foy Ltée, 82 499; Ogivar Technologies Inc., 650 982; Olivetti Systèmes et Réseaux Canada Ltée, 287 308; Oracle Corporation Canada Inc., 38 175; Pansophic Systèmes of Canada Ltée, 130 468; Performance Systèmes Inc., 70 225; Storagetek Canada Inc., 102 933; Sun Microsystèmes du Canada, 43 042; Systèmes d'Information Motorola Ltée, 273 819; Telca Co Inc., 77 297; Unisys Canada Inc., 324 327.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 691 570.

REVENU
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

10. Dépenses de transfert: 5 616 214 $

.Aide aux parents pour leurs revenus de travail: 5 535 414 $

Diverses personnes, 5 535 414.

.Autres: 80 800 $

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 80 800.

---

11. Autres dépenses: 75 240 490 $

INTÉRÊTS SUR BIENS ACQUIS PAR LOCATION-ACQUISITION OU PAR CRÉDIT-BAIL: I.B.M. Canada Ltée, 265 704; Systèmes d'information Motorola Ltée, 80 978; Unisys Canada Inc., 72 787; INTÉRÊTS SUR REMBOURSEMENT DE REVENUS: particuliers et sociétés, 74 700 513.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 120 508.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Droits et permis		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	523	482
	523	482
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Tierces responsabilités - internes	2 682	1 962
Tierces responsabilités - externes	260	202
Assurance-hospitalisation - étrangers	199	210
Tierces responsabilités - S.A.A.Q.	72 847	69 511
Divers	21	29
	76 009	71 914
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	445	115
Subventions d'années antérieures - Office des personnes handicapées du Québec	786	949
Taxe de vente fédérale	190	103
Divers	11	94
	1 432	1 261
	77 441	73 175
Total des revenus autonomes	77 964	73 657
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Jeunes délinquants	(7 636)	
Jeunes contrevenants	32 023	26 272
Réadaptation professionnelle des invalides	5 853	7 200
Services de traitement et de réadaptation	171	863
Services de santé et sociaux en langue anglaise	536	249
Divers	7	(11)
Total des transferts du gouvernement du Canada	30 954	34 573
Total des revenus	**108 918**	**108 230**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES
PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — SERVICES COMMUNAUTAIRES
Sommaire: page 1-20

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Frais d'exploitation des centres locaux de services communautaires	513 547		511 088				
Permanents (1)	14 480		14 480				
2. Service de la dette	5 106		4 455				
3. Loyers	27 400		26 051				
TOTAL	560 533		556 074				

(1) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.

PROGRAMME 2 — SOUTIEN DES ORGANISMES BÉNÉVOLES
Sommaire: page 1-20

1. Organismes communautaires de promotion et de services	43 378		43 249				
2. Organismes communautaires de maintien à domicile	7 035		7 035				
TOTAL	50 413		50 284				

PROGRAMME 3 — SERVICES DES CENTRES HOSPITALIERS DE COURTE DURÉE
Sommaire: page 1-22

1. Frais d'exploitation	3 805 350		3 768 656				
Permanents (2)	125 836		121 013				
Permanents (3)	1 320 704		1 320 704				
2. Service de la dette	174 037		174 032				
3. Loyers	5 136		5 136				
TOTAL	5 431 063		5 389 541				

(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.
(3) Des crédits et des dépenses de 1 320 704 177 $ représentant la moitié de la contribution des employeurs au Fonds des services de santé (voir page 2-182) concernant la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, L.R.Q., c. R-5.

Ce programme vise à assurer aux personnes, aux groupes et aux communautés locales l'accessibilité à des services de base en santé et adaptation sociale.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
												511 088
												14 480
												4 455
												26 051
												556 074

Ce programme vise à favoriser la participation des groupes bénévoles dont les services contribuent à la réalisation des programmes de santé et de services sociaux.

												43 249
												7 035
												50 284

Ce programme vise à rendre accessibles aux malades les soins de courte durée que requiert leur état; il vise également à assurer les activités de dépistage et de prévention.

												3 768 656
												121 013
												1 320 704
												174 032
												5 136
												5 389 541

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-22

SERVICES DES CENTRES DE SERVICES SOCIAUX

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Frais d'exploitation des centres de services sociaux	250 358		250 253				
Permanents (4)	9 988		9 988				
2. Familles d'accueil	99 278		99 278				
3. Service de la dette	4		3				
4. Loyers	10 933		10 933				
TOTAL	370 561		370 455				

(4) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-22

SERVICES DES CENTRES DE RÉADAPTATION

1. Frais d'exploitation des centres de réadaptation pour personnes en difficulté d'adaptation	337 508		337 508				
Permanents (5)	9 773		9 773				
2. Frais d'exploitation des centres de réadaptation pour personnes handicapées	412 405		411 797				
Permanents (5)	11 068		11 068				
3. Service de la dette	7 217		7 062				
4. Loyers	10 791		10 791				
TOTAL	788 762		787 999				

(5) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.

Ce programme vise à offrir des services de consultation et des services destinés à assurer la protection d'enfants et d'adolescents ainsi que la protection d'adultes handicapés ou âgés et à développer ou à restaurer leur autonomie.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
												250 253
												9 988
												99 278
												3
												10 933
												370 455

Ce programme vise à promouvoir la réadaptation de certains enfants en leur fournissant en milieu protégé des services adaptés à leurs besoins; il vise également à permettre aux adultes inadaptés la pratique d'activités destinées à faciliter leur retour à la vie normale.

												337 508
												9 773
												411 797
												11 068
												7 062
												10 791
												787 999

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-22

SERVICES DES CENTRES D'ACCUEIL D'HÉBERGEMENT ET DES CENTRES HOSPITALIERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Frais d'exploitation des centres d'hébergement	622 196		621 001				
Permanents (6)	17 466		16 863				
2. Frais d'exploitation des centres hospitaliers de soins de longue durée	493 574		491 711				
Permanents (6)	16 519		15 758				
3. Service de la dette	68 822		68 517				
4. Loyers	1 314		1 289				
TOTAL	1 219 891		1 215 139				

(6) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-22

COORDINATION DE LA RECHERCHE

1. Fonds de la recherche en santé du Québec	34 530	34 530	
2. Recherche sociale	3 833	3 833	
TOTAL	38 363	38 363	

Ce programme vise à procurer des services de soins prolongés et d'hébergement aux adultes et personnes âgées dont l'état le requiert.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
												621 001
												16 863
												491 711
												15 758
												68 517
												1 289
												1 215 139

Ce programme vise à favoriser l'acquisition de connaissances nécessaires à la définition et à la mise en oeuvre de programmes de santé et de services sociaux.

												34 530
												3 833
												38 363

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 8 — DIRECTION ET COORDINATION RÉGIONALE
Sommaire: page 1-22

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Direction et gestion ministérielle	82 765	53	82 070	47 799	3 126	9 227	10 387
2. Organisme-conseil	703		677	497		36	33
3. Conseils régionaux	53 915		53 915				
Permanents (7)	2 133		2 133				
4. Subventions aux associations d'établissements	8 447		8 433				
5. Subventions d'appoint	164 062		164 059				
Permanents (8)	1 319		228				
TOTAL	313 344	53	311 515	48 296	3 126	9 263	10 420

(7) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.
(8) Loi sur la protection de la santé publique, L.R.Q., c. P-35.

PROGRAMME 9 — OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
Sommaire: page 1-22

1. Services aux personnes handicapées	44 089		44 062				
2. Direction et administration	10 065	5	9 938	4 493	2 395	907	346
TOTAL	54 154	5	54 000	4 493	2 395	907	346

TOTAL DES PROGRAMMES

Votés	7 297 798	58	7 251 362	52 789	5 521	10 170	10 766
Permanents	1 529 286		1 522 008				
	8 827 084	58	8 773 370	52 789	5 521	10 170	10 766

	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	58 310	33 523

Ce programme vise à procurer au ministère les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler ses programmes de santé et de services sociaux; il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins et à assurer la coordination du développement des services de santé et des services sociaux.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
226	7 186	2 940	467	18					694			
1	95	15										
												53 915
												2 133
												8 433
												164 059
												228
227	7 281	2 955	467	18					694			228 768

Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées.

											44 062
16	1 362	135	125	1					124		34
16	1 362	135	125	1					124		44 096
243	8 643	3 090	592	19					818		7 158 711
											1 522 008
243	8 643	3 090	592	19					818		8 680 719

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
					818						8 680 719

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Entreprises			
Aide financière à l'intégration en entreprises de personnes handicapées	2 545	2 533	2 433
Transport ambulancier	37 608	37 608	33 124
Établissements de santé et de services sociaux			
Fonctionnement:			
Centres d'accueil d'hébergement et centres hospitaliers de soins de longue durée	1 152 324	1 147 877	1 041 891
Centres hospitaliers de soins de courte durée	5 054 855	5 049 542	4 586 786
Centres locaux de services communautaires	553 248	553 248	499 230
Centres de réadaptation	787 010	787 010	724 254
Centres de services sociaux	371 923	371 923	340 431
Conseils de santé et de services sociaux régionaux	55 884	55 884	44 344
Service de la dette:			
Centres d'accueil d'hébergement et centres hospitaliers de soins de longue durée	68 823	68 517	65 964
Centres hospitaliers de soins de courte durée	174 037	174 032	166 988
Centres locaux de services communautaires	5 106	4 455	4 704
Centres de réadaptation	7 218	7 062	7 911
Centres de services sociaux	3	3	7
Organismes sans but lucratif			
Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations	8 447	8 433	7 708
Centres et instituts de recherche	28 618	28 618	25 317
Centres de travail adapté	22 463	22 462	21 419
Organismes communautaires de maintien à domicile	7 035	7 035	6 001
Organismes communautaires de promotion et de services	43 378	43 249	38 624
Organismes de promotion des droits des personnes handicapées	2 314	2 311	2 212
Société canadienne de la Croix-Rouge	39 434	39 434	33 629
Autres	20 155	20 153	20 872
Personnes			
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	36 619	36 608	28 539
Bourses d'études et de perfectionnement	4 224	4 224	4 222
Indemnisation des victimes d'immunisation	1 318	228	187
Rémunération des internes et résidents	77 831	77 831	71 298
Services hospitaliers hors Québec	99 833	99 833	99 617
Entreprises et organismes du Gouvernement			
Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain (Transport ambulancier)	28 918	28 918	21 499
Fonds de la recherche en santé du Québec - Frais d'administration	1 688	1 688	1 741
Total	**8 692 859**	**8 680 719**	**7 900 952**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 52 789 509 $
2. Autres rémunérations: 5 520 845
58 310 354 $

Incluant 8 413 742 $ à l'égard de 120 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organismes, personnel cadre et autre personnel de rang équivalent) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus: Commission de la santé et de la sécurité au travail:, 256 384.

---

3. Services de transport et de communication: 10 169 869 $

Alain Dery, 54 759; Dicom Express Inc., 80 476; FONDS: des moyens de communication, 954 956, renouvelable du service aérien gouvernemental (incluant un montant de 3 156 126 $ pour le transport ambulancier), 3 243 093, des services de télécommunications, 1 930 714; Juan-Roberto Iglesias, 36 302; Impressions Piché Inc., 52 344; IMPRIMERIES: Héon & Nadeau Ltée, 54 748, L'Éclaireur Ltée, 84 568; Inter-Voyage Inc., 208 316; Léveillé Vickers & Benson, 452 846; Marketel McCann Erickson Ltée, 251 856; Métrolitho Inc., 52 789; Paul Veilleux Ltée, 219 258; Taxis Co-op Québec 525-5191, 72 478.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 2 420 366.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 10 766 150 $

A.C.S.I. Biorex Inc., 68 876; Le cabinet de relations publiques national Inc., 315 061; CENTRES: d'accueil René-Lévesques, 66 541; hospitaliers: Courchesne, 50 345, Saint-Michel, 55 789, Ste-Marie, 93 034; de services sociaux: du Bas-du-Fleuve, 55 166, Montréal-Métropolitain, 52 626; Cité de la santé de Laval, 46 138; Claude Roberge Inc., 81 320; Conseillers en gestion et informatique C.G.I. Inc., 50 000; CONSEILS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX RÉGIONAUX: Côte-Nord, 49 157, Outaouais, 56 765, région Bas St-Laurent & Gaspésie, 67 425, Saguenay-Lac-St-Jean, 121 548; Département de santé communautaire de l'hôpital général de Montréal, 86 169; Gaétan Deshaies, 104 910; Drouin Paquin & associés Ltée, 50 000; FONDS: des moyens de communication, 58 814, des services informatiques, 2 576 566; Gespro Informatique Inc., 60 125; GROUPES: de consultation en management et systèmes informatiques MSI Inc., 71 200, DMR Inc., 128 190; Hôtel-Dieu de Montmagny, 42 666; Informatique Multi-Hexa Inc., 51 351; L'Industrielle Services Techniques Inc. (IST), 64 977; L'Info-conseil consultation Inc., 53 463; Maurice Laramée, 47 801; Maurice McGregor, 90 224; Auguste Mockle, 36 309; Jean Pelletier, 104 845; Price Waterhouse, 48 140; Régie de l'assurance-maladie du Québec, 2 029 440; Colette Roberge, 51 600; SHL Systemhouse Inc., 89 500; Somapro Ltée, 380 455; Jean-Pierre Tessier, 51 047; Michel Tétreault, 119 236; Université Laval, 53 146; 161818 Canada Ltd, 264 730.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 2 821 455.

---

5. Entretien et réparations: 242 733 $

Services Techniques Bell Inc., 47 687.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 195 046.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

6. Loyers: 8 642 794 $

Savin Canada Inc., 125 748; Société immobilière du Québec, 8 410 829; Xerox Canada Inc., 65 234.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 40 983.

---

7. Fournitures et approvisionnements: 3 090 038 $

Drummond Formules d'Affaires (1984) Ltée, 128 173; Enveloppe Innova, 49 655; FONDS: des fournitures et de l'ameublement, 273 090, de reprographie gouvernementale, 740 000; FORMULES D'AFFAIRES: Étoile Ltée, 46 186, Lancaster Inc., 460 958; Papeteries J.B. Rolland Ltée, 83 951; Produits Fanco Inc., 61 246; Services Graphiques Southam Paragon Ltée, 531 423.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 715 356.

---

8. Matériel et équipement: 1 410 585 $

Comterm Inc., 107 913; Epson Canada Ltd, 59 196; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 275 380; OE Inc., 142 824; Olivetti Systèmes et Réseaux Canada Ltée, 181 020; Philips Electronics Ltd, 161 102; Sweet Electronics Ltd, 85 605.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 397 545.

---

10. Dépenses de transfert: 8 680 718 166 $

.Aide financière à l'intégration en entreprises de personnes handicapées: 2 532 474 $

Centre Soleil New Carlisle Inc., 80 810; Dépanneur Ingall Inc., 27 043; Horisol coop des travailleurs, 134 680; Point-Par-Point Inc., 37 544; Pothier, Bégin, Delisle, Veilleux, Morency, Sauvageau, 22 000; Reliure La Relève, 63 056; Serlan Inc., 247 741; Ville de La Tuque, 47 336.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 1 872 264.

.Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux: 36 608 422 $

Alexandre April, 24 906; Stéphanie Bélisle, 20 569; Adriana Bishara, 21 184; Francis Boulet, 27 513; Maude Bovet Turcotte, 20 208; Aniko Brobeck, 24 689; Sara Campeau, 30 633; Georges-Philippe Charrette, 22 734; Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James, 62 299; Conseil régional de la santé et des services sociaux région de l'Abitibi-Témiscamingue, 420 804; CONSEILS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX RÉGIONAUX: Bas St-Laurent et Gaspésie, 2 329 124, Côte-Nord, 429 982, Estrie, 860 369, Kativik, 67 300, Laurentides-Lanaudière, 3 239 687, Montérégie, 1 790 917, Montréal-Métropolitain, 3 992 084, Outaouais, 2 268 776, Québec, 2 464 093, Saguenay Lac-St-Jean, 927 850, Trois-Rivières, 965 115; Jean-Michel Cormier, 22 180; Nicolas Decoste, 26 354; Alain Desmeules, 25 686; Carl Elliott, 25 322; Pierre Ferland, 29 672; Henri François-Sebast, 20 828; Éric Gamache, 25 931; Olivier Godin, 20 299; Marjorie Gosselin, 34 669; Véronique Grégoire, 29 304; Mario Labrie, 33 408; Thérèse Lapointe, 21 109; Jonathan Lavoie, 31 514; Julie-Anne Lord, 22 307; Roxane Mailloux, 26 435; Sylvain Marois, 26 230; David O'Kill, 21 294; Carine Paquette, 20 625; Andrée Pincence, 22 530; Anita Plamondon Vallée, 20 028; Dominic Proteau, 21 696; Victor Raby, 23 781;

David Reich, 22 037; Laurent Rollin, 20 795; David Sévigny, 25 485; Soreya Simoneau, 21 892; Thomas Tanguay, 23 650; Nicolas Tremblay, 21 597; Matthew Vininsky, 22 620.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 15 888 278.

.Bourses d'études et de perfectionnement: 4 224 349 $

Fonds de la recherche en santé du Québec, 4 224 349.

.Centres de réadaptation: 794 071 895 $

F: Fonctionnement,

D: Service de la dette,

MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN: À la Croisée (F), 2 361 018; Association montréalaise pour les aveugles (F), 3 195 200, (D), 36 942; ATELIERS: Fil d'Ariane Inc. (F), 236 983, Horizon Inc. (F), 676 942, Le Cap centre d'adaptation professionnelle (F), 2 941 936, (D), 36 666; Richelieu (F), 600 127; Boscoville (F), 6 364 353; Carrefour des jeunes de Montréal (F), 8 632 797; CENTRES: d'accueil: Charleroi (F), 10 755 448, Horizons de la jeunesse (F), 11 805 954, (D), 75 472; Jean-Olivier Chénier (F), 24 698 582, La Cité des Prairies (F), 14 432 887, (D), 655 496; La Clairière (F), 6 746 632, (D), 191 916; La Spirale (F), 2 095 951, Le Portage (F), 1 403 421, de Longueuil (F), 4 252 111, Miriam (F), 5 637 580, (D), 65 274; Préfontaine (F), 2 986 101, Savoie (F), 3 567 161, Sénécal (F), 9 564 675, Rose-Virginie Pelletier (F), 9 361 786, Ste-Domitille (F), 5 633 223; d'intégration socio-professionnel de Laval (F), 3 917 607, de jeunesse Shawbridge (F), 13 862 542, (D), 20 526; Joie St-Pie X Inc. (F), 4 494 279, Mackay (F), 3 711 780, Marie Vincent (F), 4 990 063, (D), 125 410; Marroniers (F), 3 096 787, Mont St-Patrick (F), 2 240 839, d'orientation et de réadaptation de Montréal (F), 1 078 661; de réadaptation: Alternatives (F), 1 709 063, Cartier (F), 14 092 797, Constance-Lethbridge (F), 5 724 704, Lucie-Bruneau (F), 11 843 485, (D), 906 999; Montérégie (F), 1 290 047, Mont St-Antoine (F), 16 458 597, (D), 271 331; de l'Ouest de l'Ile (F), 1 721 935, Rosalie Jetté (F), 3 302 716, Ste-Hélène (D), 95 625; Compagnie d'assurance Standard Life (Primes d'assurance-salaire) (F), 1 249 400; CONSEILS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX RÉGIONAUX: Montérégie (F), 2 144 769, Montréal-Métropolitain (F), 5 173 551; Corporation du chalet d'enfants Primavesi (F), 1 727 518; Domrémy Montréal (F), 5 752 697; Élan jeunesse (F), 6 742 505; Foyers de transition (F), 224 289; Habitat Soleil (F), 6 798 632; Havre-Jeunesse (F), 552 419; INSTITUTS: Dominique-Savio (F), 13 710 005, Nazareth et Louis Braille (F), 7 292 520, Raymond-Dewar (F), 7 145 907; MAISONS: Élisabeth (F), 665 111, Familiales d'Youville Inc. (F), 195 280, Notre-Dame-de-Laval Inc. (F), 13 079 564, (D), 427 320; Promotions sociales Taylor-Thibodeau (F), 12 863 537, (D), 184 387; Relais Laval Inc. (F), 3 928 673; Villa Notre-Dame-de-Grâce (F), 4 968 673, (D), 52 319;

QUÉBEC MÉTROPOLITAIN: Carrefour Mont-Plaisant Inc. (F), 4 495 406; (D), 115 622; CENTRES: d'accueil: Cinquième Saison (F), 10 408 179, (D), 164 552; l'Escale (F), 7 210 799, (D), 188 222; Le Phare (F), 5 339 934, Louis-Hébert Inc. (F), 3 645 354; d'apprentissage et de développement individuel (F), 906 771, Cardinal-Villeneuve Inc. (F), 8 283 664, (D), 35 881; François-Charon (F), 17 629 076, Jeunesse de Tilly Inc. (F), 6 340 876; Conseil de la santé et des services sociaux de Québec (F), 1 834 365; Hôpital du St-Sacrement (F), 93 266; Institut des Sourds de Charlesbourg Inc. (F), 6 795 578; La Clairière de Québec (F), 5 246 226; Mont St-Aubert Inc. (F), 6 594 070; Mont d'Youville (F), 9 736 361; Pavillon St-Charles-de-Limoilou (F), 10 786 010, (D), 413 528;

DIVERSES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES: ABITIBI-EST: Centre d'Orientation l'Étape Inc. (F), 7 086 524; (D), 90 490; ABITIBI-OUEST: Centre d'accueil Normand (F), 1 444 382; Clair Foyer Inc. (F), 8 450 797, (D), 126 960; ARGENTEUIL: Accueil Vert-Pré d'Huberdeau (F), 4 882 402; Capar Inc. (F), 513 991; ARTHABASKA: Centre d'accueil Nor-Val (F), 6 727 963; BEAUCE-SUD: Centre Victor-Cloutier (F), 5 724 160, (D), 90 048; BEAUHARNOIS: Centre jeunesse de la Montérégie (F), 14 460 543, (D), 127 549; BELLECHASSE: Centre d'accueil Pavillon des jeunes (F), 5 073 627; CHAMBLY: Centre d'accueil Anne Leseigneur (F), 10 819 599; CHAMPLAIN: Corporation les Deux-Rives (F), 9 583 426, (D), 137 443; CHARLEVOIX: Fondations Fafard (F), 1 429 263; CHÂTEAUGUAY: Pavillon Foster (F), 1 209 279; Services de réadaptation du Sud-Ouest (F), 9 116 161,

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

(D), 32 327; CHICOUTIMI: Centre d'entraînement à la vie de Chicoutimi (D), 116 962; Conseil de la santé et des services sociaux de la région du Saguenay-Lac-St-Jean (F), 24 423 039; Institut St-Georges Inc. (D), 179 824; DRUMMOND: Pavillon Laforest Inc. (F), 4 662 204, (D), 143 443; GASPÉ: CENTRES D'ACCUEIL: Les Amets (F), 2 606 943, Le Cabestan (F), 1 737 267, (D), 65 238; GATINEAU: Pavillon du Parc Inc. (F), 144 605; GROULX: Centres de réadaptation du Contrefort (F), 8 169 647; HULL: CENTRES: d'adaptation et de réadaptation La Ressource (F), 2 395 026, de réadaptation les jeunes de l'Outaouais (F), 9 086 941; Conseil de la santé et des services sociaux de l'Outaouais (F), 768 092; Pavillon Jellinek (F), 1 883 133; ÎLES-DE-LA-MADELEINE: Centre de travail et de transition des Îles (F), 899 805; JOLIETTE: Atelier du fil au bois (F), 1 364 784; CENTRES D'ACCUEIL: de réadaptation Le Bouclier (F), 1 446 432, St-Joseph-de-Joliette (F), 4 236 329; Pavillons Jeunesse Joliette Inc. (F), 4 871 113, (D), 159 169; L'ASSOMPTION: Centre d'Accueil l'Envol Inc. (F), 2 806 636; LABELLE: Centre d'accueil des Laurentides (F), 8 976 569; LAC-ST-JEAN: Villa des Lys Inc. (F), 22 616, (D), 120 080; LAVIOLETTE: Centre de réadaptation du Lac-Édouard (F), 2 270 787; LOTBINIÈRE: Carrefour Lotbinière (F), 590 562; MASKINONGÉ: Domrémy Trois-Rivières Inc. (F), 2 063 815; MATANE: Pavillon de la Montagne (F), 3 246 652; MONTMAGNY-L'ISLET: Centre d'accueil Louis C. Dupuis (F), 7 094 193, (D), 132 035; NICOLET-YAMASKA: Centre Joie Ste-Thérèse Inc. (F), 2 478 177; ORFORD: Institut Val-du-Lac Inc. (D), 50 097; PONTIAC: Pavillon du Parc Inc. (F), 13 527 266, (D), 318 816; PORTNEUF: Pavillon Toupin Inc. (F), 3 949 284, (D), 85 253; PRÉVOST: Centre de Réadaptation La Ruche Inc. (F), 1 750 310; Conseil de la santé et des services sociaux Laurentides-Lanaudière (F), 2 750 838; PAVILLONS: André-Boudreau (F), 1 186 255, Ste-Marie Inc. (F), 5 292 180; Villa Raymond (F), 833 421; RICHELIEU: Ateliers Riverains (F), 863 749; RIMOUSKI: Centre d'accueil Relais Jeune Est (F), 4 577 808, (D), 32 212; Conseil de la santé et des services sociaux région Bas-St-Laurent & Gaspésie (F), 390 263; Villa de l'Essor Inc. (F), 6 166 045, (D), 113 781; RIVIÈRE-DU-LOUP: Ateliers du Grand-Portage Inc. (F), 743 245; Centre de services de réadaptation Paul Coulombe (F), 3 072 581, (D), 41 463; ROBERVAL: Le Claire Fontaine (F), 49 816; ROUSSEAU: Centre d'accueil des Quatre-Vents (F), 3 847 535; Résidence Ste-Marguerite Inc. (F), 2 632 080; ROUYN-NORANDA-TÉMISCAMINGUE: Conseil régional de la santé et des services sociaux région de l'Abitibi-Témiscamingue (F), 881 357; Maison Rouyn-Noranda Inc. (F), 6 507 315, (D), 109 775; SAGUENAY: Centre des Ressources Institutionnelles Côte-Nord Inc. (F), 10 798 090, (D), 195 016; Conseil de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord (F), 297 318; SHEFFORD: Centre Butters Inc. (F), 14 595 845, (D), 103 962; SHERBROOKE: Centre de Réadaptation Estrie Inc. (D), 40 854; Conseil de la santé et des services sociaux région de l'Estrie (F), 27 028 506; Relais St-François Inc. (D), 100 231; ST-HYACINTHE: Pavillons Bois-Joly Inc. (F), 6 682 896, (D), 81 227; ST-JEAN: Le Renfort Inc. (F), 10 740 670, (D), 113 640; Maribro Inc. (F), 665 104; ST-MAURICE: Ateliers Centre du Québec Inc. (F), 2 404 674; TERREBONNE: La Maisonnée Laurendière (F), 4 189 779; TROIS-RIVIÈRES: Clinique de Réadaptation de Trois-Rivières Inc. (F), 2 576 811; Conseil de la santé et des services sociaux région Trois-Rivières (F), 769 845; Résidences de la Mauricie (F), 515 031; Ville Joie St-Dominique (F), 10 067 931, (D), 90 648;

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS: 20 840 777;

.Centres de services sociaux: 371 926 319 $

F: Fonctionnement,

D: Service de la dette,

Centre hospitalier de la Baie-d'Hudson (F), 163 374; CENTRES DE SERVICES SOCIAUX: Abitibi-Témiscamingue (F), 8 192 428, Bas-du-Fleuve (F), 11 349 104, Centre du Québec (F), 22 124 561, Côte-Nord (F), 5 046 140, Estrie (F), 12 155 153, Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (F), 6 815 823, Laurentides-Lanaudière (F), 27 730 079, Montréal-Métropolitain (F), 101 674 000, Outaouais (F), 13 471 660, Québec (F), 44 280 460, Richelieu (F), 40 372 424, Saguenay Lac-St-Jean Chibougamau (F), 12 601 205, Ville-Marie (F), 34 999 699; CONSEILS: Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James (F), 545 696, régional de la santé et des services sociaux de la région de l'Abitibi-Témiscamingue (F), 370 760; de santé et de services sociaux régionaux: Bas-St-Laurent et Gaspésie (F), 778 200, Côte-Nord (F), 367 500, Estrie (F), 304 950, Laurentides-Lanaudière (F), 873 156, Montérégie (F), 2 047 000, Montréal-Métropolitain (F), 4 734 250, Outaouais (F), 328 750, Québec (F), 1 858 204, Saguenay Lac-St-Jean (F), 582 274, Trois-Rivières (F), 736 360; Hôpital de l'Ungava (F), 137 072; Services sociaux juifs à la famille de Montréal (F), 7 273 728;

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS: 9 987 847.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 24 462.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Centres de travail adaptés: 22 462 350 $

Association québécoise des Entreprises Adaptées Inc., 51 148; ATELIERS: Abaco Inc., 276 927, Flèche de Fer Inc., 1 158 500, Industriel St-Jean (1980) Inc., 305 370, Kami Inc., 176 474, Lago Inc., 762 797, Léopold Desrosiers Inc., 471 445, l'Essor Inc., 272 039, Martin-Pêcheur Inc., 721 744, Poly-Teck Inc., 751 236, populaires de Sept-Îles, 37 607, de Réadaptation au Travail de Beauce Inc., 1 483 199, Taq Inc., 544 037, des Vieilles Forges Inc., 1 012 724; C.A.P.E.Q. Inc., 631 092; Cartonek Inc., 547 874; Centrap (Mitis) Inc., 902 394; CENTRES: Juif de Travail J.V.S. Inc., 686 936, de Sous-Traitance Beauce Inc., 854 267, de Transition: pour Adultes Le Transit Inc., 1 081 747, Le Sextant Inc., 1 058 127, de Travail: de Charlevoix Inc., 795 343, Laro Inc., 725 806; Chaîne de Travail Adapté CTA Inc., 561 999; Contenants Poly-Thèmes Inc., 457 201; ENTREPRISES: Polybar, 539 592, Tuméré Inc., 417 402; Groupe Prosac Inc., 218 000; Hichaud Inc., 400 324; Industries Modulaires de la Vallée Inc., 532 400; Pir-Vir Inc., 298 767; Placement Potentiel Inc., 443 144; RÉCUPÉRATIONS: Centre du Québec Inc., 537 992, du Comté de Maskinongé Inc., 509 296, Marronniers Inc., 446 719; SOCIÉTÉS: de Développement Communautaire St-Félicien Inc., 197 131, Via Inc., 1 042 952; Témabex Inc., 550 598.

.Centres locaux de services communautaires: 557 703 167 $

F: Fonctionnement,

D: Service de la dette,

MONTRÉAL-MÉTROPOLITAIN: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: Ahuntsic (F), 3 171 696; Centre-Sud (F), 4 372 053, Centre-Ville (F), 3 206 693, Côte-des-Neiges (F), 5 351 226, Hochelaga-Maisonneuve (F), 6 087 295, J. Octave Roussin (F), 4 906 432, Kateri (F), 2 905 773, Lac-St-Louis (F), 1 895 585, Longueuil-Est (F), 3 273 429, Longueuil-Ouest (F), 4 557 519, Marigot (F), 3 173 014, (D), 232 375; Mercier-Est/Anjou (F), 3 370 995, Métro (F), 3 814 754, des-Milles-Îles (F), 1 967 127, Montréal-Nord (F), 7 057 222, Norman-Béthume (F), 2 778 335, Notre-Dame-de-Grâce/Montréal-Ouest (F), 2 299 736, Olivier-Guimond (F), 2 371 993, Parc Extension (F), 2 430 182, La Petite Patrie (F), 3 344 971, Pierrefonds (F), 3 690 259, du Plateau Mont-Royal (F), 3 524 934, Rivière-des-Prairies (F), 2 852 102, (D), 264 563; Rosemont (F), 6 436 840, St-Henri (F), 3 331 935, (D), 257 188; St-Hubert (F), 4 022 267, St-Léonard (F), 2 618 223, St-Louis-du-Parc (F), 3 629 694, (D), 209 600; St-Michel (F), 3 001 657, Ste-Rose-de-Laval (F), 4 550 090, (D), 184 760; Samuel de Champlain (F), 4 670 033, des Seigneuries (F), 3 792 276, Verdun/Côte-St-Paul (F), 3 898 611, Vieux Lachine (F), 1 803 793, Villeray (F), 2 821 248, Vallée des Patriotes (F), 3 081 431; Clinique communautaire de Pointe St-Charles (F), 2 631 126; Compagnie d'Assurance Standard Life (Primes d'assurance-salaire) (F), 153 800; CONSEILS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX RÉGIONAUX: Montérégie (F), 7 292 501, Montréal-Métropolitain (F), 28 315 932; Foyer pour personnes âgées St-Laurent, 1 790;

QUÉBEC-MÉTROPOLITAIN: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: Basse-Ville (F), 3 784 676; Chutes de la Chaudière-Desjardins (F), 4 215 265, de la Jacques-Cartier (F), 2 744 142, Laurentien (F), 3 976 780, La Source (F), 4 128 360; Conseil de la santé et des services sociaux de Québec (F), 9 108 830; Hôpital du St-Sacrement (F), 500 053;

DIVERSES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES: ABITIBI-EST: Centre local de services communautaires Le Minordet (F), 3 982 461; Centre de santé Lebel (F), 2 766 587; ABITIBI-OUEST: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: des Aurores Boréales (F), 2 142 886, de l'Élan (F), 2 381 083; ARGENTEUIL: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: Long-Sault (F), 1 618 007, de la Petite Nation (F), 2 212 886; ARTHABASKA: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: de l'Érable (F), 4 606 596, (D), 375 049; Suzor-Côté (F), 3 478 794; BEAUCE-NORD: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: Beauce-Centre (F), 1 401 058, Nouvelle-Beauce (F), 1 576 822; BEAUCE-SUD: Centre local de services communautaires La Guadeloupe (F), 2 602 658; BEAUHARNOIS: Centre local de services communautaires Seigneurie-Beauharnois (F), 3 725 623; BELLECHASSE: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: Bellechasse (F), 1 956 315, Etchemins (F), 2 579 514; BERTHIER: Centre local de services communautaires d'Autray (F), 2 756 904; BONAVENTURE: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: Chaleurs (F), 4 174 744, Malauze (F), 2 477 717; CHAMBLY: Centre local de services communautaires du Richelieu (F), 3 470 319; CHAMPLAIN: Centre local de services communautaires des Chenaux (F), 1 863 909; CHAPLEAU: Centre local de services communautaires Le Moulin (F), 2 792 385; CHARLEVOIX: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: Charlevoix (F), 2 376 228, Orléans (F), 3 890 905; CHÂTEAUGUAY: Centre local de services communautaires Châteauguay (F), 5 060 161, (D), 155 263; CHICOUTIMI: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: des Côteaux (F), 2 707 203,

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

Saguenay-Nord (F), 2 485 538; Conseil de la santé et des services sociaux de la région du Saguenay-Lac-St-Jean (F), 2 322 270; DEUX-MONTAGNES: Centre local de services communautaires Jean-Olivier Chénier (F), 2 999 128; DRUMMOND: Centre local de services communautaires Drummond, 3 723 231; DUBUC: Centre local de services communautaires du Fjord (F), 1 500 109; DUPLESSIS: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: Fermont (F), 57 483, Sept-Îles (F), 2 538 548; CENTRES DE SANTÉ: Basse Côte-Nord (F), 10 829 083, (D), 58 715; L'Hématite (F), 3 645 045, Port-Cartier (F), 4 610 659, St-Jean-Eudes (F), 9 420 311; FRONTENAC: Centre local de services communautaires Frontenac (F), 3 078 884; GASPÉ: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: des Berges (F), 1 851 349, l'Estran (F), 1 500 388, de la Pointe (F), 2 205 426, (D), 212 500; La Saline (F), 2 649 973; Centre de santé des Haut-Bois (F), 2 276 423; GATINEAU: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: des Draveurs (F), 2 928 419, La Presqu'Île (F), 3 595 498, de la Rivière Désert (F), 1 574 259, Vallée de la Gatineau (F), 1 765 788; GROULX: Centre local de services communautaires Thérèse-de-Blainville (F), 5 813 613; HULL: Centre local de services communautaires de Hull (F), 5 179 206, (D), 237 362; Conseil de la santé et des services sociaux de l'Outaouais (F), 3 071 984; HUNTINGDON: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: Huntingdon (F), 2 026 898, Jardin du Québec (F), 2 132 531; IBERVILLE: Centre local de services communautaires La Pommeraie (F), 4 592 568; ÎLES-DE-LA-MADELEINE: Centre local de services communautaires des Îles (F), 2 726 412; JOHNSON: Centre local de services communautaires La Chenaie (F), 1 245 667, (D), 64 080; JOLIETTE: Centre local de services communautaires de Joliette (F), 2 180 698; JONQUIÈRE: Centre local de services communautaires de la Jonquière (F), 3 699 445; KAMOURASKA-TÉMISCOUATA: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: les Aboiteaux (F), 1 855 614, des Frontières (F), 4 003 679, (D), 255 530; Témiscouata (F), 1 616 433; L'ASSOMPTION: Centre local de services communautaires Le Méandre (F), 2 543 193; LABELLE: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: des Hautes-Laurentides (F), 2 590 228, des Trois-Vallées (F), 2 090 919; LAC-ST-JEAN: Centre local de services communautaires Le Norois (F), 3 148 135; LAVIOLETTE: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: du centre de la Mauricie (F), 3 975 191, du Haut St-Maurice (F), 2 957 317, Normandie (F), 1 997 242; La Corporation du Centre d'Accueil de la Tuque Inc. (F), 31 970; LOTBINIÈRE: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: Arthur Caux (F), 2 603 241, (D), 185 525; les Blés d'Or (F), 2 471 892; MASKINONGÉ: Centre local de services communautaires Valentine-Lupien (F), 1 352 984; MATANE: Centre local de services communautaires de Matane (F), 3 218 728, (D), 21 324; MATAPÉDIA: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: de la Mitis (F), 2 320 451, de la Vallée (F), 2 067 828; MÉGANTIC-COMPTON: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: Fleur-de-Lys (F), 2 089 686, Maria-Thibault (F), 1 615 761; MONTMAGNY-L'ISLET: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: Antoine-Rivard (F), 2 489 890, Centre d'accueil des Appalaches (F), 2 785 102, (D), 59 768; Trois-Saumons (F), 4 729 017, (D), 216 000; NICOLET-YAMASKA: Centre local de services communautaires Nicolet-Yamaska (F), 1 775 470; ORFORD: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: Albert-Samson (F), 963 056, Alfred Desrochers (F), 1 940 665; PAPINEAU: Centre local de services communautaires Vallée-de-la-Lièvre (F), 2 110 292; PONTIAC: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: Grande-Rivière (F), 2 183 060, Pontiac (F), 2 326 048; PORTNEUF: Centre local de services communautaires de Portneuf (F), 3 951 681; PRÉVOST: Centre local de services communautaires Arthur-Buies (F), 3 058 582; Conseil de la santé et des services sociaux Laurentides-Lanaudière (F), 3 823 320; RICHELIEU: Centre local de services communautaires du Havre (F), 2 612 496; RICHMOND: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: La Chaumière (F), 2 007 129, du Val St-François (F), 2 532 721; RIMOUSKI: Centre local de services communautaires de l'Estuaire (F), 3 297 338; Conseil de la santé et des services sociaux région Bas-St-Laurent & Gaspésie (F), 2 063 301; RIVIÈRE-DU-LOUP: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: des Basques (F), 1 142 766, Rivières et Marées (F), 2 154 268; ROBERVAL: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: des Chutes (F), 2 463 936, des Prés-Bleus (F), 2 828 881; ROUSSEAU: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: Joli-Mont (F), 2 990 729, Montcalm (F), 1 530 865, des Pays-d'en-Haut (F), 1 263 826; ROUYN-NORANDA-TÉMISCAMINGUE: Centre local de services communautaires Partage des Eaux (F), 2 862 415; CENTRES DE SANTÉ: de Témiscamingue (F), 2 864 263, (D), 196 875; Ste-Famille (F), 11 728 458, (D), 370 822; Conseil régional de la santé et des services sociaux de la région de l'Abitibi-Témiscamingue (F), 1 328 927; SAGUENAY: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: Aquilon (F), 2 565 318, Forestville (F), 2 766 262, (D), 138 350; Centre de santé de la Haute Côte-Nord (F), 5 060 198, (D), 614 125; Conseil de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord (F), 3 988 756; SHEFFORD: Centre local de services communautaires de la Haute-Yamaska (F), 3 587 119; SHERBROOKE: Centre local de services communautaires Sud-Ouest-Centre (F), 4 129 299; Conseil de la santé et des services sociaux de la région de l'Estrie (F), 2 414 383; ST-FRANÇOIS: Centre local de services communautaires Gaston-Lessard (F), 3 797 727; ST-HYACINTHE: Centre local de services communautaires des Maskoutains (F), 3 675 435; ST-JEAN: Centre local de services communautaires Vallée des Forts (F), 3 899 381; TERREBONNE: Centre local de services communautaires Lamater (F), 3 417 273; TROIS-RIVIÈRES: Centre local de services communautaires Les Forges (F), 3 337 956; Conseil de la santé et des services sociaux région Trois-Rivières (F), 2 670 144; UNGAVA: Centre local de services communautaires des Grands Bois (F), 2 176 676; Centre de santé Isle-Dieu (F), 3 059 357, (D), 145 000; Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James (F), 66 667; Conseil de la santé et des services sociaux Kativik (F), 54 167;

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS: 14 480 004;

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Centres et instituts de recherche: 28 617 751 $

Fonds de la recherche en santé du Québec, 28 617 751.

.Conseils de santé et de services sociaux régionaux: 55 884 022 $

Compagnie d'assurance Standard Life (Primes d'assurance-salaire), 45 400; Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James, 28 432; Conseil régional de la santé et des services sociaux région de l'Abitibi-Témiscamingue, 2 651 544; CONSEILS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX RÉGIONAUX: Bas St-Laurent et Gaspésie, 4 822 594, Côte-Nord, 2 795 856, Estrie, 3 134 853, Kativik, 1 356 676, Laurentides-Lanaudière, 4 493 439, Montérégie, 5 675 779, Montréal-Métropolitain, 10 985 099, Outaouais, 3 674 216, Québec, 8 378 414, Saguenay-Lac-St-Jean, 2 670 203, Trois-Rivières, 3 382 826;

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS: 1 765 657.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 23 034.

.Entreprises et organismes du gouvernement: 30 606 471 $

Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal-Métropolitain, 28 918 371; Fonds de la recherche en santé du Québec (frais d'administration), 1 688 100.

.Indemnisation des victimes d'immunisation: 227 500 $

Société de l'assurance-automobile du Québec, 227 500.

.Organismes communautaires de maintien à domicile: 7 035 160 $

CONSEILS: régional de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, 163 820; de santé et de services sociaux régionaux: Bas St-Laurent et Gaspésie, 432 317, Côte-Nord, 158 419, Estrie, 382 464, Laurentides-Lanaudière, 673 250, Montérégie, 1 152 204, Montréal-Métropolitain, 2 102 322, Outaouais, 248 075, Québec, 935 845, Saguenay Lac St-Jean, 323 715, Trois-Rivières, 462 729.

.Organismes communautaires de promotion et de services: 43 248 728 $

ACCUEILS: Communautaire jeunesse le périscope, 80 950, du sans abri, 254 120, Jeunesse de Grand'Mère Inc., 50 000, Harvey Bibeau Inc., 25 000; ACTIONS: Jeunesse St-Pie X de Longueuil Inc., 60 000, Adojeune Inc., 40 000; Aid'elle, maison d'hébergement pour femmes et enfants victimes de violence familiale et/ou conjugale, 165 144; "L'Alliance des femmes" de Sacré-Coeur, 25 000; ALTERNATIVES: jeunesse de: Estrie, 85 000, Richelieu-Yamaska, 120 000, Sud-Ouest Inc., 85 000, Trois-Rivières, 60 000; pour elles (maison d'hébergement pour femmes violentées), 221 136; Antre Jeunes Inc., 93 750; Antre-temps Longueuil service d'aide aux jeunes adultes, 160 515; Arrêt-Source Inc., 130 979; Assaut Sexuel Secours (Val d'Or) Inc., 60 000; Assistance aux Femmes de Montréal Inc., 215 288; ASSOCIATIONS: des auxiliaires bénévoles des établissements de santé du Québec, 23 000, canadienne pour la santé mentale Chicoutimi-Saguenay, 67 990, du diabète du Québec, 20 000, des grands frères et grandes soeurs du Québec, 43 000, des groupes jeunesse de l'Or Blanc, 40 000, des Hypoglycémiques du Québec Inc., 20 000, des Intervenants en Toxicomanie du Québec Inc., 40 500,

des jeunes innovateurs regroupés L'AJIR, 20 000, des parents et amis des malades mentaux de l'Estrie, 23 012, Québécoise de Défense des Droits des Retraités et Pré-Retraités (A.Q.D.R.) Inc., 95 000, Associés bénévoles qualifiés au service des jeunes A.B.S.J., 30 000; ATELIERS: d'Artisanat Centre-Ville Inc., 20 920; Rencontre de la Grande Famille de Laval Inc., 70 000; Au bercail de St-Georges, 24 000; Au Point 14-18 de Danville Inc., 40 000; AUBERGES: de l'Amitié de Roberval Inc., 197 016, Camiclau de Chambly, 180 688, communautaire Sud-Ouest, 201 440, Madeleine, 222 688, Shalom pour femmes, 143 600, Sous mon Toit Inc., 50 000, de transition, 215 944; Avec des Elles Inc., 35 000; Avenue Jeunesse Inc., 93 750; Benado Inc., 60 000; Bouée Régionale Lac Mégantic Inc., 196 120; Bureau de Consultation Jeunesse Inc., 110 000; Bureau de référence et d'intervention jeunesse de l'Estrie, 130 000; Café-Rencontre 13-17 Inc., 60 000; Café-Rencontre Le Graffiti du Périscope, 45 000; C.A.P. accueil jeunesse, 40 000; Caritas-Sherbrooke Inc., 23 000; CARREFOURS: communautaire Le Moutier, 72 000, Communautaire de Rosemont L'Entre-Gens Inc., 32 000, pour Elle Inc., 237 496; des femmes: Anjou, 35 000, Grand-Lachute, 35 000, Rosemont, 25 000; des Jeunes de La Pocatière Inc., 50 000, des jeunes de Mont-Laurier, 50 000, jeunesse de la région de l'Amiante Inc., 25 000, jeunesse d'Iberville, 40 000, Jeunesse de Longueuil Inc., 25 000, québécois de la famille, 23 000; CENTRES: d'action bénévole: Acalmie, 25 000; Actu Elle, 35 000; d'aide et de lutte: contre les agressions à caractère sexuel de Sherbrooke, 65 000, contre les agressions à caractère sexuel de Trois-Rivières, 65 000, contre les agressions sexuelles de l'Outaouais, 80 000; d'aide et de prévention: des agressions sexuelles de Granby, 60 000, jeunesse de Lévis, 20 000, d'assauts sexuels (CAPAS), 75 000; d'aide aux victimes d'agressions: à caractère sexuel de Rouyn, 65 000, sexuelles de Lanaudière et des Laurentides, 25 000; Amical de La Baie Inc., 199 720, d'amitié de Gatineau Ltée, 22 000, Amitié Jeunesse Chambly Inc., 40 000, d'animation pour adolescents de Shawinigan Inc., 50 000, Arc-En-Ci-Elle Inc., 35 000, au puits, 25 000; de bénévolat: Gaspé Inc., 69 000, St-Alphonse Nouvelle Inc., 74 000; communautaire: Dawson, 30 000, féminin de Chibougamau, 35 000, Jeunesse de St-Léonard Inc., 30 000; de Consultation l'Unité Inc., 50 000, de la Croix Blanche de Montréal, 100 416, éducatif communautaire René Goupil, 30 000, d'Éducation et d'Action des Femmes de Montréal Inc., 35 000, elles comité d'action des femmes d'Avignon, 25 000; Féminin du Saguenay Inc., 209 960; Culturel sportif, 45 000; Centre de femmes de Shawinigan Inc., 35 000; Centre Femmes aux 3-A de Québec Inc., 35 000; C'Entre femme de Beauce, 35 000; Centre-Femmes "La Jardilec" Inc., 37 000; des femmes: d'aujourd'hui, 25 000, Basse-Ville, 35 000, l'éclaircie, 35 000, l'érige, 35 000, Estrie Ltée, 29 500, "l'étincelle", 35 000, Forestville, 35 000, Grand-Portage, 35 000, immigrantes de Sherbrooke, 25 000, "La Moisson", 35 000, Laval, 35 000, Lennoxville et environs, 35 000, Lotbinière, 25 000, Montréal, 35 000, du ô-Pays, 35 000, parmi elles, 35 000, la parolière, 35 000, du pays Maria Chapdeleine, 25 000, du plateau Mont-Royal, 35 000, aux quatre-vents, 25 000, Rivière-des-Prairies, 35 000, la Source Inc., 35 000, Témiscouata l'Aurore, 35 000, du Val St-François, 35 000, vallée des patriotes, 35 000, Verdun Inc., 35 000; Havre de Trois-Rivières Inc., 50 000, d'Hébergement L'Entre-Temps Inc., 202 456, d'information et de documentation des femmes du Haut-Richelieu, 25 000, international des femmes Québec, 35 000, d'Intervention et de Référence Femmes Lac-Mégantic Inc., 35 000, des Jeunes de Farnham Inc., 40 000, des jeunes de Lennoxville, 35 000; jeunesse: Interparoissial St-Charles, Les Hauteurs, St-Gabriel Inc., 40 000, Outaouais, 70 000, le tout à coup, 56 000, "le trait d'union", 30 000, 12-18 de l'Amiante, 40 000; Le Diapason, 125 560, Louise-Amélie Inc., 170 832, Mechtilde Inc., 217 200, parler - aide et lutte contre les agressions à caractère sexuel de l'Amiante, 50 000, de Prévention et d'Intervention pour les Victimes d'Agressions Sexuelles (CPIVAS) Inc., 40 000, de Référence pour les Femmes de la Région de l'Amiante Inc., 37 650, de référence du Grand Montréal, 75 000, Regroupement Jeunesse de Rock Forest Inc., 30 000; de santé des femmes: Mauricie, 25 000, Quartier Plateau Mont-Royal de Montréal Inc., 45 000, Sherbrooke, 32 760; social de la Croix Blanche (région de Québec), 83 680; Chaumière jeunesse de Rawdon, 25 000; Citad'elle de Lachute, 181 166; Clé sur la Porte, Maison d'Hébergement pour Femmes Victimes de Violence et leurs Enfants Inc., 198 136; CLUBS: social des jeunes de Chapais, 45 000, social 12-18 de Chibougamau, 50 000, Collectif des femmes de Nicolet et région, 35 000, Collectif masculin contre la violence domestique CHOC, 35 000, Collective Par et Pour Elle Inc., 35 000; COMITÉS: de la condition féminine au Témiscamingue, 35 000, F.A.M. (femme action dans son milieu), 35 000, des femmes actives de Montréal, 70 000, des personnes atteintes du VIH du Québec, 21 940, Gendron: projet d'animation habitat famille 72, 35 000, Provincial des Malades Inc., 40 000, sida aide Montréal, 130 000; Commun accord programme mesure de rechange, 70 000; Communauté Nazareth Inc., 39 750; Concertation-femme, 35 000; Confédération des Organismes Familiaux du Québec Inc., 100 000; CONSEILS: de direction de l'Armée du Salut Canada-Est, 199 280, québécois pour l'enfance et la jeunesse, 35 000, Contact jeunesse Lac St-Jean Inc., 67 500; Coup de Pouce jeunesse de Montréal-Nord, 20 000; CORPORATIONS: accueillons un enfant, 20 000, d'animation l'ouvre-boîte du quartier, 80 000, compagnons de Montréal, 20 000, l'entre-gens de Rivière-du-Loup, 40 000, Félix-Hubert d'Hérelle, 378 000, de la Maison de Trois-Pistoles Inc., 40 000; Coup d'Elle Inc., 225 328; La Croisée des chemins, 25 000; Dauphinelle Inc., 220 920; Débrouille, hébergement pour femmes, 197 784; Défi-Jeunesse du Haut St-Maurice Inc., 70 000; Départ Jeunesse Inc., 66 000; Déprimés anonymes, 36 610; Dernier recours Montréal, 32 500; Dîner-rencontre St-Louis-de-Gonzague, 20 000; Échange entre Femmes de St-Laurent Inc., 35 000; Écho des femmes de la petite patrie, 35 000; Entraide au Masculin Côte-Sud, 20 000;

Entr'Elles Granby Inc., 35 000; ESCALES: du Centre-Ville Inc., 50 000, pour elle (Montréal), 213 944, de l'Estrie Inc., 198 336; Exit de Waterloo, 35 000; Far (Famille, Accueil, Référence) 1985 Inc., 150 544; FÉDÉRATIONS: de l'âge d'or du Québec, 43 750, des Associations de Familles Monoparentales du Québec Inc., 95 000, des centres d'action bénévole du Québec, 125 000, nationale des services de préparation au mariage, 22 500, des organismes bénévoles d'aide et de soutien aux toxicomanes du Québec, 160 000, du Québec pour le planning des naissances, 75 000, de ressources alternatives d'hébergement pour femmes en difficulté de Québec, 30 000, des Unions de Familles Inc., 74 000; Femmes en Mouvement Inc., 35 000; Fondation du Refuge pour Femmes chez Doris Inc., 50 000; Fondation SIDA Secours du Québec, 69 650; Fonds Jeunesse B.B.R. Inc., 85 000; Forum des citoyens âgés de Montréal, 40 000; Foyer pour femmes autochtones de Montréal, 130 000; Foyer de Mariebourg, 185 000; Fréquence Inc., 60 000; Funambule de Granby Inc., 50 000; G.A.P.I. groupe d'aide aux personnes impulsives ayant des comportements violents, 35 000; Gare 12-18, 70 000; Gigogne Inc., 189 432; Gîte ami, 40 000; Gîte Jeunesse Beauport Inc., 127 006; Gîtée Inc., 191 576; La Grange des Jeunes Inc., 20 000; GROUPES: action-jeunesse de Charlevoix, 40 000, d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail région de Montréal, 30 000, harmonie, 20 000, d'Intervention auprès des Hommes Violents des Laurentides Inc., 20 000, les relevailles, 21 000, 13/18 St-Nicolas Inc., 40 000; Habitations l'escalier de Montréal, 25 000; Halte Bois-Francs, 35 000; Halte-femme Montréal-Nord, 35 000; Havre des femmes, 188 864; Havre l'Éclaircie Inc., 215 944; Head & Hands Inc., 100 000; Hébergement la C.A.S.A. (carrefour d'accueil pour les sans-abri), 75 000; D'Hommes à Hommes Inc., 20 000; Horizon pour Elle Inc., 201 952; L'Hôte maison (maison de jeunes), 50 000; Imagerie local des jeunes, 60 000; Implantation jeunesse Ste-Adèle, 40 000; Info-Femmes Inc., 35 000; Inform'elle, 20 000; Institut national canadien pour les aveugles du Québec, 30 000; Inter-Val 1175 Inc., 221 848; Intervention régionale et information sur le sida - (I.R.I.S. - ESTRIE), 41 790; Jeunathèque d'Amqui Inc., 70 000; Jeunes du coin d'Ascot, 50 000; Jeunesse Action Val d'Or Inc., 50 000; Jeunesse Beauharnois, 50 000; Jonction pour Elle Inc., 212 984; Lachenaie Action Jeunesse, 20 000; Liaison 12/18 Inc., 50 000; Ligue pour la Protection de l'Enfance de l'Estrie Inc., 33 000; Local ensemble, 25 000; Logifem Inc., 120 000; Loisirs de Jeunesse Rimouski Inc., 123 770; Macadam des Jeunes de Chicoutimi Inc., 50 000; MAISONS: d'accueil: et d'hébergement La Chambrée, 177 848, Le Mitan Inc., 215 416, la traverse, 191 920; l'Amie d'Elle Inc., 185 568, d'Ariane, 183 200, Catherine Leblond Inc., 35 000, de chambres l'Espérance, 20 000, clair de lune, 195 488, le Coin des Femmes Sept-Îles Inc., 199 920, de Connivence Inc., 200 632, d'Entraide l'Arc-en-Ciel Inc., 39 750, de l'Espoir de Chicoutimi Inc., 103 664, les Étapes Inc., 52 300, de la famille, A.R.C., 25 000; à Damas Inc., 35 000; des femmes: Baie-Comeau, 182 264, Bois-Francs, 35 000, Drummondville, 35 000, Québec Inc., 215 784, Rimouski, 35 000; Flora Tristan, 227 240, Habit-Action de Drummondville Inc., 134 768, halte-secours, 195 448; d'hébergement: Anjou, 200 216, et de transition l'Accalmie, 30 000, l'Aquarelle Inc., 201 512, l'envolée, 112 638, pour femmes immigrantes de Québec, 215 528, Jeunesse Roland Gauvreau Inc., 133 922, Jeunesse Ste-Foy Inc., 121 640, "Le Nid" pour Femmes Victimes de Violence de Val d'Or Inc., 198 704, Pabos Inc., 176 776, la Re-Source de Châteauguay, 191 976; Hélène Lacroix, 225 680; des jeunes: l'accoudée, 60 000, actimaje, 35 000, Acton-Vale, 40 000, Ahuntsic, 50 000, Alma Inc., 50 000, Ancienne-Lorette Inc., 40 000, Argenteuil, 40 000, La Baie Inc., 50 000, Basses-Laurentides Inc., 145 000, Bic, 50 000, Cap-de-la-Madeleine, 20 000, Cap-Rouge Inc., 40 000, Causapscal, 20 000, Chandler, 50 000, Charny Inc., 70 000, Châtelois Inc., 95 000, le Chemin Faisant Inc., 70 000, Coaticook Inc., 50 000, Contrecoeur, 51 500, Côte-des-Neiges Inc., 50 000, décentralisée de Beauport, 50 000, décentralisée de Beauport - secteur est, 30 000, de Dolbeau, 20 000, le Dôme Inc., 60 000, l'Escalier de Lachine Inc., 40 000, l'escalier en mon temps, 80 000, l'Escampette Inc., 65 000, de l'est de Laval, 50 000, jeune-est, 50 000, Forestville, 70 000, F.R.A.D. d'Amos Inc., 20 000, la Galerie Inc., 60 000, Gaspé, 50 000, "par la grande porte", 40 000, Grande-Rivière Inc., 40 000, Huntingdon Inc., 40 000, Îles-de-la-Madeleine, 60 000, Initiative Inc., 40 000, Jonquière Inc., 35 000, Lac St-Charles Inc., 40 000, La Sarre Inc., 50 000, "Laser" Roberval, 50 000, Laterrière Inc., 20 000, Lebel-sur-Quévillon, 69 000, Magie de Mercier-Ouest Inc., 35 000, "La Marginale" Inc., 70 000, Matane Inc., 80 000, Métabetchouan, 20 000, Mont-Joli Inc., 80 000, Montmagny Inc., 50 000, New Richmond, 40 000, Notre-Dame-de-Montauban l'Index, 40 000, Opitciwan, 20 000, Or Blanc Inc., 60 000, Outremont, 30 000, l'ouverture, 50 000, la parenthèse, 70 000, Pierrefonds Inc., 50 000, place jeunesse Berthier, 35 000, du Plateau Inc., 72 000, Plessisville Inc., 40 000, point de mire, 70 000, Pointe St-Charles Inc., 50 000, Port-Cartier Inc., 80 000, quartier St-Jean-Baptiste, 80 000, Quatre Fenêtres Inc., 50 000, Quinka-Buzz Inc., 70 000, Repentigny Inc., 31 250, Rimouski, 80 000, Rivière-du-Nord, 50 000, Rivière-des-Prairies, 50 000, Rivière-au-Renard, 40 000, Sainte-Agathe, 50 000, St-Alphonse Inc., 50 000, Ste-Anne-des-Monts, 50 000, Ste-Anne-des-Plaines Inc., 30 000, St-Bruno Inc., 35 000, St-Épiphane, 25 000, St-Étienne-de-Lauzon Inc., 30 000, St-François d'Assise Inc., 20 000, Ste-Foy Inc., 50 000, de la St-François, 70 000, St-Hyacinthe, 50 000, Ste-Julie Inc., 50 000, St-Michel de Bellechasse, 20 000, St-Pamphile Inc., 20 000, St-Raphaël, 20 000, Sac-Ado, 20 000, Sayabec, 40 000, Sillery Inc., 40 000, Sorel Inc., 60 000, Témiscamingue Inc., 40 000, Tracy l'Air du Temps Inc., 50 000, Vachon, 50 000, Val-Bélair, 20 000, Varennes Inc., 50 000, Verchères, 70 000, Ville Émard/Côte St-Paul, 50 000; de la jeunesse douze-dix-sept de Valleyfield, 50 000, de Job, 35 000, Marie Frédéric, 120 260, Marie Rollet, 208 840, Mikana, 199 304,

la montée, 181 352, le petit patro des Basses-Laurentides, 112 456, le Prélude Inc., 215 544, de Quartier de Drummondville Inc., 60 000, de Quartier de Fabreville Inc., 50 000, au Quatre-Temps Inc., 35 000, du réconfort, 242 128, Secours aux Femmes de Montréal Inc., 201 280, Tangente Inc., 192 518, unies vers femmes, 212 400, Vallée de la Gatineau Ltée, 147 024; Maisonnée de Hauterive Inc., 60 000; Mani-Jeunes Inc., 40 000; Marie debout, centre d'éducation des femmes, 35 000; Méridienne (maison d'hébergement pour femmes victimes de violence), 100 000; MESURES: Alternatives Jeunesse du Bas Richelieu Inc., 40 000, alternatives jeunesse de Laval, 145 000, alternatives St-Jérome Inc., 96 250, de Rechanges Jeunesse (Baie-Comeau) Inc., 90 000, de Rechanges Jeunesse Sept-Îles Inc., 120 000; MOISSONS: Montréal Inc., 45 000, Québec Inc., 20 000; MOUVEMENTS: contre le viol collectif des femmes de Montréal, 70 000, d'information, d'éducation et d'entraide dans la lutte contre le sida (M.I.E.N.S.), 32 800, d'information et d'entraide dans la lutte contre le sida (M.I.E.L.S. - QUÉBEC), 203 357, jeunesse Montréal-Nord, 40 000, retrouvailles adoptés-non adoptés-parents, 30 000, SEM (sensibilisation à l'enfance maltraitée), 30 000; Multi-Femmes Inc., 217 432; Naissance-renaissance, 32 000; L'ombre-elle maison d'hébergement pour femmes victimes de violence, 180 464; Option: une alternative à la violence conjugale, 35 000; Parados Inc., 201 464; Parents Anonymes du Québec Inc., 75 000; Parents-Secours du Québec Inc., 22 000; Passages: centre de secours aux jeunes prostituées de Montréal, 92 168; Passerelle des Hautes Laurentides, 187 928; Passerelle d'Alma Inc., 197 560; Passerelle de Weedon Inc., 35 000; Pavillon Marguerite de Champlain, 182 072; Périscope des Basses Laurentides Inc., 31 250; Pivo-jeunesse, 180 000; Point-Jeunesse Inc., 70 000; Pointe aux Jeunes Inc., 70 000; Pro-Gam Inc., 50 000; PROGRAMMES: action jeunesse de Candiac, 20 000, d'action communautaire (Pacte) Bois-Francs, 87 000, régional d'intervention masculine "après-coup", 20 000; PROJETS: d'intervention auprès des mineurs prostitués P.I.A.M.P., 125 000, Intervention-Prostitution Québec Inc., 55 000, jeunesse de l'ouest de l'Île, 96 650, de Loisirs 80 Inc., 80 000; Quartier-jeunesse, 40 000; L'R des centres de femmes du Québec, 40 000; R.E.P.A.R.S., l'Oganisme orienteur de joliette Inc., 100 000; Référence jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue, 315 000; REFUGES: jeunesse Malartic inc., 30 000, pour les femmes de l'ouest de l'Île, 217 336, des jeunes de Montréal, 100 000, la Piaule du centre du Québec Inc., 20 000; REGROUPEMENTS: des équipes régionales espace, 35 000, des femmes de la région de Matane, 35 000, des Femmes la Sentinelle Inc., 35 000, inter-organismes pour une politique familiale au Québec, 60 000, des maisons d'hébergement jeunesse du Québec, 35 000, des Maisons des Jeunes du Québec Inc., 85 000, des organismes communautaires jeunesse du Montréal-Métropolitain, 27 500, des organismes orienteurs du Québec (RODQ), 45 000, provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale, 50 000, québécois des C.A.L.A.C.S., 40 000; Relais des jeunes Gatinois, 50 000; Relais-Jeunesse du Haut-Richelieu Inc., 85 600; Répit du Passant Inc., 50 000; La résidence le Hublot, 90 000; Ressource régionale pour adolescentes en situation de grossesse, 25 000; Ressources alternatives Rive-Sud, 210 000; Ressources Jeunesse de St-Laurent Inc., 70 080; Resto Pop, 40 000; Rose des Vents de Drummond Inc., 200 456; La ruche de St-Romuald Inc., 20 000; S.A.C. service d'aide aux conjoints, 25 000; Secours Amitié (Sherbrooke) Inc., 20 920; Séjournelle (maison d'hébergement pour femmes victimes de violence), 184 288; SERVICES: Action Communautaire de l'Outaouais Inc., 195 000, aide aux contrevenants Saguenay S.A.C. Inc., 52 500; d'aide aux hommes agresseurs de la rive-sud, 20 000; d'entraide regroupement et solarité, 21 225; d'Hébergement St-Denis Inc., 162 364, de Lajemmerais Inc., 202 632, des Travaux Communautaires de Châteauguay Inc., 65 000, Seuil de l'Estrie Inc., 35 000; Sobriété du Canada, 26 000; SOCIÉTÉS: Accueil Jeunesse Lanaudière Inc., 116 418, canadienne de l'hémophilie section-Québec, 72 000, pour les enfants handicapés du Québec, 65 000, d'orientation de St-François d'Assise, 171 199, de Recherche en Orientation Humaine Inc., 30 000; Sodarrid Inc., 50 000; Soins et services aux victimes d'agression sexuelle Saguenay, 50 000; Soupape Maison des Jeunes Inc., 50 000; Spot jeunesse de Sherbrooke, 50 000; Sun Youth Organization, 25 000; Super initiative des adolescentes de Lévis, 35 000; Toit de l'amitié, 208 584; Toujours Ensemble Inc., 20 000; Trait d'union de Victoriaville, 60 000; Transit 24, 134 032; TRAVAUX COMMUNAUTAIRES: du Haut Richelieu, 85 000, jeunesse: de l'Amiante Inc., 70 000, Beauce Inc., 62 000, l'Islet, Montmagny, Bellechasse Inc., 60 000, KRT, 95 000, Montréal Inc., 460 000, Région de Québec Inc., 235 000; Traversée (Rive-Sud), 42 500; Traversée 12-18 Ans Inc., 40 000; Trèflerie, 40 000; Trêve pour Elle Inc., 60 000; Vigie, centre d'aide et de prévention d'assauts sexuels de Valleyfield, 60 000; Viol secours, 70 000; Vivre sans violence (VI-SA-VI), 20 000; Y.M.C.A. de Montréal, 175 000; Y.W.C.A., 55 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 4 451 457.

.Organismes de promotion des droits des personnes handicapées: 2 310 700 $

Action-handicap Estrie, 33 870; Aide aux personnes obèses handicapées du Québec, 32 000; ASSOCIATIONS: canadienne pour la santé mentale du Québec, 65 000, générale des insuffisants rénaux, 21 000,

des handicapés adultes de la Côte-Nord Inc., 20 000, des paraplégiques du Québec, 40 000, du Québec pour enfants avec problèmes auditifs (secteur Montréal), 85 700, du Québec pour l'intégration sociale, 95 000, québécoise des parents d'enfants handicapés visuels, 79 700, Québécoise des Personnes de Petite Taille Inc., 37 300, de spina-bifida et d'hydrocéphalie du Québec, 53 200; Auto-psy, 35 000; Centre québécois de la déficience auditive (CQDA), 69 100; Comité Provincial des Malades Inc., 32 000; Comité régional des associations pour les déficients mentaux région 06A, 25 000; Confédération des organismes provinciaux de personnes handicapées du Québec, 73 000; Fédération pour Personnes Handicapées du K.R.T.B. Inc., 38 500; Fédération québécoise des laryngectomisés, 35 000; Groupement des Associations de Personnes Handicapées de la Rive-Sud de Montréal Inc., 38 000; Groupement des organismes de personnes handicapées du Saguenay, 40 000; Ligue de l'épilepsie du Québec, 70 100; REGROUPEMENTS: des associations de personnes handicapées: Abitibi-Témiscamingue (RAPHAT), 32 000, Gaspésie Inc., 33 000, Outaouais (RAPHO), 32 500, Richelieu-Yamaska, 30 500, 03-sud, 34 000; des aveugles et amblyopes du Québec (R.A.A.Q.), 68 300, pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides, 33 000, des organismes de promotion: Bas-du-Fleuve, 40 500, pour personnes handicapées centre du Québec, 33 500, Montréal-Métropolitain, 30 000, pour personnes handicapées région 04-nord, 35 000; Société québécoise de l'autisme, 80 400; Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière, 35 500.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 774 030.

.Rémunération des internes et résidents: 77 830 500 $

Régie de l'assurance-maladie du Québec, 77 830 500.

.Services hospitaliers hors Québec: 99 833 000 $

Régie de l'assurance-maladie du Québec, 99 833 000.

.Société canadienne de la Croix-Rouge: 39 433 700 $

Conseil de la santé et des services sociaux Laurentides-Lanaudière, 772 700; Société canadienne de la Croix-Rouge, 38 661 000.

.Transporteurs ambulanciers: 37 607 795 $

Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James, 100 000; Conseil régional de la santé et des services sociaux région de l'Abitibi-Témiscamingue, 2 164 097; CONSEILS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX RÉGIONAUX: Bas St-Laurent et Gaspésie, 5 157 300, Côte-Nord, 5 639 814, Estrie, 2 110 843, Laurentides-Lanaudière, 6 418 666, Montérégie, 4 808 400, Outaouais, 1 712 400, Québec, 5 071 929, Saguenay-Lac-St-Jean, 2 094 846, Trois-Rivières, 2 329 500.

.Autres (excluant 8 433 385 $ dont le détail est publié sous le titre «Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations») (voir pages 2-341 à 2-367): 20 152 540 $

Accueil du Sans Abri, 35 000; Albatros 08 Inc., 25 000; ASSOCIATIONS: canadienne de normalisation, 85 400, du cancer de l'Est du Québec, 32 420, des hôpitaux du Canada, 255 709, des hôpitaux du Québec, 8 961 500; des personnes déficientes intellectuelles, 20 000; Bande indienne de Akwesasne (St-Régis), 493 400; Canadian Coordinating Office for Health Technology, 89 173; CENTRES: d'accueil: Le Portage, 180 000, Louis C. Dupuis, 100 000; canadien de consultation en pathologie oncologique, 115 015, hospitaliers: Douglas, 679 649, Université Laval, 105 617; hospitaliers régionaux: Baie-Comeau, 25 300, Beauce, 20 500, de Lanaudière, 100 000,

---

Outaouais, 23 200, Rimouski, 23 200; locaux de services communautaires: Beauce-Centre, 50 000, Érable, 50 000, Matane, 27 000, Métro, 57 000, Normandie, 25 000, St-Henri, 23 000, Trois-Saumons, 184 000; de recherche Laval Robert-Giffard, 94 471; COMITÉS: directeur sur la stabilité d'emploi des cadres, 391 300, patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux (CPNSSS), 685 400; CONSEILS: canadien d'agrément des établissements de santé, 51 400, Cri de la santé et des services sociaux, 126 000, de la santé et des services sociaux de Québec, 63 000; Cophan, 20 000; CORPORATIONS: de l'hôpital: des Monts, 176 240, d'Youville de Sherbrooke, 59 996; École Giant Step, 150 000; FONDATIONS:: des enfants maltraités du Québec, 30 000, Jean-Lapointe Inc, 400 000, de recherche en sciences infirmières Québec, 60 000; Fonds de la recherche en santé du Québec, 165 000; Formoeil, 60 000; Gite de St-Alexis Inc., 20 000; Groupe de recherche interdisciplinaire en santé, 104 265; HÔPITAUX: Charles-Lemoyne, 56 000, Chicoutimi Inc., 23 800, de l'Enfant-Jésus, 31 400, général juif Sir Mortimer B. Davis, 39 362, général de Montréal, 183 351, du Haut-Richelieu, 22 000, Hôtel-Dieu: Gaspé, 125 400, Lévis, 21 400, Montmagny, 20 000, Roberval, 23 200, St-Jérôme, 23 200; Louis-H. Lafontaine, 66 401, Maisonneuve-Rosemont, 138 800, du St-Sacrement, 151 400; INSTITUTS: national de la recherche scientifique, 60 000, Philippe-Pinel de Montréal, 94 244, québécois de recherche sur la culture, 93 551; Maison de Lauberivière, 100 000; Le Pavois, 20 000; Mouvement d'information et d'entraide dans la lutte contre le sida, 20 000; Office des personnes handicapées du Québec, 50 000; Old Brewery Mission Inc., 295 343; Opération Enfant-Soleil, 50 000; Receveur général du Canada, 73 464; Registre canadien de remplacement d'organes, 64 200; Salon international de la jeunesse, 30 000; Secrétariat général de la santé et des services sociaux (SGSSS), 980 300; La Séjournelle (maison d'hébergement pour femmes victimes de violence), 20 000; SERVICES: d'adaptation Osmose, 25 000, de congrès Gems, 25 000; Société de la revue médecine-sciences, 48 900; UNIVERSITÉS: Concordia, 133 355, Laval, 199 598, Montréal, 871 552, du Québec à Montréal, 499 315, du Québec à Trois-Rivières, 31 258.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 998 591.

.Autres bénéficiaires par objet d'aide financière (Pour détail, voir pages 2-341 à 2-367): 6 448 401 32

---

11. Autres dépenses: 18 917 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 18 917.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
Montréal métropolitain					
A La Croisé					6 585
Accueil du Rivage Inc.			994 146		
Alternative-Contregens	36 513				
Association Québécoise des Parents et Amis du Malade Mental Inc.	25 015				
Ateliers:					
Horizon Inc. (Les)					6 585
Le Cap Centre d'adaptation professionnelle (Les)					6 585
Richelieu (Les)					6 585
Boscoville					6 585
Carrefour des jeunes de Montréal					6 585
Centres:					
d'Amitié Autochtone de Montréal Inc.	45 000				
Gériatriques Le Bel Age Inc.			3 607 405		
d'intégration socio-professionnelle de Laval					6 585
De jeunesse Shawbridge (Les)					6 585
Le Cardinal Inc.			5 923 217		
Mackay					6 585
Marie-Vincent					6 585
Marronniers					6 585
Mont St-Patrick					6 585
Rosalie-Jetté					6 585
de soins prolongés de Montréal (Le)			10 020 112		9 368
Centres d'accueil:					
Les Cèdres-Centre d'accueil pour personnes âgées			511 472		
Champlain			1 953 040		3 300
Champlain-Marie-Victorin			10 488 451		
Charlevoi					6 585
Chevalier de Lévis			2 565 385		3 300
Chevalier de Lorimier			1 684 692		3 300
Contrecoeur			1 150 628		3 300
Denis Benjamin-Viger			2 971 848		3 300
Edmond-Laurendeau			8 188 175		
Éloria-Lepage			9 445 806	298 692	6 600
Émilie-Gamelin			11 173 802		3 300
Father Doud			2 764 869		3 300
Gouin Inc.			2 381 584		
Henriette-Céré			1 876 139		3 300
Horizons de la jeunesse					6 585
Jeanne-Crevier			1 666 497		3 300
Jean-Olivier-Chénier					6 585
Juif			1 329 959		3 300
Lachine (Corporation du)			4 403 677	268 526	3 300
La cité des Prairies					6 585
La Clairière					6 585
Laprairie			3 716 630		3 300
La Salle			7 108 854		3 300
La Spirale					6 585
Laurent-Bergevin			1 816 775		3 300
Laval (Les)			7 119 600		3 300
Le Portage					3 333
Le Royer Inc.			4 358 440		
de Longueuil					6 585

Fonct. = Fonctionnement
Dette = Service de la dette

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
Louis-Riel			2 183 034		3 300
Le Manoir Trinité			2 741 408	192 875	3 300
Marcelle-Ferron Inc.			7 890 033		
Marguerite-Adam			1 681 396		3 300
Mgr-Goderre			2 536 132		3 300
Miriam					6 585
Nazaire-Piché			2 148 658		3 300
Ovila-Légaré			2 493 734		3 300
Pavillon St-Théophile Inc.			15 200		
Pierre-Joseph-Triest			12 305 581		3 300
Préfontaine					6 585
Providence Auclair et Dorchester			10 345 394		3 300
Réal-Morel			3 134 720		3 300
René-Levesque			4 571 269		
Rose-Virginie-Pelletier					6 585
Savoy					6 585
Sénécal					6 585
Ste-Domitille					6 585
St-François B.B.G Inc.			1 230 579		
Ste-Marie Inc.			709 699		
Vaudreuil			2 348 423		3 300
Centre hospitalier-centre d'accueil					
Gouin-Rosemont	5 612 535				5 596
Centres hospitaliers:					
Bayview Inc.			6 502 136		
Bussey (Québec) Inc.			1 607 431		
Champlain-Beloeil			2 252 656		
Champlain-Villeray Inc.			1 234 474		
Côte-des-Neiges	6 450		28 819 280	756 750	20 475
Fleury	33 628 249	1 352 900			28 812
gériatrique Maimonides			14 701 136	894 277	14 286
Guy-Laporte Inc.	3 363 119				
Jacques-Viger			19 378 736	1 010 682	17 685
J.-Henri Charbonneau			11 033 512	507 195	9 836
juif de l'Espérance			6 813 911		6 014
de Lachine	17 249 580				14 985
Pierre Boucher	48 112 395	6 350 336			39 300
Rive-Sud Inc.			1 209 411		
St-Albert-Le-Grand Inc.			681 099		
St-Georges Inc.			11 333 060		130 900
de St-Laurent	14 142 345	349 262			12 793
de St-Mary's	54 948 013	839 562			39 300
St-Michel (Corporation du)	28 798 731	263 478			23 425
St-Vincent-Marie Inc.			1 529 776		
Thoracique de Montréal	13 167 337				11 573
du Très St-Rédempteur Inc.			732 341		
de Verdun	49 898 463	1 426 895			39 300
Centres locaux de services communautaires:					
Ahuntsic					9 428
Centre-Sud					9 428
Centre-Ville					9 428
Côte-des-Neiges					9 428
Hochelaga-Maisonneuve					9 428
J. Octave Roussin					9 428
Kateri					9 428
Lac-St-Louis					9 428
Longueuil-Est					9 428
Longueuil-Ouest					9 428
du Marigot					9 428
Mercier-Est/Anjou					9 428
Métro					9 428

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
des-Mille-Îles					9 428
Montréal-Nord					9 428
Norman-Bethune					9 428
Notre-Dame-de-Grâce/ Montréal-Ouest					9 428
Olivier-Guimond					9 428
Parc Extension					9 428
La Petite Patrie					9 428
Pierrefonds					9 428
du Plateau Mont-Royal					9 428
Rivière-des-Prairies					9 428
de Rosemont					9 428
St-Henri					9 428
St-Hubert					9 428
St-Léonard					9 428
St-Louis-du-Parc					9 428
St-Michel					9 428
Ste-Rose-de-Laval					9 428
Samuel de Champlain					9 428
des Seigneuries					9 428
Verdun/Côte-St-Paul					9 428
Vieux Lachine					9 428
Villeray					9 428
La Vallée des Patriotes					9 428
Centre d'orientation et de réadaptation de Montréal					6 585
Centres de réadaptation:					
Alternatives					6 585
Cartier					6 585
Constance-Lethbridge					6 585
Lucie-Bruneau (La Corporation du)					6 585
Montérégie					6 585
Mont St-Antoine					6 585
de l'Ouest de L'Île					6 585
Centre de Santé St-Henri Inc.			7 795 180	752 264	7 666
Centre Séjour Laval Inc.			5 999 422	301 321	3 300
Centres de services sociaux:					
Montréal métropolitain					262 480
Richelieu					125 328
Ville-Marie					113 568
Chalet d'Enfants Primevesi (La Corporation du)					6 585
Cité de la santé de Laval	63 620 274	2 271 163			39 300
Communauté et santé mentale (Cosame) inc.	35 354				
Conseils de la santé et des services sociaux de:					
Montréal-métropolitain	22 734 411	1 254 985	3 830 064		40 852
de la région de la Montérégie	2 727 350		1 199 773		28 028
Corporation des pavillons et familles d'accueil pour adultes C.O.P.F.A.A.					203 100
Domrémy Montréal					6 585
Élan Jeunesse					6 585
Foyers:					
Dorval			3 042 727	33 638	3 300
Lajemmerais			2 128 511	67 059	3 300
de Notre-Dame de La Prairie Inc.			851 290		
pour Personnes Agées St-Laurent Inc.			5 119 688	183 356	12 728

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
Presbytériens de St.Andrew Inc. (Les)			1 242 195		
de Rigaud Inc.			1 384 826	40 748	3 300
Rousselot			3 706 611		3 300
St-Marc			1 879 537		3 300
Griffith McConnell Residence			2 380		
Habitat Soleil					6 585
Havre-Jeunesse					6 585
Hébergement L'Entre-Deux Inc.	234 166				
Hôpitaux:					
Bellechasse (Corporation de l')	19 761 337				17 145
Bourget Inc.			4 816 185		
Catherine Booth de l'Armée du Salut	5 422 011				5 352
Champlain de Verdun			6 233 938	354 918	5 452
Charles Lemoyne	72 043 773	1 272 125			39 300
Chinois de Montréal (1963) (L')			4 600 906	236 500	3 053
de Convalescents Julius Richardson	7 607 051				3 957
des Convalescents de Montréal Inc.	12 058 461				11 390
Douglas	58 657 902	561 342			39 300
général Juif Sir Mortimer B Davis (L')	104 124 131	672 818			39 300
général de Lachine	13 743 393				12 741
général du Lakeshore	36 513 259	371 120			31 930
général LaSalle	22 565 398	1 412 535			20 281
général de Montréal	121 598 965	1 280 154			39 300
Grace Dart			6 216 311		5 403
Hôtel-Dieu de Montréal	100 780 713	1 337 061			39 300
Jean-Talon	39 065 019	2 557 826			33 827
juif de réadaptation	9 217 987				8 428
La Visitation			2 891 382		2 965
Louis-H. Lafontaine	113 201 751	713 777			39 300
Maisonneuve-Rosemont	136 309 491	1 143 770			39 300
Marie-Clarac	10 412 037	222 000			9 758
Marie-Claret			2 944 474		
Marie-Enfant	19 917 681				18 314
de Montréal pour enfants	63 112 769	498 216			39 300
neurologique de Montréal	20 321 466	1 225 456			20 815
Notre-Dame	137 255 069	2 718 893			39 300
Notre-Dame-de-Côteau Landing Ltée			1 747 254		
Notre-Dame-de-la-Merci Inc.			22 800 198	135 239	19 470
Reddy Memorial	23 030 271	180 964			20 922
Reine Elisabeth de Montréal	32 305 865				28 917
Rivière-des-Prairies	53 930 725			406 349	39 300
Royal Victoria	139 458 336	419 264			39 300
du Sacré-Coeur-de-Montréal	112 180 930	1 684 726			39 300
Ste-Anne-de-Bellevue (Receveur général du Canada)			24 809 012		
St-Charles Borromée			16 527 436	957 253	13 927
St-Denis (1980) Inc.			869 335		
Ste-Jeanne-d'Arc	34 182 924	621 437			30 234
St-Joseph-de-la-Providence			9 076 745		15 783
St-Jude-de-Laval Ltée			8 393 320		
Ste-Justine	115 341 421	2 461 286			39 300
St-Lambert Convalescents			6 359 070		5 597
St-Luc	106 659 896	1 932 706			39 300
Ste-Thérèse Inc.			1 930 972		
Santa-Cabrini	42 153 139				37 725
Shriners pour l'Enfant Infirme (Québec) Inc. (L')	2 531 598				3 250

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
Instituts:					
Canadien Polonais du Bien-Être Inc.			2 582 264	297 820	3 300
de cardiologie de Montréal	43 118 235	744 187			31 094
Dominique-Savio					6 585
Nazareth et Louis Braille					6 585
Philippe-Pinel de Montréal	22 208 483	927 025			25 909
de réadaptation de Montréal	9 899 662				8 787
Raymond-Dewar					6 585
Maisons:					
Notre-Dame-de-Laval Inc.					6 585
St-Jacques	478 478				
Vivre Inc.	237 646				
Manoirs:					
de l'âge d'or			4 509 387	178 208	3 300
Cartierville			7 027 973		3 300
St-Patrice Inc.			3 497 686		
Pavillon Louvain Inc.			2 883 944	242 857	3 300
Petites Soeurs des Pauvres, (Ma Maison St-Joseph)			1 759 193		
Projet Espoir Inc.	293 108				
Promotions sociales Taylor-Thibodeau (Les)					6 585
Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec	181 748				
Relais Laval Inc. (Le)			2 287 039		6 585
Résidences:					
Angélica Inc.			7 123 613		
Berthiaume-du-Tremblay			5 326 683		
Bienvenu			4 419 618		3 300
Christophe-Colomb			5 806 232		3 300
Jean-de-la-Lande Inc.			7 078 815	1 664 404	3 300
Marie-Christine Inc.			1 018 496		
Marois Ltée			1 094 315		
Riviéra Inc.			2 308 201		
Yvon-Brunet			4 436 508		3 300
Revue santé mentale au Québec	41 000				
St-Margaret's Home			2 424 364		3 300
Services sociaux juifs à la famille de Montréal					19 785
Société d'habitation de Verdun			5 171 297	194 076	3 300
Suicide-action Montréal Inc.	167 792				
Vigi santé ltée:					
(C.A. de Berthier Inc.)			2 217 756		
(C.A. Dollard-des-Ormeaux Inc.)			7 503 837		
(C.A. Pierrefonds Inc.)			3 204 083		
(C.A. St-Augustin Inc.)			2 486 331		
(C.H. Régina Ltée)			2 806 113		
(C.H.S.P. ville Emard Inc.)			2 151 983		
(Hop. Bois-Menu Inc.)			612 324		
(Hop. Notre-Dame de Lourdes Inc.)			10 847 072		
(Hop. St-Félix de Longueil Inc.)			2 997 275		
(Hop. Ste-Germaine Cousin Inc.)			2 079 179		
(Hop. Ste-Rita Inc.)			2 157 009		
Villas:					
Médica Inc.	13 772 693				
Mont-Royal			7 984 669		
Notre-Dame-de-Grâce					6 585
Waseskun House	25 000				
Totaux Montréal métropolitain	**2 234 305 914**	**39 067 269**	**549 587 423**	**9 975 005**	**3 066 660**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
Québec métropolitain:					
Auto-Psy	62 593				
Carrefour Mont-Plaisant Inc.					6 585
Centres:					
d'Amitié Autochtone Québec Inc.	48 614				
d'Apprentissage et de développement individuel					6 585
Cardinal-Villeneuve Inc.					6 585
de Crise de Québec	504 438				
François-Charon					6 585
d'Hébergement Saint-Joseph Inc.			765 545		
Jeunesse de Tilly Inc. (Corporation)					6 585
Centres d'accueil:					
Cinquième Saison					6 585
Le Phare					16 013
L'Escale					6 585
Louis-Hébert Inc.					6 585
Nazareth Inc. (Le)			2 043 720		
St-Hilaire Inc.			2 675 004		
St-Joseph-de-Lévis Inc.			3 126 642		
Centres hospitaliers:					
Chauveau (Corporation du)	14 733 865				13 101
Courchesne	9 619 345				5 892
Notre-Dame-du-Chemin Inc.			1 814 289		
Paul-Gilbert	9 497 156	1 709 125			9 065
Robert-Giffard	105 237 893	2 167 417			39 300
St-François Inc.			1 255 356		
St-Jean-Eudes Inc.			157 035		
St-Sacrement Ltée			2 320 730		
Université Laval (de l')	78 207 989	2 300 480			39 300
Centres locaux de services communautaires:					
de la Basse-Ville					9 428
Chutes de la Chaudière-Desjardins					9 428
Laurentien					9 428
La Source					9 428
de la Jacques-Cartier					9 428
Centre de Prévention du Suicide de Québec Inc.	387 798				
Centre de services sociaux de Québec					193 773
Clinique Roy-Rousseau	9 147 176				7 958
Conseil de la santé et des services sociaux de Québec	6 303 468	464 423	247 548		33 391
Corporation Notre-Dame-du-Bon-Secours, (La Chapenoise)			275 066		
Foyers:					
Chanoine-Audet Inc.			1 738 705	38 916	3 300
de Charlesbourg Inc.			1 979 491	49 259	3 300
de Loretteville Inc.			2 155 178	50 243	3 300
Notre-Dame-de-Foy Inc.			475 969		
Notre-Dame-de-Lourdes			5 540 785	207 916	3 300
Hôpitaux:					
Christ-Roi	24 054 842	176 375			21 486
de l'Enfant-Jésus	99 402 127	2 346 508			39 300
Fleur-de-Lys (1968) Inc.			1 394 998		
général de Québec			16 236 208	322 063	14 869
Hôtel-Dieu de Lévis	61 204 282	1 269 622			39 300
Hôtel-Dieu de Québec (L')	74 336 794	1 236 895			39 300
Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur-de-Jésus de Québec	15 843 600	255 000			13 806

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
Jeffery Hales	20 213 208				18 201
Laval	63 528 248	2 023 079			39 300
St-François-d'Assise	81 439 161	1 818 741			39 300
Ste-Monique (1988) Inc.			2 313 508		
du St-Sacrement	69 206 795	525 688	567 066		39 300
Institut des Sourds de Charlesbourg Inc.					6 585
La Boussole: Regroupement des parents et amis du malade mental	25 015				
La Clairière de Québec					16 013
Maison Michel Sarazin (La)	730 464				
Mont St-Aubert Inc.					6 585
Mont d'Youville					6 585
Pavillons:					
Bellevue Inc.			1 273 013		
St-Charles-de-Limoilou					6 585
Relais La Chaumine Inc. (Le)	31 269				
Saint-Brigid's Home Inc.			2 510 221	180 201	
Société de gestion S.G.B.C. Inc.			680 226		
Villa Alphonse Bonenfant			923 041		3 300
Totaux Québec métropolitain:	**743 766 140**	**16 293 353**	**52 469 344**	**868 598**	**820 628**
Diverses circonscriptions électorales:					
(Abitibi-Est)					
Bande Indienne du grand lac Victoria	105 020				
Centres d'amitié autochtone:					
de Senneterre Inc.	55 000				
de Val d'Or	37 700				
Centre hospitalier St-Sauveur	22 336 316	869 425			19 239
Centre local de services communautaires Le Minordet					9 428
Centre d'orientation l'Étape Inc.					6 585
Centre de santé LeBel					12 678
Conseil de la communauté Cri D'Ouje Bougoumou	100 000				
Foyer de Val d'Or Inc.			2 229 602	84 175	3 300
Totaux par circonscription:	**22 634 036**	**869 425**	**2 229 602**	**84 175**	**51 230**
(Abitibi-Ouest)					
Centre d'accueil Normand					6 585
Centres hospitaliers:					
Hôtel-Dieu d'Amos	20 737 910	299 746			17 052
St-François d'Assise de La Sarre	12 123 360	159 800			10 437
St-Jean Macamic			11 054 821		9 694
Centres locaux de services communautaires :					
des Aurores Boréales					9 428
de l'Élan					9 428
Centre de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue					28 309
Clair Foyer Inc.					6 585

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
Foyers:					
de l'Age d'Or Inc.			1 001 478	17 898	3 300
Harricana Inc.			2 179 592	78 069	3 300
Mgr-Haldé			828 425	24 524	3 300
Totaux par circonscription:	**32 861 270**	**459 546**	**15 064 316**	**120 491**	**107 418**
(Argenteuil)					
Accueil Vert-Pré d'Huberdeau					6 585
Caper Inc.					6 585
Centre d'accueil de Ripon Inc.			1 252 904		
Centres locaux de services communautaires:					
Long-Sault					9 428
de la Petite Nation					9 428
Hôpital d'Argenteuil	13 241 662				11 655
Résidence de Lachute			588 721	31 761	
Totaux par circonscription:	**13 241 662**		**1 841 625**	**31 761**	**43 681**
(Arthabaska)					
Centre d'accueil Nor-Val					6 585
Centre hospitalier des Bois-Francs			8 540 581	597 748	8 289
Centres locaux de services communautaires:					
de l'Érable					12 678
Suzor-Côté					9 428
Foyers:					
des Bois-Francs Inc.			1 261 284	19 159	3 300
Étoile d'Or Inc.			1 227 061	20 564	3 300
St-Eusèbe Inc.			530 603	9 528	3 300
Hôtel-Dieu d'Arthabaska	35 141 021	512 233			30 808
Totaux par circonscription:	**35 141 021**	**512 233**	**11 559 529**	**646 999**	**77 688**
(Beauce-Nord)					
Accueil Amitié Inc.	35 469				
Centre d'accueil Notre-Dame de la Protection			1 174 844		3 300
Centre hospitalier de Beauceville	16 162 268				17 972
Centres locaux de services communautaires:					
Beauce-Centre					9 428
Nouvelle-Beauce					9 428
Foyers:					
de Frampton			691 392	12 047	3 300
Mgr-O-Roy			1 445 342	41 094	3 300
paroissial de Ste-Hénédine			1 020 770	27 865	3 300
de Vallée Inc.			826 636	42 825	3 300
Villas:					
St-Isidore Inc.			1 359 977	36 388	3 300
St-Odilon			484 000	25 785	3 300
Totaux par circonscription:	**16 197 737**		**7 002 951**	**186 004**	**59 928**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
(Beauce-Sud)					
Accueil Ville St-Georges Inc.			1 041 554	34 117	3 300
Centres d'accueil:					
St-Honoré			628 099	21 151	3 300
St-Louis Enr.			932 517		
Centres hospitaliers:					
Assomption St-Georges de Beauce Inc.			4 574 680		
Régional de la Beauce	3 217 626	358 344			
St-Georges de Beauce	18 963 231	221 344			15 938
Centre local de services communautaires					
La Guadeloupe					9 428
Centre Victor-Cloutier					6 585
Foyers:					
St-Gédéon Inc.			639 353	22 761	3 300
St-Georges de Beauce Inc.			1 432 643	32 860	3 300
Ste-Famille Inc.			822 528		
Pavillons:					
de l'Hospitalité			903 913	30 042	3 300
Notre-Dame Inc.			998 848		3 300
St-Ludger Inc.			618 341	23 402	3 300
Totaux par circonscription:	22 180 857	579 688	12 592 476	164 333	55 051
(Beauharnois)					
Centres d'accueil:					
du Haut St-Laurent			7 270 446		
Le Vaisseau d'Or			2 218 967	209 615	3 300
Centre hospitalier de Valleyfield	36 095 373	4 496 933			31 949
Centres jeunesse de la Montérégie (Les)					6 585
Centre local de services communautaires Seigneurie-Beauharnois					9 428
Le Tournant Inc.	129 419				
Totaux par circonscription:	36 224 792	4 496 933	9 489 413	209 615	51 262
(Bellechasse)					
Centre d'accueil pavillon des jeunes					6 585
Centres locaux de services communautaires:					
de Bellechasse					9 428
Des Etchemins					9 428
Foyers:					
Lac Etchemin			1 342 235	52 514	3 300
St-Gervais Inc.			916 797	16 708	3 300
Ste-Justine (Corporation du)			562 736	13 329	3 300
St-Magloire Inc.			690 923	23 654	3 300
St-Raphaël Inc.			1 310 695	16 608	3 300
Hôpitaux:					
D'Armagh (Corporation de)			1 845 137		2 965
Pavillon de l'Age d'Or St-Anselme Inc.			1 072 352	41 280	3 300
Sanatorium Bégin	14 935 320	190 700			13 991
Vigi santé Ltée (Hop. Notre-Dame-de-Lourdes Inc.)			3 240 693		
Villa Prévost Inc.			1 626 538	35 034	3 300
Totaux par circonscription:	14 935 320	190 700	12 608 106	199 127	65 497

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
(Berthier)					
Centres d'accueil:					
Brassard Inc.			1 114 091	24 378	3 300
Désy Inc.			1 757 932	19 312	3 300
Ste-Élisabeth et St-Thomas (Les)			3 279 263		3 300
Centre local de services communautaires d'Autry					9 428
Hôpital Le Château-de-Berthier Inc.			1 415 281		
Totaux par circonscription:			**7 566 567**	**43 690**	**19 328**
(Bonaventure)					
Centre d'accueil de la Baie			2 063 131		3 300
Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs	18 362 718	798 096			15 914
Centres locaux de services communautaires:					
Chaleurs					9 428
Malauze					9 428
Conseil de la Bande indienne Micmacs de Maria (Le)	2 000				
Conseil de Bande de Restigouche	15 000				
Résidence St-Joseph			3 136 011		3 300
Totaux par circonscription:	**18 379 718**	**798 096**	**5 199 142**		**41 370**
(Brôme-Missisquoi)					
Centre d'accueil de Cowansville			1 690 637		3 300
Centre hospitalier de Bedford			2 094 081	496 621	2 965
Foyer Sutton			1 920 130		3 300
Hôpital Brôme-Missisquoi-Perkins	17 148 392	56 105			13 841
Hôpital St-Louis de Cowansville Inc.			1 089 627		2 965
Totaux par circonscription:	**17 148 392**	**56 105**	**6 794 475**	**496 621**	**26 371**
(Chambly)					
Centres d'accueil:					
Anne-Leseigneur de Montarville			2 135 116		6 585 3 300
Centre local de services communautaires du Richelieu					9 428
La Source des Monts Inc.	66 797				
Totaux par circonscription:	**66 797**		**2 135 116**		**19 313**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
(Champlain)					
Centres d'accueil:					
de St-Narcisse Inc.			829 681	30 513	3 300
St-Stanislas Inc.			849 306		
Centre local de services communautaires des Chenaux					9 428
Corporation les Deux-Rives					6 585
Foyers:					
de la Pérade Inc.			1 046 426	37 606	3 300
Père-Frédéric Inc.			5 371 592	72 231	12 728
Hôpital Cloutier	14 015 575				12 778
Totaux par circonscription:	**14 015 575**		**8 097 005**	**140 350**	**48 119**
(Chapleau)					
Centres d'accueil:					
Champlain-Gatineau			1 574 928		
de Gatineau			2 076 751		3 300
Centre hospitalier Champlain-Gatineau			1 802 784		
Centre local de services communautaires le Moulin					9 428
Totaux par circonscription:			**5 454 463**		**12 728**
(Charlevoix)					
Accueils:					
Bellerive (1970) Inc.			1 110 906		3 300
Notre-Dame de Beaupré Inc.			704 031	34 545	3 300
Centre d'accueil St-Tite-des-Caps			1 824 510		3 300
Centres hospitaliers:					
de Charlevoix	29 793 409				13 296
St-Joseph-de-la-Malbaie	7 433 595				6 036
Centres locaux de services communautaires					
Charlevoix					9 428
Orléans					9 428
Fondations Fafard (Les)					6 585
Foyers:					
Beaupré			349 357		
de Clermont Inc.			900 906	30 796	3 300
de Notre-Dame-du-Sacré-Coeur de St-Siméon Inc.			621 587	21 196	3 300
Hôpital Ste-Anne-de-Beaupré	3 792 769				3 272
Totaux par circonscription:	**41 019 773**		**5 511 297**	**86 537**	**64 545**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
(Châteauguay)					
Centre d'accueil Champlain-Châteauguay			4 687 944		
Centre hospitalier Anna-Laberge	30 306 018				18 419
Centre local de services communautaires Châteauguay					9 428
Conseil de la communauté Mohawks de Kahnawake	5 000				
Foyer de Châteauguay Inc.			2 244 933	54 195	3 300
Kateri Memorial Hospital	3 107 955				
La Maison sous les arbres Inc.	129 419				
Services de Réadaptation du Sud-Ouest (Les)					6 585
Totaux par circonscription:	**33 548 392**		**6 932 877**	**54 195**	**37 732**
(Chicoutimi)					
Beaumanoir de Chicoutimi Inc.			1 833 415	218 648	3 300
Centres locaux de services communautaires: des Côteaux					9 428
Saguenay-Nord					9 428
Centre de Prévention du Suicide du Saguenay Inc.	273 230				
Centre de services sociaux de la région Saguenay Lac St-Jean Chibougamau					44 931
Conseil de la santé et des services sociaux de la région du Saguenay Lac St-Jean	6 229 315		114 304		71 485
Foyers: Delage Inc.			2 063 729	51 004	3 300
St-François Inc.			720 418		
Hôpital de Chicoutimi Inc.	73 557 316	2 298 989			39 300
Institut Roland-Saucier	12 247 976	414 325			10 505
Totaux par circonscription:	**92 307 837**	**2 713 314**	**4 731 866**	**269 652**	**191 677**
(Deux-Montagnes)					
Centre d'accueil de St-Benoit			1 605 076		3 300
Centres hospitaliers: Deux-Montagnes Inc.			1 354 873		
St-Eustache	16 093 537	292 000			13 782
Centre local de services communautaires Jean-Olivier Chénier					9 428
Manoirs: Grand-Moulin Inc.			909 492	54 675	3 300
St-Eustache			2 710 585		3 300
Totaux par circonscription:	**16 093 537**	**292 000**	**6 580 026**	**54 675**	**33 110**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
(Drummond)					
Accueil Notre-Dame du Bon-Conseil Inc.			1 257 538	30 482	3 300
Centre hospitalier Georges-Fréderic			14 056 562	681 389	12 651
Centre local de services communautaires Drummond					9 428
Hôpital Ste-Croix	34 693 959	1 185 225			29 921
Pavillon Laforest Inc. (Le)					6 585
Réseau d'Aide Le Tremplin Inc.	176 747				
Totaux par circonscription:	**34 870 706**	**1 185 225**	**15 314 100**	**711 871**	**61 885**
(Dubuc)					
Centre local de services communautaires du Fjord					9 428
Centre de rencontre Le Phare	66 744				
Foyers:					
de Bagotville			980 685	45 962	3 300
Monseigneur Gendron Inc.			1 000 215	157 131	3 300
St-Joseph-de-la-Baie Inc.			911 931	21 143	3 300
Hôpital de la Baie des Ha Ha Inc.	8 266 911	297 503			7 483
Totaux par circonscription:	**8 333 655**	**297 503**	**2 892 831**	**224 236**	**26 811**
(Duplessis)					
Bande Indienne des Montagnais de Sept-Îles et Maliotenam	13 500				
Centre d'Amitié Innu	15 000				
Centre local de services communautaires de Sept-Îles					9 428
Centres de santé:					
de la Basse Côte-Nord					15 902
de l'Hématite					9 428
de Port-Cartier					12 765
St-Jean-Eudes					15 657
Conseil de Bande de la Romaine	5 000				
Conseil de Bande des Naskapis	8 500				
Conseil des Montagnais de Schefferville	10 500				
Foyers:					
de Havre St-Pierre Inc.			1 294 216	49 129	3 300
d'Hébergement de Sept-Îles Inc.			1 391 444	165 014	3 300
Hôpital de Sept-Îles (Corporation de)	26 730 848	2 663 341			23 338
Totaux par circonscription:	**26 783 348**	**2 663 341**	**2 685 660**	**214 143**	**93 118**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
(Frontenac)					
Centre local de services communautaires Frontenac					9 428
Fédération des familles d'accueil du Québec (La)					208 500
Foyers:					
de Disraëli Inc.			1 133 296	43 414	3 300
du Lac Noir Inc.			1 078 099	12 994	3 300
Sacré-Coeur-de-Jésus d'East Broughton			1 020 736	11 341	3 300
Valin Inc.			1 229 286		3 300
Hôpitaux:					
Général de la région de l'Amiante	32 730 094	1 017 634			27 298
St-Julien	24 584 166			353 600	21 621
Manoir Aylmer Inc.			756 460		
Résidence Denis Marcotte			1 552 156	28 396	3 300
Totaux par circonscription:	**57 314 260**	**1 017 634**	**6 770 033**	**449 745**	**283 347**
(Gaspé)					
Centres d'accueil:					
Les Ames					6 585
Le Cabestan					6 585
Centres hospitaliers:					
de Chandler	14 819 771	778 333			12 679
Mgr Ross	13 077 778				11 991
Centres locaux de services communautaires:					
des Berges					9 428
L'estran					9 428
De La Pointe					9 428
La Saline					9 428
Centre de santé des Hauts Bois					12 678
Centre de services sociaux de la Gaspésie et des Îles-de-la Madeleine					22 979
Hôtel-Dieu de Gaspé	15 594 717	861 039			13 225
Villa Pabos			1 567 166		3 300
Totaux par circonscription:	**43 492 266**	**1 639 372**	**1 567 166**		**127 734**
(Gatineau)					
Centres hospitaliers:					
de Gatineau	38 954 848	5 466 846			31 589
Gatineau Memorial	2 642 551				3 250
De Maniwaki (La corporation)	10 560 411				9 213
Centres locaux de services communautaires:					
des Draveurs					9 428
la Presqu'Île					9 428
De la Rivière Désert					9 428
Vallée de la Gatineau					9 428
Foyers:					
d'accueil de Gracefield			1 498 999	22 013	3 300
Père-Guinard			1 830 397	50 782	3 300
Totaux par circonscription:	**52 157 810**	**5 466 846**	**3 329 396**	**72 795**	**88 364**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
(Groulx)					
Centre d'accueil Drapeau et Deschambault			9 807 559		3 300
Centre local de services communautaires Thérèse-de-Blainville					9 428
Centres de réadaptation du Contrefort (Les)					6 585
Centre de services sociaux Laurentides-Lanaudière					67 298
Totaux par circonscription:			9 807 559		86 611
(Hull)					
Centres: d'adaptation et de réadaptation La Ressource					6 585
de réadaptation les jeunes de l'Outaouais					6 585
hospitalier régional de l'Outaouais	52 552 840	2 045 870			39 300
Centre local de services communautaires de Hull					9 428
Centre de services sociaux de l'Outaouais					45 434
Conseil de la santé et des services sociaux de l'Outaouais	8 566 546		88 068		26 140
Corporation de l'hôpital Pierre-Janet	11 594 410	261 000			9 940
Foyer du Bonheur Inc.			7 448 822		3 300
Hôpital de la Pieta			8 976 414	381 518	7 751
Maison Réalité Inc.	174 312				
Pavillon Jellinek					6 585
Totaux par circonscription:	**72 888 108**	**2 306 870**	**16 513 304**	**381 518**	**161 048**
(Huntingdon)					
Centre d'accueil Pierre-Rémi-Narbonne			1 125 615		3 300
Centre hospitalier du comté de Huntingdon			2 765 243		2 965
Centres locaux de services communautaires: de Huntingdon					9 428
Jardin du Québec					9 428
Hôpital Barrie Memorial (L')	5 874 433				4 992
Totaux par circonscription:	**5 874 433**		**3 890 858**		**30 113**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
(Iberville)					
Centre d'accueil de Rouville			7 746 398	67 007	6 906
Centre local de services communautaires la Pommeraie					9 428
Foyers Farnham Inc. (Les)			1 510 928	104 945	3 300
Résidence Champagnat d'Iberville Inc.			2 467 791	244 276	3 300
Totaux par circonscription:			**11 725 117**	**416 228**	**22 934**
(Îles-de-la-Madeleine)					
Centre hospitalier de l'Archipel	13 452 128				11 579
Centre local de services communautaires des Îles					9 428
Centre de travail et de transition des Îles					6 585
Villa Plaisance			1 572 034		3 300
Totaux par circonscription:	**13 452 128**		**1 572 034**		**30 892**
(Johnson)					
Centre d'accueil d'Acton Vale			1 968 756		3 300
Centre local de services communautaires la Chenaie					9 428
Foyers:					
de Bromptonville Inc.			692 146	25 128	3 300
de Valcourt Inc.			696 533	28 301	3 300
Hôpital St-Louis-de-Windsor Inc.			2 820 186	76 693	2 965
Résidence Melbourne Inc.			1 163 686		
Totaux par circonscription:			**7 341 307**	**130 122**	**22 293**
(Joliette)					
Atelier du Fil au Bois (L')	152 000				6 585
Centres d'accueil:					
Montcalm (Les)			2 254 085	105 742	3 300
de réadaptation Le Bouclier					6 585
St-Joseph-de-Joliette					6 585
Centre hospitalier régional de Lanaudière	87 862 285	4 162 266			39 300
Centre local de services communautaires de Joliette					9 428
Foyer de St-Donat Inc.			1 162 570	32 359	3 300
Pavillons Jeunesse Joliette Inc. (Les)					6 585
Totaux par circonscription:	**88 014 285**	**4 162 266**	**3 416 655**	**138 101**	**81 668**
(Jonquière)					
Centre de Rencontre l'Escale de Jonquière inc.	62 571				
Centre gérontologique Jonquière			4 492 351	100 900	9 900
Centre hospitalier Jonquière	28 411 235	198 005			25 087
Centre local de services communautaires de la Jonquière					9 428
Totaux par circonscription:	**28 473 806**	**198 005**	**4 492 351**	**100 900**	**44 415**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
(Kamouraska-Témiscouata)					
Centre d'accueil					
Thérèse Martin			2 382 510		3 300
Centres locaux de services communautaires:					
des Frontières					12 678
les Aboiteaux					9 428
Témiscouata					9 428
Foyers:					
Beauséjour Inc.			1 155 034	40 467	3 300
Desjardins			1 150 744		3 300
Villa Maria Inc.			1 543 242		3 300
Hôpitaux:					
d'Anjou Inc.			3 139 847		2 965
Notre-Dame-de-Fatima	11 926 085	7 695			9 361
Notre-Dame-du-Lac	8 327 980				7 450
St-Michel-du-Squateck			799 322		2 965
Villas:					
de la Rivière Inc.			724 149		3 300
St-Pascal Inc.			1 546 123	33 894	3 300
Totaux par circonscription:	**20 254 065**	**7 695**	**12 440 971**	**74 361**	**74 075**
(l'Assomption)					
Centres d'accueil:					
Chemin du Roy			6 865 512	60 776	6 600
St-Antoine-de-Padoue			2 459 745		3 300
Centre hospitalier					
le Gardeur	34 942 967	5 250 013			27 964
Centre local de services communautaires					
le Méandre					9 428
Totaux par circonscription:	**34 942 967**	**5 250 013**	**9 325 257**	**60 776**	**47 292**
(Labelle)					
Accueils:					
Côme-Cartier			883 464	37 469	3 300
St-Jovite Inc. (L')			1 259 068	44 288	3 300
Centres d'accueil:					
de Labelle			1 109 811	41 199	3 300
des Laurentides					6 585
Ste-Anne-de-Mont-Laurier			2 292 277		3 300
Centres hospitaliers:					
des Laurentides et centre d'accueil et de réadaptation des Hautes-Vallées	33 187 480				25 034
Laurentien	17 788 689	47 921			15 063
Centres locaux de services communautaires:					
des Hautes Laurentides					9 428
des Trois Vallées					9 428
Hôpitaux:					
Mont Sinaï			7 433 205	564 447	6 168
Notre-Dame-de-Ste-Croix	12 457 438	428 075			10 846
Totaux par circonscription:	**63 433 607**	**475 996**	**12 977 825**	**687 403**	**95 752**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
(Lac St-Jean)					
Centre hospitalier de Métabetchouan		37 134	8 713 654		6 511
Centre local de services communautaires le Norois					9 428
Domaine du Bel-Age de St-Coeur-de-Marie Inc.			770 008	33 836	3 300
Foyer Normandie d'Alma Inc.			1 134 587	36 500	3 300
Hôtel-Dieu d'Alma	24 083 148	136 525			21 168
Totaux par circonscription:	**24 083 148**	**173 659**	**10 618 249**	**70 336**	**43 707**
(Laviolette)					
Centres d'accueil: de La Tuque Inc. (Corporation du)				34 236	
Les Chutes Inc.			3 336 221		
Centre d'Amitié Autochtone La Tuque Inc.	25 000				
Centre hospitalier Laflèche-Grand-Mère	16 217 958	439 175			14 529
Centres locaux de services communautaires: du centre de la Mauricie					9 428
du Haut St-Maurice			1 814		12 728
Normandie					9 428
Centres de réadaptation du Lac-Edouard					6 585
Foyers: de Grand'Mère Inc.			1 139 144	30 341	3 300
Mgr Paquin Inc			1 640 454	40 309	3 300
de Ste-Thècle			1 031 053	31 358	3 300
Hôpital St-Joseph-de-la-Tuque	15 990 603	181 585			14 937
Totaux par circonscription:	**32 233 561**	**620 760**	**7 148 686**	**136 244**	**77 535**
(Lotbinière)					
Carrefour Lotbinière					6 585
Centre d'accueil de Ste-Croix			921 158	39 470	3 300
Centres locaux de services communautaires: Arthur-Caux					9 428
Les Blés d'Or					9 428
Foyers: Bonne Entente de St-Apollinaire Inc.			877 210	35 948	3 300
Deschaillons			840 665		3 300
de Fortierville Inc.			1 353 352	26 029	3 300
de Lotbinière Inc.			824 541	25 274	3 300
de Lyster			611 395	27 429	3 300
Romain-Becquet Inc.			754 552	33 568	3 300
de St-Flavien Inc.			1 068 867	31 266	3 300
de St-Sylvestre Inc.			860 872	20 804	3 300
Totaux par circonscription:			**8 112 612**	**239 788**	**55 141**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
(Maskinongé)					
Centre d'Accueil Louiseville Inc.			3 356 386		3 300
Centre hospitalier Comtois	7 853 549				7 000
Centre local de services communautaires Valentine-Lupien					9 428
Domrémy Trois-Rivières Inc.					6 585
Foyer Ernest-Jacob Inc.			1 191 595	52 611	3 300
Totaux par circonscription:	7 853 549		4 547 981	52 611	29 613
(Matane)					
Centre d'accueil de Cap-Chat (La Corporation du)			2 063 647	56 411	3 300
Centre hospitalier de Matane	17 855 666	392 875			15 275
Centre local de services communautaires de Matane					9 428
Foyer d'accueil de Matane Ltée (La Corporation)			1 971 737	68 337	3 300
Hôpital des Monts (La Corporation)	13 270 019	477 875			11 449
Pavillon de la Montagne					6 585
Totaux par circonscription:	31 125 685	870 750	4 035 384	124 748	49 337
(Matapédia)					
Centre d'accueil de la Vallée			2 713 549		3 300
Centres locaux de services communautaires:					
de la Mitis					9 428
de la Vallée					9 428
Foyer Ste-Bernadette Inc.			455 835		
Hôpitaux:					
d'Amqui	12 848 740				11 137
de Mont-Joli Inc.	25 935 225				23 088
Résidence de Mont-Joli Inc. (La)			2 273 339	31 250	3 300
Totaux par circonscription:	38 783 965		5 442 723	31 250	59 681
(Mégantic-Compton)					
Centre hospitalier Lac-Mégantic	10 675 000				9 760
Centres locaux de services communautaires:					
Fleur-de-Lys					9 428
Maria-Thibault					9 428
Domaine de la Sapinière Inc. (Le)			1 183 605	36 558	3 300
Foyer de Weedon Inc.			977 224	23 373	3 300
Maison Paternelle (La)			1 834 612	58 290	3 300
Résidence Castel Claire-Mathieu Inc.			286 074		
Totaux par circonscription:	10 675 000		4 281 515	118 221	38 516

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
(Montmagny-l'Islet)					
Centres d'accueil:					
Louis C. Dupuis					6 585
de St-Eugène-de-l'Islet Inc.			727 364	54 004	3 300
de St-Fabien-de-Panet			1 086 736	42 923	3 300
Centres locaux de services communautaires:					
Antoine-Rivard					9 428
Centre d'accueil des Appalaches					16 028
Trois-Saumons					12 678
Foyers:					
Bon Secours Inc.			632 245		3 300
St-Pamphile				1 406	
d'Youville			3 142 102	26 629	6 600
Hôtel-Dieu de Montmagny	17 055 982	597 495			14 650
Totaux par circonscription:	**17 055 982**	**597 495**	**5 588 449**	**124 962**	**75 869**
(Nicolet-Yamaska)					
Centre local de services communautaires Nicolet-Yamaska					9 428
Conseil de Bande des Abénaquis d'Odanak	7 000				
Foyers					
Lucien-Shooner Inc.			1 115 552	43 146	3 300
de Nicolet			6 407 847		6 137
St-Célestin			1 228 637		3 300
Hôpital du Christ-Roi	10 761 772				8 973
Totaux par circonscription:	**10 768 772**		**8 752 036**	**43 146**	**31 138**
(Orford)					
Centre hospitalier de Coaticook			5 138 094	33 331	3 311
Centres locaux de services communautaires:					
Albert-Samson					9 428
Alfred-Desrochers					9 428
Foyer du Sacré-Coeur Magog			2 345 876		3 300
Hôpital La Providence de Magog	9 771 957				6 551
Maison Blanche de North Hatley Inc.			1 656 013		
Totaux par circonscription:	**9 771 957**		**9 139 983**	**33 331**	**32 018**
(Papineau)					
Centres d'accueil:					
Buckingham			2 160 051		3 300
la Petite Nation			1 906 515	198 306	3 300
Centre hospitalier de Buckingham	12 834 774	406 050			11 137
Centre local de services communautaires Vallée-de-la-Lièvre					9 428
Totaux par circonscription:	**12 834 774**	**406 050**	**4 066 566**	**198 306**	**27 165**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
(Pontiac)					
Centres d'accueil:					
Pontiac			1 311 192		3 300
Renaissance			1 537 069		3 300
Centres locaux de services communautaires:					
Grande-Rivière					9 428
Pontiac					9 428
Hôpital Communautaire du Pontiac Inc. (L')	7 833 125				6 528
Manoirs:					
du Sacré-Coeur			920 546	20 652	3 300
St-Joseph			865 413	20 278	3 300
Pavillon du Parc Inc.					6 585
Vigi santé Ltée (Mont St-Jude Inc.)			2 535 328		
Totaux par circonscription:	7 833 125		7 169 548	40 930	45 169
(Portneuf)					
Centres d'accueil:					
du Groupe l'Eau-Vive			3 819 521	35 794	6 600
St-Raymond Inc.			1 530 200	36 227	3 300
Centre hospitalier Portneuf			4 357 914	218 750	3 560
Centre local de services communautaires de Portneuf					9 428
Domaine du Souvenir Inc.				29 517	
Pavillon Toupin Inc.					6 585
Totaux par circonscription:			9 707 635	320 288	29 473
(Prévost)					
Auberge St-Jérôme Inc.			1 740 929	68 742	3 300
Centre hospitalier d'Youville			6 042 985		5 227
Centre local de services communautaires Arthur-Buies					9 428
Centre de réadaptation La Ruche Inc.					6 585
Conseil de la santé et des services sociaux Laurentides-Lanaudière	2 281 362		148 600		26 470
Foyer Soleil Inc.			1 809 022		
Hôtel-Dieu de St-Jérôme	54 406 685	1 928 179			39 300
Pavillon André-Boudreau					6 585
Villa du Vieux Sapin Inc.			814 065		
Totaux par circonscription:	56 688 047	1 928 179	10 555 601	68 742	96 895
(Richelieu)					
Ateliers Riverains (Les)					6 585
Centre d'hébergement de Tracy			716 865	34 152	3 300
Centre local de services communautaires du Havre					9 428
Centre de transition Perceval Inc.	47 148				
Foyer Richelieu Inc.			1 456 995	47 457	3 300

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
Hôpitaux:					
général de Sorel			8 383 340		7 819
Richelieu Inc.			1 962 808		2 965
Hôtel-Dieu de Sorel	29 907 044	855 687			26 050
La Source Inc.	155 069				
Résidence Tracy Inc.			3 328 768		
Totaux par circonscription:	**30 109 261**	**855 687**	**15 868 776**	**81 609**	**59 447**
(Richmond)					
Centre d'accueil de Wotton			1 095 739		3 300
Centre hospitalier d'Asbestos	5 116 345	87 500			4 656
Centres locaux de services communautaires:					
la Chaumière					9 428
du Val-St-François					9 428
Foyers:					
d'Asbestos Inc.			1 091 064	43 647	3 300
de Kingsey-Falls Inc.			1 248 983	41 956	3 300
de Richmond Inc.			1 554 399	44 508	3 300
Ste-Anne-Marie Inc.			1 520 894		
Sts-Anges			651 860		
Wales			30 402		
Totaux par circonscription:	**5 116 345**	**87 500**	**7 193 341**	**130 111**	**36 712**
(Rimouski)					
Centre d'accueil Relais Jeune Est					6 585
Centre hospitalier régional de Rimouski	46 284 773	733 000			39 300
Centre local de services communautaires de l'Estuaire					9 428
Centre de services sociaux du Bas-du-Fleuve					27 512
Conseil de la santé et des services sociaux région Bas St-Laurent et Gaspésie	835 921		540 922		26 099
Le Foyer de Rimouski Inc.			5 525 918	116 921	3 300
Services d'adaptation Osmose (Les)					6 585
Totaux par circonscription:	**47 120 694**	**733 000**	**6 066 840**	**116 921**	**118 809**
(Rivière-du-Loup)					
Ateliers du Grand-Portage Inc. (Les)					6 585
Centres hospitaliers:					
Trois-Pistoles			5 118 869		4 664
régional du Grand-Portage	24 860 955	586 000			21 836
Centres locaux de services communautaires:					
des Basques					9 428
Rivières et Marées					9 428
Centre de services de réadaptation Paul Coulombe					6 585
Foyers:					
de St-Antonin Inc.			625 555	39 880	3 300
St-Cyprien Inc.			911 713		
Hôpital St-Joseph-de-Rivière-du-Loup			6 566 971		5 891

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
Villas:					
Dubé Inc.			916 113	40 662	3 300
Fraserville Inc. (La)			1 515 525	56 428	3 300
Totaux par circonscription:	**24 860 955**	**586 000**	**15 654 746**	**136 970**	**74 317**
(Roberval)					
Centre d'accueil de la Doré Inc.			397 152	10 841	3 300
Conseil des Montagnais du Lac St-Jean	100 400				
Centre hospitalier de Dolbeau	14 712 765	521 584			10 748
Centres locaux de services communautaires:					
des Chutes					9 428
des Prés-Bleus					9 428
Claire Fontaine (Le)	11 396 582				6 585
Domaine du Bon Temps (Le)			990 391	47 689	3 300
Foyers:					
du Lac-Bouchette Inc.			815 833	26 451	3 300
de la Paix Inc.			890 100	27 545	3 300
St-Cyrille de Normandin Inc.			558 879	8 208	3 300
St-Joseph d'Albanel Inc.			561 076		
Hôtel-Dieu de Roberval	30 496 885	514 675			28 467
Oasis de Mistassini Inc. (L')			1 363 239	14 141	3 300
Totaux par circonscription:	**56 706 632**	**1 036 259**	**5 576 670**	**134 875**	**84 456**
(Rousseau)					
Centres d'accueil:					
des Quatre-Vents					6 585
Ste-Sophie Inc.			888 431		
Centre hospitalier et d'accueil Heather Inc.			1 894 422		
Centres locaux de services communautaires:					
Joli-Mont					9 428
Montcalm					9 428
des Pays-d'en-Haut					9 428
Manoir de la Pointe Bleue			2 302 887	215 114	3 300
Totaux par circonscription:			**5 085 740**	**215 114**	**38 169**
(Rouyn-Noranda-Témiscamingue)					
Centre d'accueil Duhamel			2 091 714		3 300
Centres hospitaliers:					
Malartic Inc.	5 574 013				4 815
Rouyn-Noranda	32 799 734	1 720 529			28 618
Centre local de services communautaires Le Partage des Eaux					9 428
Centres de santé:					
de Témiscamingue					12 678
Ste-Famille					17 937
Conseil de la santé et des services sociaux de la région de l'Abitibi-Témiscamingue	809 563				25 366
Maisons:					
Pie XII			2 127 013	63 460	3 300
Rouyn-Noranda Inc.					6 585
Villa St-Martin Inc.			1 231 351	23 405	3 300
Totaux par circonscription:	**39 183 310**	**1 720 529**	**5 450 078**	**86 865**	**115 327**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
(Saguenay)					
Centre d'accueil N.-A Labrie			3 300 342	459 000	3 300
Centre hospitalier régional Baie-Comeau	28 881 725	1 281 140			24 362
Centres locaux de services communautaires:					
de l'Aquilon					9 428
de Forestville					9 428
Centre des Ressources Institutionelles Côte-Nord Inc.					6 585
Centre de santé de la Haute Côte-Nord					13 419
Centre de services sociaux de la Côte-Nord					24 942
Conseil de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord	449 731		333 478		24 674
Totaux par circonscription:	**29 331 456**	**1 281 140**	**3 633 820**	**459 000**	**116 138**
(Shefford)					
Centre Butters Inc. (Le)					6 585
Centres hospitaliers:					
de Granby	28 869 024	665 525			24 044
de Waterloo			1 420 001		2 965
Centre local de services communautaires de la Haute-Yamaska					9 428
Centre de prévention du suicide de la Haute-Yamaska	46 188				
Courville Nursing Home Inc.			889 824		
Entr'elles Granby Inc.	33 400				
Hôpital Notre-Dame de Granby			1 497 815		2 965
Le Transit Inc.	53 439				
Villa Bonheur Inc.			2 423 766	83 175	3 300
Totaux par circonscription:	**29 002 051**	**665 525**	**6 231 406**	**83 175**	**49 287**
(Sherbrooke)					
Centre hospitalier de Sherbrooke	14 706 546				13 665
Centre local de services communautaires Sud-Ouest-Centre					9 428
Centre de services sociaux de l'Estrie					39 434
Conseil de la santé et des services sociaux de la région de l'Estrie	2 940 859		6 600		72 391
Corporation de l'hôpital d'Youville de Sherbrooke			19 316 704	343 544	16 722
Foyer St-Joseph de Sherbrooke			5 188 596		3 300
Cordée Transit de jour (La)	100 399				
Maison Reine-Marie Inc.			1 509 874		
Totaux par circonscription:	**17 747 804**		**26 021 774**	**343 544**	**154 940**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
(St-François)					
Centre hospitalier Universitaire de Sherbrooke	65 335 235	1 387 874			39 300
Centre local de services communautaires Gaston-Lessard					9 428
Hôpital St-Vincent-de-Paul de Sherbrooke	37 389 771	420 596			33 458
Hôtel-Dieu de Sherbrooke	40 216 045	591 015			35 846
Résidence de l'Estrie de Sherbrooke Inc.			3 650 294	35 761	3 300
Totaux par circonscription:	**142 941 051**	**2 399 485**	**3 650 294**	**35 761**	**121 332**
(St-Hyacinthe)					
Centre Hospitalier Honoré-Mercier Inc.	45 634 580	1 392 182			39 300
Centre local de services communautaires des Mascoutains					9 428
Hôtel Dieu de St-Hyacinthe			23 736 218		20 747
M.A.D.H.	156 014				
Pavillons Bois-Joly Inc. (Les)					6 585
Villa des Frênes Inc.			1 728 429	33 299	3 300
Totaux par circonscription:	**45 790 594**	**1 392 182**	**25 464 647**	**33 299**	**79 360**
(St-Jean)					
Centre local de services communautaires Vallée des Forts					9 428
Florence-Groulx Inc.			1 457 838		
Hôpital du Haut Richelieu	50 302 877	1 770 262			39 300
Le Renfort Inc.					6 585
Maison Le Point Commun Inc.	133 595				
Maribro Inc.					6 585
Totaux par circonscription:	**50 436 472**	**1 770 262**	**1 457 838**		**61 898**
(St-Maurice)					
Ateliers Centre du Québec Inc.					6 585
Centres d'accueil:					
Dr. Joseph Garceau			1 789 884		3 300
de Shawinigan-Sud Inc.			1 291 504	40 608	3 300
Centres hospitaliers:					
régional de la Mauricie	32 311 775	1 428 451			26 420
Ste-Thérèse-de-Shawinigan	13 990 581				11 991
Foyer Dehauffe			1 851 203	42 970	3 300
Totaux par circonscription:	**46 302 356**	**1 428 451**	**4 932 591**	**83 578**	**54 896**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
(Terrebonne)					
Centre d'accueil Lorrain Inc.			819 430		
Centre local de services communautaires Lanater					9 428
Foyer St-Bruno Inc.			1 630 776		
La Maisonnée Laurendière					6 585
Totaux par circonscription:			2 450 206		16 013
(Trois-Rivières)					
Centre d'accueil Louis-Denoncourt			1 684 053		3 300
Centres hospitaliers:					
Cooke			14 273 587		12 087
St-Joseph-de-Trois-Rivières	40 079 925	644 350			35 513
Ste-Marie	45 326 021	135 225			37 754
Centre local de services communautaires Les Forges					9 428
Centre de services sociaux du centre du Québec					63 025
Clinique de réadaptation de Trois-Rivières Inc.					6 585
Conseil de la santé et des services sociaux région Trois-Rivières	1 820 430		102 291		26 381
Foyer Joseph-Denys Inc.			2 810 396	50 842	3 300
Résidences de la Mauricie (Les)					6 585
Ville Joie St-Dominique					6 585
Totaux par circonscription:	87 226 376	779 575	18 870 327	50 842	210 543
(Ungava)					
Centre d'amitié autochtone Chibougamau	58 439				
Centres hospitaliers:					
de la Baie d'Hudson	13 090 492	1 067 000			9 334
la Grande Rivière	2 582 809				3 250
Centre local de services communautaires des Grands Bois					9 428
Centre de santé Isle-Dieu					12 678
Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James	18 917 659	212 000			22 169
Conseil de la santé et des services sociaux Kativik	784 821				5 713
Hôpitaux:					
Chibougamau Ltée	8 672 516				7 779
Ungava	10 535 951	1 826 400			8 445
Totaux par circonscription:	54 642 667	3 105 400			78 796
Totaux des circonscriptions:	4 920 577 803	113 437 316	1 112 266 115	20 868 594	8 433 385

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Centres hospitaliers de soins de courte durée		Centres d'acc. d'hébergement et centres hosp. de soins de longue durée		Aide financière aux établissements pour des cotisations à des associations
	Fonct.	Dette	Fonct.	Dette	Fonct.
	$	$	$	$	$
(Divers)					
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	121 013 304		32 620 947		
Corporation d'hébergement du Québec		60 594 554		47 648 449	
Régie de l'assurance-maladie du Québec (Bourses et primes)	4 316 656				
Compagnie d'assurance Standard Life (Primes d'assurance-salaire)	3 634 000		2 990 200		
	128 963 960	60 594 554	35 611 147	47 648 449	
Grand total:	**5 049 541 763**	**174 031 870**	**1 147 877 262**	**68 517 043**	**8 433 385**

SÉCURITÉ PUBLIQUE
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Permis de détaillants	10 371	8 464
Divers	1	
	10 372	8 464
Autres		
Agences d'investigation ou de sécurité	619	475
	10 991	8 939
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Cours	180	191
Disposition de surplus	95	143
Location de chambres et pension	5 317	5 836
Cours de perfectionnement pour les policiers	57	47
Absences pour activités syndicales		132
Administration pour le gouvernement du Canada:		
Permis de port d'armes	867	784
Exploitation d'entreprises d'armes à feu	75	84
Service de police	244	
Divers	63	54
	6 898	7 271
Amendes et confiscations		
Divers	13	13
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	732	759
Salaires - accidents de travail	121	1 724
Divers	25	13
	878	2 496
	7 789	9 780
Total des revenus autonomes	18 780	18 719

SÉCURITÉ PUBLIQUE
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Protection civile	82 450 (1)	14 347
Service de police - ponts fédéraux	2 734	1 983
Service de police - Akwesasne	370	
Total des transferts du gouvernement du Canada	85 554	16 330
Total des revenus	**104 334**	**35 049**

(1) L'augmentation est due principalement à l'estimation des montants à recevoir du gouvernement fédéral de 75 millions de dollars concernant la crise amérindienne.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **RECHERCHE DES CAUSES ET DES CIRCONSTANCES DES DÉCÈS**
Sommaire: page 1-24

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL	7 283	1	7 245	2 634	312	122	3 001

PROGRAMME 2 — **CONTRÔLE DES PERMIS D'ALCOOL**
Sommaire: page 1-30

TOTAL	5 140	2	4 979	3 191	303	162	168

PROGRAMME 3 — **GARDE DES DÉTENUS ET RÉINSERTION SOCIALE DES DÉLINQUANTS**
Sommaire: page 1-32

1. Services correctionnels	158 651	18	156 693	99 757	20 200	1 949	18 522
2. Commission québécoise des libérations conditionnelles	1 918	1	1 857	955	99	160	214
TOTAL	160 569	19	158 550	100 712	20 299	2 109	18 736

PROGRAMME 4 — **SÉCURITÉ ET PRÉVENTION**
Sommaire: page 1-32

1. Soutien, recherche et programmes	9 802		9 789	5 338	445	244	467
2. Formation et perfectionnement des policiers (*)	9 220		9 145	1 103	402	34	1 012
3. Sécurité et protection	18 572	5	18 566	13 569	281	955	2 911
Permanents (1)	1 955		1 955	1 955			
TOTAL	39 549	5	39 455	21 965	1 128	1 233	4 390

(*) À compter du 31 Août 1990, l'Institut de police du Québec a débuté ses opérations en tant que corporation mandataire du Gouvernement conformément à la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives, L.Q., 1988, c.75 et au décret 1180 du 15 Août 1990.
(1) Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1.

Ce programme vise à éclairer la justice par des enquêtes qui ont pour objet de déterminer quels décès ou incendies sont de nature criminelle.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
62	900	116	21	3					74			

Ce programme vise à protéger le public en contrôlant l'exploitation des débits d'alcool.

28	979	106	26						15			1

Ce programme vise à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle, des services pour faciliter leur réinsertion sociale.

1 017	980	11 084	740	255					1 704			485
5	314	28	33						49			
1 022	1 294	11 112	773	255					1 753			485

Ce programme vise à remplir diverses obligations en matière de sécurité publique, soit assurer la formation des policiers, la sécurité des personnes et des édifices gouvernementaux et fournir, pour des fins d'administration de la justice, des expertises dans les domaines de la comptabilité, de la médecine légale et de la police scientifique.

106	13	389	88	237					575			1 887
33	24	241	11	1					129			6 155
146	27	349	18	3					307			
285	64	979	117	241					1 011			8 042

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-32

NORMALISATION ET SURVEILLANCE DE L'EXERCICE DES FONCTIONS DE POLICE

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL	4 223	2	4 191	2 935	58	223	316

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-32

SÛRETÉ DU QUÉBEC

1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	424 862	444	422 370	397 546	891	21 316	29
2. Gestion interne et soutien	132 720	9	130 173	32 936	4 057	7 809	3 868
TOTAL	557 582	453	552 543	430 482	4 948	29 125	3 897

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-32

ADMINISTRATION

TOTAL	66 308	3	62 140	7 451	1 816	3 381	828

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-32

SÉCURITÉ CIVILE

Votés	11 868	4	10 151	5 174	758	1 654	1 311
Permanents (2)	29 634	1	29 633	306	1 071	391	381
TOTAL	41 502	5	39 784	5 480	1 829	2 045	1 692

(2) Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre, L.R.Q., c. P-38.1.

TOTAL DES PROGRAMMES

Votés	850 567	489	837 299	572 589	29 622	38 009	32 647
Permanents	31 589	1	31 588	2 261	1 071	391	381
	882 156	490	868 887	574 850	30 693	38 400	33 028

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
	605 543	205 581

Ce programme vise à assurer l'élaboration de politiques et normes concernant les activités des corps de police du Québec, leur surveillance et leur coordination.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
8	549	52	41						9			

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens contre toutes les formes d'activité criminelle.

25	78	2	1	2 482								
6 271	38 402	16 982	1 608	288				13	16 177			1 762
6 296	38 480	16 984	1 609	2 770				13	16 177			1 762

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

1 797	45 721	276	216	1					478			175

Ce programme vise à protéger la population et les biens en cas de désastre ou de feu.

20	64	329	260	26					239			316
21	250											27 213
41	314	329	260	26					239			27 529
9 518	88 051	29 954	3 063	3 296				13	19 756			10 781
21	250											27 213
9 539	88 301	29 954	3 063	3 296				13	19 756			37 994

CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
19 769	37 994

SÉCURITÉ PUBLIQUE
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Entreprises			
Indemnités en matière de sécurité civile	2 455	2 455	1 250
Municipalités			
Financement de certains corps de police	3 601	3 405	2 787
Indemnités en matière de sécurité civile	2 686	2 686	202
Restauration du dépotoir de Ville de Lasalle	2 324	2 324	1 630
Organismes sans but lucratif			
Réinsertion sociale	567	486	538
Autres	1 394	1 375	622
Personnes			
Indemnités en matière de sécurité civile	20 211	19 108	2 245
Entreprises et organismes du Gouvernement			
Institut de police du Québec	6 166	6 155	
Total	39 404	37 994	9 274

SÉCURITÉ PUBLIQUE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 574 852 181 $
2. Autres rémunérations: 30 692 811
605 544 992 $

Incluant 19 035 904 $ à l'égard de 260 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organismes, personnel cadre et autre personnel de rang équivalent) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus: Contribution au régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec, 90 043 809; Commission de la Santé et de la Sécurité du Travail, 6 032 701.

---

3. Services de transport et de communication: 38 399 285 $

Auberge des Gouverneurs Inc., 272 847; Auberge Salaberry, 94 442; Auberge Universel, 39 987; Barette Déménagement Enr., 49 556; Bell Canada, 2 172 743; Bell Cellulaire Inc., 365 637; Buffet Bernard Inc., 41 198; Château de l'aéroport, 1 065 515; Consultour Club Voyages, 539 267; Corporation Scotpage Ltée, 42 414; Courrier Purolator Ltée, 91 721; DÉMÉNAGEMENTS: Bellechasse (1984) Inc., 181 344, Cartier Inc., 40 614, G. Roy Inc., 39 484, Mainville, 45 069, de la Mitis Inc., 52 760, Trans-Québec Inc., 83 707; Fonds des moyens de communications, 288 554; Fonds des services de télécommunications, 7 189 300; Holiday Inn, 1 700 371; HOTELS: Centre Sheraton Montréal, 527 128, Delta Valleyfield, 170 088, des Gouverneurs Laval, 906 945, des Gouverneurs Place Dupuis, 981 071, Relax de Laval, 263 315, Sheraton Laval, 769 123; Inter-Voyage Inc., 499 319; Labrecque Transport Inc., 74 971; Lignes aériennes canadien international, 39 400; Motel National, 308 453; Motels Journey's End, 92 934; NAP Giroux Inc., 36 584; National Pagette, 65 463; Parkway Motor Inn, 82 549; Publi Calen-Art Ltée, 61 030; Québec Téléphone, 425 619; Rapide Transport Inc., 49 456; Restaurant Hotel des moulins, 59 840; Rousillon, 238 351; Starber International Inc., 51 407; Télébec Ltée, 362 055; Transports Manicouagan (1982) Inc., 38 367; Transport Thibodeau Inc., 42 205; Voyages CAA Québec, 85 965; Voyages FCNQ Inc., 133 385; Welcominns, 228 321; Fonds Locaux, 123 861.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 17 286 050.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 33 026 773 $

AGENCES DE SÉCURITÉ: Mauricienne (1983) Inc., 42 224, de Montréal Ltée, 63 555, St-Jérôme Inc., 39 032, St-Laurent Enr., 56 901; Agence Sociale Spécialisée de Hull Inc., 335 481; Normand Alexandre, 57 055; Association canadienne pour la santé mentale-section Saguenay, 82 045; ATELIERS: du centre de détention de Québec, 39 009, Curé Labelle Enr., 35 622, Dominique Inc., 145 267, Papillon, 40 437, Tanguay, 79 219, Techni-Bor de l'Établissement de détention de Montréal Enr., 82 727; B.D.L. Conseillers en Administration Inc., 77 770; Mario Bilodeau, 44 712; Gaston Bonneau, 71 069; Bureau d'Investigation Concorde du Canada Ltée, 117 745; Cafétéria Versalco Inc., 187 899; Cagero Inc., 185 442; Carrefour Nouveau Monde, 436 182; CENTRES: d'Acceuil le Joins-Toi Inc., 142 939, d'Acceuil le Portage, 379 098, d'Action Bénévole de Sept-Iles Inc., 37 282, de Bénévolat du Lac Inc., 39 560, de Bénévolat de Laval Inc., 274 043, de Bénévolat de la Rive-Sud, 162 839, Ressources Jeunesse, 72 233, de Transition Amour de la Vie Inc., 98 929; CENTRES HOSPITALIERS: Notre-Dame-de-la-Merci, 36 750, régional de l'Outaouais, 53 250, régional de Rimouski, 77 210, Robert-Giffard, 53 185, de Sherbrooke, 689 360, Ste-Marie, 132 305, de l'Université Laval, 55 162; CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES: de l'Aquilon, 86 303, Chaleurs, 44 742, de l'Estuaire, 47 909, Gaston-Lessard, 121 143, du Havre, 85 521, de Hull, 91 035, des Maskoutains, 70 644, Rivières et Marées, 37 874, Saguenay-Nord, 62 397, Secteur Ahunstic, 300 666, Seigneurie-Beauharnois, 35 641, des Sept-Iles, 37 037; CENTRES RESIDENTIELS COMMUNAUTAIRES: d'Amos, 463 698, Arc en Soi, 207 103, l'Espadrille, 87 859, de Roberval Inc., 271 614; Gaston Chapados, 66 285; CGI Conseillers en Gestion et Informatique Inc., 324 454; CGR Conseillers en gestion et rémunération, 135 405; Collège d'enseignement général et professionnel de St-Jérôme, 612 266; Commission scolaire de Saint-Eustache, 41 183; Communauté urbaine de Montréal, 364 050; Robert De Coster, 39 514; Gilles Desmarchais, 35 490; École nationale d'administration publique (ÉNAP), 64 811; Entreprises L. G. Enr., 269 529; Établissement du Gentilhomme Inc., 215 675; Excavation Loiselle & Frères Inc., 448 543; Excavation Pellex Inc., 53 264;

SÉCURITÉ PUBLIQUE
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

Excavations Ste-Croix Inc., 224 926; Expansion Femmes de Québec, 260 674; Fonds des moyens de communications, 40 210; Fonds des services informatiques, 155 982; Fontaine Garneau & Associés, 41 831; Henri-Claude Frenette, 71 390; Pierre Gagné, 40 600; Gabriel Garneau, 40 275; Groupe Admari Inc., 405 426; Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins, 41 661; Hôpital Jean-Talon, 36 210; Hôpital Maisonneuve-Rosemont, 59 608; Hôtel le Castel de l'Estrie Inc., 68 912; Jean Hould, 109 463; Serge Houle, 50 432; Informatique Multi-Hexa Inc., 39 817; Institut Philippe-Pinel, 1 922 284; J. P. Sécurité du Québec Inc., 130 687; Yvon Lafleur, 44 128; Yves Lambert, 54 993; Bruno T. Laplante, 36 850; Monique Leclerc, 43 824; Claude Lefebvre, 57 055; Richard Lemieux, 41 561; Luc Inc., 54 375; Paul Magnan, 57 730; Magnus Poirier Inc., 54 190. MAISONS: Charlemagne, 296 340, Décision Inc., 233 350, l'Intervalle, 45 696, des Jésuites, 65 848, Mélaric Inc., 101 035, Painchaud Inc., 250 432, Radisson Inc., 556 054, de Transition de Montréal Inc., 613 997; Alain Manset, 48 137; Donald Marcoux, 49 391; Clément Massicotte, 40 704; Mccarthy Tétrault, 464 180; Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée, 51 564; Pierre Noël, 55 206; Nouveau Jour Réhabilitation Beauce Inc., 336 431; Organisation anti-pauvreté de la Mauricie, 90 132; Organisation anti-pauvreté de Québec, 175 443; Lucien Ouellet, 40 848; Jean-André Patry, 57 055; Pavillon Robert Deschênes, 447 223; Jean-Guy Picard, 105 826; Pinkerton du Québec Ltée, 234 437; Claude Pothel, 112 637; Protection Blindée de Québec Inc., 46 569; Aimé L. Raic, 75 100; René Raymond, 52 932; Receveur général du Canada (communications Canada), 107 686; Réno Vie Inc., 266 030; Résidence le Rivage Inc., 72 953; Restaurant "La Terrasse", 87 159; Roger Robillard, 67 031; Roche Ltée, 129 795; Sécur Inc., 117 852; Sécuricor Inc., 59 535; SÉCURITÉS: Alfid Ltée, 655 302, BSL Ltée, 47 479, Élite, 88 166, Investigation Nationale Inc., 57 510, et Investigations Cartier Ltée, 115 489, Phoenix Inc., 48 595, Saglac Inc., 114 442; Service action communautaire de l'Outaouais, 132 401; Service d'Aide aux Prisonniers de Sherbrooke Inc., 240 173; Service de Sécurité de l'Estrie Inc., 176 304; SHL Systemhouse Inc., 48 436; Société de l'assurance automobile du Québec, 340 217; Société Élizabeth Fry, 378 678; Société immobilière du Québec, 75 586; Solumatic Consultation Inc., 58 488; Summum Sécurité (1991) Inc., 125 059; Synertech Inc., 60 090; T.S. Sécurité & Investigation Inc., 71 539; André G. Trahan, 51 189; Transition Centre Sud Maison l'Issue, 361 751; Unique Inc., 533 105; Unité Domrémy de Chicoutimi Inc., 158 685; Unité Domrémy de Mont-Joli Inc., 56 140; Université Laval, 90 523; Université Sherbrooke, 57 880; Ville St-Lambert, 51 721; Normand L. Verrier, 57 055; Y.M.C.A. de Montréal, 997 421; Fonds Locaux, 69 134.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 8 721 320.

---

5. Entretien et réparations: 9 538 570 $

André Auto Électric, 53 596; Ateliers du centre de détention de Québec, 207 154; Carrosserie François Inc., 35 348; Compagnie Pétrolière Impériale Ltée, 128 650; Comterm Inc., 40 009; Débosselage Métro Inc., 48 157; Électronique Sécurité Thomas Ltée, 65 069; Finnigan Mat Canada Ltd, 38 910; Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau, 118 196; Freins 3A Inc., 78 013; Garage Lévesque & Fils Inc., 62 867; Garage Magella Beaulieu Inc., 38 051; Garage Pierre Lafrance Inc., 47 385; I.B.M. Canada Ltée, 364 487; Lebeau vitres d'autos, 94 495; L. & L. Fournier Inc., 35 507; Monsieur Muffler, 92 496; Motorola Ltée, 69 759; Pétro Canada Inc., 70 789; Philips Électronique Ltée, 269 673; Produits Shell Canada Ltée, 71 158; Réparation d'Autos Gilles Desrochers Inc., 119 086; Société immobilière du Québec, 3 001 141; Station Service A.M.Y. Inc., 55 476; Ultramar Canada Inc., 44 300; Unitel Communications Inc., 71 369; Fonds Locaux, 196 021.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 4 021 408.

---

6. Loyers: 88 302 818 $

Autobus Concorde Ltée, 342 338; Autobus Desormeaux, 35 000; Autobus Venise (1978) Ltée, 42 450; Auvents Métro Inc., 147 626; Commission Scolaire du Goéland, 84 074; Computer Associates International Inc., 61 110; Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau, 952 333; Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental, 1 021 634; Fonds des services de télécommunications, 63 186; Fourniture d'Équipement Laval Ltée, 87 511; I.B.M. Canada Ltée, 617 163; Kodak Canada Inc., 83 358; Larose-Paquette Autobus Inc., 245 727; Law Enforcement Aviation Service Inc., 56 875; Location d'autos Budget, 138 497; Location Sauvageau, 39 429; Micro Location C.S.R. Inc., 39 324; Propair Inc., 62 850; Québec Téléphone, 1 240 131; Savin Canada Inc., 291 871; Société immobilière du Québec, 76 752 812; Télébec Ltée, 4 216 174; Tilden Location d'Autos Inc., 208 951;

Xerox Canada Ltée, 328 749.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 143 645.

---

7. Fournitures et approvisionnements: 29 964 626 $

Abattoir Neault et Fils Inc., 131 010; Achille de la Chevrotière Ltée, 47 635; Aero Mode Ltd, 215 562; Agropur, 139 335; A. Lambert International Inc., 49 900; Aliments Ault Ltée, 160 733; Aliments Chatel Inc., 122 443; Aliments Hellas Food Inc., 607 608; Ampex Canada Inc., 77 227; Ateliers du centre de détention de Québec, 55 341; Ateliers de la maison Gomin, 238 267; Atlantic Produits d'Emballage Ltée, 42 161; Barday Inc., 455 982; Bexel Inc., 44 323; Boissons Miami Pomor Ltée, 38 585; Café Selena Inc., 37 436; Canada Packers Inc., 624 670; Canevas et Cables Lasalle Inc., 59 692; Chapellerie Canadienne Inc., 101 560; Chaussures H. H. Brown Canada Ltée, 488 136; Chaussures Jaurus Inc., 47 963; Chemise Perfection (1978) Inc., 542 500; Compagnie Pétrolière Impériale Ltée, 2 042 041; Compagnie J. Lauzon Ltée, 85 032; Compagnie Wyant Ltée, 69 605; Confection Roger Jacques Ltée, 65 813; Converdis Inc., 41 265; Coopérative fédérée de Québec, 108 259; Création Valbec, 37 759; Cuirs Ted Bourdon Inc., 52 169; Dellixo Inc., 244 024; Deshaies Inc., 40 442; Jean Dicaire, 40 502; Distal Inc., 91 658; Distributeurs R. Nicholls Inc., 483 937; Distribution Multi-Caisses Inc., 110 255; Distribution Pharmacies Universelles Inc., 49 894; Doubletex, 142 360; Dufort & Lavigne Ltée, 40 431; Duracell Inc., 86 365; Econogros, 47 154; Electronique Sécurité Thomas Ltée, 89 347; Entreprises Albert Cloutier Inc., 92 654; Enveloppe Innova, 110 078; Épiciers Unis Métro-Richelieu Inc., 432 491; E.T. Coulombe (1990) Inc., 340 280; Favreau & St-Georges Inc., 99 518; F. Hamel Inc., 107 442; Filature de l'Isle Verte Ltée, 161 343; Firestone Canada Inc., 656 166; FONDS: au bénifice des personnes de l'établissement de détention de Trois-Rivières, 276 887, des fournitures et de l'ameublement, 1 229 636, Les publications du Québec, 59 289, de reprographie gouvernementale, 81 147; Formulaires et Systèmes Moore Ltée, 76 455; Formules d'Affaires Etoile Ltée, 64 984; F. Pilon Inc., 70 043; Fromage Victoria Inc., 77 790; Géo. E. Vandelac Inc., 42 120; Groupe Pétrolier Olco Inc., 148 223; Hall-Chem Inc., 38 500; Hellenic fruits & légumes, 50 150; H.N. Biron & Fils Inc., 68 983; Hudon et Daudelin Ltée, 47 310; I.C.I. Canada Inc., 391 709; Industries Centaure Ltée, 181 913; J. B. Cadrin Inc., 94 483; J. Pascal Inc., 41 412; Laboratoires Abbott Ltée, 48 088; Lacombe & Robidoux Ltée, 62 759; Laiterie Mont St-Hilaire Ltée, 131 865; Larochelle & Frères, 46 683; Louis Hébert Uniforme Inc., 35 054; L. W. L. Ltée, 44 472; Manufacturier Perma Knit Ltée, 70 168; Martin & Lévesque (1983) Inc., 55 190; Matelas Laviolette Inc., 39 550; Maxipar Inc., 98 211; M. H. A. Canada Inc., 36 757; Multi-Marques Distribution Inc., 279 099; Natrel Inc., 178 714; NTI Inc., 49 911; Papeteries J. B. Rolland Ltée, 359 612; Papiers Graphiques, 121 293; P. E. Rochette Enr., 85 829; Pétro-Canada Inc., 1 419 647; PÉTROLES: Calex Ltée, 70 106, Crevier Inc., 273 589, Irving Inc., 814 667, Sonerco (1990) Inc., 123 200, Sunys Inc., 36 041, Therrien Inc., 94 218; Poste essence St-François-Xavier, 52 096; Price Daxion, 125 067; PRODUITS: Alimentaires K-Bec (1979) Enr., 261 396, Canadiana (1976) Inc., 37 441, Chimiques Sany Inc., 114 416, Défense SNC Ltée, 184 349, Shell Canada Ltée, 1 377 621; Pro-Police, 135 957; Purdel Inc., 159 799; Robert Montpetit Inc., 65 344; Royal Photo Service Inc., 642 475; Satexil Inc., 65 532; Sergaz Inc., 500 310; Sous-Vêtements U.M. Inc., 110 596; Sports Experts Inc., 57 645; Steinberg Québec, 76 143; Sunoco Inc., 239 495; Treasurer of Ontario Ministry Solicitor General, 115 000; Tricots Duval & Raymond Ltée, 47 606; Tricots Knitters Ltée, 43 495; Ultramar Canada Inc., 1 286 576; Vêtements de Sport les Deux Frères Inc., 67 636; Viandes Bovibecq Inc., 164 181; Viandes Mirabel Inc., 60 351; Viandes Vanier Inc., 57 061; 3M Canada Inc., 87 183; Fonds Locaux, 375 573.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 5 542 172.

---

8. Matériel et équipement: 22 817 828 $

Aide à la Micro-Informatique AMI Inc., 59 779; Ateliers du centre de détention de Québec, 52 156; Atelier 109 Inc., 227 689; Autobus Thomas Inc., 96 660; Automobiles Plymouth Chrysler Laurentien Ltée, 117 868; Bombardier Inc., 46 956; Cabano Marine, 107 802; Cartier Jeep Eagle, 46 140; Cassidy Ltée, 56 576; Cgs Microtechnologie, 38 854; Charland Chevrolet Oldsmobile (1978) Ltée, 36 068; Comterm Inc., 188 138; Concordia Auto Ltée, 66 937; Dictaphone Canada Ltée, 56 031; Distributeurs R. Nicholls Inc., 136 930; Électronique Sécurité Thomas Ltée, 52 907; Epson Canada Ltée, 564 481; Flir Systems Inc., 136 440; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 1 540 846; Ford du Canada Ltée, 3 258 536; Fortier Auto Montréal Ltée, 6 048 002; Fournier Plymouth Chrysler Inc., 226 686;

Général Motors du Canada Ltée, 4 035 923; Giguère Pontiac Buick Cadillac Inc., 142 704; Harley Davidson Montréal Inc., 43 487; Hewlett Packard Canada Ltée, 121 960; Hyundai Auto Canada Inc., 189 284; Irisco du Québec Inc., 170 887; Joliette Dodge Chrysler Ltée, 200 027; Marlin Chevrolet Oldsmobile Inc., 106 989; Micro Logic Ste-Foy Ltée, 95 316; Mont-Bruno Ford Inc., 95 597; OE Inc. Compagnie Canadienne d'équipement de Bureau, 169 231; Ogivar Technologies Inc., 514 374; Olivetti Canada Ltée, 181 359; P. Barré Chevrolet Oldsmobile Ltée, 153 590; Pedsco (Canada) Ltd, 49 448; P. E. Boisvert Auto, 50 831; Perkin Elmer Canada Ltd, 169 179; Philips Électronique Ltée, 172 829; Royal Photo Service Inc., 72 553; Sécurité Ram, 53 145; Siemens Electric Ltd, 170 194; Société immobilière du Québec, 211 885; Sources Dodge Chrysler Ltée, 187 468; Sweet Électronique Inc., 166 275; Technisonic Industries Ltd, 36 124; Ventes Mercury des Laurentides (1985) Inc., 68 824.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 2 025 863.

---

10. Dépenses de transfert: 37 994 387 $

.Entreprises et organismes du Gouvernement:: 6 154 400 $

Institut de police du Québec: 6 154 400.

.Financements de certains corps de police: 3 404 829 $

Conseil des Mohawks d'Akwesasne, 234 837; CORPORATIONS OF THE CREE VILLAGE OF: Eastmain, 74 515, Fort-Georges, 264 649, Nemaska, 95 655, Waskaganish, 215 528, Waswanipi, 142 147, Wemindji, 143 372; Corporation municipale d'Akwesasne, 42 034; Municipalité de la Baie-James, 968 825; Treasurer of Ontario Ministry Solicitor General, 224 384; Village de Mistassini, 308 209; Ville de Lebel-sur-Quévillon, 224 650; Ville de Matagami, 415 150; Ville de Murdochville, 43 874.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 7 000.

.Indemnités en matière de sécurité civile: 24 250 081 $

Alert Spinklers Inc., 39 210; Au Plein Air Enr., 23 565; Automobiles Métro Sud Inc., 60 815; Gilles Bard, 20 719; Jacques Bastien, 40 300; Jean Beauséjour, 71 288; Yves Bergeron, 42 727; Léo Binette, 25 818; Jean Caouette et Lise Paquet, 43 201; Patrice Carrier et Danielle Migneault, 24 599; Century 21 Veston Or Inc., 22 042; Jacques Chagnon, 50 000; André Chaput et Thérèse Desjardins, 47 441; CORPORATIONS: de l'aréna de Beauceville, 28 879, municipale de Rawdon, 148 180, municipale de St-Amable, 645 364, municipale de St-Liguori, 34 947; Bertrand Côté, 41 389; Tony D'Amico, 31 760; Michel Delisle, 23 219; Martin Denis, 24 920; Bernard Desbiens, 43 945; Maurice Desjardins, 43 172; Jacques Dionne et Louis Desjardins, 125 278; Drummondville Marine Inc., 50 000; Guy Dubé, 56 875; Alain Dufour, 24 239; Paquerette Dumont, 29 084; E & W Schaffer Inc., 21 658; Entreprises Gaétan Gatien Inc., 25 300; Entreprises J.L. Lafrance, 24 358; Entreprises Michel Dagenais Inc., 32 326; FABRIQUES: Christ-Roi de Chicoutimi, 50 000, Notre-Dame d'Hébertville, 38 248, Notre-Dame-de-Lourdes, 26 038, St-Alexis, 36 044, St-Ambroise, 50 000, Ste-Cécile de Jonquière, 50 000, Saint-Coeur-de-Marie, 37 386, Saint-Edouard, 40 911, Saint-Félix d'Otis, 38 860, St-François d'Assise, 35 026, Ste-Geneviève de Bertheville, 50 000, St-Henri de Taillon, 50 000, St-Jérôme, 36 204, St-Nazaire, 40 388, Ste-Thérèse de Beauport, 284 641; Ferme Mongeon, 64 078; Louis Girard, 37 028; Clément Gobeil, 35 349; Yvon Godin, 20 097; Gran Sport Auto, 21 891; Joyce Goodleaf, 125 182; Francoise J. Hayeur, 30 847; Jocelyn Hubert et Lyne Baril, 25 697; Guy Husereau, 20 146; International Joliance Inc., 83 155; Jean et Gilles Marinier Enr., 101 181; Denis Jolicoeur, 20 136; Ronald Ladouceur, 35 695; Charles Lamouche, 106 058; André Laurin, 38 717; Claude Lauzon, 21 648; Jean Lauzon, 36 887; Jean-Charles Lauzon, 30 187; Yvon L'Ecuyer, 21 455; Berchmans Legault, 51 378; Marc-André Legault, 25 053; Bernard Lemay, 23 314; André Lemire, 52 261; Richard Lemire, 33 444; Robert et Martin Lemire, 61 559; Rosaire Lemire, 57 132; Philippe Lepage, 40 379; Gilles Lussier, 41 020; André Marcoux, 56 538; Solange Mathieu, 25 287; Mont-La-Mennais, 24 133;

Michèle Moreau, 59 629; MUNICIPALITÉS: de la Baie-James, 228 873, Hudson, 61 747, d'Oka, 161 619, d'Oka paroisse, 71 142, de Saint-Pierre-Baptiste, 22 703; Jean-Guy Nadeau, 50 632; Alain Niquet, 30 140; José Nunes, 26 980; Bernard Patry, 63 828; Louise Peltier, 22 203; Réal Rail, 20 388; Relais Caravanier Inc., 126 227; Diane Renaud Ladouceur, 30 575; Marielle Richard, 28 359; Michel Rivest, 22 998; Marcel Roberge, 20 083; Service de courrier Mont-Bruno, 44 800; Adélard Simon, 20 025; Louise Smith, 25 151; Normand St-Denis, 36 140; Normand Tétreault, 36 081; Suzanne Thouin, 47 026; Traverse Oka Inc., 122 848; Jacques Tremblay et Madeleine Laflamme, 35 922; Tricots G.S. Inc., 43 725; Gaétan Trottier, 240 979; Pierre-Paul Trottier, 106 312; Serge et Diane Trottier, 39 089; Noël Trudeau, 81 536; Pierre Vachon, 33 391; Harold et Nicole Varin, 117 273; Verger St-Sulpice, 71 173; Vergers Beaudry Enr., 29 400; VILLES DE: Châteauguay, 544 084; Delson, 25 000; Montréal, 140 000; Saint-Basile-Le-Grand, 181 269; Sainte-Catherine, 186 221; Saint-Constant, 100 620; Saint-Jean sur Richelieu, 107 000; Saint-Rémi, 24 015.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 16 565 579.

.Réinsertion sociale: 485 379 $

Association des ressources intervenant auprès des hommes violents, 25 000; Association des services de réhabilitation sociale du Québec, 50 729; Centre d'Entraide de la Boussole Inc., 35 000; Centre d'entraide sociale du Bas de la falaise (La Jonction), 32 000; Continuité famille auprès des détenus, 32 500; Expansion femmes du Québec, 35 000; Programme Intervention et Recherche Diogène Inc., 35 000; Société de criminologie du Québec Inc., 55 000; Société Élizabeth Fry du Montréal métropolitain, 63 520.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 121 630.

.Restauration du dépotoir de Ville de Lasalle:: 2 324 588 $

Ville de Lasalle: 2 324 588.

.Autres: 1 375 110 $

COMITÉS RÉGIONAUX DE PRÉVENTION DU CRIME-RÉGION: Estrie, 26 000, Laval-Laurentides-Lanaudière, 30 000, Mauricie-Bois-francs, 26 000, Montérégie, 26 000, Outaouais, 27 000, Québec-Beauce, 24 000, Saguenay-Lac St-Jean, 30 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 1 186 110.

---

11. Autres dépenses: 3 297 337 $

INDEMNITÉS POUR DOMMAGES ET INTÉRÊTS: 390 813; INTÉRÊTS SUR PAIEMENT EN RETARD: Fonds des services de télécommunications, 44 984; FRAIS D'URGENCE ET D'ENQUÊTE: 390 967; Fonds locaux, 142 877.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 2 327 696.

TOURISME
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Droits et permis		
Autres		
Hôtels et restaurants	3 221	1 620
	3 221	1 620
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	135	128
Divers		2
	135	130
Intérêts		
Divers	3	4
Recouvrements		
Divers	7	11
	145	145
Total des revenus autonomes	**3 366**	**1 765**

TOURISME

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE**
Sommaire: page 1-12

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Direction et soutien administratif	10 880	8	10 719	2 990	1 053	1 786	318
2. Promotion et développement	38 630	828	36 591	5 934	3 295	8 644	1 850
3. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	16 962		16 962				
4. Société du Palais des congrès de Montréal	21 575		21 575				
5. Régie des installations olympiques	5 152		5 152				
TOTAL	93 199	836	90 999	8 924	4 348	10 430	2 168
TOTAL DU PROGRAMME							
Votés	93 199	836	90 999	8 924	4 348	10 430	2 168

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
	13 272	17 718

Ce programme vise à accroître les effets économiques du secteur touristique en améliorant la qualité du produit touristique, notamment au moyen de services de formation et de consultation ainsi que par la concertation des agents, et en diffusant de l'information sur les ressources touristiques axée sur notre spécificité culturelle.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
170	3 591	451	115	5					240			
173	137	419	20	39								16 080
												16 962
												21 575
												5 152
343	3 728	870	135	44					240			59 769
343	3 728	870	135	44					240			59 769

CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
240	59 769

TOURISME
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Entreprises			
Aide à l'investissement touristique	1 539	927	501
Participation à des opérations de promotion	5 240	5 239	2 685
Support aux congrès	234	234	340
Municipalités			
Travaux d'infrastructures	2 464	2 464	1 913
Organismes sans but lucratif			
Associations touristiques régionales	5 984	5 984	5 010
Attractions touristiques	895	895	1 666
Autres	337	337	456
Entreprises et organismes du Gouvernement			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	16 962	16 962	17 731
Régie des installations olympiques	5 152	5 152	5 000
Société du Palais des congrès de Montréal	21 575	21 575	21 530
Total	**60 382**	**59 769**	**56 832**

TOURISME
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 8 923 971 $
2. Autres rémunérations: 4 348 442
13 272 413 $

Incluant 1 549 579 $ à l'égard de 22 administrateurs (sous-ministres et personnel cadre) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus: Commission de la santé et de la sécurité du travail, 56 803.

---

3. Services de transport et de communication: 10 429 634 $

BCP Stratégie-créativité, 1 132 173; Bureau du Québec à Toronto, 47 466; Consultour club voyages, 51 286; Cossette Communication-Marketing (Québec) Inc., 974 067; Délégation générale du Québec à Paris, 88 734; Délégation générale du Québec à Tokyo, 61 749; FONDS: des moyens de communications, 1 915 303, renouvelable du service aérien gouvernemental, 36 225, des services de télécommunications, 1 339 576; Groupe Everest Inc., 709 899; Interweb (1981) Inc., 97 245; Litho Prestige Division Groupe Unimédia Inc., 132 479; Promotions Berma Inc., 55 373; Publitel Communications Inc., 2 182 409; Receveur général du Canada (Approvisionnements et Services), 69 277; Southam Prestige, 41 476.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 494 897.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 2 168 386 $

Bureau du Québec à Toronto, 137 107; Délégation générale du Québec à Tokyo, 46 168; Fonds du Bureau de la statistique du Québec, 43 298; Fonds des services informatiques, 87 844; Groupe DMR Inc., 228 425; Gilles Houde, 62 840; Isogroup, 45 000; Receveur général du Canada (Statistique Canada), 146 995.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 1 370 709.

---

5. Entretien et réparations: 342 959 $

Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau, 273 465.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 69 494.

---

6. Loyers: 3 727 777 $

Société d'accueil et de renseignements touristiques de Montréal, 253 023; Société immobilière du Québec, 3 322 117.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 152 637.

TOURISME
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

7. Fournitures et approvisionnements: 869 844 $

Centre d'études du tourisme, 84 000; Enveloppe Suprême Inc., 54 336; FONDS: des fournitures et de l'ameublement, 98 609, Les publications du Québec, 112 440, de reprographie gouvernementale, 113 566.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 406 893.

---

8. Matériel et équipement: 375 295 $

Fonds des fournitures et de l'ameublement, 93 099; Olivetti Systèmes et Réseaux Canada Ltée, 117 218; Philips Électronique Ltée, 47 716.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 117 262.

---

10. Dépenses de transfert: 59 768 565 $

.Aide à l'investissement touristique: 927 342 $

Auberge Confort Enr., 50 000; Auberge de la Montagne Coupée Inc., 94 000; Centre Nouvel-Air Matawinie Inc., 62 100; Entreprises de Stoneham Inc., 351 000; Glissades d'eau St-Félicien Inc., 30 000; Golf A.D.R. Esse Inc., 37 806; Hébergement Mont Ste-Anne BBF Inc. et Domaine Val des Neiges Ltée, 89 670; Hôtel Chicoutimi société en commandite, 39 375; Ski et Centre de Loisirs Vorlage Ltée, 33 600; Vallée Edelweiss Ltée, 104 400.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 35 391.

.Associations touristiques régionales: 5 983 864 $

ASSOCIATIONS TOURISTIQUES: Abitibi-Témiscamingue, 279 500, Bas St-Laurent, 373 209, Chaudière-Appalaches, 271 000, du Coeur du Québec Inc., 356 439, de Duplessis, 194 050, de l'Estrie, 312 250, Gaspésie, 447 093, Iles de la Madeleine, 258 886, Lanaudière, 333 085, des Laurentides, 242 406, de la Montérégie, 258 500, Saguenay Lac St-Jean, 319 042; ASSOCIATIONS TOURISTIQUES RÉGIONALES: de Charlevoix Inc., 282 970, Laval, 29 074, Manicouagan Inc., 259 014, de l'Outaouais Inc., 308 383; OFFICES DU TOURISME: et des congrès de la communauté urbaine de Québec, 638 387, et des congrès du grand Montréal, 532 151, de Laval Inc., 243 540.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 44 885.

.Attractions touristiques: 895 022 $

Association des propriétaires d'autobus du Québec, 40 000; Carnaval de Québec Inc., 325 000; Corporation des régates internationale de Valleyfield, 25 000; FESTIVALS: d'été international de Québec, 20 000, international de jazz de Montréal, 30 000, international de Lanaudière, 20 000, juste pour rire, 80 000, mondial de folklore de Drummondville, 25 000, de Montgolfières du Haut-Richelieu, 25 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 305 022.

TOURISME
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Entreprises et organismes du gouvernement: 43 689 333 $

Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, 16 962 100; Régie des installations olympiques, 5 152 000; Société du palais des congrès de Montréal, 21 575 233.

.Participation à des opérations de promotion: 5 238 814 $

Accessible Isolation Holidays, 20 000; Adanac Tours Ltd., 23 980; ASSOCIATIONS TOURISTIQUES: Bas St-Laurent, 38 063, Chaudière-Appalaches, 144 710, du Coeur du Québec Inc., 84 185, de l'Estrie, 266 180, Gaspésie, 28 500, Iles de la Madeleine, 65 000, Lanaudière, 52 835, des Laurentides, 318 018, de la Montérégie, 58 677, de l'Outaouais, 23 021, régionale de Charlevoix, 124 282, Saguenay Lac St-Jean, 53 600; Carnaval de Québec Inc., 25 000; Communauté urbaine de Québec, 94 432; Corporation des célébrations 350ième anniversaire de Montréal, 300 000; Entreprises G.P. Canadien Ltée, 500 000; Fédération Québécoise de Camping et de Caravaning Inc., 31 500; FESTIVALS: d'été de Lanaudière, 25 000, des films du monde, 25 000, international de jazz de Montréal, 30 000, juste pour rire, 25 000; Flings Vacations, 50 000; Grand prix de Trois-Rivières, 30 000; Harricana raid international motoneige, 30 000; Hôtel relais du silence, 20 000; Hôtellerie de villégiature du Québec, 77 171; I et S Corporation, 45 000; Jetour, 25 000; Kinesport Inc., 20 000; Kintetsu international, 60 740; Manoir Richelieu, 200 000; Musée des beaux-arts de Montréal, 25 000; Naigai Travel Service Ltd., 25 000; OFFICES DU TOURISME: et des congrès de la communauté urbaine de Québec, 271 233, et des congrès du grand Montréal, 763 439, de Laval Inc., 46 985; Palatino Viaggi S.R.L., 20 375; Point de Vue Canada Inc., 27 100; Productions du Cirque du Soleil Inc., 165 000; Proto tours, 23 014; Société du palais de la civilisation, 25 000; Société québécoise de la promotion touristique, 45 892.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 885 882.

.Support aux congrès: 233 976 $

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 233 976.

.Travaux d'infrastructures: 2 463 652 $

Municipalité d'Orford canton, 381 641; Municipalité de Potton canton, 502 818; Ville de Magog, 1 579 193.

.Autres: 336 562 $

Associations touristiques régionales associés du Québec, 25 000; Bureau des congrès et tourisme de Baie-Comeau, 22 500; Centre d'interprétation de l'anguille de la Pocatière, 22 500; Corporation de la Caverne Laflèche Inc., 22 500; Kéroul, 61 000; Office du tourisme et des congrès du grand Montréal, 84 000; Venise en Québec S.D., 28 062.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 71 000.

---

11. Autres dépenses: 43 813 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 43 813.

TRANSPORTS
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation des véhicules automobiles	387 935 (1)	330 982
Conducteurs et chauffeurs	69 885 (2)	48 625
Transport commercial public	894	1 060
	458 714	380 667
Autres		
Taxis - région de Montréal	179	3 703
Signalisation touristique commerciale	343	382
	522	4 085
	459 236	384 752
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Plans et devis	79	57
Matériel et fournitures	154	274
Gaz et huile	59	174
Location de machinerie et d'équipement	64	123
Gestion de halte routière	178	179
Terrains et bâtisses	11 279	18 380
Location de terrains et bâtisses	1 160	1 094
Aide technique et soutien	(48)	218
Construction du réseau routier	388	28
Conservation des chaussées	56	43
Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental		
Revenu net	15 002 (3)	3 506
Frais d'atterrissage	67	52
Frais de débarcadère	350	322
Frais de publication de demande de permis de transport commercial	417	624
Divers	145	120
	29 350	25 194

(1) Les revenus tiennent compte de l'augmentation en vigueur depuis le 1er septembre 1990 du droit d'immatriculation des véhicules de promenade de 60 à 90 dollars. Le coût d'immatriculation pour les autres véhicules augmente de 20%.
(2) Les revenus tiennent compte de l'augmentation en vigueur depuis le 1er septembre 1990 du coût des permis de conduire des véhicules de promenade de 22 à 40 dollars.
(3) L'augmentation est due principalement à un changement de pratique comptable par le Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental pour capitaliser les frais de remotorisation de deux avions de l'ordre de dix millions de dollars qui avaient été inscrits aux dépenses les années antérieures.

TRANSPORTS
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Intérêts		
Comptes à recevoir	74	43
Divers	1	2
	75	45
Amendes et confiscations		
Divers	29	(52)
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 311	712
Subventions d'années antérieures	301	
Dépenses sous forme d'indemnités	4 739	3 169
Salaires - accidents de travail	(7)	977
Contribution à la sécurité routière - S.A.A.Q.	150 000 (4)	100 000
Divers	49	15
	156 393	104 873
	185 847	130 060
Total des revenus autonomes	645 083	514 812
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Aide à des passages à niveau de chemins de fer	253	2 047
Réseau routier de l'Outaouais	3 972	8 342
Entretien de chemins fédéraux	93	93
Développement des transports	8 857	8 495
Infrastructures aéroportuaires du Nouveau-Québec	8 817	8 682
Forges du St-Maurice	182	91
Total des transferts du gouvernement du Canada	22 174	27 750
Total des revenus	667 257	542 562

(4) L'augmentation est due à la hausse prévue à la loi sur l'assurance automobile à titre de redevances aux fins d'immobilisations en matière de sécurité routière. La Société d'assurance automobile du Québec doit verser au Gouvernement 150 millions de dollars pour les exercices 1990-1991, 1991-1992, 1992-1993, 90 millions de dollars pour 1993-1994 et 85 millions de dollars pour 1994-1995. Antérieurement, le Gouvernement recevait 100 millions de dollars par année depuis 1988-1989 pour le coût d'immobilisations en matière de sécurité routière.

TRANSPORTS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES
PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **SYSTÈMES DE TRANSPORTS TERRESTRES**
Sommaire: page 1-16

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services	Entretien
1. Recherches et développement	10 004	1	9 207	5 174	407	87	825	9
2. Transport des personnes	474 459	2	451 147	5 047	1 018	331	5 258	74
Permanents (1)	400		376					
3. Transport des marchandises	5 919	3	5 198	3 274	376	207	224	7
TOTAL	490 782	6	465 928	13 495	1 801	625	6 307	90

(1) Loi sur la Communauté urbaine de Québec, L.R.Q., c. C-37.3.

PROGRAMME 2 — **COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC**
Sommaire: page 1-16

TOTAL	10 928		10 273	6 142	441	845	946	101

PROGRAMME 3 — **CONSTRUCTION DU RÉSEAU ROUTIER**
Sommaire: page 1-16

1. Construction d'autoroutes	219 774	12	211 074					
2. Construction de routes principales	134 017	11	127 594					
3. Construction de routes régionales	42 650	1	39 227					
4. Construction d'autres routes	61 146	50	57 421					
TOTAL	457 587	74	435 316					

Ce programme vise à connaître, améliorer et coordonner les systèmes de transport et à apporter une aide financière aux services de transport en commun.

				CAPITAL - PERSONNEL		CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Traite-ments	Autres rémuné-rations	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
13	88	14	6							64		1	2 519
700	122	75								131			438 391 376
12	44	22								39			993
725	254	111	6							234		1	442 279

Ce programme vise à délivrer des permis de transport ou de location pour les modes de transports suivants: autobus, camionnage, ferroviaire, maritime, vrac et taxi.

1 176	185	209	4							224		

Ce programme vise à l'implantation et à l'amélioration du réseau routier.

				25 781	3 852	2 844	21 274	1 291	4 442	3 908	146 819	863	
				21 717	7 656	1 937	10 136	852	3 408	3 791	77 488	609	
				11 075	6 221	1 346	1 608	394	664	1 397	16 202	320	
				7 589	4 376	1 541	3 720	2 809	2 907	137	33 486	856	
				66 162	22 105	7 668	36 738	5 346	11 421	9 233	273 995	2 648	

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4 — CONSERVATION DU RÉSEAU ROUTIER
Sommaire: page 1-16

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services	Entretien
1. Conservation des infrastructures routières de transport	429 091	38	402 619	79 327	30 269	4 234	1 309	89 958
2. Activités de soutien	93 380	6	89 522	33 637	4 542	8 652	963	1 636
3. Soutien en matériel	58 550	5	57 233	19 644	1 417	251	503	4 497
TOTAL	581 021	49	549 374	132 608	36 228	13 137	2 775	96 091

PROGRAMME 5 — GESTION INTERNE ET SOUTIEN
Sommaire: page 1-16

1. Direction	3 959		3 691	3 031	59	239	119	33
2. Soutien administratif	30 923	10	28 012	17 461	3 011	664	900	200
3. Soutien technique	10 115	2	9 005	4 325	1 014	73	2 758	141
4. Aide à l'amélioration du réseau municipal	26 301		24 975	3	383	2	2	1 890
TOTAL	71 298	12	65 683	24 820	4 467	978	3 779	2 264

PROGRAMME 6 — TRANSPORT SCOLAIRE
Sommaire: page 1-18

1. Aide au transport scolaire (*)	365 575		364 266					
2. Soutien administratif	671		599	547	11	17		
TOTAL	366 246		364 865	547	11	17		

(*) Les surplus résultant de la rationalisation administrative des activités du transport scolaire peuvent être transférés au fonds du secteur de l'enseignement des jeunes et au fonds du secteur de l'éducation des adultes des commissions scolaires; le tout aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ce programme vise à maintenir la qualité du réseau routier.

				CAPITAL - PERSONNEL		CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Traite-ments	Autres rémuné-rations	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
19 800	88 547	862	69			1	200	6 722	1 364	39 876	24		40 057
37 380	978	257	1 433						44				
142	20 343	349	1						10 086				
57 322	109 868	1 468	1 503			1	200	6 722	11 494	39 876	24		40 057

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

24	32	7								23			124
4 928	511	79	8				4		1	241		4	
56	139	139	3							357			
241	617	14											21 823
5 249	1 299	239	11				4		1	621		4	21 947

Ce programme vise à permettre aux institutions des niveaux primaire et secondaire d'assurer les services de transport aux étudiants.

													364 266
5										19			
5										19			364 266

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-16

TRANSPORTS MARITIME ET AÉRIEN

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services	Entretien
1. Transport maritime	38 423		37 622	1 303	122	50	5 634	326
2. Transport aérien	32 057	1	31 205	893	1 481	489	4 558	1 064
TOTAL	70 480	1	68 827	2 196	1 603	539	10 192	1 390

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-28

TRANSPORT AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

1. Transport des personnes et des marchandises	8 730		8 280	5 348	423			
2. Protection de la forêt	3 417		3 288	2 705	539			
TOTAL	12 147		11 568	8 053	962			

TOTAL DES PROGRAMMES

Votés	2 060 089	142	1 971 458	187 861	45 513	16 141	23 999	99 936
Permanents	400		376					
	2 060 489	142	1 971 834	187 861	45 513	16 141	23 999	99 936

	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	233 374	322 979

Ce programme vise à assurer le maintien, l'amélioration et le développement des services de transport maritime et aérien.

				CAPITAL - PERSONNEL		CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Traite-ments	Autres rémuné-rations	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
61	169	24				1	94	7	121	75	868		28 767
155	975	27	4			248	1 623	137	310	795	14 634	12	3 800
216	1 144	51	4			249	1 717	144	431	870	15 502	12	32 567

Ce programme vise à fournir des services spécialisés de transport aérien à des fins gouvernementales.

			1 854							655			
										44			
			1 854							699			
64 693	112 750	2 078	3 382	66 162	22 105	7 918	38 459	5 690	18 575	23 394	329 373	2 689	900 740 376
64 693	112 750	2 078	3 382	66 162	22 105	7 918	38 459	5 690	18 575	23 394	329 373	2 689	901 116

	CAPITAL - PERSONNEL	CAPITAL - AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
	88 267	426 098	901 116

TRANSPORTS
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Entreprises			
Rachat de permis de taxi	700	179	3 318
Transport aérien	3 033	3 032	411
Transport maritime	3 764	3 763	4 521
Transport terrestre (autres)	1 024	702	1 256
Commissions scolaires et institutions d'enseignement			
Transport scolaire	365 550	364 241	347 825
Transport terrestre (aide à la recherche)	124	124	443
Municipalités			
Amélioration du réseau municipal	21 823	21 823	27 123
Entretien des chemins d'hiver	42 631	40 042	40 150
Transport aérien	353	151	915
Transport maritime	241	188	139
Transport terrestre (transport en commun)			
-Fonctionnement	253 012	251 343	266 279
-Investissements	2 476	2 409	19 186
-Personnes handicapées	25 600	24 772	22 249
-Service de la dette - autres équipements	59 453	56 969	53 144
-Service de la dette - métro	112 653	101 601	101 474
Autres	2 879	1 664	800
Organismes sans but lucratif			
Transport aérien	811	610	265
Transport maritime	151	76	375
Transport terrestre	1 639	1 297	1 003
Autres	152	151	173
Personnes			
Autres	27	17	7
Entreprises et organismes du Gouvernement			
Fonds pour la formation de chercheurs et aide à la recherche	546	522	317
Société québécoise des transports	700	700	400
Société des traversiers du Québec	24 740	24 740	18 875
Total	**924 082**	**901 116**	**910 648**

TRANSPORTS
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 254 019 610 $
2. Autres rémunérations: 67 618 685
321 638 295 $

Incluant 18 080 876 $ à l'égard de 254 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organismes, personnel cadre et autre personnel de rang équivalent) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris les contributions du Gouvernement à titre d'employeur de 35 000 $ et plus: Commission de la santé et de la sécurité du travail, Commission de la santé et de la sécurité du travail, 6 314 072.

---

3. Services de transport et de communication: 24 059 024 $

Air Inuit (1985) Ltd., 134 147; Thomas Boudreault, 37 021; Cabano Expéditex Inc., 132 225; Club Voyages Côte-Nord, 46 050; Consultour Club Voyages, 249 219; Courrier Purolator Ltée, 43 041; FONDS: des moyens de communication, 2 316 833, Les Publications du Québec, 73 494, renouvelable du service aérien gouvernemental, 326 996, des services de télécommunications, 8 774 556; Groupe Robert Inc., 37 720; GTL Transport Inc., 43 992; Inter-Voyage Inc., 281 678; Publicité Martin Inc., 602 640; Relais Nordik Inc., 49 053; Sous-vêtements U.M. Inc., 35 227; TRANSPORTS: Desgagnés Inc., 45 655, Gervais Ltée, 61 799, Guilbault Canada Inc., 53 767, Matane Gaspésie Inc., 35 239, Morneau Inc., 42 345, Thibodeau Inc., 105 750; Voyages C.A.A., 135 516; Fonds locaux, 237 260.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 10 157 801.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 62 460 897 $

Architectes Bart, Carrier et Gauthier, 68 980; Arsenault Goudreault, 46 012; ASSOCIATIONS: des Constructeurs de routes et Grands travaux, 36 364, des Transports du Canada, 267 617; Beauchemin, Beaton, Lapointe Inc., 1 100 755; Béliveau Couture, 81 000; Jean-Marc Bernard, 47 500; Boileau et Associés Inc., 158 908; Bombardier Inc., 50 222; Bourget, Joncas et Associés, 83 650; Bureau d'Études Archer Inc., 291 690; Canac International Inc., 3 848 471; Canatrans-Canac, 768 781; Cegerco G.C.L. Inc., 421 210; Centre d'excursion et de plongée I.M. Inc., 77 000; Centre de recherche industrielle du Québec, 74 450; Choquette, Corriveau, Grenier, 50 000; Cogemat Inc., 71 092; Cogemat LSB Co-Entreprise, 124 462; Commission scolaire Kativik, 70 432; Hughes Chevalier et Associés, 63 934; COMPAGNIES: Construction Cris (Québec) Ltée, 183 850, Nationale de Forage et Sondage Inc., 81 776; Consad Inc., 599 831; CONSULTANTS: B.C.P.T.A. Inc., 139 866, B.P.R., 204 055, Canarail Canada Inc., 72 000, Dessau et Associés, 924 224, Lemieux, Royer, Donaldson, Fields et Associés Inc., 45 824, Maurice D'Arcy Inc., 422 239, Polytech (1988) Inc., 129 104, Renaud et Associés Inc., 106 893; Copac Inc., 147 543; Deux Temps Trois Mouvements Post Production Inc., 36 725; Dryade Ltée, 65 066; Dumas, Tremblay, Lasalle Inc., 76 801; École Nationale d'Administration publique, 43 611; Entreprises Track Test Inc., 47 948; Enviram (1986) Inc., 211 918; Environcorp Inc., 117 550; Evaluations Theroux et Asssociés, 39 775; Fondatec Inc., 543 100; Fondex Ltée, 56 949; FONDS: des moyens de communication, 180 713, de reprographie gouvernementale, 659 795, des services informatiques, 1 032 280; Francis Boulvas et Associés Ltée, 504 291; Gariepy Séguin et Associés Experts-Conseil Inc., 814 471; Gascon, Vigneault, Dumais, 122 258; Gendron, Lefebvre et Associés, 142 171; Genilab B.S.L.G. Inc., 233 376; Geo-Spec Inc., 156 451; Gérard Tremblay et Associés, 460 763; Gid Design Ltée, 88 229; Grenier, Perron, Rousseau, 61 987; GROUPES: C.G.I. Inc., 123 243, Conseil Polygec Inc., 67 877, Conseil S.M. Inc., 262 667, Conseil Saguenay, 36 681, DHR Inc., 96 916, H.B.A., 87 178, L.C.L., 126 313, L.M.B. Experts-Conseils Inc., 229 279, S.M. Inc., 159 652; Hamel, Beaulieu et Associés, 1 346 141; l'Industrielle-Services Techniques Inc., 37 346; Informatique Multi-Hexa Inc., 94 754; Inspec-Sol (Québec) Inc., 435 678; Institut National d'Optique, 46 803; Intair, 3 217 989; Jean-Guy Brunette et Associés Inc., 48 269; Joseph Hermel, 36 112; Laberge et Associés Ltée, 924 878; LABORATOIRES: Béton Ltée, 122 933, Bétonsol Inc., 110 500, B-Sol (1981) Ltée, 348 586, Construction du Québec Inc., 94 831, Environnement S.M. Inc., 55 046, L'Estrie Inc., 160 592, d'Expertises de Québec Ltée, 250 470, Gatineau Inc., 98 792, Matériaux de Québec (1987) Inc., 154 620, Outaouais Inc., 85 196, Services spécialisés Choisy Ltée, 96 426,

S.L. (1981) Inc., 252 233, Shermont (Sherbrooke) Inc., 147 352, Sol et Béton L.S.B. Inc., 322 776, Sondage Universel Inc., 114 139, Ville-Marie Inc., 513 352; Lajeunesse, Alary et Associés, 107 877; Lalonde, Girouard, Letendre et Associés Ltée, 1 301 627; Lalonde, Valois, Lamarre, Valois et Associés Inc., 712 664; Lamarre, Arcand et Associés, 179 423; Lavalin Environnement Inc., 382 052; Lavalin International Inc., 251 078; Jean-Paul Lavoie, 53 695; Legault, Mercier, St-Germain, Pigeon et Associés, 189 750; LGS Conseillers en informatique Inc., 56 755; Liboiron, Roy, Caron et Associés Inc., 47 088; LMBDS - SIDAM Inc., 65 659; Luc Pelletier et Associés, 77 895; Lupien Rosenberg et Associés Inc., 108 758; Maloney, Lalonde, Girouard et Letendre, 1 305 295; Jean-Marie Marquis, 120 622; Martineau, Vallée, Regimbald Inc., 391 180; Monaghan, Côté et Associés, 149 016; Mon-Ter-Val Inc., 197 402; Navigation Madeleine Inc., 800 000; Navtech Inc., 37 080; Patry, Laporte et Associés, 1 045 608; Pelchat, Grenier et Associés, 168 104; Pelletier, Pelletier et Associés, 50 477; Photosur Geomat Inc., 95 982; Pierre De Guise et Associés, 39 161; Piette, Audy, Bertrand, Lemieux et Associés Inc., 950 650; Pluram Inc., 44 981; Pluritec Environnement Ltée, 37 227; Pluritec Ltée, 142 937; Production Vidéo Pierre Morissette Inc., 38 848; Pro-Tox Inc., 124 000; Québecair-Air Québec, 1 065 750; Quéformat Ltée, 323 975; R.D.O. Experts-Conseils, 1 709 951; Régis Trudeau et Associés Inc., 91 765; Relais Nordik Inc., 4 704 956; René Séguin et Associés Expert-Conseil Inc., 335 147; Rexfor, 342 769; Roche De Luc, 562 515; Roche Ltée, 1 113 931; Services environnementaux Laidlaw, 53 430; Setra Inc., 230 855; SHL Systemhouse Inc., 85 757; S.N.C. Inc., 141 232; SOCIÉTÉS: Assurance automobile du Québec, 3 797 327, Conseil Lambda Inc., 63 594, Experts-Conseils Pellemon Inc., 972 889, immobilière du Québec, 458 146, Internationale Routier, 35 000; Sodexen Inc., 74 590; Solroc Consultants Inc., 41 738; Somer, 311 067; Soprin Experts-Conseils Inc., 336 082; St-Amant, Vézina, Vinet, Brassard, 208 329; Technisol Inc., 844 390; Tecsult Inc., 1 297 552; Telbec Inc., 80 235; Terratech, 100 016; Tremblay, Deschenes et Associés, 213 385; UNIVERSITES: Laval, 206 273, Du Québec, 70 116, Sherbrooke, 58 023; Urbatique Inc., 286 235; Vidéotron Plus Ltée, 42 277; Fonds Locaux, 566 146.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 5 500 980.

5. Entretien et réparations: 99 935 065 $

A. Blanchet Enr., 44 451; A. Boyce et Fils et Transport C. Boyce Inc., 113 141; A.C. Construction Ltée (110319 Canada Ltée), 54 903; ACDS Systèmes Graphiques Inc., 190 000; Acmé Signalisation Inc., 121 229; Agrégats Bedford Inc., 141 627; A. Hébert et Fils Inc., 1 179 514; Aimé Blais et Fils Inc., 84 153; A. Lamothe Inc., 659 651; Jean-Marie Alie, 75 623; Euclide Allard, 71 579; A.M.L. Caron Inc., 135 946; André Cyrenne Inc., 187 995; André Tessier ATD J.L. Carrière, 73 889; Anicet Proulx Inc., 103 753; Claude Arel, 63 359; Armand Lagacé et Fils 1987 Inc., 205 312; Claude Arsenault, 57 561; ASPHALTES: Continental Div. du Groupe Devesco Ltée, 746 532, Desjardins Inc. et Sables Fournels et Fils Inc., 281 424, G.M.P. Inc., 183 347; Aurel Harvey et Fils Inc., 114 503; Automobiles Chau Ltée, 46 800; Bande Naskapi du Québec, 108 613; Robert Bastien, 40 896; Bastien Robert et Yolande Transport Hemmingford Inc., 90 788; Beauchemin Déneigement Inc., 700 117; Beau-Val Inc., 237 909; Bélair et Manseau Ltée, 70 222; Benoit Excavation Inc. et Benoit Jean-Bernard, 333 225; Benoit F. Benoit H. et Benoit J.C., 37 837; Bernard Dagenais Inc., 35 536; B. Fregeau et Fils Inc., 215 827; B.G. Mécanique Enr., 41 361; BÉTON: B. et F. (1983) Inc., 214 719, Dallaire Ltée, 178 200, Fortin Inc. et Construction Norascon Inc., 479 588, Laurier Inc., 227 434, Rivière-du-Loup (1980) Inc., 51 528; Betts Roy O., 87 171; Bilodeau et Frères Enr., 106 360; André Blain, 67 500; Blais et Langlois Inc., 277 440; Blanchette S.A.M.N. Inc., 111 307; Blanc Sablon Construction Ltée, 448 305; Philippe Boisjoly, 48 415; Rosario Boulianne, 127 011; Brouillette et Lahaie, 109 417; Brunet et Brunet Inc., 133 121; C.A. Coutu Enr., 107 906; C. Alg. Ltée C.N. Brochu Ltée TR Brochu Inc., 494 241; Canadien Pacifique Limitée, 780 460; Cap-Neige Inc., 155 161; Carbo Construction Inc., 262 318; Carrières Mont-Bruno, 149 046; Les Carrossiers du Port Inc., 54 002; Casaubon et Frères Inc., 51 463; C.E. Mignault et Fils Enr., 69 144; C.G. Thériaut Inc., 159 212; Edmond Chabot, 86 875; Léandre Charbonneau, 73 680; Charles Morissette Inc., 337 069; CHEMIN DE FER: de Matane et du Golfe, 72 990, Nationaux du Canada, 1 605 727, Roberval-Saguenay, 38 010; C.J. Bigras Excavation Inc., 244 756; C.J. Picard Inc., 98 083; C. Lemire et Fils Inc., 74 998; Fabien Cloutier, 47 365; C.M. Laliberté Enr., 44 024; C.O. Bisson et Associés Inc., 187 836; COMPAGNIES: Asphalte Ltée, 195 501, d'Excavation Victoria Ltée, 362 944, Meloche Inc., 556 934, de Pavage d'Asphalte Beaver Ltée, 1 697 250; Compresseur Plus R.G. Inc., 46 617; Comterm Inc., 45 254; Concassage Boutin et Fils Inc., 41 571; Le Conseil Iroquois de Kanawake, 57 380; Consolidated Rail Corporation, 35 204; CONSTRUCTIONS: A. Boisvert Inc., 58 601, A.S.L.K. (1988) Ltée, 126 920, Be-Con Inc., 292 062, B.M.L. 1988 Inc., 647 763, Bonaventure Ltée, 206 331, Brodeur et Morris Inc., 402 396, Carbo Inc., 115 016, de l'Amiante Inc., 51 454, Denis Lapointe Ltée, 89 319, Deschênes Ltée, 66 316, Desourdy Inc., 503 500, Emma Inc., 222 804, Erpol Ltée, 51 903, F. Morin Inc., 83 469, Gaudreault Inc., 333 782, Gilles Paquette Ltée et 2314-5758 Québec Inc., 142 362,

H.D.F. Inc., 243 640, J.L. Pilote Inc., 709 590, Jomiguy Inc., 712 237, Lomeco Inc., 76 711, Maurice et Claude Ltée, 79 366, Norascon Inc., 538 575, Ovila Dufour Inc., 252 954, Pavage Maskimo Ltée, 314 413, Pavage Portneuf Inc., 558 442, Paysannes Inc., 82 495, Randard Inc., 176 687, R. Cloutier Inc., 434 811, R. St-Laurent et R. Garneau, 215 203, St-Laurent Ltée, 2 469 427, Tarpan Ltée, 66 481, T.N.T. Inc., 886 753, Vel Division Beau-Val Inc., 271 819; Coopérative Forestière de Ferland Boileau, 91 929; Couillard Construction Ltée, 580 328; Michel Cournoyer, 76 421; Berthol Croteau, 46 752; Daniel Rousseau Inc., 35 871; Dan-My Inc., 167 308; Jean-Guy Delainey, 66 497; Demix - Division de Ciment St-Laurent (Indépendant) Inc., 83 685; DÉNEIGEMENTS: Léo et Yves Therrien Inc., 103 001, Ls-Gaston Pelletier Inc., 156 306, Michelais Inc., 90 852, Régional Inc., 84 167, St-Agapit Inc., 68 141; Denis Gauvin Inc. (Diésel/Hydrolique), 45 154; Denis Lavoie et Fils Ltée, 166 658; Derco Construction Inc., 189 744; Claude Desrochers, 96 325; D. Lagevin Inc., 40 884; Dominique Boissé Inc., 48 051; Drainamar Inc., 83 584; Dubé Gervais Inc., 90 594; Dufour et Frères Inc., 173 564; Émilio Séguin Ltée, 157 103; Émulsions Sebeq Inc., 310 788; ENTREPRISES: André Champagne de Gatineau Inc., 136 652, Art Fleming et Fils Ltée, 97 080, Beauceronnes Ltée, 124 601, Belaco Ltée, 175 162, Berthier Inc., 303 966, Bourget Inc., 116 082, Brian Stanton Co. Ltée, 67 426, Castonguay et Deschênes, 112 354, Construction Gaston Morin (1979) Ltée, 592 557, C.R. Ménard Inc., 131 145, Cultivar Enr., 45 401, Déneigement Portneuf Inc., 263 319, Ernest Normand, 163 018, Excavation Béton Charly Ltée, 103 059, Grégoire Labrecque Inc., 63 480, Ham-sud Inc., 91 633, Héroux et Fils Inc., 95 792, H. St-Pierre Inc., 70 877, Jacques Dufour et Fils Inc., 242 635, Jacques-Luc et Lucien Demers Inc., 336 352, J. Dumais Inc., 159 806, Jean Cyrenne Enr., 60 763, J.M. St-Claude Inc., 67 032, Larocque Inc., 499 304, Lévisiennes Inc., 184 859, L. Gallant Inc., 62 387, L. Laporte de Bayonne Inc., 48 176, L. Michaud et Fils 82 Inc., 163 244, Machineries Lourdes C.E. Deschambault, 65 016, Marcel Lafleur Inc., 89 417, Michel Lanctot Inc., 56 145, Normand Choinière Inc., 66 157, Papineau Limitée, 154 918, P.E.B. Ltée, 349 027, Ployard Ltée, 88 440, P.R.T. Inc., 248 224, Raymond Brochu Inc., 143 827, R. Dubé Inc., 85 982, R.G. Boivin Inc., 52 645, Richard Pelletier Ltée, 103 481, Rivard & Frères Inc., 173 522, Robert Lefebvre Inc., 40 146, R. Robinson Enr., 141 858, Siderco Inc., 55 147, Trecesson Inc., 149 569; Entretiens Saisonniers R.C. Inc., 73 561; ÉQUIPEMENTS: Brousseau Ltée, 73 503, Clermont Fortin Inc., 91 113, Porlier Inc., 317 670; Les Établissements du Gentilhomme Inc., 71 728; EXCAVATIONS: A. Lachapelle Inc. et H.T. Lachapelle, 82 616, Amyot Enr. (129243 Canada Ltée), 63 495, Bonsecours Inc., 94 742, Claude Breton Enr., 70 917, Émilien Simard Inc., 113 182, Fernand Mercier Inc., 112 499, G. Caouette Inc. et Laurent Caouette, 109 506, Gentilly Inc., 80 335, Gérard Leclerc Inc., 106 676, Gérard Ranger Inc., 52 334, Grégoire Garneau Enr., 89 006, Jacques Thibert Inc., 171 272, Jean Miller Inc., 241 917, J.L. Daigle et Fils Inc., 79 059, J. Lemay et Fils Inc., 77 441, Lafontaine Inc., 122 463, Léon Chouinard et Fils Ltée, 78 485, L.G. Inc., 111 811, Loiselle et Frères Inc., 87 300, Madore Inc., 82 986, Marc Hamel et Fils Ltée et Marc Hamel, 168 573, Réal Barrette Inc., 47 924, R. Légaré Inc. Sables Fournelle Inc. et Exc. Lambert, 133 084, Stanley Mierzwinskil Ltée, 68 937, St-Basile Inc., 42 521, St-Jean Bréboeuf Inc., 71 615, St-Ours Inc. et Garage St-Denis Enr., 90 426, St-Patrice Ltée, 289 056, Tourville Inc., 69 422, Yoland Anctil Inc., 83 940; Farebeau Construction Inc., 210 467; Fernand Boilard Inc., 70 940; Fernand Gilbert Ltée, 111 838; Fernand Girard Ltée, 113 762; Fernand Harvey et Fils Inc., 70 224; Fernand Lesage Inc., 45 603; Fitzpatrick Delbert, 148 404; Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau, 82 131; Fortin et Thibault Inc., 62 313; Jean-Noël Francoeur et Monique Tanguay-Francoeur, 192 269; Franroc Division de Sintra Inc., 732 013; GARAGES: Arsenault et Frères Inc., 77 093, B. et M. Alie Inc., 91 402, Lucien Allard Enr., 47 077, N. Thiboutot Inc., 65 141, Jacques Wilfrid St-Laurent, 86 589; Gardex Ltée, 60 796; Gaston Potvin Ltée, 210 428; G.C. Francfort Inc., 62 131; G. Daviault Ltée, 162 387; Généreux Construction Inc., 140 630; Georges Beloin Inc., 117 302; Georges Viens Inc., 114 321; Georges V. Riddell et Fils Inc., 94 523; Gérald Théoret Inc., 55 595; Germain Lapalme et Fils Inc., 334 235; G.G. Construction et Location Inc., 209 922; Ghimico Inc., 73 052; Giguère et Fils Inc., 56 796; Gilbert Larochelle Inc., 158 717; Gilbert Miller et Fils Ltée, 178 835; Gilles St-Onge Excavation, 164 275; Gilles Tanguay Inc., 108 676; Gérald Giroux, 81 322; Denis Gleeton, 166 158; Grandmont et Fils Ltée, 785 024; Gravier Raymond et Fils Inc., 36 186; G.R. Lussier Inc., 74 725; GROUPES: Lechasseur Ltée, 121 415, Réjean Claveau Ltée, 63 994; Guimond Transports Inc., 65 033; Guy David Inc., 150 440; Guy Landry Enr., 48 421; Honoré Gagné et Excavation L.G. Inc., 90 320; Howe Richardson Inc., 72 072; Hugues Guérette Inc., 88 879; Hydrofor Inc., 61 986; I.B.M. Canada Ltée, 162 409; Injection EDM Inc., 211 748; Inter-Cité Construction Ltée, 341 978; Jacques Plourde Transport 1980 Enr., 305 206; J.A. Beaudoin Construction Ltée, 89 545; J.A. Simard et Les Entreprises Camvrac Inc., 78 048; J.B. Fortin Inc., 150 663; Jean-Charles Tremblay et Fils Inc., 413 093; Jean Fournier Inc., 528 219; Jean-Guy Joanisse, 78 343; Jean-Louis Campeau Inc., 113 013; Jean-Luc Rivard et Fils Inc., 118 658; Jean-Marc Trudel Inc., 435 997; Jean-Marie Champeau et Entreprises Jean-Marie Champeau Inc., 59 101; Jean-Marier Excavation Inc., 75 517; Jean-Noël Grenier et 2314-5758 Québec Inc., 82 500; Jean-Paul et Denis Tremblay Ltée, 217 116; Jean-Paul Garneau et Fils Ltée, 171 833; Jean-Paul Pilon Inc., 140 872; Jean Raynault Inc., 175 950; J.M. Girard Inc., 56 461; J.M. Trudel Inc. et les Constructions M.M.T. Ltée, 208 602; Jobert Inc., 294 611; Jocelyn Drouin Inc., 138 017; Jos Ste-Croix et Fils Ltée, 59 709; J.R. Théberge (1980) Ltée, 55 618; Clément Lachance, 35 747; L. Dagenais et Fils Inc., 89 711; Ladufo Inc., 89 097; Lafontaine et Fils Inc., 83 198; Lafrenière Tracteur Inc., 88 329;

Langlois Réal et Joel Langlois, 64 414; Jacques et Maurice Lapointe, 73 363; Roland Laquerre, 78 532; Lavallée et Frères Ltée, 512 361; Raymond Lavigueur, 75 717; Yvon Lebel, 35 792; Leblanc et Mercier Hydraulique Inc., 129 889; Jacques Lemelin, 53 130; Lemiro Inc., 198 331; Léonard Leblanc et Fils Construction Ltée, 201 719; Location Robert Newton Inc., 81 464; Locations d'équipements D. et H. Zacharias Inc., 100 505; Roger et Victor Lowry, 47 128; Lucien Clément et Fils Inc., 189 564; Lucien Dufour et Fils Inc., 79 507; Ludger Durocher et Fils Inc., 57 658; Machineries Tremblay et Frères Inc., 173 232; Marc Hamel Camionneur Ltée et Les Excavations Marc Hamel, 65 792; Marcel Guimond et Fils Inc., 66 090; Marcellin Savard et Fils Ltée, 216 670; Marobi Inc., 120 841; Martin Mercier Inc., 103 132; Masebo Inc. et Masebo (1989) Inc., 132 866; Matapédia Construction Inc., 96 215; Maurice Lelièvre et Fils Ltée, 175 573; Yvan McKoy, 128 591; Mécanique et Pièces d'Autos Charron 1980 Inc., 37 029; Meilleur et Frères Inc., 67 022; Michel Lacroix Construction Inc., 281 729; MUNICIPALITÉS: Amqui, 45 538, Beauharnois, 45 704, Beaupré, 38 343, Béloeil, 37 937, Bowman, 38 194, Cabano, 54 114, Côte-Nord-du-Golf-St-Laurent, 109 280, Degelis, 44 622, Franklin, 41 513, Havre-aux-Maisons, 72 927, Hinchinbrook Canton, 42 483, Ile-du-Havre-Aubert, 120 487, Inukjuak, 47 881, Ivujivik, 47 935, Kangiqsualujjuaq, 47 100, Kangiqsujuaq, 52 821, Kangirsuk, 52 918, Lac-des-Aigles, 48 922, Lejeune, 38 531, Lingwick Canton, 38 581, Matane, 42 502, Milan, 47 567, Notre-Dame-de-Pontmain, 45 578, Notre-Dame-des-Bois, 36 436, Notre-Dame-du-Laus, 65 693, Petite-Rivière-St-François, 39 896, Quaqtaq, 51 862, Rawdon Canton, 49 868, Rimouski, 101 325, Rivière-Bleue, 48 508, Rockforest, 75 032, Salluit, 49 437, Shawinigan-Sud, 48 876, St-Augustin de Desmaures, 53 508, Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier, 54 458, Ste-Cécile de Whitton, 45 187, Ste-Clotilde-de-Beauce, 37 329, St-Cyprien, 48 494, St-Élie-D'Orford, 43 833, Ste-Françoise, 44 005, St-Gabriel, 60 895, St-Honoré, 35 337, St-Jean-Chrysostome, 39 729, St-Jean-de-Dieu, 60 690, St-Jean-Port-Joli, 36 833, St-Juste du Lac, 48 112, St-Malachie, 44 568, St-Marcellin, 37 463, St-Martin, 37 739, St-Ménard, 36 560, St-Méthode de Frontenac, 70 858, St-Michel-des-Saints, 38 135, St-Michel-du-Squatec, 85 811, St-Nicolas, 43 506, Ste-Rita, 38 154, St-Théophile, 65 517, St-Valérien, 35 275, Stratford Canton, 39 402, Tingwick, 40 381, La Trinité-des-Monts, 38 418, Weedon Canton, 72 028, Wotton Canton, 53 568; N. Simard et Frères Inc., 160 455; Marcel Noël, 48 679; Normand Landry Inc., 180 812; Ovila Dufour Inc., 62 551; Pagé Construction Division de Simard-Beaudry Inc., 427 599; P. Baillargeon Ltée, 44 982; Jacques Paquin, 73 069; Patrick Gagné et Fils Inc., 63 052; Paul E. Cayouette et Fils Inc., 63 685; PAVAGES: Abénakis Ltée, 314 611, Beau-Bassin 1987 Inc., 60 335, et Bétonnière St-Eustache Ltée, 94 786, Citadelle Inc., 80 133, de l'Est Inc., 120 449, des Monts Inc., 47 016, Laurentien (1986) Inc., 64 901, Maska Inc., 302 111, Mégantic Inc., 194 981, Rolland Fortier Inc., 56 042, Startigan Ltée, 110 356, St-Laurent Ltée, 225 641, St-Paul Division Sintra Inc., 201 680, Vaudreuil Ltée et All., 456 105; Pavex Ltée, 123 259; Pelletier Excavation Inc., 58 907; Pépinière des Trois-Saisons, 98 224; Gérard Perron, 60 014; Philips Électronique Ltée, 155 303; Phyto Technique Inc., 35 331; Pierre et Florence Maintenance Inc., 147 738; Pierre-Paul Levesque Inc., 120 788; Poudrier et Boulet Ltée, 109 746; Prévost et Frère Inc., 278 289; Produit chimique Général du Canada Ltée, 4 523 537; Produits Laitiers Sutton Ltée, 83 054; Projexco Inc., 111 078; Proulx et Genesse Inc., 41 149; Rainer Lowry Reg'D, 48 994; R.C.R. Tremblay Excavation Inc., 67 982; Réal Rioux Inc., 118 970; René Larivière et D.P.S. Transport Inc., 46 165; Ressorts Déziel Inc., 35 441; Revêtements Nor-Lag Ltée, 1 263 668; R. Guilbeault Construction Inc., 105 397; R. Martel et Excavation Renaud Martel Inc., 76 866; Ro-Ad et Fils Inc., 62 691; Kent Rodney, 92 526; Roland Morin et Les Entreprises Roland Morin Inc., 242 658; Ronald O'Connor Construction Inc., 98 421; Ross Construction Inc., 141 650; Roy, Harold, Nugent, 86 857; SABLIÈRES: Drapeau (1986) Inc., 147 640, Sables Fournel et Fils Inc., 74 958, Warwick Limitée, 51 772; Sauvé et Sauvé Enr., 114 901; Scalabrini et Fils Inc., 96 835; SERVICES: Aérien Icare Inc., 64 644, Can-Dive (Québec) Ltée, 54 915, et Entretien Pelouses du St-Laurent, 45 103, d'Excavation Jacques et Yves Lirette Inc., 44 272, de Freins Montréal Limitée, 44 168, Ingenex Inc. et Les Excavations Sirosol Enr., 234 929, Paysagistes Langevin Inc., 37 419, Techniques Bell Inc., 154 259, Traction Diesel STD Ltée, 111 881; Clément Sévigny, 37 665; Sintra Inc., 1 550 842; Réginald Randy Smith, 58 646; SOCIÉTÉS: de Contrôle Johnson Ltée, 37 236, immobilière du Québec, 2 487 827, J.G. Lefebvre et Frères Ltée, 679 808; Soudure René Thibault Inc., 105 068; S. Roy Inc., 132 558; Wilfrid St-Arnaud, 152 568; St-Romuald Construction Inc., 2 638 009; Talon Sebeq Inc., 623 535; Tecksol Inc., 51 042; Régent Théberge, 46 704; Therrien Albert et Fils Ltée, 178 955; Thomas Bellemare Ltée, 279 159; Tijaro Ltée, 128 362; Transcie (1990) Inc., 74 678; TRANSPORTS: Almarc Inc., 36 000, A.M.C. Inc., 47 108, Beaulé Inc., 194 195, Daniel Girard Inc. et Transport Denis Normandin, 85 357, Desrosiers Inc., 132 037, François Lefebvre Inc., 40 878, Gérard Nadeau et Fils Inc., 50 046, Jean-Louis Côté Inc., 100 981, J.P. Archambault et Fils Inc. et Jean-Claude Benoit, 109 021, Lesage Ltée, 634 169, M.A.C. Inc., 96 927, Pierco Inc., 56 483, Pierre Villeneuve et Fils Ltée, 112 758, R.A. Gamache Ltée, 133 848, Réal Lafortune Inc., 60 875, Savard Ltée, 754 469, Sylvio Blackburn Inc., 81 664; Trem Plus Inc. et Gérard Tremblay, 57 680; Trottoirs et Chaînes Pilote Inc., 88 917; Turnbull Construction Inc., 86 035; U.A.P. Inc., 93 491; Union des Carrières et Pavages Ltée, 511 568; Usinage Edige Jean Inc., 73 092; Vallée et Dugas Inc., 314 655; Y. Boissonneault et Fils Inc., 196 078; Yvon Théberge Ltée, 166 614; 148698 Canada Ltée, 123 546; 158813 Canada Inc., 110 300; 1862-0104 Québec Inc., 99 307; 2309-8494 Québec Inc., 220 487; 2332-3983 Québec Inc. et G. Gaudette, 187 898; Fonds Locaux, 205 591.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 11 231 800.

TRANSPORTS
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

6. Loyers: 70 381 456 $

A. Hébert & Fils Inc., 185 793; A. Lamothe Inc., 53 733; Anicet Proulx Inc., 38 906; Autos Adrien Pelletier Inc., 129 906; Avenico Inc., 45 308; Béton Rouanda Inc., 45 735; Blais et Langlois Inc., 41 870; CONSTRUCTIONS: A. Gagné Ltée, 52 569, Blanc Sablon Ltée, 53 546, Couillard Ltée, 70 482, Edguy Inc., 67 510, J.A. Beaudoin Ltée, 103 287, Sacré-Coeur Ltée, 67 364, Saint-Laurent Ltée, 83 014; Coopérative Forestière du Nord Ouest, 63 120; Débroussailleurs GSL Inc., 66 853; Déneigement Fleurimont Inc., 49 141; ENTREPRISES: Adrien Bélanger Inc., 37 247, Gilles Tisseur Inc., 122 693, Ham Sud Inc., 41 621, J.M. St-Claude Inc., 51 166, P.E.B. Ltée, 107 099, Po-Bo-Ha Inc., 52 820, Réal Carreau Inc., 46 591, Rivard et Frères Inc., 47 242, Trécesson Inc., 131 137; EXCAVATIONS: André Masse Inc., 51 086, Anjou Inc., 126 570, Claude Maltais Inc., 37 086, Cuivre Inc., 38 310, Daigle et Pouliot Inc., 39 186, Dubé et Cassivi Inc., 54 808, Gabriel Caouette Inc., 37 283, Gérard Leclerc Inc., 39 242, Germain Daigle, 37 944, G. Guylain, 39 241, Gilbert Michaud Inc., 37 092, Gosselin Enr., 63 517, Jean & Allard Ltée, 53 100, Jean Miller Inc., 47 060, J.G.L. Enr., 51 744, J.L. Daigle et Fils Inc., 39 210, Lafontaine Inc., 43 763, Denis Lambert, 43 355, Lecompte Ltée, 41 305, Lu-Cau Ltée, 106 680, Marcel Rainville Inc., 59 057, Mario Roy Inc., 200 769, Michel Nicol & Fils Inc., 57 473, Raymond Lemay et Fils Inc., 36 193, Renaud Martel Inc., 58 214, R. Paré Inc., 84 241, St-Patrice Ltée, 152 321; Gabriel Aubé Inc., 58 952; Gagnon Joseph-Aimé, 36 304; Garage A. Taschereau Inc., 59 481; Garneau Richard, 38 466; Gaston Coutant Inc., 89 457; Gaston Potvin Ltée, 50 187; Germain Blanchard Ltée, 44 473; Giguère Bruno, 40 863; G.L. Deshaies Inc., 64 925; Henri Labbé & Fils Inc., 39 965; I.B.M. Canada Ltée, 146 037; Jean-Charles Tremblay & Fils Inc., 43 094; Jean Fournier Inc., 67 181; Jean-Guy Normand Inc., 35 533; Jean-Marc Trudel Inc., 64 041; Jean-Paul Pilon Inc., 52 201; Jean-Yves Roy & Fils Enrg., 87 703; J.M. Albert Girard & Fils Inc., 69 396; J.M. Bussières & Fils Ltée, 41 700; Clément Lachance, 48 083; Lafontaine et Fils Inc., 62 844; Clément Lafrance, 91 057; Roland Laquerre, 123 603; Laurent Cliche Autos Inc., 40 695; Leclerc et Blanchet Inc., 35 703; Legault et Frères Inc., 56 077; Lizotte Jean-Claude, 73 763; LOCATIONS: Autos B.C. Inc., 138 147, Cuivre Ltée, 206 877, Dragon et Équipements Dragon Ltée, 73 043, Gaétan Levesque Inc., 47 579, Giguère Inc., 41 994, J.P.M. Ltée, 52 145, Pinard Inc., 56 402, Rompré Ltée, 62 864, Treco Ltée, 37 493, V.P. Inc., 37 639; Gilbert Miller P. & Fils Ltée, 43 123; Machinerie & Équipement contracteur, 153 017; Maurice Lelièvre & Fils Ltée, 36 367; Mont-Joli Plymouth Chrysler Ltée, 56 660; Pavages Chenail Inc., 36 842; Petit Daniel, 52 536; Pourvoirie Anticosti, 83 363; Produits de la Cité Inc., 42 091; Propair Inc., 61 606; Proulx Genesse Inc., 75 537; Roland Munger Inc., 43 889; Roy Jean-Yves, 35 999; Savin Canada Inc., 103 446; Service de Balayage Express, 39 831; Sintra Inc., 113 977; Société immobilière du Québec, 43 766 832; St-Arnault Wilfrid, 58 613; St-Yves Florent, 45 697; Talon Sebeq Inc., 149 563; Thomas Bellemare Ltée, 89 090; TRANSPORTS: Beaulé Inc., 84 660, Joguy Enr., 64 586, Lesage Ltée, 74 297, Lodge Inc., 37 512; Xerox Canada Ltée, 439 813; 1862-0104 Québec, 37 428; Fonds locaux, 173 062.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 18 434 449.

---

7. Fournitures et approvisionnements: 131 324 286 $

Accessoires Outillage Ltée, 411 429; ACME Signalisation Inc., 587 377; Agences A.L. Inc., 76 874; Agrégats Bedford Inc., 59 128; Agrégats Trans-Québec Inc., 122 922; A.I.L., 441 538; Alcan Aluminium Ltée, 46 398; A. Lamothe Inc., 198 379; Allard et Allard Construction Inc., 49 506; A.M. International Inc., 37 237; Armtec, 546 009; Arseneau Elphège, 115 853; Ascolectric Limited, 42 000; Asfar (1983) Inc., 45 147; Asphalte Continental Div. du groupe Devesco Ltée, 102 036; Asphalte Laurentien, 57 598; Association internationale permanente des congrès de la France, 36 568; Atlasquip Ltée, 138 622; Autopoint Inc., 66 776; Bakelite Thermodurcis Ltée, 227 019; Banque Nationale du Canada, 87 348; Baribeau et Fils Inc., 779 615; Batteries Électriques Gagnon Inc., 84 536; Bau-Val Inc., 94 392; BÉTON: Betonag, 142 362, B. et F. (1983) Inc., 54 448, Bolduc 1982 Inc., 80 628, Charlevoix, 38 110, Fortin, 38 637, Mobile du Québec Inc., 166 421, Provincial Ltée, 243 971, Rivière-du-Loup, 75 932, Trudeau et Fils Ltée, 94 669, Vibre Ltée, 63 302; Bituflex (1987) Inc., 1 902 756; Bitumar Inc., 631 030; Boulons et Écrous D.L.B. Ltée, 55 836; Cables Canada Ltée, 40 633; Camille Castonguay Inc., 48 529; Camions International, 114 626; Canevas Montréal Inc., 44 597; CARRIÈRES: Acton Vale Ltée, 60 398, Bernard Inc., 85 147, Calco, 168 000, Frontenac Inc., 84 454, La Golle Quarry Inc., 47 739, Joliette Inc., 50 080, Laurentiennes Inc., 80 846, Marchand Inc., 163 754, Mont-Bruno, 204 812, PCM Ltée, 38 848, Plessis Inc., 59 139, Régionale Inc., 109 806, St-Dominique Ltée, 68 728, St-François Ltée, 38 281; Casaubon et Frère Inc., 92 466; Celanese Canada Inc., 50 000; Centres d'Affaires Crowntek Inc., 64 689; Centre du Camion Amos Inc., 36 806; Centropneus (1989) Inc., 45 500; Chaussures H.H. Brown, 74 215; Cie Générale Manufacture Ltée, 69 216; Cimenterie Genest Inc., 35 472;

Claude Carrier Inc., 130 714; Clotures Bel-Air Div. Ivaco Inc., 82 305; COMPAGNIES: Asphalte Ltée, 135 301, Meloche Inc., 260 147, Computerland, 70 653; Les Concassés du Cap Inc., 75 033; CONSTRUCTIONS: A. Boisvert Inc., 56 790, B.M.L. 1988 Inc., 512 818, Choinière Inc., 69 725, Deschênes Ltée, 111 519, Désourdy Inc., 714 276, Frontenac Inc., 35 242, Jean et Robert Ltée, 74 187, Maurice et Claude Ltée, 483 467, Norascon Inc., 135 233, Pavage Maskimo Ltée, 271 159, Pavage Portneuf Inc., 116 777, P.C.R. Ltée, 77 264, Vel, 150 797; Consulab Inc., 117 061; Coopérative Régionale d'Électricité, 38 175; Couillard Construction Ltée, 37 715; Crète Jean-Gilles, 77 537; Daubois Inc., 35 916; Demix Béton/Agregats, 44 723; Distributeur d'accessoires Distac Inc., 168 165; Distribution Centrepneus, 260 528; Domtar, 1 286 587; Électromega, 107 081; Émilio Séguin Ltée, 42 448; L. Dagenais et Fils Inc., 47 112; ENTREPRISES: Construction Gaston Morin (1979) Ltée, 56 361, C.T.E. Inc., 100 655, Givesco Inc., 39 009, Jacques Dufour et Fils Inc., 129 990, Lévisiennes Inc., 68 982, Mont-Sterling Inc., 53 534, O. Forcier Ltée, 74 193, Pavage Belec Inc., 79 824, P.E.B. Ltée, 153 712, Ray-Car Inc., 89 269, Union Électrique Ltée, 215 131; Enveloppe Innova, 62 102; ÉQUIPEMENTS: Électrique Macmillan Ltée, 48 155, M-M-B Inc., 43 362, Piedmont Ltée, 186 652, Sécurité Arkon Inc., 77 694, Stinson (Québec) Inc., 57 533, Tanny Inc., 41 062; Excavation R. Beaudoin, 68 117; La Fédération des Coopératives du Nouveau-Québec, 224 570; Ferme Donckin Simard et Fils Inc., 60 172; Filature de L'Isle Verte Ltée, 77 819; FONDS: des fournitures et de l'ameublement, 1 018 549, les publications du Québec, 97 893; Formules d'affaires Étoile Ltée, 45 472; Francon-Lafarge, 75 689; Franklin Playford Inc., 66 186; Gagné Excavation Ltée, 72 366; Garage R. et M. Tardif Inc., 41 129; Georges V. Riddell et Fils Inc., 51 959; Giroux et Lessard ltée, 88 386; Glenayre Communications Inc., 191 390; Goodfellow Inc., 250 856; Goodyear Canada Inc., 104 390; Gosselin Div. de Ciment St-Laurent Inc., 189 306; Gosselin et Fils, 90 497; GRAVIÈRES: De Beauce Inc., 69 412, St-François (1990) Inc., 120 202, du Témiscamingue Ltée, 45 601; Graybec Inc., 127 532; Gray Fournisseurs de matériaux électriques Inc., 127 827; GROUPES: B.M.F. Inc., 2 964 874, Lechasseur Ltée, 255 540, Maska Inc., 53 016, Produits chimiques Domtar Inc., 1 567 036, Visiontronique Inc., 49 500, Yvan Paque Inc., 259 521; Guillevin International Inc., 53 639; Halo Lighting of Canada Inc., 340 585; Henri Leclerc Caméra, 62 369; Hewitt Équipement Ltée, 58 582; Houle Construction Inc., 56 884; Hydrofor Inc., 105 218; Hydro-Québec, 11 584 851; Hydro Sherbrooke, 191 953; ICI Canada Inc., 60 053; Idéal Métal Inc., 504 586; Imprimerie Junros Inc., 40 357; INDUSTRIES: Atlantic (Canada) Ltée, 45 583, Ciment La Guadeloupe Inc., 123 264, MC Asphalte, 44 289, National Pro Inc., 105 163, Potters Ltée, 2 314 780, Wajax Ltée, 783 680; Inter-Cité Construction Ltée, 178 052; Irenée St-Laurent et Fils Inc., 47 237; J.A. et L. Nadeau Inc., 37 551; Jean-Louis Campeau Inc., 180 535; J.M. Bussières et Fils Ltée, 61 506; J.M. Turcotte Ltée, 85 649; J.P. Bossé Inc., 125 227; Koppers Inter. Canada Ltée, 69 054; Lab Chrysotile Inc., 70 667; Lacbec Inc., 218 025; Lafarge Canada Inc., 93 310; Lamarche McGuinty Inc., 41 611; Lampadaires Feralux Inc., 684 355; Léopold Gouin et Fils Inc., 115 236; Liebherr (Québec), 52 948; Lucien Fournier et Fils Inc., 36 686; Lumen Inc., 66 216; Machinerie Wilson Cie Ltée, 74 246; Machineries Tenco Ltd, 46 054; Marcel Rochette Ltée, 131 061; Marlin Chevrolet Oldsmobile Inc., 38 605; Massicotte et Fils Ltée, 49 379; Maxipar Inc., 97 130; Mckerlie Millen Québec, 202 902; Mecma Précisions Ltée, 49 017; Métaux Pressés du Québec Inc., 71 541; M. et M. Nord Ouest Inc., 52 247; Micro-Solutions, 36 938; Mines Seleine, 28 391 811; Montcalm Automobiles Inc., 41 452; Montco, 98 466; Nedco Ltée, 57 529; Norcast Inc., 148 762; Pagé Construction (1983) Inc., 160 665; P. Baillargeon Ltée, 127 078; P et B Entreprises Ltée, 110 608; PAVAGES: Abénakis Ltée, 125 186, Beau-Bassin 1987 Inc., 370 600, Bétonnière St-Eustache Ltée, 70 735, Laurentien (1986) Inc., 47 209, Maska Inc., 195 068, Mégantic Inc., 57 295, Des Monts Inc., 167 813, Sartigan Ltée, 71 142, St-Laurent Ltée, 40 334, St-Paul, 71 876; Peinture National Limitée, 4 454 548; Pétroles Esso Canada, 807 042; Pétroles Irving Inc., 5 619 897; Phil Larochelle Équipement Inc., 95 000; Photocartothèque Québécoise, 38 203; Picard Industries Inc., 97 719; Pic Construction Co. Ltée, 53 048; PIÈCES: Électriques d'autos J-S Inc., 47 219, Équipement Bergor Inc., 48 480, Machineries Lourdes Denis Roger Ltée, 47 644, Nortrac Inc., 89 336; Plastiques Bovac Ltée, 37 396; Plastiques Crystaplex Ltée, 78 042; Pneus F.M. Inc., 35 410; Pneus Robert Bernard Limitée, 57 149; PRODUITS: Calcaires Bedford Inc., 65 452, Chimique Général du Canada Ltée, 1 517 542, Ciment Sherbrooke Ltée, 48 606, Ciment Tremblay Inc., 130 592, Pétro-Canada, 8 306 661, Shell Canada Limitée, 2 177 477; Quadra Chimie Limitée, 240 627; R.-C. Roy Inc., 89 240; Rechapage Québec Métro Inc., 56 009; Royal Photo Service Inc., 71 696; RPM Tech Inc., 38 612; SABLIÈRES: B.Y. Inc., 43 521, Laurentiennes Ltée, 97 707, Sables L.G. Ltée, 73 004, Warwick Limitée, 76 833; Service d'Excavation Jacques et Yves Lirette Inc., 36 896; Service de Pneus C.T.R. Ltée, 46 960; Sifto Canada Inc., 369 261; Signalisation S.M. Inc., 66 336; Simard Beaudry Inc., 45 537; Sintra Inc., 2 848 550; SOCIÉTÉS: Aluminium Reynolds du Canada Ltée, 135 200, Assurance automobile du Québec, 388 797, Canadienne de Sel Ltée, 3 646 033, Chimique Laurentide Inc., 641 326, Fabrication d'Acier Jannock, 87 490; Pole-Lite Ltée, 490 442; Systèmes de circulation Fortran Limitée, 359 724; Tech-Mix Inc., 95 522; Tenex Data Corporation, 101 217; Tenneco Canada Inc., 127 112; Texel Inc., 46 830; Thibault Philippe, 39 956; Transport Marcel Morin Inc., 72 073; Tuvico, 110 737; Tuyaux de béton Brunet Ltée, 48 059; Tuyaux de Ciment Sherbrooke Inc., 154 589; U.A.P., 284 837; Ultramar Canada Inc., 1 813 639; Vandry Inc., 90 535; Ver-Marc Inc., 93 567; Verreault Frontenac Inc., 92 370; Vibrapipe Limitée, 42 350; Wesco-Westinghouse Inc., 121 779; Westburne Québec Inc., 130 970; 3M Canada Inc., 1 696 147; Fonds locaux, 4 107 496.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 12 532 115.

TRANSPORTS
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

8. Matériel et équipement: 25 474 051 $

Accessoires outillage Ltée, 97 436; Agences A.L. Inc., 48 866; AM Varityper, 49 950; Anixter Canada Inc., 51 673; Apple Canada Inc., 68 392; Balance Toledo Canada Ltée, 2 794 486; CABLES: C-Spec Ltée, 40 270, Texcan Ltée, 47 896; Cae Fiberglass Ltée, 46 761; Calgah Computer Systems, 39 538; Camions International, 2 054 933; Carl Zeiss Canada Ltée, 50 958; CENTRES: d'Affaires Crowntek Inc., 549 324, du Camion Beaudoin Inc., 306 715, du Camion Signal Ford (1982) Inc., 460 571, Compagnie Norman Wade Ltée, 182 683; Computerland, 954 934; Computertime, 101 129; Conseillers Inro Inc., 49 730; Corporation Réseau Computertime, 82 453; C.O.S.M.E. Québec Enr., 50 014; Crédit-Bail Banque Royale Inc., 105 004; Distributeurs d'innovation en informatique, 601 315; Dynatest Limited, 184 330; Electromega, 324 777; Epson Canada Limitée, 1 586 517; EQUIPEMENTS: Everest Inc., 569 317, Hardy Inc., 42 972, Interprovincial Ltd, 137 231, Stinson Québec, 59 156; Esi-M Multi-Mesures Inc., 284 492; Établissements du Gentilhomme Inc., 112 498; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 1 165 103; Fortier Auto Montréal Ltée, 164 713; Fourgons Transit Inc., 46 679; Fournier Plymouth Chrysler Inc., 59 850; Geneq Inc., 70 498; Général Motor du Canada Ltée, 3 399 440; Hewlett Packard Canada Ltée, 233 531; Hitachi Data Systems, 42 336; Hoskin Scientifique Ltée, 67 419; Hydro Métal Inc., 257 514; I.B.M. Canada Ltée, 129 772; Idéal Body Inc., 256 887; Industries Wajax Ltée, 457 961; Intertechnology Inc., 256 477; Machineries Tenco Ltd, 522 549; Matériel de Laboratoire, 35 291; Micro-Contact Inc., 62 185; Micro-Solutions, 98 188; Ogivar Technologies Inc., 125 058; Olivetti Systèmes et Réseaux Canada Ltée, 96 938; Philips Electronics Ltd, 53 014; Raymond Plourde Automobiles Inc., 148 063; Roylease Limitée, 503 914; Signalisation de la Capitale Inc., 45 285; Signalisation S.M. Inc., 68 737; S.M. Construction Commerciale et Installation Pétrolières Inc., 39 150; Soudex Métal Enr., 47 902; Sun Microsystemes of Canada Inc., 193 194; Tenneco Canada Inc., 131 892; Tracto Inc., 277 084; Turfco Inc., 123 381; U.A.P. Inc., 83 701; Ver-Mac Inc., 241 822; VGC Corp., 47 857; Volcano Systemes d'énergie Inc., 57 116; Volvo Canada Ltd, 184 134; Yamatech Scientifique Ltée, 73 051; Fonds locaux, 180 208.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 3 289 836.

---

9. Terrains, immeubles et travaux de génie (immobilisations): 329 372 982 $

.Acquisition de terrains et immeubles

Jean André et Claude Charron, 143 721; Paul Archambault, 210 210; Paul Arel et Élaine Séguin, 75 480; Raymond Asselin et Nicole Maurice, 58 790; André Beaudry, 69 850; Alain Béland, 50 470; Conrad Bellemare, 39 500; Jean-Paul Bellemare, 65 000; Roger Bérubé et Monique Guérette, 87 511; André Bibeau, 73 200; Marcel Blouin, 44 080; Berthe, Aurore, Claude et Paul-Émile Boileau, 155 890; Wendell Bolton, 44 750; Camille Bouchard, 90 710; Lucille Bouchard, 49 788; Gilles Boudreau, 196 250; Hélène Boudreau, 138 620; Richard Boudreau, 149 330; Jean-Denis Boulet & Als, fiduciaires, 416 344; Jean, Denis, Lise, Clément et Guy Boulet, 466 356; Bernard Bourbeau, 37 990; André Bourcier, 53 580; Edmonde Bourcier, 180 950; Yves Brissette, 144 279; Jean-René Brouillard, 73 200; André Brouillette, 71 163; Vivian Brown, 40 116; Walter Camden, 108 370; Canadien National, 82 403; Canadien Pacifique Ltée, 211 837; William Cars, 90 980; Carrefour Laplante Inc., 35 000; Centre jardin Boulet Enr., Ornapex Enr., Québec Multiplants Inc., Pelouses Boulet Inc., 375 000; Rémi Chapdelaine, 78 350; Jules Coll, 47 200; Noëlla Côté et Diane, Robert, André et Charles Boudrias, 72 940; Jacques Cyr, 97 405; Philippe Cyr, 81 955; Roland Dandonneau, 55 886; Philip Derring, 40 110; Louis-Marie Dencault, 59 000; Émilien Desrosiers, 118 314; Louisma Desrosiers, 73 200; Omer Desrosiers, 41 468; Marcel Dionne, 47 957; Wilson Dionne, 53 629; Juliette Claire et Gisèle Dorais, 64 450; Simon Dubois, 59 310; Florence Dufour, 40 815; Audrey S. Duthie, 62 800; Essroc Canada Inc., 123 760; Excavation Gilbert Gagné Inc., 79 380; Les Fermes Okak Inc., 39 307; Lloyd Findlay, 87 957; Fondation Saison Nouvelle Inc., 168 710; Fonds F-I-C Inc. et Al., 167 862; Laurent Fontaine, 48 953; Francon (1966) Limitée, 36 400; Hermance Gagné Blais, 89 830; Roger Garneau, 49 420; Gilbert Gauvreau, 55 400; Benoit Gélinas, 66 070; Paul Goodsell, 58 640; Raymond Goodsell, 53 440; Viateur Gosselin, 45 000; Yolande Goulet, 55 000; Herbert Smith Greame, 119 451; Robert Grenier, 36 055; Guy Hébert, 49 793; Jean-Guy Hébert, 102 190; Thérèse Imbeault, 68 000; Robert Joncas et Alice Côté, 73 000; Robert W. Jones, 46 264; Monique Lachance, 89 191; Laurent Claude Lafleur et Rita Vaillancourt, 87 406; Romain Landry, 36 225; Gilles Lavoie, 39 193; André, Lucien, Auve et Aubin Leblanc, 37 004; André Lepage, 100 344; Arthur Lessard, 62 546; Raymond Letendre, 127 760; André Lévesque, 62 800; Literie Mercier Inc., 79 160; Alice Loisel Bazinet, 68 447; Lise Lussier, 42 062; Carmen Maclure Young, 42 000; Léonard Maheux, 86 724; Jacques Malenfant, 58 000;

André Masse, 45 000; Matériaux de construction Nadeau Inc., 194 209; Gabriel et Lise McInnis, 58 634; Meunerie au moulin bleu Inc., 49 117; Philibert Michaud, 50 244; MUNICIPALITÉS: Bonaventure, 250 000, Chateauguay, 379 613, Lambton, 72 710, Le Gardeur, 235 000, Petit Saguenay, 61 932, Port-Daniel, 177 288, Rouyn-Noranda, 42 840, Ste-Clothilde-de-Horton, 51 502, St-Édouard-de-Lotbinière, 35 856, Ste-Hélène-de-Bagot, 35 151, St-Hugues, 43 135, St-Joachim-de-Shefford, 40 554, Ste-Justine-de-Newton, 62 026, St-Omer, 200 000, St-Paul-de-la-Croix, 52 584, St-Polycarpe, 38 028, St-Raymond, 37 076, Ste-Rosalie, 77 058, St-Ulric-de-Matane, 35 221; Renault H. Nicolas, 71 018; Nouveaux ensembles urbains limitée, 253 801; Eilif Olsen, 85 560; Preben Wagh Olsen, 119 550; Georgette Paquin, 122 846; Pavages Maska Inc., 299 038; Pétro-Canada Inc., 530 176; Yves Pigeon, 125 348; Peter Pitsakis, 113 974; Marie-Blanche Plourde, 70 181; Roger Poirier, 51 840; Gertrude Poupart, 52 430; Propriété Ivanhoe Inc., 44 100; Richard Raymond, 114 550; Roland Raymond, 104 205; Lucien Rossignol, 62 000; Lucille Rousseau, 123 914; Luc Routhier, 37 072; Safety-Kleen Canada Inc., 58 450; Séminaire de Québec, 1 826 455; Sintra Inc., 346 357; Merlin Smith & Sandra Johnson, 60 720; Pauline Soulière Rondeau, 41 850; Odette Therrien, 78 753; Stella Thompson Desaulniers, 64 880; Gaston Turgeon et Estelle Desrochers, 75 249; Joseph Bruno Turpin, 130 280; Usine de spaghetti parisienne Inc., 50 079; Cléophas Vallée, 68 151; Daniel Verrette et Manon Tétreault, 64 551; Gaétan Villiard, 62 800; Edward dit Eddy Whalen, 57 498; Clément Yelle, 82 700; Réal Yelle, 39 620.

.Construction de routes et ponts

A. Brousseau et Fils Ltée, 165 285; L.A. Hébert Ltée, 2 247 037; A & JL Bourgeois Ltée, 40 252; A. Lamothe Inc., 1 230 159; Abitibi-Price Inc., 61 786; Acmé Signalisation Inc., 276 540; AGREGATS: Bedford Inc., 699 502, Trans-Québec Inc., 1 089 867; Alta Limitée, 5 002 752; Ardel Électrique Inc., 80 714; ASPHALTE: Continental Div., 872 468, Desjardins Inc., 867 571; Bau-Val Inc., 1 002 742; Bell Canada, 1 794 336; Ben Blackburn Inc., 4 947 062; BÉTON: Dallaire Ltée, 68 978, Laurier Inc., 205 154, Rivière-du-Loup, 209 784; C.A. Bérubé Inc., 162 514; C.T.F.C.F. Division de A.D.T., 49 632; Canadian Surety, 1 962 337; Canadien Pacifique Limitée, 102 298; Cap-Neige Inc., 115 696; Carrière Mont-Bruno, 444 895; Chagnon (1975) Ltée, 160 563; Charles Duranceau Limitée, 311 143; Chemin de fer Roberval-Saguenay, 314 557; Chemins de fer nationaux du Canada, 788 573; Cloturex du Saguenay Inc., 44 585; Colano Construction Inc., 52 242; Commission des Services électrique de la ville de Montréal, 60 793; COMPAGNIES: Asphalte Ltée, 451 993, Meloche Inc., 523 659, Pavage d'Asphalte Beaver Ltée, 5 442 918; CONSTRUCTIONS: A. Boivert Inc., 362 356, A.P.R. Inc., 129 562, A.S.L.K. (1988) Ltée, 162 119, B.M.L. 1988 Inc., 2 740 826, B.N.M. Inc., 716 337, B.S.L. Inc., 395 454, Brodeur & Morris Inc., 491 100, C-2000 Ltée, 48 860, Choinière Inc., 6 268 363, Dancel Ltée, 817 703, DCL Ltée, 24 975 174, Deschènes Ltée, 521 004, Desourdy Inc., 6 356 238, F.G.N. Inc., 1 988 193, Gely Inc., 4 596 513, Hydro-Lac Inc., 513 724, I.D. Ricard Enr., 97 994, J.L. Pilote Inc., 640 868, Jean-Paul Landry Inc., 47 911, Jean & Robert Ltée, 214 684, Jomiguy, 155 183, M.D.C. Ltée, 2 248 394, Morin & Morin Inc., 3 354 402, M.R.C. Ltée et Les Services de Béton, 13 653 394, Norascon Inc., 1 731 323, Normand Brisson Inc., 106 134, Pavage Maskimo Ltée, 858 618, Pavage Portneuf Inc., 7 358 438, Randard Inc., 65 845, R.L.P. Inc., 180 818, Sacré-Coeur Ltée, 42 227, TNT Inc., 90 437, Vel Division Bau-Val Inc., 170 763; Corival Inc., 938 765; Couillard Construction Ltée, 3 065 027; Dan Construction Inc., 540 825; Dan-My Inc., 492 940; Demix-Division de Ciment St-Laurent (Indépendant) Inc., 5 695 438; Derco Construction Inc., 552 162; Edmond Poirier et Fils Inc., 93 838; ENTREPRISES: A.L.O. Pomerleau Ltée, 962 847, Alfred Boivin Inc., 4 363 138, Alfred Boivin Inc. & Lapaje Construction Inc., 500 000, Berthier Inc., 166 492, Bon Conseil Ltée, 3 363 105, Bourget Inc., 226 764, Claude Chagnon Inc., 132 049, Claveau Ltée, 9 009 725, Jacques Dufour & Fils Inc., 2 785 899, Jean-Fer Inc., 446 723, Larebel Inc., 251 577, Léopold Bouchard & Fils Inc., 1 920 840, Lévisiennes Inc., 474 137, Majoric Lapierre Inc., 64 985, Maynard & Raymond Inc., 45 668, Ménard Ltée, 271 166, Mont-Sterling Inc., 505 202, N. Choinière Inc., 67 197, Patrick Pinette Inc., 90 186, Pavage Belec Inc., 361 491, PEB Ltée, 984 111, Po Bo Ha Inc., 36 974, Ray-Car Inc., 942 151, Vibec Inc., 11 815 935; EXCAVATIONS: A. Savard Inc., 48 145, Gagnon & Lapointe Inc., 72 878, Lafontaine Inc., 84 262, McIntyre Inc., 185 806; Fernand Gilbert Ltée, 5 996 280; Formes GG Inc., 114 169; G.D. Concassage Inc., 79 350; GG Construction et Location Inc., 378 634; Germain Lapalme et Fils Inc., 152 179; Gestion Helo Phil Ltée, 44 210; Gilles Audet Excavation Ltée, 230 527; Giroux et Lessard Ltée, 7 805 826; Grandmont & Fils Ltée, 3 369 485; GROUPES: C.D.R. Inc., 186 221, des Constructeurs FBF Inc., 220 564, Lechasseur Ltée, 582 524; Hydro-Québec, 2 344 770; Injection EDM Inc., 125 507; Inter-Cité Construction Ltée, 1 115 764; Irenée St-Laurent & Fils Inc., 114 807; Ivanhoe Inc. et Estella Realties Inc., 37 500; J.L. Lesaux Ltée, 70 336; Jean-Louis Campeau Inc., 1 614 482; Jobert Inc., 145 676; Lacbec Inc., 384 379; Lafarge Canada Inc., 3 550 429; Lagenoyk et Cie Ltée, 6 084 851; Lapaje Construction Inc., 63 759; M.M. Leblanc Excavation Inc., 198 501; Martin Mercier Inc., 144 991; Massicotte & Fils Ltée & J.P. Doyon Ltée, 2 281 519; Mekinac M.R.C., 100 000; Michel Lacroix Construction, 58 098; Mole Construction Inc., 20 297 666; MUNICIPALITÉS: Anjou, 350 000,

TRANSPORTS
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

Arthabaska, 300 000, Beaulac, 60 000, Beauport, 1 000 000, Beaupré, 566 501, Cap Rouge, 36 600, Charlesbourg, 70 000, Charny, 80 000, Chicoutimi, 505 005, Clermont, 128 795, Delson, 100 000, Deschambault, 563 260, Drummondville, 1 475 000, Evain, 106 880, Fatima, 66 335, Fleurimont, 503 300, Gatineau, 999 943, Grande Rivière, 77 271, Havre-St-Pierre, 228 052, Jonquière, 182 416, Lac Dufault, 1 100 000, Lac-aux-Sables, 225 000, Lambton, 200 000, La Sarre Ville, 50 000, Laval, 1 525 564, Lennoxville, 230 000, Mirabel, 435 000, Mont-Rolland, 150 000, Mont-Royal, 1 194 951, Mont-Tremblant, 125 000, Montréal-Est, 366 500, Montréal-Nord, 267 154, Montréal, 2 200 522, New-Carlisle, 273 705, Norbertville, 100 000, Notre-Dame-de-L'Ile-Perrot, 428 000, Notre-Dame-du-Mont-Carmel, 244 952, Notre-Dame des Prairies, 100 000, Pincourt, 500 000, Pointe-du-Lac, 450 000, Prévost, 65 000, Québec, 1 000 000, Rivière-Malbaie, 1 936 466, Roberval, 226 733, Rockforest, 600 000, Rouyn-Noranda, 1 260 000, Roxton Pond, 150 000, Sainte-Foy, 800 000, Senneterre, 800 000, Shawinigan, 250 000, Sherbrooke, 48 736, St-Adolphe-d'Howard, 225 000, St-Agapit, 110 000, St-Anselme, 100 000, St-Antonin, 358 400, St-Basile-Sud, 300 000, St-Bernard, 55 000, Ste-Brigitte-de-Laval, 804 794, St-Charles-Borromée, 265 000, St-Christophe d'Arthabaska, 53 004, St-Émile, 374 443, St-Ephrem-de-Tring, 130 000, St-Eustache, 300 000, St-Gabriel-Lallemant, 50 000, St-Georges-Ouest, 105 000, St-Georges, 1 600 000, Ste-Hélène-de-Bagot, 58 760, St-Hyacinthe, 50 000, St-Lambert, 72 998, St-Liboire, 150 000, St-Luc, 300 000, Ste-Marthe-sur-le-Lac, 200 000, St-Nicephore, 323 955, St-Urbain, 400 000, Ste-Victoire-d'Arthabaska, 396 996, St-Wenceslas, 282 199, Stanstead Plain, 115 000, Stoneham & Tewkesbury, 150 000, Sullivan, 605 300, Trois-Rivière Ouest, 500 000, Val-Bélair, 108 244, Val D'Or, 55 877, Vanier, 1 656 647; Neilson Excavation Inc., 5 894 910; Néolect, 98 081; Nepcon Inc., 150 475; P & B Entreprises Ltée, 1 111 596; P. Baillargeon Ltée, 154 548; Pagé Construction Div. de Simard-Beaudry Inc., 1 019 177; PAVAGES: Abenakis Ltée, 278 013, Beau-Bassin 1987 Inc., 2 056 195, Bétonnière St-Eustache Ltée, 616 714, De l'Est Inc., 276 510, Laurentien (1988) Inc., 161 699, Maska Inc., 43 062, Mégantic Inc., 756 098, des Monts Inc., 244 550, Sartigan Ltée, 792 770, St-Laurent Ltée, 722 816, St-Paul Ltée, 96 903; Pavex Ltée, 731 082; Perreault Remy, 159 084; Picardie Construction Inc., 42 357; Pierre Brossard (1981) Ltée, 209 024; Piroga Développement Ltée, 1 564 636; Projexco Inc., 314 099; Québec Téléphone, 491 344; R. & J. Dutil & Frères Inc., 75 261; René Samson Inc., 109 277; Sablière Drapeau (1986) Inc., 1 202 398; Signalisation de Montréal Inc., 8 727 384; Simard Beaudry Inc., 1 739 438; Sintra Inc., 12 068 890; Sintra Inc. & Franroc Ltée, 241 728; Société immobilière du Québec, 300 000; St-Romuald Construction Inc., 1 269 449; Taché Construction Ltée, 75 354; Télébec Ltée, 349 361; Terexcavation A. Grant Inc., 36 023; Terrassement de la Capitale 1985 Inc., 97 436; Toucan Construction Inc., 167 775; Tremblay Normande, 61 835; W. Rodrigue Inc., 422 670; Walsh & Brais Inc., 2 504 778; Fonds locaux, 11 266.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 7 785 835.

---

10. Dépenses de transfert: 901 116 980 $

.Système de transports terrestres: 439 396 534 $

(VOIR TABLEAU PAGE 2-408 à 2-410): 437 273 399;

ASSOCIATIONS: Camionnage du Québec Inc., 50 000, Canadienne de transport urbain, 51 000, Directeurs Police et Pompiers du Québec, 20 000, Québécoise du Transport et des Routes Inc., 179 979, des Routes et Transports du Canada, 347 931, Sectorielle transport entreposage, 20 265; Bombardier Inc., 370 429; Centrodyne Inc., 53 833; Gaz Métropolitain, 42 699; Institut de recherche Hydro-Québec, 168 508; La Société G.R.I.C.S., 65 786; Legresly Bryan F. & Almond James, 70 000; Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke Métropolitain, 27 000; Table de concertation sur l'industrie ferroviaire, 33 750; Technologies Balios Inc., 22 140; Télécite Inc., 21 250; Transport adapté du Québec Métro Inc., 65 889; Transport 2000 Québec, 42 700; Université Laval, 121 000; Virtual Prototypes Inc., 33 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 315 976.

.Entretien des chemins d'hiver: 40 042 046 $

(VOIR TABLEAU PAGE 2-411 à 2-413): 40 042 046.

TRANSPORTS
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

.Aide à l'amélioration du réseau municipal: 21 822 900 $

(VOIR TABLEAU PAGE 2-411 à 2-413): 21 822 900.

.Entreprises et organismes du Gouvernement: 25 962 325 $

Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche, 521 925; SOCIÉTÉS: québécoise des Transports, 700 000, des Traversiers du Québec, 24 740 400.

.Transport maritime: 4 027 427 $

Corporation municipale de la Côte-Nord-du-Golfe-St-Laurent, 187 829; Edicom, 57 513; Navigation Madeleine Inc., 2 405 661; Société Inter-rives de l'Ile-Verte Inc., 40 000; TRAVERSES: du Lac Témiscouata Inc., 365 250, Rivière-du-Loup-St-Siméon Ltée, 952 507.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 18 667.

.Transport aérien: 3 793 149 $

Aéroport de Montréal, 125 000; Air Alliance Inc., 57 315; Air Atlantic, 26 916; ASSOCIATIONS: des gens de l'air du Québec, 150 000, Québécoise des Transporteurs Aériens Inc., 100 000; Comité de transport des Iles-de-la-Madeleine, 140 000; Conseil de l'Aéroport de Saint-Hubert, 25 000; Intair, 2 887 633; Québecair-Air Québec, 71 705; MUNICIPALITÉS: Amos, 80 000, St-Antoine-de-L'Isle-aux-Grues, 62 280; Société Aéroportuaire de Québec, 25 000.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 42 300.

.Transport scolaire: 364 240 665 $

COMMISSIONS SCOLAIRES RÉGIONALES ET LOCALES: BLAINVILLE-DEUX-MONTAGNES, 2 172 868; CHAMBLY, 13 391 956; CHATEAUGUAY-VALLEY (PROTESTANT), 1 869 841; CHAUDIÈRE, 8 494 825; CHAUVEAU, 5 739 444; DISTRICT OF BEDFORD (PROTESTANT), 2 256 221; EASTERN QUÉBEC: Greater Québec (protestant), 1 156 407, Greater Seven Island (protestant), 91 655; GASPÉSIA (PROTESTANT), 1 080 798; LAC-ST-JEAN, 3 995 247; LOUIS-FRÉCHETTE, 7 033 174; MAURICIE, 5 763 470; PÉNINSULE, 3 588 577; PROVENCHER, 4 155 057; RIVAGE: Bersimis, 742 447, Manicouagan, 2 370 127, Tadoussac, 658 822; SOUTH-SHORE (PROTESTANT), 5 760 955; TARDIVEL, 3 555 990; VAUDREUIL-SOULANGES, 4 946 885; WESTERN-QUÉBEC (PROTESTANT), 3 467 836; YAMASKA, 7 217 819;

COMMISSIONS SCOLAIRES INTÉGRÉES: Abitibi, 3 675 128; Asbestrie, 1 137 410; Aylmer, 2 328 124; Baie-des-Chaleurs, 4 283 831; Beauport, 2 792 075; Black-Lake-Disraëli, 2 076 000; Chapais-Chibougamau, 415 054; Châteauguay, 1 901 439; Chicoutimi, 6 128 232; Chomedy-de-Laval, 3 224 826; Chutes-Montmorency, 1 189 681; Coaticook, 2 083 715; Commission des écoles catholiques de Montréal, 7 424 754; Commission des écoles catholiques du Québec, 1 202 137; Côte-de-Beaupré, 1 673 129; Côte-du-Sud, 2 962 457; Crie, 1 508 317; Davignon, 1 806 046; Des Cantons, 4 459 274; Des Chênes, 5 112 255; Des Découvreurs, 2 671 843; Des Draveurs, 5 535 114; Des Iles, 1 059 226; Des Ilets, 4 165 712; D'Iberville, 1 812 101; Des Laurentides, 5 418 979; Des Rivières, 1 588 665; Dolbeau, 5 321 470; Du Goëland, 7 232 913; Du Gouffre, 997 882; Du Littoral, 474 428; Eastern Townships, 2 076 106; Fermont, 227 558; Harricana, 3 703 298; Haute-Gatineau, 2 028 045; Haut-St-Maurice, 998 086; Huntingdon, 2 125 514; Industrie, 12 014 473; Jean-Rivard, 1 664 164; Kativik, 563 278; La Jonquière, 4 295 145; La Mitis, 1 752 609; La Neigette, 3 299 241; La Pocatière, 933 965; La Sapinière, 1 836 520; Lac Mégantic, 1 755 259; Lac Témiscamingue, 2 232 561; Laure-Conan, 1 434 964; Laurentian, 1 423 204; Laurenval, 3 011 353; Le Gardeur, 5 114 214; Les-Chutes-de-la-Chaudière, 2 774 478; Les Écores, 2 058 820; L'Islet-Sud, 857 358; Long-Sault, 1 917 458; Lotbinière, 2 501 774; Magog, 1 536 925; Malartic, 672 171; Manoirs, 4 818 556; Marieville, 1 020 673; Matane, 4 150 298; Mille-Iles, 4 375 164; Moissons, 2 365 178; Morilac, 1 564 251; Moyenne-Côte-Nord, 431 176; Nouveau-Québec, 170 559;

TRANSPORTS
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

Outaouais-Hull, 2 838 959; Pierre-Neveu, 2 883 160; Pontiac, 1 704 433; Port-Cartier, 560 529; Prince-Daveluy, 1 092 659; Provençal, 942 981; Rivière-du-Loup, 8 292 971; Rouyn-Noranda, 2 457 327; Saguenay, 52 032; Samuel-de-Champlain, 9 148 899; Seigneurie, 3 335 248; Sept-Îles, 1 370 841; Sherbrooke, 6 754 012; Sorel, 3 387 374; St-Jean-sur-Richelieu, 3 020 379; St-Jérôme, 4 683 279; Ste-Thérèse, 5 463 381; Thetford-Mines, 2 647 106; Val-d'Or, 1 729 323; Vallée-de-la-Matapédia, 2 423 849; Valleyfield, 1 720 619; Victoriaville, 1 915 534; Warwick, 1 282 089;

Conseil scolaire de l'Ile-de-Montréal, 23 174 698;

INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ:

MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN: Académie Ste-Thérèse Inc., 65 228; Centre Académique Fournier Inc., 258 641; Centre de l'enseignement vivant, 141 809; Centre François-Michelle, 269 701; Clinique Pédagogique de Montréal, 209 951; Collège de l'Assomption, 58 709; Collège Laval de St-Vincent-de-Paul, 65 292; ÉCOLES: Le Sommet, 454 645; Orale de Montréal pour les Sourds Inc., 140 258, Peter Hall Inc., 1 115 140, Secondaire St-Sacrement, 267 474;

QUÉBEC MÉTROPOLITAIN: Centre Psycho-Pédagogique de Québec Inc., 124 957; Externat St-Jean-Eudes, 52 779; Séminaire St-François de Québec Inc., 214 261;

DIVERSES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES: ARGENTEUIL: Séminaire du Sacré-Coeur, 104 946; CHAPLEAU: Collège Apostolique St-Alexandre de la Gatineau, 21 611; CHICOUTIMI: Séminaire de Chicoutimi, 30 728; GROULX: Externat Sacré-Coeur de Rosemère, 233 666; IBERVILLE: Collège de St-Césaire Inc., 21 365; KAMOURASKA-TÉMISCOUATA: Collège Ste-Anne-de-la-Pocatière, 52 077; LÉVIS: Couvent Notre-Dame-de-Toutes-Grâces, 132 882, Juvénat Notre-Dame-du-St-Laurent, 55 092; NICOLET: École Secondaire Mont-Bénilde, 21 422; PRÉVOST: Académie Lafontaine Inc., 49 201; RIMOUSKI: Corporation de l'École Secondaire Privée de Rimouski Inc., 49 591; SHEFFORD: École Secondaire Verbe-Divin, 131 739; VERCHÈRES: Collège St-Hilaire Inc., 45 212.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 93 572.

.Autres: 1 831 934 $

Association du transport écolier du Québec, 50 000; Club social transports Québec, 91 000; COMMISSION DE TRANSPORT DE LA COMMUNAUTÉ: Régionale de l'Outaouais, 52 120, Urbaine de Québec, 63 496, Communauté urbaine de Montréal, 1 245 282; Conseil des Mohawks de Kanawake, 64 795; Sorel-Varennes, 31 560; Conseil régional de développement de l'Abitibi Témiscamingue, 40 000; Municipalité de Sherbrooke, 48 931; Société de transport de la Communauté-urbaine de Montréal, 30 278.

COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $: 114 472.

---

11. Autres dépenses: 6 071 402 $

INDEMNITÉS POUR DOMMAGES ET INTÉRETS: Bell Canada, 38 441, Jacques Bissonnette, 101 325, Canadien Pacifique Ltée, 190 843, Compagnie d'Assurances Transit, 45 369, Paroisse Ste-Julienne, 48 339, Thibovins Enr., 52 034, Village Mont-Rolland, 53 100; INTÉRETS SUR BIENS ACQUIS PAR EXPROPRIATION: Aliments V-H Inc., 51 798, C. Corp. Inc., 37 366, Ferme Gregoire Faucher et Fils Inc., 38 165, Fontaine Auto Parts, 49 167, Investissements Jomida Ltée, 41 439. Elizabeth McNally, 48 815, Propriétés Ind. Holdimo Inc., 94 840, Séminaire de Québec, 363 269, Société de Placements et Hypothèques de l'Outaouais Ltée, 164 982; INTÉRETS SUR BIENS ACQUIS PAR LOCATION-ACQUISITION OU PAR CRÉDIT-BAIL: Crédit-Bail Banque Royale Inc., 302 350, Roylease Ltée, 1 551 823; INTÉRETS SUR PAIEMENTS EN RETARD: Entreprises P.E.B. Ltée, 439 881, Epson Canada Ltée, 50 617.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 2 307 439.

TRANSPORTS
Listes des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

	Système de transports terrestres					
	Fonctionnement	Service de la dette-Métro	Service de la dette-autre équipement	Personnes handicapées	Investissement	Rachat de permis de taxis
	$	$	$	$	$	$
COMMISSIONS DE TRANSPORT:						
Communauté urbaine de l'Outaouais	6 775 481		2 808 352	959 138		
Communauté urbaine de Québec	19 902 728		11 095 596			
Communauté urbaine de Montréal		101 601 200				
CONSEILS INTERMUNICIPAUX DE TRANSPORT:						
Basses Laurentides	1 170 277				57 750	
Chambly-Richelieu-Carignan	281 774					
Deux-Montagnes	98 550			102 556		
Haut St-Laurent	227 371				27 300	
Joliette-Métropolitain	145 989					
Lafontaine	128 472			86 970		
Le Portage	22 639					
Le Richelain	913 269					
Montcalm	160 894					
Moulins	398 885			129 381	22 629	
Roussillon	131 751					
Rouville	21 572					
Sorel-Varennes	262 254					
Sud-Ouest	2 925 953					
Vallée du Richelieu	1 262 686					
Conseil métropolitain de transport en commun	26 492 760					
CORPORATIONS INTERMUNICIPALES DE TRANSPORTS:						
Des Forges	1 622 210		1 164 414	340 276		
Rive-Sud de Québec	1 060 196		1 136 347	131 232		
Saguenay	2 250 289		1 878 075	303 793		
Corporation métropolitaine de transport de Sherbrooke	4 228 960		1 907 290	796 794	28 870	
CORPORATIONS MUNICIPALES:						
Alma				121 188		
Arthabaska				146 519		
Asbestos				98 815		
Baie-du-Febvre				120 169		
Batiscan				56 239		
Beloeil				43 523		
Berthierville				67 128		
Candiac				124 194		
Chambly				148 334		
Châteauguay				202 487		
Coaticook				81 664		
Dolbeau				155 831		
Dorion				65 943		
Drummondville	181 415			182 647		
East-Angus				71 075		
Fatima				69 108		
Granby	22 609			132 965		
Joliette				224 639		
La Pocatière				54 600		
La Sarre				48 282		
La Tuque				32 350		
Lac-Mégantic				61 437		
Louiseville				72 961		
Magog				192 329		
Matane				81 394		

TRANSPORTS
Listes des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

	Système de transports terrestres					
	Fonctionnement	Service de la dette-Métro	Service de la dette-autre équipement	Personnes handicapées	Investissement	Rachat de permis de taxis
	$	$	$	$	$	$
CORPORATIONS MUNICIPALES (suite):						
Mont-Joli				70 640		
Mont-Laurier				120 649		
Montmagny				118 503		
Nicolet						
Pabos-Mills				75 994		
Pintendre				70 645		
Plessisville						
Pont-Rouge						
Rawdon				129 369		
Repentigny	388 501			155 650	23 100	
Rimouski				155 280		
Roberval				98 441		
Rouyn-Noranda				87 587		
Salaberry-de-Valleyfield				194 001		
Sept-Îles				111 415		
St-Ambroise				33 745		
St-André-Avellin				63 735		
Ste-Anne-des-Monts				49 122		
St-Aubert						
St-Augustin-de-Desmaures	46 101					
Ste-Barbe				23 061		
St-Basile-Sud				145 103		
Ste-Brigitte-de-Laval						
St-Bruno-de-Montarville	395 859					
Ste-Croix				76 105		
St-Étienne-de-Lauzon	61 119					
St-Eustache	52 969					
St-Félicien				114 690		
St-Gabriel				112 058		
St-Georges				150 153		
Ste-Hélène-de-Breakeyville						
St-Hilarion				53 136		
St-Hyacinthe				109 300		
St-Jean-sur-Richelieu				187 727		
Ste-Julie	179 716					
St-Lin				44 472		
St-Nicolas				21 947		
St-Pamphile				52 466		
St-Pierre-Baptiste				52 996		
St-Rédempteur				52 631		
Ste-Thérèse				140 723		
St-Tite				48 110		
Témiscaming				32 425		
Thetford-Mines				112 975		
Tracy				80 172		
Val-Bélair						
Val-d'Or				106 690		
Waterloo				92 612		
Windsor				93 190		
MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ:						
Basques				64 038		
Bellechasse				78 679		
Charlevoix-Est				60 483		
Île-d'Orléans				89 007		
Manicouagan				111 107		
Rivière-du-Loup				50 409		
Témiscamingue				77 185		
Témiscouata				106 697		
Régie Intermunicipale de Transport en Commun du Centre de la Mauricie	285 262		95 302	89 626		

TRANSPORTS
Listes des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

	Système de transports terrestres					
	Fonctionnement	Service de la dette-Métro	Service de la dette-autre équipement	Personnes handicapées	Investissement	Rachat de permis de taxis
	$	$	$	$	$	$
SOCIÉTÉS DE TRANSPORT:						
Communauté urbaine de Montréal	151 759 523		25 620 574	11 836 508	2 127 074	
Rive-Sud de Montréal	15 954 359		6 788 243	612 778		
Ville de Laval	11 501 903		4 474 937	978 216		
Transport adapté du Québec Métro Inc.				1 611 024		
Trust La Laurentienne du Canada Inc.						178 831
COMPTES INFÉRIEURS À 20 000 $:	28 820			62 783	122 380	
Grand-total	**251 343 116**	**101 601 200**	**56 969 130**	**24 772 019**	**2 409 103**	**178 831**

TRANSPORTS
Listes des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

	Entretien des chemins d'hiver	Aide à l'amélioration du réseau municipal
	$	$
Montréal Métropolitain:		
Beauharnois	8 496	10 000
Blainville		24 953
Boisbriand	5 182	4 903
Candiac	3 479	
Carignan	29 463	11 000
Châteauguay	5 709	
Delson		23 500
Dorion		
Hudson		17 000
Ile Perrot		81 860
L'Assomption (paroisse)	19 871	9 000
L'Assomption (ville)		9 000
L'Épiphanie	13 616	40 000
Lachenaie	6 564	
La Prairie	11 339	
Le Gardeur	13 633	5 000
Maple Grove		12 000
Marieville		18 000
Mascouche	38 079	
Melocheville	9 531	15 000
Mercier	16 974	20 000
Mont-St-Hilaire	9 048	10 000
Montréal	27 340	
Notre-Dame-de-Bon-Secours	9 945	11 000
Notre-Dame-de-L'Ile-Perrot	17 392	10 000
Otterburn-Park		
Pincourt		
Pointe-Calumet		10 000
Richelieu		16 000
Rosemère		
Senneville		
St-Amable	19 476	
St-Basile-le-Grand	11 822	
Ste-Catherine		103 000
St-Constant	25 344	
St-Eustache	29 539	
St-Hubert	79 465	12 000
Ste-Julie	14 911	
Ste-Marie-de-Monnoir	30 248	10 000
Ste-Marthe-sur-le-Lac		
St-Mathieu	38 882	15 000
St-Mathieu-de-Beloeil	22 464	27 000
St-Philippe	23 676	19 500
St-Pierre		11 142
St-Raphaël-de-L'Ile Bizard		
Ste-Thérèse		
Terrasse-Vaudreuil	1 246	25 000
Terrebonne	9 218	
Varennes	41 818	
Vaudreuil		
Vaudreuil-sur-le-Lac		12 000
Québec Métropolitain:		
Charlesbourg		344 568
L'Ange-Gardien	14 857	25 000
Lac-St-Charles	15 016	50 000
Lauzon		
Sillery	6 000	
St-Augustin-de-Desmaures	50 653	
St-David-de-L'Auberivière	1 117	
St-Émile	5 114	
St-Gabriel-de-Valcartier	30 668	15 000
St-Jean-de-Boischatel	7 764	28 750
St-Nicolas	7 670	
St-Rédempteur	731	

TRANSPORTS
Listes des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

	Entretien des chemins d'hiver	Aide à l'amélioration du réseau municipal
	$	$
Diverses circonscriptions électorales:		
Abitibi-Est	262 073	227 000
Abitibi-Ouest	1 259 904	403 000
Argenteuil	1 151 291	525 000
Arthabaska	439 774	195 000
Beauce-Nord	791 214	328 000
Beauce-Sud	876 128	382 000
Beauharnois-Huntingdon	691 097	264 000
Bellechasse	1 135 252	620 999
Berthier	718 768	383 000
Bonaventure	809 913	542 380
Brome-Missisquoi	1 338 321	436 455
Chambly	22 697	7 000
Champlain	279 432	142 000
Chapleau	57 749	10 000
Charlevoix	498 802	430 000
Chateauguay	10 133	24 000
Chauveau	126 997	417 891
Chicoutimi	49 474	
Deux-Montagnes	53 622	92 640
Drummond	162 574	130 000
Dubuc	667 597	135 000
Duplessis	56 332	280 061
Fabre	61 160	
Frontenac	1 005 407	446 000
Gaspé	262 324	995 906
Gatineau	1 601 908	211 000
Hull	25 000	
Iberville	481 869	239 000
Iles-de-la-Madeleine	114 161	299 921
Johnson	1 056 836	359 967
Joliette	234 039	289 948
Jonquière	97 823	30 000
Kamouraska-Témiscouata	1 474 436	441 987
Labelle	1 859 035	483 000
Lac-St-Jean	463 749	220 000
La Prairie	11 517	19 000
L'Assomption	7 745	18 000
Laviolette	619 590	517 275
Les Chutes-de-la-Chaudière	193 030	58 962
Lévis	147 863	36 000
Lotbinière	1 165 886	449 000
Maskinongé	540 990	373 351
Masson	16 313	25 000
Matane	694 120	509 268
Matapédia	1 189 119	507 000
Mégantic-Compton	1 457 085	530 000
Montmagny-L'Islet	759 585	314 825
Montmorency	68 089	183 750
Nicolet	934 449	403 168
Orford	741 109	266 291
Papineau	1 131 840	551 000
Pontiac	1 206 263	230 000
Portneuf	562 276	659 776
Prévost	116 188	159 800
Richelieu	209 166	265 997
Richmond	1 186 571	822 170
Rimouski	730 571	225 997
Rivière-du-Loup	644 931	242 444
Roberval	556 499	276 240
Rousseau	663 644	367 657
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	888 164	372 968

TRANSPORTS
Listes des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

	Entretien des chemins d'hiver	Aide à l'amélioration du réseau municipal
	$	$
Diverses circonscriptions électorales (suite):		
Saguenay	317 960	227 826
Salaberry-Soulanges	273 613	260 329
Shefford	330 440	92 000
Sherbrooke		650 000
St-François	356 874	153 000
St-Hyacinthe	215 959	161 776
St-Jean	234 559	130 000
St-Maurice	102 592	65 000
Terrebonne	26 163	27 000
Trois-Rivières	6 477	
Ungava	451 086	262 529
Vaudreuil	146 597	206 000
Verchères	206 872	154 170
Grand-total	40 042 046	21 822 900

TRAVAIL
Détail des revenus par catégorie et sous-catégorie
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	1991	1990
Droits et permis		
Autres		
Ventes de gaz de pétrole liquéfié	265	261
Enregistrement - exploitation de gaz de pétrole liquéfié	70	69
Installation de gaz	87	73
Certificat de compétence - gaz	69	73
Ventes de gaz naturel	1 455	1 295
Installations électriques	15 062	15 208
Installations de machines fixes	1 388	1 232
Électriciens	234	28
Mécaniciens de machines fixes	353	264
Entrepreneurs en tuyauterie	1 961	2 296
Entrepreneurs en construction	8 654	8 844
Divers	27	26
	29 625	29 669
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	73	82
Recouvrements de tiers	539	886
Divers		5
	612	973
Intérêts		
Divers	3	3
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi des électriciens	142	180
Installation en tuyauterie	57	61
Infractions à diverses lois	66	
Infractions - sécurité édifices publics	80	64
Divers	11	17
	356	322
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	32	78
Salaires - accidents de travail	50	73
	82	151
	1 053	1 449
Total des revenus autonomes	**30 678**	**31 118**

TRAVAIL

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1 — **RELATIONS DU TRAVAIL**
Sommaire: page 1-14

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
Votés	5 575	2	4 788	3 665	124	360	500
Permanents (1)	121		121		10		111
TOTAL	5 696	2	4 909	3 665	134	360	611

(1) Loi sur les commissions d'enquête, L.R.Q., c. C-37, et sur les employés publics, L.R.Q., c. E-6 (Commission d'enquête sur la stabilisation du revenu et de l'emploi des travailleurs de l'industrie de la construction).

PROGRAMME 2 — **AIDE FINANCIÈRE À L'INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA RÉMUNÉRATION**
Sommaire: page 1-14

TOTAL	2 008	2 008	

PROGRAMME 3 — **SERVICES ESSENTIELS ET DROIT D'ASSOCIATION**
Sommaire: page 1-14

1. Services essentiels Permanents (2)	2 945		2 647	1 964	28	212	122
2. Direction et droit d'association	4 595	1	3 868	3 269	46	253	184
TOTAL	7 540	1	6 515	5 233	74	465	306

(2) Code du travail, L.R.Q., c. C-27.

Ce programme vise à favoriser les relations entre employeurs ou associations d'employeurs et associations de salariés et à étendre des conditions de travail déjà négociées à des groupes de travailleurs non soumis à des conventions collectives.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
4	71	50	14									
4	71	50	14									

Ce programme vise à mettre à la disposition des parties patronales et syndicales des données objectives et uniformes afin d'établir des bases acceptées pour la détermination de la rémunération.

												2 008

Ce programme vise à établir le cadre des relations entre employeurs ou associations d'employeurs et salariés et à permettre aux citoyens de continuer à bénéficier de services jugés essentiels, lorsque des travailleurs exercent leur droit de grève dans les services de santé, dans les services sociaux et dans certains services publics.

5	272	22	6					16				
6	24	52	8					26				
11	296	74	14					42				

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4 — DIRECTION ET GESTION INTERNE
Sommaire: page 1-14

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT - PERSONNEL		FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Recherche et normalisation	5 741	1	5 140	4 637	108	92	175
2. Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	571		498	331	8	14	26
3. Direction	1 210		1 115	920	12	58	20
4. Soutien administratif et technique	14 607	1	13 595	5 057	247	1 131	874
TOTAL	22 129	2	20 348	10 945	375	1 295	1 095

PROGRAMME 5 — QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ENTREPRENEURS EN CONSTRUCTION
Sommaire: page 1-30

TOTAL	7 221		6 755	4 235	596	313	482

PROGRAMME 6 — SÉCURITÉ DANS LES BÂTIMENTS ET DANS LES LIEUX PUBLICS
Sommaire: page 1-32

TOTAL	20 214	3	17 530	14 480	1 134	1 452	168

PROGRAMME 7 — AIDE FINANCIÈRE À LA COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL
Sommaire: page 1-32

TOTAL	13 037		13 037				

TOTAL DES PROGRAMMES

Votés	74 779	8	68 334	36 594	2 275	3 673	2 429
Permanents	3 066		2 768	1 964	38	212	233
	77 845	8	71 102	38 558	2 313	3 885	2 662

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES	FONCTIONNEMENT - PERSONNEL	FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES
	40 871	14 810

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes et à favoriser l'acquisition des connaissances nécessaires à la mise en oeuvre de programmes et d'activités dans le domaine des relations du travail.

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Autres dépenses	Communi-cations	Services	Loyers	Fourni-tures	Équipe-ment	Immobili-sations	Autres dépenses	
4	11	63	7									43
2	102	11	4									
9	9	26	10									51
121	5 796	165	29						175			
136	5 918	265	50						175			94

Ce programme vise à permettre à la Régie des entreprises de construction du Québec de réglementer la compétence et la solvabilité des entreprises en construction.

25	851	154	51	1					47			

Ce programme vise la protection du public en s'assurant de la sécurité et de l'hygiène dans les bâtiments, les lieux publics et les installations techniques.

6	28	230	13	1					18			

Ce programme vise la protection des travailleurs en s'assurant de la sécurité et de l'hygiène au travail.

												13 037
177	6 892	751	136	2					266			15 139
5	272	22	6						16			
182	7 164	773	142	2					282			15 139

					CAPITAL - AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
									282		15 139

TRAVAIL
DÉPENSES DE TRANSFERT
Sommaire des crédits et dépenses
Année financière terminée le 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses 1991	Dépenses 1990
Organismes sans but lucratif			
Travaux de recherche	77	43	26
Autres	52	51	49
Entreprises et organismes du Gouvernement			
Commission de la santé et de la sécurité du travail - financement des activités d'inspection	13 037	13 037	22 311
Institut de recherche et d'information sur la rémunération	2 008	2 008	1 745
Total	**15 174**	**15 139**	**24 131**

TRAVAIL
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

1. Traitements, salaires et allocations: 38 559 262 $
2. Autres rémunérations: 2 312 795
40 872 057 $

Incluant 4 959 365 $ à l'égard de 71 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organismes, personnel cadre et autre personnel de rang équivalent) pour lesquels les échelles de traitement en vigueur au 31 mars 1991 sont indiquées à la page 2-2.

Y compris des contributions du gouvernement à titre d'employeur de 35 000$ et plus: Commission de la santé et de la Sécurité du travail, 206 388.

---

3. Services de transport et de communication: 3 883 743 $

Fonds des moyens de communications, 126 350; Fonds des services de télécommunications, 1 079 967; Inter-Voyage Inc., 51 788.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000$: 2 625 638.

---

4. Services professionnels, administratifs et autres: 2 660 629 $

Pierre N. Dufresne, 68 811; Fonds des services informatiques, 1 240 545; Gilles Gaul, 99 076; Groupe de Consultation en Management et Systèmes, 76 118; Laurent Picard, 37 579; Systèmes K & V Inc., 46 685; Université Laval, 101 694; Fonds Locaux, 37 558.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000$: 952 563.

---

5. Entretien et réparations: 182 586 $

Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau, 35 187.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000$: 147 399.

---

6. Loyers: 7 163 427 $

Savin Canada Inc., 41 672; Société immobilière du Québec, 6 979 864; Xerox Canada Ltée, 55 903.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000$: 85 988.

---

7. Fournitures et approvisionnements: 773 494 $

Enveloppe Innova, 37 917; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 157 572; Fonds de reprographie gouvernementale, 103 546.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000$: 474 459.

TRAVAIL
Liste des fournisseurs et bénéficiaires par catégorie

---

8. Matériel et équipement: 424 365 $

Epson Canada Limitée, 42 190; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 37 819; Philips Electronique Ltée, 94 726.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000$: 249 630.

---

10. Dépenses de transfert: 15 139 250 $

.Entreprises et organismes du gouvernement: 15 045 300 $

Commission de la santé et de la sécurité du travail, 13 037 100; Institut de recherche et d'information sur la rémunération, 2 008 200.

.Autres: 93 950 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000$: 93 950.

---

11. Autres dépenses: 2 417 $

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000$: 2 417.

SECTION 3

LISTE DES BIENS EN CAPITAL

Cette liste est publiée en conformité avec les prescriptions émises par le Conseil du trésor. C'est un document de renseignements établi à l'aide des fichiers de contrôle des biens en capital; il contient l'énumération des biens par vocation qui sont la propriété du gouvernement du du Québec et en fait connaître le montant cumulatif après avoir tenu compte des dispositions et des corrections effectuées lors de la mise à jour annuelle. Cette liste des biens en capital au 31 mars 1991 comprend:

a) Les immeubles qui sont la propriété du Gouvernement au 31 mars 1991; cependant, seulement ceux dont le montant est de 500 000 $ et plus sont énumérés;

b) Les routes et ponts, construits, obtenus ou acquis depuis trente (30) ans et moins;

c) Le matériel et l'équipement acquis depuis quatre (4) ans et moins; cependant, seulement ceux dont le coût est de 200 000 $ et plus acquis depuis dix (10) ans et moins sont énumérés;

d) Les biens obtenus gratuitement ou acquis pour une considération symbolique lesquels sont montrés à la valeur de l'évaluation municipale au moment de l'acquisition; cependant la valeur de remplacement de l'actif déprécié est utilisée lorsque l'évaluation municipale n'est pas disponible.

SECTION 3

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES BIENS EN CAPITAL

	PAGE
Biens en capital - Continuité	3-4
Sommaire par vocation	3-5
Détail par vocation	
Biens immobiliers:	
Administration	3-6
Éducation et culture	3-6
Industrie, commerce, agriculture et foresterie	3-6
Santé et services sociaux	3-7
Justice	3-8
Infrastructure touristique, sports et loisirs	3-8
Infrastructure de communication	3-9
Autres	3-13
Biens mobiliers:	
Matériel et équipement	3-13

BIENS EN CAPITAL
au 31 mars 1991

(en milliers de dollars)

CONTINUITÉ		
Solde au début		11 827 371
Dépenses de l'année financière 1990-1991		597 763
		12 425 134
Plus:		
Ajustement pour porter à l'évaluation municipale au moment de l'acquisition les biens acquis pour une considération symbolique		35
		12 425 169
Moins:		
Biens enlevés des livres		
- Routes, ponts et viaducs construits depuis plus de trente (30) ans	101 353	
- Matériel et équipement de 200 000 $ et moins acquis depuis plus de quatre (4) ans	56 956	
- Dispositions et corrections	48 763	207 072
Solde à la fin		**12 218 097**

SOMMAIRE PAR VOCATION

(en milliers de dollars)

VOCATION	Dépenses 1990-1991	Montant cumulatif au 31 mars 1991
Biens immobiliers		
Administration	3 779	78 953
Éducation et culture	579	20 434
Industrie, commerce, agriculture et foresterie	9 288	158 357
Santé et services sociaux		103
Justice		353
Infrastructure touristique, sports et loisirs	7 320	273 815
Infrastructure de communication	485 674	11 319 356
Autres	106	60 492
	506 746	11 911 863
Biens mobiliers		
Matériel et équipement	91 017	306 234
	597 763	**12 213 097**

LISTE DES BIENS EN CAPITAL
DÉTAIL PAR VOCATION

(en milliers de dollars)

BIENS IMMOBILIERS	Dépenses 1990-1991	Cumulatif au 31 mars 1991
Administration		
Édifices à bureaux:		
Charlesbourg	69	824
Grande-Rivière		644
Paris (France), Maison du Québec		1 484
Québec:		
Édifice "Honoré-Mercier"	1 201	5 094
Édifice "Pamphile-Lemay"	101	5 275
Hôtel du Parlement	1 353	48 482
Ste-Foy, 3460, de la Pérade		3 276
Entrepôt, garage et atelier de réparation		
Québec, entrepôt no. 1		837
Résidences:		
Bruxelles (Belgique), Maison du Québec	221	941
Québec, St-Cyrille, de la Chevrotière, St-Amable, Scott		3 282
Terrain vacant		
Baie-de-la-Vallière	52	665
Autres - Non identifiés	782	8 149
	3 779	78 953
Éducation et culture		
Écoles:		
Duchesnay, École forestière	98	2 516
La Pocatière, Institut de technologie agricole	100	4 059
St-Hyacinthe, Institut de technologie agricole	381	10 087
Monuments et lieux historiques		
Anse-à-Beaufils		738
Sillery, Domaine Cataraqui		2 073
Autres - Non identifiés		961
	579	20 434
Industrie, commerce, agriculture et foresterie		
Stations de recherche:		
Deschambault	126	2 556
East-Angus		3 464
Grande-Rivière, station de biologie marine	477	1 019
Les Buissons	32	2 676
Manicouagan		1 446
St-Hyacinthe	78	2 262
Laboratoire - St-Hyacinthe		1 114
Pépinières:		
Berthierville	514	3 491
Grandes-Piles	2	1 633
Normandin	90	2 130
Ste-Luce		1 602
St-Modeste		7 023
Trécesson	107	3 001

	Dépenses 1990-1991	Cumulatif au 31 mars 1991
Seigneurie -- Lotbinière		1 140
Forêts domaniales:		
Appalaches		969
Baie-des-Chaleurs		1 908
Bas-St-Laurent		2 696
Bas-St-Maurice		613
Basse-Gatineau		530
Chibougamau		530
Chics-Chocs		4 270
Côte-Nord		2 584
Coulonges		1 969
Décelles		1 298
Grand-Portage		10 509
Kénogami		670
Kipawa		793
La Vérendrye		621
Mégiscane		641
Opasatica		543
Outardes-Manicouagan		1 322
Portneuf		581
Rivière-Rouge		718
St-Félicien		2 788
Entrepôts frigorifiques et usines à glace -- Divers endroits		1 072
Cale sèche -- Les Méchins		5 657
Plan de halage -- Havre-Aubert		684
Complexes de pêcheries:		
Cap-aux-Meules	69	9 282
Grande-Rivière	39	3 559
Paspébiac		3 949
Rivière-au-Renard	37	10 412
Sandy-Beach		1 798
Parcs d'hivernement pour bâteaux:		
La Tabatière	18	2 387
Newport	1	3 192
Sept-Îles	1 975	2 382
Parcs industriels:		
Blanc-Sablon		3 502
Parc Technologique du Québec métropolitain Québec -- Sainte-Foy	5 416	5 812
Usines de transformation:		
Berthierville, Usine d'extraction de semence		5 611
Québec, Usine de transformation minière		2 514
St-Félicien, Usine Donohue		6 867
Centres de services:		
Mercier, Usine de filtration des eaux contaminées et raccordement du réseau d'aqueduc de Ste-Martine à celui de Mercier		4 270
St-Elzéar, Usine de traitement aérobie et valorisation du lisier de porc		1 730
Autres - Non identifiés	307	12 567
	9 288	158 357
Santé et services sociaux		
Autres - Non identifiés		103
		103

LISTE DES BIENS EN CAPITAL
DÉTAIL PAR VOCATION

(en milliers de dollars)

BIENS IMMOBILIERS	Dépenses 1990-1991	Cumulatif au 31 mars 1991
Justice		
Autres - Non identifiés		353
		353
Infrastructure touristique, sports et loisirs		
Parcs, réserves et terrains de camping:		
Aiguebelle	76	3 261
Ashuapmushuan		672
Bic	587	9 474
Chaudière, Chute		1 076
De La Jacques-Cartier	199	6 462
Des Grands Jardins	90	1 591
Dollard-des-Ormeaux		2 147
Forillon		11 093
Frontenac	249	9 441
Gaspésie	6	4 272
Grand-Métis	128	1 657
La Vérendrye	242	4 445
La Yamaska	18	2 357
Mastigouche	637	5 410
Mauricie		3 261
Miguasha	1 284	1 808
Mistassini		587
Mont-Orford	514	16 113
Mont-St-Bruno	180	19 856
Mont-St-Pierre		894
Mont-Tremblant	630	14 121
Mont-Valin	81	1 847
Oka, Paul-Sauvé	76	12 640
Papineau-Labelle	258	2 371
Percé, (Île Bonaventure et Rocher Percé)	72	8 119
Plaisance, Carillon	91	841
Pointe-au-Platon		803
Pointe-Taillon		993
Port-Cartier (Sept-Îles)	48	1 177
Réserve Duchénier		684
Réserve Rouge-Matawin	77	1 338
Réserves de pêche:		
Portneuf	151	5 246
Port Daniel	5	588
Rimouski	2	852
Saguenay (Rivière Éternité)	550	8 311
St-Maurice		994
Shawinigan (Des Chutes)		2 551
Marina -- Sorel		1 996
Piscicultures -- Divers endroits	320	10 587
Complexe touristique:		
Beauport, Parc des Chutes-Montmorency		605
Base de plein air -- Ste-Foy		953
Zones touristiques:		
Bas St-Laurent, mise en valeur des terres publiques		1 116
Île-d'Anticosti		33 992
Île-Ste-Thérèse		3 015
Îles de Boucherville	90	15 169
Lac La Blanche		574
Laurentides		6 999

	Dépenses 1990-1991	Cumulatif au 31 mars 1991
Macpès-Ouimet		526
Montréal, mise en valeur des terres publiques		2 173
Québec, mise en valeur des terres publiques		598
Rivière St-François		6 088
Centre biologique -- Aquarium de Ste-Foy	86	5 583
Jardin zoologique -- Charlesbourg	44	8 551
Autres - Non identifiés	529	5 937
	7 320	273 815
Infrastructure de communication		
Autoroutes:		
5 (Gatineau)	4 383	85 644
6	2	2 106
10	1 559	193 532
13 (Chomedey)	110	201 214
15	9 994	261 750
19 (Papineau)	1 564	52 679
20	41 973	994 125
25	1 348	94 377
30 (Acier)	20 813	199 014
31	81	11 995
35	50	27 600
40	105 090	797 450
50	2 175	323 616
55 (Transquébécoise)	2 023	326 176
65	104	174
70	5 521	34 707
73	14 580	233 253
410	357	16 120
440	178	295 723
520 (Côte-de-Liesse)	25	41 236
540	15	16 752
573 (Henri-IV, Québec)	35	22 543
640	2 202	121 575
720 (Ville-Marie, Montréal)	308	321 376
740 (Du Vallon, Québec)		24 129
Routes principales:		
101	2 361	55 006
104	746	20 017
105	1 639	34 987
107	40	9 052
108	1 851	33 669
109	24	16 493
111	5 500	42 788
112	9 579	96 153
113	1 595	44 045
116	3 802	73 686
117	4 864	323 644
122	1 563	29 379
125	488	61 470
131	132	15 410
132	37 466	626 031
133	36	16 732
134	685	13 249
136	22	793
137	170	7 714
138	46 888	484 545
139	33	15 973

LISTE DES BIENS EN CAPITAL
DÉTAIL PAR VOCATION

(en milliers de dollars)

BIENS IMMOBILIERS	Dépenses 1990-1991	Cumulatif au 31 mars 1991
141	293	12 601
143	2 964	20 794
147	215	7 552
148	618	64 577
153	1 194	16 811
155	387	49 987
157	288	15 957
158	347	28 369
159	56	7 284
161	1 891	25 059
162	4	2 668
167	1 636	44 401
169	2 938	84 173
170	1 559	53 535
171	19	4 558
172	1 168	42 403
173	1 359	17 413
175	3 161	84 220
185	903	20 348
195	579	13 496
197	528	16 447
198	1	11 211
199	1 150	30 277
Routes régionales:		
201	237	7 244
202	342	19 568
203		926
204	7 721	43 826
205	194	3 752
206	1 539	5 923
207		2 859
208		4 067
209	14	9 492
210	17	7 181
212	60	15 207
213		272
214	1	14 537
215		1 325
216	501	42 758
217	392	4 082
218	74	12 269
219		4 759
220	501	2 728
221	71	10 789
222		5 910
223	43	10 852
224	138	8 831
225		1 865
226	373	22 343
227	48	4 207
228		755
229	1	2 918
230	79	4 901
231	14	5 571
232	587	30 484
233		1 076
234		7 162
235	324	7 809
236		3 146
237	168	628
239		7 301

	Dépenses 1990-1991	Cumulatif au 31 mars 1991
241	837	12 664
243	1 496	10 434
245		532
247	508	3 838
249	5	16 084
251	14	2 191
253		8 515
255	947	16 607
257	875	10 119
259	262	1 464
261		2 440
263	190	35 676
265	178	17 396
267	446	12 798
269	2	9 080
271	2 443	19 218
273	53	2 250
275	199	9 119
276	828	3 010
277	28	10 854
279	124	8 311
281	12	6 839
283	274	7 054
285		3 204
287	15	4 118
289	375	11 274
291	24	4 237
293	38	6 190
295	7	22 950
296	20	14 014
297		2 912
298	22	3 953
299	151	13 560
301	905	15 746
303	156	5 468
307	47	14 210
309	308	23 869
311	6	10 131
315	172	14 893
317	24	15 317
321	426	8 023
323	70	8 856
325	359	928
327	401	16 388
329	1 289	26 170
335	3 419	28 370
337	11	15 542
338	2	2 685
339		10 533
340		3 606
341	211	6 778
342	1	3 646
343	826	14 424
344	695	18 464
345	65	735
346	1	5 513
347	6	10 519
348	1 634	11 498
349	391	5 241
350		2 681
351	10	6 505

LISTE DES BIENS EN CAPITAL
DÉTAIL PAR VOCATION

(en milliers de dollars)

BIENS IMMOBILIERS	Dépenses 1990-1991	Cumulatif au 31 mars 1991
352		5 422
354	57	4 323
358	3 432	16 546
359		2 648
360	1 178	13 719
361	294	3 909
362	2	14 565
363	151	3 138
364	4	8 411
365	31	2 959
366	246	28 784
367	444	14 991
368	604	6 025
369	145	10 983
370	26	2 044
371	342	13 042
372	264	17 650
373	151	4 164
381	829	16 512
382	16	16 554
385		112
386		5 136
388	559	1 268
389	95	71 324
390	7	5 812
391	22	14 415
393	103	14 193
395	16	22 596
397	708	16 633
399		4 469
Routes locales	60 573	2 003 464
Aéroports:		
Akulivik	6 758	7 616
Aupaluk	4 685	4 782
Bonaventure	46	1 616
Chibougamau -- Chapais	3	7 184
Inukjuak	11	7 512
Ivujivik		8 078
Kangiqsujuaq	318	9 147
Kangirsuk	11	9 868
Kangiqsualajjaq	11	9 444
Kuujjuarapik	92	1 346
Montmagny	3	680
Port-Menier (Île-d'Anticosti)	9	4 649
Povungnituk	2 687	2 785
Quaqtaq	10	8 250
Salluit	17	12 133
St-Augustin (Basse-Côte-Nord)	90	9 577
Saint-Bruno-de-Guiges (Témiscaming)	1 883	5 608
St-Honoré (Chicoutimi)	105	2 018
Tasiujaq		9 795
Umiujaq	82	2 136
Débarcadères:		
Île-d'Anticosti (Quai de Port-Menier)		3 762
Matane -- Godbout -- Baie-Comeau	249	22 045
Sorel -- Saint-Ignace-de-Loyola	632	1 322
Tadoussac -- Baie Ste-Catherine	130	12 894
Routes de colonisation		64 451
Routes forestières	169	147 838
Routes minières		91 021

	Dépenses 1990-1991	Cumulatif au 31 mars 1991
Haltes routières	1 648	18 237
Passages à niveau		112 268
Autres - Non identifiés	3 247	2 673
	485 674	11 319 356
Autres		
Aménagement des lacs et des rivières:		
Accès au fleuve St-Laurent, aux lacs et aux rivières		725
Gaspésie, mur de protection, divers endroits		1 235
Rivière Ste-Anne (St-Raymond) construction d'une estacade, enrochement, aménagement		1 161
Rivières à saumons et à truites		1 572
Rivière York	22	685
Barrages:		
Allard		7 828
Beaudet (Rivière Bulstrode)		2 091
Divers barrages		
Rivière Gatineau		5 272
Rivière St-Maurice		16 809
Reconstruction en divers endroits		765
St-Charles et Duberger, estacade		793
Savane (Rivière Ste-Anne-du-Nord)		1 115
Autres - Non identifiés	84	20 441
	106	60 492
Total des biens immobiliers	506 746	11 911 863
BIENS MOBILIERS		
Matériel et équipement		
Identifiés:		
Avions		
Challenger (Avion ambulance)	608	1 906
CL-215		15 031
Bateau -- Hecatina 2	63	1 226
Caméra modèle 6040		230
Équipement d'expertise et d'analyse de laboratoire		416
Laboratoires		
Laboratoire mobile d'intervention	267	267
Laboratoire mobile	216	216
Ordinateurs		
IBM 3090-200 (équipements périphériques seulement)	1 149	9 082
IBM 8150 (6 ordinateurs)		2 252
Mini-ordinateur Unisys modele 5095		406
Spectomètre de masse en tandem Taga 6000	803	1 240
Autres - Non identifiés	87 911	273 962
Total des biens mobiliers	91 017	306 234
GRAND TOTAL	**597 763**	**12 218 097**

Volume

3

COMPTES PUBLICS

1990-1991

Publiés conformément aux dispositions de l'article 71 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6)

Volume 3

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ET DU FONDS RENOUVELABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 1991

Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-22099-4 (Édition complète)
ISBN 2-550-22097-8 (Volume 3)

Dépôt légal - 4e trimestre 1991
Bibliothèque nationale du Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1991

Fonds administrés par la Régie des marchés agricoles du Québec
et Rapport du Vérificateur 7
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
et Rapport du Vérificateur 10
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec
et Rapport du Vérificateur 14
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires
et Rapport du Vérificateur 16
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec
et Rapport du Vérificateur 20
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec
et Rapport du Vérificateur 22
Fonds de la formation à distance
et Rapport du Vérificateur 26
Fonds de la réforme du cadastre québécois
et Rapport du Vérificateur 32
Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau
et Rapport du Vérificateur 36
Fonds de reprographie gouvernementale
et Rapport du Vérificateur 40
Fonds des cautionnements des agents de voyages
et Rapport du Vérificateur 45
Fonds des fournitures et de l'ameublement
et Rapport du Vérificateur 50
Fonds des services des Moyens de Communication
et Rapport du Vérificateur 55
Fonds des services de santé
et Rapport du Vérificateur 61
Fonds des services de télécommunications
et Rapport du Vérificateur 63
Fonds des services informatiques
et Rapport du Vérificateur 70
Fonds d'information géographique et foncière
et Rapport du Vérificateur 76
Fonds du Bureau de la statistique du Québec
et Rapport du Vérificateur 81
Fonds en fidéicommis
et Rapport du Vérificateur 86
Fonds Les Publications du Québec
et Rapport du Vérificateur 88
Fonds pour les équipements informatiques
et Rapport du Vérificateur 94
Fonds spécial olympique
et Rapport du Vérificateur 97

ÉTATS FINANCIERS DU FONDS RENOUVELABLE ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1991

Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental
et Rapport du Vérificateur 103

DÉTAIL DES FOURNISSEURS DU FONDS RENOUVELABLE 111

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1991

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC
(L.Q., 1990, c.13)
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE
REVENUS ET DÉPENSES ET SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
REVENUS		
Primes	116 971 $	122 109 $
Revenus de placements (note 3)	201 329	205 067
Recouvrement de réclamations en exécution de garantie	–	11 727
	318 300	338 903
DÉPENSES		
Réclamation en exécution de garantie	–	11 057
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	318 300	327 846
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	2 081 031	1 753 185
SOLDE DU FONDS À LA FIN	2 399 331 $	2 081 031 $

BILAN
au 31 mars 1991

	1991	1990
ACTIF		
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE		
Encaisse	36 424 $	13 041 $
Dépôts au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec:		
Dépôts à vue et intérêts courus	152 630	179 332
Dépôts à participation (note 4)	2 271 676	1 954 307
	2 460 730 $	2 146 680 $
FONDS EN FIDÉICOMMIS (note 5)	183 665 $	183 665 $
PASSIF		
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE		
Primes perçues d'avance	61 399 $	65 649 $
Solde du fonds	2 399 331	2 081 031
	2 460 730	2 146 680 $
FONDS EN FIDÉICOMMIS (note 5)	183 665 $	183 665 $

POLICES DE GARANTIE (note 6)

POUR LA RÉGIE

Gilles Prégent
Gilles Leblanc

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

1. CONSTITUTION ET OBJETS

La Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, constituée par la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et modifiant d'autres dispositions législatives (1990, chapitre 13), a remplacé à compter du 12 septembre 1990 la Régie des marchés agricoles du Québec et en a continué les opérations.

La Régie a pour fonctions de favoriser une mise en marché efficace et ordonnée des produits agricoles et alimentaires, le développement de relations harmonieuses entre les différents intervenants, le règlement des litiges qui surviennent dans le cadre de la production et de la mise en marché de ces produits en tenant compte des intérêts des consommateurs et de la protection de l'intérêt public. La Régie exerce les mêmes fonctions dans le cadre de la mise en marché des produits de la pêche. De plus, elle administre les fonds suivants: le Fonds d'assurance-garantie et le Fonds en fidéicommis.

Fonds d'assurance-garantie

Le Fonds d'assurance-garantie résulte de l'application par la Régie de la section V - Polices de garantie, de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., chapitre P-30 et modifications).

La Régie délivre des polices de garantie aux marchands de lait pour couvrir le paiement des sommes que doit ou pourra devoir un marchand de lait à ses producteurs ou à l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint. Les primes perçues de même que tout autre revenu net applicable à ce Fonds doivent servir exclusivement au paiement des réclamations en vertu des polices délivrées par la Régie. Nul ne peut être marchand de lait s'il ne détient une police de garantie délivrée par la Régie. Le ministre des Finances peut, avec l'autorisation du Gouvernement, avancer à la Régie les sommes nécessaires à l'acquittement des obligations de cette dernière en vertu des polices de garantie.

Fonds en fidéicommis

Le Fonds en fidéicommis résulte de l'application par la Régie de l'article 4 du Règlement sur la police de garantie du paiement du lait et de la crème édicté un vertu de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés.

Lorsque la Régie n'est pas satisfaite de la solvabilité d'un marchand, elle peut exiger de celui-ci d'autres conditions qu'elle juge nécessaires pour assurer le paiement du lait et de la crème livrés à ce marchand de lait pour les producteurs.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers des fonds administrés par la Régie ont été préparés par la direction, selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Fonds d'assurance-garantie

Les opérations relatives au Fonds d'assurance-garantie sont inscrites selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Cependant, compte tenu du mode de financement prévu dans la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés et des interventions gouvernementales, aucune provision n'est établie pour réclamations éventuelles de producteurs ou de l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint.

Dépôts au Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation sont comptabilisés au coût d'acquisition.

Frais d'administration des fonds administrés par la Régie

Les frais d'administration de ces fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. REVENUS DE PLACEMENTS

	1991	1990
Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec:		
Dépôts à participation	188 339 $	172 593 $
Dépôt à vue	12 990	32 474
	201 329 $	205 067 $

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

4. DÉPÔTS À PARTICIPATION

Les dépôts à participation au Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle à l'avoir net et au revenu net du Fonds général. Les unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la valeur marchande de l'avoir net du Fonds général à la fin de chaque mois.

	1991	1990
Nombre d'unités	2 758	2 360
Valeur marchande par unité	833,72 $	803,61 $
Coût d'acquisition des unités	2 271 676 $	1 954 307 $
Valeur marchande des unités	2 299 398 $	1 896 527 $

5. FONDS EN FIDÉICOMMIS

Le ministère des Finances détient en fidéicommis, pour le compte de la Régie, des obligations du gouvernement du Canada et d'entités para-gouvernementales inscrites au bilan à leur valeur nominale, soit 163 665 $ déposées par un marchand de lait et 20 000 $ déposées par un centre régional de grains, aux fins de garantir leur solvabilité.

6. POLICES DE GARANTIE

Les polices de garantie émises par la Régie assurent la valeur représentant les trois plus fortes réceptions mensuelles de lait et de crème provenant des producteurs au cours de l'année financière précédente. Les polices en vigueur totalisaient 381 M$ au 31 mars 1991 (384 M$ au 31 mars 1990).

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan des fonds administrés par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des revenus et dépenses et du solde du Fonds d'assurance-garantie de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Régie. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière des fonds administrés par la Régie au 31 mars 1991, ainsi que les résultats des opérations du Fonds d'assurance-garantie pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 16 août 1991

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
(L.R.Q., c. A-13.2)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
REVENUS		
Suramendes compensatoires	1 059 463 $	180 924 $
Contributions pénales	107 710	45 294
Contribution du gouvernement du Canada (note 4)		673 530
	1 167 173	899 748
DÉPENSES		
Subventions:		
Aux centres d'aide	430 000	277 000
À un organisme communautaire	144 000	118 318
Contribution à un colloque	10 000	10 000
	584 000	405 318
Traitements et avantages sociaux	214 272	209 087
Frais de formation	1 090	598
Services professionnels	19 409	14 920
Frais de déplacement et colloques	17 785	10 545
Publicité	24 927	4 258
Téléphone	7 189	7 790
Fournitures et approvisionnement	6 536	4 632
Abonnements	994	1 134
Créances douteuses	189 756	–
Mobilier et équipement	8 928	19 949
Aménagement des locaux	220	29 626
Intérêts et frais bancaires	3 280	19 796
	1 078 386	727 653
REVENU NET	88 787	172 095
EXCÉDENT AU DÉBUT	1 378 767	1 206 672
EXCÉDENT À LA FIN	1 467 554 $	1 378 767 $

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

BILAN
au 31 mars 1991

	1991	1990
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	385 737 $	60 008 $
Suramendes compensatoires à recevoir (note 3)	442 765	142 861
Contribution à recevoir du gouvernement du Canada	668 870	1 332 790
Frais payés d'avance	250	920
	1 497 622 $	1 536 579 $
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	30 068 $	57 812 $
Avance du gouvernement du Québec	–	100 000
	30 068	157 812
EXCÉDENT	1 467 554	1 378 767
	1 497 622 $	1 536 579 $

Christine Viens
Administrateur du Fonds d'aide
aux victimes d'actes criminels

Jacques Chamberland
Sous-ministre de la Justice

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels constitué par la Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels (L.R.Q., chapitre A-13.2), a pour objet le financement des services d'aide aux victimes d'actes criminels.

Ce Fonds est administré par le ministre des Finances et le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds est fixé dans sa loi constitutive. Les dépenses du Fonds comprennent les frais du Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels du ministère de la Justice.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction, selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Opérations

Les contributions pénales sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse alors que les autres opérations du Fonds sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Dépenses assumées par le gouvernement du Québec

Certaines dépenses de fonctionnement sont assumées par le gouvernement du Québec et ne sont pas présentées dans l'état des opérations et de l'excédent.

Mobilier et équipement

Les acquisitions de mobilier et d'équipement sont imputées aux opérations.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

3. SURAMENDES COMPENSATOIRES À RECEVOIR

	1991	1990
Suramendes à recevoir	632 521 $	142 861 $
Provision pour créances douteuses	189 756	-
	442 765 $	142 861 $

4. CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Le gouvernement du Canada a renouvelé, pour l'année financière 1990-1991, le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec. Ce protocole prévoit le versement d'une contribution fédérale de 676 200 $, soit à titre d'indemnisation aux victimes, soit au Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels. La décision de verser ce montant au Fonds appartient au ministre de la Justice du Québec. À la date de préparation des états financiers, aucune décision n'avait été prise par le ministre de la Justice du Québec à cet effet.

5. TRANSACTIONS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1991	1990
Dépenses:		
Traitements et avantages sociaux	6 454 $	6 450 $
Téléphone	7 189	7 790

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Pour le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général adjoint

Québec, le 11 juin 1991

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. C-29)
REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS ACCUMULÉS
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	12 210 280 $	10 102 446 $
Primes et escomptes sur achats et ventes de placements	805 884	36 983
	13 016 164	10 139 429
DÉPENSES		
Frais de garde	11 332	13 925
REVENU NET	13 004 832	10 125 504
REVENUS ACCUMULÉS AU DÉBUT	3 676 931	8 083 004
REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (principal et intérêts)	(14 755 690)	(14 531 577)
REVENUS ACCUMULÉS À LA FIN	1 926 073 $	3 676 931 $

BILAN
au 31 mars 1991

	1991	1990
ACTIF		
Encaisse	187 979 $	887 474 $
Intérêts courus	1 658 914	2 029 180
Placements (note 3)	104 858 180	86 957 277
	106 705 073 $	89 873 931 $
SOLDE DU FONDS		
Capital:		
Solde au début	86 197 000 $	91 000 000 $
Contributions du gouvernement du Québec	30 262 000	1 615 000
Remboursements du principal des obligations	(11 680 000)	(6 418 000)
Solde à la fin	104 779 000	86 197 000
Revenus accumulés	1 926 073	3 676 931
	106 705 073 $	89 873 931 $

Administrateur du Fonds

Pierre Thivierge

Sous-Ministre des Finances

Claude Séguin

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec a été constitué en vertu de l'article 28.1 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29 et modifications).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, le principal des obligations émises par un collège d'enseignement général et professionnel déterminé par le ministre et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout collège d'enseignement général et professionnel du Québec.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer le Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les placements en obligations sont inscrits à leur valeur nominale. L'écart entre la valeur nominale et le coût d'acquisition ou le produit de disposition est porté aux revenus lors de l'acquisition ou la disposition des placements. Les placements à court terme sont comptabilisés au coût.

Les intérêts sur placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. PLACEMENTS

	1991	1990
Obligations d'institutions d'enseignement et autres - à la valeur nominale	78 172 000 $	62 507 000 $
Placements à court terme - au coût	26 686 180	24 450 277
	104 858 180 $	86 957 277 $

Au 31 mars 1991, la valeur marchande des obligations est de 77 897 111 $ (1990: 56 658 307 $).

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement du gouvernement du Québec afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des revenus et dépenses et des revenus accumulés de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Pour le vérificateur général du Québec,

Jean-Pierre Fortin, c.a.
Vérificateur général adjoint

Québec, le 9 septembre 1991

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES
(L.R.Q., c. I-13.3)

REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS ACCUMULÉS
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	26 973 623 $	24 060 696 $
Primes et escomptes sur achats et ventes de placements	2 635 190	(194 710)
Gains (pertes) sur contrats à terme sur obligations	1 437 120	(1 774 070)
	31 045 933	22 091 916
DÉPENSES		
Frais de garde	31 889	28 094
Commissions sur contrats à terme sur obligations	9 990	17 532
	41 879	45 626
REVENU NET	31 004 054	22 046 290
REVENUS ACCUMULÉS AU DÉBUT	546 289	25 728 848
REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (principal et intérêts)	(26 587 000)	(47 228 849)
REVENUS ACCUMULÉS À LA FIN	4 963 343 $	546 289 $

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES

BILAN
au 31 mars 1991

	1991	1990
ACTIF		
Encaisse	662 445 $	861 280 $
Dépôt sur contrats à terme sur obligations	-	399 200
Intérêts courus	4 571 828	4 780 407
Placements (note 3)	244 059 200	188 437 842
	249 293 473 $	194 478 729 $
PASSIF		
Créditeurs	29 130 $	103 740 $
Dépôt sur contrats à terme sur obligations	11 300	-
	40 430	103 740
SOLDE DU FONDS		
Capital:		
Solde au début	193 828 700	217 138 700
Contributions du gouvernement du Québec	72 112 000	2 348 000
Remboursements du principal des obligations	(21 651 000)	(25 658 000)
Solde à la fin	244 289 700	193 828 700
Revenus accumulés	4 963 343	546 289
	249 253 043	194 374 989
	249 293 473 $	194 478 729 $

ENGAGEMENT (note 4)

Administrateur du Fonds

Pierre Thivierge

Sous-Ministre des Finances

Claude Séguin

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires a été constitué en vertu de l'article 476 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q. chapitre I-13.3 et modifications).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Éducation, le principal des obligations émises par une commission scolaire déterminée par le ministre et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de toute commission scolaire.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer ce Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les placements en obligations sont inscrits à leur valeur nominale. L'écart entre la valeur nominale et le coût d'acquisition ou le produit de disposition est porté aux revenus lors de l'acquisition ou de la disposition des placements. Les placements à court terme sont comptabilisés au coût.

Les intérêts sur placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le solde des montants payés ou encaissés par le Fonds suite aux fluctuations entre la valeur initiale d'un contrat à terme sur obligations et sa valeur au 31 mars est comptabilisé, à titre de dépôt à l'actif ou au passif, le cas échéant.

Lorsqu'il y a exécution d'un contrat à terme et livraison d'obligations, le solde des fluctuations de la valeur de ce contrat est imputé aux opérations comme prime ou escompte sur achats et ventes de placements. Lorsqu'il y a liquidation d'un contrat sans livraison d'obligations, ce solde est imputé comme gain ou perte sur contrats à terme sur obligations.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. PLACEMENTS

	1991	1990
Obligations d'institutions d'enseignement et autres - à la valeur nominale	168 990 000 $	186 489 000 $
Placements à court terme - au coût	75 069 200	1 948 842
	244 059 200 $	188 437 842 $

Au 31 mars 1991, la valeur marchande des obligations est de 167 810 987 $ (1990: 170 637 924 $).

4. ENGAGEMENT

Au 31 mars 1991, le Fonds s'est engagé, en vertu de contrats à terme, à acheter en juin 1991 des obligations du gouvernement du Canada pour un montant de 5 500 000 $.

Des bons du trésor du Québec échéant le 9 mai 1991 totalisant 1 000 000 $ ont été donnés en garantie de l'exécution de ces contrats.

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement du gouvernement du Québec afférent à des emprunts de commissions scolaires au 31 mars 1991 ainsi que l'état des revenus et dépenses et des revenus accumulés de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Pour le vérificateur général du Québec,

Jean-Pierre Fortin, c.a.
Vérificateur général adjoint

Québec, le 11 septembre 1991

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC (L.R.Q., c. I-17)

REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS ACCUMULÉS
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	3 455 293 $	1 361 122 $
Primes et escomptes sur achats et ventes de placements	312 813	295 469
	3 768 106	1 656 591
DÉPENSES		
Frais de garde	5 376	2 593
REVENU NET	3 762 730	1 653 998
REVENUS ACCUMULÉS AU DÉBUT	4 477 986	2 823 988
REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (principal et intérêts)	(1 002 000)	-
REVENUS ACCUMULÉS À LA FIN	7 238 716 $	4 477 986 $

BILAN
au 31 mars 1991

	1991	1990
ACTIF		
Encaisse	70 295 $	94 816 $
Intérêts courus	611 336	569 144
Placements (note 3)	34 757 085	19 648 026
	35 438 716 $	20 311 986 $
SOLDE DU FONDS		
Capital:		
Solde au début	15 834 000 $	6 268 000 $
Contribution du gouvernement du Québec	12 366 000	9 566 000
Solde à la fin	28 200 000	15 834 000
Revenus accumulés	7 238 716	4 477 986
	35 438 716 $	20 311 986 $

Administrateur du Fonds

Pierre Thivierge

Sous-Ministre des Finances

Claude Séguin

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec est constitué en vertu de l'article 6.1 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., chapitre I-17 et modifications).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, le principal des obligations émises par un établissement universitaire et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout établissement universitaire.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer ce Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les placements en obligations sont inscrits à leur valeur nominale. L'écart entre la valeur nominale et le coût d'acquisition ou le produit de disposition est porté aux revenus lors de l'acquisition ou de la disposition des placements. Les placements à court terme sont comptabilisés au coût.

Les intérêts sur placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. PLACEMENTS

	1991	1990
Obligations d'institutions d'enseignement et autres - à la valeur nominale	19 584 000 $	17 989 000 $
Placements à court terme - au coût	15 173 085	1 659 026
	34 757 085 $	19 648 026 $

Au 31 mars 1991, la valeur marchande des obligations est de 19 587 876 $ (1990: 16 342 403 $).

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement du gouvernement du Québec afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des revenus et dépenses et des revenus accumulés de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Pour le vérificateur général du Québec,

Jean-Pierre Fortin, c.a.
Vérificateur général adjoint

Québec, le 5 septembre 1991

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. S-5)
REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS ACCUMULÉS
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	16 522 519 $	10 232 876 $
Primes et escomptes sur achats et ventes de placements	1 245 369	865 068
Gains (pertes) sur contrats à terme sur obligations	2 343 820	(1 455 740)
	20 111 708	9 642 204
DÉPENSES		
Frais de garde	15 151	13 225
Commissions sur contrats à terme sur obligations	14 646	14 550
	29 797	27 775
REVENU NET	20 081 911	9 614 429
REVENUS ACCUMULÉS AU DÉBUT	1 085 280	1 264 133
REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (principal et intérêts)	(18 568 380)	(9 793 282)
REVENUS ACCUMULÉS À LA FIN	2 598 811 $	1 085 280 $

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1991

	1991	1990
ACTIF		
Encaisse	555 850 $	- $
Dépôt sur contrats à terme sur obligations	-	172 540
Intérêts courus	3 094 028	1 855 240
Placements (note 3)	148 507 193	114 418 487
	152 157 071 $	116 446 267 $
PASSIF		
Chèques en circulation moins encaisse	- $	4 621 $
Créditeurs	960	366
Dépôt sur contrats à terme sur obligations	120 300	-
	121 260	4 987
SOLDE DU FONDS		
Capital:		
Solde au début	115 356 000	78 393 000
Contributions du gouvernement du Québec	53 201 000	50 058 000
Remboursements du principal des obligations	(19 120 000)	(13 095 000)
Solde à la fin	149 437 000	115 356 000
Revenus accumulés	2 598 811	1 085 280
	152 035 811	116 441 280
	152 157 071 $	116 446 267 $

ENGAGEMENT (note 4)

Administrateur du Fonds

Pierre Thivierge

Sous-Ministre des Finances

Claude Séguin

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec a été constitué en vertu de l'article 178.0.2 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q. chapitre S-5 et modifications).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de la Santé et des Services sociaux, le principal des obligations émises par un conseil régional, un établissement public ou la Corporation d'hébergement du Québec et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout conseil régional ou établissement public ou de la Corporation d'hébergement du Québec.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer le Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les placements en obligations sont inscrits à leur valeur nominale. L'écart entre la valeur nominale et le coût d'acquisition ou le produit de disposition est porté aux revenus lors de l'acquisition ou de la disposition des placements. Les placements à court terme sont comptabilisés au coût.

Les intérêts sur placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le solde des montants payés ou encaissés par le Fonds suite aux fluctuations entre la valeur initiale d'un contrat à terme sur obligations et sa valeur au 31 mars est comptabilisé, à titre de dépôt à l'actif ou au passif, le cas échéant.

Lorsqu'il y a exécution d'un contrat à terme et livraison d'obligations, le solde des fluctuations de la valeur de ce contrat est imputé aux opérations comme prime ou escompte sur achats et ventes de placements. Lorsqu'il y a liquidation d'un contrat sans livraison d'obligations, ce solde est imputé comme gain ou perte sur contrats à terme sur obligations.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. PLACEMENTS

	1991	1990
Obligations d'établissements de santé et de services sociaux du Québec et autres - à la valeur nominale	128 967 000 $	90 105 000 $
Placements à court terme - au coût	19 540 193	24 313 487
	148 507 193 $	114 418 487 $

Au 31 mars 1991, la valeur marchande des obligations est de 130 170 520 $ (1990: 83 147 334 $).

4. ENGAGEMENT

Au 31 mars 1991, le Fonds s'est engagé, en vertu de contrats à terme, à acheter en juin 1991 des obligations du gouvernement du Canada pour un montant de 16 000 000 $.

Des bons du trésor du Québec échéant le 9 mai 1991 totalisant 1 000 000 $ ont été donnés en garantie de l'exécution de ces contrats.

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement du gouvernement du Québec afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des revenus et dépenses et des revenus accumulés de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Pour le vérificateur général du Québec,

Jean-Pierre Fortin, c.a.
Vérificateur général adjoint

Québec, le 11 septembre 1991

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE
(L.R.Q., c. M-15)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
REVENUS		
Inscriptions aux cours	2 810 235 $	1 045 426 $
Ventes de matériel didactique	1 744 048	1 595 516
Autres	976 466	386 296
	5 530 749	3 027 238
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES		
Stocks au début	1 287 227	1 399 428
Achats de matériel didactique	919 968	1 166 371
Stocks à la fin (note 3)	(1 026 720)	(1 287 227)
	1 180 475	1 278 572
REVENU BRUT	4 350 274	1 748 666
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	3 517 177	2 752 384
Services de transport et de communications	1 038 674	907 357
Services professionnels et administratifs	2 427 041	1 942 892
Loyer	427 312	443 004
Location d'équipement	18 038	23 328
Entretien et réparations	31 072	32 711
Fournitures	120 591	129 127
Acquisitions de matériel et d'équipement	29 125	56 577
Intérêts	38 051	17 139
Amortissement des immobilisations	175 604	162 335
Amortissement des frais reportés	120 500	–
Mauvaises créances	6 797	18 972
	7 949 982	6 485 826
PERTE AVANT SUBVENTION	3 599 708	4 737 160
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	4 545 300	4 324 107
REVENU NET (PERTE NETTE)	945 592	(413 053)
DÉFICIT AU DÉBUT	(413 053)	–
EXCÉDENT (DÉFICIT) À LA FIN	532 539 $	(413 053) $

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

BILAN
au 31 mars 1991

	1991	1990
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	568 069 $	399 232 $
Débiteurs	1 295 106	641 026
Frais payés d'avance	33 475	20 000
Stocks (note 3)	1 076 395	1 320 154
	2 973 045	2 380 412
Immobilisations (note 4)	532 027	686 048
Frais reportés au coût amorti	241 010	361 510
	3 746 082 $	3 427 970 $
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	983 177 $	1 299 470 $
Obligations découlant d'un contrat de location-acquisition (note 5)	19 790	16 964
Revenus reportés	5 777	–
	1 008 744	1 316 434
Obligations découlant d'un contrat de location-acquisition (note 5)	13 032	32 822
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 6)	2 191 767	2 491 767
	3 213 543	3 841 023
EXCÉDENT (DÉFICIT)	532 539	(413 053)
	3 746 082 $	3 427 970 $

Ovila Gaudreault
Administrateur du Fonds de la formation à distance

Michel Paquet
Sous-ministre de l'Éducation

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net (perte nette)	945 592 $	(413 053)$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	175 604	162 335
Amortissement des frais reportés	120 500	–
	1 241 696	(250 718)
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(734 312)	395 162
Liquidités provenant des activités d'exploitation	507 384	144 444
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Dû au Fonds consolidé du revenu	–	300 000
Remboursement au Fonds consolidé du revenu	(300 000)	–
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	–	54 885
Remboursement de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(16 964)	(5 099)
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités de financement	(316 964)	349 786
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(21 583)	(94 998)
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(21 583)	(94 998)
AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	168 837	399 232
ENCAISSE AU DÉBUT	399 232	–
ENCAISSE À LA FIN	568 069 $	399 232 $

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de la formation à distance, fonds spécial constitué par la Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation (L.R.Q., chapitre M-15), a pour objet le financement de biens et services reliés à la formation à distance. Le ministre de l'Éducation peut fournir, dans les domaines de sa compétence et moyennant considération, à toute personne ou organisme, des services reliés à la formation à distance et, à la demande d'un autre ministre, dans les domaines de compétence de ce dernier et moyennant considération, les mêmes services à toute personne ou organisme.

Ce Fonds est administré par le ministère de l'Éducation. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive. Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette. Le coût est établi selon la méthode du coût moyen.

Le coût du stock de matériel didactique ne comprend que les coûts directs d'impression et n'inclut pas les coûts de conception, de développement et de rédaction des cours.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les acquisitions de matériel et d'équipement dont le coût unitaire est de moins de 1 000 $ sont imputées aux opérations alors que celles dont le coût unitaire dépasse 1 000 $ sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement de bureautique et d'informatique	20 %
Mobilier et équipement de bureau	20 %
Logiciels	33 1/3 %

Frais reportés

Les frais reportés représentent les frais de développement du cours "Français sans fautes" et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 33 1/3 %.

Contrat de location-acquisition

Lorsqu'au terme d'un bail, pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien loué sont à l'avantage ou à la charge du Fonds, le coût du bien loué ainsi que la valeur actuelle de l'obligation en découlant sont comptabilisés comme s'il s'agissait d'une acquisition d'actif et d'un emprunt. Les biens faisant ainsi l'objet d'un contrat de location-acquisition sont amortis selon la même méthode que les autres immobilisations.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

3. STOCKS

	1991	1990
Matériel didactique	1 026 720 $	1 287 227 $
Fournitures	49 675	32 927
	1 076 395 $	1 320 154 $

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

4. IMMOBILISATIONS

	1991			1990
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Net
Équipement de bureautique et d'informatique	410 304 $	155 086 $	255 218 $	321 514 $
Mobilier et équipement de bureau	362 947	144 168	218 779	289 209
Logiciels	35 545	20 334	15 211	20 272
	808 796	319 588	489 208	630 995
Équipement informatique détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	61 170	18 351	42 819	55 053
	869 966 $	337 939 $	532 027 $	686 048 $

5. OBLIGATIONS DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

Les paiements minimums exigibles sur les obligations découlant d'un contrat de location-acquisition s'établissent comme suit:

1992	23 510 $
1993	13 714
Total des paiements minimums exigibles	37 224
Montant représentant les intérêts au taux de 15,50	(4 402)
	32 822
Versements échéant en deçà d'un an	19 790
	13 032 $

6. DÛ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1991	1990
Solde dû suite au transfert de l'actif net de la Direction des cours par correspondance et formation à distance du ministère de l'Éducation, sans intérêt dont les modalités de paiement ne sont pas encore déterminées par le Gouvernement	2 191 767 $	2 191 767 $
Avance consentie à titre de fonds de roulement	–	300 000
	2 191 767 $	2 491 767 $

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

7. TRANSACTIONS DE L'EXERCICE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1991	1990
Revenus		
Inscriptions aux cours	370 000 $	– $
Autres revenus	300 000	300 000
Dépenses		
Services de transport et de communications	233 078	206 693
Services professionnels et administratifs	100 000	–
Loyer	427 312	443 004

8. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1990 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1991.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds de la formation à distance au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Ma vérification du stock de matériel didactique, évalué à 1 287 227 $ au 31 mars 1990, m'a permis de constater des lacunes importantes lors de l'inventaire physique à cette date et je n'ai pas été en mesure de vérifier adéquatement la quantité et la valeur des articles. Puisque le stock d'ouverture est l'un des éléments qui servent à établir les résultats des opérations, je n'ai pu déterminer si certains redressements, portant sur le coût des marchandises vendues et sur le revenu net de l'année financière terminée le 31 mars 1991 paraissant à l'état des opérations et de l'excédent auraient été nécessaires.

À mon avis, à l'exception de l'effet des éventuels redressements dont il est question au paragraphe précédent, que j'aurais pu juger nécessaires si j'avais été en mesure de vérifier adéquatement le stock de matériel didactique au 31 mars 1990, l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière présentent fidèlement, à tous égards importants, les résultats des opérations et l'évolution de la situation financière du Fonds pour l'année financière terminée le 31 mars 1991 selon les conventions comptables énoncées à la note 2. De plus, à mon avis, le bilan présente fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991 selon ces conventions comptables. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,

Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 2 juillet 1991

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS
(L.R.Q., c. R-3.1)

OPÉRATIONS ET DÉFICIT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
REVENUS		
Droits, permis et ventes diverses (note 3)	5 750 176 $	4 830 770 $
Intérêts sur dépôts bancaires	63 407	156 108
	5 813 583	4 986 878
DÉPENSES		
Traitements et avantages sociaux	3 374 125	3 655 378
Honoraires professionnels	2 783 782	5 784 193
Voyages, messagerie et publicité	82 958	139 761
Entretien et réparations	118 001	129 605
Locations d'équipement et de matériel roulant	17 403	26 873
Fournitures et approvisionnement	183 725	296 208
Intérêts et frais bancaires	195 951	128 655
Amortissement de l'équipement	176 746	161 740
	6 932 691	10 322 413
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS	1 119 108	5 335 535
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	2 640 300	2 702 400
EXCÉDENT DE LA SUBVENTION ET DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	1 521 192	(2 633 135)
(DÉFICIT) EXCÉDENT AU DÉBUT	(2 300 557)	332 578
DÉFICIT À LA FIN	(779 365) $	(2 300 557) $

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

BILAN
au 31 mars 1991

	1991	1990
ACTIF		
Encaisse	44 571 $	302 050 $
Débiteurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	271 004	-
Autres	1 236	6 627
	316 811	308 677
Équipement	883 730	808 700
Moins : Amortissement accumulé	775 566	598 820
	108 164	209 880
	424 975 $	518 557 $
PASSIF		
Créditeurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	- $	244 426 $
Autres	104 340	874 688
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 4)	1 100 000	1 700 000
	1 204 340	2 819 114
DÉFICIT	(779 365)	(2 300 557)
	424 975 $	518 557 $

Jocelyne Lefort
Administratrice du Fonds de la réforme
du cadastre québécois

Guy Morneau
Sous-Ministre associé aux terres

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de la réforme du cadastre québécois, institué par la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1), est chargé d'effectuer la réforme du cadastre québécois et, notamment, de procéder à la rénovation cadastrale du territoire et d'assurer la mise à jour régulière des plans cadastraux.

Ce Fonds est administré par le ministère des Finances mais la comptabilité en est tenue au ministère de l'Énergie et des Ressources. Le mode de gestion, de financement et d'opération est prévu dans sa loi constitutive.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction, selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Équipement

Les acquisitions d'équipement de 1 000 $ et plus, sur la base d'une unité distincte, sont inscrites au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans.

Honoraires professionnels

Les honoraires professionnels comprennent les comptes payés dans les 60 jours suivant le 31 mars pour des services rendus avant cette date.

Dépenses assumées par le gouvernement du Québec

Les frais de communications téléphoniques et de location d'espaces, défrayés à même les crédits de différents ministères du Gouvernement, ne sont pas présentés dans l'état des opérations et du déficit.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et du déficit.

3. DROITS, PERMIS ET VENTES DIVERSES

	1991	1990
Droits et permis perçus par les registrateurs du ministère de la Justice	4 042 500 $	3 871 479 $
Ventes d'enregistrements cadastraux et services rendus	1 707 676	959 291
	5 750 176 $	4 830 770 $

4. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Ces avances portent intérêt au taux moyen des obligations de la province de Québec et viennent à échéance en 1995.

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

5. TRANSACTIONS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1991	1990
Revenus		
Subvention du gouvernement du Québec	2 640 300 $	2 702 400 $
Autres - biens et services	5 810 635	4 986 295
Dépenses		
Traitements et avantages sociaux	3 358 754	3 639 316
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	190 426	125 140
Autres	121 520	212 904

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds de la réforme du cadastre québécois du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et du déficit de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991 ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 16 août 1991

FONDS D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION DES MACHINES DE BUREAU
(L.R.Q., c. M-23.01)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991 (12 mois)	1990 (6 mois)
REVENUS	1 935 079 $	648 966 $
COÛT DES PIÈCES UTILISÉES		
Stocks au début	355 022	343 197
Achats	1 115 867	305 927
	1 470 889	649 124
Stocks à la fin	419 192	355 022
	1 051 697	294 102
REVENU BRUT	883 382	354 864
REVENUS D'INTÉRÊTS	1 555	22 468
	884 937	377 332
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	691 645	361 338
Honoraires professionnels	1 592	2 866
Services de transport	27 899	11 347
Fournitures et approvisionnements	16 622	6 968
Communication	13 089	5 719
Loyers	69 132	30 807
Frais de formation	8 793	6 238
Intérêts et frais bancaires	57 012	7 723
Amortissement des immobilisations	10 396	5 671
	896 180	438 677
PERTE AVANT SUBVENTION	11 243	61 345
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	90 000	81 200
REVENU NET	78 757	19 855
EXCÉDENT AU DÉBUT	19 855	-
EXCÉDENT À LA FIN	98 612 $	19 855 $

FONDS D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION DES MACHINES DE BUREAU

BILAN
au 31 mars 1991

	1991	1990
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	9 400 $	- $
Débiteurs - Ministères et organismes du gouvernement du Québec	710 461	229 041
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	-	11 200
Stocks	419 192	355 022
	1 139 053	595 263
Immobilisations (note 3)	46 053	23 125
	1 185 106 $	618 388 $
PASSIF		
À court terme		
Chèques en circulation moins encaisse	- $	21 695 $
Créditeurs et frais courus	366 483	115 008
Revenus reportés	33 461	24 178
	399 944	160 881
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 4)	686 550	437 652
EXCÉDENT	98 612	19 855
	1 185 106 $	618 388 $

Jean-Claude Careau
Administrateur du Fonds d'entretien et
de réparation des machines de bureau

Clermont Gignac
Sous-ministre des Approvisionnements
et Services

FONDS D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION DES MACHINES DE BUREAU

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01 et modifications), a pour objet de rendre des services d'entretien et de réparation de machines de bureau ainsi que des services connexes à des ministères, des organismes publics ou autres définis par le Gouvernement.

Ce Fonds est administré par le ministère des Approvisionnements et Services. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive. Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1er octobre 1989.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette. Le coût est établi selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 $ et plus sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement informatique	33 1/3 %
Équipement de mesure électronique	20 %
Véhicules	20 %

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

3. IMMOBILISATIONS

	1991			1990
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Net
Équipement informatique	1 957 $	272 $	1 685 $	- $
Équipement de mesure électronique	5 641	1 558	4 083	3 218
Véhicules	54 521	14 236	40 285	19 907
	62 119 $	16 066 $	46 053 $	23 125 $

4. DÛ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1991	1990
Avances, portant intérêts au taux préférentiel bancaire et échéant en 1999	686 550 $	402 500 $
Solde dû suite au transfert de l'actif net du Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau, sans intérêts durant les 12 premiers mois d'opération du Fonds et sans modalités de remboursement	-	35 152
	686 550 $	437 652 $

FONDS D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION DES MACHINES DE BUREAU

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

---

5. TRANSACTIONS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1991
REVENUS	1 860 668 $
DÉPENSES	
Traitements et avantages sociaux	691 645
Services de transport	27 841
Fournitures et approvisionnements	15 450
Communication	13 089
Loyers	69 132
Frais de formation	8 793
Intérêts et frais bancaires	57 012

6. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1990 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1991.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 13 août 1991

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE
(L.R.Q., c. M-23.01)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991 (12 mois)	1990 (6 mois)
REVENUS	7 980 074 $	3 552 995 $
COÛT DU MATÉRIEL UTILISÉ		
Stocks au début	290 448	288 907
Achats	1 400 913	705 113
	1 691 361	994 020
Stocks à la fin	330 178	290 448
	1 361 183	703 572
REVENU BRUT	6 618 891	2 849 423
GAINS SUR ALIÉNATIONS D'IMMOBILISATIONS	8 124	14 192
	6 627 015	2 863 615
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	3 221 865	1 584 013
Services de transport et de communication	78 195	45 363
Services professionnels, administratifs et autres	83 342	6 045
Entretien d'équipement	1 438 879	701 084
Loyers	719 839	310 166
Location d'équipement	395 127	193 310
Fournitures et approvisionnements	67 421	28 120
Intérêts et frais bancaires	103 603	21 556
Amortissement des immobilisations	156 509	81 811
Frais de formation	8 279	3 498
	6 273 059	2 974 966
REVENU NET (PERTE NETTE) AVANT SUBVENTION	353 956	(111 351)
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	-	342 700
REVENU NET	353 956	231 349
EXCÉDENT AU DÉBUT	231 349	-
EXCÉDENT À LA FIN	585 305 $	231 349 $

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

BILAN
au 31 mars 1991

	1991	1990
ACTIF		
À court terme		
Débiteurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	2 321 477 $	1 730 658 $
Autres	4 185	839
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	-	58 700
Frais payés d'avance	4 500	3 650
Stocks	330 178	290 448
	2 660 340	2 084 295
Immobilisations (note 3)	485 667	553 793
	3 146 007 $	2 638 088 $
PASSIF		
À court terme		
Chèques en circulation moins encaisse	17 558 $	7 300 $
Créditeurs et frais courus		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	593 793	569 336
Autres	652 143	667 435
Versements sur la dette à long terme (note 4)	4 908	13 760
	1 268 402	1 257 831
Dette à long terme (note 4)	-	4 908
Avances du Fonds consolidé du Revenu (note 5)	1 292 300	1 144 000
	2 560 702	2 406 739
EXCÉDENT	585 305	231 349
	3 146 007 $	2 638 088 $

Jean-Claude Careau
Administrateur du Fonds de reprographie gouvernementale

Clermont Gignac
Sous-ministre des Approvisionnements et Services

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de reprographie gouvernementale, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01), a pour objet de défrayer les coûts relatifs aux travaux de reprographie effectués dans les ateliers du ministère des Approvisionnements et Services pour le compte des ministères et organismes du Gouvernement. Les recettes provenant de la vente de ces travaux sont versées au Fonds et réutilisées aux mêmes fins.

Ce Fonds est administré par le ministère des Approvisionnements et Services. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1er octobre 1989.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks sont évalués à la valeur de remplacement.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 $ et plus sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement de transformation	20 et 10 %
Équipement de bureau et informatique	33 1/3 %
Véhicules	33 1/3 %
Améliorations locatives	20 %

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

3. IMMOBILISATIONS

	1991			1990
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Net
Équipement de transformation	566 049 $	164 476 $	401 573 $	443 678 $
Équipement de bureau et informatique	56 638	32 740	23 898	43 940
Véhicules	11 086	8 879	2 207	8 132
Améliorations locatives	84 657	26 668	57 989	58 043
	718 430 $	232 763 $	485 667 $	553 793 $

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

---

4. DETTE À LONG TERME

	1991	1990
Effets à payer, garantis par des équipements de transformation d'une valeur comptable de 18 385 $, 10,25 %, échéant en juillet 1991, remboursables par versements mensuels en capital et intérêts de 1 253 $	4 908 $	18 668 $
Versements échéant en deçà d'un an	4 908	13 760
	- $	4 908 $

5. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Avances portant intérêts au taux préférentiel bancaire et venant à échéance en 1999.

6. TRANSACTIONS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1991	1990
REVENUS	7 910 306 $	3 508 992 $
DÉPENSES		
Traitements et avantages sociaux	3 221 865	1 584 013
Services de transport et de communication	32 920	22 363
Services professionnels, administratifs et autres	42 800	-
Entretien d'équipement	2 738	3 832
Loyers	719 839	310 166
Fournitures et approvisionnements	11 901	3 367
Intérêts et frais bancaires	102 295	20 491

7. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1990 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1991.

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds de reprographie gouvernementale du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991 ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général adjoint

Québec, le 19 juillet 1991

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES
(L.R.Q., c. A-10)
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS
REVENUS D'INTÉRÊTS ET SOLDE À VERSER
AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
Solde au début	11 404 $	14 715 $
Revenus d'intérêts	11 084	11 404
Remise au Fonds consolidé du revenu	(11 404)	(14 715)
Solde à la fin	11 084 $	11 404 $

CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS

REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS ACCUMULÉS
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991			1990
	Détaillants	Grossistes	Total	Total
Revenus d'intérêts	412 346 $	422 580 $	834 926 $	698 779 $
Contributions annulées	66 272	195 085	261 357	-
	478 618	617 665	1 096 283	698 779
Réclamations et frais de fiducie	272 576	245 815	518 391	170 377
Frais d'administration - gouvernement du Québec	19 719	13 768	33 487	31 953
	292 295	259 583	551 878	202 330
Revenu net	186 323	358 082	544 405	496 449
Revenus accumulés au début	784 782	1 123 459	1 908 241	1 411 792
Revenus accumulés à la fin	971 105 $	1 481 541 $	2 452 646 $	1 908 241 $

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

BILAN
au 31 mars 1991

	1991	1990
ACTIF		
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
Encaisse	103 377 $	69 343 $
Dépôts à court terme - au coût	75 000	50 000
Intérêts courus	1 407	1 151
Obligations et bons du trésor reçus en dépôt (valeur de réalisation: 740 402 $; 1990: 716 449 $)	751 000	740 250
	930 784 $	860 744 $
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
Encaisse	94 573 $	102 291 $
Dépôts à court terme - au coût	6 925 000	6 100 000
Intérêts courus	57 184	69 918
	7 076 757 $	6 272 209 $
PASSIF		
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
Cautionnements individuels des agents de voyages (note 3)	919 700 $	849 340 $
Solde des intérêts à verser au Fonds consolidé du revenu	11 084	11 404
	930 784 $	860 744 $
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
Réclamations et frais de fiducie à payer	402 521 $	124 021 $
Contributions de base (note 4)	4 221 590	4 239 947
Avoir du fonds:		
Revenus accumulés	2 452 646	1 908 241
	7 076 757 $	6 272 209 $

ÉVENTUALITÉS (note 5)

La Présidente de l'Office de
la protection du consommateur

Marie Bédard

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

1. COMPOSITION DES FONDS ET MODALITÉS D'OPÉRATION

Les fonds des cautionnements individuels et collectifs des agents de voyages sont composés de cautionnements déterminés par règlement du gouvernement en vertu de la Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., chapitre A-10 et modifications) et sont administrés par la présidente de l'Office de la protection du consommateur. Ces cautionnements ont pour objet de garantir notamment l'observance de cette loi et de son règlement.

Les revenus d'intérêts provenant des espèces déposées à titre de cautionnements individuels sont versés au Fonds consolidé du revenu. Les coupons d'intérêts attachés aux obligations reçues en dépôt demeurent la propriété de leurs déposants et leur sont remis sur demande.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Revenus et dépenses des fonds

Les revenus d'intérêts, les réclamations et les frais de fiducie sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Cautionnements

Les cautionnements individuels et les contributions à titre de cautionnements collectifs sont comptabilisés au fur et à mesure de leur encaissement.

Obligations et bons du trésor reçus en dépôt

Les obligations et bons du trésor reçus en dépôt à titre de cautionnements individuels sont montrés à leur valeur nominale.

Frais d'administration

Les frais d'administration autres que ceux relatifs aux opérations de placement, de perception et de déboursement ainsi que de comptabilisation des transactions sont assumés par le gouvernement du Québec et ne sont pas imputés aux fonds des cautionnements des agents de voyages.

3. CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS DES AGENTS DE VOYAGES

	1991	1990
Solde au début	849 340 $	592 431 $
Dépôts de cautionnements	301 347	466 755
	1 150 687	1 059 186
Réclamations	41 987	67 446
Remises de cautionnements	69 000	92 400
Cautionnements remis et remplacés par des polices individuelles de garantie	120 000	50 000
	230 987	209 846
Solde à la fin	919 700 $	849 340 $

Les cautionnements fournis par les agents de voyages sous forme de polices individuelles de garantie sont estimés à 22 630 000 $ au 31 mars 1991 (18 080 000 $ au 31 mars 1990). Cette estimation exclut les polices de garantie des agences ayant cessé leurs opérations depuis moins de deux ans et contre lesquelles des réclamations peuvent encore être effectuées.

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

4. CONTRIBUTIONS DE BASE - CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS

	1991	1990
Détaillants		
Solde au début	2 255 118 $	2 039 489 $
Contributions reçues	242 500	296 500
Contributions remboursées	(160 250)	(80 871)
Contributions annulées virées aux revenus	(66 272)	-
Solde à la fin	2 271 096	2 255 118
Grossistes		
Solde au début	1 984 829	1 791 980
Contributions reçues	220 750	250 000
Contributions remboursées	(60 000)	(57 151)
Contributions annulées virées aux revenus	(195 085)	-
Solde à la fin	1 950 494	1 984 829
Solde à la fin - détaillants et grossistes	4 221 590 $	4 239 947 $

5. ÉVENTUALITÉS

Des poursuites totalisant environ 285 750 $ ont été intentées contre le procureur général du Québec en rapport avec le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur et l'Office de la Protection du consommateur par des créanciers d'agences de voyage. Les requérants demandent d'être indemnisés en vertu des cautionnements individuels et collectifs prévus à la Loi sur les agents de voyage et à ses règlements.

En rapport avec ces poursuites devant les tribunaux, tout paiement résultant du dénouement de ces poursuites sera porté aux résultats de l'exercice alors en cours.

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan des fonds des cautionnements des agents de voyages au 31 mars 1991 ainsi que l'état des revenus d'intérêts et solde à verser au Fonds consolidé du revenu du Fonds des cautionnements individuels et l'état des revenus et dépenses et des revenus accumulés du Fonds des cautionnements collectifs de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la présidente de l'Office de la protection du consommateur. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de ces fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de leurs opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,

Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 31 mai 1991

FONDS DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT
(L.R.Q., c. M-23.01)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991 (12 mois)	1990 (6 mois)
VENTES	23 610 362 $	9 853 671 $
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES		
Stocks au début	3 166 789	2 501 503
Achats	19 063 569	8 881 541
	22 230 358	11 383 044
Stocks à la fin	2 210 233	3 166 789
	20 020 125	8 216 255
REVENU BRUT	3 590 237	1 637 416
AUTRES REVENUS		
Escomptes au comptant sur achats	228 841	116 557
Divers	8 229	3 946
	237 070	120 503
	3 827 307	1 757 919
FRAIS D'OPÉRATION		
Traitements	1 139 071	576 732
Avantages sociaux	91 911	44 799
Loyers	699 478	343 957
Services de transport - ameublement	385 848	170 022
Services de transport et de communication	278 952	106 324
Fournitures et approvisionnements	66 848	35 319
Entretien et réparations	22 874	4 834
Services professionnels, administratifs et autres	98 596	37 963
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	568 657	90 585
Amortissement des immobilisations	31 127	13 621
	3 383 362	1 424 156
REVENU NET	443 945	333 763
EXCÉDENT AU DÉBUT	333 763	-
EXCÉDENT À LA FIN	777 708 $	333 763 $

FONDS DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT

BILAN
au 31 mars 1991

	1991	1990
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	110 088 $	38 495 $
Intérêts courus sur dépôts bancaires	-	10 889
Débiteurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	4 214 307	2 965 850
Autres	713 915	361 613
Stocks	2 210 233	3 166 789
	7 248 543	6 543 636
Immobilisations (note 3)	200 279	208 258
	7 448 822 $	6 751 894 $
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	580 285 $	624 992 $
Autres	851 382	654 426
Taxe de vente	6 794	223 423
Intérêts courus	137 653	90 585
	1 576 114	1 593 426
DÛ au Fonds consolidé du revenu (note 4)	5 095 000	4 824 705
	6 671 114	6 418 131
EXCÉDENT	777 708	333 763
	7 448 822 $	6 751 894 $

Jean-Claude Careau
Administrateur du Fonds des
fournitures et de l'ameublement

Clermont Gignac
Sous-Ministre des Approvisionnements
et Services

FONDS DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des fournitures et de l'ameublement, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01), a pour objet de fournir, moyennant considération, des services d'approvisionnement en fournitures de bureau et de laboratoire, en formulaires et en ameublement à des ministères, des organismes publics ou autres définis par le Gouvernement.

Ce Fonds est administré par le ministère des Approvisionnements et Services.
Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1er octobre 1989.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks de fournitures et d'ameublement de bureau sont évalués au dernier coût d'acquisition.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement informatique	20 %
Matériel de manutention	10 %
Matériel d'entrepôt	10 %
Mobilier de bureau	20 %

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

3. IMMOBILISATIONS

	1991			1990
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Net
Équipement informatique	48 344 $	10 318 $	38 026 $	33 280 $
Matériel de manutention	59 961	8 314	51 647	49 210
Matériel d'entrepôt	97 448	14 334	83 114	90 421
Mobilier de bureau	39 274	11 782	27 492	35 347
	245 027 $	44 748 $	200 279 $	208 258 $

FONDS DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

4. DÛ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1991	1990
Avances, portant intérêts au taux préférentiel bancaire et échéant en 1999	5 095 000 $	4 615 000 $
Solde dû suite au transfert de l'actif net du Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement, sans intérêts durant les douze premiers mois d'opération du Fonds et sans modalités de remboursement	-	209 705
	5 095 000 $	4 824 705 $

5. TRANSACTIONS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1991
REVENUS	20 297 515 $
DÉPENSES	
Achats	285 489
Traitements et avantages sociaux	1 230 982
Loyers	699 478
Services de transport et de communication	177 125
Fournitures et approvisionnements	66 848
Entretien et réparations	9 368
Services professionnels, administratifs et autres	23 430
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	568 657

6. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1990 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1991.

FONDS DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des fournitures et de l'ameublement du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général adjoint

Québec, le 31 juillet 1991

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS ET DÉFICIT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
REVENUS		
Services de placement médias (note 3)	11 380 293 $	8 267 191 $
Services d'audiovisuel et exposition	945 262	-
Services de traduction	933 650	-
	13 259 205	8 267 191
COÛT DES SERVICES RENDUS (note 4)		
Services de placement médias	10 773 156	7 274 804
Services d'audiovisuel et exposition	1 839 439	-
Services de traduction	1 218 319	-
	13 830 914	7 274 804
(PERTE BRUTE) REVENU BRUT	(571 709)	992 387
REVENUS D'INTÉRÊTS	-	206 744
	(571 709)	1 199 131
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	1 575 877	228 760
Entretien et réparations	50 332	106
Fournitures et approvisionnements	133 384	23 176
Intérêts sur avances du Fond consolidé du revenu	207 574	16 988
Location d'équipement	22 037	2 878
Loyers	757 050	23 002
Services informatiques	27 055	21 112
Services professionnels	41 326	-
Transports et communication	154 891	9 151
Amortissement des immobilisations	104 454	22 097
Divers	24 133	391
	3 098 113	347 661
(PERTE) REVENU AVANT SUBVENTION	(3 669 822)	851 470
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	2 647 650	-
(PERTE NETTE) REVENU NET	(1 022 172)	851 470
EXCÉDENT AU DÉBUT	851 470	-
(DÉFICIT) EXCÉDENT À LA FIN	(170 702)$	851 470 $

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

BILAN
au 31 mars 1991

	1991	1990
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	14 577 $	192 576 $
Débiteurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	2 456 802	1 218 236
Autres	78 707	65 034
	2 550 086	1 475 846
Immobilisations (note 5)	411 564	76 604
	2 961 650 $	1 552 450 $
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	364 692 $	55 499 $
Autres	1 251 117	640 081
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 6)	1 200 000	-
	2 815 809	695 580
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 7)	316 543	5 400
	3 132 352	700 980
(DÉFICIT) EXCÉDENT	(170 702)	851 470
	2 961 650 $	1 552 450 $

François C. Reny
Administrateur du Fonds des moyens
de communication

Jacques Pigeon
Sous-ministre des Communications

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
(Perte nette) Revenu net	(1 022 172)$	851 470 $
Élément sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	104 454	22 097
	(917 718)	873 567
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(332 010)	404 623
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités d'exploitation	(1 249 728)	1 278 190
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Avances du Fonds consolidé du revenu	1 200 000	-
Remboursement des avances du Fonds consolidé du revenu	-	(2 400 000)
Dû au Fonds consolidé du revenu suite au transfert d'immobilisations	311 143	-
Remboursement des sommes dues au Fonds consolidé du revenu	-	(209 814)
Liquidités provenant des (utilisées pour les) activités de financement	1 511 143	(2 609 814)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement:		
Acquisitions d'immobilisations	(439 414)	(27 493)
DIMINUTION DES LIQUIDITÉS	(177 999)	(1 359 117)
ENCAISSE AU DÉBUT	192 576	1 551 693
ENCAISSE À LA FIN	14 577 $	192 576 $

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des moyens de communication, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24 et modifications), a pour objet de défrayer les coûts afférents à la diffusion de l'information et de la publicité gouvernementales pour le compte des ministères et organismes du gouvernement du Québec. Le Fonds offre également depuis le 1er avril 1990, en plus du placement médias, des services en audiovisuel, en exposition, photographie, publicité et traduction.

En vertu d'une modification à sa loi constitutive, ce Fonds est désigné, depuis le 21 novembre 1990, sous le nom Fonds des moyens de communication au lieu de Fonds des services de placement médias. De plus, au 1er avril 1990, les immobilisations utilisées par les services de l'audiovisuel, des expositions, de la photographie, de la publicité et de la traduction du ministère des Communications ont été transférées par le gouvernement du Québec au Fonds des moyens de communication.

Ce Fonds est administré par le ministère des Communications. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds par le gouvernement du Québec sont inscrites à la valeur attribuée par ce dernier. Les autres immobilisations sont inscrites au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement	20 %
Logiciels	33 1/3 %
Mobilier	20 %
Véhicules	33 1/3 %

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et elle n'est pas présentée dans l'état des opérations et du déficit.

3. REVENUS - SERVICES DE PLACEMENT MÉDIAS

	1991	1990
Publicité	12 371 226 $	8 752 075 $
Honoraires et autres frais	293 390	263 775
	12 664 616	9 015 850
Moins:		
Escomptes accordés aux clients	1 284 323	748 659
	11 380 293 $	8 267 191 $

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

4. COÛT DES SERVICES RENDUS

	1991	1990
SERVICES DE PLACEMENT MÉDIAS		
Publicité	12 099 991 $	8 114 444 $
Honoraires et autres frais	291 780	264 336
	12 391 771	8 378 780
Moins:		
Escomptes obtenus des fournisseurs	1 618 615	1 103 976
	10 773 156 $	7 274 804 $
SERVICES D'AUDIOVISUEL ET EXPOSITION		
Traitement et avantages sociaux	1 332 033 $	
Fournitures	78 581	
Services professionnels	250 610	
Location d'emplacement	116 431	
Frais de déplacement	61 784	
	1 839 439 $	
SERVICES DE TRADUCTION		
Traitement et avantages sociaux	648 389 $	
Fournitures	251	
Services professionnels	561 246	
Frais de déplacement	8 433	
	1 218 319 $	

5. IMMOBILISATIONS

	1991			1990
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Net
Équipement	324 453 $	67 089 $	257 364 $	54 238 $
Logiciels	32 195	13 318	18 877	11 784
Mobilier	124 592	27 196	97 396	10 582
Véhicules	56 875	18 948	37 927	-
	538 115 $	126 551 $	411 564 $	76 604 $

6. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Avances sous forme de crédit rotatif, d'un montant maximal de 3 M$, consenties à titre de fonds de roulement venant à échéance le 31 mars 1999 et portant intérêt au taux préférentiel bancaire.

7. DÛ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1991	1990
Solde dû suite au transfert d'immobilisations du ministère des Communications, sans intérêt dont les modalités de remboursement ne sont pas encore déterminées par le Gouvernement	316 543 $	5 400 $

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

8. TRANSACTIONS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1991	1990
Revenus		
Subventions du gouvernement du Québec	2 647 650 $	- $
Autres - biens et services	12 752 274	7 887 126
Dépenses		
Traitement et avantages sociaux	3 543 338	221 891
Intérêts sur avances du Fonds consolidé	207 574	16 988
Autres	946 285	51 323
Immobilisations		
Valeur brute	316 543 $	5 400 $
Valeur nette	244 582 $	4 320 $

9. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1990 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1991.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des moyens de communication du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations et l'état de l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 2 août 1991

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ
(L.R.Q., c. R-5)

PROVENANCE ET RÉPARTITION DES FONDS
pour l'année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

	1991	1990
PROVENANCE DES FONDS		
Contributions		
Des employeurs	2 641 408	2 468 893
Du Fonds consolidé du revenu	1 114 228	988 821
	3 755 636	3 457 714
RÉPARTITION DES FONDS		
Pour le financement des programmes (note 1)		
Régime d'assurance-maladie	2 434 932	2 223 267
Services hospitaliers	1 320 704	1 234 447
	3 755 636	3 457 714

BILAN
au 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

	1991	1990
ACTIF		
Contributions à recevoir		
Des employeurs	108 403	106 057
Du Fonds consolidé du revenu	183 551	150 791
	291 954	256 848
PASSIF		
Dû à la Régie de l'assurance-maladie du Québec	237 753	203 820
Dû au ministère de la Santé et des Services sociaux	54 201	53 028
	291 954	256 848

Le Sous-ministre des Finances,

Claude Séguin

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des services de santé, créé au ministère des Finances par la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5 et modifications), a pour objet de pourvoir au financement des programmes du régime d'assurance-maladie et des services hospitaliers. Le Fonds est alimenté par les contributions des employeurs et par les sommes qu'y verse le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. La perception des contributions des employeurs est effectuée par le ministère du Revenu.

Les contributions des employeurs sont réparties également entre la Régie de l'assurance-maladie du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux tandis que les sommes versées par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu servent à combler les besoins de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les contributions des employeurs au Fonds sont constituées des sommes encaissées et des comptes émis au cours de l'année financière, de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1er avril.

Les sommes attribuées à la Régie de l'assurance-maladie du Québec ont été établies de façon à comprendre la valeur des demandes de paiement reçues par cette dernière jusqu'au 30 avril à l'égard des services rendus et des médicaments fournis avant le 1er avril dans le cadre du régime d'assurance-maladie.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. INTÉGRATION AUX ÉTATS FINANCIERS ANNUELS DU GOUVERNEMENT

Les comptes du Fonds sont intégrés aux états financiers annuels du gouvernement du Québec.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services de santé du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état de la provenance et de la répartition des fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que la provenance et la répartition des fonds pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 7 août 1991

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
REVENUS	104 808 263 $	101 340 355 $
COÛT (incluant l'amortissement des immobilisations de télécommunications de 2 360 403 $; 1990: 2 203 368 $)	95 667 761	95 697 486
REVENU BRUT	9 140 502	5 642 869
FRAIS D'ADMINISTRATION (note 3)	5 687 513	5 860 231
REVENU (PERTE) AVANT ÉLÉMENT SUIVANT	3 452 989	(217 362)
REMISE D'UN FOURNISSEUR	-	1 864 741
REVENU NET	3 452 989	1 647 379
EXCÉDENT (DÉFICIT) AU DÉBUT	1 459 523	(187 856)
EXCÉDENT À LA FIN	4 912 512 $	1 459 523 $

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	3 452 989 $	1 647 379 $
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	2 598 759	2 412 542
Perte sur aliénation d'immobilisations	474 206	-
	6 525 954	4 059 921
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	6 693 610	(1 546 017)
Liquidités provenant des activités d'exploitation	13 219 564	2 513 904
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette à long terme	(250 000)	-
Remboursements des avances du Fonds consolidé du revenu	(9 300 000)	(1 000 000)
Remboursement de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	-	(71 798)
Conversion de l'apport du gouvernement en dette à long terme:		
Apport du gouvernement du Québec	-	(11 145 952)
Dû au Fonds consolidé du revenu	-	11 145 952
Liquidités utilisées pour les activités de financement	(9 550 000)	(1 071 798)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(2 282 463)	(2 873 223)
Subvention du gouvernement du Canada comptabilisée en diminution des acquisitions d'immobilisations	323 250	472 179
Produit d'aliénation d'immobilisations	45 480	-
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(1 913 733)	(2 401 044)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES LIQUIDITÉS	1 755 831	(958 938)
LIQUIDITÉS (INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS) AU DÉBUT	(229 830)	729 108
LIQUIDITÉS (INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS) À LA FIN	1 526 001 $	(229 830)$

Les liquidités comprennent l'encaisse et le placement temporaire diminués des chèques en circulation.

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

BILAN
au 31 mars 1991

	1991	1990
ACTIF		
À court terme		
Placement temporaire - au coût	1 800 000 $	- $
Débiteurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	12 099 115	17 131 003
Autres	2 198 804	2 164 878
Subventions à recevoir du gouvernement du Canada (note 4)	1 500 000	1 500 000
	17 597 919	20 795 881
Immobilisations (note 5)	10 386 580	11 545 812
	27 984 499 $	32 341 693 $
PASSIF		
À court terme		
Chèques en circulation moins encaisse	273 999 $	229 830 $
Créditeurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	10 350 057	8 673 684
Autres	143 541	331 627
Revenus reportés	724 993	535 974
Avances du Fonds consolidé du revenu	-	9 300 000
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 6)	250 000	250 000
	11 742 590	19 321 115
Revenus reportés	683 445	665 103
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 6)	10 645 952	10 895 952
	23 071 987	30 882 170
AVOIR DU FONDS		
Excédent	4 912 512	1 459 523
	27 984 499 $	32 341 693 $

ENGAGEMENTS (note 7)

Éric Martin
Administrateur du Fonds des services de télécommunications

Brigitte Bourque
Sous-ministre des Communications

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

1. CONSTITUTION ET OBJETS

Le Fonds des services de télécommunications, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), a pour objets de fournir, moyennant considération:

- Des services de télécommunications aux ministères, à l'exception des services désignés par le gouvernement pour les ministères qu'il détermine;

- Des services de télécommunications à la demande des organismes publics ou autres définis par le gouvernement.

Ce Fonds est administré par le ministère des Communications. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont inscrites au coût.

Les subventions reçues à l'égard des immobilisations sont comptabilisées en diminution du coût. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Équipement de radiocommunications	10 % et 20 %
Équipement de communications informatiques	20 % et 33 %
Équipement de bureautique et d'informatique	20 %
Équipement de communications téléphoniques	10 %
Infrastructures de radiocommunications	5 %
Matériel roulant	33 %
Mobilier de bureau	20 %
Améliorations locatives	20 %

Revenus reportés

Les revenus de services perçus d'avance pour de l'équipement de communications informatiques et téléphoniques sont reportés et imputés aux opérations au même rythme que l'amortissement de cet équipement.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

3. FRAIS D'ADMINISTRATION

	1991	1990
Traitements et avantages sociaux	2 545 509 $	2 505 230 $
Honoraires professionnels	337 139	471 738
Recherche et développement	1 606 371	1 323 759
Voyages et messageries	222 444	238 212
Traitement informatique et développement	76 514	71 123
Frais de formation	60 603	69 420
Loyers	340 391	324 426
Location d'équipement	34 308	37 422
Entretien et réparations	48 035	102 267
Fournitures	116 997	149 501
Publicité	49 553	68 070
Abonnements et cotisations	42 417	43 916
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	330 256	1 189 535
Intérêts sur contrat de location-acquisition	-	3 670
Autres intérêts	539	9 034
Amortissement de l'équipement de bureautique et d'informatique	170 030	156 509
Amortissement du mobilier de bureau	44 937	42 085
Amortissement des améliorations locatives	23 389	10 580
Perte sur aliénation d'immobilisations	474 206	-
	6 523 638	6 816 497
Moins:		
Subvention du gouvernement du Canada	836 125	956 266
	5 687 513 $	5 860 231 $

4. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

En vertu du programme conjoint de protection civile, le gouvernement du Canada verse annuellement au Fonds, des subventions pouvant atteindre 1,5 M$, pour le développement du réseau intersites de radiocommunications du gouvernement du Québec. Ce projet devrait se terminer en 1993-1994. Ces subventions qui étaient à recevoir au 31 mars, sont comptabilisées en diminution des éléments suivants:

	1991	1990
Coût des services de télécommunications	340 625 $	71 555 $
Frais d'administration	836 125	956 266
Immobilisations	323 250	472 179
	1 500 000 $	1 500 000 $

5. IMMOBILISATIONS

	1991			1990
	Coût net* ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Net
Équipement de radiocommunications	4 478 022 $	1 182 249 $	3 295 773 $	3 021 822 $
Équipement de communications informatiques	5 269 234	3 912 754	1 356 480	2 445 509
Équipement de bureautique et informatique	980 223	470 268	509 955	465 976
Équipement de communications téléphoniques	116 244	29 061	87 183	98 808
Infrastructure de radiocommunications	6 215 204	1 283 701	4 931 503	5 266 613
Matériel roulant	103 763	101 973	1 790	14 591
Mobilier de bureau	235 429	125 650	109 779	137 265
Améliorations locatives	128 087	33 970	94 117	95 228
	17 526 206 $	7 139 626 $	10 386 580 $	11 545 812 $

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

---

5. IMMOBILISATIONS (suite)

* Comprend les subventions du gouvernement du Canada comptabilisées en diminution des immobilisations lesquelles se répartissent comme suit:

	Au 31 mars 1990	Imputation de l'année	Au 31 mars 1991
Équipement de radiocommunications	331 925 $	183 880 $	515 805 $
Équipement de bureautique et informatique	186 920	59 096	246 016
Infrastructure de radiocommunications	928 362	80 274	1 008 636
Mobilier de bureau	66 187	-	66 187
	1 513 394 $	323 250 $	1 836 644 $

6. DÛ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1991	1990
Sans intérêt, remboursable par versements annuels variant de 250 000 $ à 1 145 952 $, échéant le 31 mars 2005	10 895 952 $	11 145 952 $
Versement échéant en deçà d'un an	250 000	250 000
	10 645 952 $	10 895 952 $

Les montants des versements en capital à effectuer au cours des cinq prochaines années financières se détaillent comme suit:

1992	250 000 $
1993	250 000
1994	500 000
1995	500 000
1996	500 000

7. ENGAGEMENTS

Le Fonds est engagé par des baux à long terme échéant à diverses dates jusqu'au 30 septembre 1998 pour des locaux administratifs.

La dépense de loyer de l'année financière terminée le 31 mars 1991 concernant ces locaux administratifs s'élève à 865 256 $. Cette dépense a été comptabilisée au coût des services de télécommunications pour un montant de 524 865 $ et aux frais d'administration pour un montant de 340 391 $. Les paiements minimaux futurs s'établissent comme suit:

1992	929 445 $
1993	791 935
1994	791 935
1995	791 935
1996	791 935
1997 et subséquemment	1 979 839
	6 077 024 $

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

8. TRANSACTIONS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1991	1990
Revenus	91 393 676 $	88 643 642 $
Dépenses		
Coût des services de télécommunications	953 209	1 004 270
Frais d'administration		
Honoraires professionnels	93 698	13 432
Frais de formation	18 120	-
Loyers	340 391	324 426
Entretien et réparations	20 220	49 783
Fournitures	49 127	56 805
Publicité	28 367	16 436
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	330 256	1 189 535

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services de télécommunications du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 9 août 1991

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
SERVICES INFORMATIQUES		
Revenus	26 702 430 $	26 270 753 $
Coût (incluant l'amortissement des immobilisations reliées à l'informatique de 858 172 $; 1990: 783 513 $)	22 624 846	22 509 176
Revenu brut	4 077 584	3 761 577
FRAIS D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	1 712 399	1 642 899
Honoraires professionnels	165 964	378 644
Déplacements	33 010	21 400
Communication	45 941	43 850
Loyers	409 946	402 101
Matériel informatique et équipement	40 524	63 610
Gardiennage et sécurité	31 851	24 693
Fournitures	121 466	157 712
Formation	20 200	13 080
Autres frais	43 355	31 730
Perte sur aliénations d'immobilisations	63 241	96 717
Amortissement du mobilier de bureau	156 884	150 916
	2 844 781	3 027 352
REVENU NET	1 232 803 $	734 225 $

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
SOLDE AU DÉBUT		
Solde déjà établi	2 256 634 $	1 522 409 $
Redressement au 1er avril 1990: Changement apporté dans la comptabilisation des contrats de location et d'entretien de matériel et de logiciels informatiques (note 3)	270 542	-
Solde redressé	2 527 176	1 522 409
Revenu net	1 232 803	734 225
SOLDE À LA FIN	3 759 979 $	2 256 634 $

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	1 232 803 $	734 225 $
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	1 015 056	934 429
Perte sur aliénations d'immobilisations	63 241	96 717
	2 311 100	1 765 371
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(109 587)	(2 429 374)
Liquidités provenant des (utilisées pour les) activités d'exploitation	2 201 513	(664 003)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Obligations découlant de contrats de location - acquisition:		
Emprunt	-	3 931
Remboursements	(17 675)	(17 929)
Conversion de l'apport du Gouvernement en dette à long terme:		
Apport du gouvernement du Québec	-	(3 954 505)
Dû au Fonds consolidé du revenu	-	3 954 505
Liquidités utilisées pour les activités de financement	(17 675)	(13 998)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement:		
Acquisition d'immobilisations	(1 027 603)	(723 761)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES LIQUIDITÉS	1 156 235	(1 401 762)
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	1 437 598	2 839 360
LIQUIDITÉS À LA FIN	2 593 833 $	1 437 598 $

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse et le billet à recevoir.

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

BILAN
au 31 mars 1991

	1991	1990
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	693 833 $	437 598 $
Billet à recevoir (note 4)	1 900 000	1 000 000
Débiteurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	3 952 019	3 768 819
Autres	21 516	33 413
Frais payés d'avance	333 864	-
	6 901 232	5 239 830
Immobilisations (note 5)	2 169 427	2 220 121
	9 070 659 $	7 459 951 $
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	1 339 056 $	1 214 018 $
Obligations découlant de contrats de location - acquisition (note 6)	15 709	17 675
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 7)	500 000	250 000
	1 854 765	1 481 693
Obligations découlant de contrats de location - acquisition (note 6)	1 410	17 119
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 7)	3 454 505	3 704 505
	5 310 680	5 203 317
EXCÉDENT	3 759 979	2 256 634
	9 070 659 $	7 459 951 $

ENGAGEMENTS (note 8)

Bernard Beauchemin
Administrateur du Fonds des
services informatiques

Brigitte Bourque
Sous-ministre des Communications

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des services informatiques, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24 et modifications), a pour objet de financer les coûts des services informatiques fournis par le ministère des Communications à la demande des ministères, des organismes publics ou autres définis par le Gouvernement.

Ce Fonds est administré par le ministère des Communications. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont inscrites à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Équipement de bureautique et d'informatique	20 % et 33 %
Mobilier de bureau	20 %
Logiciels d'exploitation	33 %

Contrats de location

Lorsque, aux termes d'un bail, pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien loué sont à l'avantage ou à la charge du Fonds, le coût du bien loué ainsi que la valeur actuelle de l'obligation en découlant sont comptabilisés comme s'il s'agissait d'une acquisition d'actif et d'un emprunt. Les biens faisant ainsi l'objet d'un contrat de location - acquisition sont amortis de la même manière que les autres immobilisations.

Les loyers découlant de contrats de location-exploitation sont imputés aux opérations.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations.

3. MODIFICATION D'UNE CONVENTION COMPTABLE

À compter du présent exercice, la dépense relative aux contrats de location et d'entretien de matériel et de logiciels informatiques est imputée aux opérations en fonction de la durée des contrats alors qu'auparavant elle était imputée entièrement aux opérations de l'année financière au cours de laquelle le contrat était payé. L'effet de cette modification sur les années financières antérieures au 31 mars 1991 a été comptabilisé au 1er avril 1990 directement à l'état de l'excédent de l'année financière terminée le 31 mars 1991.

Les états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1990 n'ont pas été redressés pour tenir compte de cette modification.

Cette modification d'une convention comptable appliquée de façon rétroactive a pour effet d'augmenter les postes suivants des états financiers de la présente année financière.

	1991
Frais payés d'avance	331 620 $
Excédent	331 620
Revenu net	61 078

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

---

4. BILLET À RECEVOIR

Billet à recevoir du ministère des Finances portant intérêt au taux de 9,50 % et échéant le 5 avril 1991. Les intérêts perçus sur ce billet sont versés au Fonds consolidé du revenu.

5. IMMOBILISATIONS

	1991			1990
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Net
Équipement de bureautique et d'informatique	2 429 413 $	966 826 $	1 462 587 $	1 235 081 $
Mobilier de bureau	787 435	487 744	299 691	452 395
Logiciels d'exploitation	1 643 245	1 263 839	379 406	468 818
	4 860 093	2 718 409	2 141 684	2 156 294
Équipement de bureautique et d'informatique détenu en vertu de contrats de location - acquisition	75 336	47 593	27 743	63 827
	4 935 429 $	2 766 002 $	2 169 427 $	2 220 121 $

6. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION - ACQUISITION

Les paiements minimaux exigibles sur les obligations découlant de contrats de location - acquisition s'établissent comme suit:

1992	17 736 $
1993	1 592
Total des paiements minimaux exigibles	19 328
Montant représentant les intérêts à un taux de 11,43 %	2 209
	17 119
Versements échéant en deçà d'un an	15 709
	1 410 $

7. DÛ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1991	1990
Effet à payer, sans intérêt jusqu'au 31 mars 2000, remboursable par versements annuels minimums de 250 000 $; après cette période, le solde non remboursé portera alors intérêt	3 954 505 $	3 954 505 $
Versement échéant en deçà d'un an	500 000	250 000
	3 454 505 $	3 704 505 $

8. ENGAGEMENTS

Le Fonds est engagé en vertu de baux à long terme s'échelonnant jusqu'en 1995 pour la location et l'entretien d'équipement de bureautique et d'informatique et de logiciels d'exploitation.

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

---

8. ENGAGEMENTS (suite)

La dépense de loyer de l'année financière terminée le 31 mars 1991 concernant ces biens s'élève à 8 823 171 $ et a été comptabilisée au coût des services informatiques. Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit:

1992	5 278 602 $
1993	3 575 030
1994	847 289
1995	64 884
	9 765 805 $

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services informatiques du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive du changement dans la comptabilisation des contrats de location et d'entretien de matériel et de logiciels informatiques expliqué à la note 3, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Pour le vérificateur général du Québec

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général adjoint

Québec, le 23 juillet 1991

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE
(L.R.Q., c. M-15.1)

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990 (note 3)
VENTES	2 192 887 $	1 624 794 $
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES (note 4)	1 249 422	920 660
REVENU BRUT	943 465	704 134
REVENU NET DE SERVICES SPÉCIALISÉS	480 069	346 149
AUTRES REVENUS	49 920	6 895
	1 473 454	1 057 178
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	1 092 530	927 820
Honoraires professionnels	59 207	8 583
Communications	57 306	51 020
Loyers	195 082	138 293
Entretien et réparations	40 505	21 607
Fournitures et approvisionnements	50 743	59 432
Mauvaises créances	2 894	26 585
Intérêts et frais bancaires	20 237	2 250
Matériel et équipement	49 917	74 048
Amortissement des immobilisations	101 139	85 622
	1 669 560	1 395 260
PERTE NETTE	196 106 $	338 082 $

DÉFICIT
au 31 mars 1991

	1991	1990
SOLDE AU DÉBUT		
Solde déjà établi	22 752 $	- $
Redressement affecté à l'année financière antérieure (note 3)	315 330	-
Solde redressé	338 082	-
Perte nette	196 106	338 082
SOLDE À LA FIN	534 188 $	338 082 $

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

BILAN
au 31 mars 1991

	1991	1990 (note 3)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	676 962 $	36 830 $
Débiteurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	433 252	310 534
Autres	465 127	421 381
Contributions pour des services spécialisés à recevoir		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	183 332	-
Gouvernement du Canada	200 000	200 000
Stocks	255 340	284 467
Frais payés d'avance	-	3 407
	2 214 013	1 256 619
Immobilisations (note 5)	319 294	342 486
	2 533 307 $	1 599 105 $
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	500 201 $	334 826 $
Autres	431 378	413 402
Dû au Fonds consolidé du revenu	-	350 334
Revenus reportés		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	1 308 345	61 276
Autres	379 135	228 913
	2 619 059	1 388 751
Avance du Fonds consolidé du revenu (note 6)	448 436	548 436
	3 067 495	1 937 187
DÉFICIT	534 188	338 082
	2 533 307 $	1 599 105 $

Francine Beaulieu
Administratrice du Fonds d'information géographique et foncière

Guy Morneau
Sous-Ministre associé aux terres

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'information géographique et foncière, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources (L.R.Q., chapitre M-15.1 et modifications) a pour objet d'offrir la prestation, sur demande et à titre onéreux, de services spécialisés de prise de vues aériennes, de cartographie, de géodésie, de télédétection, d'arpentage et de cadastre ainsi que la diffusion, sur demande et à titre onéreux, de l'information dans les domaines mentionnés précédemment.

Ce Fonds est administré par le ministère de l'Énergie et des Ressources. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les acquisitions de matériel et d'équipement, dont le coût unitaire est de 1 000 $ et plus, sont capitalisées et amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans.

Stocks

Les stocks de documents photographiques et cartographiques sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est calculé selon la méthode du coût moyen.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations.

3. REDRESSEMENT AFFECTÉ À L'ANNÉE FINANCIÈRE ANTÉRIEURE

Des corrections ont été effectuées aux montants des ventes et du revenu net de services spécialisés de l'année financière terminée le 31 mars 1990 principalement pour comptabiliser à titre de revenus reportés des revenus non réalisés au 31 mars 1990. Ces corrections ont pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1990 :

Ventes	(229 000) $
Revenu net de services spécialisés	(86 330)
Perte nette	315 330
Débiteurs	(29 000)
Revenus reportés	286 330
Déficit	315 330

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

4. COÛT DES MARCHANDISES VENDUES

	1991	1990
Stocks au début	284 467 $	283 342 $
Achats	1 220 295	921 785
	1 504 762	1 205 127
Stocks à la fin	255 340	284 467
	1 249 422 $	920 660 $

5. IMMOBILISATIONS

	1991			1990
	Coût ou valeur attribuée*	Amortissement accumulé	Net	Net
Matériel et équipement	505 695 $	186 401 $	319 294 $	342 486 $

	1991	1990
* Coût ou valeur attribuée		
Solde au début	428 108 $	178 735 $
Acquisitions	108 149	249 373
Dispositions	(30 562)	-
Solde à la fin	505 695 $	428 108 $

6. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1991	1990
Avances ne portant pas intérêt et sans modalités de remboursement	448 436 $	448 436 $
Avances portant intérêt au taux préférentiel bancaire et échéant le 31 mars 1994 et pouvant être remboursées par anticipation	-	100 000
	448 436 $	548 436 $

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

7. TRANSACTIONS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1991	1990
Revenus		
Autres - biens et services (incluant ceux des services spécialisés)	4 294 124 $	2 287 128 $
Dépenses		
Traitements et avantages sociaux (incluant ceux pour les services spécialisés)	1 240 220	1 001 271
Autres	273 697	221 034

8. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1990 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1991.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'information géographique et foncière du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et l'état du déficit de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991 ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 18 septembre 1991

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. B-8)

OPÉRATIONS ET DÉFICIT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
REVENUS		
Services rendus	1 037 307 $	1 259 738 $
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	643 439	718 849
Honoraires professionnels	12 462	19 431
Frais de déplacement et de séjour	2 329	61 519
Communications	55 794	40 559
Services informatiques	102 236	131 906
Bandes de données statistiques	33 160	90 999
Logiciels et matériel informatique	28 554	9 735
Impressions et frais de bureau	107 022	100 995
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	38 221	52 795
Autres	12 965	7 025
Amortissement des immobilisations	35 108	21 299
Amortissement des frais reportés	4 098	4 098
	1 075 388	1 259 210
PERTE NETTE ET DÉFICIT	38 081 $	
REVENU NET (note 4)		528 $

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1991

	1991	1990
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	- $	7 650 $
Débiteurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	159 831	289 491
Autres	121 823	79 475
Travaux en cours		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	-	88 613
Autres	1 330	9 900
Frais payés d'avance	6 508	-
	289 492	475 129
Immobilisations (note 3)	98 697	33 890
Frais reportés	12 012	16 110
	400 201 $	525 129 $
PASSIF		
À court terme		
Chèques en circulation moins encaisse	32 650 $	- $
Créditeurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	41 779	40 598
Autres	18 309	44 499
Intérêts courus	9 544	13 504
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 4)	-	528
	102 282	99 129
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 5)	336 000	426 000
DÉFICIT	38 081	-
	400 201 $	525 129 $

Richard Lapointe
Administrateur du Fonds du Bureau
de la statistique du Québec

Claude Séguin
Sous-Ministre des Finances

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds du Bureau de la statistique du Québec, fonds spécial constitué par la Loi sur le Bureau de la statistique du Québec (L.R.Q., chapitre B-8 et modifications), a pour objet de défrayer la rémunération et les dépenses afférentes aux avantages sociaux et autres conditions de travail du personnel nécessaire à la fourniture de services rendus par le Bureau ainsi que les autres coûts encourus à cette fin.

Les surplus du Fonds sont intégralement remis au Fonds consolidé du revenu.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Travaux en cours

Les travaux en cours sont évalués au pourcentage des services rendus au 31 mars en fonction des revenus des contrats de service.

Immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 $ et plus sont capitalisés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans. Les autres immobilisations sont imputées aux opérations.

Frais reportés

Les coûts des données de recensement sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans à compter de la date de leur utilisation.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et du déficit.

3. IMMOBILISATIONS

	1991			1990
	Coût*	Amortissement accumulé	Net	Net
Équipement informatique	168 520 $	70 983 $	97 537 $	32 067 $
Mobilier et équipement	1 989	829	1 160	1 823
	170 509 $	71 812 $	98 697 $	33 890 $

* Coût	1991	1990
Solde au début	70 594 $	57 757 $
Acquisitions	99 915	12 837
Solde à la fin	170 509 $	70 594 $

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

---

4. DÛ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1991	1990
Solde au début	528 $	43 624 $
Revenu net de l'exercice	-	528
Sommes encaissées pour le compte du Fonds consolidé du revenu		39 836
Remises	(528)	(83 460)
Solde à la fin	- $	528 $

5. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1991	1990
Avances portant intérêt au taux préférentiel bancaire, sans modalité de remboursement, échéant le 31 décembre 1997 et remboursables par anticipation	336 000 $	426 000 $

6. TRANSACTIONS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1991	1990
Revenus		
Services rendus	646 240 $	996 334 $
Frais d'opération et d'administration		
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	38 221	52 795
Autres	132 388	146 724

7. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1990 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1991.

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds du Bureau de la statistique du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et du déficit de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Compte tenu de l'absence d'un système d'information de gestion adéquat au Bureau de la statistique du Québec, je n'ai pu m'assurer de l'intégralité et de l'exactitude du montant des traitements et avantages sociaux qui auraient dû être imputé au Fonds pour services rendus sur des projets de production statistique. Par conséquent, ma vérification s'est limitée au montant des traitements et des avantages sociaux versés par le Fonds et je n'ai pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés à la dépense de traitements et avantages sociaux et à la perte nette de l'année financière terminée le 31 mars 1991 ainsi qu'à l'actif, au passif et au déficit à cette date.

À mon avis, à l'exception de l'effet des éventuels redressements dont il est question au paragraphe précédent, que j'aurais pu juger nécessaires si j'avais été en mesure de vérifier adéquatement la dépense de traitements et d'avantages sociaux, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991 ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Non-conformité des opérations

Selon une décision du Conseil du trésor approuvant les modalités de gestion du Fonds, celui-ci n'est pas autorisé à compenser, par des prêts en ressources humaines, l'utilisation de services d'employés réguliers payés à même le budget du Bureau de la statistique du Québec. Or, le Fonds applique ce principe de compensation malgré cette restriction.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 20 septembre 1991

FONDS EN FIDÉICOMMIS
(L.R.Q., c. D-5)

ÉVOLUTION DES DÉPÔTS
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

Dépôts provenant de	Solde au 31 mars 1990	Dépôts reçus ou encaissés	Dépôts remboursés ou remis au Fonds consolidé du revenu	Solde au 31 mars 1991
Sociétés, organismes et particuliers	50 060 246 $	60 816 791 $	60 658 532 $	50 218 505 $
Officiers de justice	50 818 165	137 249 443	139 414 126	48 653 482
Municipalités	855 289	895 252	481 056	1 269 485
	101 733 700 $	198 961 486 $	200 553 714 $	100 141 472 $

BILAN
au 31 mars 1991

	1991	1990
ACTIF		
Encaisse	1 301 012 $	2 440 124 $
Valeurs détenues		
Obligations	43 419 019	43 449 034
Bons du trésor de gouvernements	312 000	280 000
Avances au Fonds consolidé du revenu	55 109 441	55 564 542
	100 141 472 $	101 733 700 $
PASSIF		
Dépôts		
Sociétés, organismes et particuliers	50 218 505 $	50 060 246 $
Officiers de justice	48 653 482	50 818 165
Municipalités	1 269 485	855 289
	100 141 472 $	101 733 700 $

Le Sous-Ministre des Finances,

Claude Séguin

FONDS EN FIDÉICOMMIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

1. NATURE DES FONDS EN FIDÉICOMMIS ET POLITIQUES ADMINISTRATIVES

Les Fonds en fidéicommis sont composés principalement de dépôts de cautionnements et de garanties faits en vertu des lois, de règlements, de directives et de conventions par des officiers de justice, des municipalités, des sociétés, des organismes et des particuliers.

Ces dépôts sont effectués auprès du ministère des Finances, qui est un bureau général de dépôts en vertu de la Loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., chapitre D-5 et modifications).

Les revenus des valeurs détenues sont remis aux déposants de ces valeurs.

Les avances au Fonds consolidé du revenu ne produisent pas d'intérêts.

Les frais d'administration des Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

2. CONVENTION COMPTABLE

Les valeurs détenues sont montrées à leur valeur nominale; celles en monnaie étrangère sont inscrites en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de leur dépôt.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan des Fonds en fidéicommis administrés par le gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état de l'évolution des dépôts de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe au Sous-Ministre des Finances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation de la convention comptable suivie ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière des Fonds en fidéicommis au 31 mars 1991, ainsi que l'évolution des dépôts pour l'année financière terminée à cette date selon la convention comptable énoncée à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis cette convention a été appliquée de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Pour le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général adjoint

Québec, le 5 juillet 1991

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990 (note 3)
REVENUS		
Ventes et abonnements	9 108 111 $	7 135 156 $
Services et autres	229 647	164 359
	9 337 758	7 299 515
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES (note 4)	5 628 930	5 263 221
REVENU BRUT	3 708 828	2 036 294
FRAIS DE COMMERCIALISATION (note 5)	4 483 759	3 741 436
FRAIS D'ADMINISTRATION (note 5)	2 051 438	1 513 319
	6 535 197	5 254 755
PERTE AVANT SUBVENTION	2 826 369	3 218 461
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	3 980 286	2 969 505
REVENU NET (PERTE NETTE)	1 153 917 $	(248 956) $

EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
DÉFICIT AU DÉBUT		
Solde déjà établi	(326 656) $	- $
Redressement affecté à l'année financière antérieure (note 3)	77 700	-
	(248 956)	-
Revenu net (perte nette)	1 153 917	(248 956)
EXCÉDENT (DÉFICIT) À LA FIN	904 961 $	(248 956) $

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1991

	1991	1990 (note 3)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	253 930 $	800 897 $
Débiteurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	747 837	445 555
Autres	790 422	402 582
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	332 786	104 505
Stocks (note 6)	2 192 563	1 690 891
Frais payés d'avance	-	52 626
	4 317 538	3 497 056
Immobilisations (note 7)	405 656	471 483
Frais reportés (note 8)	208 854	168 887
	4 932 048 $	4 137 426 $
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs	1 268 446 $	1 435 386 $
Revenus perçus d'avance	797 783	990 138
	2 066 229	2 425 524
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 9)	1 960 858	1 960 858
	4 027 087	4 386 382
EXCÉDENT (DÉFICIT)	904 961	(248 956)
	4 932 048 $	4 137 426 $

Jean-Paul Gagné
Administrateur du Fonds Les Publications du Québec

Jacques Pigeon
Sous-ministre des Communications

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds Les Publications du Québec, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), a pour objet le financement des activités de l'Éditeur officiel du Québec et celles relatives à la vente de ses produits ainsi que tous les services fournis par le ministre des Communications dans la gestion des droits d'auteur, l'édition, la publication, la diffusion et la commercialisation de documents.

Ce Fonds est administré par le ministère des Communications. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Revenus d'abonnements

Les revenus d'abonnements provenant de publications dont le nombre de parutions est indéterminé, sont comptabilisés uniformément sur la durée de l'abonnement. Pour celles dont le nombre de parutions est déterminé, les revenus d'abonnements sont comptabilisés au fur et à mesure de leur parution.

Redevances

Les opérations reliées au paiement ou à la réception de redevances sont établies et comptabilisées aux dates spécifiées aux ententes.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations.

Stocks

Les stocks de produits finis sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. La méthode du prix de revient complet est utilisée dans le calcul du coût des stocks de produits finis.

Les stocks de produits en cours ne comprennent que les frais directs d'édition.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 %.

Frais reportés

Les frais reportés transférés au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisés à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres frais reportés sont inscrits au coût. Ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 %.

3. REDRESSEMENT AFFECTÉ À L'ANNÉE FINANCIÈRE ANTÉRIEURE

Une correction a été effectuée au montant des frais reportés au 31 mars 1990 pour capitaliser des honoraires professionnels relatifs aux frais de développement de systèmes informatiques. Cette correction a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1990.

Frais d'administration	(77 700) $
Perte nette	(77 700)
Frais reportés	77 700
Déficit	(77 700)

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

4. COÛT DES MARCHANDISES VENDUES

	1991	1990
Stocks de produits en cours au début	131 908 $	62 569 $
Frais directs d'édition	4 709 252	4 418 979
Main-d'oeuvre directe d'édition	953 288	901 078
Frais généraux de fabrication		
Traitements et avantages sociaux	284 748	175 222
Honoraires professionnels	58 434	20 438
Transport et communications	18 516	26 838
Loyers	151 688	249 751
Entretien et réparations	1 671	11 728
Fournitures et approvisionnements	16 572	16 215
Matériel et équipement	3 417	537
Autres	-	126
Amortissement des immobilisations et des frais reportés	21 310	17 127
	556 356	517 982
	6 350 804	5 900 608
Stocks de produits en cours à la fin	71 273	131 908
Coût des produits fabriqués	6 279 531	5 768 700
Achats de marchandises pour la revente	341 144	357 259
	6 620 675	6 125 959
Moins: coûts facturés aux clients	(429 438)	(514 442)
	6 191 237	5 611 517
Stocks de produits finis au début	1 558 983	1 210 687
	7 750 220	6 822 204
Stocks de produits finis à la fin	2 121 290	1 558 983
	5 628 930 $	5 263 221 $

5. FRAIS DE COMMERCIALISATION ET D'ADMINISTRATION

	1991		1990	
	Frais de commercialisation	Frais d'administration	Frais de commercialisation	Frais d'administration
Traitements et avantages sociaux	2 224 819 $	1 271 527 $	1 925 325 $	893 095
Honoraires professionnels	204 156	210 295	472 660	117 834
Transport et communications	1 108 462	216 224	502 007	196 459
Loyers	696 023	157 694	625 311	133 963
Entretien et réparations	20 056	17 269	32 383	32 730
Fournitures et approvisionnements	115 748	44 725	58 091	18 924
Matériel et équipement	9 963	4 854	7 430	8 191
Autres	1 582	12 040	231	10 472
Amortissement des immobilisations et des frais reportés	102 950	116 810	117 998	101 651
	4 483 759 $	2 051 438 $	3 741 436 $	1 513 319

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

6. STOCKS

	1991	1990
Produits en cours	71 273 $	131 908 $
Produits finis	2 121 290	1 558 983
	2 192 563 $	1 690 891 $

7. IMMOBILISATIONS

	1991			1990
	Coût ou valeur attribuée*	Amortissement accumulé	Net	Net
Équipement informatique	276 966 $	142 324 $	134 642 $	177 031 $
Mobilier de bureau	186 429	117 237	69 192	114 193
Équipement de bureautique	170 793	54 171	116 622	115 031
Améliorations locatives	94 972	38 367	56 605	27 272
Équipement d'entrepôt	51 770	23 175	28 595	35 621
Matériel roulant	4 670	4 670	-	2 335
	785 600 $	379 944 $	405 656 $	471 483 $

	1991	1990
* Coût ou valeur attribuée		
Solde au début	663 905 $	380 753 $
Acquisitions	121 695	283 152
Solde à la fin	785 600 $	663 905 $

8. FRAIS REPORTÉS

	1991			1990
	Coût ou valeur attribuée*	Amortissement accumulé	Net	Net
Frais de développement de systèmes informatiques	297 996 $	93 809 $	204 187 $	162 175 $
Droits d'auteur	8 757	4 090	4 667	6 712
	306 753 $	97 899 $	208 854 $	168 887 $

	1991	1990
* Coût ou valeur attribuée		
Solde au début	213 241 $	93 986 $
Acquisitions	93 512	119 255
Solde à la fin	306 753 $	213 241 $

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

9. DÛ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1991	1990
Solde dû suite au transfert de l'actif net du Fonds renouvelable des publications gouvernementales	1 803 090 $	1 803 090 $
Solde dû suite au transfert d'immobilisations et de frais reportés du ministère des Communications	157 768	157 768
	1 960 858 $	1 960 858 $

Ces dettes, ne portant pas intérêt, échoient le 31 mars 1995. Après cette date, le solde non remboursé portera alors intérêt.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds Les Publications du Québec du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et l'état de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 24 septembre 1991

FONDS POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES
(L.R.Q., c. M-23.01)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991 (12 mois)	1990 (6 mois)
REVENUS		
Location d'équipements informatiques	19 223 836 $	11 031 137 $
(Perte nette) Gain net sur aliénations d'immobilisations	(2 677)	283 665
	19 221 159	11 314 802
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Amortissement des immobilisations	16 298 885	7 542 631
Intérêts sur montants dus au Fonds consolidé du revenu	2 419 792	1 466 286
Traitements et avantages sociaux	78 884	37 421
Loyers	4 982	2 414
Autres	12 255	1 978
	18 814 798	9 050 730
REVENU NET	406 361	2 264 072
EXCÉDENT AU DÉBUT	2 264 072	-
EXCÉDENT À LA FIN	2 670 433 $	2 264 072 $

BILAN
au 31 mars 1991

ACTIF	1991	1990
Encaisse	22 452 $	2 632 $
Débiteurs - Ministères et organismes du gouvernement du Québec	923 885	68 185
	946 337	70 817
Immobilisations (note 3)	33 738 989	33 627 327
	34 685 326 $	33 698 144
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs	3 400 358 $	1 411 137 $
Intérêts courus	732 886	1 466 285
	4 133 244	2 877 422
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 4)	27 881 649	28 556 650
	32 014 893	31 434 072
EXCÉDENT	2 670 433	2 264 072
	34 685 326 $	33 698 144 $

Jean-Claude Careau
Administrateur du Fonds pour les équipements informatiques
Clermont Gignac
Sous-Ministre des Approvisionnements et services

FONDS POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds pour les équipements informatiques, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01 et modifications), a pour objet de défrayer les coûts d'acquisition d'équipements informatiques et de louer ces équipements aux ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Ce Fonds est administré par le ministère des Approvisionnements et Services. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1er octobre 1989.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions énoncées ci-dessous.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon les méthodes et les taux suivants:

	Méthode	Taux
Équipements informatiques	Solde dégressif	40 %
Mobilier et équipement	Linéaire	20 %

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

3. IMMOBILISATIONS

	1991			1990
	Coût ou valeur attribuée*	Amortissement accumulé	Net	Net
Équipements informatiques	57 538 109 $	23 800 155 $	33 737 954 $	33 625 997 $
Mobilier et équipement	1 478	443	1 035	1 330
	57 539 587 $	23 800 598 $	33 738 989 $	33 627 327 $

	1991	1990
* Coût ou Valeur attribuée	41 130 974 $	31 198 597 $
Acquisitions	16 414 713	10 474 377
Dispositions	(6 100)	(542 000)
	57 539 587 $	41 130 974 $

FONDS POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

---

4. DÛ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1991	1990
Solde dû suite au transfert de l'actif net du Fonds renouvelable pour les équipements informatiques à la valeur attribuée, portant intérêt au taux de 10,64 % payable semestriellement et sans modalités de remboursement	16 678 649 $	20 316 650 $
Avances portant intérêt au taux préférentiel bancaire échéant la même année que les contrats de location d'équipements informatiques concernés et sans modalités de remboursement	11 203 000	8 240 000
	27 881 649 $	28 556 650 $

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds pour les équipements informatiques du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Québec

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général adjoint

Québec, le 3 juin 1991

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE
(L.Q., 1976, c. 14)

ÉVOLUTION DU FONDS
pour l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990 (note 3)
PROVENANCE DES FONDS		
Taxe spéciale sur le tabac	107 462 271 $	112 834 263 $
Intérêts sur dépôts bancaires et placements temporaires	5 586 553	1 208 935
Produit d'emprunts à court terme:		
Du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	-	4 000 000
Du Fonds spécial olympique	-	8 000 000
	113 048 824	126 043 198
UTILISATION DES FONDS		
Remboursement par anticipation de la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	-	50 000 000
Intérêts sur la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	36 761 935	44 898 025
Parachèvement des installations olympiques	27 204 701	12 259 379
Biodôme	10 569 151	
Remboursement d'emprunts à court terme:		
Du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	-	4 000 000
Du Fonds spécial olympique	-	8 000 000
Intérêts sur les emprunts à court terme:		
Du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	-	62 692
Du Fonds spécial olympique	10 120	-
	74 545 907	119 220 096
AUGMENTATION DU FONDS	38 502 917	6 823 102
SOLDE DU FONDS REDRESSÉ AU DÉBUT (note 3)	24 580 012	17 756 910
SOLDE DU FONDS À LA FIN	63 082 929 $	24 580 012 $

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE

BILAN
au 31 mars 1991

	1991	1990 (note 3)
ACTIF		
Encaisse	488 078 $	344 314 $
Dépôts à terme et placements temporaires - au coût	51 936 820	20 810 270
Débiteurs		
Agents et mandataires du ministère du Revenu	6 555 350	4 508 813
Fonds consolidé du revenu	3 896 699	882 725
Autres	460	1 679
Intérêts courus	205 522	92 593
	63 082 929 $	26 640 394 $
PASSIF		
Dû à la Régie des installations olympiques	- $	2 060 382 $
Solde du Fonds	63 082 929	24 580 012
	63 082 929 $	26 640 394 $

Bob Mc Cullough
Administrateur du Fonds
spécial olympique

Claude Séguin
Le Sous-ministre des Finances

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds spécial olympique a été constitué en 1976 par une loi du Parlement (Lois du Québec, 1976 chapitre 14). Ce Fonds et les revenus qu'il génère sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques. Le Fonds est géré par le ministre des Finances.

Les renseignements concernant les emprunts de la Régie des installations olympiques ainsi que les engagements pour le parachèvement des installations olympiques sont présentés dans les états financiers de la Régie des installations olympiques.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les remises provenant de la taxe spéciale sur le tabac encaissées par le ministère du Revenu pendant le mois d'avril qui représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1er avril, sont comptabilisées aux revenus de l'année financière et à l'actif au 31 mars.

Les intérêts sur les dépôts bancaires et les placements temporaires sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le produit et le remboursement de la dette à long terme en devises étrangères du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'emprunt ou du remboursement.

Les intérêts sur les dettes à court et à long terme du Fonds de construction de la Régie de même que la contribution au coût de parachèvement des installations olympiques sont comptabilisés lors de leur déboursé.

Le produit d'aliénations d'actifs immobiliers de la Régie est comptabilisé lors de son encaissement.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans les états financiers.

3. SOLDE DU FONDS REDRESSÉ AU DÉBUT

Redressement affecté aux années financières antérieures

	1991	1990
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT		
Solde déjà établi	26 640 394 $	19 801 033 $
Redressement		
Remboursement d'un trop perçu sur le produit d'aliénations d'actifs mobiliers de la Régie des installations olympiques	2 060 382	2 044 123
SOLDE DU FONDS REDRESSÉ AU DÉBUT	24 580 012 $	17 756 910 $

Au cours de l'année financière, une réclamation de la Régie des installations olympiques au montant de 2 060 382 $ a été reçue et payée par le Fonds spécial olympique. Ce montant représente un trop versé au Fonds spécial olympique à l'égard d'aliénations d'actifs mobiliers par la Régie des installations olympiques au cours des années 1976 à 1990.

Les états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1990 ont été redressés, ce qui a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants:

	1990
Produit d'aliénation d'actifs immobiliers de la Régie des installations olympiques	(16 259) $
Dû à la Régie des installations olympiques	2 060 382
Solde du Fonds	(2 060 382)

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds spécial olympique du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état de l'évolution du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que son évolution pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 12 août 1991

ÉTATS FINANCIERS DU FONDS RENOUVELABLE

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1991

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
		(note 3)
REVENUS		
Services	20 466 864 $	20 294 109 $
Autres	42 551	
	20 509 415	20 294 109
FRAIS D'OPÉRATION (note 5)		
Dépenses assumées par le Fonds renouvelable (note 6)		
Entretien et réparations	4 027 435	4 178 447
Pièces de rechange et fournitures	2 636 524	2 601 128
Carburant	3 124 302	3 386 705
Communications	926 615	916 161
Location d'équipement	281 172	775 971
Services professionnels, administratifs et autres	523 992	324 551
Matériel et équipement	194 380	134 467
Autres	69 251	38 449
	11 783 671	12 355 879
REVENU NET VIRÉ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU (note 9)	8 725 744 $	7 938 230 $

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

BILAN
au 31 mars 1991

	1991	1990
		(note 3)
ACTIF		
Encaisse	15 480 956 $	12 173 610 $
Débiteurs		
Ministères, organismes et entreprises du gouvernement du Québec	1 021 282	1 295 387
Autres	341 973	608 484
Dépôt sur acquisition d'un avion	641 624	
Stock de pièces de rechange, fournitures et carburant	6 813 946	6 960 431
Frais de remotorisation d'avions (note 7)	9 983 769	5 646 996
	34 283 550 $	26 684 908 $
PASSIF		
Créditeurs	1 402 677 $	2 506 777 $
Solde dû sur acquisition de pièces de rechange (note 8)	469 607	492 609
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 9)	27 727 266	19 001 522
	29 599 550	22 000 908
APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Avance du Fonds consolidé du revenu	4 684 000	4 684 000
	34 283 550 $	26 684 908 $

CESSATION DES ACTIVITÉS DU FONDS RENOUVELABLE (note 4)

André Fiset
Pour le contrôleur des Finances

Jean-Guy Paquin
Administrateur du Fonds renouvelable
du service aérien gouvernemental,

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

---

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental a été constitué à même les crédits votés du ministère des Transports.

Ce Fonds renouvelable a pour objet de défrayer les frais d'exploitation du service aérien de la flotte gouvernementale, déterminés par le Conseil du trésor. Les recettes provenant de la vente de ces services sont versées au Fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins.

Le ministère des Finances détermine chaque année en accord avec le ministère des Transports les remises au Fonds consolidé du revenu, en tenant compte du fonds de roulement nécessaire aux opérations du Fonds.

2. Conventions comptables

Opérations

Les opérations sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Stock de pièces de rechange, fournitures et carburant

Les pièces de rechange, fournitures et carburant sont inscrits au moindre du prix coûtant ou de la valeur de réalisation nette. Le prix coûtant est établi selon la méthode de l'épuisement successif. Quant aux pièces de rechange et aux fournitures qui ont été achetées en dollars américains, leur coût est converti en dollars canadiens selon un taux de change moyen pondéré déterminé en fin d'année financière.

Frais de remotorisation

Les coûts directs relatifs à la remotorisation d'avions sont capitalisés. Aucun amortissement n'est inscrit jusqu'à ce que les avions soient remis en service.

Immobilisations

Les acquisitions de matériel et d'équipement sont imputées aux frais d'opération du Fonds.

Conversion de devises étrangères

Les achats acquittés au cours de l'année financière autres que ceux de stocks de pièces de rechange et de fournitures, sont convertis au taux de change prévalant à la date du paiement. Les achats impayés au 31 mars sont convertis au taux de change prévalant à cette date.

3. MODIFICATION D'UNE CONVENTION COMPTABLE

À compter de la présente année financière, le Fonds capitalise les coûts directs relatifs à la remotorisation des avions alors qu'auparavant ils étaient imputés aux opérations.

Cette modification appliquée de façon rétroactive a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers:

	1991	1990
Opérations		
Frais de remotorisation d'avions	(4 336 773)$	(4 231 432)$
Revenu net viré au Fonds consolidé du revenu	4 336 773	4 231 432
Bilan		
Frais de remotorisation d'avions	9 983 769	5 646 996
Dû au Fonds consolidé du revenu	9 983 769	5 646 996

4. CESSATION DES OPÉRATIONS DU FONDS RENOUVELABLE

La Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports (1990, chapitre 38) sanctionnée le 25 octobre 1990 et entrée en vigueur le 1er avril 1991 a institué le Fonds du service aérien gouvernemental. La mise en opération de ce Fonds, le 1er avril 1991, a entraîné la cessation des opérations du Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental à cette date.

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1990

---

4. CESSATION DES OPÉRATIONS DU FONDS RENOUVELABLE (suite)

L'actif et le passif et toutes les ententes et responsabilités du Fonds renouvelable ainsi que toutes les transactions contractuelles conclues entre le Fonds renouvelable, ses clients et ses fournisseurs, ont été transférés par le gouvernement du Québecs le 1er avril 1991 au Fonds du service aérien gouvernemental.

5. DÉPENSES ASSUMÉES PAR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Les dépenses assumées à même le Fonds consolidé du revenu ne sont pas présentées aux états financiers du Fonds renouvelable. Ces dépenses sont estimées et se détaillent comme suit:

	1991	1990
Traitements	9 103 404 $	8 857 912 $
Avantages sociaux	1 456 545	1 417 266
Intérêts	1 854 173	1 917 130
Loyers	1 723 265	1 684 205
Acquisition d'aéronefs	608 919	552 763
Communications	148 373	138 476
Matériel ets équipement	90 804	110 725
Services professionnels, administratifs et autres		227 752
Autres		25 585
	14 985 483 $	14 931 814 $

Les immobilisations, notamment les aéronefs, les bâtiments, les équipements mobiles et les outillages spécialisés, sont mises gratuitement à la disposition du Fonds renouvelable par le gouvernement du Québec.

6. DÉPENSES ASSUMÉES PAR LE FONDS RENOUVELABLE

Les frais d'exploitation de la flotte aérienne du ministère des Transports affectée au transport des personnes et des marchandises et à la protection de la forêt sont assumés par le Fonds renouvelable à l'exception des traitements, des services de téléphonie, du loyer des immeubles, des dépenses de nature "capital" autres que celles spécifiées par le Gouvernement et des autres dépenses d'administration qui sont assumées par le Fonds consolidé du revenu.

7. FRAIS DE REMOTORISATION D'AVIONS

Le Fonds renouvelable a poursuivi, au cours de l'année financière, la remotorisation de deux avions CL-215. Une homologation provisoire a été obtenue de Transport Canada à l'égard de ces deux appareils. Advenant l'éventualité que les appareils ne recoivent pas une accréditation de navigabilité de Transport Canada, le fournisseur devrait rembourser au Fonds renouvelable le coût total des travaux. L'encaissement de ce remboursement serait porté aux résultats de l'année financière alors en cours.

8. SOLDE DÛ SUR ACQUISITION DE PIÈCES DE RECHANGE

Ce poste représente le solde au 31 mars 1991 s'appliquant à la partie des obligations découlant d'un contrat de location-acquisition d'un avion-ambulance, assumée par le Fonds renouvelable. Ce contrat conclu au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1988 par le ministère des Transports est d'une durée maximale de 17 ans. Suite à une entente avec ce ministère, le Fonds renouvelable assume la partie des obligations du contrat reliée aux pièces de rechange, soit un montant total de 541 300 $, en y excluant les intérêts y afférents.

Les versements à effectuer sur ce solde dû au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit:

1992	25 219 $
1993	27 847
1994	30 750
1995	33 955
1996	37 493

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

9. DÛ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1991	1990
Revenus nets accumulés		
Solde au début		
Solde déjà établi	6 778 143 $	3 071 345 $
Redressement		
Modification de la convention comptable relative aux frais de remotorisation d'avions (note 3)	5 646 996	1 415 564
Solde redressé	12 425 139	4 486 909
Revenu net de l'année financière	8 725 744	7 938 230
Solde à la fin	21 150 883	12 425 139
Pièces de rechange, fournitures et carburant mis à la disposition du Fonds renouvelable le 1er avril 1984	3 193 307	3 193 307
Pièces de rechange, fournitures et carburant mis à la disposition du Fonds renouvelable le 1er avril 1988	3 383 076	3 383 076
	27 727 266 $	19 001 522 $

10. TRANSACTION DE L'ANNÉE FINANCIÈRE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1991	1990
Revenus		
Services	6 685 524 $	6 730 036 $

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive de la modification apportée à la convention comptable portant sur les frais de remotorisation d'avions expliquée à la note 3, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 9 octobre 1991

DÉTAIL DES FOURNISSEURS
DU FONDS RENOUVELABLE

Divers fournisseurs : 11 930 156

Aastra Aerospace Inc., 39 132; Aero-Novation Inc., 254 267; Aero Recip (Canada) Ltd, 165 535; Aviall, 51 091; Aviation Leclerc Inc., 126 598; Bell Helicopter Textron, 35 193; BSP Aérospace Products, 51 983; Cafétérias Chabot Inc., 73 774; California Engine Service Inc., 376 089; Canadian Aero Accessories Ltd, 36 300; Club Voyages Qué-Bourg, 77 183; Conifair Aviation Inc., 1 924 461; Distribution d'énergie Crie du Canada Inc., 55 476; Douty Aerospace Corporation, 60 992; Execaire Inc., 39 309; Flightsafety Canada Ltd, 122 738; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 40 423; Hélipro Inc., 191 882; Héroux Inc., 177 384; Industrielle - Services techniques, 295 403; Insured Aircraft Title Service, 636 321; Lamarre, Caty, Houle Ltée, 79 198; Maryland Air Industries Inc., 35 564; Métro Parts Inc., 86 697; Mosanto Canada Inc., 82 429; Patlon Aircraft Industries Ltée, 63 131; Pétro-Canada Inc., 249 390; PÉTROLES : Esso Canada, 1 631 078, Therrien Inc., 163 916; Pole Air Aviation Inc., 68 291; Pratt & Whitney Canada Inc., 36 825; Produits Shell Canada Ltée, 672 234; Standard Aéro Ltd, 56 800; Starber International Inc., 138 968; TSS Group, 145 330; VILLES: La Tuque, 90 507; Maniwaki, 141 116.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 $: 3 357 148.